RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

2013

MISSION INTERMINISTÉRIELLE
PROJETS ANNUELS DE PERFORMANCES
ANNEXE AU PROJET DE LOI DE FINANCES POUR

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR



NOTE EXPLICATIVE

Cette annexe au projet de loi de finances est prévue par l'article 51-5° de la loi organique du 1er août 2001 relative aux lois de finances (LOLF). Conformément aux dispositions de la loi organique, ce document développe l'ensemble des moyens regroupés au sein d'une mission et alloués à une politique publique. Il comprend les projets annuels de performances (PAP) des programmes qui lui sont associés.

Cette annexe par mission récapitule les crédits (y compris les fonds de concours et attributions de produits attendus) et les emplois demandés pour 2013 en les détaillant par programme, action, titre et catégorie.

Elle inclut une présentation de la programmation pluriannuelle des crédits de la mission, de leur évolution et des principales réformes sur la période 2013-2015.

Suite aux modifications apportées à la maquette missions/programmes/actions dans le cadre de la construction du projet de loi de finances pour 2013 et afin de permettre une analyse des écarts avec la loi de finances pour 2012, il a été décidé de retraiter, lorsque cela était nécessaire, les données de la loi de finances pour 2012 dans les documents budgétaires annexés au projet de loi de finances pour 2013.

Chaque programme constitutif de la mission est ensuite détaillé. Les parties relatives aux programmes comprennent les éléments suivants :

La présentation des crédits du programme et des dépenses fiscales associées

Les crédits, constitués d'autorisations d'engagement (AE) et de crédits de paiement (CP), sont détaillés selon la nomenclature par destination (programmes et actions) et par nature (titres et catégories). L'évaluation des fonds de concours et attributions de produits attendus en 2013 est précisée.

Le cas échéant, les dépenses fiscales rattachées au programme sont indiquées ainsi que leur évaluation (qui figure également dans le tome 2 de l'annexe Voies et moyens).

Le projet annuel de performances qui regroupe

- la présentation stratégique du programme ;
- la présentation des objectifs et des indicateurs de performance ;
- la justification au premier euro des crédits qui développe le contenu physique et financier du programme ainsi que les déterminants de la dépense et présente un échéancier des crédits de paiement associés aux autorisations d'engagement ;
- une présentation des principaux opérateurs et de leurs emplois ;
- la présentation des coûts associés à chaque action.

Sauf indication contraire, **les montants de crédits figurant dans les tableaux du présent document sont exprimés en euros**. Les crédits budgétaires sont présentés, selon l'article 8 de la LOLF, en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.

Les emplois sont exprimés en équivalents temps plein travaillé (ETPT). On distingue les effectifs physiques qui correspondent aux agents rémunérés, quelle que soit leur quotité de travail et les ETPT (équivalents temps plein travaillé) correspondant aux effectifs physiques pondérés par la quotité de travail des agents. A titre d'exemple, un agent titulaire dont la quotité de travail est de 80 % sur toute l'année, correspond à 0,8 ETPT ou encore, un agent en CDD de 3 mois, travaillant à temps partiel à 80 % correspond à 0,8 x 3/12 ETPT.

TABLE DES MATIÈRES

Mission

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR **7**

Présentation de la programmation pluriannuelle 8

Récapitulation des crédits 12

Programme 150

FORMATIONS SUPÉRIEURES ET RECHERCHE UNIVERSITAIRE **17**

Présentation stratégique du projet annuel de performances 18

Objectifs et indicateurs de performance 22

Présentation des crédits et des dépenses fiscales 46

Justification au premier euro 52

Opérateurs 99

Analyse des coûts du programme et des actions 161

Programme 231

VIE ÉTUDIANTE **165**

Présentation stratégique du projet annuel de performances 166

Objectifs et indicateurs de performance 168

Présentation des crédits et des dépenses fiscales 174

Justification au premier euro 179

Opérateurs 191

Analyse des coûts du programme et des actions 203

Programme 172

RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES PLURIDISCIPLINAIRES **207**

Présentation stratégique du projet annuel de performances 208

Objectifs et indicateurs de performance 211

Présentation des crédits et des dépenses fiscales 222

Justification au premier euro 228

Opérateurs 256

Analyse des coûts du programme et des actions 299

Programme 187

RECHERCHE DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DES MILIEUX ET DES RESSOURCES **305**

Présentation stratégique du projet annuel de performances 306

Objectifs et indicateurs de performance 309

Présentation des crédits et des dépenses fiscales 316

Justification au premier euro 321

Opérateurs 330

Analyse des coûts du programme et des actions 360

Programme 193

RECHERCHE SPATIALE **365**

Présentation stratégique du projet annuel de performances 366

Objectifs et indicateurs de performance 368

Présentation des crédits et des dépenses fiscales 373

Justification au premier euro 376

Opérateurs 388

Analyse des coûts du programme et des actions 396

Programme 190
RECHERCHE DANS LES DOMAINES DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT DURABLES 399
Présentation stratégique du projet annuel de performances 400
Objectifs et indicateurs de performance 404
Présentation des crédits et des dépenses fiscales 413
Justification au premier euro 423
Opérateurs 444
Analyse des coûts du programme et des actions 461
Programme 192
RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIELLE 465
Présentation stratégique du projet annuel de performances 466
Objectifs et indicateurs de performance 469
Présentation des crédits et des dépenses fiscales 475
Justification au premier euro 480
Opérateurs 495
Analyse des coûts du programme et des actions 510
Programme 191
RECHERCHE DUALE (CIVILE ET MILITAIRE) 513
Présentation stratégique du projet annuel de performances 514
Objectifs et indicateurs de performance 515
Présentation des crédits et des dépenses fiscales 517
Justification au premier euro 520
Opérateurs 528
Analyse des coûts du programme et des actions 532
Programme 186
RECHERCHE CULTURELLE ET CULTURE SCIENTIFIQUE 535
Présentation stratégique du projet annuel de performances 536
Objectifs et indicateurs de performance 538
Présentation des crédits et des dépenses fiscales 541
Justification au premier euro 544
Opérateurs 554
Analyse des coûts du programme et des actions 559
Programme 142
ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE AGRICOLES 561
Présentation stratégique du projet annuel de performances 562
Objectifs et indicateurs de performance 564
Présentation des crédits et des dépenses fiscales 567
Justification au premier euro 571
Opérateurs 584
Analyse des coûts du programme et des actions 593

MISSION

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Présentation de la programmation pluriannuelle 8
Récapitulation des crédits 12

PRÉSENTATION DE LA PROGRAMMATION PLURIANNUELLE

Geneviève Fioraso, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche
Delphine Batho, Ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie
Arnaud Montebourg, Ministre du Redressement productif
Jean-Yves Le Drian, Ministre de la Défense
Aurélie Filippetti, Ministre de la Culture et de la Communication
Stéphane Le Foll, Ministre de l'Agriculture, de l'Agroalimentaire et de la Forêt

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DE LA MISSION

La mission « Recherche et enseignement supérieur » (MIRES) présente une forte dimension interministérielle, puisqu'elle réunit autour du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR) cinq autres ministères : le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie, le ministère de l'économie et des finances, le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt, le ministère de la défense et le ministère de la culture et de la communication. En outre, par l'intermédiaire des co-tutelles d'organismes de recherche, elle associe également les ministères chargés de la santé, du travail et des affaires étrangères.

Sur le plan budgétaire, la MIRES représente l'une des plus importantes missions du budget de l'État en niveau de crédits. Elle intègre la quasi-totalité des dépenses de recherche civile de l'État et l'essentiel de ses dépenses d'enseignement supérieur puisque relèvent de cette mission, outre les établissements sous tutelle du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, les écoles dépendant des ministères chargés de l'économie, de l'industrie et de l'agriculture.

Les politiques ainsi financées, qui s'inscrivent pleinement dans le cadre des grandes orientations de l'Union européenne, dépassent les programmes et les frontières des différents ministères parties prenantes de la MIRES. Aussi les objectifs et indicateurs en matière de production scientifique, de valorisation de la recherche ou de participation à l'espace européen de la recherche sont-ils, dans une très large mesure, communs aux différents programmes de la MIRES. Les dispositifs de regroupement et de coopération au niveau des territoires associent universités, écoles et organismes relevant de l'ensemble des ministères de la MIRES.

Le Gouvernement a décidé de lancer des Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche qui se tiendront à l'automne 2012, au cours desquelles seront particulièrement débattues les questions relatives à la réussite de tous les étudiants, à la définition d'une nouvelle ambition pour notre recherche et à la révision de la gouvernance du système français d'enseignement supérieur et de recherche. Elles permettront de fonder de nouvelles dispositions législatives qui seront soumises au Parlement au cours du premier semestre 2013.

Le document d'orientation produit par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et les premières décisions prises dans les différents secteurs ministériels permettent déjà de définir des priorités qui concernent à chaque fois plusieurs programmes et opérateurs de la mission interministérielle :

– La réussite des étudiants, et notamment celle des étudiants de licence, nécessite une approche coordonnée entre les différentes formations de ce cycle, une orientation améliorée, un développement des passerelles entre les différentes formations et une véritable rénovation pédagogique. Elle doit s'appuyer sur un système d'aide aux étudiants adapté aux besoins et sur une politique ambitieuse en faveur logement étudiant.

– L'objectif de partenariat renforcé et de rapprochement entre les différentes composantes du système français d'enseignement supérieur et de recherche (universités, écoles, organismes de recherche) doit être amplifié dans une logique de simplification et de lisibilité croissante. Cette simplification doit s'appliquer au niveau national, avec notamment une clarification du rôle des acteurs dans l'élaboration de la stratégie, l'évaluation et la programmation mais aussi au niveau territorial.

– Le système d'enseignement supérieur et de recherche français doit, tout en maîtrisant l'évolution de sa contribution aux grands projets internationaux, développer son attractivité au niveau international et européen par une plus grande ouverture à l'accueil des étudiants, des enseignants et des chercheurs étrangers et une plus grande présence dans les programmes européens.

L'enseignement supérieur et la recherche doivent être des leviers essentiels du redressement économique et social du pays et permettre de relancer les capacités d'innovation de notre système productif et de contribuer aux nouvelles filières créatrices d'emplois. Cet objectif passe non seulement par un développement de la recherche technologique mais aussi par une amélioration de notre système de transfert technologique.

L'enseignement supérieur et la recherche ont enfin un rôle essentiel d'expertise et d'appui aux politiques publiques, notamment pour favoriser le développement durable et la transition énergétique.

ÉVOLUTION DES CRÉDITS POUR 2013-2015

	LFI 2012 au format 2013 (1) CP	PLF 2013 CP	2014 CP	2015 CP
Plafond de la mission (hors contribution directe de l'État au CAS Pensions) (2)	25 122 261 615	25 641 784 404	25 744 033 623	25 856 820 558

(1) La LFI 2012 est présentée au format de la maquette budgétaire retenue pour la programmation 2013-2015 ; elle est par ailleurs retraitée des modifications de périmètre et de transferts impactant la mission en PLF 2013.
(2) Conformément au projet de loi de programmation des finances publiques, les plafonds des missions du budget général sont présentés hors contribution directe de l'État au CAS Pensions.

INDICATEURS LES PLUS REPRÉSENTATIFS DE LA MISSION

OBJECTIF : Répondre aux besoins de qualification supérieure

Cet objectif central du système de formation supérieure se décline principalement à travers deux indicateurs :
- le premier, qui en pointe l'enjeu socio-économique, traduit l'ambition formulée en 2005 dans la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école de conduire à l'horizon de 10 ans 50 % d'une classe d'âge à un diplôme de l'enseignement supérieur ;
- le second souligne l'inscription au cœur de la formation de l'objectif d'insertion professionnelle, mission désormais explicitement assignée par la loi au service public de l'enseignement supérieur.

Indicateur 150-1.1 : **Pourcentage d'une classe d'âge titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur**

Sous-indicateur	Unité	2005 Réalisation	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Réalisation	2009 Réalisation	2010 Réalisation	2013 Prévision	2015 Cible
Pourcentage d'une classe d'âge titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur	%	42,5	43,8	44,4	44,7	46,4	46,8	49	50

Indicateur : **Taux d'insertion professionnelle des jeunes diplômés**

Sous-indicateur	Unité	Réalisation 2010	Réalisation 2011	Prévision 2012	Prévision 2013	Cible 2015
Taux d'insertion des titulaires de BTS (1)	%	nd	90,9	nd	nd	nd
Taux d'insertion des titulaires de DUT (1)	%	91	nd	nd	90	92
Taux d'insertion des titulaires de Licence professionnelle (1)	%	92	nd	nd	92	93
Taux d'insertion des titulaires de Master (1)	%	91	nd	nd	91	92
dont sur emploi permanent (1)	%	74	nd	nd	76	77
Taux d'insertion des titulaires du doctorat (1)	%	91	sans objet	sans objet	ns	ns
Taux d'insertion des diplômés dans les 12 mois suivant l'obtention du diplôme (P192 sous-indicateur 5.2.1)	%	90	94,1	92	> 92	ns
Taux d'insertion des diplômés dans les 12 mois suivant l'obtention du diplôme (P142 sous-indicateur 1.1.2)	%	73,3	75,6	74	74,5	ns

(1) P150 indicateur 1.2

Pour les 6 premiers sous-indicateurs, le taux d'insertion est défini comme étant le pourcentage de diplômés de nationalité française, issus de la formation initiale, ayant mis fin à leurs études après l'obtention de leur diplôme et occupant un emploi, quel qu'il soit, par rapport à l'ensemble des diplômés vérifiant les mêmes critères et présents sur le marché du travail (c'est-à-dire en emploi ou en recherche d'emploi). On entend par emploi stable, les emplois de fonctionnaires, d'indépendants et les contrats à durée indéterminée.. Les sous-indicateurs relatifs aux titulaires de DUT, licence professionnelle et master, ont pour périmètre les étudiants issus des universités. La situation d'emploi est observée 7 mois après l'obtention du diplôme pour les BTS, 30 mois après l'obtention du diplôme pour les DUT, licences professionnelles, et masters et trois ans après la fin de leur formation pour les titulaires d'un doctorat.

La méthodologie utilisée pour les 2 sous-indicateurs relevant des programmes 192 et 142 est différente puisque la mesure est effectuée dans les 3 à 15 mois suivant l'obtention du diplôme (cf. précisions méthodologiques afférentes à ces indicateurs) et que seuls les établissements d'enseignement supérieur relevant du programme sont concernés, que le diplôme qu'elle délivre confère ou non un grade L, M ou D. Les valeurs affichées correspondent aux prévisions 2012.

Compte tenu de la diversité des méthodologies employées, toute comparaison directe entre les valeurs des 6 premiers et des 2 derniers sous-indicateurs est à éviter.

Les « enquêtes génération » réalisées par le CEREQ tous les trois ans offrent une observation triennale sur un périmètre d'observation étendu à l'ensemble des formations supérieures, quel que soit leur programme budgétaire de financement. Les valeurs affichées correspondent en conséquence à la prévision 2013. Il convient de souligner que les taux d'insertion retracés par ces sous-indicateurs sont observés trois ans après la sortie de la formation initiale, dès lors qu'elle procure le grade de référence (L, M ou D) et ce quel que soit l'établissement d'enseignement supérieur qui assure une telle formation. Ainsi, toute comparaison avec les sous-indicateurs d'insertion professionnelle issus des programmes de la MIRES est à effectuer avec précaution

Sous-indicateur	Unité	Réalisation 2010	Réalisation 2011	Prévision 2012	Prévision 2013
% des titulaires de L, M et D employés au niveau cadre ou profession intermédiaire (tous domaines de formation) trois ans après leur sortie de formation initiale	%	71	sans objet	sans objet	82
dont CDI	%	69	sans objet	sans objet	72
% niveau Licence (tous domaines de formation)	%	55	sans objet	sans objet	67
% niveau Master (tous domaines de formation)	%	79	sans objet	sans objet	86
% niveau Doctorat (tous domaines de formation)	%	91	sans objet	sans objet	90
% domaine de formation lettres et sciences humaines (tous niveaux : L/M/D)	%	59	sans objet	sans objet	71
% domaine de formation sciences et techniques (tous niveaux : L/M/D)	%	81	sans objet	sans objet	89
% domaine de formation droit éco. Et gestion (tous niveaux : L/M/D)	%	69	sans objet	sans objet	85

OBJECTIF : Production scientifique des opérateurs du programme

Indicateur : **Production scientifique des opérateurs des programmes de la mission**

Sous-indicateurs consolidés *(*)*	Unité	2005 Réalisation	2006 Réalisation	2007 Réalisation	2008 Réalisation	2009 Réalisation	2010 Prévision de réalisation
Part des publications de référence internationale des opérateurs des programmes dans la production scientifique européenne (UE 27)	%	13,3	13,2	13,0	12,9	12,8	12,9
Part des publications de référence internationale des opérateurs des programmes dans la production scientifique mondiale	%	4,5	4,4	4,2	4,2	4,1	4,1
Années lissées de publication	%	2005	2006	2007	2008	2009	2010

(*) voir le détail dans les programmes et indicateurs concernés : 150-3.1., 172-1.1, 187-1.1, 193-1.1 et 190-1.1

Cet indicateur agrégé porte sur la France entière. L'évolution au cours du temps constituant le signal le plus important, ce sont avant tout les données réalisées qu'il convient d'observer.

OBJECTIF : Participer activement à la construction de l'Europe de la recherche

Indicateur : **Taux de présence des opérateurs des programmes de la mission dans les projets financés par le PCRD de l'Union Européenne**

Sous-indicateurs consolidés *(*)*	Unité	5e PCRD (1998-2002)	6 e PCRD (2002-2006)	7 e PCRD (à partir de 2007) 2008 Réalisation	7 e PCRD (à partir de 2007) 2009 Réalisation	7 e PCRD (à partir de 2007) 2010 Réalisation	7 e PCRD (à partir de 2007) 2011 Prévision de réalisation
Taux de participation des opérateurs des programmes dans les projets financés par le PCRD de l'Union européenne	%	5,7	5,0	5,9	5,2	4,9	5
Taux de coordination des opérateurs des programmes dans les projets financés par le PCRD de l'Union européenne	%	6,8	8,7	8,4	8,3	8,4	8,5

(*) voir le détail dans les programmes et indicateurs concernés 150-5.4, 172-4.1 et 187-5.1

« Réalisation 2010 » : données du 7e PCRD (programme cadre de recherche et développement) de l'Union européenne arrêtées au printemps 2010 : le décompte est fait sur l'ensemble des projets en cumul depuis le début du 7e PCRD, y compris les actions Marie Curie, Personnes et Idées.

Cet indicateur porte sur les programmes 150, 172 et 187, qui regroupent l'ensemble des opérateurs de recherche dont la participation au PCRD est significative.
L'évolution au cours du temps constituant le signal le plus important, ce sont avant tout les données réalisées qu'il convient d'observer.

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET ACTION

Numéro et intitulé du programme et de l'action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
150	**Formations supérieures et recherche universitaire**	12 764 855 447	12 716 761 371	49 300 000	12 511 247 419	12 760 347 649	56 900 000
01	Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence	2 692 605 257	2 776 221 608		2 692 605 257	2 776 221 608	
02	Formation initiale et continue de niveau master	2 330 406 822	2 365 982 327		2 330 406 822	2 365 982 327	
03	Formation initiale et continue de niveau doctorat	336 651 917	352 970 577		336 651 917	352 970 577	
04	Établissements d'enseignement privés	89 405 852	84 485 852		89 405 852	84 485 852	
05	Bibliothèques et documentation	430 288 871	433 829 413		430 288 871	433 829 413	
06	Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé	756 878 621	769 836 833		756 878 621	769 836 833	
07	Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	365 952 251	370 123 566		365 952 251	370 123 566	
08	Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	548 205 389	548 737 063		548 205 389	548 737 063	
09	Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	12 777 226	13 320 914		12 777 226	13 320 914	
10	Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	163 986 354	166 019 666		163 986 354	166 019 666	
11	Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	968 418 615	976 115 101		968 418 615	976 115 101	
12	Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	927 755 125	931 644 179		927 755 125	931 644 179	
13	Diffusion des savoirs et musées	107 789 060	109 581 132		107 789 060	109 581 132	
14	Immobilier	1 548 925 343	1 315 550 025	49 300 000	1 295 317 315	1 359 136 303	56 900 000
15	Pilotage et support du programme	1 484 808 744	1 502 343 115		1 484 808 744	1 502 343 115	
231	**Vie étudiante**	2 171 203 845	2 312 208 125	2 300 000	2 168 623 845	2 324 936 625	2 300 000
01	Aides directes	1 747 115 954	1 895 386 172	2 300 000	1 747 115 954	1 895 386 172	2 300 000
02	Aides indirectes	279 218 615	264 062 110		276 638 615	276 790 610	
03	Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	61 670 168	62 419 151		61 670 168	62 419 151	
04	Pilotage et animation du programme	83 199 108	90 340 692		83 199 108	90 340 692	
172	**Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires**	5 121 883 472	5 166 763 289		5 121 883 472	5 166 763 289	
01	Pilotage et animation	169 228 304	151 687 613		169 228 304	151 687 613	
02	Agence nationale de la recherche	759 854 491	686 654 491		759 854 491	686 654 491	

Numéro et intitulé du programme et de l'action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
05	Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la vie, biotechnologies et santé	1 174 686 181	1 220 908 022		1 174 686 181	1 220 908 022	
06	Recherches scientifiques et technologiques en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	509 352 814	524 798 481		509 352 814	524 798 481	
07	Recherches scientifiques et technologiques en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	616 528 889	681 309 734		616 528 889	681 309 734	
08	Recherches scientifiques et technologiques en physique nucléaire et des hautes énergies	334 787 870	344 008 799		334 787 870	344 008 799	
09	Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	300 719 534	314 192 205		300 719 534	314 192 205	
10	Recherches scientifiques en sciences de l'homme et de la société	313 195 869	330 929 821		313 195 869	330 929 821	
11	Recherches interdisciplinaires et transversales	60 974 485	62 706 000		60 974 485	62 706 000	
12	Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies	75 187 004	78 865 241		75 187 004	78 865 241	
13	Grandes infrastructures de recherche	304 351 372	244 246 000		304 351 372	244 246 000	
14	Moyens généraux et d'appui à la recherche	503 016 659	526 456 882		503 016 659	526 456 882	
187	**Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources**	1 250 149 388	1 281 772 133		1 250 149 388	1 281 772 133	
01	Recherches scientifiques et technologiques sur les ressources, les milieux et leur biodiversité	272 930 717	282 051 181		272 930 717	282 051 181	
02	Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes de production et de transformation associés	273 862 369	282 472 013		273 862 369	282 472 013	
03	Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes socio-économiques associés	86 493 777	89 827 753		86 493 777	89 827 753	
04	Recherches scientifiques et technologiques sur l'alimentation, ses produits et leurs effets sur le bien-être	71 740 822	73 877 125		71 740 822	73 877 125	
05	Recherches scientifiques et technologiques pour la sécurité alimentaire, sanitaire, environnementale et sur les risques naturels	170 240 931	175 148 805		170 240 931	175 148 805	
06	Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies	73 624 696	75 410 292		73 624 696	75 410 292	
07	Grandes infrastructures de recherche	53 875 000	47 651 000		53 875 000	47 651 000	
08	Moyens généraux et d'appui à la recherche	247 381 076	255 333 964		247 381 076	255 333 964	
193	**Recherche spatiale**	1 398 540 042	1 413 022 207		1 398 540 042	1 413 022 207	
01	Développement de la technologie spatiale au service de la science	178 337 212	180 424 219		178 337 212	180 424 219	
02	Développement de la technologie spatiale au service de l'observation de la terre	278 130 985	277 871 918		278 130 985	277 871 918	

Numéro et intitulé du programme et de l'action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
03	Développement de la technologie spatiale au service de la recherche en sciences de l'information et de la communication	113 652 768	116 042 359		113 652 768	116 042 359	
04	Maîtrise de l'accès à l'espace	493 678 152	503 596 950		493 678 152	503 596 950	
05	Maîtrise des technologies orbitales et de l'innovation technologique	219 473 372	220 335 075		219 473 372	220 335 075	
06	Moyens généraux et d'appui à la recherche	84 567 553	84 051 686		84 567 553	84 051 686	
07	Développement des satellites de météorologie	30 700 000	30 700 000		30 700 000	30 700 000	
190	**Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables**	1 423 341 869	1 418 488 070	200 000 000	1 352 341 869	1 380 488 070	200 000 000
10	Recherche dans le domaine de l'énergie	661 298 805	668 100 000		661 298 806	668 100 000	
11	Recherche dans le domaine des risques	220 125 956	214 588 070		220 125 956	214 588 070	
12	Recherche dans le domaine des transports, de la construction et de l'aménagement	112 261 703	112 400 000		112 261 703	112 400 000	
13	Recherche partenariale dans le développement et l'aménagement durable	48 836 809	39 400 000		52 824 259	42 700 000	
14	Recherche et développement dans le domaine de l'aéronautique civile	191 818 596	135 000 000	200 000 000	116 831 145	93 700 000	200 000 000
15	Charges nucléaires de long terme des installations du CEA	189 000 000	249 000 000		189 000 000	249 000 000	
192	**Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle**	1 005 803 108	951 087 682		982 016 489	1 008 101 015	
01	Organismes de formation supérieure et de recherche	307 976 489	305 664 356		308 976 489	305 704 356	
02	Soutien et diffusion de l'innovation technologique	419 070 800	378 696 659		360 470 800	378 696 659	
03	Soutien de la recherche industrielle stratégique	278 755 819	266 726 667		312 569 200	323 700 000	
191	**Recherche duale (civile et militaire)**	192 868 745	192 868 745		192 868 745	192 868 745	
01	Recherche duale en sciences du vivant	11 807 428	11 808 299		11 807 428	11 808 299	
02	Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication	3 537 375	3 505 888		3 537 375	3 505 888	
03	Recherche duale dans le domaine aérospatial	159 416 714	159 416 714		159 416 714	159 416 714	
04	Autres recherches et développements technologiques duaux	18 107 228	18 137 844		18 107 228	18 137 844	
186	**Recherche culturelle et culture scientifique**	123 464 117	115 832 876	5 580	124 071 102	118 832 876	5 580
01	Recherche culturelle	9 333 272	8 737 649	5 580	9 333 272	8 737 649	5 580
03	Culture scientifique et technique	114 130 845	107 095 227		114 737 830	110 095 227	
142	**Enseignement supérieur et recherche agricoles**	305 520 801	395 753 759		307 042 801	308 793 759	
01	Enseignement supérieur	268 155 701	359 617 111		269 677 701	272 657 111	
02	Recherche, développement et transfert de technologie	37 365 100	36 136 648		37 365 100	36 136 648	

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS PAR PROGRAMME ET TITRE

	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
Numéro et intitulé du programme et du titre	Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
150 / Formations supérieures et recherche universitaire	12 764 855 447	12 716 761 371	49 300 000	12 511 247 419	12 760 347 649	56 900 000
Titre 2. Dépenses de personnel	1 127 335 691	707 716 006		1 127 335 691	707 716 006	
Autres dépenses :	11 637 519 756	12 009 045 365	49 300 000	11 383 911 728	12 052 631 643	56 900 000
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	10 955 176 070	11 534 324 804		10 955 176 070	11 541 471 158	
Titre 5. Dépenses d'investissement	70 815 666	85 650 000	49 300 000	115 534 858	106 161 080	56 900 000
Titre 6. Dépenses d'intervention	100 367 061	98 877 561		100 367 061	98 877 561	
Titre 7. Dépenses d'opérations financières	511 160 959	290 193 000		212 833 739	306 121 844	
231 / Vie étudiante	2 171 203 845	2 312 208 125	2 300 000	2 168 623 845	2 324 936 625	2 300 000
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	321 643 818	325 783 695		321 643 818	325 783 695	
Titre 5. Dépenses d'investissement	23 042 990	7 430 000		20 462 990	20 158 500	
Titre 6. Dépenses d'intervention	1 743 884 037	1 882 774 263		1 743 884 037	1 882 774 263	
Titre 7. Dépenses d'opérations financières	82 633 000	96 220 167	2 300 000	82 633 000	96 220 167	2 300 000
172 / Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	5 121 883 472	5 166 763 289		5 121 883 472	5 166 763 289	
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	3 924 271 652	4 007 830 445		3 924 271 652	4 007 830 445	
Titre 6. Dépenses d'intervention	1 197 611 820	1 158 932 844		1 197 611 820	1 158 932 844	
187 / Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources	1 250 149 388	1 281 772 133		1 250 149 388	1 281 772 133	
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	1 250 149 388	1 281 772 133		1 250 149 388	1 281 772 133	
193 / Recherche spatiale	1 398 540 042	1 413 022 207		1 398 540 042	1 413 022 207	
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	597 804 372	583 322 207		597 804 372	583 322 207	
Titre 6. Dépenses d'intervention	800 735 670	829 700 000		800 735 670	829 700 000	
190 / Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	1 423 341 869	1 418 488 070	200 000 000	1 352 341 869	1 380 488 070	200 000 000
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	1 192 778 908	1 252 088 070		1 193 576 440	1 252 888 070	
Titre 6. Dépenses d'intervention	94 493 677	91 400 000		107 638 479	99 600 000	
Titre 7. Dépenses d'opérations financières	136 069 284	75 000 000	200 000 000	51 126 950	28 000 000	200 000 000
192 / Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle	1 005 803 108	951 087 682		982 016 489	1 008 101 015	
Titre 2. Dépenses de personnel	100 675 510	100 024 394		100 675 510	100 024 394	
Autres dépenses :	905 127 598	851 063 288		881 340 979	908 076 621	
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	218 057 613	215 934 800		218 057 613	215 934 800	
Titre 6. Dépenses d'intervention	687 069 985	635 128 488		662 283 366	692 101 821	
Titre 7. Dépenses d'opérations financières				1 000 000	40 000	
191 / Recherche duale (civile et militaire)	192 868 745	192 868 745		192 868 745	192 868 745	
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	33 452 031	33 452 031		33 452 031	33 452 031	
Titre 7. Dépenses d'opérations financières	159 416 714	159 416 714		159 416 714	159 416 714	
186 / Recherche culturelle et culture scientifique	123 464 117	115 832 876	5 580	124 071 102	118 832 876	5 580
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	118 616 624	106 360 433	5 580	119 223 609	106 360 433	5 580

Numéro et intitulé du programme et du titre	Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
	Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
Titre 5. Dépenses d'investissement	384 652	353 124		384 652	353 124	
Titre 6. Dépenses d'intervention	4 462 841	4 183 907		4 462 841	4 183 907	
Titre 7. Dépenses d'opérations financières		4 935 412			7 935 412	
142 / Enseignement supérieur et recherche agricoles	305 520 801	395 753 759		307 042 801	308 793 759	
Titre 2. Dépenses de personnel	186 279 134	188 030 092		186 279 134	188 030 092	
Autres dépenses :	119 241 667	207 723 667		120 763 667	120 763 667	
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	69 563 127	65 079 445		71 085 127	66 679 445	
Titre 6. Dépenses d'intervention	49 678 540	45 834 222		49 678 540	45 834 222	
Titre 7. Dépenses d'opérations financières		96 810 000			8 250 000	
Total pour la mission	**25 757 630 834**	**25 964 558 257**	**251 605 580**	**25 408 785 172**	**25 955 926 368**	**259 205 580**
Dont :						
Titre 2. Dépenses de personnel	1 414 290 335	995 770 492		1 414 290 335	995 770 492	
Autres dépenses :	**24 343 340 499**	**24 968 787 765**	**251 605 580**	**23 994 494 837**	**24 960 155 876**	**259 205 580**
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	18 681 513 603	19 405 948 063	5 580	18 684 440 120	19 415 494 417	5 580
Titre 5. Dépenses d'investissement	94 243 308	93 433 124	49 300 000	136 382 500	126 672 704	56 900 000
Titre 6. Dépenses d'intervention	4 678 303 631	4 746 831 285		4 666 661 814	4 812 004 618	
Titre 7. Dépenses d'opérations financières	889 279 957	722 575 293	202 300 000	507 010 403	605 984 137	202 300 000

PROGRAMME 150

Formations supérieures et recherche universitaire

PROGRAMME 150

FORMATIONS SUPÉRIEURES ET RECHERCHE UNIVERSITAIRE

MINISTRE CONCERNÉ : GENEVIÈVE FIORASO, MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	18
Objectifs et indicateurs de performance	22
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	46
Justification au premier euro	52
Opérateurs	99
Analyse des coûts du programme et des actions	161

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Simone BONNAFOUS
Directrice générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle
Responsable du programme n° 150 : Formations supérieures et recherche universitaire

La politique nationale de l'enseignement supérieur, dont le programme 150 constitue le socle budgétaire, sera marquée en 2013 par la mise en œuvre de trois chantiers majeurs qui justifient les moyens supplémentaires en emplois alloués aux universités :
:

- après une année 2012-2013 de transition, la réforme de la formation des enseignants entrera en vigueur à la rentrée 2013, avec notamment la mise en place au sein des universités des écoles supérieures du professorat et de l'éducation (ESPE) ; au-delà de la seule question du niveau de recrutement des concours de l'enseignement, la formation des maîtres doit redevenir l'une des missions majeures des universités, de l'amont (avec la constitution d'un vivier d'excellents étudiants susceptibles de s'orienter vers les métiers de l'enseignement) à l'aval (avec la formation continue des enseignants).
- l'amélioration de la réussite en premier cycle de tous les étudiants, qui a décliné ces dernières années comme le montrent les indicateurs figurant au projet annuel de performances, constitue la condition et le point de passage obligé de l'objectif national consistant à amener 50 % d'une classe d'âge à un diplôme de l'enseignement supérieur.
- la mise en œuvre des résolutions qui sortiront des Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche organisées à l'automne 2012 dépasse le cadre du seul programme 150, mais pourrait conduire à des évolutions institutionnelles et opérationnelles dans la façon dont sont alloués et gérés les moyens des établissements ; notamment, l'attention croissante portée aux politiques de sites et à la dimension territoriale de la politique d'enseignement supérieur, le renouveau de contractualisation et l'accompagnement de l'autonomie des universités constituent autant de thème abordés par les Assises qui pourraient faire évoluer les modes de gestion.

Au-delà de ces trois grands chantiers et de façon plus permanente, deux caractéristiques essentielles déterminent la stratégie du programme 150 : d'une part, la pluralité des objectifs, que souligne l'intitulé même du programme : « Formations supérieures et recherche universitaire », voir A ci-après ; d'autre part, la multiplicité des opérateurs qui appelle un pilotage particulier de la mise en œuvre de cette stratégie, voir B ci-après.

A – LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES DU PROGRAMME

La pluralité des objectifs poursuivis résulte de la double activité qui caractérise les établissements financés sur le programme : ce sont, en général, des opérateurs tout à la fois d'enseignement supérieur et de recherche. Aussi, sur les six objectifs stratégiques, deux concernent-ils l'activité de formation supérieure, et deux autres l'activité de recherche ; deux enfin sont transversaux aux deux domaines.

En matière de formation supérieure, deux objectifs nationaux orientent la stratégie d'un programme qui concentre la plus grande partie du financement consacré par l'État à ce domaine de l'action publique. Dans la société de la connaissance, l'élévation du niveau général de formation de la population est la clé de la croissance économique et de la consolidation de l'emploi. L'objectif cardinal en la matière est donc de **répondre aux besoins de qualification supérieure (objectif 1)**, par les voies conjuguées de la formation initiale et de la formation tout au long de la vie, avec la préoccupation de l'insertion professionnelle des diplômés. Pour atteindre cet objectif, il est essentiel que les acteurs habilités à délivrer les diplômes de l'enseignement supérieur visent constamment et prioritairement **à améliorer la réussite des étudiants (objectif 2)**. Cela concerne en particulier le premier cycle de l'enseignement supérieur, de façon qu'au-delà de l'objectif désormais atteint de conduire 80 % des classes d'âge au niveau du baccalauréat, soit

également atteint l'objectif législatif que 50 % des classes d'âge obtienne un diplôme de l'enseignement supérieur à l'horizon 2015.

Les deux principaux objectifs de la recherche publique se retrouvent sur le programme 150 : la « recherche universitaire » financée sur ce programme étant, en règle générale, conduite au sein d'unités mixtes avec les établissements publics nationaux de recherche, il est logique que le programme 150 relaie à cet égard les objectifs formulés sur les deux programmes principaux de financement de ces organismes de recherche (programmes 172 et 187). L'objectif premier de l'activité des laboratoires est de **produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international (objectif 3)**. Mais au-delà, il faut également **améliorer le transfert et la valorisation des résultats de la recherche (objectif 4)**. La production de connaissances doit en effet alimenter le réservoir de l'innovation pour irriguer l'activité économique.
De la société de la connaissance à l'économie de la connaissance, les deux grands volets de l'activité financée sur le programme sont donc intrinsèquement liés par la complémentarité des objectifs sectoriels.

Deux grands objectifs assignés aux opérateurs, transversalement à leurs deux domaines d'activité, viennent enfin renforcer la cohérence de la stratégie d'ensemble.
L'un concerne la dimension internationale de l'enseignement supérieur et de la recherche dans un monde globalisé où les systèmes nationaux sont désormais perméables et, dans une certaine mesure, concurrents : pour que notre pays fasse valoir tous ses atouts dans cette nouvelle donne et notamment dans la construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur et de la recherche, il convient concrètement de **renforcer l'ouverture européenne et internationale des établissements (objectif 5)**.
L'autre objectif transversal du programme vise à **améliorer l'efficience des opérateurs (objectif 6)**. Aussi, les établissements sont-ils incités à optimiser l'emploi de leur subvention pour charges de service public et à développer leurs ressources propres. Dans le contexte très contraint du budget de l'État, c'est donc un élément de la stratégie elle-même que de promouvoir l'efficience des acteurs qui la mettent en œuvre.

B – LA MISE EN ŒUVRE OPÉRATIONNELLE DE LA STRATÉGIE

Les opérateurs du programme sont très nombreux : si l'on s'en tient aux seuls opérateurs ayant mission d'enseignement supérieur et de recherche, on en compte près de 160 : les 75 universités de droit commun et plus de 80 grands établissements et écoles; si l'on y ajoute une soixantaine d'acteurs privés soutenus financièrement sur le programme, ce sont près de 220 établissements qui sont chargés de la mise en œuvre opérationnelle de la stratégie de l'État. A eux tous, ces établissements reçoivent directement près de 99 % des crédits du programme, au titre de leurs dotations récurrentes, de la rémunération de leurs personnels ou de leur dotation en fonds propres.
Les objectifs stratégiques ne peuvent par conséquent être atteints que par l'action volontariste et coordonnée de l'ensemble de ces acteurs dans le cadre d'un dialogue politique rénové avec le responsable de programme ministériel. Les établissements doivent disposer à cet effet des leviers d'action nécessaires.

La responsabilisation accrue des opérateurs conditionne la bonne mise en œuvre de la stratégie définie au niveau du programme. Elle s'appuie, pour les opérateurs publics, sur la globalisation de leur subvention pour charges de service public, de façon à ce qu'au plus près des réalités du terrain, les établissements disposent librement des moyens alloués pour conduire les démarches les mieux adaptées à leur contexte : ainsi peuvent-ils optimiser leurs performances et contribuer de ce fait à l'amélioration de la performance nationale. Le passage aux responsabilités et compétences élargies (RCE) ouvert par le législateur en 2007 amplifie considérablement cet effet attendu de la globalisation, en l'étendant à la masse salariale des personnels titulaires de l'établissement. Le régime des RCE deviendra le droit commun de toutes les universités nationales au 1er janvier 2013, avec l'accession des trois derniers établissements (universités de La Réunion, d'Antilles-Guyane et de Polynésie française). Toutes disposeront désormais d'un budget incluant la masse salariale de tous leurs personnels avec ainsi, sous la contrainte globale des ressources disponibles, la complète maîtrise des moyens pour conduire une politique d'établissement qui s'articule à la stratégie nationale dans le cadre du contrat passé avec l'État.

L'approfondissement de la contractualisation est en effet le corollaire d'une évolution qui correspond à un accroissement à la fois de l'autonomie et de la responsabilité de l'opérateur. Rendu obligatoire en 2007 par le législateur, qui a ainsi consacré son rôle central dans le pilotage ministériel des opérateurs de l'État, le contrat est désormais quinquennal ce qui permet une projection plus stratégique sur le moyen terme de la politique de l'établissement et de ses enjeux. A partir de 2013, le renouvellement du dialogue contractuel sera structuré autour des deux idées-force que constituent les politiques de sites, d'une part, et la consolidation des moyens alloués aux établissements d'autre part.

Le dialogue contractuel avec les opérateurs publics, qui s'ouvre par la communication préalable des priorités ministérielles, s'engage sur la base d'un bilan réalisé par l'établissement et d'une évaluation faite par l'AERES. Celle-ci porte à la fois sur la performance de la recherche et sur la qualité des formations notamment la valeur ajoutée de l'établissement pour la réussite en licence et l'insertion professionnelle des diplômés. Le processus débouche sur un document contractuel plus ramassé, conforme à une logique de pilotage par les objectifs pour des opérateurs responsabilisés sur leurs moyens. Le contrat formalise précisément les résultats attendus sur un petit nombre d'objectifs prioritaires à travers des indicateurs qui, en partie communs à tous les établissements, miroitent davantage désormais avec ceux du programme 150.

Le resserrement du dispositif de performance est en effet le gage de la cohérence nécessaire entre la stratégie définie au niveau du programme et sa mise en œuvre intégralement déléguée aux établissements. Recentrée sur les objectifs majeurs de la politique nationale, appréciée sur un nombre plus réduit d'indicateurs, la stratégie de performance du programme est désormais largement relayée au niveau de ses opérateurs à travers le contrat mais aussi à travers un modèle d'allocation des moyens qui conjoint logique d'activité et logique de performance. C'est ainsi que la moitié au moins des indicateurs du programme sont déclinés, c'est-à-dire repris à l'identique ou adaptés, au niveau opérationnel des universités.

C – LA BUDGÉTISATION PAR ACTIONS DES CRÉDITS DU PROGRAMME

La nomenclature des actions reflète l'architecture des objectifs stratégiques du programme. En regard des objectifs de la formation supérieure, les actions 1 à 4 proposent des destinations de la dépense qui la déclinent selon les trois niveaux L/M/D (actions 1 à 3, l'action 4 concentrant tous les crédits qui soutiennent les formations délivrées par les établissements privés). Aux objectifs de recherche correspondent les actions 6 à 12 qui ventilent les crédits par grands domaines scientifiques. Enfin aux objectifs transversaux font écho quatre actions transversales (actions 5 et 13 à 15). Les liens objectifs/actions traduisent la cohérence entre budgétisation et stratégie au niveau du programme.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 **Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation initiale et continue**
INDICATEUR 1.1 Pourcentage d'une classe d'âge titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur en formation initiale
INDICATEUR 1.2 Insertion professionnelle des jeunes diplômés
INDICATEUR 1.3 Formation tout au long de la vie

OBJECTIF 2 **Améliorer la réussite des étudiants**
INDICATEUR 2.1 Jeunes sortant de l'enseignement supérieur sans diplôme post-bac
INDICATEUR 2.2 Réussite au DUT et BTS
INDICATEUR 2.3 Réussite en L
INDICATEUR 2.4 Réussite en M
INDICATEUR 2.5 Réussite en D

OBJECTIF 3 **Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international**
INDICATEUR 3.1 Production scientifique des opérateurs du programme
INDICATEUR 3.2 Reconnaissance scientifique des opérateurs du programme
INDICATEUR 3.3 Proportion des enseignants-chercheurs produisants

OBJECTIF 4 **Améliorer le transfert et la valorisation des résultats de la recherche**
INDICATEUR 4.1 Part des ressources apportées aux opérateurs par les redevances sur titre de propriété intellectuelle
INDICATEUR 4.2 Part des contrats de recherche passés avec les entreprises dans les ressources des opérateurs

OBJECTIF 5 **Renforcer l'ouverture européenne et internationale des établissements**
INDICATEUR 5.1 Part des étudiants étrangers inscrits en Master et en Doctorat
INDICATEUR 5.2 Nouveaux inscrits pour une thèse en co-tutelle
INDICATEUR 5.3 Proportion d'étrangers dans les recrutements d'enseignants-chercheurs
INDICATEUR 5.4 Taux de présence des opérateurs du programme dans les projets financés par le PCRD de l'Union Européenne
INDICATEUR 5.5 Part des articles co-publiés avec un pays membre de l'Union européenne (UE 27) dans les articles des opérateurs du programme

OBJECTIF 6 **Améliorer l'efficience des opérateurs**
INDICATEUR 6.1 Part des mentions à faibles effectifs (L et M)
INDICATEUR 6.2 Mesure de la disponibilité hebdomadaire des places de bibliothèque
INDICATEUR 6.3 Evolution des ressources propres des établissements
INDICATEUR 6.4 Qualité de la gestion immobilière

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Répondre aux besoins de qualification supérieure par la formation initiale et continue

Dans la société de la connaissance, **l'élévation du niveau de qualification de la population** constitue un enjeu majeur et la clé de la croissance économique et de la consolidation de l'emploi. C'est ce qui a conduit le législateur à fixer en 2005 l'objectif de porter à 50 % d'une classe d'âge le taux de titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur **(indicateur 1.1)**. Cet indicateur permet de mesurer l'efficacité globale de notre système d'enseignement supérieur dans toutes ses filières de formation initiale, ainsi que sa capacité à accueillir et à faire réussir les jeunes qui s'y engagent.

L**a mission d'insertion professionnelle est également au cœur des missions de l'enseignement supérieur**. L'efficacité de notre appareil de formation supérieur doit donc s'apprécier aussi de ce point de vue **(indicateur 1.2)** et peut se mesurer selon les différents diplômes: certaines formations débouchent sur l'insertion professionnelle immédiate (BTS, licences professionnelles) tandis que d'autres sont doublement qualifiantes, en étant à la fois ouvertes sur la poursuite d'études et sur l'entrée sur le marché de l'emploi (licences générales, masters). La mission d'insertion professionnelle appelle le développement de l'orientation et de l'information des étudiants sur les débouchés associés à chaque formation, la participation des acteurs du monde professionnel à la conception, au fonctionnement et à l'évaluation des cursus ainsi que l'introduction en leur sein d'unités d'enseignement professionnelles. Elle suppose aussi le développement des stages grâce à l'activité des bureaux d'aide à l'insertion professionnelle (BAIP) et la constitution d'observatoires permettant de mesurer les taux d'insertion à chaque niveau et dans chaque filière.

Cette corrélation de la qualification supérieure et de son débouché professionnel, désormais structurante pour la formation initiale est au cœur même du dispositif de formation continue qui est partie intégrante du système d'enseignement supérieur et concourt pleinement à ses grands objectifs. En effet, la rapidité des évolutions scientifiques et technologiques, la fréquence des mutations professionnelles, les nécessités de l'adaptation à l'emploi et les enjeux de la promotion sociale conduisent à apporter désormais à **la formation tout au long de la vie** (FTLV) une attention égale à celle apportée à la formation initiale. L'approche FTLV **(indicateur 1.3)** a renouvelé les problématiques de la formation continue.
La ***formation diplômante*** (***sous-indicateurs 2 à 5)*** correspond au savoir-faire traditionnel des universités et constitue l'un de leurs avantages comparatifs sur le marché de la formation. Cette activité de diplômation en formation continue, classique pour les établissements d'enseignement supérieur, a été enrichie par le législateur qui en 2002 leur a confié la compétence de validation des acquis de l'expérience (VAE).
La formation diplômante est un sous-ensemble de ce qu'on peut définir de manière plus générique comme ***formation qualifiante (sous-indicateur 1).*** La demande des entreprises pour leurs salariés ou du service public de l'emploi pour les demandeurs d'emploi est plus orientée vers des formations courtes, d'adaptation au poste de formation ou à l'évolution des métiers. Le volume d'heures/stagiaires mesure donc l'adaptation des établissements d'enseignement à une demande de marché qui évolue de plus en plus vers des formations de courte durée non sanctionnées par la délivrance d'un diplôme.

INDICATEUR 1.1 : Pourcentage d'une classe d'âge titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur en formation initiale

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Pourcentage d'une classe d'âge titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur en formation initiale	%	46,8	nd	48	48	49	50

Précisions méthodologiques

L'indicateur 1.1 « Pourcentage d'une classe d'âge titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur en formation initiale » est un indicateur « synthétique » dont la valeur est obtenue en calculant, pour chaque âge, le rapport du nombre de lauréats à la population totale de cet âge et en faisant la somme de ces taux par âge, dans une tranche d'âge de 17 à 33 ans.

La valeur intégrant les diplômés de la session n n'est **disponible qu'en décembre n+1** et n'apparaît donc qu'au **RAP n+1**. La valeur 2010 qui intègre les diplômés de la session 2010 n'a été disponible qu'en décembre 2011 ; elle a été indiquée au RAP 2011. La valeur 20111 sera indiquée au RAP 2012.

Les diplômes retenus sont les premiers diplômes de l'université (DEUG, DEUST et DUT), la licence (lorsque c'est le premier diplôme dans le supérieur), les BTS et les autres diplômes : diplômes des formations paramédicales et sociales, des écoles supérieures d'enseignement artistique et culturel, des écoles d'ingénieurs, diplômes des établissements couverts par l'enquête sur les écoles d'enseignement supérieur non rattachées aux universités (commerce, administratives, de journalisme, juridiques, vétérinaires...), ces derniers diplômes au prorata des entrants issus des CPGE ou titulaires du baccalauréat seul, pour ne pas compter deux fois dans les diplômés les étudiants y entrant sur titre.

Limites et biais connus

C'est un indicateur conjoncturel qui mesure le taux d'accès d'une population fictive. Il ne s'agit pas du taux d'accès d'une population réelle, qui ne peut être constaté qu'annuellement et ne pourrait être obtenu que par un recensement de la population.

La répartition par âge des DEUG, DEUST, DUT, BTS et licence est connue mais la répartition par âge pour les autres diplômes n'est pas connue et des répartitions théoriques sont appliquées

Source des données : MESR/DGESIP-DGRI/Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques -SD-SIES

Si la prévision 2012 du PAP 2012 est maintenue, la prévision 2013 est quant à elle ajustée à l'évolution constatée. La cible 2015 reprend celle qui est inscrite dans la loi d'orientation et de programme pour l'avenir de l'école du 23 avril 2005 : « 50 % d'une classe d'âge diplômée de l'enseignement supérieur d'ici 10 ans ». L'objectif de porter 50 % d'une classe d'âge à un diplôme de l'enseignement supérieur, soit au moins un diplôme bac+2 (BTS ou DUT) ou bac +3 a été fixé aux niveaux national et européen. Il suppose à la fois d'augmenter le taux de poursuite d'études après le baccalauréat, notamment technologique, et d'améliorer la réussite dans le cursus licence.

Historique des valeurs de l'indicateur

	unité	réalisé 2005	réalisé 2006	réalisé 2007	réalisé 2008	réalisé 2009	réalisé 2010	réalisé 2011
Pourcentage d'une classe d'âge titulaire d'un diplôme de l'enseignement supérieur en formation initiale	%	42,5	43,8	44,4	44,7	46,4	46,8	disponible décembre 2012

INDICATEUR 1.2 : Insertion professionnelle des jeunes diplômés

(du point de vue de l'usager)

indicateur de la mission

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
(...) titulaire de BTS		nd	90,9		nd	nd	nd
(...) titulaire de DUT		91	nd		nd	90	92
(...) titulaire de Licence professionnelle		92	nd		nd	92	93
(...) titulaire de Master		91	nd		nd	91	92
dont sur emploi permanent		74	nd		nd	76	77
(...) titulaire du doctorat	%	91	sans objet	sans objet	sans objet	ns	ns
dont sur emploi permanent					sans objet	ns	ns

Précisions méthodologiques

Le taux d'insertion est défini comme étant le pourcentage de diplômés de nationalité française, issus de la formation initiale, ayant mis fin à leurs études après l'obtention de leur diplôme et occupant un emploi, quel qu'il soit, par rapport à l'ensemble des diplômés vérifiant les mêmes critères et présents sur le marché du travail (c'est-à-dire en emploi ou en recherche d'emploi). On entend par emploi stable, les emplois de fonctionnaires, d'indépendants et les contrats à durée indéterminée du secteur privé

Pour les diplômés de BTS les données des deux enquêtes IVA et IPA sont retravaillées afin de renseigner un indicateur synthétique sur l'ensemble des diplômés du BTS, sous statut scolaire ou par apprentissage. La situation d'emploi est observée au 1er février, soit 7 mois après l'obtention du diplôme.

La valeur n de l'indicateur porte donc sur les diplômés de l'année universitaire n-2/n-1 .Pour les valeurs 2010 et 2009, la compilation des deux enquêtes est en cours d'expertise.

Les critères du champ sont identiques aux critères du champ du 1er dispositif.

Pour les diplômés DUT/ Licence professionnelle/Master a été construite avec l'ensemble des universités une enquête d'insertion homogène, enquête réalisable annuellement par université et consolidable au niveau du programme. Ce dispositif d'enquête d'insertion porte sur les diplômés. Ils sont interrogés sur leur situation professionnelle au 1er décembre de l'année n, soit 30 mois après l'obtention de leur diplôme. La valeur n de l'indicateur porte donc sur les diplômés de l'année universitaire n-3/n-2.

Pour les titulaires du doctorat on utilise l'observation triennale réalisée par le CEREQ dans le cadre des « enquêtes génération » qui s'intéressent à l'entrée dans la vie active des jeunes (moins de 35 ans) sortis du système éducatif. L'enquête interroge un échantillon de ces jeunes sur leur situation trois ans après leur sortie de formation initiale. Le champ de l'enquête est donc celui des étudiants, inscrits dans un établissement en n-4/n-3, et n'ayant pas repris leurs études pendant l'année qui a suivi leur entrée sur le marché du travail. On retient pour le renseignement de cet indicateur les étudiants diplômés en D l'année n-3.

L'année de référence n pour les valeurs de l'indicateur est celle de la réalisation de l'enquête mais ces valeurs ne sont pas disponibles, du fait des délais d'exploitation de l'enquête, avant le RAP de n+1.

Limites et biais connus

Par construction, sont exclus de l'observation les diplômés de l'année n qui ont poursuivi leurs études en n+1. Les valeurs peuvent donc varier en fonction de la variation du taux de poursuite d'études des diplômés concernés.

Pour les diplômés de master, seuls sont enquêtés les titulaires d'un diplôme de master délivré par les universités qui ont en la matière un quasi monopole. Par ailleurs, un certain nombre d'établissements (écoles d'ingénieurs par exemple) délivrent des diplômes qui confèrent le grade de master. Les titulaires de tels diplômes ne sont pas dans le champ de l'enquête.

Au niveau Doctorat, le renseignement de l'indicateur n'est possible que tous les trois ans en raison du caractère triennal de l'enquête Génération : il y a donc deux années blanches sur trois au PAP/RAP.

Cet indicateur est particulièrement sensible à la conjoncture du marché du travail dont les évolutions ne peuvent être correctement anticipées sur une durée triennale. L'exercice de prévision à 3 ans et de fixation de cible est donc très difficile.

Source des données :

MESR-SIES (sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques) pour les sous-indicateurs 1, 3, 4,5

MEN-DEPP pour le sous-indicateur 2

CEREQ – Centre d'études et de recherche sur les qualifications pour les sous-indicateurs 6 et 7

Tous ces sous-indicateurs sont extrêmement sensibles à la conjoncture économique. Même si les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur sont moins exposés que les autres aux aléas de la conjoncture, l'état du marché du travail est également pour eux un facteur déterminant de l'insertion professionnelle.

Historique des valeurs de l'indicateur

	Enquête sur l'insertion professionnelle des diplômés de l'université									Enquête génération CEREQ	
	unité de mesure	insertion des jeunes diplômés titulaires de **BTS**	dont occupant un emploi stable	insertion des jeunes diplômés titulaires de **DUT**	dont occupant un emploi stable	insertion des jeunes diplômés titulaires de **Licence Professionnelle**	dont occupant un emploi stable	insertion des jeunes diplômés titulaires de **Master**	dont occupant un emploi stable	insertion des jeunes diplômés titulaires de **Doctorat**	dont occupant un emploi stable
Résultats 2009	%			90	74	92	83	91	77		
Résultats 2010	%			91	73	92	81	91	74	91	
Résultats 2011	%	90,9									

Eléments de contexte : Insertion professionnelle et poursuite d'études

% de diplômés en poursuite d'études	2009	2010
Diplômés DUT	83%	82%
Diplômés Licence Professionnelle	27%	26%
Diplômés Master	40%	39%

INDICATEUR 1.3 : Formation tout au long de la vie

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Volume heures/stagiaires		71 727 250	nd		nd	76 000 000	80 000 000
Nombre de diplômés en formation continue	unité	38 184	nd	32 500	32 500	39 500	42 000
Nombre de VAE	Nombre	4 064	nd	5 700	5 700	4 600	5 000
dont diplôme obtenu en totalité en VAE	Nombre	2 225	nd	2 600	2 600	2 500	2 800

Précisions méthodologiques

L'indicateur couvre l'ensemble de la formation tout au long de la vie. Il s'articule en 4 sous-indicateurs qui s'enchâssent les uns dans les autres du niveau le plus global (sous-indicateur 1) au niveau le plus fin (sous-indicateur 4).

Mode de calcul

Le 1er sous-indicateur décrit toute l'activité de formation continue, qu'il s'agisse de formations diplômantes et de formations simplement qualifiantes. Il quantifie transversalement cette activité selon l'unité de mesure usitée en formation continue : « les heures dispensées aux stagiaires ».

Il est obtenu à partir du calcul : produit de la durée d'enseignement par le nombre de stagiaires pour toute l'offre de formation, diplômes nationaux, diplômes propres d'établissement et stages.

Le 2e sous-indicateur porte de manière plus restreinte sur les formations diplômantes et dénombre les diplômés de formation continue ayant obtenu un diplôme national ; les diplômes propres d'établissement (DU, certificat…) ne sont pas pris en compte.

A l'intérieur du périmètre couvert par le 2e sous-indicateur, les 3e et 4e sous-indicateurs observent la diplômation conférée via le dispositif de validation des acquis de l'expérience (VAE) crée par la loi n° 2002-73 du 17 Janvier 2002.

Le 3e sous-indicateur est calculé en faisant la somme des bénéficiaires de tout ou partie de diplômes par validation des acquis de l'expérience (décisions favorables prises au cours de l'année civile en matière de validations d'acquis de l'expérience ; les chiffres étant transmis par chaque établissement).

Le 4e sous-indicateur fournit le nombre de décisions favorables en matière de VAE, accordant le diplôme dans sa totalité. Seules sont comptabilisées les VAE sur diplômes nationaux à l'exclusion donc des diplômes propres des établissements. Les établissements enquêtés sont les universités, le CNAM et les écoles d'ingénieur, ces dernières faisant toutefois très peu de VAE.

Toutes les données relatives aux diplômés de formation continue proviennent des services de formation continue des établissements via l'enquête relative au « Bilan des actions de formation continue par les établissements publics d'enseignement supérieur ». Cette enquête, qui couvre un champ beaucoup plus large, n'est lancée qu'en mai n+1, en sorte que la valeur de l'indicateur **pour l'année n n'est disponible qu'au RAP de l'année n+1**

Les données relatives à la VAE proviennent des responsables de la VAE, en universités et au CNAM, dispositif inscrit au livre IX du code du travail.

La valeur de l'indicateur **pour l'année n n'est disponible qu'au RAP de l'année n+1**.

Sources des données : MEN-MESR/SG/Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - DEPP

Le dynamisme global de l'activité de formation continue mesuré à travers le sous-indicateur 1 devrait se poursuivre de manière linéaire au cours des prochaines années du fait de l'incitation ministérielle relayée dans le dialogue contractuel avec les établissements. Mais le déplacement des usagers vers les formations courtes non diplômantes observé ces dernières années et le fait que les Pôles emploi ne financent plus les formations universitaires (baisse de 12 % des demandeurs d'emplois dans ce type de formations devrait entraîner un ralentissement de la croissance globale du nombre des diplômés. Ce ralentissement devrait être plus sensible encore en matière de VAE.

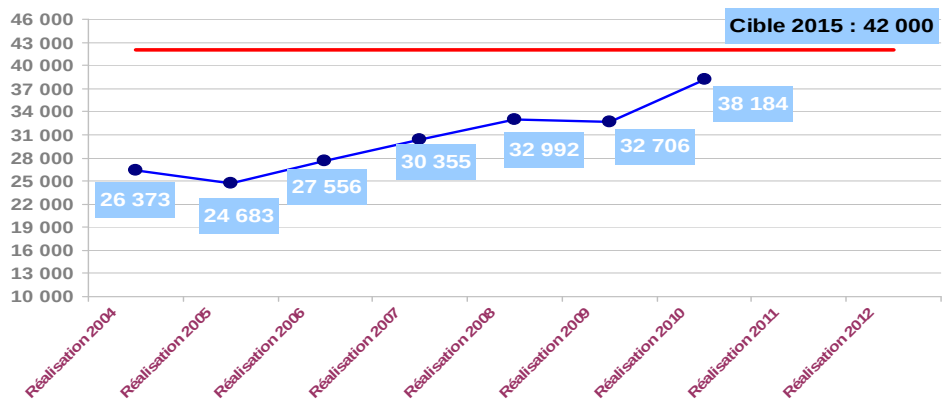
Le dispositif de validation des acquis de l'expérience (VAE) créé par la loi n° 2002-73 du 17 janvier 2002 et inscrit au code de l'éducation et au code du travail institue un droit individuel, ouvert à tous, à l'obtention de tout ou partie de diplôme ou certification par la seule validation des acquis de l'expérience sans passer par la formation, les textes faisant de la validation des acquis de l'expérience un nouveau mode d'accès à la certification au même titre que la formation initiale, l'apprentissage ou la formation continue. Mais si les premières années de mise en œuvre de la VAE se sont caractérisées par une forte croissance du nombre de validations et du nombre de diplômes attribués en totalité, les services de VAE semblent avoir atteint leur capacité limite de réponse à une demande, qui rencontre également un problème de solvabilisation du fait de la fin du volet national du FSE sur ce domaine. En conséquence, les valeurs 2013 et 2015 sont ajustées à la baisse.

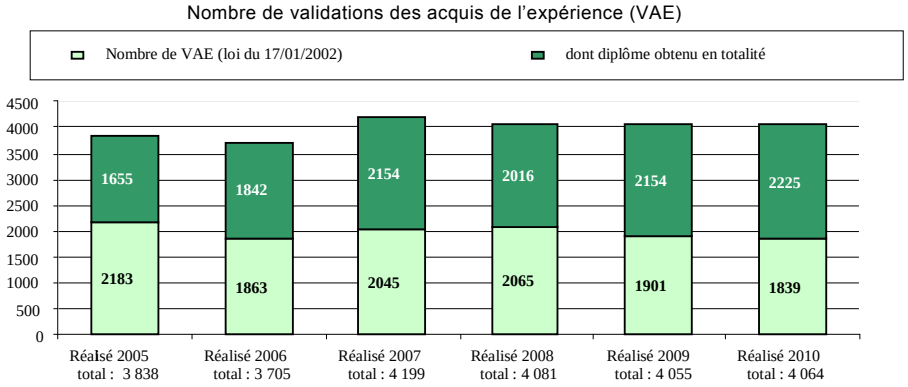
Historique des valeurs de l'indicateur

FTLV	Réalisation 2006	Réalisation 2007	Réalisation 2008	Réalisation 2009	Réalisation 2010	Réalisation 2011
volume heures / stagiaires	56 932 202	58 164 592	61 540 799	64 295 004	71 727 250	disponibles au RAP 2012
Nombre de diplômés en formation continue	27 556	30 355	32 992	32 706	38 184	
Nombre de VAE	3 705	4 199	4 081	4 055	4 064	
dont diplôme obtenu en totalité en VAE	1 842	2 154	2 016	2 154	2 225	

Synthèses graphiques

Nombre de diplômés en formation continue





OBJECTIF n° 2 : Améliorer la réussite des étudiants

La construction de l'espace européen de l'enseignement supérieur permet d'assigner à chacun des cursus (licence, master et doctorat) des objectifs différenciés décrits dans les actions du programme. C'est en fonction de ces objectifs que la réussite doit être garantie pour chacun des niveaux observés à la lumière de l'**indicateur 2.2** pour les DUT et BTS, de l'**indicateur 2.3** pour la licence, de l'**indicateur 2.4** pour le master, et enfin de l'**indicateur 2.5** pour le doctorat.

L'amélioration de l'orientation et des taux de succès des étudiants en cursus licence constitue un enjeu majeur au regard du nombre de sorties sans diplôme (**indicateur 2.1**).
Le plan pour la réussite en licence (2008-2012) s'est traduit par un effort cumulé de 730 millions d'euros sur la période 2008-2012, sans que les résultats mesurés par les indicateurs figurant dans les rapports annuels de performance n'évoluent significativement dans le bon sens. Les évaluations du plan 2008-2012 qui ont été publiées – notamment par la Cour des Comptes – inspireront la nouvelle génération de mesures déployées pour améliorer la réussite en premier cycle. Les moyens supplémentaires ouverts aux établissements à partir du PLF 2013 au titre de ce chantier prioritaire feront l'objet d'une forme de contractualisation entre l'État et les opérateurs, assortie d'objectifs et d'indicateurs précis. Ces moyens supplémentaires doivent permettre d'améliorer les conditions d'accueil, d'aide et d'encadrement des étudiants, de développer les services d'orientation et d'insertion, et de renouveler, à l'initiative des établissements, l'approche pédagogique dans certaines filières.

INDICATEUR 2.1 : Jeunes sortant de l'enseignement supérieur sans diplôme post-bac

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part des sortants de DUT, BTS ou équivalent sans diplôme en pourcentage de l'ensemble des sortants du supérieur	%	nd	nd	17	17	17	17

Précisions méthodologiques

Les données sont tirées d'une enquête INSEE auprès des ménages, l'enquête « emploi en continu » : la donnée annuelle est la moyenne des résultats des quatre trimestres. La valeur de l'indicateur est un ratio obtenu en divisant le nombre de sortants de formation initiale ayant déclaré avoir suivi des études dans l'enseignement supérieur et ne pas avoir obtenu de diplôme supérieur au baccalauréat (diplôme national ou diplôme d'établissement) par le nombre total de sortants de formation initiale ayant déclaré avoir suivi des études dans l'enseignement supérieur.

Les "sortants de formation initiale" sont les jeunes qui déclarent avoir interrompu pour la première fois leurs études l'année précédant celle de l'enquête.

Les données définitives ne sont disponibles qu'à l'été de l'année n+2 pour les sortants de l'année n et ne sont donc communicables pour information et analyse qu'au **RAP n+2**.

Limites et biais connus

L'échantillon de sortants ayant interrompu leurs études dans l'enseignement supérieur étant de faible dimension (600 en moyenne chaque trimestre), **les variations d'une année à l'autre sont peu significatives.**

Source des données : MEN-MESR/SG/Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance - DEPP

Lancé à la rentrée 2008, le plan pluriannuel pour la réussite en licence, fondé sur le développement de l'orientation active, sur le renforcement de l'encadrement pédagogique, sur la spécialisation progressive dans les études avec la possibilité de réorientation, sur la professionnalisation ainsi que sur l'évaluation de la qualité des enseignements, vise une baisse significative du taux d'échec dans le premier cycle de l'enseignement supérieur. Il devrait contribuer à réduire à compter de 2009 l'écart de deux points du dernier chiffre connu (2009) par rapport à la cible 2012.

Historique des valeurs de l'indicateur

	unité	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010
Part des sortants de DUT, BTS ou équivalent sans diplôme en pourcentage de l'ensemble des sortants du supérieur	%	19	20	19	19	18	19	disponible RAP 2012

INDICATEUR 2.2 : Réussite au DUT et BTS

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de réussite au BTS	%	78,2	79,8	77,4	77,4	81	81
dont BAC général (en BTS)	%	87,3	88,4	87,3	87,3	ns	ns
dont BAC technologique (en BTS)	%	77,7	80,0	77	77	ns	ns
dont BAC professionnel (en BTS)	%	60,3	62,9	58	58	ns	ns
Part des inscrits ayant obtenu leur DUT en 3 ans et moins	%	77,7	nd	79	79	79	81
dont BAC général (en DUT)	%	81,6	nd	82	82	ns	ns
dont BAC technologique (en DUT)	%	67,1	nd	67,8	67,8	ns	ns
dont BAC professionnel (en DUT)	%	47,6	nd	46,5	46,5	ns	ns

Précisions méthodologiques

Pour le BTS, on rapporte le nombre de candidats admis à l'examen à celui des candidats présentés c'est-à-dire ayant participé à au moins une des épreuves. La réalisation de l'année n concerne la réussite à la session de cette même année.

Pour le DUT, les primo-inscrits en 1re année d'IUT une année donnée sont suivis durant trois années universitaires consécutives. Ainsi, la réalisation n constate le taux de primo-inscrits de l'année universitaire n-3/n-2 diplômés en année n.

La valeur de l'année n est disponible dès le RAP n pour les STS et au RAP n+1 pour les DUT.

En ce qui concerne la part des inscrits dans les formations professionnelles courtes parmi les bacheliers technologiques et professionnels, le sous-indicateur rapporte le nombre de nouveaux bacheliers technologiques et professionnels inscrits dans le périmètre observé au nombre de nouveaux bacheliers technologiques et professionnels inscrits dans l'ensemble de l'enseignement supérieur (enseignement supérieur public et privé sous et hors contrat).

Limites et biais connus

Ces indicateurs de réussite ne sont pas construits de même. Seul le second résulte d'un suivi de cohorte qui permet d'apprécier la réussite de ceux qui suivent la formation diplômante. Le premier mesure seulement un taux de succès à l'examen de ceux qui s'y présentent et qui d'ailleurs peuvent n'avoir pas suivi la formation correspondante.

Source de données **:** MESR/DGESIP-DGRI/Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques – SD-SIES

Les diplômes à Bac+2 professionnalisés ont un poids important dans le nombre total de diplômés en France. Le taux de réussite dans ces filières doit donc augmenter afin de participer pleinement à la réalisation de l'objectif de 50 % d'une classe d'âge diplômée de l'enseignement supérieur. Si les taux de réussite sont variables selon le type de baccalauréat obtenu, les STS sont, par la pédagogie mise en œuvre, les plus propices à faire réussir les bacheliers des filières technologique et professionnelle. En ce qui concerne les IUT, filière importante au regard de l'objectif de conduire 50 % d'une classe d'âge à un diplôme de l'enseignement supérieur, les moyens financiers mis en place au titre du plan pluriannuel pour la réussite en licence sont proportionnels au nombre de bacheliers technologiques et professionnels accueillis, et favorisent un accompagnement pédagogique renforcé de ces étudiants.

Historique des valeurs de l'indicateur

	unité	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
I- Taux de réussite en BTS	%	74,7	74,3	73,5	74,9	76,4	76,5	78,2	79,8
dont bac général	%	84,2	83,9	83,8	85,1	86,4	86,2	87,3	88,4
dont bac technologique	%	73,5	73,6	72,5	74,3	75,6	75,5	77,7	80
dont bac professionnel	%	57,6	56,1	56,4	56,6	58,1	58,4	60,3	62,9
II- Part des inscrits ayant obtenu leur DUT en 3 ans et moins	%	76,1	75,9	75,4	75,7	75,5	76,6	77,7	nd
dont bac général	%	81,7	81,8	81,5	82,0	81,5	82,0	81,6	nd
dont bac technologique	%	66,7	66,6	66,3	66,9	67,1	67,8	67,1	nd
dont bac professionnel	%	47,8	44,6	46	45,9	46,9	45,6	47,6	nd

INDICATEUR 2.3 : Réussite en L

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part des licences obtenues en 3 ans après une première inscription en L1 dans le total des licenciés	%	33,8	nd	40	40	37	42
Part des inscrits en L1 accédant en L2 l'année suivante	%	42,3	nd	50	50	50	50

Précisions méthodologiques

Le champ du premier sous-indicateur est celui des étudiants (enseignement public universités et assimilés) inscrits en 1re année de licence, de DEUG, d'un DUT ou d'un autre diplôme de fin de premier cycle l'année n-3/n-2.

Le principe est de dénombrer, parmi les étudiants diplômés en licence l'année n, ceux qui étaient inscrits à l'université en L1 l'année N-3 et qui ont donc obtenu leur licence en trois ans (un licencié en 3 ans à la session 2010, inscrit en L3 en 2009-2010 était primo-inscrit en 2007-2008).

Le dénombrement n'est donc pas réalisé par le biais d'un suivi de cohortes mais s'effectue par un appariement sur l'identifiant national étudiant (INE) du fichier des diplômés en L3 l'année n avec celui des inscrits en année n-3.

Tous les diplômés en licence n'ont pas suivi l'intégralité d'un cursus L à l'université, ils peuvent aussi provenir de DUT, de BTS ou de CPGE. Les réorientations n'étant pas intégrées dans le calcul, un étudiant ayant sa licence en 3 ans ne sera pas comptabilisé dans le numérateur s'il n'était pas inscrit à l'université la 1re année.

La valeur de l'année n est disponible en novembre n+1 et pour analyse au RAP n+1

Source des données **:** MESR/DGESIP-DGRI/Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques – SD-SIES

Diverses mesures ont été prises depuis 2008 dans le cadre du plan pluriannuel pour favoriser la réussite en licence. Si le premier sous-indicateur permet d'apprécier globalement l'efficacité à terme de ce plan, le second permet de mesurer spécifiquement celle des mesures prises pour lutter contre un taux d'abandon actuellement élevé en première année.

Historique des valeurs de l'indicateur

	unité	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Part des licences obtenues en trois ans après une première inscription en L1 (1ere année de licence ou de Deug ou d'IUT) dans le total des licenciés	%	37,9	37,7	38,7	38,3	37,8	36,4	33,8	disponibles au RAP 2012
Part des inscrits en L1 accédant en L2 l'année suivante	%			47,7	46,6	43.2	44,3	42,3	

INDICATEUR 2.4 : Réussite en M

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de réussite en M2	%	77,8	nd	77,3	77,3	78	80

Précisions méthodologiques

Cet indicateur rapporte le nombre d'étudiants ayant obtenu leur diplôme dans le courant de l'année n au nombre d'étudiants inscrits pour la première fois en M2 (année n-1).

Les valeurs de réalisation sont disponibles en novembre de l'année n+1 pour la session de l'année n.

Sources des données : MESR/DGESIP-DGRI/Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques – SD-SIES

Historique des valeurs de l'indicateur

	unité de mesure	réalisé 2005	réalisé 2006	réalisé 2007	réalisé 2008	réalisé 2009	réalisé 2010	réalisé 2011
Taux de réussite en M2	%	76,3	75,8	77,0	77,2	76,5	77,8	disponible au RAP 2012

INDICATEUR 2.5 : Réussite en D

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part des doctorats obtenus en moins de 40 mois	%	35,3	37,2	35,5	35,5	39	42
Part des doctorats obtenus en moins de 52 mois	%	68,7	70	71	71	72	75
Part des doctorats obtenus en moins de 72 mois	%	88,2	87,9		-	88	90

Précisions méthodologiques

Les données sont issues d'une enquête sur les écoles doctorales. Celles-ci répartissent les docteurs ayant soutenu l'année n dans 4 modalités décrivant la durée de réalisation de la thèse (moins de 40 mois, 40 à moins de 52 mois, de 52 à moins de 72 mois, plus de 72 mois). Le 3e sous-indicateur est nouveau au PAP 2013. Les pourcentages indiqués reprennent en cumul chacun des paliers.

Les valeurs de réalisation sont disponibles en juillet de l'année n+1 pour les docteurs de l'année civile n.

Limites et biais connus

La mesure propose une vision partielle de la réussite en D puisqu'elle ne porte que sur les thèses soutenues et donc sur les doctorants ayant abouti sur le parcours en D. L'indicateur ne permet pas de statuer sur la réussite globale de l'ensemble des inscrits en D puisque ne sont pas comptabilisés les doctorants n'ayant pas soutenu pour diverses raisons, qui ne sont d'ailleurs pas toujours significatives d'un échec dans le parcours de formation et relèvent souvent d'une insertion professionnelle anticipée.

Source des données : MESR/DGESIP-DGRI/Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques – SD-SIES

Le 3e sous-indicateur permet d'approcher a contrario un « taux d'abandon ».

Historique des valeurs de l'indicateur

	Réalisé 2008	Réalisé 2009	Réalisé 2010	Réalisé 2011
Part des doctorats obtenus en moins de 40 mois	34,4 %	35,1 %	35,3 %	37,2 %
Part des doctorats obtenus en moins de 52 mois	67,3 %	70,2 %	68,7 %	70,0 %
Part des doctorats obtenus en moins de 72 mois	86,4 %	88,8 %	88,2 %	87,9 %

OBJECTIF n° 3 : Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international

La qualité de la science française se manifeste par sa capacité à produire des connaissances de niveau international.

Pour fortifier à cet effet la recherche universitaire financée sur le programme 150, différents leviers sont mobilisés.

L'autonomie des universités doit notamment donner le cadre et les moyens d'une plus réactivité dans la compétition mondiale de la connaissance. D'autre part, le système d'allocation des moyens SYMPA, utilisé depuis 2009, inclut un volet « performance » conçu pour inciter les universités à l'amélioration de leurs résultats. La prise en compte des évaluations de l'agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) consolident cette démarche. Enfin, la consolidation du potentiel scientifique de la recherche universitaire est aussi un des effets attendus du développement des PRES et de certains programmes du PIA.

La prime d'excellence scientifique (PES) créée en juillet 2009 contribue à valoriser les activités de recherche. Attribuée par les établissements eux-mêmes après avis facultatif d'un comité national, elle doit constituer un instrument de reconnaissance de l'excellence scientifique au sein de chaque établissement.

Enfin, la promotion de la qualité scientifique est une mission de l'institut universitaire de France (IUF). Cet institut permet à ses membres juniors et seniors sélectionnés par un jury international de poursuivre leurs travaux de recherche dans leurs établissements moyennant une décharge de service d'enseignement et des crédits de

fonctionnement supplémentaires. La prime d'excellence scientifique est attribuée de plein droit aux enseignants-chercheurs distingués au titre de l'IUF.

Deux indicateurs bibliométriques mesurent la part de la science française par rapport au reste du monde. Dans un contexte de concurrence directe avec de nouveaux acteurs au niveau européen et surtout au niveau mondial, des pays de l'Asie tels que la Chine et l'Inde, le maintien de la part des publications de référence internationale des opérateurs du programme (**indicateur 3.1**) constitue en soi un bon résultat ; par ailleurs la reconnaissance scientifique des opérateurs (**indicateur 3.2**) de ce programme, mesurée par un indice de citation, apprécie la visibilité à l'international de ces publications.

Au-delà de l'approche bibliométrique, le dynamisme des équipes de recherche universitaires peut également être apprécié à travers l'évaluation par l'AERES de l'activité de production de leurs enseignants-chercheurs, évaluation préalable à la contractualisation avec l'établissement (**indicateur 3.3**).

INDICATEUR 3.1 : Production scientifique des opérateurs du programme

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part des publications de référence internationale des opérateurs du programme dans la production scientifique de l'Union européenne	%	8,68	8,66p	> 8,2	> 8,2	8,64	>= 8,5
Part des publications de référence internationale des opérateurs du programme dans la production scientifique du monde	%	2,75	2,72p	> 2,2	> 2,2	2,66	>= 2,5
Part des publications de référence internationale des opérateurs du programme dans la production scientifique de l'espace France-Allemagne-Grande-Bretagne	%	18,5	18,68p	> 17,9	> 17,9	19,25	>= 19,5

Précisions méthodologiques

La part de publications des opérateurs du programme se calcule en divisant le « nombre de publications de référence internationale des opérateurs du programme » par le « nombre de publications de référence internationale du monde» (part mondiale) ou « de l'UE 27 » (part européenne). Ce calcul est en compte fractionnaire, c'est-à-dire en tenant compte du nombre de laboratoires signataires de chaque publication. **A compter du RAP 2010 (et de manière rétroactive sur les résultats antérieurs)**, afin de lisser les variations non significatives liées à l'évolution des journaux référencés dans chaque discipline, a été adopté l'usage habituel en bibliométrie de calculer **l'indicateur en moyenne triennale glissante** : la valeur calculée en année n est alors la moyenne des valeurs constatées en n, n-1 et n-2.

Compte tenu du temps nécessaire pour le recueil des données, l'identification des adresses (cf. infra) et le calcul de valeurs fiables, la dernière valeur constatée disponible au moment de la préparation du RAP de l'année n est celle de n-1. Aussi la valeur indiquée pour l'année n est-elle provisoire, car calculée sur série incomplète (moyenne des valeurs constatées de n-1 et n-2).

C'est seulement au RAP de n+1 qu'est procurée la valeur définitive pour l'année n calculée en moyenne triennale glissante.

Liste des opérateurs concernés : les principaux opérateurs sont les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPCSCP) et certains établissements publics (établissements universitaires, écoles d'ingénieurs indépendantes sous tutelle du MESR, les IEP, les ENS, les EFE, les observatoires de Paris et Nice).

Les publications entrant dans le périmètre de l'indicateur sont identifiées sur la base de procédures automatiques de repérage des adresses des laboratoires des opérateurs. Les procédures sont basées sur la connaissance des opérateurs apportée par le projet IPERU. Des travaux précédents ont permis d'évaluer la plausibilité du traitement automatique des données, mais cette méthode pourrait être remplacée à terme par une reconnaissance précise, validée par chacun des établissements concernés. Une exploration est en cours sur la comparaison des deux approches.

Limites et biais connus

La base est une sélection des publications des acteurs, et non le reflet de la totalité de leur production scientifique. En ce sens, les indicateurs bibliométriques sont des mesures indirectes de l'activité scientifique, utiles notamment pour comparer entre eux des acteurs comparables et pour observer l'évolution de leurs performances au cours du temps.

La base de données bibliographiques utilisée recense les publications parues dans une sélection de journaux scientifiques d'audience internationale. Mais le calcul est limité à ce stade aux sciences de la matière et de la vie, incluant les mathématiques. La mesure de la part de la production scientifique des établissements du programme dans les disciplines relevant du domaine des sciences humaines et sociales (SHS) représente un chantier international à long terme piloté par l'OST. Aussi, l'absence à ce jour d'univers de référence international comparable à celui qui existe pour les sciences de la matière et de la vie ne permet pas de renseigner dans l'immédiat un indicateur de performance global. La Fondation européenne de la science (ESF), à l'initiative de la France, a lancé un plan d'action pour la création d'une base de données européenne des SHS, sur lequel l'OST s'appuiera pour proposer des indicateurs complémentaires.

Sources des données : base de données Thomson Reuters-Institute for Scientific Information, indicateurs OST (Observatoire des sciences et des techniques)

Cet indicateur permet de mesurer la place prise par la production de publications par les opérateurs du programme dans la production européenne ou mondiale. Pour pallier les problèmes du mauvais adressage des articles dans la base, chacun des établissements du programme identifie chacune de ses publications dans la base de données maintenue par l'OST. Une fois ce repérage terminé, les doublons (articles écrits en collaboration par plusieurs établissements du programme) sont éliminés pour déterminer l'ensemble des publications du « méta-établissement » constitué par l'ensemble des opérateurs du programme. Certains opérateurs du programme ont des laboratoires implantés à l'étranger mais seuls les articles produits depuis la France métropolitaine sont pris en compte.
Le 3e sous-indicateur au dénominateur resserré sur la production du triangle France/Allemagne/Grande-Bretagne, pays caractérisés par la maturité de leur recherche, permet de cibler l'observation du positionnement des opérateurs du programme en neutralisant l'augmentation des publications des pays émergents et en le contextualisant avec des pays comparables.

Pour interpréter les résultats de la mesure, il convient de souligner la spécificité française : alors que dans les autres pays de l'Union Européenne et du monde, la recherche se fait essentiellement, voire uniquement dans les universités, en France, la recherche se fait dans les universités et les organismes de recherche.
Les variations de l'indicateur sont lentes. C'est donc son évolution au cours du temps, notamment en comparaison avec celles d'acteurs comparables, qui constitue le signal le plus important.

Historique des valeurs de l'indicateur

	résultats 2004	résultats 2005	résultats 2006	résultats 2007	résultats 2008	résultats 2009	résultats 2010	résultats 2011 provisoires	variation 2004-2011
Part des publications de référence internationale des opérateurs du programme dans la production scientifique de l'union européenne (UE27)	8,55 %	8,48 %	8,50 %	8,46 %	8,55 %	8,59 %	8,68 %	8,66 %	+ 1,29 %
Part des publications de référence internationale des opérateurs du programme dans la production scientifique du Monde	2,94 %	2,86 %	2,81 %	2,76 %	2,76 %	2,75 %	2,75 %	2,72 %	-7,48 %
Part des publications de référence internationale des opérateurs du programme dans la production de l'espace France/Allemagne/Grande-Bretagne	17 %	16,90 %	17,10 %	17,30 %	17,90 %	18,20 %	18,50 %	18,68 %	+ 10,00 %

INDICATEUR 3.2 : Reconnaissance scientifique des opérateurs du programme

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Indice de citation à deux ans des publications des opérateurs du programme	indice	1,08	1,08p	> 0,95	> 0,95	1,11	>= 1,1

Précisions méthodologiques

Cet indicateur permet de mesurer l'influence internationale des publications des opérateurs du programme.

Mode de calcul

L'impact immédiat des opérateurs du programme se calcule en divisant la « part mondiale de citations à deux ans des publications de référence internationale des opérateurs du programme » par « la part mondiale de publications de référence internationale des opérateurs du programme ». Ce calcul est en compte fractionnaire, c'est-à-dire en tenant compte du nombre de laboratoires signataires de chaque publication. Afin de lisser les variations non significatives liées à l'évolution des journaux référencés dans chaque discipline, l'indicateur est calculé en moyenne triennale glissante comme il est d'usage en bibliométrie : la valeur indiquée en année n étant alors la moyenne des valeurs constatées en n, n-1 et n-2.
D'une manière générale la mesure d'un impact, quel qu'il soit, nécessite un délai minimal d'observation. Ici, Par construction l'indice d'impact à 2 ans des publications d'une année donnée n'est constatable qu'avec un décalage de 2 ans. La dernière valeur constatée disponible au moment de la préparation du RAP de l'année n est donc celle de n-2. Toutefois, le passage à une moyenne triennale glissante permet d'indiquer dès le RAP de l'année n une valeur provisoire pour l'année n-1, calculée sur série incomplète. C'est seulement au RAP de n+1 qu'est procurée la valeur définitive pour l'année n-1, calculée en moyenne triennale glissante.

Limites et biais connus

Toutes les citations n'ont pas la même valeur. Deux ans est un laps de temps très court pour mesurer l'utilité scientifique d'une publication. Seule une partie des citations est décomptée et l'indice d'impact est, en ce sens, une mesure indirecte de l'utilité scientifique des publications, utiles notamment pour comparer entre eux des acteurs comparables et observer l'évolution de leurs performances au cours du temps. Certains opérateurs du programme peuvent avoir des laboratoires implantés à l'étranger mais seuls les articles produits depuis la France métropolitaine sont pris en compte.
La base de données bibliographiques utilisée recense les publications parues dans une sélection de journaux scientifiques d'audience internationale. Le calcul est limité pour l'instant aux sciences de la matière et de la vie, incluant les mathématiques. Pour pallier les problèmes du mauvais adressage des articles dans la base, chacun des établissements du programme identifie chacune de ses publications dans une base de données maintenue par l'OST. Une fois ce repérage terminé, les doublons (articles écrits en collaboration par plusieurs établissements du programme) sont éliminés pour déterminer l'ensemble des publications du méta-établissement constitué par l'ensemble des opérateurs du programme. La mesure de la part de la production scientifique des établissements du programme dans les disciplines relevant du domaine des sciences humaines et sociales (SHS) nécessite un travail structurel. En effet, l'absence à ce jour d'univers de référence international comparable à celui qui existe pour les sciences de la matière et de la vie ne permet pas de renseigner dans l'immédiat un indicateur de performance global. La fondation européenne de la science (ESF), à l'initiative de la France, a lancé un plan d'action pour la création d'une base de données européenne des SHS, sur lequel l'OST s'appuiera pour proposer des indicateurs complémentaires.

Sources des données : base de données Thomson Reuters-Institute for Scientific Information, indicateurs OST.

Les citations qui sont faites aux publications de ces opérateurs par d'autres publications sont considérées comme une indication fiable de l'intérêt qu'ont eu les publications des opérateurs sur les travaux de leurs collègues chercheurs. Il s'agit donc d'une mesure précieuse, qui permet de qualifier la production scientifique d'un acteur en mesurant l' «utilité scientifique», au niveau international, des connaissances produites. L'indice d'impact est largement reconnu comme un indicateur essentiel pour évaluer la performance de la recherche. En effet la mesure d'une part de la production (cf. l'indicateur précédent) doit être complétée par un indicateur d'impact de la qualité de cette production, sauf à induire une dérive productiviste de la part des chercheurs.

NB : Les variations de l'indicateur sont lentes. C'est son évolution au cours du temps, notamment en comparaison avec celles d'acteurs comparables, qui constitue le signal le plus important.

Historique des valeurs de l'indicateur

	Résultat 2004	Résultat 2005	Résultat 2006	Résultat 2007	Résultat 2008	Résultat 2009	Résultat 2010	Résultat 2011 provisoire	Progression 2004-2011
Indice de citation à deux ans des publications des opérateurs du programme en référence internationale	0,94	0,96	0,98	1,02	1,05	1,07	1,08	1,08	+ 15%

La bonne progression de l'indicateur sur la période témoigne de l'amélioration qualitative des publications des opérateurs du programme ; de fait, le nombre de citations à deux ans obtenues par ces publications croît de près de 15 %.

INDICATEUR 3.3 : Proportion des enseignants-chercheurs produisants

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Proportion d'enseignants-chercheurs produisants	%	83	85	83	83	ns	87

Précisions méthodologiques

L'indicateur prend en compte les enseignants-chercheurs des équipes évaluées par l'AERES sur la base d'une production scientifique qui ne se limite pas à la publication (cf. définition AERES).

Le nombre d'enseignants-chercheurs « produisants » est rapporté au nombre total des enseignants-chercheurs dans les équipes évaluées.

La valeur est révisée après chaque vague d'évaluation préliminaire à la contractualisation.

Elle est disponible à la clôture de la campagne d'évaluation AERES des établissements concernés par la vague en cours de contractualisation, soit 1/5^{e} environ de la population totale par vague

Limites et biais connus

Les données n'incluent pas l'ensemble de la population d'enseignants-chercheurs. Seuls sont pris en compte les enseignants-chercheurs appartenant à une équipe de recherche évaluée par l'AERES dans le cadre des contrats quinquennaux des établissements d'enseignement supérieur et de recherche.

Source des données : MESR/DGESIP + Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur - AERES

OBJECTIF n° 4 : Améliorer le transfert et la valorisation des résultats de la recherche

La production de connaissances par les opérateurs de recherche du programme doit être un réservoir d'innovation irriguant l'économie nationale. De même que les laboratoires s'ouvrent de plus en plus à l'interdisciplinarité et développent une culture de projet et de partenariat scientifique, la culture de l'innovation, de la valorisation et du transfert des savoirs et des technologies doit se renforcer au sein de la recherche publique pour raccourcir le cycle de l'innovation. Pour la recherche universitaire, différents leviers sont mobilisés à cet effet.

Le dispositif de répartition des moyens SYMPA accorde depuis 2009 des financements sur le critère spécifique de l'activité de valorisation, dans le cadre du financement de la performance.

Par ailleurs, la création des Pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) depuis 2007 a permis de prolonger l'action entreprise par l'Agence nationale de la recherche (ANR) pour la mutualisation du transfert technologique et la maturation des projets innovants. Les PRES permettront aux établissements universitaires, membres fondateurs, une action mutualisée et plus efficace au sein des pôles de compétitivité. Dans le cadre des contrats passés entre les établissements et le ministère, seront examinés, dans une logique de site, les complémentarités et les partenariats entre les différents établissements (universités, écoles publiques ou privées mais aussi grands organismes de recherche, CHU,..).

Deux indicateurs d'efficience permettent de mesurer cet objectif. L'**indicateur 4.1** mesure le développement de cette culture de la valorisation chez les opérateurs du programme : il permet une appréciation qualitative de la pertinence des brevets déposés en fonction des redevances qu'ils génèrent. L'**indicateur 4.2** complète cette approche en mesurant financièrement l'intensité du transfert des laboratoires de recherche vers les entreprises.

INDICATEUR 4.1 : Part des ressources apportées aux opérateurs par les redevances sur titre de propriété intellectuelle

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Montant des ressources apportées aux opérateurs par les redevances sur titre de propriété intellectuelle	k€	nd	nd	13 500	13 500	19 000	20 000
Part des ressources apportées par les redevances sur titre de propriété intellectuelle dans les ressources recherche totales des opérateurs du programme.	%	nd	nd	> 0,25	> 0,25	0,25	ns

Précisions méthodologiques

Recette nette générée par les redevances sur titre de propriété intellectuelle. Le pourcentage est obtenu en divisant la recette nette des redevances sur titre de propriété concernées par la ressource recherche totale.

Cet indicateur est calculé à partir d'enquêtes auprès des institutions concernées, car il impose de séparer précisément dans les comptes mêmes des opérateurs les ressources de recherche des ressources d'enseignement. Les délais de collecte et de traitement par le service statistique national compétent font que **la valeur de l'année n n'est disponible qu'au RAP n+2**.

Limites et biais connus

La variation du ratio peut résulter non seulement de la variation de la recette observée au numérateur, qui est en elle-même significative, mais aussi de celles des autres recettes avec lesquelles elle est cumulée au dénominateur.

Source des données : MESR/ DGESIP-DGRI/Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques –SD-SIES

La mesure est complétée au PAP 2012 par l'observation en lecture immédiate du montant en valeur absolue des ressources apportées par les redevances sur titre de propriété intellectuelle (1er sous-indicateur). Cette amélioration fait également suite à la recommandation de simplification formulée par le comité interministériel d'audit des programmes (CIAP) en mai 2011.

Historique des valeurs de l'indicateur

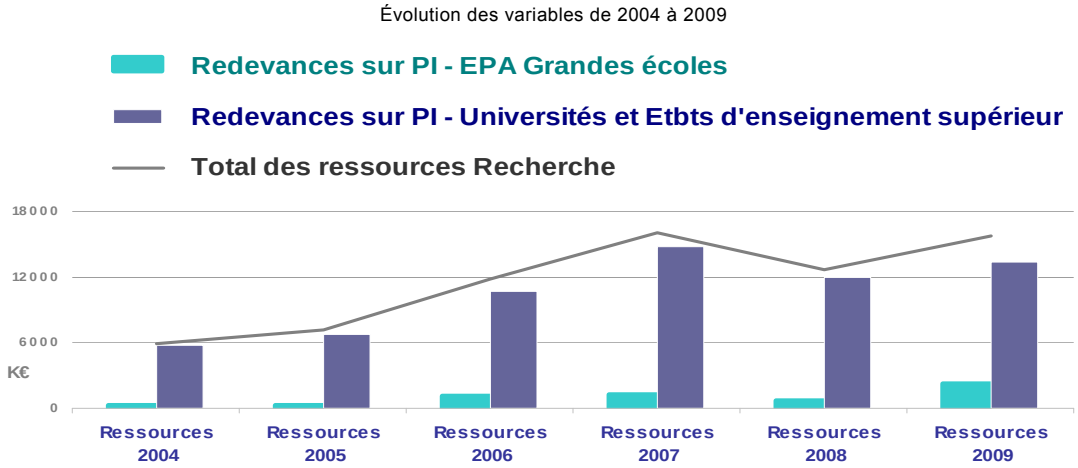
	unité de mesure	Réalisé 2005	Réalisé 2006	Réalisé 2007	Réalisé 2008	Réalisé 2009	2010	2011
Montant des ressources	**K€**	7 103	11 743	15 978	12 651	15 709	Disponible au RAP 2012	Disponible au RAP 2013
Part des ressources apportées par les redevances sur titres de propriété intellectuelle dans les ressources recherche totales des opérateurs du programme	%	0,16	0,26	0,33	0,24	0,27	Disponible au RAP 2012	Disponible au RAP 2013

Historique des données primaires (en K€)

	2004		2005		2006		2007		2008		2009	
	Ressources sur redevances	Total Ressources Rech	Ressources sur redevances	Total Ressources Rech	Ressources sur redevances	Total Ressources Rech	Ressources sur redevances	Total Ressources Rech	Ressources sur redevances	Total Ressources Rech	Ressources sur redevances	Total Ressources Rech
Redevances sur PI - EPA Grandes écoles	232	210.746	325	217.386	1.107	230.618	1.211	254.526	663	243.540	2.303	287.370
Redevances sur PI - Universités et Etbts d'enseignement supérieur	5.726	4.204.460	6.778	4.196.014	10.636	4.259.029	14.767	4.562.754	11.988	5.103.280	13.406	5.460.884
Total des ressources Recherche	5.958	4.415.206	7.103	4.413.400	11.743	4.489.647	15.978	4.817.280	12.651	5.346.820	15.709	5.748.254

Evolution ressources sur redevance		+	19%		+	65%		+	36%		-21%	24%
Evolution ressources Recherche				-0,04%			1,73%			7,30%		10,99%		7,51%

Synthèse graphique



INDICATEUR 4.2 : Part des contrats de recherche passés avec les entreprises dans les ressources des opérateurs

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Montant des ressources apportées par les contrats de recherche passés avec les entreprises	k€	nd	nd	122 000	122 000	134 000	140 000
Part des contrats de recherche passés avec des entreprises publiques ou privées, françaises ou étrangères, dans les ressources recherche totales des opérateurs du programme.	%	nd	nd	> 2,2	> 2,2	1,85	ns

Précisions méthodologiques

Mode de calcul

Recette nette générée par les contrats de recherche. Le pourcentage est obtenu en divisant la recette nette des contrats de recherche concernés par la ressource recherche totale.

Cet indicateur est calculé à partir d'enquêtes auprès des institutions concernées, car il impose de séparer précisément dans les comptes mêmes des opérateurs les ressources de recherche des ressources d'enseignement. **Les délais de collecte et de traitement par le service statistique national compétent font que la valeur de l'année n n'est disponible qu'au RAP n+2.**

Limites et biais connus

La variation du ratio peut résulter non seulement de la variation de la recette observée au numérateur, qui est en elle-même significative, mais aussi de celles des autres recettes avec lesquelles elle est cumulée au dénominateur.

Source des données : MESR/ DGESIP-DGRI/Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques –SD-SIES

La mesure est complétée depuis le PAP 2012 par l'observation en lecture immédiate du montant en valeur absolue des ressources apportées par les contrats de recherche (1er sous-indicateur). Cette amélioration fait également suite à la recommandation de simplification formulée par le comité interministériel d'audit des programmes (CIAP) en mai 2011.

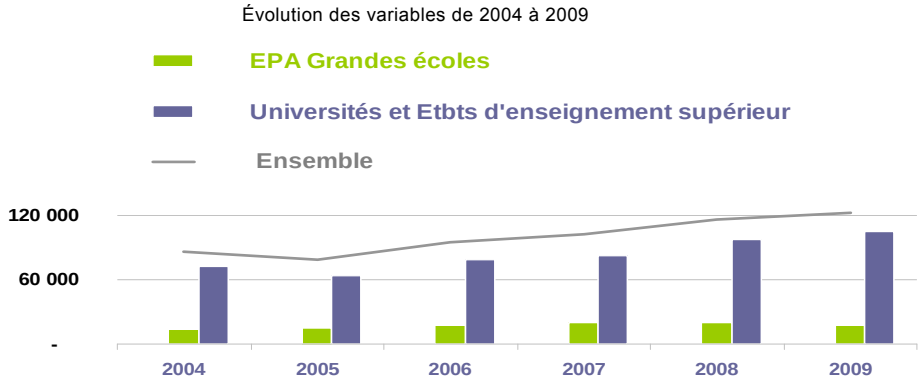
Historique des valeurs de l'indicateur (en K€)

	Réalisé 2005	Réalisé 2006	Réalisé 2007	Réalisé 2008	Réalisé 2009	2010	2011
Montant des ressources	79 081	95 349	102 339	116 828	122 344	Disponible au RAP 2012	Disponible au RAP 2013
Part des contrats de recherche passés avec des entreprises publiques ou privées, françaises ou étrangères, dans les ressources recherche totales des opérateurs du programme	1,8	2,1	2,1	2,2	2,1	Disponible au RAP 2012	Disponible au RAP 2013

Historique des données primaires (en K€)

Financement	2004		2005		2006		2007		2008		2009	
Catégorie d'établissements	Total Entreprises		Total Entreprises		Total Entreprises		Total Entreprises		Total Entreprises		Total Entreprises	
EPA Grandes écoles	13 336	15 %	14 869	19 %	16 957	18 %	19 696	19 %	19 557	17 %	17 947	15 %
Universités et Etbts d'enseignement supérieur	72 953	85 %	64 212	81 %	78 392	82 %	82 830	81 %	97 271	83 %	104 397	85 %
Total	**86 289**	100 %	**79 081**	100 %	**95 349**	100 %	**102 526**	100 %	**116 828**	100 %	**122 344**	100 %
Évolution			-8 %		+ 21 %		+ 8 %		+ 14 %		+ 5 %	

Synthèse graphique



OBJECTIF n° 5 : Renforcer l'ouverture européenne et internationale des établissements

La construction européenne et plus généralement la globalisation des échanges ont profondément transformé les systèmes nationaux d'enseignement supérieur et de recherche en les rendant perméables entre eux : au-delà de la circulation des connaissances, structurelle dans ces domaines, on assiste à un développement sans précédent de la mobilité des individus et de la coopération transnationale des institutions. Le système français est désormais largement ouvert sur l'extérieur et c'est cette ouverture qu'il convient à la fois d'orienter au niveau national sur les priorités identifiées et d'affermir au niveau des opérateurs du programme par le développement de partenariats institutionnels durables avec des établissements étrangers.

En matière de formation supérieure, la mobilité étudiante est le principal vecteur de l'ouverture internationale des établissements. La mise en œuvre du processus de Bologne l'a considérablement renforcée dans la période récente. Mais au-delà de l'aire européenne, l'accueil des étudiants étrangers est une caractéristique remarquable de notre enseignement supérieur et un atout non seulement pour le rayonnement culturel de notre pays mais aussi pour son influence internationale.

L'accueil des étudiants étrangers se formant en France doit être privilégié (**indicateur 5.1**). Dans le cadre d'une négociation contractuelle qui s'engage notamment sur les résultats de l'évaluation des formations des établissements, sera visé notamment le renforcement de la lisibilité et de l'attractivité internationale d'une offre master adossée aux forces scientifiques et en phase avec les partenaires économiques. Au niveau doctoral, en outre, les partenariats institutionnels doivent être encouragés à travers les diplômes conjoints entre établissements français et étrangers (**indicateur 5.2**).

L'accueil d'enseignants-chercheurs étrangers, est à la fois une condition et un indicateur de l'excellence de nos établissements, à la croisée de leurs activités d'enseignement et de recherche. Sans préjudice des différentes formes d'accueil provisoire, l'**indicateur 5.3** vise à apprécier annuellement le dynamisme des recrutements permanents et l'attractivité, à cet égard, des opérateurs du programme 150.

En matière de recherche, la construction de l'espace européen de la recherche décidée par les chefs d'État des pays membres de l'Union européenne aux sommets de Barcelone et de Lisbonne constitue depuis près de quinze ans une orientation stratégique majeure de notre politique nationale. L'espace européen de la recherche (EER), conçu au sens large, regroupait initialement des politiques communautaires et nationales de recherche, mais n'était pas doté de mécanismes et/ou d'instances de décisions appropriés. Pour y remédier, le Conseil compétitivité a adopté dans ses conclusions de mai 2008 le processus désormais connu sous le nom de « processus de Ljubljana », qui vise à doter l'Europe d'une vision commune de l'EER à long terme (la « vision 2020 ») et d'un dispositif de gouvernance adapté à sa réalisation.

C'est désormais à l'échelle de l'Europe que la science française pourra tenir son rang dans la compétition internationale en renforçant ses partenariats avec les institutions scientifiques des pays membres tout en participant au développement des nouveaux instruments de la politique européenne visant à conforter ses meilleurs atouts.

Deux indicateurs permettent de mesurer l'intensité de l'engagement des laboratoires français dans la construction de l'espace européen de la recherche. Le premier, concernant le « taux de présence », intègre deux sous-indicateurs en fait distincts : la participation aux projets sélectionnés par le programme-cadre européen pour la recherche et le développement (**sous-indicateur 5.4.1**), qui traduit simplement l'existence de collaborations européennes pour la réalisation de projets de recherche de qualité et la coordination de ces projets sélectionnés (**sous-indicateur 5.4.2**) qui marque une prééminence dans la conception et la conduite du projet. Quant aux publications écrites en collaboration (**indicateur 5.5**), elles traduisent notre capacité à construire des synergies scientifiques de qualité au niveau européen.

INDICATEUR 5.1 : Part des étudiants étrangers inscrits en Master et en Doctorat

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Inscrits en master	%	49,5	49,6	16,5	-	51	53
dont étudiants OCDE	%	19,1	19,2	3	-	ns	ns
Inscrits en doctorat	%	14,2	13,9	33	-	13,9	14
dont étudiants OCDE	%	22,4	23,1	8,3	-	ns	ns

Précisions méthodologiques

Le mode de calcul de cet indicateur est modifié au PAP 2013

On rapporte le nombre d'étudiants étrangers (non titulaires d'un baccalauréat français) inscrits dans des diplômes équivalents au cursus Master hors santé (ou, selon le cas, dans des diplômes équivalents au cursus doctorat) à l'ensemble des étudiants inscrits étrangers.

Le même ratio est calculé, pour complément d'information, sur le périmètre plus limité des étudiants étrangers ressortissants de pays membres de l'OCDE (les valeurs présentées prennent en compte le champ OCDE actualisé).

Source des données : MESR/ DGESIP-DGRI/Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques – SD-SIES

Limites et biais connus

Pour mieux cerner la population des étudiants étrangers venus en France spécifiquement pour faire des études, on se limite aux seuls étudiants étrangers non titulaires d'un baccalauréat français.

Les évolutions de l'indicateur peuvent être perturbées par une modification du périmètre de calcul. Par exemple, l'intégration des IUFM dans les universités en 2009 a eu pour effet mécanique de faire diminuer la proportion d'étrangers en augmentant le nombre porté au dénominateur.

Historique des valeurs de l'indicateur

L'historique ci-dessous présente les données sur le périmètre de l'ensemble des inscrits étrangers (neutralisation des effets de structures dus à l'intégration des IUFM)

Part des étudiants étrangers inscrits en Master et en Doctorat (non titulaires du baccalauréat en France)

	Réalisé 2007	Réalisé 2008	Réalisé 2009	Réalisé 2010	Réalisé 2011
inscrits en 2e cycle	46,0 %	47,9 %	48,5 %	49,5 %	49,6 %
... dont étudiants OCDE	19,4 %	19,3 %	19,3 %	19,1 %	19,2 %
inscrits en 3e cycle	14,0 %	14,6 %	14,5 %	14,2 %	13,9 %
... dont étudiants OCDE	23,5 %	22,8 %	22,6 %	22,4 %	23,1 %

Historique des données primaires

Effectifs de référence 2e et 3e cycles

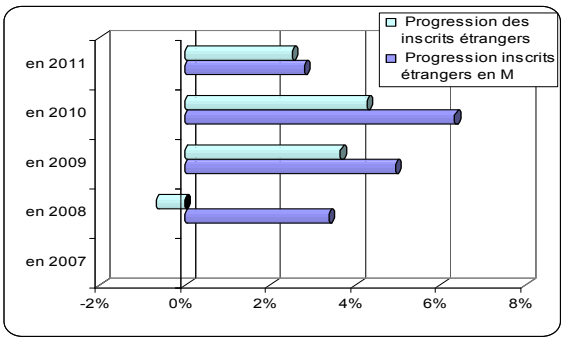
Inscrits en 2e cycle	2007	2008	2009	2010	2011
Étudiants étrangers en M	74 231	76 745	80 541	85 650	88 057
Progression inscrits étrangers en M		+3,40 %	+4,90 %	+6,30 %	+2,80 %
Total inscrits étrangers	161 249	160 156	166 013	173 104	177 466
Progression des inscrits étrangers		-0,70 %	+3,70 %	+4,30 %	+2,50 %

Inscrits en 3e cycle	2007	2008	2009	2010	2011
Étudiants étrangers en D	22 617	23 418	24 017	24 576	24 733
Progression inscrits étrangers en D		+3,50 %	+2,60 %	+2,30 %	+0,60 %
Total inscrits étrangers	161 249	160 156	166 013	173 104	177 466
Progression des inscrits étrangers		-0,70 %	+3,70 %	+4,30 %	+2,50 %

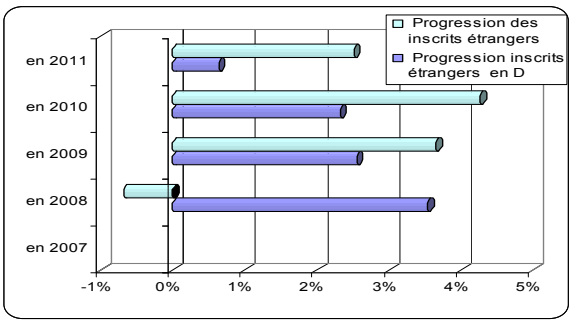
Synthèse graphique

Progression de l'ensemble des étudiants étrangers inscrits et progression des étudiants étrangers en 2e et 3e cycles

2e cycle



3e cycle



INDICATEUR 5.2 : Nouveaux inscrits pour une thèse en co-tutelle

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Nombre d'inscriptions annuelles de doctorants en cotutelle internationale de thèse	Nbre	1 743	1 749	1 400	1 400	1 800	2 000

Précisions méthodologiques

Il s'agit du recensement des premières inscriptions en doctorat pour une thèse en cotutelle, réalisé par l'école doctorale d'accueil. Ce recensement est effectué en fonction de trois paramètres : le nom de l'établissement de rattachement principal de l'école doctorale ; le pays partenaire pour la cotutelle ; le secteur disciplinaire dans lequel s'inscrit la cotutelle de thèse.

Source des données : MESR/ DGESIP-DGRI/Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques – SD-SIES

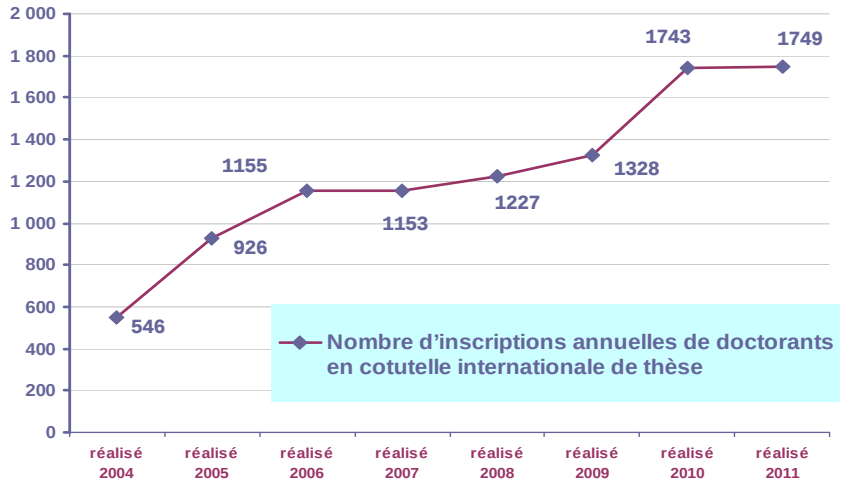
L'arrêté ministériel du 6 janvier 2005 a permis d'assouplir sensiblement les conditions dans lesquelles les établissements d'enseignement supérieur français sont habilités à conclure avec leurs homologues étrangers des accords de co-diplômation au niveau doctorat. La cible de croissance ambitieuse, fixée en escomptant un impact positif de la rénovation de la réglementation, est d'ores et déjà atteinte.

Historique des valeurs de l'indicateur

	réalisé 2004	réalisé 2005	réalisé 2006	réalisé 2007	réalisé 2008	réalisé 2009	réalisé 2010	réalisé 2011
Nombre d'inscriptions annuelles de doctorants en cotutelle internationale de thèse	546	926	1 155	1 153	1 227	1 328	1 743	1 749
Evolution		69,6 %	+24,7 %	-0,2 %	+6,4 %	+8,2 %	+31,3 %	+0,3 %

Synthèse graphique

Évolution du nombre d'inscriptions en cotutelle internationale de thèse de 2009 à 2011



INDICATEUR 5.3 : Proportion d'étrangers dans les recrutements d'enseignants-chercheurs

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Pourcentage d'enseignants-chercheurs de nationalité étrangère parmi les recrutés	%	10,6	15,7	16	16	18	20

Précisions méthodologiques

L'indicateur rapporte le nombre d'enseignants-chercheurs de nationalité étrangère recrutés dans l'année à l'ensemble des enseignants-chercheurs recrutés sur la même période.

Il est donc centré sur les flux de recrutement et non les stocks : il s'agit de mesurer la part d'enseignants-chercheurs de nationalité étrangère parmi les enseignants-chercheurs recrutés par concours dans l'année. Sont concernés les maîtres de conférences recrutés en application de l'article 26-1-1 du décret n° 84-431 du 6 juin 1984 et les professeurs des universités recrutés en application des articles 46-1à 46-4 du même décret.

Source : MEN-MESR-SG/DGRH A1-1

Biais et limites

Le périmètre de la population des professeurs d'université inclut la population des anciens maîtres de conférences. Si l'on exclut cette population, la part de professeurs d'université de nationalité étrangère recrutés dépasse le tiers des enseignants-chercheurs recrutés en 2009.

L'indicateur, tel qu'il est construit, ne renseigne pas sur les parcours antérieurs au recrutement : les informations disponibles ne permettent pas d'identifier, par exemple, la nationalité du doctorat qui donnerait cependant une vision plus fine des phénomènes de mobilité internationale de ces personnels.

Historique des valeurs de l'indicateur

1- Part d'enseignants-chercheurs de nationalité étrangère parmi les recrutés de l'année

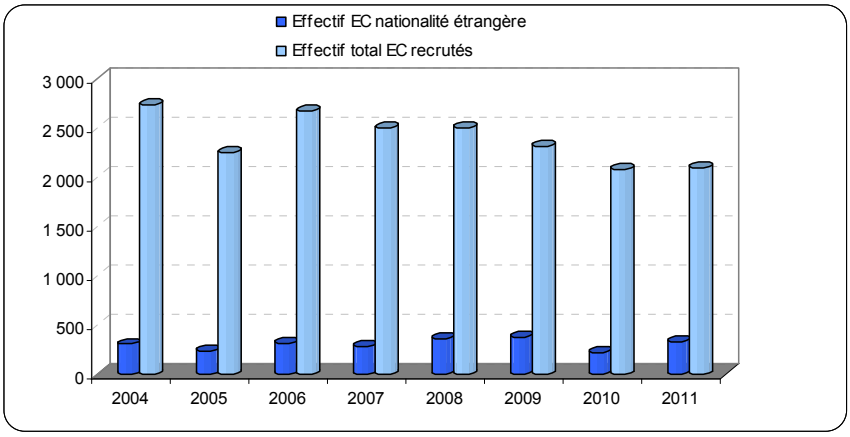
	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
MCF	10,4 %	9,8 %	10,9 %	10,1 %	14,70%	15,9 %	11,6 %	16,6 %
PR	12,7 %	11,7 %	14,1 %	14,0 %	12,7 %	16 %	8,1 %	13,7%
ensemble enseignants chercheurs	11,0 %	10,3 %	11,7 %	11,1 %	14,1 %	15,9 %	10,6 %	15,7 %

2- Historique des donnés primaires – Effectifs et part des enseignants-chercheurs de nationalité étrangère parmi les recrutés de l'année

	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Effectif EC nationalité étrangère	301	231	313	279	353	373	221	329
Effectif total EC recrutés	2739	2253	2670	2506	2507	2320	2082	2099
% d'EC de nationalité étrangère	11,00 %	10,30 %	11,70 %	11,10 %	14,10 %	15,90 %	10,60 %	15,70 %

Synthèse graphique

Évolution comparée des recrutements effectués dans l'année



INDICATEUR 5.4 : Taux de présence des opérateurs du programme dans les projets financés par le PCRD de l'Union Européenne

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de participation des opérateurs du programme dans les projets financés par les programmes cadres de R&D de l'Union européenne	%	1,54 actualisation 7ème PCRD - 2010	1,49 actualisation 7ème PCRD - 2011	1,5	1,5	1,5	>= 2
Taux de coordination des opérateurs du programme dans les projets financés par les programmes cadres de R&D de l'Union Européenne	%	2,36 actualisation 7ème PCRD - 2010	2,36 actualisation 7ème PCRD - 2011	> 1	> 1	>= 2	>= 2

Précisions méthodologiques

Taux de participation : on observe ici les participations d'équipes françaises dans les projets sélectionnés et financés par le PCRD. Le taux de participation est calculé en divisant le nombre d'équipes affiliées aux opérateurs du programme qui participent aux projets sélectionnés par le nombre total d'équipes de tous pays participant à ces projets. Le décompte est fait sur l'ensemble des projets en cumul depuis le début du PCRD considéré, y compris les actions Marie Curie, People et Ideas.

Taux de coordination : on observe ici le nombre de projets sélectionnés et financés par le PCRD coordonnés par une équipe française affiliée à l'un des opérateurs du programme. Le taux de coordination est calculé en divisant le nombre de projets retenus coordonnés par une équipe affiliée aux opérateurs du programme par le nombre total de projets retenus. Le décompte est fait sur l'ensemble des projets en cumul depuis le début du PCRD considéré, y compris les actions Marie Curie, People et Ideas. Le périmètre des programmes a été élargi à ces dernières dans un souci d'exhaustivité et de transparence. Ce changement se traduit par une évolution significative des valeurs. La valeur cible sera revue en conséquence ultérieurement lorsque les données du 7e PCRD seront stabilisées.

Liste des opérateurs : les principaux opérateurs sont les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) et certains établissements publics (établissements universitaires, écoles d'ingénieurs indépendantes sous tutelle du MESR, les IEP, les ENS, les EFE, les observatoires de Paris et Nice).

Source des données : bases du PCRD de la Commission, indicateurs OST (Observatoire des sciences et des techniques)

Les équipes de recherche des pays de l'Union et des pays associés se coordonnent pour élaborer, autour du coordinateur, un projet qui sera soumis à évaluation par la Commission. Les projets sont en concurrence pour chaque programme du PCRD, et sélectionnés à la fois pour leur qualité scientifique et leur pertinence sociétale, et selon les priorités politiques fixées pour le programme (notamment, l'intégration de partenaires de pays moins avancés scientifiquement).

Les programmes de l'Union européenne sont mis en œuvre par des appels à propositions successifs, dont les résultats sont affichés par la Commission dans une base de données des propositions déposées et retenues. La Commission fournit également dans un deuxième temps une base des contrats qu'elle passe, mais avec un certain délai nécessaire à la négociation et à la passation de ces contrats. Jusqu'en 2007, l'indicateur était calculé à partir de la base des contrats passés depuis le début du 6e PCRD (2002-2006). A partir de 2008 les indicateurs sont calculés d'abord avec la base des propositions retenues dans le 7e PCRD (2007-2013), éventuellement corrigée dans un deuxième temps par les informations provenant de la base des contrats du 7e PCRD. Les données fournies par les services de la Commission sont validées, calibrées et structurées par l'OST (Observatoire des sciences et des techniques) et agrégées sans double compte. Le périmètre des programmes a été élargi aux actions Marie Curie, People et Ideas dans un souci d'exhaustivité et de transparence. La dernière valeur fournie correspond à la valeur moyenne sur l'ensemble du 7e PCRD programme. Le décompte est fait sur l'ensemble des projets en cumul depuis le début du 7e PCRD, y compris les actions Marie Curie, People et Ideas.

Pour interpréter les résultats, Il convient de souligner la spécificité française : alors que dans les autres pays de l'Union Européenne et du monde, la recherche se fait essentiellement, voire uniquement dans les universités, en France, la recherche se fait dans les universités et les organismes de recherche.

Les données du 7e PCRD ont été arrêtées en octobre 2011

Historique des valeurs de l'indicateur

Participations	7e PCRD (2007-2013) actualisation 2009	7e PCRD (2007-2013) actualisation 2010	7e PCRD (2007-2013) actualisation 2011	Progression %
Taux de participation des opérateurs du programme dans les projets financés par les programmes cadres de R&D de l'Union européenne (avec actions Marie Curie)	1,59	1,54	1,49	- 3,2 %
Nombre de participations des opérateurs du programme dans les projets financés par les programmes cadres de R&D de l'Union européenne (avec actions Marie Curie)	342	627	1038	+204 %
Nombre de participations de l'ensemble du PCRD (avec actions Marie Curie)	21 497	40 729	69 761	+225 %

Coordination	7e PCRD (2007-2013) actualisation 2009	7e PCRD (2007-2013) actualisation 2010	7e PCRD (2007-2013) actualisation 2011	Progression %
Taux de coordination des opérateurs du programme dans les projets financés par les programmes cadres de R&D de l'union européenne (avec actions Curie)	2,03	2,36	2,36	=
Nombre de coordination des opérateurs du programme dans les projets financés par les programmes cadres de R&D de l'union européenne (avec actions Curie)	72	161	305	+324 %
Nombre de projets financés par les programmes cadres de R&D de l'union européenne (avec actions Curie)	3 551	6 833	12 928	+264 %

INDICATEUR 5.5 : Part des articles co-publiés avec un pays membre de l'Union européenne (UE 27) dans les articles des opérateurs du programme

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part des articles co-publiés avec un pays membre de l'Union européenne (U27) dans les articles des opérateurs du programme	%	24,5	25,6p	28	28	26	28

Précisions méthodologiques

On observe ici le nombre de publications produites par les opérateurs en collaboration avec un pays de l'UE 27 rapporté au nombre de publications des opérateurs. A partir du RAP 2010, afin de lisser les variations non significatives liées à l'évolution des journaux référencés dans chaque discipline, on adopte l'usage, habituel en bibliométrie, de calculer l'indicateur en moyenne triennale glissante : la valeur indiquée en année n est alors la moyenne des valeurs constatées en n, n-1 et n-2.

Compte tenu du temps nécessaire pour le recueil des données, l'identification des adresses (cf. infra) et le calcul de valeurs fiables, la dernière valeur définitive disponible au moment de la préparation du RAP de l'année n est celle de n-1.

Liste des opérateurs : les principaux opérateurs sont les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPCSCP) et certains établissements publics (établissements universitaires, écoles d'ingénieurs indépendantes sous tutelle du MESR, les IEP, les ENS, les EFE, les observatoires de Paris et Nice).

Le périmètre des opérateurs est défini selon des procédures automatiques de repérage des adresses des laboratoires des opérateurs. Les procédures sont basées sur la connaissance des opérateurs apportée par le projet IPERU. Des travaux précédents ont permis d'évaluer la plausibilité du traitement automatique des données, mais cette méthode pourrait être remplacée à terme par une reconnaissance précise, validée par chacun des établissements concernés. Une exploration est en cours sur la comparaison des deux approches.

Source des données : Thomson Reuters-Institute for Scientific Information, indicateurs OST

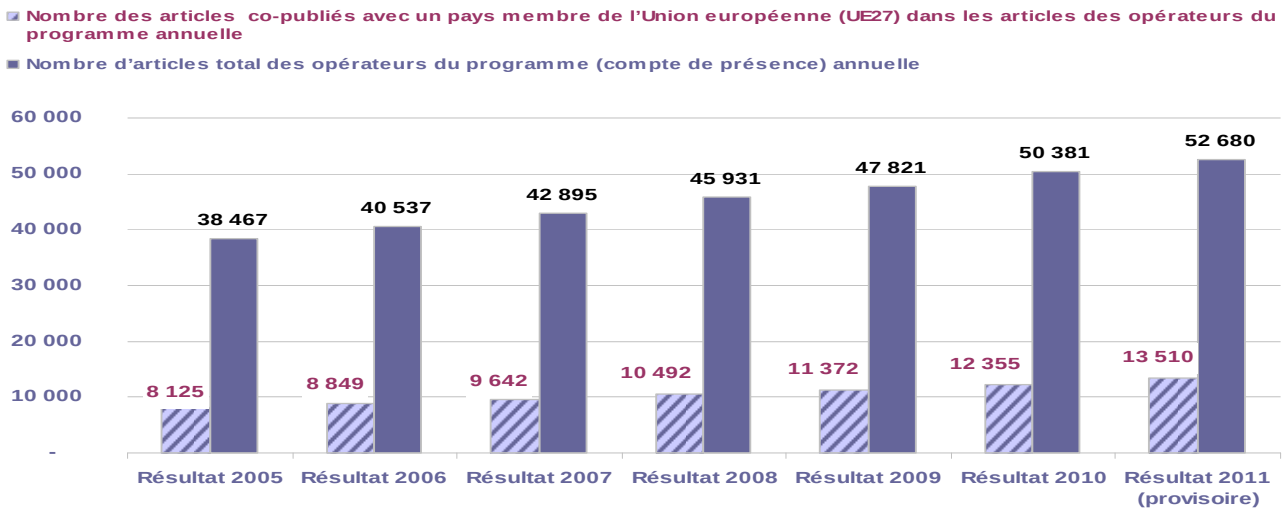
L'internationalisation de la recherche est une réalité ancienne, renforcée par la globalisation et la nécessité de trouver des partenaires ayant des complémentarités de plus en plus spécifiques. Les collaborations scientifiques efficaces donnent généralement lieu à des publications co-signées (co-publications qui peuvent être mesurées par la bibliométrie). Les co-publications sont mesurées ici en compte de présence : car le fait de co-signer suppose l'établissement d'un « lien » entre les laboratoires co-signataires, indépendamment du nombre total de laboratoires co-signataires. Toutefois, ce mode de décompte interdit d'additionner ou de soustraire différentes valeurs de l'indicateur (création de doubles comptes), et il produit des indicateurs plus susceptibles de fluctuations non significatives – il doit donc être interprété avec prudence.

A ce titre, il convient également de souligner la spécificité française. Alors que dans les autres pays de l'Union Européenne et du monde, la recherche se fait essentiellement, voire uniquement dans les Universités, en France, la recherche se fait dans les Universités et les organismes de recherche.

Historique des valeurs de l'indicateur et des données de référence (2004 -2011)

	résultat 2004	résultat 2005	résultat 2006	résultat 2007	résultat 2008	résultat 2009	résultat 2010	résultat 2011 (provisoire)
Part des articles co-publiés avec un pays membre de l'Union européenne (UE27) dans les articles des opérateurs du programme	20,4	21,1	21,8	22,5	22,8	23,8	24,5	25,6
Nombre des articles co-publiés avec un pays membre de l'Union européenne (UE27) dans les articles des opérateurs du programme	7 542	8 125	8 849	9 642	10 492	11 372	12 355	13 510
Progression en % des articles co-publiés		+8 %	+9 %	+9 %	+9 %	+8 %	+9%	+9%
Nombre d'articles total des opérateurs du programme (compte de présence)	36 974	38 467	40 537	42 895	45 931	47 821	50 381	52 680
Progression en % des articles des opérateurs du programme		+4 %	+5 %	+6 %	+7 %	+4 %	+5%	+5%

Synthèse graphique



OBJECTIF n° 6 : Améliorer l'efficience des opérateurs

Améliorer l'efficience des opérateurs constitue l'un des axes stratégiques permanents du programme.

La poursuite de cet objectif passe par la conjonction de deux démarches : l'une concerne la structuration de l'offre de formation, l'autre vise l'optimisation de la gestion des établissements. En effet, en matière de financement public et particulièrement dans le contexte de la loi LRU avec l'accroissement de l'autonomie des établissements et la globalisation de leur financement par l'État, les dynamiques à l'œuvre sur ces deux plans doivent converger (cf. problématique de l'indicateur 6.3).

En matière d'offre de formation, le système français d'enseignement supérieur souffrait d'une superposition et d'un enchevêtrement de dispositifs diplômants qui le rendaient peu compréhensible en France et l'étranger.

L'instauration du LMD a contribué à clarifier la situation.

Dans ce cadre général clarifié, l'optimisation de l'offre de formation demeure cependant nécessaire, avec notamment comme priorités :

– structurer le niveau doctorat autour de pôles d'excellence en recherche associant écoles et universités ;
– mieux organiser les politiques de site en incitant aux coopérations entre établissements et en rassemblant les forces plutôt qu'en les dispersant ;
– renforcer la lisibilité et la cohérence de l'offre de formation, de façon à éviter notamment les formations à très petits effectifs (**indicateur 6.1**).

Cette politique d'amélioration de l'offre de formation est complétée par une politique destinée à améliorer l'accès aux ressources documentaires (**indicateur 6.2**).

L'optimisation de la gestion des établissements constitue le corollaire de l'autonomie, notamment dans un contexte de changement qui a été sous-estimé au cours des premières années de mise en œuvre de la loi LRU. Elle implique le développement d'une culture de la programmation stratégique (des formations, de l'immobilier, des coopérations…) et de l'évaluation ex post, assises sur des instruments de connaissance des coûts. Deux indicateurs rendent compte de cette optimisation de la gestion :

– le renforcement de la capacité des établissements à générer des ressources propres (indicateur 6.3) permettra d'accroître leur autonomie financière, et leur octroiera les moyens de porter des initiatives originales ;
– une meilleure connaissance par les établissements de leur patrimoine immobilier (indicateur 6.4) sur les aspects quantitatifs (nombre d'implantations et surfaces bâties et non bâties) et qualitatifs (état du bâti et situation des bâtiments au regard des règlementations de sécurité) doit permettre d'améliorer la programmation des investissements et d'en garantir la soutenabilité.

INDICATEUR 6.1 : Part des mentions à faibles effectifs (L et M)

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part des mentions à faibles effectifs (L): inférieur à 50	%	35,7	35,6	32	32	35	35
Part des mentions à faibles effectifs (M): inférieur à 30	%	29,3	25,7	31,5	31,5	24	25

Précisions méthodologiques

On rapporte le nombre de couples domaine-mention licence par établissement (en licence ou master) présentant un nombre d'inscrits en année terminale inférieur à 50 pour la licence (ou à 30 pour le master) au nombre total de couples domaine-mention licence (ou master).
Les étudiants pris en compte sont ceux inscrits en troisième année de licence ou en deuxième année de master (au titre de leurs inscriptions principales).

Limites et biais connus

La mention est complémentaire au domaine puisqu'elle précise celui-ci dans l'intitulé des diplômes qui figurent sur les arrêtés d'habilitation. L'observation porte donc sur l'agrégat domaine/mention. Il est à noter qu'à l'intérieur d'une mention l'enseignement des spécialités est très souvent mutualisé ce qui permet une réduction des coûts.

Source des données : MESR/ DGESIP-DGRI/Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques – SD-SIES

Le resserrement de l'offre de formation des établissements au niveau licence doit contribuer à une meilleure lisibilité et se traduira par une mutualisation des mentions de licence à petits effectifs. Les habilitations prononcées dans le cadre des vagues contractuelles visent cet objectif, mais il peut être contrarié par des inflexions démographiques défavorables à son atteinte.
La diminution constatée des mentions à faible effectif en master s'accentue d'année en année grâce notamment aux efforts entrepris par les établissements d'enseignement supérieur au travers de la politique définie contractuellement avec l'État, pour renforcer les coopérations et réduire le nombre de mentions et de spécialités.

Historique des données de référence

	Mentions à faibles effectifs		Pour info: Etudiants inscrits dans les mentions à faibles effectifs		Mentions à faibles effectifs		Pour info : Etudiants inscrits dans les mentions à faibles effectifs	
	Licence inférieur à 50		Licence : inférieur à 50		Master : inférieur à 30		Master : inférieur à 30	
	Part en %	Nombre	Part en %	Effectifs	Part en %	Nombre	Part en %	Effectifs
Réalisé 2006	31,5	436	6,7	12 229	32,9	567	7,9	9 336
Réalisé 2007	31,9	460	7	12 736	32,3	563	7,5	9 263
Réalisé 2008	33,1	473	7,5	12 998	31,7	538	7	8 765
Réalisé 2009	33,7	475	7,9	13 197	31	527	6,5	8 249
Réalisé 2010	35,7	500	8,7	14 199	29,3	500	6,2	8 308
Réalisé 2011	35,6	493	8,6	14 143	25,7	470	4,7	7 406

INDICATEUR 6.2 : Mesure de la disponibilité hebdomadaire des places de bibliothèque

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Disponibilité hebdomadaire théorique des places de bibliothèque par usager	Heure/semaine	5h33	5h24p	5h05	5h05	5h24	5h30

Précisions méthodologiques

Le périmètre observé est celui des services communs de documentation des universités et des services inter-établissements de coopération documentaire.

L'équation de calcul est la suivante : Nombre de places de travail x durée hebdomadaire d'ouverture rapporté au nombre d'étudiants et d'enseignants-chercheurs à desservir.

La valeur pour l'année n est provisoire au RAP n, et définitive au RAP n+1.

Source des données : MESR/DGESIP-DGRI A4 – Mission de l'information scientifique et technique et du réseau documentaire

Cet indicateur mesure l'amélioration quantitative de l'offre d'accueil des usagers.

L'interprétation de son évolution doit tenir compte d'un biais éventuel lié à la variation du dénominateur. La variation significative est celle du numérateur qui évolue selon deux facteurs : l'augmentation des horaires d'ouverture (très forte depuis plusieurs années en raison du soutien du MESR, mais pour le calcul, on se réfère à une durée hebdomadaire standard de 58h et l'augmentation des places assises (dont le volume est précisé pour information ci-après).

Historique des valeurs de l'indicateur

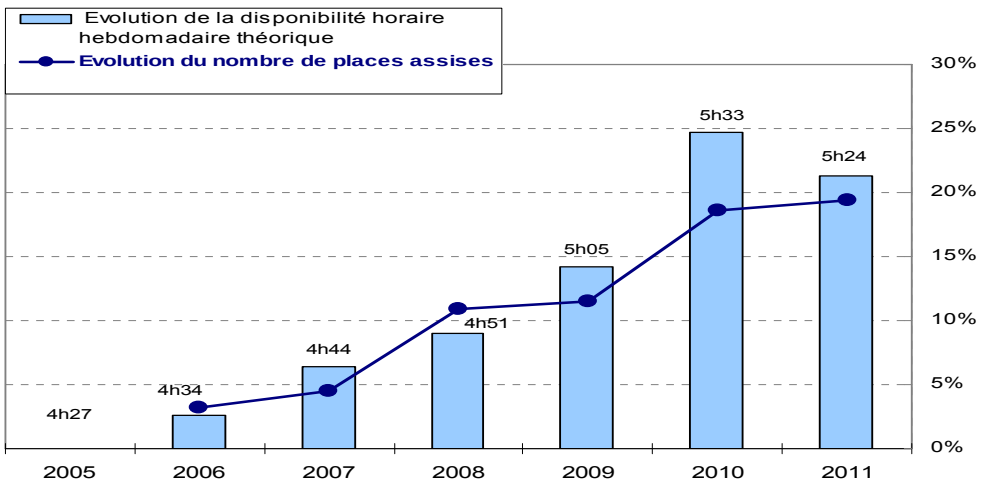
Évolution de la disponibilité hebdomadaire théorique des places de bibliothèque par usager depuis 2005:

	unité de mesure	périodicité de mesure	Réalisé 2005	Réalisé 2006	Réalisé 2007	Réalisé 2008	Réalisé 2009	Réalisé 2010	Réalisé 2011
Disponibilité hebdomadaire théorique des places de bibliothèque par usager	Heures, minutes	annuelle	4h27	4h34	4h44	4h51	5h05	5h33	5h24
depuis 2005 Évolution de la disponibilité en minutes				7 mn	17 mn	24 mn	38 mn	66 mn	57 mn
Évolution cumulée en %				+2,60%	+6,40%	+9,00%	+14,20%	+24,70%	+21,30%

Évolution du nombre de places de travail en BU 2005 – 2011

	Réalisé 2005	Réalisé 2006	Réalisé 2007	Réalisé 2008	Réalisé 2009	Réalisé 2010	Réalisé 2011
Places assises	111 299	114 893	116 327	123 484	124 098	132 000	132 911
depuis 2005 Évolution du nombre de places assises		3 594	5 028	12 185	12 799	20 701	21 612
Évolution cumulée en %		+3,20%	+4,50%	+10,90%	+11,50%	+18,60%	+19,40%

Synthèse graphique



INDICATEUR 6.3 : Evolution des ressources propres des établissements

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Montant des ressources propres	M€	2 674	2 844p	= 2 500	-	3 100	3 400
Part des ressources propres sur les recettes totales	%	24	21p	35	-	22	25

Précisions méthodologiques

Le 1er sous-indicateur « montant des ressources propres des établissements» est égal au total des recettes encaissables (y compris d'investissement) hors subventions subvention pour charges de service public (SCSP) et hors prestations internes.

Le 2nd sous-indicateur est obtenu en rapportant la valeur du 1er sous-indicateur aux recettes totales encaissables (y compris investissement), hors prestations internes.

Au RAP de l'année n, la donnée n est provisoire (car fondée sur des comptes financiers provisoires). La donnée définitive, fondée sur des comptes financiers eux-mêmes définitifs n'est disponible qu'au PAP n+2.

Limites et biais connus

Il convient de signaler que les comptes financiers des établissements, nécessaires au calcul de l'indicateur, ne retracent pas toujours la totalité des ressources propres générées par les activités des opérateurs. En effet, le recours croissant à des structures ayant une personnalité morale distincte de l'établissement, ou structures externes (PRES, fondations partenariales…), en vue de valoriser certaines activités ou de lever diverses ressources propres ne permet pas d'accéder à une vision exhaustive de l'activité économique visée par l'actuel indicateur. Dans un environnement en rapide mutation, l'impact encore peu évaluable de ces nouveaux dispositifs nuit au bon étalonnage de l'indicateur.

La variation du 2nd sous-indicateur peut résulter non seulement de la variation de la recette observée au numérateur, qui est en elle-même significative, mais aussi de celles des autres recettes avec lesquelles elle est cumulée au dénominateur. Le transfert de la masse salariale aux établissements qui passent progressivement aux responsabilités et compétences élargies (RCE), ainsi que la variation du taux de CAS pensions perturbent la lisibilité du sous-indicateur (cf. infra l'historique des valeurs).

Source des données : MESR : enquête biannuelle (pour le RAP de l'année précédente et pour le PAP de l'année ultérieure) réalisée par la DGESIP auprès des opérateurs du programme sur la base de leurs comptes financiers.

INDICATEUR 6.4 : Qualité de la gestion immobilière

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux d'occupation des locaux.	%	70,60	nd	70	70	72	72
Pourcentage de sites secondaires dont le nombre d'étudiants est inférieur à 1000	%	77,10	79,10	75	75	75	75

Précisions méthodologiques

Le 1er sous-indicateur « taux global d'occupation des locaux » est établi en deux étapes :

- 1re étape : calcul du taux d'occupation pour chaque type de salles (salles de cours banalisées et amphithéâtres) qui correspond à un rapport entre l'occupation réelle des locaux (nombre d'heures d'utilisation des salles / nombre de salles utilisées) et une occupation théorique minimale de 1 120 h (35 heures par semaine, 32 semaines par an). Cette référence, qui représente 70 % des horaires d'ouverture normalement attendus pour des locaux universitaires (50 heures par semaine), a été fixée de manière à prendre en compte différents aléas et contraintes : exigences de souplesse nécessaires à la gestion des emplois du temps, temps de préparation éventuellement nécessaire entre les différents cours.
- 2e étape : détermination du taux global d'occupation à partir de la moyenne pondérée de chaque type de salles par leurs surfaces respectives.

Les données 2010 ont été collectées par une enquête auprès des établissements d'enseignement supérieur (surface totale SHON des établissements évaluée à 18,7 millions de m² au 31/12/2009).

Les surfaces (amphithéâtres et salles banalisées) pour lesquelles le taux d'occupation des locaux est déterminé représentent : 18 % de la surface totale des établissements d'enseignement supérieur, 43 % du total des surfaces dédiées à l'enseignement.

Rappel du périmètre

Occupation des salles de cours banalisées et amphithéâtres pour des activités d'enseignement, d'accueil des étudiants, d'examens ainsi que pour tout autre usage comme les colloques, manifestations ou locations. Ne sont pas compris dans le périmètre de cet indicateur les locaux d'enseignement dédiés aux travaux pratiques en raison d'une standardisation complexe.

La valeur de l'année n n'est disponible qu'au RAP n+1.

Source des données : MESR/ DGESIP-Pôle de contractualisation et de financement des établissements de formation et de recherche
Département des affaires immobilières-Pôle-B2.

Le 2e sous-indicateur est un ratio qui rapporte au nombre total de sites secondaires, le nombre de ceux qui comptent moins de mille étudiants inscrits. Le seuil de 1 000 étudiants fait référence au schéma de services collectifs de l'enseignement supérieur et de la recherche (décret du 18 avril 2002).

La définition du « site secondaire » retenue pour cet indicateur est la suivante : il s'agit d'une implantation d'un ou plusieurs établissements publics d'enseignement supérieur, dans laquelle est inscrit un étudiant au moins, et qui ne se situe pas dans une agglomération (unité urbaine de l'INSEE) siège d'un établissement public d'enseignement supérieur sous tutelle MESR.

Ne sont retenues que les implantations et les effectifs d'étudiants des établissements publics d'enseignement supérieur sous tutelle MESR, ce qui exclut notamment les étudiants de STS et de CPGE.

L'Île-de-France et les COM sont exclus des dénombrements. La répartition territoriale de l'offre d'enseignement supérieur dans ces régions relève en effet de problématiques particulières

Source des données : MESR/ DGESIP-DGRI/Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques – SD-SIES

Limites et biais connus

Certains étudiants des sites secondaires sont comptabilisés au titre d'une unité administrative d'inscription (UFR, IUT, école...) du site siège. Mais on observe que cette modalité d'inscription est réversible d'une année à l'autre, entraînant des variations par conséquent non significatives.

L'indicateur est particulièrement sensible aux effets de seuil (1 000 étudiants) et d'une manière défavorable en période de baisse tendancielle de la démographie étudiante.

L'indicateur a connu en 2008 une modification des modes de collecte des données de base qui a conduit à prendre en compte trois sites secondaires non comptabilisés auparavant et induit une réévaluation de la prévision et de la cible à compter de 2009.

Commentaires

La politique du MESR a pour objectif d'inciter les établissements d'enseignement supérieur à une meilleure utilisation de leur parc immobilier et plus particulièrement à une optimisation et rationalisation de l'occupation des espaces les plus standards comme les amphithéâtres ou salles banalisées.

Même si de nombreuses disparités peuvent être constatées entre les établissements, s'expliquant notamment par une implantation géographique éclatée, une organisation pédagogique laissant une large place aux travaux pratiques à l'exemple dans les universités scientifiques ou par la présence non linéaire des étudiants au cours de l'année universitaire, il convient de remarquer la volonté forte des établissements de mieux connaître l'utilisation de leurs locaux d'enseignement grâce au déploiement d'outils informatisés de gestion de salles. Ceci se traduit par une évolution importante du taux d'équipement des établissements en logiciel de gestion de salles, passant de 54 % en 2007 à 70,6 % en 2010.

Une amélioration de l'occupation des locaux est attendue dans les prochaines années : l'abandon de toute référence aux surfaces dans l'allocation des moyens devrait inviter les établissements à une meilleure mutualisation de leur parc immobilier et les exigences de performance des établissements notamment en termes de qualité du pilotage devraient conduire à une meilleure concertation entre les services immobiliers et de scolarité.

On note toutefois une tendance à la stabilisation du taux d'occupation autour de 70 %.

En ce qui concerne le « pourcentage des sites secondaires ...», il convient de rappeler que chaque établissement détermine sa propre politique en matière d'offre territoriale de formation, et que les habilitations qui sont accordées par l'État ne comportent pas la mention du site d'enseignement. C'est donc dans le cadre de la politique contractuelle que la direction générale pour l'enseignement supérieur et pour l'insertion professionnelle peut effectuer une évaluation sous cet angle de cette offre et encourager les établissements à rationaliser leurs implantations universitaires, de manière à permettre une réelle complémentarité entre les différents sites existants dans chaque région, ceci dans la perspective d'une stabilisation du maillage universitaire. Par ailleurs, la contribution financière des collectivités territoriales à des investissements de développement (ouverture de départements d'IUT) ou visant à conforter (vie étudiante) ces petits sites, actée dans les contrats de projets État-région 2007-2013, peut faire obstacle à un resserrement significatif de la carte des formations.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2013 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2013 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	**Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence**	27 567 513	2 748 654 095				**2 776 221 608**	
02	**Formation initiale et continue de niveau master**	175 304 221	2 190 678 106				**2 365 982 327**	
03	**Formation initiale et continue de niveau doctorat**	14 061 586	333 045 898		5 863 093		**352 970 577**	
04	**Établissements d'enseignement privés**	0			84 485 852		**84 485 852**	
05	**Bibliothèques et documentation**	35 933 317	397 329 096		567 000		**433 829 413**	
06	**Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé**	31 057 529	738 779 304				**769 836 833**	
07	**Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies**	18 955 242	351 168 324				**370 123 566**	
08	**Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur**	58 951 382	489 785 681				**548 737 063**	
09	**Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies**	524 311	12 796 603				**13 320 914**	
10	**Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement**	34 983 255	131 036 411				**166 019 666**	
11	**Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société**	25 850 511	950 264 590				**976 115 101**	
12	**Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale**	30 684 573	900 959 606				**931 644 179**	
13	**Diffusion des savoirs et musées**	31 699 884	77 865 058		16 190		**109 581 132**	
14	**Immobilier**	60 598 689	879 108 336	85 650 000		290 193 000	**1 315 550 025**	49 300 000
15	**Pilotage et support du programme**	161 543 993	1 332 853 696		7 945 426		**1 502 343 115**	
Total		**707 716 006**	**11 534 324 804**	**85 650 000**	**98 877 561**	**290 193 000**	**12 716 761 371**	**49 300 000**

2013 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	**Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence**	27 567 513	2 748 654 095				**2 776 221 608**	
02	**Formation initiale et continue de niveau master**	175 304 221	2 190 678 106				**2 365 982 327**	
03	**Formation initiale et continue de niveau doctorat**	14 061 586	333 045 898		5 863 093		**352 970 577**	
04	**Établissements d'enseignement privés**	0			84 485 852		**84 485 852**	
05	**Bibliothèques et documentation**	35 933 317	397 329 096		567 000		**433 829 413**	
06	**Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé**	31 057 529	738 779 304				**769 836 833**	
07	**Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies**	18 955 242	351 168 324				**370 123 566**	
08	**Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur**	58 951 382	489 785 681				**548 737 063**	
09	**Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies**	524 311	12 796 603				**13 320 914**	
10	**Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement**	34 983 255	131 036 411				**166 019 666**	
11	**Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société**	25 850 511	950 264 590				**976 115 101**	
12	**Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale**	30 684 573	900 959 606				**931 644 179**	
13	**Diffusion des savoirs et musées**	31 699 884	77 865 058		16 190		**109 581 132**	
14	**Immobilier**	60 598 689	886 254 690	106 161 080		306 121 844	**1 359 136 303**	56 900 000
15	**Pilotage et support du programme**	161 543 993	1 332 853 696		7 945 426		**1 502 343 115**	
Total		**707 716 006**	**11 541 471 158**	**106 161 080**	**98 877 561**	**306 121 844**	**12 760 347 649**	**56 900 000**

2012 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2012 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	**Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence**	158 412 597	2 534 192 660				**2 692 605 257**	
02	**Formation initiale et continue de niveau master**	226 195 013	2 104 210 809		1 000		**2 330 406 822**	
03	**Formation initiale et continue de niveau doctorat**	25 816 339	304 972 485		5 863 093		**336 651 917**	
04	**Établissements d'enseignement privés**	0			89 405 852		**89 405 852**	
05	**Bibliothèques et documentation**	60 378 493	369 910 378				**430 288 871**	
06	**Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé**	38 553 333	718 325 288				**756 878 621**	
07	**Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies**	28 442 244	337 510 007				**365 952 251**	
08	**Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur**	62 763 467	485 441 922				**548 205 389**	
09	**Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies**	665 246	12 111 980				**12 777 226**	
10	**Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement**	41 940 268	122 046 086				**163 986 354**	
11	**Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société**	108 725 699	859 692 916				**968 418 615**	
12	**Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale**	32 965 862	894 784 763		4 500		**927 755 125**	
13	**Diffusion des savoirs et musées**	32 664 197	75 108 673		16 190		**107 789 060**	
14	**Immobilier**	73 259 922	893 688 796	70 815 666		511 160 959	**1 548 925 343**	43 500 000
15	**Pilotage et support du programme**	236 553 011	1 243 179 307		5 076 426		**1 484 808 744**	
Total		**1 127 335 691**	**10 955 176 070**	**70 815 666**	**100 367 061**	**511 160 959**	**12 764 855 447**	**43 500 000**

2012 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	**Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence**	158 412 597	2 534 192 660				**2 692 605 257**	
02	**Formation initiale et continue de niveau master**	226 195 013	2 104 210 809		1 000		**2 330 406 822**	
03	**Formation initiale et continue de niveau doctorat**	25 816 339	304 972 485		5 863 093		**336 651 917**	
04	**Établissements d'enseignement privés**	0			89 405 852		**89 405 852**	
05	**Bibliothèques et documentation**	60 378 493	369 910 378				**430 288 871**	
06	**Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé**	38 553 333	718 325 288				**756 878 621**	
07	**Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies**	28 442 244	337 510 007				**365 952 251**	
08	**Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur**	62 763 467	485 441 922				**548 205 389**	
09	**Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies**	665 246	12 111 980				**12 777 226**	
10	**Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement**	41 940 268	122 046 086				**163 986 354**	
11	**Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société**	108 725 699	859 692 916				**968 418 615**	
12	**Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale**	32 965 862	894 784 763		4 500		**927 755 125**	
13	**Diffusion des savoirs et musées**	32 664 197	75 108 673		16 190		**107 789 060**	
14	**Immobilier**	73 259 922	893 688 796	115 534 858		212 833 739	**1 295 317 315**	59 800 000
15	**Pilotage et support du programme**	236 553 011	1 243 179 307		5 076 426		**1 484 808 744**	
Total		**1 127 335 691**	**10 955 176 070**	**115 534 858**	**100 367 061**	**212 833 739**	**12 511 247 419**	**59 800 000**

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Titre et catégorie	Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013
Titre 2. Dépenses de personnel	1 127 335 691	707 716 006	1 127 335 691	707 716 006
Rémunérations d'activité	664 441 426	413 340 912	664 441 426	413 340 912
Cotisations et contributions sociales	436 192 003	278 430 961	436 192 003	278 430 961
Prestations sociales et allocations diverses	26 702 262	15 944 133	26 702 262	15 944 133
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	10 955 176 070	11 534 324 804	10 955 176 070	11 541 471 158
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	13 545 764	14 505 764	13 545 764	21 651 764
Subventions pour charges de service public	10 941 630 306	11 519 819 040	10 941 630 306	11 519 819 394
Titre 5. Dépenses d'investissement	70 815 666	85 650 000	115 534 858	106 161 080
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	70 815 666	85 650 000	115 534 858	106 161 080
Titre 6. Dépenses d'intervention	100 367 061	98 877 561	100 367 061	98 877 561
Transferts aux autres collectivités	100 367 061	98 877 561	100 367 061	98 877 561
Titre 7. Dépenses d'opérations financières	511 160 959	290 193 000	212 833 739	306 121 844
Dotations en fonds propres	511 160 959	290 193 000	212 833 739	306 121 844
Total hors FDC et ADP prévus	**12 764 855 447**	**12 716 761 371**	**12 511 247 419**	**12 760 347 649**
FDC et ADP prévus	43 500 000	49 300 000	59 800 000	56 900 000
Total y.c. FDC et ADP prévus	**12 808 355 447**	**12 766 061 371**	**12 571 047 419**	**12 817 247 649**

DÉPENSES FISCALES[1]

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.
Les chiffrages présentés pour 2013 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2013. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2013 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (4)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire		Chiffrage pour 2011	Chiffrage pour 2012	Chiffrage pour 2013
110201	**Réduction d'impôt au titre des dons** Impôt sur le revenu *Objectif : Aider les associations d'intérêt général* *Bénéficiaires 2011 : 5 362 300 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1948 - Dernière modification : 2009 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 200*	1 090	1 190	1 300
210309	**Réduction d'impôt au titre des dons faits par les entreprises à des oeuvres ou organismes d'intérêt général** Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés *Objectif : Aider les associations d'intérêt général* *Bénéficiaires 2011 : 25 130 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2003 - Dernière modification : 2009 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 238 bis-1 et 4*	570	700	800
400203	**Réduction d'impôt au titre de certains dons** Impôt de solidarité sur la fortune *Objectif : Aider les associations d'intérêt général* *Bénéficiaires 2011 : 25 100 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2007 - Dernière modification : 2009 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 885-0 V bis A-I, II, IV et V*	86	80	86
520121	**Exonération au bénéfice du donataire des dons ouvrant droit, pour le donateur, à la réduction d'impôt de solidarité sur la fortune** Droits d'enregistrement et de timbre *Objectif : Aider les organismes d'intérêt général* *Bénéficiaires 2011 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2007 - Dernière modification : 2007 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 757 C*	60	60	60
Coût total des dépenses fiscales[2]		**1 806**	**2 030**	**2 246**

[1] Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.
« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.
[2] Le « Coût total des dépenses fiscales» constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2012 ou 2011) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	**Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence**	27 567 513	2 748 654 095	**2 776 221 608**	27 567 513	2 748 654 095	**2 776 221 608**
02	**Formation initiale et continue de niveau master**	175 304 221	2 190 678 106	**2 365 982 327**	175 304 221	2 190 678 106	**2 365 982 327**
03	**Formation initiale et continue de niveau doctorat**	14 061 586	338 908 991	**352 970 577**	14 061 586	338 908 991	**352 970 577**
04	**Établissements d'enseignement privés**	0	84 485 852	**84 485 852**	0	84 485 852	**84 485 852**
05	**Bibliothèques et documentation**	35 933 317	397 896 096	**433 829 413**	35 933 317	397 896 096	**433 829 413**
06	**Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé**	31 057 529	738 779 304	**769 836 833**	31 057 529	738 779 304	**769 836 833**
07	**Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies**	18 955 242	351 168 324	**370 123 566**	18 955 242	351 168 324	**370 123 566**
08	**Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur**	58 951 382	489 785 681	**548 737 063**	58 951 382	489 785 681	**548 737 063**
09	**Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies**	524 311	12 796 603	**13 320 914**	524 311	12 796 603	**13 320 914**
10	**Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement**	34 983 255	131 036 411	**166 019 666**	34 983 255	131 036 411	**166 019 666**
11	**Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société**	25 850 511	950 264 590	**976 115 101**	25 850 511	950 264 590	**976 115 101**
12	**Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale**	30 684 573	900 959 606	**931 644 179**	30 684 573	900 959 606	**931 644 179**
13	**Diffusion des savoirs et musées**	31 699 884	77 881 248	**109 581 132**	31 699 884	77 881 248	**109 581 132**
14	**Immobilier**	60 598 689	1 254 951 336	**1 315 550 025**	60 598 689	1 298 537 614	**1 359 136 303**
15	**Pilotage et support du programme**	161 543 993	1 340 799 122	**1 502 343 115**	161 543 993	1 340 799 122	**1 502 343 115**
Total		**707 716 006**	**12 009 045 365**	**12 716 761 371**	**707 716 006**	**12 052 631 643**	**12 760 347 649**

DÉPENSES DE PERSONNEL

	Emplois (ETPT)						Crédits
Catégorie d'emploi	Plafond autorisé pour 2012 (0)	Demandés pour 2013 (1)	Effet des mesures de périmètre pour 2013 (2)	Effet des mesures de transfert pour 2013 (3)	Effet des corrections techniques pour 2013 (4)	Variation 2013 / 2012 (5)=(1)-(2)-(3)-(4)-(0)	Demandés pour 2013 (y.c. charges sociales)
Enseignants du 1er degré	40	29	0	-11	0	0	2 006 134
Enseignants du 2nd degré	1 562	928	0	-634	0	0	72 580 199
Enseignants stagiaires	0	0	0	0	0	0	0
Enseignants chercheurs et assimilés	6 933	3 893	0	-3 040	0	0	324 181 562
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	69	48	0	-21	0	0	2 633 127
Personnels d'encadrement	464	377	0	-87	0	0	31 006 984
Personnels administratif, technique et de service	7 331	5 433	0	-1 898	0	0	246 805 055
Personnels des bibliothèques et des musées	899	545	0	-354	0	0	28 502 945
Total	**17 298**	**11 253**	**0**	**-6 045**	**0**	**0**	**707 716 006**

Catégorie	AE = CP
Rémunérations d'activité	413 340 912
Cotisations et contributions sociales	278 430 961
dont contributions au CAS Pensions	*222 063 199*
Prestations sociales et allocations diverses	15 944 133

ÉVOLUTION DES EMPLOIS

(en ETP)

Catégorie d'emplois	Sorties prévues	dont départs en retraite	*Mois moyen des sorties*	Entrées prévues	dont primo recrutements	dont mouvements entre programmes du ministère	*Mois moyen des entrées*	Schéma d'emplois du programme
Enseignants du 1er degré	2	2	*9*	2	2	0	*9*	0
Enseignants du 2nd degré	58	47	*9*	58	58	0	*9*	0
Enseignants stagiaires	0	0	*9*	0	0	0	*9*	0
Enseignants chercheurs et assimilés	145	120	*9*	145	111	0	*9*	0
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	8	3	*9*	8	5	0	*9*	0
Personnels d'encadrement	24	9	*9*	24	13	0	*9*	0
Personnels administratif, technique et de service	493	177	*9*	493	298	0	*9*	0
Personnels des bibliothèques et des musées	33	10	*9*	33	23	0	*9*	0
Total	**763**	**368**		**763**	**510**	**0**		**0**

Ce tableau comprend à la fois les personnels continuant à relever du titre 2 et les flux des établissements qui accèdent aux responsabilités et compétences élargies au 1er janvier 2013.

ÉVOLUTION DU PLAFOND D'EMPLOIS

Le plafond d'emplois du programme est fixé à **11 253 ETPT**.

Le plafond d'emplois varie de **-6 045 ETPT** ; cette évolution est due à la poursuite de la mise en œuvre de la LRU au titre d'une part, des établissements ayant accédé à l'autonomie au 1er janvier 2012, d'autre part, du passage aux responsabilités et compétences élargies d'une nouvelle vague d'établissements au 1er janvier 2013 (cf. infra).

Schéma d'emplois

Le schéma d'emplois prévu en PLF 2013 sur le programme 150 ne porte pas sur le titre 2 mais sur les emplois rémunérés par les opérateurs, qui bénéficieront de 1 000 créations d'emplois supplémentaires.

Mesures de transferts au sein du programme, entre programmes et entre missions

L'ensemble des différents transferts minore le plafond d'emplois du programme 150 de **6 045 ETPT**.

Transferts entre le titre 2 et le titre 3 du programme

Ces transferts diminuent le plafond d'emplois du programme de **6 060 ETPT** dans le cadre de la mise en œuvre de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités.

3 universités vont accéder aux responsabilités et compétences élargies (RCE) et seront donc conduites à gérer l'intégralité de la masse salariale de leurs personnels à compter du 1er janvier 2013. Ce transfert concerne : **La Réunion, Antilles-Guyane, Polynésie française**. Cette liste est susceptible d'être complétée à l'automne.

Au stade du projet de loi de finances, le transfert d'emplois, sur le périmètre ministériel, effectué à titre prévisionnel est fixé à **1 905 ETPT**.

Par ailleurs, les mesures de transfert entre le titre 2 et le titre 3 intègrent un ajustement des emplois (**-4 155 ETPT**) des établissements ayant accédé à l'autonomie au 1er janvier 2012, la liste de ces établissements n'ayant pas été définitivement arrêtée lors de la discussion du PLF 2012.

Ce transfert 2013, au titre des RCE 2012 et 2013, est réparti entre les différentes catégories d'emplois de la façon suivante :

Catégorie d'emplois	ETPT du Titre 2 du P150 transférés
Enseignants du 1er degré	-11
Enseignants du 2nd degré	-640
Enseignants stagiaires (élèves des ENS)	0
Enseignants chercheurs et assimilés	-3 040
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	-21
Personnels d'encadrement	-87
Personnels administratif, technique et de service	-1 907
Personnels des bibliothèques et des musées	-354
TOTAL	**-6 060**

Autres transferts

Différents autres transferts entre programmes ou missions conduisent à augmenter le plafond d'emplois du programme 150 de **15 ETPT**.

Transferts entre programmes de la mission

Afin de renforcer l'expertise au titre du crédit d'impôt recherche au sein des délégations régionales à la recherche et aux technologies (DRRT) et de répondre aux besoins de la direction générale de la recherche et de l'innovation, un transfert de +10 ETPT est prévu du programme 172 (Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires) vers le programme 150 (Formations supérieures et recherche universitaire) en 2013.

Transferts entre missions

Ils augmentent le plafond d'autorisation d'emplois de ce programme de 5 ETPT.

Ces mouvements correspondent aux mesures suivantes :

- la mission de formation initiale des instituteurs de la fonction publique de l'État à Mayotte, relevant précédemment du programme 140 (Enseignement public du premier degré), est désormais assurée par le centre universitaire de formation et de recherche (CUFR) de Mayotte (+6 ETPT) ;
- le renforcement des moyens opérationnels de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI) placée sous l'autorité du secrétariat général de la défense et de la sécurité nationale (-1 ETPT).

STRUCTURE DU PROGRAMME

Les personnels imputés sur le titre 2 de ce programme sont des personnels titulaires, stagiaires et contractuels intervenant majoritairement dans les établissements d'enseignement supérieur (universités et assimilés, grands établissements, écoles d'ingénieurs…).

Figurent également sur ce programme les personnels en poste à l'administration centrale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (619 ETPT) ainsi que les personnels de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (72,5 ETPT).

Parmi ces personnels, 68,79 % appartiennent à la catégorie A, 10,35 % à la catégorie B et 20,86 % à la catégorie C.

HYPOTHÈSES DE SORTIES (HORS ÉTABLISSEMENTS RCE 2009, 2010, 2011 ET 2012)

Les sorties, estimées à 763 en 2013, comprennent les prévisions de départs à la retraite et autres départs définitifs, les accès à d'autres corps, les détachements ou les disponibilités.

Le nombre de départs à la retraite prévus en 2013 est de 368 pour les personnels relevant du titre 2.

- *Les personnels non enseignants*

  199 départs à la retraite de personnels non enseignants sont prévus durant l'année 2013. Les départs à la retraite des personnels IATOSS et de bibliothèque s'élèvent à 187.

- *Les personnels enseignants et enseignants-chercheurs*

  120 enseignants-chercheurs et assimilés titulaires devraient partir à la retraite en 2013 dont 27 relèvent des grands établissements.

  Concernant les enseignants du premier et second degré, 49 devraient partir à la retraite en 2013.

HYPOTHÈSES D'ENTRÉES (À PÉRIMÈTRE CONSTANT)

Les entrées correspondent principalement au remplacement des agents partant notamment à la retraite par des personnels issus des concours.

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

Service	ETPT LFI 2012	ETPT PLF 2013
Administration centrale	609	619
Services régionaux	0	0
Services départementaux	0	0
Opérateurs	16 393	10 415
Services à l'étranger	0	0
Autres	296	219
Total	**17 298**	**11 253**

Les effectifs de la rubrique « autres » correspondent :

- aux emplois affectés à l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) ;
- aux emplois affectés à des services de l'État à vocation nationale rattachés au ministère de l'enseignement supérieur (Bureau des longitudes, Académie de médecine) ainsi qu'aux emplois de certains établissements.

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		ETPT
01	Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence	366
02	Formation initiale et continue de niveau master	2 821
03	Formation initiale et continue de niveau doctorat	183
05	Bibliothèques et documentation	621
06	Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé	453
07	Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	276
08	Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	900
09	Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	8
10	Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	508
11	Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	376
12	Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	445
13	Diffusion des savoirs et musées	462
14	Immobilier	1 047
15	Pilotage et support du programme	2 787
Total		**11 253**

La répartition des ETPT entre les différentes actions du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » a été réalisée à partir de l'imputation des personnels sur les actions indiquée par les établissements d'enseignement supérieur dans le cadre de l'enquête relative au contrôle national des emplois de l'enseignement supérieur.

ÉLÉMENTS SALARIAUX

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	(en millions d'euros)
Socle Exécution 2012 retraitée	486,8
Prévision Exécution 2012 hors CAS Pensions	*574,6*
Changements de périmètre du programme 2013/2012	*-107,4*
Débasage/rebasage dépenses non reconductibles	*19,6*
Impact du schéma d'emplois	
EAP schéma d'emplois de l'année 2012	
Schéma d'emplois de l'année 2013	
Mesures catégorielles	
Mesures générales	
GIPA	
Mesures bas salaires	
GVT solde	0
GVT positif	*2,5*
GVT négatif	*-2,5*
Autres	-1,2
Total	**485,7**

Le montant total hors CAS Pensions de **485,7 M€** figurant dans le tableau ci-dessus correspond au nouveau périmètre du titre 2 du programme 150, après consolidation de toutes les mesures de transfert, et notamment le transfert de crédits entre le titre 2 et le titre 3 pour les établissements d'enseignement supérieur ayant accédé depuis 2009 et accédant en 2013 aux responsabilités et compétences élargies, en application de la loi n° 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU). Le calibrage du transfert 2013 est provisionnel et effectué sur la base des trois dernières universités accédant aux compétences élargies.

L'écart entre la LFI 2012 (768,29 M€ hors CAS Pensions) et la prévision d'exécution, s'explique par le rééquilibrage des moyens correspondant à la masse salariale allouée aux universités ayant accédé à l'autonomie au 1er janvier 2012 (-193,73 M€ hors CAS Pensions).

Les changements de périmètre 2013/2012, qui sont évalués à 107,4 M€ correspondent d'une part aux nouveaux passages aux responsabilités et compétences élargies (-108,16 M€) et à d'autres transferts (+0,80 M€) prévus au 1er janvier 2013.

Pour la valorisation des coûts d'entrée et de sortie, les indices retenus sont respectivement, pour chaque catégorie, les indices moyens auxquels s'opèrent les recrutements et les indices moyens détenus par les personnels partant en retraite.

Décomposition et évolution de la dépense de personnel

Les crédits du titre 2 du programme augmentent, à périmètre constant, avant les mesures de transfert et ajustements liés en particulier au passage d'établissements aux responsabilités et compétences élargies, de 43,14 M€, dont 18,45 M€ hors CAS Pensions et 24,68 M€ au titre du CAS Pensions, ce qui correspond à un montant de dépenses de personnel de **1 170,47 M€** (786,74 M€ hors CAS Pensions et 383,73 M€ au titre du CAS Pensions).

Cette enveloppe se décompose de la manière suivante :

- catégorie 21 : Rémunérations d'activité : 681,04 M€
- catégorie 22 : Cotisations et contributions sociales : 462,73 M€
  dont CAS pensions *383,73 M€*
- catégorie 23 : Prestations sociales et allocations diverses : 26,70 M€

COÛTS ENTRÉE-SORTIE

Catégorie d'emploi	Coût d'entrée (1)	Coût de sortie (1)
Enseignants du 1er degré	34 059	42 764
Enseignants du 2nd degré	40 550	50 987
Enseignants stagiaires	0	0
Enseignants chercheurs et assimilés	46 943	68 506
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	22 525	37 453
Personnels d'encadrement	40 732	70 732
Personnels administratif, technique et de service	26 260	33 610
Personnels des bibliothèques et des musées	25 663	44 335

(1) y compris charges sociales hors CAS Pensions.

Les coûts entrée-sortie des enseignants stagiaires relevant du programme 150 ne sont pas renseignés dans la mesure où l'ensemble des ETPT relatifs à cette catégorie d'emploi ont été transférés aux écoles normales supérieures ayant accédé aux responsabilités et compétences élargies.

MESURES GÉNÉRALES

AUTRES ÉLÉMENTS – MESURES DE TRANSFERT

Mesures de transfert entre titres du programme 150

Le PLF 2013 reste marqué par les mesures de transfert entre titres en raison principalement de la mise en œuvre de la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités.

Transfert des universités accédant à l'autonomie au 1er janvier 2013

Pour la cinquième année de mise en œuvre du dispositif d'autonomie renforcée, l'accession de nouveaux établissements aux responsabilités et compétences élargies à compter du 1er janvier 2013 conduit à provisionner un transfert de crédits du titre 2 vers le titre 3 d'un montant de **157,44 M€** dont 108,16 M€ hors CAS Pensions et 49,28 M€ au titre du CAS Pensions.

Par ailleurs, les mesures de transfert entre le titre 2 et le titre 3 intègrent un rééquilibrage des moyens correspondant à la masse salariale allouée aux universités ayant accédé à l'autonomie au 1er janvier 2012 au vu des données de l'exécution 2011 pour un montant de **297,99 M€**, dont 193,73 M€ hors CAS Pensions et 104,26 M€ au titre du CAS Pensions. Ce montant complémentaire au titre des RCE 2012 est majoré de **8,6 M€** pour tenir compte de la hausse du taux de CAS Pensions en 2013.

Mesures de transfert entre programmes de la MIRES

Afin de compléter les transferts réalisés à compter de 2008 des personnels relevant de la direction générale pour la recherche et l'innovation, le transfert de 10 ETPT en provenance du programme 172 est réalisé pour un montant de **0,98 M€** dont 0,34 M€ au titre du CAS Pensions.

Mesures de transfert entre missions

Différents mouvements d'emplois de ou vers d'autres missions, décrits dans la partie relative aux emplois, se traduisent par une augmentation des crédits de titre 2 de **0,29 M€,** dont 0,13 M€ au titre du CAS Pensions.

Les mesures de transfert décrites ci-dessus ont pour effet de ramener les dépenses de personnel imputées sur le titre 2 à un montant de **707,72 M€,** dont 222,06 M€ au titre du CAS Pensions, décomposé comme suit :

- catégorie 21 : Rémunérations d'activité : 413,34 M€
- catégorie 22 : Cotisations et contributions sociales : 278,43 M€
  dont CAS Pensions *222,06 M€*
- catégorie 23 : Prestations sociales et allocations diverses : 15,94 M€

MESURES INDIVIDUELLES

GVT

L'élaboration du PLF 2013 est basée sur une hypothèse de GVT solde égal à 0, le GVT positif étant compensé par l'effet des entrées et sorties.

COTISATIONS SOCIALES ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS POUR LES PENSIONS

	LFI 2012	PLF 2013
Contributions d'équilibre au CAS Pensions	359 049 603	222 063 199
Civils (y.c. ATI)	*358 777 917*	*221 758 404*
Militaires		
Ouvriers d'État (subvention d'équilibre FSPOEIE)	*271 686*	*304 795*
Autres (Cultes et subvention exceptionnelle)		
Cotisation employeur FSPOEIE		

L'évolution de la dépense du CAS Pensions civiles entre 2012 et 2013 (**+24,68 M€)** hors transferts et ajustement, en particulier liés aux passages aux responsabilités et compétences élargies, s'explique essentiellement par le relèvement du taux du CAS Pensions de 68,92 % à 74,6 %.

A structure courante, la contribution au CAS s'élève à **221,76 M€** dont 220,81 M€ au titre des personnels civils et 0,95 M€ au titre de l'allocation temporaire d'invalidité. En intégrant la subvention d'équilibre du FSPOEIE d'un montant de 0,30 M€, la contribution au CAS pensions s'élève à 222,06 M€.

Hors transferts et ajustement, en particulier liés aux passages aux responsabilités et compétences élargies, le montant de la cotisation employeur :

- à la Caisse nationale d'allocations familiales est de **18,50 M€** ;
- au Fonds national d'aide au logement (FNAL) est de **2,02 M€**.

PRESTATIONS SOCIALES

Type de dépenses	Nombre de bénéficiaires	PLF 2013
Accidents de service, de travail et maladies professionnelles	38	803 284
Revenus de remplacement du congé de fin d'activité		605 131
Remboursement domicile travail	3 724	1 663 770
Capital décès		328 712
Allocations pour perte d'emploi	942	12 067 741
Autres		475 495
Total		**15 944 133**

Les prestations sociales inscrites sur le programme concernent le capital - décès, l'allocation d'invalidité temporaire, la prise en charge des trajets domicile travail et les allocations de retour à l'emploi.

Elles représentent, en structure courante 2013, un montant de **15,94 M€**. A titre indicatif, les grands postes de dépenses sont évalués de la manière suivante :

- **12,07 M€** pour les allocations de retour à l'emploi,
- **1,66 M€** pour la prise en charge des trajets domicile travail,
- **2,21 M€** au titre des autres prestations et notamment du capital - décès, des accidents de service ou de travail et de l'action sociale.

GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX ET CRÉDITS CONTRACTUALISÉS

PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

CONTRAT DE PARTENARIAT / UNIVERSITÉ DE PARIS-SORBONNE (PARIS IV)

Quatre contrats de partenariat public-privé ont été conclus dans le domaine de compétence du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Les trois premiers portent sur la construction de nouveaux bâtiments universitaires au bénéfice des universités **Paris IV Sorbonne, Paris VII Denis Diderot et Versailles-Saint Quentin en Yvelines**. Ils ont été signés le 24 juillet 2009 pour les deux premiers et le 20 novembre 2009 pour le troisième. Le quatrième, porté par le **Muséum national d'histoire naturelle (MNHN)** et signé le 24 février 2010, porte sur la rénovation du parc zoologique de Vincennes.

Dans ces quatre opérations, l'État s'engage pour un investissement global initial de 270 M€, abondé de 2010 à 2013 de 20,6 M€ pour couvrir les opérations de dépollution des terres et les premiers équipements, auquel s'ajoutent des subventions de 22 M€ au titre des CPER 2007-2013.

Dans le cas de **Paris IV**, le contrat, d'une durée de 28 ans, porte sur la reconstruction du site de la rue Francis de Croisset dans le 18ème arrondissement de Paris. Il s'agit de porter au meilleur standard de qualité les conditions d'enseignement du site Sorbonne-Clignancourt. L'opération s'élève à un montant d'investissement de 72 M€ (y compris 12 M€ de crédits CPER), dont 4 M€ de surcoût lié à la dépollution et 2,4 M€ de premier équipement. L'opération sera achevée à la rentrée universitaire 2013. Les redevances seront financées par le biais de crédits budgétaires.

Le programme fonctionnel comprend la démolition des bâtiments existants et la construction en deux phases du nouveau bâtiment de 21 000 m². 8 amphithéâtres dont un amphithéâtre de 500 places, une bibliothèque de 4 500 m², un ensemble sportif de 1 500 m², un important pôle de musicologie et une cafétéria composent les parties significatives du programme.

Le contrat a été signé le 29 juillet 2009 avec la société SOPHI (Bouygues Bâtiment Île-de-France, Exprimm – filiales de Bouygues Construction –, le fonds SEIEF et Dexia Crédit local).

Programmation 2008-2013 (en millions d'euros)

	Nature	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Investissement	AE		53,7	3,6	2,8	3	
	CP			0,5	5,5	0,6	3,7
Fonctionnement	AE		0,6		0,7	1,6	2,2
	CP		0,6		0,7	1,6	2,2
Financement	AE					1,6	2,2
	CP					1,6	2,2

La livraison de la première tranche de travaux a eu lieu au mois de juillet 2011 conformément aux termes du contrat. Le paiement des premières redevances du contrat de partenariat est intervenu dès le second semestre 2011 à la société porteuse du projet. Les redevances sont versées trimestriellement à terme échu. La mise en service de la seconde tranche aura lieu au printemps 2013. Des crédits de premier équipement pour cette seconde tranche seront délégués à l'université pour un montant maximum de 3 M€ en AE 2012. Les crédits de paiement correspondants seront versés en 2013.

CONTRAT DE PARTENARIAT / UNIVERSITÉ DE PARIS-DIDEROT (PARIS VII)

Dans le cas de **Paris VII**, le contrat, d'une durée de 30 ans, couvre la deuxième phase d'implantation de l'université dans la ZAC Paris Rive Gauche dans le 13ème arrondissement. Ce contrat permettra le financement, la conception, la construction et la grande maintenance de quatre nouveaux bâtiments universitaires pour un montant d'investissement initial de 157 M€ dont les redevances seront financées par crédits budgétaires. Ce projet d'une surface globale de 44 550 m² sera terminé à la rentrée 2012.

L'Université Paris 7 Denis Diderot a confié le contrat de partenariat au groupement UNICITE, composé au moment de la signature du contrat de filiales de VINCI Construction France (GTM Bâtiment et SICRA), de GDF-Suez (Cofely), de Barclays Private Equity et de FIDEPPP (Caisses d'Epargne).

Programmation 2008-2013 (en millions d'euros)

	Nature	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Investissement	AE		157,9		0.8	5,1	1,3
	CP				2	6,3	4,7
Fonctionnement	AE		2,6			0,7	1,7
	CP		2,6			0,7	1,7
Financement	AE					2,7	6,8
	CP					2,7	6,8

La livraison du premier bâtiment est intervenue en novembre 2011 et celle du second bâtiment en mai 2012. La livraison des deux derniers bâtiments est prévue pour intervenir en septembre 2012.

Le paiement des premières redevances du contrat de partenariat a commencé et achèvera sa montée en puissance à la fin de l'année 2012 après la livraison des deux derniers bâtiments.

Le chantier a révélé une pollution des terres plus importante qu'escomptée. Cet aléa a été géré selon les dispositions contractuelles. Les CP correspondants (2 M€) ont été mises en place en 2011 en partie sur des AE 2009 (1,2M€) et en partie sur des AE nouvelles (0,8 M€).

Des crédits de premier équipement ont été délégués à l'université en 2012 à hauteur de 5,1 M€ en AE et CP. Ils seront complétés en 2013 à hauteur de 1,3 M€.

CONTRAT DE PARTENARIAT / UNIVERSITÉ DE VERSAILLES-SAINT-QUENTIN

Le contrat de partenariat de l'Université de **Versailles-Saint-Quentin** porte sur la construction d'un bâtiment de 14 000 m² destiné à accueillir les locaux d'enseignement et de recherche de l'UFR de médecine. La communauté d'agglomération de Saint-Quentin a cédé gracieusement un terrain de 4 700 m² à l'université et apporté une subvention de 6 M€. Le conseil général des Yvelines a attribué de son côté une subvention de 7 M€ au projet. Le contrat de partenariat, conclu pour une période de 25 ans à compter de la mise à disposition du bâtiment, prévoit la livraison de l'ouvrage pour la rentrée universitaire 2012. Compte tenu des cofinancements énumérées ci-dessus (13 M€) ainsi que des crédits du CPER (10 M€), le montant d'investissement à financer en crédits PPP a été limité à 29 M€.

L'université a signé le contrat de partenariat avec la société ORIGO, constituée alors par des filiales du groupe Bouygues (Bouygues Bâtiment Ile de France, SODEARIF, Exprimm), SEIEF et Dexia Crédit local.

Programmation 2008-2013 (en millions d'euros)

	Nature	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Investissement	AE		28,9			5,2	
	CP					0,7	6,2
Fonctionnement	AE					0,6	1,1
	CP					0,6	1,1
Financement	AE					0,9	1,6
	CP					0,9	1,6

La livraison du bâtiment est intervenue fin juin 2012 impliquant le paiement des redevances sur les deux derniers trimestres de l'année 2012.

CONTRAT DE PARTENARIAT / MUSÉUM NATIONAL D'HISTOIRE NATURELLE (MNHN)

Le parc zoologique de Vincennes est une composante du Muséum national d'histoire naturelle. Installé en 1931, le Zoo s'étend sur 15 hectares. La vétusté des installations a conduit à sa fermeture en 2008 et imposait une profonde rénovation. Le projet comprend la conception et la réalisation d'un ensemble de cinq biozones, une sixième étant prévue ultérieurement. L'échéancier prévoit des délais de 19 mois pour l'obtention de toutes les autorisations administratives nécessaires et de 27 mois de travaux, suivis d'une phase d'exploitation de 25 ans. Le contrat, d'un montant de 136 millions d'euros hors taxes, est principalement financé par les ressources issues de l'exploitation du parc, l'État intervenant pour un montant forfaitaire de 30 M€.

(en millions d'euros)

Autorisations d'engagement Crédits de paiement	2010 (réalisé)	2011	2012	2013	2014	2015 et après	Total achevé
Investissement	*30*	*0* 7	 18	*0* 5	*0*	*0*	*30* 30
Fonctionnement		*0* 0	*0*	*0*	*0*	*0*	*0* 0
Financement		 0	*0*	*0*	*0*	*0*	*0* 0

Le contrat de partenariat a été signé avec la société CHRYSALYS SAS dont les actionnaires sont, au moment de la signature du contrat, des filiales du groupe Bouygues (Bouygues Bâtiment Ile de France, SODEARIF, Exprimm), le Fideppp, la Caisse des dépôts, Icade.

Le permis de construire a été délivré en juin 2011 et le chantier a démarré en septembre 2011 après la purge des droits de recours. Le paiement des subventions intervient mensuellement au fur et à mesure de l'avancée des travaux sur 2011, 2012 et 2013. Le solde à verser en 2013 sur l'ensemble des AE engagées s'élève à 5 M€ de CP.

CONTRAT DE PARTENARIAT / PROGRAMMATION INDICATIVE DES AUTRES PROJETS

Outre les quatre projets mentionnés ci-dessus, d'autres projets de PPP lancés au cours des années 2009-2011 sont en cours de préparation ou de finalisation.

Il s'agit, tout d'abord, du contrat de partenariat pour la reconstruction du campus du Mirail à Toulouse dont la procédure d'attribution a été lancée en mars 2011 et dont la signature devrait intervenir fin 2012. Un montant de 210 M€ en AE est prévu pour couvrir l'ensemble des coûts allant jusqu'à la mise à disposition des ouvrages et le risque de dédit en cas de résiliation pour motif d'intérêt général. Une partie des prestations d'assistance à l'université ainsi que les indemnités dues aux candidats non retenus à l'issue de la procédure seront payées d'ici la fin 2012.

Parmi les opérations retenues au titre des campus prometteurs et innovants, les projets du campus innovant de Dijon, du campus prometteur de Clermont-Ferrand (laboratoire Magma-Volcans), du campus numérique de l'université européenne de Bretagne et du campus Grand Lille (formation et innovation) ont fait l'objet d'évaluations préalables et ont reçu un avis favorable de la mission d'appui aux contrats de partenariat. Les procédures d'attribution ont été engagées au second semestre 2011.

Une mission d'évaluation des PPP universitaires, dont la présidence a été confiée à Monsieur Roland Peylet, conseiller d'État, a été mise en place en juillet 2012, et examinera l'ensemble des opérations actuellement programmées. Son intervention vise à en accélérer la réalisation en sécurisant les financements et les procédures, et à formuler des propositions opérationnelles en cas de blocage.

CONTRATS DE PROJETS ÉTAT-RÉGION (CPER)

Crédits de paiement de la génération CPER 2000-2006

Action	CP demandés pour 2013	CP sur engagements à couvrir après 2013
14 Immobilier	14 500 000	14 400 000
Total	**14 500 000**	**14 400 000**

Génération CPER 2007-2013

Action	CPER 2007-2013 (rappel du montant initial)	AE engagées au 31/12/2012	CP réalisés au 31/12/2012	AE demandées pour 2013	CP demandés pour 2013	CP sur engagements à couvrir après 2013
12 Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	138 900 000	90 760 000	90 760 000	5 900 000	5 900 000	
14 Immobilier	1 954 200 000	1 192 670 000	776 900 000	165 300 000	153 500 000	427 570 000
Total	**2 093 100 000**	**1 283 430 000**	**867 660 000**	**171 200 000**	**159 400 000**	**427 570 000**

Total des crédits de paiement pour ce programme

CP demandés pour 2013	CP sur engagements à couvrir après 2013
173 900 000	**441 970 000**

Contrats de plan État Régions 2000 - 2006

L'enveloppe que l'État a consacré au volet enseignement supérieur des contrats de plan État Régions - CPER 2000 2006 s'est élevée en autorisations d'engagement à 80,4 % (1 757,1 M€) du montant ajusté à mi-parcours (2 185,1 M€). Compte tenu des ouvertures et des annulations de crédits de paiement depuis l'origine des CPER, le montant des crédits de paiement restant à ouvrir fin 2012 est estimé à 28,9 M€ dont 14,5 M€ seront ouverts en 2013.

Contrats de projets État Régions 2007 - 2013

Dans les contrats de projets État Régions 2007-2013, le renforcement de l'effort de recherche et des structures d'enseignement supérieur constitue une thématique prioritaire de l'axe « Compétitivité et attractivité des territoires ».

L'enveloppe prévue au titre des CPER 2007-2013 pour l'enseignement supérieur est de 2 261,8 M€ répartis de la façon suivante :

immobilier universitaire : 2 122,9 M€,

équipements scientifiques de la recherche universitaire : 138,9 M€.

– *volet immobilier universitaire*

L'ambition du volet immobilier universitaire des CPER est de moderniser les bâtiments universitaires par la mise au standard international. Cet objectif se traduit par :

- des mises en sécurité lourdes et des réhabilitations de bâtiments existants,
- des constructions ou extensions de locaux accueillant des laboratoires de recherche ou des écoles doctorales,
- l'amélioration et le développement de l'offre de logements en faveur des étudiants.

Depuis 2008, les financements de l'État sont inscrits à la fois sur le programme 150 mais également sur le programme 231 pour les opérations relevant de la vie étudiante (logements étudiants). La répartition de l'enveloppe de 2 122,9 M€ a été ajustée à l'issue de la procédure de révision à mi-parcours des CPER comme suit :

- programme 150 : **1 954,2 M€**
- programme 231 : **168,7 M€**

De 2007 à 2012, ce sont au total **1 370,3 M€** en autorisations d'engagement (AE affectées) et **885,8 M€** de crédits de paiement qui ont été exécutés comme suit :

- programme 150 : **1 238,3 M€** en AE et **776,9 M€** en CP,
- programme 231 : 115,3 M€ en AE et 92,2 M€ en CP,
- programme 723 : (programme alimenté par des produits cessions immobilières) : 16,7 M€ en AE et en CP.

Le taux d'exécution global en AE du volet immobilier des CPER 2007-2013 s'élèvera à 64,5 % fin 2012.

En 2013, les crédits ouverts pour l'exécution des CPER 2007-2013 s'élèvent à **172,7 M€** en AE (**165,3 M€ sur le P150 et 7,4 M€ sur le P231)** et à **173,7 M€** en CP (**153,5 M€ sur le P150 et 20,2 M€ sur le P231**). N'y sont pas inclus les crédits relevant des CPER des DOM à hauteur de 6,7 M€ en AE et 5,3 M€ en CP qui figurent depuis 2011 sur le programme 123 « Conditions de vie outre-mer » et peuvent en tout ou partie être transférés en gestion sur le programme 150 en vue de leur affectation aux BOP académiques ultramarins.

– ***volet équipements scientifiques***

Le taux d'exécution du volet équipements scientifiques des CPER 2007-2013 sera de 66 % à fin 2012 (90,8 M€ en AE et CP exécutés sur le programme 150 de 2007 à 2012).

Compte tenu des engagements pris à la signature du CPER 2007-2013, en 2013, **5,9 M€** seront consacrés en AE et en CP aux équipements scientifiques, hors crédits relevant des CPER des DOM (0,3 M€ en AE et en CP).

COÛTS SYNTHÉTIQUES TRANSVERSAUX

Deux réformes transversales nécessitent une présentation spécifique : l'accès progressif des établissements aux responsabilités et compétences élargies (RCE) et la poursuite de la mise en place du nouveau modèle d'allocation des moyens.

L'ACCÈS DES ÉTABLISSEMENTS AUX RESPONSABILITÉS ET COMPÉTENCES ÉLARGIES

L'accession aux responsabilités et compétences élargies des établissements d'enseignement supérieur se traduit par le transfert des crédits de masse salariale des personnes affectées dans ces établissements du titre 2 vers le titre 3. Ces transferts sont ensuite actualisés chaque année pour prendre en compte les mesures générales s'appliquant à la masse salariale du programme.

Le projet de loi de finances propose l'ouverture de crédits sur le titre 3 du programme 150 d'un montant de **8 894,16 M€** au titre des établissements RCE, toutes vagues confondues. Ce montant est réparti sur les différentes actions du programme.

Les crédits de masse salariale des universités et établissements d'enseignement supérieur ayant accédé au régime des compétences élargies depuis le 1er janvier 2009 (4 vagues) : 8 708,92 M€.

Le montant inscrit au projet de loi de finances tient compte des montants définitifs à transférer au titre des RCE 2012 déterminés en début de gestion 2012, pour lesquelles la loi de finances de 2012 n'avait intégré qu'une provision à hauteur de 361,10 M€ pour un montant définitif s'établissant à 659,09 M€. La méthode retenue permet ainsi de calibrer le transfert en tenant compte de l'exécution réelle constatée l'année précédant le transfert.

Par ailleurs, en 2013, les crédits augmentent de 216,18 M€. Cette augmentation comprend la hausse 2013 du taux du CAS Pensions pour les 4 vagues RCE et une économie au titre du jour de carence.

La masse salariale transférée au titre des établissements accédant à l'autonomie au 1er janvier 2013 (5e vague) : 157,44 M€.

Au PLF 2013 est prévu le transfert de la masse salariale du titre 2 vers le titre 3 pour trois universités. Cette mesure conduit à provisionner au stade du PLF un transfert de crédits du titre 2 vers le titre 3 d'un montant de 157,44 M€ dont 108,16 M€ hors CAS Pensions et 49,28 M€ au titre du CAS Pensions.

Schéma d'emplois : 27,93 M€

Le projet de loi de finances prévoit en outre, au titre de l'année 2013, la création de 1 000 emplois dans les universités RCE suivant une répartition indicative de 330 emplois de personnels administratifs, 220 emplois de professeurs agrégés (PRAG) et 450 emplois d'enseignants chercheurs.

Cette mesure représente un montant de 27,93 M€ dont 10,04 M€ au titre du CAS Pensions.

LE MODÈLE D'ALLOCATION DES MOYENS

La quasi-totalité des moyens hors titre 2 (2 Md€ hors contrats doctoraux) destinés au fonctionnement des universités et des écoles d'ingénieurs sont alloués aux établissements sous forme de dotations globalisées dans le cadre du système de répartition des moyens (SYMPA). Avec la masse salariale, les dotations SYMPA sont complétées par des actions spécifiques et par les dotations contractuelles pour aboutir au total des subventions notifiées en début d'année aux établissements.

Le système de répartition SYMPA repose sur trois principes fondateurs

- Premier principe : un système simple, global et transparent.

Les crédits sont répartis par enveloppe sur la base des moyens inscrits en loi de finances. Un petit nombre seulement de critères est pris en compte pour le calcul, ce qui garantit la lisibilité du dispositif de financement.

Le système d'allocation des moyens concerne l'ensemble de la politique universitaire, tant le volet recherche que le volet formation, ainsi que toutes les composantes des universités.

Il s'agit d'un mode de répartition des crédits disponibles au niveau ministériel, qui ne préjuge pas de l'utilisation des moyens qui sera faite par les universités, les moyens qui leur sont dédiés faisant partie d'une enveloppe globale.

Ce mode de financement est transparent : les principes de calcul sont publics, ainsi que l'évolution annuelle des dotations université par université. SYMPA a permis d'établir un panorama objectif des sur-dotations et sous-dotations en emplois et en crédits.

- Deuxième principe : le dispositif permet de financer chacune des missions dévolues aux universités et aux écoles.

Compte tenu des missions assignées aux universités, la majeure partie du financement est un financement à l'activité. Celui-ci représente 80 % des moyens dédiés.

Pour la formation, l'essentiel des crédits est réparti sur la base d'une dotation fondée sur le nombre d'étudiants présents aux examens (et non pas sur celui des étudiants inscrits).

Pour la recherche, la répartition est fondée sur le nombre d'enseignants-chercheurs produisant, tels que déterminés par l'AERES, rémunérés par l'établissement, et pondérés selon les domaines de recherche.

La part du financement liée à l'activité peut varier à la hausse ou à la baisse en fonction de l'évolution de ces paramètres.

- Troisième principe : le financement du système universitaire valorise la performance.

Depuis 2009, 20 % des moyens sont alloués en fonction de la performance des universités, contre 3 % auparavant.

Pour la licence, la part des moyens à la performance représente 5 %, pour le master 20 % et pour la recherche 37 %.

Les critères combinent différentes mesures de la performance, avec la prise en compte :

- de la valeur ajoutée des établissements en matière de réussite en licence et au DUT et du nombre de diplômés de master ;
- de la notation des unités de recherche effectuée par l'AERES ;
- du nombre de doctorats délivrés dans l'année.

Les moyens répartis sont fixés en crédits et en emplois par la loi de finances

Les emplois calculés par le système de répartition comprennent les emplois de titulaires enseignants-chercheurs, enseignants et personnels administratifs et techniques (BIATSS).

Les crédits répartis par le système de répartition reprennent le périmètre de la totalité des moyens dédiés avant 2009 à la dotation globale de fonctionnement (DGF) et à la dotation contractualisée ainsi que les crédits de la recherche universitaire.

Le nouveau périmètre du système inclut par ailleurs les crédits correspondants à la prime d'excellence scientifique (PES) qui a remplacé en 2009 la prime d'encadrement doctoral et de recherche (PEDR). Il englobe également la majeure partie du financement des contrats doctoraux.

Le système SYMPA gère séparément les emplois et les crédits. L'établissement se voit attribuer distinctement des emplois et des crédits. La masse salariale correspondant à la rémunération des personnels titulaires (enseignants-chercheurs, enseignants, BIATSS) n'est pas répartie par SYMPA. Le montant de la masse salariale transférée à l'établissement qui accède à l'autonomie est en effet fixé sur la base des crédits exécutés l'année précédant le passage. Si celui-ci apparaît sous doté en emplois au regard de son activité et de ses performances, cette sous dotation fait l'objet d'une compensation financière fixée à 25 000 euros par emploi manquant.

D'autres crédits ne sont pas répartis par le système d'allocation des moyens car ils répondent à des logiques spécifiques : crédits de mise en sécurité et d'accessibilité ; allocations de recherche non contractualisées (allocations sur thématiques prioritaires, de coopération internationale, pour l'accueil de normaliens ou de polytechniciens) ; enveloppe performance négociée dans le cadre du contrat quinquennal ; actions spécifiques diverses. Ces crédits continuent donc d'être notifiés spécifiquement et s'ajoutent aux crédits répartis par SYMPA.

Le passage aux RCE de la totalité des universités et la montée en puissance des financements sur projets modifient les équilibres entre la recherche, principale bénéficiaire de cette diversification, et la formation. Ces évolutions appellent une revue du périmètre et des paramétrages de SYMPA.

Par ailleurs, les situations de sur-dotation ou de sous-dotation en emplois qu'a permis de rendre objectives le système SYMPA n'ont pas été résorbées, malgré l'amorce d'une évolution différenciée des dotations en 2009 qui s'est interrompue ensuite.

La prise en compte de ces évolutions amènera le ministère à ajuster le système d'allocation des moyens (adaptation du paramétrage, articulation avec les autres sources de financement, résorption des écarts de dotations…) en concertation avec ses partenaires et la communauté universitaire.

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2012

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2011	Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2011	AE LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	CP LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012
941 611 499		12 297 231 867	11 460 981 398	1 218 480 000

ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP au-delà de 2015
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012	CP demandés sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2014 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2015 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE antérieures à 2013
1 218 480 000	375 077 250	292 451 856	125 469 400	425 481 494
AE demandées pour 2013	CP demandés sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2014 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2015 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013
12 009 045 365	11 677 554 393	53 970 000	103 560 000	173 960 972
Totaux	**12 052 631 643**	**346 421 856**	**229 029 400**	**599 442 466**

CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2013

CP 2013 demandés sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2014 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2015 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013/AE 2013
97,2%	0,4%	0,9%	1,4%

Le solde des engagements non couverts par des crédits de paiement du programme 150 provient uniquement de l'exécution de l'action 14 « Immobilier ». Ce solde **évalué à 1 218,48 M€** au 31/12/2012 résulte :

- du montant des engagements non couverts en crédits de paiement fin 2011 : **941,611 M€**,
- de l'estimation du solde au 31/12/2012 entre les autorisations d'engagement et les crédits de paiement établie sur la base des prévisions de consommation pour 2012 : **276,869 M€.**

Ce montant ne tient pas compte des AE affectées non engagées (AENE) et des AE de reports des PPP non consommées en 2012. Toutefois, il convient de noter que ces AE, intégrées dans l'évaluation finale de la LFI 2012 et qui seront demandées en report en 2013, ont vocation, à terme, à être engagées et couvertes par des CP.

Les engagements non couverts concernent les dispositifs suivants :

CPER 2000-2006 et 2007-2013

Les besoins en termes de couverture en CP pour les CPER (contrats de plan État-régions 2000-2006 et contrats de projets État-régions 2007-2013) des AE engagées présentent un solde prévisionnel d'engagements non couverts au 31/12/2012 de **444,67 M€,** dont 28,9 M€ au titre des CPER 2000-2006 et 415,77 M€ pour les CPER 2007-2013. Ces besoins ont été évalués sur la base du solde calculé en RAP 2011 pour les AE ouvertes au 31/12/2011, des ouvertures de crédits en AE et CP en LFI 2012 et des reports 2011.

En 2013, **151,47 M€** des CP prévus pour les CPER 2007-2013 serviront à couvrir ces engagements soit 90 % de l'enveloppe ouverte à ce titre et **14,5 M€** seront mobilisés pour l'exercice de contractualisation 2000-2006.

Compte tenu des crédits demandés en PLF 2013 et de la programmation 2013, le montant des engagements non couverts en CP au 31/12/2013 s'élèvera à **441,97 M€**. Cette prévision devra nécessairement être actualisée en fonction du rythme effectif des opérations.

Contrats de partenariat public-privé

Le montant prévisionnel des engagements au 31/12/2012 de **524,04 M€** correspond au cumul des AE effectivement engagées antérieurement à 2012 et de celles ouvertes en LFI 2012 ; il ne tient pas compte du report d'AE sur 2012 de 402,86 M€. Le total des CP ouverts fin 2012 pour couvrir ces AE est de **56,8 M€.** Ainsi, le montant prévisionnel des **AE engagées** non couvertes au 31/12 /2012 s'élève à **467,24 M€.**

Le rythme de couverture des AE engagées est fonction de l'avancement des travaux ainsi que des loyers et redevances à verser sur la durée des contrats (de 25 à 30 ans). Pour la période 2013-2015, le besoin en CP pour couvrir les AE déjà engagées est estimé à 43 M€ dont 22,7 M€ en 2013. Par ailleurs, les engagements prévus en 2013 seront couverts en CP à hauteur de 24,6 M€.

Compte tenu de la programmation 2013, le montant des engagements non couverts en CP au 31/12/2013 s'élèvera à **598,5 M€.**

Opérations HCPER hors PPP

Le besoin de couverture en crédits de paiement au 31/12/2012 des autorisations d'engagement ouvertes pour des opérations hors CPER et hors PPP est évalué à **61,05 M€** dont 58,4 M€ sur la période 2013-2015. Ce besoin correspond essentiellement aux opérations suivantes : restructuration du quadrilatère Richelieu (INHA), rénovation du Collège de France, mise en œuvre des contrats triennaux « Strasbourg ville européenne », reconstruction de l'ENS chimie de Mulhouse, relogement de l'EHESS, de l'EPHE et de la MSH dans le bâtiment « Le France », décontamination du site d'Arcueil.

EPAURIF

Le besoin de couverture en crédits de paiement des autorisations d'engagement qui auront été mises en place au 31/12/2012 au titre de l'établissement public d'aménagement universitaire de la région Île-de-France (EPAURIF) pour le chantier de désamiantage et de rénovation du campus de Jussieu est évalué à **245,52 M€,** montant qui sera couvert sur la période 2013-2015.

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01 — 21,8 %
Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	27 567 513	2 748 654 095	**2 776 221 608**	
Crédits de paiement	27 567 513	2 748 654 095	**2 776 221 608**	

Le premier cycle de l'enseignement supérieur compte plus de 1 200 000 étudiants. Accueillant un public hétérogène, issu des baccalauréats généraux, technologiques ou professionnels, les cursus relevant du cycle licence doivent contribuer de façon décisive à l'objectif de porter 50 % d'une classe d'âge à un diplôme de l'enseignement supérieur. Ils ont une double vocation : assurer une formation professionnelle répondant à un besoin de recrutement à un niveau de technicien supérieur ou de cadre intermédiaire, d'une part ; permettre une poursuite d'études en cycle master pour les étudiants qui s'orientent vers des fonctions d'encadrement supérieur ou exigeant une expérience en matière de recherche, d'autre part.

Initiales ou continues, les formations du cycle licence sont confrontées à plusieurs enjeux décisifs :
- assurer la réussite du plus grand nombre ;
- être en cohérence avec les besoins de la nation et des différents secteurs socio-professionnels ;
- favoriser la formation tout au long de la vie.

L'amélioration de la réussite des étudiants dans le premier cycle constitue la première priorité du programme 150 dans les années à venir.

EFFECTIFS

Enseignants du 1er degré	2
Enseignants du 2nd degré	28
Enseignants stagiaires	0
Personnels enseignants chercheurs et assimilés	191
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	6
Personnels d'encadrement	22
Personnels administratifs, techniques et de services hors encadrement	116
Personnels des bibliothèques et des musées	1
Total en ETPT	**366**

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	2 748 654 095	2 748 654 095

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Au titre de l'année universitaire 2011-2012, 845 212 étudiants étaient inscrits dans un cursus Licence dans les universités dont 110 529 en IUT.

Les crédits prévus au titre des subventions pour charges de service public pour cette action s'élèvent **à 2 748,7 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement**. Ils se décomposent en :

- crédits de masse salariale (2 096,6 M€) destinés au financement des rémunérations des personnels transférés aux établissements à la suite de leur accession aux responsabilités et compétences élargies. Ces crédits comprennent la totalité des crédits liés à la création de 1 000 emplois à la rentrée 2013 dans les établissements, ceux-ci étant intégralement ciblés sur la réussite des étudiants dans le premier cycle.

- autres crédits de fonctionnement alloués aux opérateurs (652,1 M€), répartis comme suit :

- établissements dont la dotation est calculée par le modèle d'allocation des moyens (632,1 M€)

632,1 M€ sont destinés à être alloués aux universités à titre de dotation de fonctionnement pour le financement de la formation initiale et continue de niveau licence.

- établissements « hors modèle » (3,1 M€)

3,1 M€ sont attribués aux établissements dont la dotation de fonctionnement est calculée en dehors du modèle d'allocation des moyens, principalement l'université de Corse, le Conservatoire national des arts et métiers et l'université de technologie en sciences des organisations et de la décision de Paris-Dauphine.

- actions spécifiques (16,9 M€)

16,9 M€ pour l'accompagnement des établissements d'enseignement supérieur ayant accédé aux responsabilités et compétences élargies.

ACTION n° 02 Formation initiale et continue de niveau master — 18,6 %



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	175 304 221	2 190 678 106	**2 365 982 327**	
Crédits de paiement	175 304 221	2 190 678 106	**2 365 982 327**	

Le cursus master assure la formation des cadres supérieurs nécessaires au développement social, économique, scientifique et culturel du pays, en leur dispensant à la fois un enseignement scientifique de haut niveau et une spécialisation professionnelle. Il se traduit par une offre de formation étroitement liée aux mondes de la recherche et de l'entreprise. En particulier, toute formation menant au diplôme national de master doit répondre, dans ses contenus et méthodes d'enseignement, à un double objectif : offrir aux étudiants un parcours menant à une qualification et à une insertion professionnelle de haut niveau ; préparer ceux des étudiants qui s'engageront dans des études doctorales à une pratique de recherche exigeante.

Qu'elles soient assurées dans les universités ou dans des écoles supérieures, les formations de niveau master se caractérisent ainsi par un adossement à la recherche, une longue période de stage et l'ouverture à international qui suppose la maîtrise d'au moins une langue étrangère.

EFFECTIFS

Enseignants du 1er degré	8
Enseignants du 2nd degré	775
Enseignants stagiaires	0
Personnels enseignants chercheurs et assimilés	1173
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	6
Personnels d'encadrement	23
Personnels administratifs, techniques et de services hors encadrement	688
Personnels des bibliothèques et des musées	148
Total en ETPT	**2821**

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	2 190 678 106	2 190 678 106

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Au titre de l'année universitaire 2011-2012, près de 600 000 étudiants étaient inscrits dans un cursus Master dont 493 043 étudiants en université.

Les crédits prévus au titre des subventions pour charges de service public de cette action s'élèvent à **2 190,7 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement**. Ils se décomposent en :

- crédits de masse salariale (1 707,5 M€) destinés au financement des rémunérations des personnels transférés aux établissements à la suite de leur accession aux responsabilités et compétences élargies.

- autres crédits de fonctionnement alloués aux opérateurs (483,2 M€), répartis comme suit :

a- établissements dont la dotation est calculée par le modèle d'allocation des moyens (362,4 M€)

362,4 M€ sont destinés à être alloués aux universités (73 %) et écoles d'ingénieurs (27 %) à titre de dotation de fonctionnement pour le financement de la formation initiale et continue de niveau master.

b - établissements « hors modèle » (106,9 M€)

106,9 M€ sont attribués aux établissements dont la dotation de fonctionnement est calculée en dehors du modèle d'allocation des moyens, notamment la Fondation nationale des sciences politiques et les instituts d'études politiques de province, les écoles normales supérieures, l'École des hautes études de santé publique, l'Institut national de l'histoire de l'art, le Conservatoire national des arts et métiers, l'Université de technologie en sciences des organisations et de la décision de Paris-Dauphine, Supélec…

c - actions spécifiques (13,9 M€)

13,9 M€ d'actions spécifiques sont prévus en 2013, notamment pour le financement des concours aux grandes écoles, et pour l'accompagnement des établissements d'enseignement supérieur ayant accédé aux responsabilités et compétences élargies.

ACTION n° 03 — 2,8 %
Formation initiale et continue de niveau doctorat

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	14 061 586	338 908 991	**352 970 577**	
Crédits de paiement	14 061 586	338 908 991	**352 970 577**	

Le cursus doctoral forme des spécialistes et des chercheurs de haut niveau qui rejoignent le service public d'enseignement supérieur et de recherche, les administrations et, de plus en plus, les entreprises. Elle repose sur des écoles doctorales accréditées et qui s'insèrent dans des pôles de recherche et des réseaux d'excellence. La France comptait en 2011 plus de 80 000 doctorants pour plus de 13 000 thèses soutenues par an. Un grand nombre de doctorants bénéficient d'un contrat doctoral qui constitue un contrat de travail et permet à son titulaire de mener à bien sa recherche dans de bonnes conditions.

La qualité scientifique de l'offre de formation est garantie par un processus d'accréditation qui vérifie, après évaluation par l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) et dans le cadre du contrat pluriannuel des établissements d'enseignement supérieur, la qualité des équipes et de l'encadrement des doctorants.

EFFECTIFS

Enseignants du 1er degré	0
Enseignants du 2nd degré	3
Enseignants stagiaires	0
Personnels enseignants chercheurs et assimilés	104
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	0
Personnels d'encadrement	1
Personnels administratifs, techniques et de services hors encadrement	75
Personnels des bibliothèques et des musées	0
Total en ETPT	**183**

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	333 045 898	333 045 898

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Ces crédits destinés à la formation initiale et continue de niveau doctorat bénéficient à 286 écoles doctorales qui ont accueilli 80 357 doctorants durant l'année universitaire 2010-2011. L'année 2013 est l'année de renouvellement des contrats quinquennaux de la vague C (2013-2017) qui représentent 28 établissements, dont 16 universités.

Les crédits prévus au titre des subventions pour charges de service public de cette action s'élèvent à **333 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement**. Ils se décomposent en :

- crédits de masse salariale (267,6 M€) destinés au financement des rémunérations des personnels transférés aux établissements à la suite de leur accession aux responsabilités et compétences élargies et des contrats doctoraux.

- autres crédits de fonctionnement alloués aux opérateurs (65,4 M€), répartis comme suit :

a - établissements dont la dotation est calculée par le modèle d'allocation des moyens (57,1 M€)

57,1 M€ sont destinés à être alloués aux universités (92 %) et écoles d'ingénieurs (8 %) à titre de dotation de fonctionnement pour le financement de la formation initiale et continue de niveau doctorat. Cette dotation est calculée par le système d'allocation des moyens.

b - établissements « hors modèle » (6,3 M€)

6,3 M€ sont attribués aux établissements dont la dotation de fonctionnement est calculée en dehors du modèle d'allocation des moyens, notamment au fonctionnement des écoles normales supérieures, des établissements à vocation d'enseignement supérieur et de recherche (Université de technologie en sciences des organisations et de la décision de Paris-Dauphine, École des hautes études en sciences sociales (EHESS),…), au fonctionnement d'établissements à vocation principale de recherche (Institut national d'histoire de l'art, Observatoire de Paris, Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), ..) et au fonctionnement des écoles françaises à l'étranger (EFE).

c - actions spécifiques (2 M€)

2 M€ d'actions spécifiques sont prévus en 2012, notamment pour l'accompagnement des établissements d'enseignement supérieur ayant accédé aux responsabilités et compétences élargies et pour favoriser l'insertion professionnelle des doctorants.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	5 863 093	5 863 093

L'institut universitaire européen de Florence (IUE Florence) : 5,6 M€

Cet institut est financé depuis 2010 par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, à hauteur de **5,6 M€**. Ces crédits correspondent à la contribution française au budget de fonctionnement de cet institut qui a pour vocation d'accueillir des doctorants et des post-doctorants de l'ensemble des pays de l'Union européenne (UE) mais aussi en provenance de pays extérieurs de l'UE.

L'association Bernard Gregory : 0,3 M€

0,3 M€ sont destinés à l'association Bernard Gregory pour la prise en charge de l'opération « Valorisation des compétences – un nouveau chapitre de la thèse » et d'autres actions de professionnalisation à destination des jeunes docteurs.

ACTION n° 04 — 0,7 %
Établissements d'enseignement privés

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	0	84 485 852	**84 485 852**	
Crédits de paiement	0	84 485 852	**84 485 852**	

Le ministère chargé de l'enseignement supérieur soutient financièrement les établissements privés (établissements d'enseignement supérieur libre et établissements d'enseignement supérieur technique privés reconnus par l'État), réunis, pour la plupart, en fédérations ou unions. Parmi celles-ci, on distingue :

- l'Union des établissements d'enseignement supérieur catholique (UDESCA),
- la Fédération d'écoles supérieures d'ingénieurs et de cadres (FESIC),
- l'Union des grandes écoles indépendantes représente l'enseignement privé laïc dispensé au sein d'écoles d'ingénieurs et de commerce et gestion,
- l'Union des nouvelles facultés libres (UNFL) qui regroupe également les facultés libres de Paris affiliées à l'Association pour la promotion de l'enseignement supérieur libre (APPESL).

Par ailleurs, le ministère finance des établissements « non affiliés », dont des écoles de journalisme, d'architecture ou de communication.

59 établissements d'enseignement supérieur privés, érigés en associations « loi 1901 » ou en fondations, reçoivent ainsi une subvention annuelle de fonctionnement de la part de l'État, afin de promouvoir une formation de qualité, conforme aux missions du service public. En 2010, ces établissements sont entrés progressivement dans un processus contractuel avec l'État, ce qui va permettre d'apprécier et de valoriser leurs performances en matière de formation et de recherche, et de stimuler les partenariats avec les universités.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	84 485 852	84 485 852

TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

Les transferts aux autres collectivités correspondent aux subventions versées aux établissements d'enseignement supérieur privés en soutien à la contribution de ces établissements au service public de l'enseignement supérieur. Ils s'élèvent à **84,5 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement** pour 2013.

Ces crédits sont destinés d'une part à accompagner les établissements privés dans la démarche de contractualisation (74,5 M€) et d'autre part, à soutenir la formation initiale des maîtres des établissements d'enseignement privés sous contrat du premier et du second degrés dans le cadre des formations de masters destinées aux métiers de l'enseignement (10 M€).

L'accompagnement de la contractualisation

L'année 2012 a permis de consolider la mise en place de la démarche de contractualisation entre l'État et les établissements d'enseignement supérieur privés.

Ces contrats ont pour but de :

- créer les meilleures conditions possibles pour une évaluation, à échéance régulière, de la qualité des formations et de la recherche, une attention particulière étant portée à l'insertion professionnelle des étudiants, gage de performance des établissements ;
- mesurer la contribution de chaque établissement, dans le respect de ses spécificités, aux missions de service public de l'enseignement supérieur, ainsi qu'à l'attractivité de l'enseignement supérieur français en général ;
- favoriser une meilleure inscription de chaque établissement dans les politiques de pôles et de sites sont mises en œuvre depuis plusieurs années.

L'évaluation de la qualité des établissements, de leur attractivité internationale et de leur contribution aux objectifs nationaux assignés à l'enseignement supérieur constitue un élément déterminant du financement attribué par l'État.

Les établissements font l'objet d'une évaluation a posteriori par l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES) qui rendra son avis fin 2012.

La reconnaissance par l'État des établissements et le caractère non lucratif des associations supports constituent des conditions minimales d'éligibilité à la subvention de l'État. Les établissements doivent également délivrer un diplôme national, visé ou habilité par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Ces 57 contrats pluriannuels (un établissement est sorti du périmètre de financement) font l'objet de conventions financières annuelles. S'ajoutent également des conventions financières annuelles pour quatre associations qui n'ont pas souhaité signer un contrat ou dont les modalités de fonctionnement ne le permettaient pas.

A la rentrée 2011-2012, les établissements privés totalisent un effectif de 75 600 étudiants soit 2,8 % des effectifs d'étudiants de l'enseignement supérieur. Sur les 75 600 étudiants pris en compte dans les critères de répartition des moyens, 73 600 suivent une formation initiale dans un établissement d'enseignement supérieur libre ou technique et 2 000 étudiants suivent une formation préparant aux métiers de l'enseignement.

Pour l'année 2013, les crédits affectés aux établissements d'enseignement supérieur privés devront permettre d'accompagner les objectifs inscrits aux contrats en cours de 21 établissements et de renouveler tout ou partie des 36 contrats arrivés à échéance fin 2012. Les contrats seront négociés sur la base de nouveaux projets stratégiques et tiendront compte des rapports d'évaluation de l'AERES.

ACTION n° 05 — 3,4 %
Bibliothèques et documentation

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	35 933 317	397 896 096	**433 829 413**	
Crédits de paiement	35 933 317	397 896 096	**433 829 413**	

Les politiques documentaires font partie des stratégies de formation et de recherche des établissements et prennent place dans le processus de contractualisation. Parallèlement, le MESR accompagne les actions qui visent à améliorer sensiblement les conditions d'accueil des étudiants dans les bibliothèques, en particulier au travers d'horaires d'ouverture élargis. Il pilote et anime le réseau de bibliothèque de référence (CADIST) dont l'offre documentaire se destine aux chercheurs ainsi que la formation initiale des cadres des bibliothèques à travers l'ENSSIB, et, en lien avec cette école, les réseaux de la formation continue des professionnels des bibliothèques et de l'IST (CRFCB et URFIST). Il soutient le développement des services et des outils mutualisés en s'appuyant aussi bien sur un opérateur régional comme le Centre technique du livre de l'enseignement supérieur (CTLes) en matière de conservation partagée, que sur l'opérateur national ABES pour le signalement des collections et, dans le domaine des ressources électroniques, le portage des groupements de commande et la négociation des licences nationales. Dans le cadre de l'infrastructure BSN, le MESR continuera, à la suite de la politique amorcée en 2012, à favoriser la mutualisation des achats de ressources documentaires numériques, et à en faciliter l'accès.

EFFECTIFS

Enseignants du 1er degré	3
Enseignants du 2nd degré	5
Enseignants stagiaires	0
Personnels enseignants chercheurs et assimilés	1
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	2
Personnels d'encadrement	11
Personnels administratifs, techniques et de services hors encadrement	232
Personnels des bibliothèques et des musées	367
Total en ETPT	**621**

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 150 916	1 150 916
Subventions pour charges de service public	396 178 180	396 178 180
Total	**397 329 096**	**397 329 096**

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Les dépenses de fonctionnement courant s'élèvent à **1,2 M€** en AE et en CP. Elles concernent le financement du droit de prêt, instauré par la loi du 18 juin 2003, auquel les bibliothèques de l'enseignement supérieur sont soumises.

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Les crédits prévus au titre des subventions pour charges de service public pour cette action s'élèvent à **396,2 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement**. Ils se décomposent en :

- **crédits de masse salariale (284 M€)** destinés au financement des rémunérations des personnels des bibliothèques transférés aux établissements à la suite de leur accession aux responsabilités et aux compétences élargies (RCE).

- **autres crédits de fonctionnement alloués aux opérateurs (112,2 M€),** répartis comme suit :

a – établissements dont la dotation est calculée par le modèle d'allocation des moyens (83,7 M€)

b – établissements hors modèle (11,5 M€)

11,5 M€ sont attribués aux établissements dont la dotation est calculée **en dehors du modèle d'allocation des moyens**. Sont principalement concernés à ce titre, la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (BNU) ; l'Institut national d'histoire de l'art (INHA) ; la Bibliothèque universitaire des langues et civilisations (GIP BULAC) qui a fusionné avec la Bibliothèque interuniversitaire des langues orientales (BIULO) en 2011, et voit donc sa subvention augmenter du fait du transfert de 0,9 M€ en provenance de Paris 3 à laquelle était rattachée la BIULO ; l'École nationale des Chartes ; les Ecoles Normales Supérieures ;les Instituts d'Etudes Politiques ; le Collège de France; l'EPHE ; le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN)et l'Université Paris Dauphine.

c –actions spécifiques (17 M€)

Les actions spécifiques se répartissent de la façon suivante :

- subventions dans le cadre du « Plan renouveau des bibliothèques » **(7,7 M€)**

Dans le cadre du « Plan renouveau des bibliothèques », la politique menée en faveur de la documentation et de l'information scientifique et technique repose dorénavant sur une double orientation : le soutien aux politiques d'établissement et le soutien à des projets nationaux qui impliquent l'ensemble de la communauté universitaire et permettent de faire face aux mutations du domaine.

- Dotations pour les opérations et réseaux territoriaux structurants (6,5 M€)

Face aux enjeux, le choix est fait de consolider les réseaux thématiques et de compétence en confiant des fonctions opérationnelles à des établissements de mutualisation dans le cadre d'un dispositif plus intégré entre enseignement supérieur et organismes de recherche.

Sont concernés :

- les CADIST (Centres d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique) dont les subventions ont été sorties du modèle en 2011 et sont dorénavant versées sous forme d'action spécifique après évaluation de leur performance,
- la conservation partagée : CTLES;
- le centre international de l'ISSN (CIEPS);
- l'atelier national de reproduction des thèses (ANRT);
- la normalisation (AFNOR) ;
- deux mesures spécifiques pour la montée en charge de deux projets d'aménagement d'équipement : la Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg (BNU) et la Bibliothèque Sainte-Barbe.

- soutien à l'amélioration de l'accès des étudiants aux ressources documentaires : (1,2 M€)

En complément de l'effort fait par l'ensemble des établissements pour améliorer l'accès des étudiants aux ressources documentaires, le Plan pour le renouveau des bibliothèques permet de structurer un élargissement très significatif des horaires d'ouverture par sites géographiques. Environ 10 établissements sont concernés.

- montée en charge de la bibliothèque scientifique numérique (BSN) **(6,2 M€)**

Le projet BSN a pour objectif majeur de permettre à l'ensemble des acteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche d'accéder, sous forme numérique, à une offre de ressources scientifiques éditées abondante, de qualité et répondant aux standards internationaux. Cette offre constitue un indispensable instrument de travail pour tous les chercheurs et les étudiants du territoire. A ce titre, la BSN intervient sur les axes suivants : acquisition de ressources, numérisation du patrimoine scientifique (notamment le programme Persée), archives ouvertes (notamment HAL), circulation et valorisation de la production scientifique, préservation des données numériques à long terme (avec le CINES). Un comité de pilotage a été mis en place en 2010, dans lequel sont représentées les universités, les organismes de recherche, ainsi que le ministère de la culture et de la communication. Il est épaulé par un comité technique ad hoc. Des groupes de travail ont instruit en 2011 et 2012 des schémas d'organisation sur les 9 segments définis dans BSN.

Sont concernés pour cette action le catalogage, dont l'opérateur national est l'ABES pour 2,6 M€ : les groupements de commande portés par l'ABES pour 1,6 M€ ; les licences nationales pour 1,5 M€ (crédits destinés à l'achat d'archives de ressources scientifiques numériques) et PERSEE (portail d'accès à de grandes revues scientifiques numérisées en sciences humaines et sociales) pour 0,5 M€.

- soutien à la formation initiale et continue des personnels **(3,1 M€)**

L'objectif d'accompagner l'émergence de nouvelles compétences en matière d'IST, notamment autour du numérique, nécessite d'organiser les structures régionales et nationales de formation des professionnels de l'information et de la documentation. Ainsi, cette action finance les centres de formation aux carrières des bibliothèques (CFCB, au nombre de 12) pour 0,8 M€, les unités régionales de formation à l'IST (URFIST, au nombre de 7) pour 0,3 M€ et l'ENSSIB pour 2 M€. Toutes ces structures, qui fonctionnent en réseaux séparés, sont engagées dans une démarche de coopération renforcée y compris avec les organismes de recherche, tant sur les programmes de formation que sur les actions de veille scientifique.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	567 000	567 000

Les dépenses d'intervention sur cette action s'élèvent à 0,6 M€ versés à l'Institut de France.

ACTION n° 06 — 6,1 %
Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	31 057 529	738 779 304	**769 836 833**	
Crédits de paiement	31 057 529	738 779 304	**769 836 833**	

Face aux perspectives ouvertes par le décryptage des génomes et à l'enjeu majeur que constitue l'impact prévisible des changements globaux sur les espèces vivantes, la priorité en sciences de la vie est la mise en œuvre d'une biologie des systèmes intégrés permettant de mieux comprendre le fonctionnement unitaire du vivant. Elle implique une approche fonctionnelle, littéralement physiologique avec, en particulier, l'étude des mécanismes d'intégration à toutes les échelles du vivant, depuis la molécule jusqu'à l'écosystème complexe. Les recherches scientifiques en sciences de la vie constituent aussi une force essentielle au développement d'applications dans les domaines des biotechnologies, du biomédical et de la santé avec leurs interfaces avec la recherche clinique et le monde hospitalier. Les modalités d'action sont centrées sur le développement d'une approche pluridisciplinaire des objets de recherche, sur les partenariats scientifiques, en particulier avec les organismes de recherche, et sur l'ouverture vers la valorisation médicale et industrielle.

EFFECTIFS

Enseignants du 1er degré	0
Enseignants du 2nd degré	2
Enseignants stagiaires	0
Personnels enseignants chercheurs et assimilés	258
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	4
Personnels d'encadrement	11
Personnels administratifs, techniques et de services hors encadrement	178
Personnels des bibliothèques et des musées	0
Total en ETPT	**453**

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	738 779 304	738 779 304

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Cette action concernait, en 2011, 791 unités de recherche (soit 33,2 % des unités de recherche des opérateurs du programme 150) rassemblant 14 247 enseignants chercheurs et chercheurs (23,1 %) et 8 323 autres personnels (41 %) pour 218 716 étudiants. 63,3 % de ces unités de recherche étaient associées à un organisme de recherche. Elles occupaient 1 086 316 m² soit 30,8 % des surfaces recherche des opérateurs du programme. 49 écoles doctorales s'appuyaient sur ces unités de recherche permettant l'accueil de 12 237 doctorants.

Les contrats quinquennaux de la vague C (2013-2017) représentent 28 établissements, dont 16 universités. L'ensemble des établissements de cette vague rassemblaient en 2011, pour cette action, 175 unités de recherche dont 109 sont liées à un organisme de recherche, 3 009 enseignants chercheurs et chercheurs, 1 870 personnels ITA et IATOS pour 35 117 étudiants et 9 écoles doctorales.

Les crédits prévus au PLF 2013 au titre des subventions pour charges de service public pour cette action, s'élèvent à **738,8 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.** Ils se décomposent en :

- **crédits de masse salariale (681,9 M€)** consacrés au financement des rémunérations des établissements passés aux compétences élargies et à la prime d'excellence scientifique.

- **autres crédits de fonctionnement alloués aux opérateurs (56,9 M€),** répartis comme suit :

a - établissements dont la dotation de fonctionnement est calculée par le modèle d'allocation des moyens

La mise en œuvre du système d'allocation des moyens se traduit par l'attribution aux établissements concernés de **50,4 M€** au titre du calcul de la subvention de fonctionnement (hors contrats doctoraux et PES).

b - établissements « hors modèle »

3,4 M€ sont attribués aux établissements dont la dotation est calculée en dehors du modèle d'allocation des moyens de ces établissements tels que le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), les Écoles normales supérieures (ENS), le Centre national des arts et métiers (CNAM), le Collège de France et l'École pratique des hautes études (EPHE).

c - actions spécifiques

3,1 M€ d'actions spécifiques sont prévus en 2013 au titre du financement d'équipements scientifiques prévus aux contrats de projets État-Région (CPER) 2007-2013 et au titre de l'institut universitaire de France (IUF). Outre la compensation des décharges de service (2/3 de service) et l'augmentation des crédits scientifiques (20 000 € au lieu de 15 245 €), chaque membre de l'IUF bénéficie de droit du dispositif de la prime d'excellence scientifique (PES).

ACTION n° 07 — 2,9 %
Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	18 955 242	351 168 324	**370 123 566**	
Crédits de paiement	18 955 242	351 168 324	**370 123 566**	

Cette action pour but de développer des recherches fondamentales ainsi que leurs applications à différents secteurs économiques, notamment en informatique, télécommunications et multimédia. Dans le domaine des mathématiques et des STIC, un effort particulier est engagé sur les interactions avec les autres disciplines scientifiques, pour lesquelles la modélisation et la simulation jouent un rôle de plus en plus prépondérant. Parmi les grandes orientations scientifiques actuelles du domaine, on notera le développement des nanosciences, des recherches concernant l'interaction homme-machine, l'indexation multimédia, les systèmes enfouis, la sécurité des systèmes informatiques, le traitement interactif des grandes masses de données, la mise au point de grilles de calcul, enfin les nouvelles interfaces des mathématiques avec les autres disciplines. Les applications attendues dans le domaine des technologies sont toujours aussi importantes du fait de la miniaturisation des composants et de leur capacité intégrative dans des systèmes de plus en plus complexes. Ces développements reposent sur des plateformes de recherche technologique associant les industriels de la micro-électronique, le CEA/LETI et les universités. Leur contribution à l'efficience de la politique de valorisation et surtout au maintien d'une industrie européenne compétitive est fondamentale.

EFFECTIFS

Enseignants du 1er degré	0
Enseignants du 2nd degré	1
Enseignants stagiaires	0
Personnels enseignants chercheurs et assimilés	213
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	0
Personnels d'encadrement	12
Personnels administratifs, techniques et de services hors encadrement	50
Personnels des bibliothèques et des musées	0
Total en ETPT	**276**

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	351 168 324	351 168 324

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Cette action concernait, en 2011, 184 unités de recherche (soit 7,7 % des unités de recherche des opérateurs du programme 150) rassemblant 9 168 enseignants chercheurs et chercheurs (14,9 %) et 1 505 autres personnels (7,5 %) pour 120 656 étudiants. 57,6 % de ces unités de recherche étaient associées à un organisme de recherche. Elles occupaient 440 649 m² soit 12,5 % des surfaces recherche des opérateurs du programme. 33 écoles doctorales s'appuyaient sur ces unités de recherche permettant l'accueil de 10 269 doctorants.

Les contrats quinquennaux de la vague C (2013-2017) représentent 28 établissements, dont 16 universités. L'ensemble des établissements de cette vague de contractualisation rassemblaient en 2011, pour cette action, 43 unités de recherche dont 22 sont liées à un organisme de recherche, 1 968 enseignants chercheurs et chercheurs, 296 personnels ITA et IATOS pour 19 883 étudiants et 5 écoles doctorales.

Les crédits prévus au PLF 2013 au titre des subventions pour charges de service public pour cette action, s'élèvent à **351,2 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement**. Ils se décomposent en :

- **crédits de masse salariale (319,3 M€)** consacrés financement des rémunérations des établissements passés aux compétences élargies et à la prime d'excellence scientifique.

- **autres crédits de fonctionnement alloués aux opérateurs (31,9 M€**), répartis comme suit :

a - établissements dont la dotation de fonctionnement est calculée par le modèle d'allocation des moyens

La mise en œuvre du système d'allocation des moyens se traduit par l'attribution aux établissements concernés de **26,9 M€** au titre du calcul de la subvention de fonctionnement (hors contrats doctoraux et PES).

b - établissements « hors modèle »

1,7 M€ sont attribués aux établissements dont la dotation est calculée en dehors du modèle d'allocation des moyens : il s'agit de crédits de fonctionnement pour les Écoles normales supérieures (ENS), l'École supérieure d'électricité (SUPELEC), l'Institut d'optique théorique et appliquée (IOTA), l'Université de technologie de Paris-Dauphine et le Centre national des arts et métiers (CNAM).

c - actions spécifiques

3,3 M€ d'actions spécifiques sont prévus en 2013 au titre du financement d'équipements scientifiques prévus aux contrats de projets État-Région (CPER) 2007-2013 et au titre de l'institut universitaire de France (IUF).

ACTION n° 08 — 4,3 %
Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	58 951 382	489 785 681	**548 737 063**	
Crédits de paiement	58 951 382	489 785 681	**548 737 063**	

Cette action a pour but tout autant le développement des connaissances sur les lois fondamentales dans les sciences de la matière que leur application dans le domaine de l'ingénierie des nouveaux matériaux et des interfaces avec la biologie. Elle prépare les ruptures technologiques de demain. Elle a également pour vocation d'irriguer les autres domaines scientifiques par la mise en œuvre de nouveaux concepts et par la mise au point d'une instrumentation de plus en plus élaborée.

EFFECTIFS

Enseignants du 1er degré	0
Enseignants du 2nd degré	5
Enseignants stagiaires	0
Personnels enseignants chercheurs et assimilés	601
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	1
Personnels d'encadrement	38
Personnels administratifs, techniques et de services hors encadrement	255
Personnels des bibliothèques et des musées	0
Total en ETPT	**900**

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	489 785 681	489 785 681

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Cette action concernait, en 2011, 410 unités de recherche (soit 17,2 % des unités de recherche des opérateurs du programme 150) rassemblant 13 148 enseignants chercheurs et chercheurs (21,3 %) et 6 061 autres personnels (29,9 %) pour 176 308 étudiants. 66,3 % de ces unités de recherche étaient associées à un organisme de recherche. Elles occupaient 1 360 883 m² soit 38,6 % des surfaces recherche des opérateurs du programme. 59 écoles doctorales s'appuyaient sur ces unités de recherche permettant l'accueil de 14 484 doctorants.

Les contrats quinquennaux de la vague C (2013-2017) représentent 28 établissements, dont 16 universités. L'ensemble des établissements de cette vague rassemblaient en 2011, pour cette action, 100 unités de recherche dont 61 sont liées à un organisme de recherche, 3 362 enseignants chercheurs et chercheurs, 1 398 personnels ITA et IATOS pour 38 483 étudiants et 15 écoles doctorales.

Les crédits prévus au PLF 2013 au titre des subventions pour charges de service public pour cette action, s'élèvent à **489,8 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement.**
Ils se décomposent en :

- **crédits de masse salariale (431,2 M€)** consacrés au financement des rémunérations des établissements passés aux compétences élargies et à la prime d'excellence scientifique.

- **autres crédits de fonctionnement alloués aux opérateurs (58,6 M€)**, répartis comme suit :

a - établissements dont la dotation de fonctionnement est calculée par le modèle d'allocation des moyens

La mise en œuvre du système d'allocation des moyens se traduit par l'attribution aux établissements concernés de **50,7 M€** au titre du calcul de la subvention de fonctionnement (hors contrats doctoraux et PES).

b - établissements « hors modèle »

3,8 M€ sont attribués aux établissements dont la dotation est calculée en dehors du modèle d'allocation des moyens tels que les Écoles normales supérieures (ENS), l'École supérieure d'électricité (SUPELEC), l'Institut d'optique théorique et appliquée (IOTA), le Centre national des arts et métiers (CNAM), le Collège de France et l'École supérieure de physique et de chimie industrielles (ESPCI) ParisTech.

c - actions spécifiques

4,1 M€ d'actions spécifiques sont prévus en 2013 au titre du financement d'équipements scientifiques prévus aux contrats de projets État-Région (CPER) 2007-2013 et au titre de l'institut universitaire de France (IUF).

ACTION n° 09 — 0,1 %
Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	524 311	12 796 603	**13 320 914**	
Crédits de paiement	524 311	12 796 603	**13 320 914**	

Cette action a pour but d'explorer la physique des particules élémentaires, leurs interactions fondamentales, leur assemblage en noyaux atomiques et d'étudier les propriétés de ces noyaux. Pour cette exploration, les instruments sont des détecteurs de particules placés auprès de grands accélérateurs de haute énergie ; ce sont aussi des instruments au sol ou embarqués observant les rayons cosmiques de haute énergie émanant de phénomènes violents observés dans l'Univers ou les manifestations cosmologiques de la physique des particules. Les deux principaux grands accélérateurs (financés en partie ou en totalité par la France) où se développent ces recherches sont celui du CERN (Centre européen de recherches nucléaires) et celui du GANIL (Grand accélérateur national d'ions lourds) à Caen. Ces recherches se font dans un cadre international.

EFFECTIFS

Enseignants du 1er degré	0
Enseignants du 2nd degré	0
Enseignants stagiaires	0
Personnels enseignants chercheurs et assimilés	8
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	0
Personnels d'encadrement	0
Personnels administratifs, techniques et de services hors encadrement	0
Personnels des bibliothèques et des musées	0
Total en ETPT	**8**

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	12 796 603	12 796 603

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Les crédits prévus au PLF 2013 au titre des subventions pour charges de service public pour cette action, s'élèvent à **12,8 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement**. Ils se décomposent en :

- **crédits de masse salariale (11,5 M€)** consacrés au financement des crédits de rémunérations des établissements passés aux compétences élargies et à la prime d'excellence scientifique.

- **autres crédits de fonctionnement alloués aux opérateurs (1,3 M€)**, répartis comme suit :

a - établissements dont la dotation est calculée par le modèle d'allocation des moyens

La mise en œuvre du système d'allocation des moyens se traduit par l'attribution aux établissements concernés de **0,8 M€** au titre du calcul de la subvention de fonctionnement (hors contrats doctoraux et PES).

b – actions spécifiques

0,5 M€ d'actions spécifiques sont prévus en 2013 dont 0,2 M€ au titre de l'Institut universitaire de France (IUF).

ACTION n° 10 Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement — 1,3 %

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	34 983 255	131 036 411	**166 019 666**	
Crédits de paiement	34 983 255	131 036 411	**166 019 666**	

De manière croissante, les différentes disciplines coopèrent pour comprendre le fonctionnement d'écosystèmes à partir des problématiques transversales du développement durable liées à l'évolution climatique, aux risques naturels, à la dynamique de la biosphère continentale, à la biodiversité, à l'hydrologie et aux phénomènes de pollution générés par une pression anthropique de plus en plus forte. Il s'agit plus globalement de comprendre et de modéliser le fonctionnement du système « Terre », du centre de la planète jusqu'au comportement de l'écorce terrestre. En sciences de l'univers, les enjeux des prochaines décennies sont de répondre aux grandes questions sur la nature de la matière noire et de l'énergie noire, de décrire la formation et l'évolution des premières étoiles, galaxies et trous noirs, de caractériser les exoplanètes, ouvrant ainsi la voie à de futures recherches en exobiologie.

EFFECTIFS

Enseignants du 1er degré	0
Enseignants du 2nd degré	2
Enseignants stagiaires	0
Personnels enseignants chercheurs et assimilés	283
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	1
Personnels d'encadrement	19
Personnels administratifs, techniques et de services hors encadrement	203
Personnels des bibliothèques et des musées	0
Total en ETPT	**508**

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	25 915	25 915
Subventions pour charges de service public	131 010 496	131 010 496
Total	**131 036 411**	**131 036 411**

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Les dépenses de fonctionnement de l'action 10, d'un montant de **0,03 M€ en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP)**, concernent le Bureau des longitudes (missions de publication et de mise à disposition auprès du public des éphémérides astronomiques de caractère national ainsi que de diffusion de l'information scientifique dans le domaine des sciences de l'univers).

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Cette action concernait, en 2011, 86 unités de recherche (soit 3,6 % des unités de recherche des opérateurs du programme 150) rassemblant 3 154 enseignants chercheurs et chercheurs (5,1 %) et 2 085 autres personnels (10,4 %) pour 13 309 étudiants. 88,4 % de ces unités de recherche étaient associées à un organisme de recherche. Elles occupaient 301 528 m² soit 8,8 % des surfaces recherche des opérateurs du programme. 11 écoles doctorales s'appuyaient sur ces unités de recherche permettant l'accueil de 2 299 doctorants.

Les contrats quinquennaux de la vague C (2013-2017) représentent 28 établissements, dont 16 universités. L'ensemble des établissements de cette vague rassemblaient 23 unités de recherche dont 20 sont liées à un organisme de recherche, 677 enseignants chercheurs et chercheurs, 449 personnels ITA et IATOS pour 2 187 étudiants et 3 écoles doctorales.

Les crédits prévus au PLF 2013 au titre des subventions pour charges de service public pour cette action correspondent à **131 M€ en AE et en CP**. Ils se décomposent en :

- **crédits de masse salariale (112,5 M€)** consacrés au financement des crédits de rémunérations des établissements passés aux compétences élargies et à la prime d'excellence scientifique.

- **autres crédits de fonctionnement alloués aux opérateurs (18,5 M€)**, répartis comme suit :

a - établissements dont la dotation de fonctionnement est calculée par le modèle d'allocation des moyens
La mise en œuvre du système d'allocation des moyens se traduit par l'attribution aux établissements concernés de **11,6 M€** au titre du calcul de la subvention de fonctionnement (hors contrats doctoraux et PES).

b - établissements « hors modèle »
5,7 M€ sont attribués aux établissements dotés hors du système d'allocation des moyens au titre de la dotation contractuelle de ces établissements, tels que les Observatoires, l'Institut de Physique du Globe, les Écoles normales supérieures (ENS) et le Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN).

c - actions spécifiques
1,2 M€ d'actions spécifiques sont prévus en 2013 au titre du financement d'équipements scientifiques prévus aux contrats de projets État-Région (CPER) 2007-2013 et au titre de l'institut universitaire de France (IUF).

ACTION n° 11 — 7,7 %
Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	25 850 511	950 264 590	**976 115 101**	
Crédits de paiement	25 850 511	950 264 590	**976 115 101**	

Les sciences humaines et sociales (SHS) sont indispensables pour comprendre les enjeux et les évolutions des sociétés ainsi que les relations qu'elles entretiennent avec leurs environnements physique et social d'un point de vue spatial et temporel. L'effort de structuration des SHS est une priorité qui suppose une articulation entre la politique des établissements d'enseignement supérieur et les organismes (CNRS, INED), et donc une politique active de contractualisation. Pour accomplir leurs missions de recherche, les SHS doivent, en effet, s'appuyer non seulement sur des bibliothèques, mais aussi sur des banques de données statistiques, iconiques, visuelles, linguistiques, des centres de ressources documentaires, d'archivage et de diffusion des données. Le progrès de la connaissance repose, tout autant que sur l'existence de territoires disciplinaires solidement balisés, sur l'ouverture des frontières entre les savoirs par le développement de l'interdisciplinarité.

EFFECTIFS

Enseignants du 1er degré	0
Enseignants du 2nd degré	3
Enseignants stagiaires	0
Personnels enseignants chercheurs et assimilés	302
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	5
Personnels d'encadrement	13
Personnels administratifs, techniques et de services hors encadrement	52
Personnels des bibliothèques et des musées	1
Total en ETPT	**376**

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	950 264 590	950 264 590

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Cette action concernait, en 2011, 912 unités de recherche (soit 38,3 % des unités de recherche des opérateurs du programme 150) rassemblant 21 937 enseignants chercheurs et chercheurs (35,6 %) et 2 269 autres personnels (11,3 %) pour 915 364 étudiants. 24,1 % de ces unités de recherche étaient associées à un organisme de recherche. Elles occupaient 327 737 m² soit 9,3 % des surfaces recherche des opérateurs du programme. 134 écoles doctorales s'appuyaient sur ces unités de recherche permettant l'accueil de 40 964 doctorants.

Les contrats quinquennaux de la vague C (2013-2017) représentent 28 établissements, dont 16 universités. L'ensemble des établissements de cette vague rassemblaient en 2011, pour cette action, 208 unités de recherche dont 39 sont liées à un organisme de recherche, 4 534 enseignants chercheurs et chercheurs, 474 personnels ITA et IATOS pour 132 151 étudiants et 25 écoles doctorales.

Les crédits prévus au PLF 2013 au titre des subventions pour charges de service public pour cette action s'élèvent à **950,2 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement**. Ils se décomposent en :

- **crédits de masse salariale (867,1 M€)** consacrés au financement des rémunérations des établissements passés aux compétences élargies et à la prime d'excellence scientifique.

- **autres crédits de fonctionnement alloués aux opérateurs (83,1 M€)**, répartis comme suit :

a - établissements dont la dotation de fonctionnement est calculée par le modèle d'allocation des moyens

La mise en œuvre du système d'allocation des moyens se traduit par l'attribution aux établissements concernés de **33,4 M€** au titre du calcul de la subvention de fonctionnement (hors contrats doctoraux et PES).

b - établissements « hors modèle »

47 M€ sont attribués aux établissements dont la dotation est calculée en dehors du modèle d'allocation des moyens, tels que les écoles françaises à l'étranger, la Fondation Maison des sciences de l'homme (FMSH), l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), l'École pratiques des hautes études (EPHE), le Collège de France, l'Université de technologie en sciences des organisations et de la décision de Paris-Dauphine et le Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN).

c - actions spécifiques

2,7 M€ d'actions spécifiques sont prévus en 2013 au titre du financement d'équipements scientifiques prévus aux contrats de projets État-Région (CPER) 2007-2013 et au titre de l'institut universitaire de France (IUF).

ACTION n° 12 — 7,3 %
Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	30 684 573	900 959 606	**931 644 179**	
Crédits de paiement	30 684 573	900 959 606	**931 644 179**	

Parce que les problèmes et les nouvelles connaissances apparaissent le plus souvent aux interfaces entre disciplines étant donné la nature de plus en plus complexe des objets scientifiques, il n'existe plus de continent disciplinaire de la science qui soit isolé des autres. Tous les secteurs de la science ont besoin des connaissances et des méthodes produites par les autres disciplines pour progresser dans leur propre domaine. La dynamique interdisciplinaire est donc une des grandes caractéristiques de la science du XXIème siècle, qui reste cependant profondément structurée par discipline. La définition d'objectifs ambitieux accompagnée de politiques incitatives adaptées est nécessaire afin de polariser l'activité des communautés scientifiques distinctes sur des sujets communs et pour leur offrir un cadre de travail correspondant à une approche pluridisciplinaire qui est souvent la source de grandes applications technologiques innovantes.

EFFECTIFS

Enseignants du 1er degré	2
Enseignants du 2nd degré	2
Enseignants stagiaires	0
Personnels enseignants chercheurs et assimilés	441
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	0
Personnels d'encadrement	0
Personnels administratifs, techniques et de services hors encadrement	0
Personnels des bibliothèques et des musées	0
Total en ETPT	**445**

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	206 065	206 065
Subventions pour charges de service public	900 753 541	900 753 541
Total	**900 959 606**	**900 959 606**

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Les crédits ouverts au PLF 2012 au titre des dépenses de fonctionnement courant, d'un montant de 0,2 M€, sont destinés à financer le fonctionnement de l'Institut universitaire de France, hors indemnisation de ses membres.

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Les contrats quinquennaux de la vague C (2013-2017) représentent 28 établissements, dont 16 universités.

Les crédits prévus au PLF 2013 sur cette action au titre des subventions pour charges de service public s'élèvent à **900,8 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement**. Ils se décomposent en :

- **crédits de masse salariale (807,2 M€)** consacrés au financement des rémunérations des établissements passés aux compétences élargies et des contrats doctoraux.

- **autres crédits de fonctionnement alloués aux opérateurs (93,6 M€)**, répartis comme suit :

a - établissements dont la dotation de fonctionnement est calculée par le modèle d'allocation des moyens

La mise en œuvre du système d'allocation des moyens se traduit par l'attribution aux établissements concernés de **71,6 M€** au titre du calcul de la subvention de fonctionnement (hors contrats doctoraux et PES).

b - établissements « hors modèle »

5,9 M€ sont attribués aux établissements dont la dotation est calculée en dehors du modèle d'allocation des moyens, tels que le Collège de France, l'Université de technologie en sciences des organisations et de la décision de Paris-Dauphine, le Muséum national d'Histoire naturelle (MNHN), l'Institut de physique du globe de Paris (IPG), les Écoles normales supérieures (ENS), l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS), les Instituts d'études politiques.

c - actions spécifiques

16,1 M€ d'actions spécifiques sont prévus en 2013 au titre du financement d'équipements scientifiques prévus aux contrats de projets État-Région (CPER) 2007-2013 et au titre de l'institut universitaire de France (IUF).

ACTION n° 13 — 0,9 %
Diffusion des savoirs et musées

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	31 699 884	77 881 248	**109 581 132**	
Crédits de paiement	31 699 884	77 881 248	**109 581 132**	

Cette action comprend essentiellement des moyens consacrés :

- au fonctionnement des musées scientifiques nationaux suivants : Muséum national d'histoire naturelle, musée des arts et métiers du CNAM, musée du quai Branly et Cité nationale de l'histoire de l'immigration,
- aux opérations de conservation et de valorisation des collections des musées scientifiques nationaux et des collections scientifiques dont le ministère assure le contrôle scientifique et technique (60 muséums d'histoire naturelle en région, établissements d'enseignement supérieur, autres musées) ;
- aux activités de diffusion de la culture scientifique et technique auprès de différents publics.

EFFECTIFS

Enseignants du 1er degré	8
Enseignants du 2nd degré	6
Enseignants stagiaires	0
Personnels enseignants chercheurs et assimilés	19
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	3
Personnels d'encadrement	18
Personnels administratifs, techniques et de services hors encadrement	395
Personnels des bibliothèques et des musées	13
Total en ETPT	**462**

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	77 865 058	77 865 058

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Les crédits demandés au titre des subventions pour charges de service public de cette action s'élèvent à **77,9 M€ en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP)**. Ils se décomposent en :

- crédits de masse salariale (29,5 M€) consacrés aux crédits de rémunérations des établissements passés aux responsabilités et aux compétences élargies.

- autres crédits de fonctionnement alloués aux opérateurs (48,4 M€), répartis comme suit :

a – établissements d'enseignement supérieur et de recherche (6,3 M€)

Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche assure un soutien récurrent à nombre d'établissements d'enseignement supérieur dans le cadre des contrats quadriennaux signés entre l'État et chacun de ces établissements.

1,5 M€ est attribué dans le cadre du système d'allocation des moyens.

4,7 M€ sont attribués aux établissements dont la dotation est calculée hors modèle d'allocation des moyens dont 3 M€ au titre de l'intégration du fonctionnement l'Institut National de Recherche Pédagogique (INRP) au sein de l'ENS Lyon.

b- musées scientifiques nationaux : (39,8 M€)

Le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche exerce la tutelle sur les musées de sciences. Il s'agit principalement des musées scientifiques nationaux et des muséums d'histoire naturelle en région (bénéficiant pour la plupart de l'appellation Musée de France) qui disposent d'un vaste patrimoine sur lequel ils appuient leur activité de diffusion des savoirs, voire de recherche pour les plus importants d'entre eux. L'action du ministère consiste à valoriser le patrimoine scientifique, technique et naturel et à accompagner les grands projets des établissements.

Sous réserve d'ajustements, les dotations 2013 des musées financées par le MESR devraient être les suivantes :

Le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) : 10,6 M€

Le MNHN se voit attribuer sur cette action une subvention de fonctionnement de **9,1 M€** (+ 0,2 M€ sur l'action 14) et **1,5 M€** pour compenser la perte de ressources propres induite par la gratuité d'accès aux collections permanentes pour les jeunes de moins de 26 ans et les enseignants.

Le Muséum a reçu, sur l'ensemble des sites payants à Paris et en région, 1 768 768 visiteurs en 2009, 2 057 736 en 2010 (réouverture des Serres du Jardin des Plantes) et 2 181 700 visiteurs en 2011.

Les éléments relatifs à l'activité du Muséum figurent dans le volet opérateurs du programme 150.

Le Musée du quai Branly (EPMQB) : 23,2 M€

La subvention allouée au musée du quai Branly par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche s'élève à **21,9 M€** à laquelle doivent s'ajouter des crédits pour les acquisitions d'œuvres d'art de **0,6 M€**. Par ailleurs, l'établissement recevra un financement complémentaire de **0,7 M€** au titre de la compensation pour la gratuité d'accès aux collections permanentes pour les jeunes de 18 à 25 ans et les enseignants.

Le Musée des arts et métiers (CNAM) : 5,7 M€

Le CNAM reçoit un soutien financier pour le Musée des arts et métiers de **5,4 M€** pour le personnel, le fonctionnement, les activités de muséologie et de culture scientifique et technique et la mission nationale de sauvegarde du patrimoine scientifique et technique contemporain. Par ailleurs, l'établissement recevra **0,3 M€** au titre de la compensation pour la gratuité d'accès aux collections pour les jeunes de 18 à 25 ans et les enseignants.

La Cité nationale de l'histoire de l'immigration (CNHI) : 0,3 M€

Placée sous la tutelle conjointe des ministres chargés de l'intégration, de la culture, de l'éducation nationale et de la recherche, la CNHI bénéficie notamment sur cette action de **0,3 M€** par an de la part du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

c - L'Office de coopération et d'informations muséales (OCIM) : 0,4 M€

L'OCIM, service général de l'université de Bourgogne, est un centre de ressources à vocation nationale, spécialisé en muséographie et muséologie des sciences et des techniques. **0,4 M€** par an sont alloués à l'université de Bourgogne pour son fonctionnement.

d- actions spécifiques (1,9 M€)

Ces crédits sont destinés à financer, sur projet, les opérations de sauvegarde et de valorisation du patrimoine scientifique et de diffusion de la culture scientifique et technique présentés par les muséums d'histoire naturelle en région et les musées scientifiques nationaux.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	16 190	16 190

Les crédits ouverts au titre des dépenses d'intervention, d'un montant de **0,02 M€**, sont destinés au financement de sociétés savantes.

ACTION n° 14 **10,3 %** Immobilier

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	60 598 689	1 254 951 336	**1 315 550 025**	49 300 000
Crédits de paiement	60 598 689	1 298 537 614	**1 359 136 303**	56 900 000

L'action « immobilier » regroupe les moyens que l'État consacre à la politique immobilière des établissements d'enseignement supérieur sous sa tutelle sur le budget de l'État (hors enveloppes extra-budgétaires). L'objectif de cette politique est de permettre aux établissements de disposer d'un patrimoine de qualité, respectant les normes en matière de sécurité et de performance énergétique et répondant aux besoins de leurs missions.

Cette stratégie est déclinée au niveau des établissements notamment dans leur schéma directeur immobilier, qui doit privilégier une meilleure utilisation des locaux et une optimisation du patrimoine. Elle repose également sur une connaissance approfondie du parc immobilier tant quantitative et qualitative et sur une bonne maîtrise de son pilotage.

Les crédits de l'action 14 (hors titre 2 et masse salariale versée aux établissements disposant des responsabilités et compétentes élargies) sont destinés à financer :

- des constructions nouvelles, des restructurations ou réhabilitations, qu'elles soient inscrites au titre d'un CPER, financées hors CPER ou réalisées dans le cadre de contrat de partenariat public-privé (PPP),
- des actions de maintenance et de logistique immobilière financés essentiellement par des crédits globalisés dans le modèle d'allocation des moyens,
- l'achèvement du désamiantage, de la mise en sécurité et de la rénovation du campus de Jussieu par l'Établissement public d'aménagement universitaire de la région Île-de-France (EPAURIF),
- des opérations de mise en sécurité des locaux universitaires, avec une augmentation des crédits de cette ligne de 9,7 M€ en 2013 par rapport à la LFI 2012,
- le financement des dotations de dévolution pour les universités ayant bénéficié d'un transfert de propriété de l'État.

EFFECTIFS

Enseignants du 1er degré	0
Enseignants du 2nd degré	1
Enseignants stagiaires	0
Personnels enseignants chercheurs et assimilés	0
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	2
Personnels d'encadrement	11
Personnels administratifs, techniques et de services hors encadrement	1032
Personnels des bibliothèques et des musées	1
Total en ETPT	**1047**

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	960 000	8 106 000
Subventions pour charges de service public	878 148 336	878 148 690
Total	**879 108 336**	**886 254 690**

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	85 650 000	106 161 080

DÉPENSES D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dotations en fonds propres	290 193 000	306 121 844

COÛTS SYNTHÉTIQUES

PRÉSENTATION DE LA DÉPENSE IMMOBILIÈRE DU PROGRAMME

Les crédits de l'action « immobilier » (hors dépenses de personnel) sont imputés selon des modalités qui sont destinés à assurer une cohérence entre la dépense « État » et la ressource « Opérateurs » ; ces crédits sont ainsi répartis de la manière suivante :

- **sur le titre 3 - catégorie 31** : des dépenses de fonctionnement, principalement pour des frais connexes à des opérations de construction dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'État mais aussi au titre de locations de locaux ;
- **sur le titre 3 - catégorie 32** : les subventions pour charges de service public (maintenance et logistique immobilière) ainsi que les subventions pour les opérations de mise en sécurité incendie et de mise en conformité (au sens des remises aux normes, y compris certaines dépenses réalisées par l'établissement public du campus de Jussieu) ;
- **sur le titre 5 - catégorie 51** : les dépenses d'investissement de l'État portant sur les constructions, extensions et/ou réhabilitations de constructions sous maîtrise d'ouvrage État ;
- **sur le titre 7 - catégorie 72** : les participations - dotations en fonds propres - portant sur les constructions, extensions et/ou réhabilitations de constructions dont la maîtrise d'ouvrage est confiée par l'État à un établissement ou une collectivité territoriale. Sont également imputées sur cette catégorie les subventions au titre du 1er équipement, attribuées à l'établissement quelle que soit la maîtrise d'ouvrage de la construction.

La dépense globale hors titre 2 de l'action immobilier s'élève à **1 254,95** M€ **en autorisations d'engagement (AE) et 1 298,53 M€ en crédits de paiement (CP)** dont la ventilation par titre et par type d'opérations est présentée dans un tableau récapitulatif ci-dessous.

Ventilation de la dépense immobilière

	Fonctionnement		Investissement		Opérations financières		TOTAL PLF 2013	
	AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
Constructions et 1er équipement CPER	-	-	82,65	84,00	82,65	84,00	165,30	168,00
Opérations hors CPER hors PPP	0,96	8,11	3,00	22,16	29,00	32,87	32,96	63,14
Partenariat public-privé (PPP)	-	-	-	-	178,54	47,28	178,54	47,28
CONSTRUCTIONS / RESTRUCTURATIONS	**0,96**	**8,11**	**85,65**	**106,16**	**290,19**	**164,15**	**376,80**	**278,42**
MASSE SALARIALE RCE	**378,87**	**378,87**	**-**	**-**	**-**	**-**	**378,87**	**378,87**
Maintenance et logistique modèle	365,78	365,78	-	-	-	-	365,78	365,78
Maintenance et logistique hors modèle	49,06	49,06	-	-	-	-	49,06	49,06
Charges locatives	19,30	19,30	-	-	-	-	19,30	19,30
MAINTENANCE ET LOGISTIQUE	**434,14**	**434,14**	**-**	**-**	**-**	**-**	**434,14**	**434,14**
Mise en sécurité hors Jussieu	20,00	20,00	-	-	-	-	20,00	20,00
Dévolution du patrimoine	21,94	21,94	-	-	-	-	21,94	21,94
Mise en sécurité Jussieu et EPAURIF	23,20	23,20	-	-	-	141,96	23,20	165,16
SECURITE	**65,14**	**65,14**	**-**	**-**	**-**	**141,96**	**65,14**	**207,10**
Total	**879,11**	**886,26**	**85,65**	**106,16**	**290,19**	**306,11**	**1 254,95**	**1 298,53**

Crédits de masse salariale (accession des universités aux RCE) : 378,9 M€ en AE et en CP

Les crédits de masse salariale imputés en dépenses de fonctionnement s'élèvent globalement à **378,9 M€** sur cette action ; ils permettent de financer des dépenses de rémunérations supportées précédemment sur le titre 2 pour les établissements ayant déjà accédé l'autonomie et pour ceux qui y accèderont en 2013.

Maintenance et logistique immobilière : 434,1 M€ en AE et en CP

Le montant en **dépenses de fonctionnement** consacrés au financement de la maintenance et logistique immobilière s'élève à **434,1 M€ en AE et en CP** qui se répartissent comme suit :

a- crédits de maintenance et logistique immobilière alloués aux établissements dont la dotation est calculée par le modèle d'allocation des moyens : 365,8 M€ en AE et en CP

Ces crédits concernent les universités et les écoles d'ingénieurs dont la dotation globalisée est calculée par le modèle d'allocations des moyens.

b- crédits de maintenance et logistique immobilière alloués « hors modèle » : 49,1 M€ en AE et en CP

Ces crédits sont versés à des établissements non couverts par le modèle comme les écoles normales supérieures, les instituts d'études politiques, les établissements à vocation d'enseignement supérieur et de recherche, les établissements à vocation principale de recherche, les écoles françaises à l'étranger.

c- actions spécifiques en matière de maintenance et logistique : 19,3 M€ en AE et en CP

Ces crédits concernent essentiellement le financement de charges locatives que des établissements d'enseignement supérieur ont à supporter lorsqu'ils sont amenés à recourir à des locations en raison de surfaces insuffisantes, notamment de façon temporaire lors de travaux de réhabilitation sur des locaux existants.

Désamiantage, réhabilitation et mise en sécurité du campus de Jussieu par l'EPAURIF : 23,2 M€ en AE et 165,2 M€ en CP

L'établissement public d'aménagement universitaire de la région Île-de-France (EPAURIF), créé par décret n°2010-965 du 26 août 2010, est chargé de mettre en œuvre le schéma d'implantation immobilière universitaire en Île-de-France et d'assurer des missions de maîtrise d'ouvrage pour des établissements d'enseignement supérieur situés dans cette région. Il assure également la continuité des missions qu'exerçait l'établissement public du campus de Jussieu (EPCJ), auquel il s'est substitué, pour Jussieu et l'îlot Cuvier.

S'agissant du chantier de Jussieu, l'EPAURIF, en 2013, poursuivra les deux principales opérations de réhabilitation du gril restant à mener à bien, le secteur Est et le secteur Ouest Centre, et continuera de prendre en charge les locations extérieures nécessaires au relogement provisoire des activités pendant les travaux. Les besoins en financement de ces travaux et des frais locatifs sont évalués à **15,7 M€ en AE** et **157,7 M€ en CP.** Aux crédits finançant le chantier du campus de Jussieu, s'ajoute le budget de fonctionnement de l'EPAURIF d'un montant de **7,5 M€.**

Les **dépenses de fonctionnement** représentent **23,2 M€ en AE et en CP** ; elles permettent de prendre en charge notamment les dépenses de locations, de désamiantage et de fonctionnement de l'EPAURIF.

Les **dépenses d'opérations financières** s'élèvent à **142 M€ en CP** ; elles correspondent au financement des opérations de reconstruction et de restructuration du campus de Jussieu et de l'îlot Cuvier.

Mise en sécurité des établissements d'enseignement supérieur hors EPAURIF : 20 M€ en AE et en CP

Ces dernières années, l'État a fait un effort financier important afin de mettre en sécurité les locaux universitaires. Cependant, les schémas directeurs de mise en sécurité élaborés par les établissements depuis 2009 montrent que les besoins en la matière demeurent élevés.

En 2013, ces crédits permettront de soutenir les établissements dont les locaux présentent des problèmes de sécurité pouvant mettre en péril des personnes et nécessitant une intervention urgente de mise en sécurité. Il peut s'agir notamment de conforter des structures posant des problèmes de solidité ou de résistance au feu ou de lever les avis défavorables émis par les commissions de sécurité.

Le montant en **dépenses de fonctionnement** consacré au financement de la mise en sécurité de locaux universitaires est de **20 M€ en AE et en CP**.

Dévolution du patrimoine immobilier : 21,9 M€ en AE et en CP

Les crédits de dévolution sont destinés à financer la contribution récurrente que l'État a prévu d'allouer aux universités bénéficiant du transfert de propriété pour le financement de la charge du renouvellement du patrimoine. Cette dotation est

établie à partir des besoins en surfaces liés à l'activité de l'établissement auxquels s'applique un forfait en € par m² déterminé à partir d'une expertise extérieure menée par un groupement de consultants spécialisés dans l'immobilier.

Les universités s'étant déclarées candidates au transfert de la propriété du patrimoine appartenant à l'État dans le cadre fixé par la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités sont une quinzaine. Le ministère a mis en place une démarche d'expérimentation avec neuf d'entre elles ; il s'agit des universités d'Avignon, Clermont I, Cergy-Pontoise, Marne-la-Vallée, Paris II, Paris VI, Poitiers, Toulouse I et, dans un cadre juridique différent, de Corte.

Cette démarche a abouti aux transferts de propriété en 2011 pour les trois universités les plus avancées dans la démarche, Clermont 1, Toulouse 1 et Poitiers, qui bénéficieront en 2013 des dotations de dévolution suivantes :

- université Clermont 1 :	6,1 M€
- université Toulouse 1 :	5,0 M€
- université de Poitiers :	10,8 M€
Soit un total de :	**21,9 M€**

Les autres projets de dévolution du patrimoine aux universités demandeuses sont suspendus dans l'attente des orientations issues des Assises de l'enseignement supérieur et de la recherche et d'une évaluation des effets des trois opérations de dévolution mises en œuvre.

Contrats de plan État régions 2000-2006 et contrats de projets 2007-2013 : 165,3 M€ en AE et 168 M€ en CP

La description des moyens destinés aux crédits contractualisés est présentée avec les éléments transversaux du programme, dans la partie consacrée aux « Grands projets transversaux et crédits contractualisés ».

Les **dépenses d'investissement** d'un montant de **82,7 M€ en AE et de 84 M€ en CP** couvrent les études et travaux d'opérations pilotées par l'État.

Les **dépenses d'opérations financières** correspondant à des dotations en fonds propres s'élèvent **82,7 M€ en AE et 84 M€ en CP** ; elles permettent de financer la participation de l'État à des opérations pour lesquelles la maîtrise d'ouvrage est confiée à un opérateur de l'État, établissement d'enseignement supérieur, ou à une collectivité territoriale.

Par ailleurs, les contrats de projets 2007-2013 des départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane, Martinique et Réunion) figurent depuis 2011 sur la mission Outre-mer (programme 123) avant de faire l'objet en tout ou partie d'un transfert en gestion sur le programme 150. Le montant prévu pour l'exécution du volet immobilier universitaire de ces CPER en 2013 est de 6,7 M€ en AE et 5,3 M€ en CP.

Au-delà des crédits budgétaires, il est en outre prévu de rattacher des crédits provenant d'une part de collectivités territoriales et d'autres organismes tels que les universités ou les centres régionaux des œuvres universitaires et, d'autre part, du Fonds européen de développement régional (FEDER), pour un montant de **49,3 M€** en AE et **59,9** M€ en CP (dont 2,5 M€ en AE et 7,2 M€ en CP pour le FEDER). La majorité des opérations liées aux fonds de concours relatifs aux constructions universitaires s'inscrivent dans le cadre des contrats passés entre l'État et les régions.

Opérations hors CPER (hors contrats de partenariat public-privé) : 33 M€ en AE et 63,5 M€ en CP

Un certain nombre de projets qui ne sont pas non intégrés dans les contrats de projets font l'objet d'un soutien particulier de l'État. La liste suivante n'est pas exhaustive et ne comprend que quelques opérations emblématiques.

- Muséum national d'histoire naturelle (MNHN)

Le muséum a élaboré un schéma directeur immobilier afin de remettre à niveau l'ensemble du patrimoine immobilier dont il dispose, dont certains édifices présentent une valeur historique remarquable. Étant donné l'ampleur des travaux et leur coût, la réalisation de ce schéma directeur se poursuivra en 2013.

- Institut national d'histoire de l'art (INHA)

La deuxième tranche de rénovation du quadrilatère Richelieu prévoit, pour l'enseignement supérieur, l'installation des bibliothèques de recherche de l'INHA dans le quadrilatère Richelieu et de l'école nationale des Chartes au 65, rue Richelieu. Cette opération a fait l'objet d'une convention de mandat de maîtrise d'ouvrage entre l'État et l'opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la Culture – OPPIC (anciennement EMOC) en 2006, modifiée par plusieurs avenants successifs depuis 2009.

- Contrats triennaux « Strasbourg capitale européenne »

Plusieurs contrats triennaux « Strasbourg ville européenne » successifs, dont le dernier a été signé pour la période 2009-2011, comportent des opérations concernant des locaux universitaires. L'année 2013 sera marquée par la poursuite des chantiers de restructuration de la bibliothèque nationale universitaire de Strasbourg (BNUS) et de construction du pôle d'administration publique de Strasbourg (PAPS).

- Décontamination du site d'Arcueil

Le site d'Arcueil, dans le département du Val-de-Marne, a accueilli à partir des années 1930 jusqu'à la fin des années 1970 l'institut du radium de l'université de Paris, laboratoire de recherche sur la radioactivité. Depuis sa désaffectation, le site, qui a déjà fait l'objet de travaux importants de décontamination dont l'évacuation de la majorité des déchets radioactifs, doit continuer à être dépollué pour des raisons de santé publique.

- Relogement de l'EHESS, de la MSH et de l'EPHE dans le bâtiment Le France

Le relogement de l'EHESS, de la MSH et de l'EPHE dans l'immeuble « le France » pour la période 2010 à 2016 est financé hors CPER par l'État à hauteur de 48,8 M€. Le montant des charges locatives pour 2013 est de 0,9 M€ en AE et 8,1 M€ en CP.

- Restructuration du site Necker (université René Descartes - Paris V)

La restructuration du site Necker, d'un coût total de 22 M€, doit être mise en œuvre à partir de 2013, à la suite de l'opération de désamiantage financée sur des crédits CPER. Une première tranche de 11 M€ sera engagée en 2013.

Par ailleurs, est prise en compte une mesure de transfert de 0,3 M€ en CP au profit du programme 162 (interventions territoriales de l'État) correspondant à la participation du ministère chargé de l'enseignement supérieur à la troisième convention entre l'État et la collectivité territoriale de Corse élaborée dans le cadre du programme exceptionnel d'investissement (PEI) Corse.

Les **dépenses de fonctionnement** d'un montant **de 1 M€ en AE et 8,1 en CP** couvrent des charges locatives de biens immobiliers pris à bail par l'État.

Les **dépenses d'investissement** d'un montant **de 3 M€ en AE et 22,2 en CP** couvrent les travaux d'opérations pilotées par l'État.

Les **dépenses d'opérations financières** s'élèvent **29 M€ en AE et 32,9 M€ en CP** ; elles correspondent aux opérations pour lesquelles la maîtrise d'ouvrage est confiée à un établissement ou une collectivité territoriale.

Opérations réalisées en contrat de partenariat public-privé (PPP) : 178,5 M€ en AE et 47,3 M€ en CP

La description des opérations réalisées en PPP est présentée de façon plus détaillée dans les éléments transversaux du programme, dans la partie consacrée aux « Grands projets transversaux et crédits contractualisés».

Fin 2012, les cinq contrats de partenariat public-privé suivants auront été signés : universités Paris 4, Paris 7, Versailles Saint-Quentin (signés en 2009), MNHN - rénovation du zoo de Vincennes (signé en 2010) et université Toulouse 2-Le Mirail (signé fin 2012). Les dépenses liées à l'exécution de ces contrats en 2013 représentent un montant de **18,8 M€ en AE et 35,6 M€** qui correspondent essentiellement aux redevances des bâtiments livrés et au financement du premier équipement.

La signature de quatre nouveaux contrats de partenariat public-privé est prévue pour 2013 : campus innovant de l'université de Bourgogne à Dijon, laboratoire magna volcan (campus prometteur Clermont), PPP formation innovation (opération campus Grand Lille), campus numérique de l'université européenne de Bretagne (campus prometteur). Les dépenses couvrant ces contrats et incluant des frais de procédure et d'ingénierie s'élèvent à un montant de **133,5 M€ en AE et 4,6 M€ en CP.**

La dizaine d'autres projets immobiliers en cours de préparation nécessite des financements à hauteur de **26,3 M€ en AE et 7,1 M€ en CP** en 2013 qui correspondent essentiellement à des dépenses d'études, de procédures et d'ingénierie ; il s'agit des opérations Campus lorrain (UFR MIM) et Grand Lille (PPP recherche et sports), des campus innovants du Havre, de Valenciennes et de Cergy-Pontoise, des campus prometteurs Clermont (centre de recherche bio-clinique), Nantes, Nice (IMREDD) et Paris-Est ainsi que des réhabilitations de l'UT Paris-Dauphine ou du site de Vélizy.

Les **dépenses d'opérations financières**, évalués en fonction de l'avancement des dossiers, s'élèvent **178,5 M€ en AE et 47,3 M€ en CP**.

ACTION n° 15 — 11,8 %
Pilotage et support du programme



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	161 543 993	1 340 799 122	**1 502 343 115**	
Crédits de paiement	161 543 993	1 340 799 122	**1 502 343 115**	

Cette action comprend essentiellement les moyens consacrés :

- au pilotage du système universitaire : tutelle et pilotage des établissements publics d'enseignement supérieur, en particulier la responsabilité du cadre général, du financement et du contrôle de la qualité des formations ;
- au pilotage opérationnel des établissements (fonctions de direction, d'administration, de gestion financière et de GRH des établissements) ;
- à la dimension internationale de l'enseignement supérieur (notamment les bourses de mobilité, les dotations aux établissements dans le cadre des relations contractuelles) ;
- à la formation des personnels enseignants chercheurs et personnels ingénieurs, administratifs, techniciens et ouvriers de service (IATOS) ;
- au développement des technologies de l'information et de la communication au service des établissements.

EFFECTIFS

Enseignants du 1er degré	6
Enseignants du 2nd degré	95
Enseignants stagiaires	0
Personnels enseignants chercheurs et assimilés	299
Personnels d'accompagnement et de suivi des élèves et étudiants	18
Personnels d'encadrement	198
Personnels administratifs, techniques et de services hors encadrement	2157
Personnels des bibliothèques et des musées	14
Total en ETPT	**2787**

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	12 162 868	12 162 868
Subventions pour charges de service public	1 320 690 828	1 320 690 828
Total	**1 332 853 696**	**1 332 853 696**

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT COURANT

Les crédits de fonctionnement courant sur cette action s'élèvent à **12,2 M€ en autorisations d'engagement (AE) et en crédits de paiement (CP)**. Cette enveloppe permet le financement de plusieurs organismes, notamment l'AERES pour ses dépenses hors masse salariale, et le service inter académique des examens et concours (SIEC) pour l'organisation de concours, ou encore de certains moyens de documentation et de fonctionnement des services centraux du ministère.

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC

Les crédits prévus sur cette action au titre des subventions pour charges de service public s'élèvent à **1 320,7 M€ en AE et en CP**. Ils se décomposent en :

- crédits de masse salariale (1 027,6 M€) consacrés au financement des rémunérations des établissements passés aux responsabilités et compétences élargies.

- autres crédits de fonctionnement alloués aux opérateurs (293,1 M€) qui sont répartis entre :

a - établissements dont la dotation est calculée par le modèle d'allocation des moyens

125,8 M€ sont destinés à être alloués aux établissements à titre de dotation de fonctionnement pour le financement de diverses actions relevant du pilotage de l'établissement. Cette dotation est calculée par le système d'allocation des moyens.

b - établissements « hors modèle »

33,7 M€ sont attribués aux établissements dont la dotation est effectuée en dehors du modèle d'allocation des moyens, essentiellement à destination de l'Agence de mutualisation des universités et établissements -AMUE- de Campus France, de l'Agence Europe Education Formation France (AEEFF), des écoles normales supérieures et des différents grands établissements d'enseignement supérieur (CNAM, EHESS, MNHN, l'Université de technologie en sciences des organisations et de la décision de Paris-Dauphine, …).

c - actions spécifiques (133,6 M€)

Une enveloppe de **83 M€** dite de « bonus contractuel » est mobilisée dans le cadre de la politique contractuelle : l'attribution d'un bonus de crédits au moment du renouvellement du contrat traduit l'accord entre le ministère et l'établissement sur les orientations stratégiques de son activité pour la durée du nouveau contrat.

Une enveloppe de **3,8 M€** est mobilisée pour renforcer les capacités de gouvernance, de pilotage et de gestion de l'activité universitaire (Conférence des directeurs d'IUFM, la coordination de la Formation continue, etc.), ainsi que le fonctionnement des chancelleries des rectorats. 0,8 M€ sont également consacrés à la mise en place d'une enquête sur l'insertion professionnelle.

Cette action finance également le développement des technologies de l'information et de la communication pour un montant de **21,2 M€**.
Il s'agit du développement des réseaux et matériels, en particulier le réseau RENATER, le fonctionnement et l'équipement du Centre informatique national CINES qui, à compter de 2009, a pris en charge le coût de fonctionnement et de l'installation du nouveau supercalculateur et le financement du Grand équipement national de calcul intensif à enlever (GENCI) ou encore d'actions spécifiques destinées au développement des technologies informatiques liées à la recherche et plus généralement des usages des TIC.

Enfin une enveloppe de **10,7 M€** est consacrée au financement de diverses mesures :
- la revalorisation indemnitaire des membres du Conseil National des Universités ;
- le remboursement des coopérants techniques ;
- l'organisation de certaines agrégations (droit privé, droit public, histoire du droit, sciences économiques, sciences de gestion)
- l'accompagnement spécifique du développement de l'antenne universitaire de Mayotte.

La formation des personnels :* 4,1 M€ *en AE et en CP

Ces crédits sont destinés essentiellement à financer l'organisation des concours destinés aux personnels ITARF dans les opérateurs du programme 150, pour des actions de formation et pour accompagner la montée en compétences des établissements depuis la mise en place de la LRU (ESEN).

L'accompagnement des établissements passant aux responsabilités et compétences élargies :

6 M€ en AE et CP pour l'accompagnement des établissements d'enseignement supérieur ayant accédé aux responsabilités et compétences élargies (dont 4 M€ pour l'action sociale : frais de restauration et aide au logement en faveur des personnels des universités)**.**

Cet accompagnement se traduit par l'attribution à chaque établissement d'une dotation destinée à contribuer au pilotage des projets de transformations, à rationaliser leurs fonctions supports, à permettre la professionnalisation de leurs personnels par la formation et par des mesures indemnitaires.

L'accroissement de la dimension internationale de l'enseignement supérieur : 4,8 M€

4,8 M€ sont consacrés à des actions destinées notamment à soutenir la mobilité et les échanges internationaux des étudiants, des enseignants et des chercheurs, à développer de formations vers l'international ou encore à assurer la participation de la France dans des instances de recherche internationales (Council for Science (ICSU)).

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	7 945 426	7 945 426

Les dépenses d'intervention sur cette action s'élèvent à 7,9 M€ dont **3,2 M€** au titre des relations internationales.

Par ailleurs, **2,9 M€** sont destinés au fonctionnement de l'Institut de France et **1,8 M€** sont destinés à renforcer les capacités de gouvernance, de pilotage et de gestion du système universitaire (Conférence des présidents d'université et l'association Conférence Permanente - Conseil National des Universités).

OPÉRATEURS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DU PROGRAMME DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

	LFI 2012		PLF 2013	
Nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)	10 941 630 306	10 941 630 306	11 519 819 040	11 519 819 394
Dotations en fonds propres (titre 7-2)	511 160 959	212 833 739	290 193 000	306 121 844
Transferts (titre 6)				
Total	**11 452 791 265**	**11 154 464 045**	**11 810 012 040**	**11 825 941 238**

FINANCEMENT 2013 DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Pour 2013, l'ensemble des opérateurs du programme devrait se voir attribuer un montant total de subventions évalué à 11 825 M€ en crédits de paiement, pour ce qui concerne le programme 150, dont 11 519,8 M€ au titre des subventions pour charges de service public et 306 M€ au titre des dotations en fonds propres (290 M€ d'AE sont inscrits à ce titre).

Ces dotations se répartissent de la façon suivante :

– la masse salariale des 101 établissements bénéficiant des responsabilités et compétences élargies en 2009, 2010, 2011 et 2012 (9 022,3 M€, soit 76,3 % du total),
– les dotations des universités et des écoles d'ingénieurs réparties dans le cadre du nouveau système d'allocation des moyens (1 873,6 M€ hors allocations de recherche et hors PEDR, soit 15,8 % du total),
– les crédits immobiliers hors maintenance, les dotations aux établissements non intégrés au système d'allocation des moyens et les actions spécifiques (930 M€, soit 7,9 % du total).

S'agissant des dotations de titre 7 (dotations en fonds propres), celles-ci sont réparties pour l'essentiel entre l'établissement public d'aménagement universitaire de la région Île-de-France (EPAURIF) et les universités, le Collège de France, les écoles et formations d'ingénieur, les autres établissements à vocation principale de recherche.

Les crédits répartis en catégorie « Subventions pour charges de service public » dans les tableaux de financement par catégorie d'opérateurs représentent un total de 11 475 M€.

Le reste, soit 44,8 M€, est réparti entre des établissements opérateurs de l'État mais présentés dans d'autres programmes du budget général de l'État (essentiellement : Supélec sur le programme 192 « Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle », l'EHESP sur le programme 204 « Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins », l'École Polytechnique sur le programme 144 « Environnement et prospective de la politique de défense », l'Établissement Public du Musée du Quai Branly sur le programme 175 « patrimoines » et Campus France sur le programme 185 « Diplomatie culturelle et influence »).

Les crédits répartis en catégorie « Dotations en fonds propres » dans les tableaux de financement par catégorie d'opérateurs représentent un total de 95,5 M€ en AE et 239 M€ en CP.

Les autres crédits non répartis correspondent à 194,6 M€ en AE et 67,1 M€ en CP qui devraient être versés par les rectorats à des collectivités locales exerçant la maîtrise d'ouvrage des opérations d'investissement.

BUDGET 2012 DES OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

Précisions d'ordre méthodologique

Les données relatives au budget des opérateurs résultent d'une enquête déclarative lancée annuellement auprès de chacun d'eux (193 opérateurs) par la direction générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle (DGESIP).

Parallèlement à cette enquête, des travaux sont en cours pour enrichir et fiabiliser les données traitées par l'application COFISUP de centralisation et de valorisation des données financières des établissements (extension de l'application au volet budgétaire, mise en place d'un processus de vérification et de qualification des données, mise à disposition d'indicateurs d'analyse financière et de données comparatives). Dans l'attente du résultat de ces travaux, le caractère exhaustif de l'enquête permet d'établir une consolidation des comptes de résultat et des tableaux de financement abrégés par catégories d'opérateurs et de donner une image la plus fiable et complète possible des comptes des opérateurs.

Dans la présentation détaillée de certains opérateurs et catégories d'opérateurs, des écarts peuvent apparaître entre le total des dotations de l'État en LFI 2012 et le montant des dotations de l'État dans le budget des établissements. En effet, les budgets qui sont présentés ci-après sont les budgets après décision modificative qui ont été approuvés en début de gestion 2012 par les conseils d'administration des opérateurs. Par conséquent, ils intègrent des ajustements sur les dotations initiales ainsi que des financements complémentaires attribués en gestion par d'autres programmes de l'État, et qui n'étaient pas connus au moment du vote de la LFI.

Commentaires sur les comptes de l'ensemble des opérateurs

Les comptes agrégés de chaque catégorie d'opérateurs font l'objet d'une présentation distincte sous forme de tableaux et graphiques dans la suite du document budgétaire.

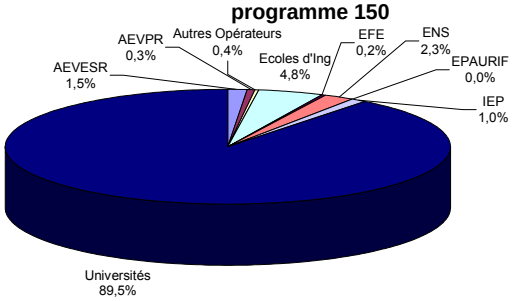
Selon les résultats de l'enquête, l'ensemble des opérateurs du programme 150 devrait disposer en 2012 d'un montant global de ressources de plus de 13,4 Mds€ de recettes encaissables, dont 11,2 Mds€ seront financés par les subventions du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Le budget 2012 des opérateurs est notamment marqué par la quatrième année de transfert de la masse salariale aux 101 établissements ayant accédé en 2009, 2010, 2011 et 2012 aux responsabilités et compétences élargies (RCE), qui se traduit par une augmentation de leur budget de fonctionnement de l'ordre de 9 022 M€, en recettes et en dépenses, Au total, les ressources en provenance du MESR ont été budgétées à hauteur de 11 154 M€ en 2012 contre 10 576,8 M€ en 2011, et représentent 71 % des ressources totales des établissements en 2012, contre 72,4 % en 2011.

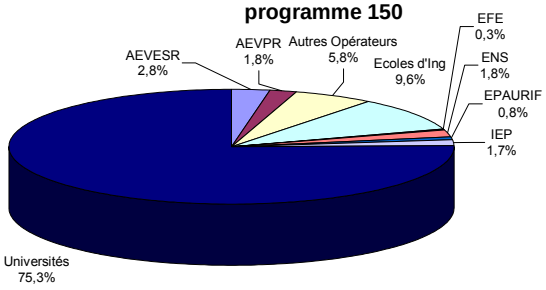
Précisions importantes : les éléments décrits dans les comptes de résultat et les tableaux de financement abrégés intègrent les dotations aux amortissements ou les provisions ; à l'inverse, la ventilation des dépenses par destination n'inclut pas ces éléments, ce qui explique les écarts entre les tableaux.

Part de chaque catégorie d'opérateurs dans les dépenses du budget prévisionnel 2012 :

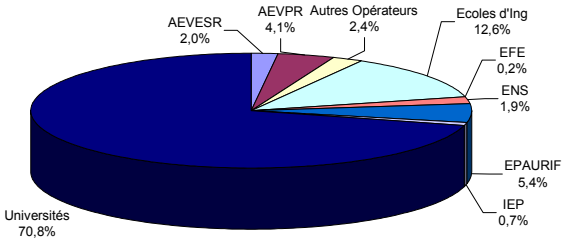
Dépenses de personnel des opérateurs du programme 150



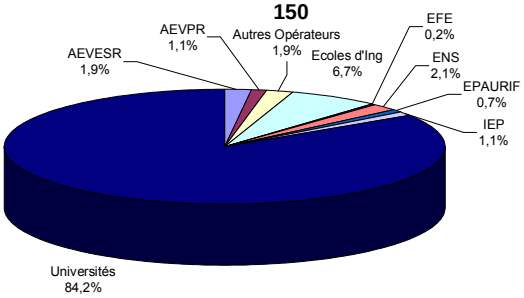
Dépenses de fonctionnement des opérateurs du programme 150



Dépenses d'investissement des opérateurs du programme 150

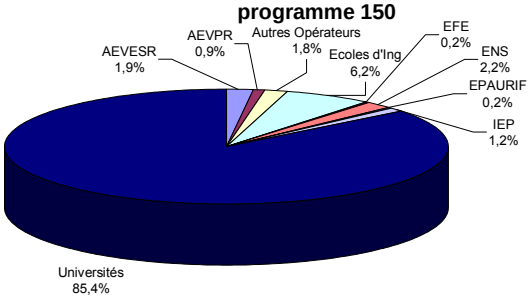


Dépenses totales des opérateurs du programme 150

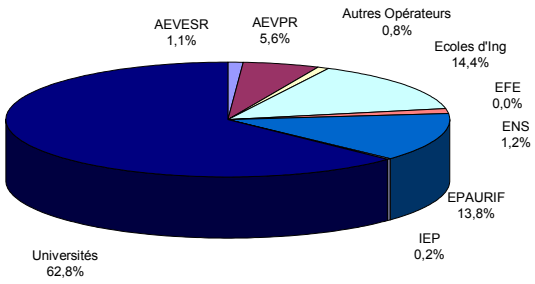


Part de chaque catégorie d'opérateurs dans les recettes du budget prévisionnel 2012 :

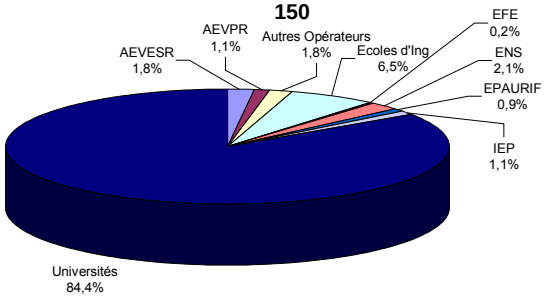
Recettes de fonctionnement des opérateurs du programme 150



Recettes d'investissement des opérateurs du programme 150



Recettes totales des opérateurs du programme 150



CONSOLIDATION DES EMPLOIS

EMPLOIS DES OPÉRATEURS Y COMPRIS OPÉRATEURS MULTI-IMPUTÉS SI PROGRAMME CHEF DE FILE

Intitulé de l'opérateur	Réalisation 2011 (1)				LFI 2012				PLF 2013			
	ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs		
		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*
A2E2F - Agence Europe Education Formation France		12	42			12	31			12	42	
Académie des sciences de l'outre - mer	3	4	0		3	4	0		3	4	0	
ADU Drôme Ardèche - Agence du développement universitaire Drôme Ardèche		5	0			4	0			4	0	
AMUE - Agence de mutualisation des universités et des établissements publics d'enseignement supérieur et de recherche		0	120			0	126			0	133	
Autres établissements à vocation d'enseignement supérieur et de recherche	2 791	1 602	463	*5*	2 277	2 148	465	*6*	2 365	2 148	463	*5*
Autres établissements à vocation principale de recherche	1 672	351	469	*6*	1 757	375	442	*5*	1 744	375	469	*6*
BULAC - Bibliothèque universitaire des langues et civilisations		23	0			27	0			27	0	
Chancelleries des universités	379	0	44		376	0	44		419	0	44	
Collège de France	327	31	14			380	15			380	14	
Ecoles et formations d'ingénieurs	5 257	6 070	2 902	*44*	4 250	7 198	1 659	*23*	4 687	6 341	2 902	*44*
Ecoles françaises à l'étranger		390	17			456	18			456	17	
Ecoles normales supérieures		4 769	406	*2*		5 074	321			5 074	406	*2*
EPAURIF - Etablissement public d'aménagement universitaire de la région Ile-de-France		56	0			69	0			69	0	
Instituts d'études politiques	597	776	384	*8*	581	781	345	*8*	601	781	384	*8*
RENATER - Réseau national de communications pour la technologie, l'enseignement et la recherche		2	25			4	26			4	33	
Universités et assimilés	10 354	125 901	15 260	*708*	7 149	133 707	13 298	*707*	596	141 622	17 200	*708*
Total	**21 380**	**139 992**	**20 146**	***773***	**16 393**	**150 239**	**16 790**	***749***	**10 415**	**157 297**	**22 107**	***773***

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.
(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

Pour l'année 2013, les prévisions d'emplois rémunérés par les opérateurs s'élèvent au total à 179 391 ETP, dont 157 297 relèvent du plafond opérateur et 22 094 décomptés hors plafond (dont 773 contrats aidés).

Comme dans les documents budgétaires des années précédentes, les données prévisionnelles relatives aux emplois rémunérés par les opérateurs du programme sont issues pour partie :

- pour les établissements passés aux RCE, d'une agrégation des prévisions budgétaires de chaque établissement, auxquelles s'ajoutent les créations d'emplois destinés à améliorer la réussite en premier cycle,
- d'une enquête annuelle effectuée auprès des opérateurs n'ayant pas accédé aux RCE,
- pour les établissements passant aux RCE sur l'exercice 2013, d'une prévision de transfert d'emplois des titres 2 vers le budget des opérateurs.

Emplois relevant du sous-plafond État des opérateurs

La prévision 2013 de 157 297 ETP intègre le transfert de 1 905 ETP du titre 2 du budget de l'État vers le budget des opérateurs au titre du passage aux RCE en 2013.

En effet, à compter de l'exercice 2013, 3 nouveaux établissements accéderont, sur le périmètre ministériel, aux RCE, représentant 1 905 ETPT transférés du titre 2 vers les opérateurs. De la même manière que pour le PLF 2012, la liste des opérateurs accédant aux RCE en 2013 est susceptible d'être modifiée après la remise du PAP 2013 et sera, alors, réajustée par la suite.

Par ailleurs, les mesures de transfert entre le titre 2 et le budget des opérateurs intègre un ajustement de 4 155 ETPT des établissements ayant accédé à l'autonomie au 1er janvier 2012, la liste de ces établissements n'étant pas définitivement arrêtée lors de la rédaction du PLF 2012 et le transfert de 2 ETP aux CROUS.

Enfin, il comprend la création de 1 000 emplois dont les recrutements dépendent des échéances de concours.

Les emplois de l'INP de Lorraine (857 ETP) sont intégrés dans la catégorie Universités et assimilés.

Emplois « hors-plafond État » des opérateurs (financés sur ressources propres, formation continue et recherche)

La prévision de 22 107 ETP prend en compte la prévision d'exécution 2012 (extrapolation des données constatées sur les 6 premiers mois de l'année 2012 auxquelles sont appliquées le profil d'exécution des années précédentes) pour les Universités RCE (+3 902 ETP) et l'augmentation observée lors de la réalisation 2011 sur les autres catégories d'opérateurs (+ 1 402 ETP).

Ces évolutions résultent pour une part d'un meilleur décompte des emplois par les établissements eux-mêmes, mais aussi des fluctuations inhérentes aux contrats de recherche ou de formation continue passés par les établissements.

Ces chiffres intègrent les contrats aidés, dont la prévision a été ajustée au montant constaté pour 2011, soit 773 ETP.

EMPLOIS DES OPÉRATEURS MULTI-IMPUTÉS (PROGRAMME NON CHEF DE FILE)

	Réalisation 2011 (1)				**LFI 2012**				**PLF 2013**			
Intitulé de l'opérateur *programme chef de file*	ETPT rémunérés par ce programme (2)	*ETP rémunérés par les opérateurs (3)*			ETPT rémunérés par ce programme (2)	*ETP rémunérés par les opérateurs (3)*			ETPT rémunérés par ce programme (2)	*ETP rémunérés par les opérateurs (3)*		
		sous plafond	*hors plafond*	*dont contrats aidés*		*sous plafond*	*hors plafond*	*dont contrats aidés*		*sous plafond*	*hors plafond*	*dont contrats aidés*
CAMPUS FRANCE - Agence de promotion des formations et des échanges éducatifs et scientifiques (EGIDE + Campus France) *185 Diplomatie culturelle et d'influence*		*208*	*0*			*218*	*3*			*243*	*43*	
EPMQB - Etablissement public du musée du quai Branly *175 Patrimoines*		*255*				*259*				*256*		
Total		***463***	***0***			***477***	***3***			***499***	***43***	

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.
(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.
(3) Selon les informations fournies dans le PAP du programme chef de file.

PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME CHEF DE FILE

LFI 2012*						PLF 2013
Emplois sous plafond *en ETP*	Solde des transferts T2/T3	Solde des transferts internes	Solde des transferts externes	Corrections techniques	Solde net des créations ou suppressions d'emplois	Emplois sous plafond *en ETP*
150 239	+6 060	-2			+1 000	157 297

* Plafond voté en LFI 2012 ou le cas échéant en LFR

PRÉSENTATION DES OPÉRATEURS (OU CATÉGORIES D'OPÉRATEUR)

A2E2F - AGENCE EUROPE EDUCATION FORMATION FRANCE

Le groupement d'intérêt public Agence Europe Éducation Formation France (anciennement« Socrates/Leonardo da Vinci ») a été créé en 2000 pour une durée de sept ans, puis prolongé du 1er janvier 2007 au 31 décembre 2013, afin d'assurer la gestion coordonnée des actions du programme communautaire intégré pour l'éducation et la formation tout au long de la vie, ainsi que des programmes Erasmus Mundus et Tempus et des dispositifs Europass et Euroguidance.

Sont membres du groupement : l'État (représenté par le ministre des affaires étrangères, le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social, la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche et le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt), le Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), le Centre international d'études pédagogiques (CIEP), l'université Paris IV, l'université Bordeaux IV, la Conférence des Présidents d'Universités (CPU) et l'Association nationale pour la formation professionnelle des adultes (AFPA).

L'agence est prestataire pour l'Union européenne au titre des programmes d'échange (ERASMUS, Léonardo,..) : ces crédits d'interventions transitent par le GIP, constituant ainsi une partie importante des recettes comptabilisées.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 15 : Pilotage et support du programme	**726**	**726**	**922**	**922**	**882**	**882**
Subventions pour charges de service public	726	726	922	922	882	882
Total	**726**	**726**	**922**	**922**	**882**	**882**

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	4 198	4 503	Ressources de l'État	2 827	2 814
			- subventions de l'État	*2 827*	*2 814*
Fonctionnement	89 625	149 783	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	4 515	4 368
			Ressources propres et autres	87 097	146 094
Total des charges	**93 823**	**154 286**	**Total des produits**	**94 439**	**153 276**
Résultat : bénéfice	616		Résultat : perte		1 010
Total : équilibre du CR	**94 439**	**154 286**	Total : équilibre du CR	**94 439**	**154 286**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	0	918	Capacité d'autofinancement	674	0
Investissements	207	482	Ressources de l'État		0
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources		
Total des emplois	**207**	**1 400**	**Total des ressources**	**674**	**0**
Apport au fonds de roulement	467		Prélèvement sur le fonds de roulement		1 400

(1) voté

Recettes

Budget Prévisionnel 2012 après DBM 1	Fonctionnement	Investissement	Total
Subvention de l'Etat	**2 814**	**0**	**2 814**
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	1 016	0	1 016
Autres ministères	1 798	0	1 798
Autres subventions et dotations	**4 368**	**0**	**4 368**
Collectivités Locales	0	0	0
Union Européenne	4 177	0	4 177
ANR	0	0	0
Dotations	0	0	0
Divers	191	0	191
Ressources propres	**146 094**	**0**	**146 094**
Droits d'inscriptions	0	0	0
Redevances sur prestations intellectuelles	0	0	0
Contrats de recherche hors ANR	0	0	0
Prestation de formation continue	0	0	0
Taxe d'appentissage	0	0	0
Autres Prestations (Etudes et travaux, ventes de produits et services)	0	0	0
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement…)	146 094	0	146 094
TOTAL des recettes donnant lieu à encaissement	**153 276**	**0**	**153 276**
RZ : Recettes ne donnant pas lieu à encaissement	**0**	**0**	**0**
TOTAL des recettes	**153 276**	**0**	**153 276**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
114- Immobilier	0	0		482	**482**
115- Pilotage et animation du programme de l'établissement	4 503	3 629		0	**8 132**
201- Aides directes		146 062			**146 062**
Total	**4 503**	**149 691**		**482**	**154 676**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	54	43	54
- sous plafond	*12*	*12*	*12*
- hors plafond opérateurs	*42*	*31*	*42*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

ACADÉMIE DES SCIENCES DE L'OUTRE - MER

L'Académie des sciences d'outre-mer (ASOM), est un établissement public à caractère administratif. L'ASOM a pour vocation d'étudier les questions relatives aux pays situés au-delà des mers, et d'associer à cet effet des personnalités françaises et étrangères compétentes. Elle étudie, en toute indépendance, les questions que le Gouvernement lui soumet pour avis et correspond directement avec les institutions et associations nationales ou étrangères qui s'occupent de problèmes analogues.

L'ASOM est composée, sous la présidence d'honneur du ministre chargé de l'éducation nationale, de cent membres titulaires, vingt-cinq « membres libres », cinquante membres associés et cent correspondants. Elle comprend cinq sections correspondant à ses différents grands domaines d'études.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 05 : Bibliothèques et documentation					**10**	**10**
Subventions pour charges de service public					10	10
Action n° 11 : Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	**105**	**105**	**105**	**105**	**103**	**103**
Subventions pour charges de service public	105	105	105	105	103	103
Action n° 14 : Immobilier	**121**	**121**	**121**	**121**	**121**	**121**
Subventions pour charges de service public	121	121	121	121	121	121
Action n° 15 : Pilotage et support du programme	**38**	**38**	**8**	**8**	**30**	**30**
Subventions pour charges de service public	38	38	8	8	30	30
Total	**264**	**264**	**234**	**234**	**264**	**264**

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	167	155	Ressources de l'État	373	234
			- subventions de l'État	*373*	*234*
Fonctionnement	307	267	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions		22
			Ressources propres et autres	172	166
Total des charges	**474**	**422**	**Total des produits**	**545**	**422**
Résultat : bénéfice	71		Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	**545**	**422**	Total : équilibre du CR	**545**	**422**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	135	64
Investissements	116	50	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources		
Total des emplois	**116**	**50**	**Total des ressources**	**135**	**64**
Apport au fonds de roulement	19	14	Prélèvement sur le fonds de roulement		

(1) voté

Recettes

Budget Prévisionnel 2012 après DBM 1	Fonctionnement	Investissement	Total
Subvention de l'Etat	**234**	**0**	**234**
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	234	0	234
Autres ministères	0	0	0
Autres subventions et dotations	**22**	**0**	**22**
Collectivités Locales	0	0	0
Union Européenne	0	0	0
ANR	0	0	0
Dotations	0	0	0
Divers	22	0	22
Ressources propres	**153**	**0**	**153**
Droits d'inscriptions	0	0	0
Redevances sur prestations intellectuelles	0	0	0
Contrats de recherche hors ANR	0	0	0
Prestation de formation continue	0	0	0
Taxe d'appentissage	0	0	0
Autres Prestations (Etudes et travaux, ventes de produits et services)	12	0	12
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement…)	141	0	141
TOTAL des recettes donnant lieu à encaissement	**409**	**0**	**409**
RZ : Recettes ne donnant pas lieu à encaissement	**12**	**0**	**12**
TOTAL des recettes	**421**	**0**	**421**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
105-Bibliothèques et documentation	64	64		25	**153**
113- Diffusion des savoirs et musées	91	127		25	**243**
Total	**155**	**191**		**50**	**396**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	4	4	4
- sous plafond	*4*	*4*	*4*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	3	3	3
- rémunérés par l'État par ce programme	*3*	*3*	*3*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

ADU DRÔME ARDÈCHE - AGENCE DU DÉVELOPPEMENT UNIVERSITAIRE DRÔME ARDÈCHE

Le GIP, créé par arrêté en 1994 pour 7 ans, a été prorogé à 2 reprises pour la même durée et arrivera à échéance le 30 avril 2015. Il est constitué de 7 membres : le département de la Drôme, le département de l'Ardèche, la ville de Valence, l'université Grenoble I, l'université Grenoble II, l'université Grenoble III et l'institut polytechnique de Grenoble. Il a pour objet le développement de l'enseignement supérieur et de la recherche en Drôme Ardèche et notamment sur le pôle valentinois.

Le GIP est soumis aux règles comptables des EPIC et dispose d'un agent comptable. Ses ressources proviennent essentiellement des contributions des membres. Le commissaire du gouvernement du GIP est le recteur de l'académie de Grenoble.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 02 : Formation initiale et continue de niveau master	**132**	**132**	**132**	**132**	**132**	**132**
Subventions pour charges de service public	132	132	132	132	132	132
Action n° 05 : Bibliothèques et documentation	**15**	**15**	**15**	**15**	**15**	**15**
Subventions pour charges de service public	15	15	15	15	15	15
Action n° 15 : Pilotage et support du programme	**180**	**180**	**145**	**145**	**132**	**132**
Subventions pour charges de service public	180	180	145	145	132	132
Total	**327**	**327**	**292**	**292**	**279**	**279**

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	844	967	Ressources de l'État	327	292
			- subventions de l'État	*327*	*292*
Fonctionnement	733	719	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	556	483
			Ressources propres et autres	1 035	809
Total des charges	**1 577**	**1 686**	**Total des produits**	**1 918**	**1 584**
Résultat : bénéfice	341		Résultat : perte		102
Total : équilibre du CR	**1 918**	**1 686**	Total : équilibre du CR	**1 918**	**1 686**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	0	79	Capacité d'autofinancement	198	0
Investissements	10	36	Ressources de l'État	0	0
			Autres subv. d'investissement et dotations	4	0
			Autres ressources	0	0
Total des emplois	**10**	**115**	**Total des ressources**	**202**	**0**
Apport au fonds de roulement	192		Prélèvement sur le fonds de roulement		115

(1) voté

Recettes

Budget Prévisionnel 2012 après DBM 1	Fonctionnement	Investissement	Total
Subvention de l'Etat	**292**	**0**	**292**
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	292	0	292
Autres ministères	0	0	0
Autres subventions et dotations	**483**	**0**	**483**
Collectivités Locales	483	0	483
Union Européenne	0	0	0
ANR	0	0	0
Dotations	0	0	0
Divers	0	0	0
Ressources propres	**179**	**0**	**179**
Droits d'inscriptions	168	0	168
Redevances sur prestations intellectuelles	0	0	0
Contrats de recherche hors ANR	0	0	0
Prestation de formation continue	0	0	0
Taxe d'appentissage	0	0	0
Autres Prestations (Etudes et travaux, ventes de produits et services)	11	0	11
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement…)	0	0	0
TOTAL des recettes donnant lieu à encaissement	**954**	**0**	**954**
RZ : Recettes ne donnant pas lieu à encaissement	**630**	**0**	**630**
TOTAL des recettes	**1 584**	**0**	**1 584**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

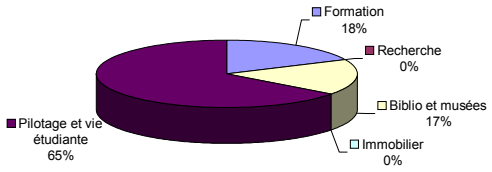
Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

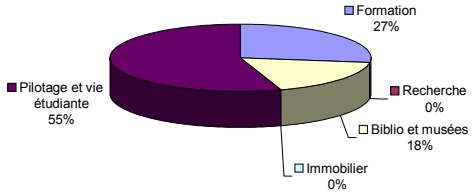
Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
101- Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence	209	75		7	**291**
105- Bibliothèques et documentation	17	148		25	**190**
115-Pilotage et animation du programme de l'établissement	71	459		4	**534**
203- Santé des étudiants et activités associatives,culturelles et sportives	40	14			**54**
Total	**337**	**696**		**36**	**1 069**

Répartition des dépenses par destination de l'ADU Drôme Ardèche

Agence du développement universitaire Drôme Ardèche Réalisé 2011



Agence du développement universitaire Drôme Ardèche Prévisionnel 2012



CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	5	4	4
- sous plafond	*5*	*4*	*4*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

AMUE - AGENCE DE MUTUALISATION DES UNIVERSITÉS ET DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE RECHERCHE

L'AMUE est un groupement d'intérêt public (GIP) créé en 1992. Le GIP est actuellement composé de 172 membres qui sont quasi exclusivement des établissements publics d'enseignement et de recherche, au nombre desquels toutes les universités. L'AMUE a pour objet d'organiser la coopération entre ses membres en vue d'améliorer la qualité de leur gestion, notamment dans le domaine informatique, afin :

– de mettre à disposition des outils communs de gestion et de pilotage ;
– d'accompagner les processus de changement, notamment ceux inscrits dans les projets d'établissements ou décidés par l'État ;
– de fournir une aide aux métiers de la collectivité universitaire et à leur évolution ;
– de partager l'information et d'initier des actions de veille et d'études prospectives sur toute question intéressant la gestion et le pilotage des établissements ;
– de servir de support aux établissements souhaitant mener dans leur domaine de compétences des actions communes.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 15 : Pilotage et support du programme	**10 000**	**10 000**	**6 000**	**6 000**	**9 560**	**9 560**
Subventions pour charges de service public	10 000	10 000	6 000	6 000	9 560	9 560
Total	**10 000**	**10 000**	**6 000**	**6 000**	**9 560**	**9 560**

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat (en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	6 529	8 483	Ressources de l'État	10 000	8 000
			- subventions de l'État	*10 000*	*8 000*
Fonctionnement	20 621	25 054	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions		
			Ressources propres et autres	13 914	20 548
Total des charges	**27 150**	**33 537**	**Total des produits**	**23 914**	**28 548**
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	3 236	4 989
Total : équilibre du CR	**27 150**	**33 537**	Total : équilibre du CR	**27 150**	**33 537**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	791	3 983	Capacité d'autofinancement	0	0
Investissements	1 187	1 282	Ressources de l'État	0	0
			Autres subv. d'investissement et dotations	0	0
			Autres ressources	0	0
Total des emplois	**1 978**	**5 265**	**Total des ressources**	**0**	**0**
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	1 978	5 265

(1) voté

Recettes

Budget Prévisionnel 2012 après DBM 1	Fonctionnement	Investissement	Total
Subvention de l'Etat	**8 000**	**0**	**8 000**
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	8 000	0	8 000
Autres ministères	0	0	0
Autres subventions et dotations	**0**	**0**	**0**
Collectivités Locales	0	0	0
Union Européenne	0	0	0
ANR	0	0	0
Dotations	0	0	0
Divers	0	0	0
Ressources propres	**20 362**	**0**	**20 362**
Droits d'inscriptions	0	0	0
Redevances sur prestations intellectuelles	0	0	0
Contrats de recherche hors ANR	0	0	0
Prestation de formation continue	0	0	0
Taxe d'appentissage	0	0	0
Autres Prestations (Etudes et travaux, ventes de produits et services)	20 332	0	20 332
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement…)	30	0	30
TOTAL des recettes donnant lieu à encaissement	**28 362**	**0**	**28 362**
RZ : Recettes ne donnant pas lieu à encaissement	**186**	**0**	**186**
TOTAL des recettes	**28 548**	**0**	**28 548**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
115-Pilotage et animation du programme de l'établissement	8 483	23 862		1 282	**33 627**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	120	126	133
- hors plafond opérateurs	*120*	*126*	*133*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

AUTRES ÉTABLISSEMENTS À VOCATION D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE RECHERCHE

Cette catégorie d'opérateurs regroupe des établissements dont la spécificité est, hormis pour le CNAM, d'être spécialisés dans un secteur culturel et scientifique particulier. Elle comprend à la fois des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel constitués sous la forme de grands établissements et quelques établissements publics administratifs.

EPSCP

Il s'agit des grands établissements ci-après :

- l'Université de technologie en sciences des organisations et de la décision de Paris-Dauphine ;
- l'Institut national des langues et civilisations orientales assure des formations initiales et continues portant sur l'étude des langues et des civilisations et contribue, par la diffusion de ses productions scientifiques et pédagogiques, à la connaissance des pays concernés ;
- l'École pratique des hautes études a pour mission dans les champs scientifiques qu'elle couvre, le développement de la recherche et la formation par la pratique. L'école comporte aujourd'hui trois sections : sciences de la vie et de la terre, sciences historiques et philologiques, sciences religieuses ;
- l'École des hautes études en sciences sociales a pour mission la recherche et l'enseignement de la recherche en sciences sociales, en incluant dans les sciences sociales, les rapports que celles-ci entretiennent avec les autres sciences ;
- le Conservatoire national des arts et métiers assure principalement la promotion supérieure du travail et la formation professionnelle continue de niveau supérieur ;
- l'École nationale des Chartes prépare, à des concours de personnels scientifiques des archives et des bibliothèques ou ayant en charge le patrimoine national, des élèves ayant le statut de fonctionnaires stagiaires rémunérés par l'État. Les cours organisés reposent sur des formations à et par la recherche en sciences de l'homme et de la société, particulièrement dans les disciplines relatives à l'étude critique, l'exploitation, la conservation, la communication des sources historiques ;
- l'École nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques accueille à la fois des élèves conservateurs stagiaires et des étudiants non fonctionnaires en Master. Les modules organisés reposent sur des formations à et par la recherche et préparent aux concours et fonctions scientifiques et d'encadrement dans les bibliothèques et dans les services de documentation et d'information scientifique et technique.

Les grands établissements peuvent demander à bénéficier des responsabilités et des compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines définies par la loi relative aux libertés et responsabilités des universités : l'université Paris-Dauphine a ainsi accédé aux responsabilités et compétences élargies au 1er janvier 2011 et l'EHESS au 1er janvier 2012.

Établissements publics administratifs (EPA) :

- l'Institut d'administration des entreprises de Paris, rattaché à l'université Paris 1, dispense un enseignement de spécialisation axé sur la gestion des entreprises et des organisations publiques ou privées ;
- l'École nationale supérieure des arts et techniques du théâtre dispense une formation à finalité professionnelle dans le théâtre ;
- l'École nationale supérieure Louis Lumière dispense une formation à finalité professionnelle pour le cinéma ;
- le Centre informatique national de l'enseignement supérieur (CINES) assure pour le compte des établissements publics d'enseignement supérieur et, dans la mesure de ses possibilités, des organismes de recherche, un service dans les domaines suivants : calcul numérique intensif ; exploitation des bases de données d'information et de documentation, notamment celles utilisées dans le secteur des bibliothèques ; expertise et formation en matière de réseaux informatiques nationaux et internationaux et en matière de technologies associées.

L'articulation avec les actions du programme

Dans le programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire », ces établissements sont financés au titre des actions 1, 2, 3 (Licence, Master, Doctorat), 10 (recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement) et 11 (recherche universitaire en sciences de l'Homme et de la société), ainsi que, au sein du programme 231 « Vie étudiante », à l'action 3 « Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives ».

Les actions transversales du programme 150 (immobilier, pilotage et support du programme) comportent également des crédits destinés à ces établissements.

Les liens avec la tutelle ministérielle

La tutelle des grands établissements est assurée directement par le ministre chargé de l'enseignement supérieur, à l'exception de l'université de technologie Paris-Dauphine, qui relève du recteur de l'académie de Paris. S'agissant des EPA, la tutelle est assurée par le recteur d'académie compétent.

Tous ces opérateurs disposent de l'autonomie pédagogique, administrative et financière. Ils délivrent des diplômes propres et des diplômes nationaux. Leurs activités de formation, de recherche et de documentation font l'objet, dans le cadre de la carte des formations supérieures, de contrats d'établissement avec l'État. Chaque renouvellement de contrat donne lieu à une évaluation de ces activités.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence	**565**	**565**	**7 265**	**7 265**	**565**	**565**
Subventions pour charges de service public	565	565	7 265	7 265	565	565
Action n° 02 : Formation initiale et continue de niveau master	**43 407**	**43 407**	**49 712**	**49 712**	**40 829**	**40 829**
Subventions pour charges de service public	43 407	43 407	49 712	49 712	40 829	40 829
Action n° 03 : Formation initiale et continue de niveau doctorat	**1 422**	**1 422**	**6 050**	**6 050**	**4 905**	**4 905**
Subventions pour charges de service public	1 422	1 422	6 050	6 050	4 905	4 905
Action n° 05 : Bibliothèques et documentation	**6 892**	**6 892**	**6 402**	**6 402**	**5 985**	**5 985**
Subventions pour charges de service public	6 892	6 892	6 402	6 402	5 985	5 985

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 06 : Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé	**234**	**234**	**11 329**	**11 329**	**11 724**	**11 724**
Subventions pour charges de service public	234	234	11 329	11 329	11 724	11 724
Action n° 07 : Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	**583**	**583**	**4 838**	**4 838**	**4 606**	**4 606**
Subventions pour charges de service public	583	583	4 838	4 838	4 606	4 606
Action n° 08 : Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	**4 834**	**4 834**	**5 838**	**5 838**	**5 409**	**5 409**
Subventions pour charges de service public	4 834	4 834	5 838	5 838	5 409	5 409
Action n° 10 : Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	**15**	**15**	**1 583**	**1 583**	**1 253**	**1 253**
Subventions pour charges de service public	15	15	1 583	1 583	1 253	1 253
Action n° 11 : Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	**3 988**	**3 988**	**13 935**	**13 935**	**13 801**	**13 801**
Subventions pour charges de service public	3 988	3 988	13 935	13 935	13 801	13 801
Action n° 12 : Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	**9 178**	**9 178**	**15 810**	**15 810**	**23 891**	**23 891**
Subventions pour charges de service public	9 178	9 178	15 810	15 810	23 891	23 891
Action n° 13 : Diffusion des savoirs et musées	**6 360**	**6 360**	**6 326**	**6 326**	**5 711**	**5 711**
Subventions pour charges de service public	6 360	6 360	6 326	6 326	5 711	5 711
Action n° 14 : Immobilier	**15 302**	**15 902**	**20 301**	**22 844**	**17 842**	**17 842**
Subventions pour charges de service public	12 677	12 677	18 274	18 274	17 842	17 842
Dotations en fonds propres	2 625	3 225	2 027	4 570		
Action n° 15 : Pilotage et support du programme	**26 246**	**26 246**	**27 035**	**27 035**	**26 515**	**26 515**
Subventions pour charges de service public	26 246	26 246	27 035	27 035	26 515	26 515
Total pour ce programme	**119 026**	**119 626**	**176 424**	**178 967**	**163 036**	**163 036**
Programme 231 : Vie étudiante	**763**	**763**	**59**	**59**	**515**	**515**
Subventions pour charges de service public	763	763	59	59	515	515
Total	**119 789**	**120 389**	**176 483**	**179 026**	**163 551**	**163 551**

L'évolution des dotations versées à ces établissements entre 2012 et 2013 s'explique par l'ajustement des dotations de fonctionnement aux contrats en cours et des dotations d'investissement aux opérations prévues en 2013.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	114 576	164 113	Ressources de l'État	120 449	165 822
			- subventions de l'État	*120 449*	*165 822*
Fonctionnement	94 909	114 439	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	14 137	16 023
			Ressources propres et autres	88 788	97 369
Total des charges	**209 485**	**278 552**	**Total des produits**	**223 374**	**279 214**
Résultat : bénéfice	13 889	662	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	**223 374**	**279 214**	Total : équilibre du CR	**223 374**	**279 214**

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	0		Capacité d'autofinancement	20 129	5 967
Investissements	16 362	31 195	Ressources de l'État	6 106	7 457
			Autres subv. d'investissement et dotations	1 131	386
			Autres ressources	35	
Total des emplois	**16 362**	**31 195**	**Total des ressources**	**27 401**	**13 810**
Apport au fonds de roulement	11 039		Prélèvement sur le fonds de roulement		17 385

(1) voté

Compte de résultat des AEVESR RCE

Dépenses	RD2011	BP2012	Recettes	RD2011	BP2012
Personnel	**61 259**	**65 296**	Ressource de l'Etat	**55 842**	**56 762**
Fonctionnement	**20 519**	**25 859**	Subvention de l'Etat	**55 842**	**56 762**
Interventions	**0**	**0**	Ressources fiscales	**0**	**0**
			Autres subventions	**2 339**	**4 170**
			Ressources propres et autres	**26 757**	**27 923**
Total des dépenses	**81 778**	**91 155**	**Total des recettes**	**84 938**	**88 855**
Résultat : Bénéfice	**3 160**	**0**	Résultat : Perte	**0**	**2 300**
Total : équilibre du CR	**84 938**	**91 155**	Total équilibre du CR	**84 938**	**91 155**

Tableau de financement abrégé des AEVESR RCE

Emplois	RD2011	BP2012	Ressources	RD2011	BP2012
Insuffisance d'autofinancement	**0**	**1 285**	capacité d'autofinancement	**4 490**	**0**
Investissements	**3 596**	**8 022**	Ressources de l'Etat	**300**	**300**
			Autres subv. D'investissement	**3**	**0**
			Autres ressources	**0**	**0**
Total des emplois	**3 596**	**9 307**	**Total des ressources**	**4 793**	**300**
Apport au fonds de roulement	**1 197**	**0**	prélèvement sur fonds de roulement	**0**	**9 007**

Recettes des AEVESR (RCE + non RCE)

Budget Prévisionnel 2012 après DBM 1	Fonctionnement	Investissement	Total
Subvention de l'Etat	**165 822**	**7 457**	**173 279**
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	165 042	7 457	172 499
Autres ministères	780	0	780
Autres subventions et dotations	**16 023**	**386**	**16 409**
Collectivités Locales	3 226	251	3 477
Union Européenne	5 022	15	5 037
ANR	4 627	55	4 682
Dotations	0	0	0
Divers	3 148	65	3 213
Ressources propres	**86 988**	**0**	**86 988**
Droits d'inscriptions	17 279	0	17 279
Redevances sur prestations intellectuelles	10	0	10
Contrats de recherche hors ANR	2 306	0	2 306
Prestation de formation continue	30 099	0	30 099
Taxe d'appentissage	6 728	0	6 728
Autres Prestations (Etudes et travaux, ventes de produits et services)	25 289	0	25 289
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement…)	5 277	0	5 277
TOTAL des recettes donnant lieu à encaissement	**268 833**	**7 843**	**276 676**
RZ : Recettes ne donnant pas lieu à encaissement	**10 383**	**0**	**10 383**
TOTAL des recettes	**279 216**	**7 843**	**287 059**

Recettes des AEVESR RCE

Budget Prévisionnel 2012 après DBM 1	Fonctionnement	Investissement	Total
Subvention de l'Etat	**56 763**	**300**	**57 063**
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	56 449	300	56 749
Autres ministères	314	0	314
Autres subventions et dotations	**4 171**	**0**	**4 171**
Collectivités Locales	1 278	0	1 278
Union Européenne	448	0	448
ANR	1 185	0	1 185
Dotations	0	0	0
Divers	1 260	0	1 260
Ressources propres	**23 709**	**0**	**23 709**
Droits d'inscriptions	4 475	0	4 475
Redevances sur prestations intellectuelles	0	0	0
Contrats de recherche hors ANR	1 093	0	1 093
Prestation de formation continue	8 001	0	8 001
Taxe d'appentissage	2 782	0	2 782
Autres Prestations (Etudes et travaux, ventes de produits et services)	7 178	0	7 178
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement…)	180	0	180
TOTAL des recettes donnant lieu à encaissement	**84 643**	**300**	**84 943**
RZ : Recettes ne donnant pas lieu à encaissement	**4 215**	**0**	**4 215**
TOTAL des recettes	**88 858**	**300**	**89 158**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

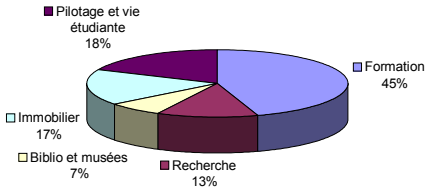
Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
101 - Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence	27 724	5 716		477	**33 917**
102 - Formation initiale et continue de niveau master	48 481	15 974		907	**65 362**
103 - Formation initiale et continue de niveau doctorat	7 440	1 798		6	**9 244**

(En milliers d'euros)

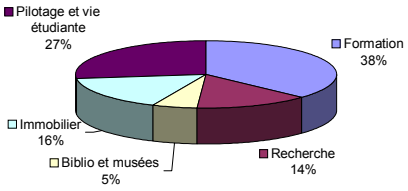
Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
105 - Bibliothèques et documentation	2 316	3 162		426	**5 904**
106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé	940	1 276		439	**2 655**
107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	2 309	1 361		305	**3 975**
108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	1 076	1 196		1 107	**3 379**
110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement					
111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	10 158	10 006		306	**20 470**
112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	1 315	4 579		4 960	**10 854**
113 - Diffusion des savoirs et musées	3 556	6 023		484	**10 063**
114 - Immobilier	2 482	27 874		17 619	**47 975**
115 - Pilotage et animation du programme de l'établissement	56 173	18 138		4 093	**78 404**
201 - Aides directes		200			**200**
202 - Aides indirectes	56	27		31	**114**
203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	32	301		33	**366**
Destinations autres programmes					
Total	**164 058**	**97 631**		**31 193**	**292 882**

Répartition des dépenses par nature

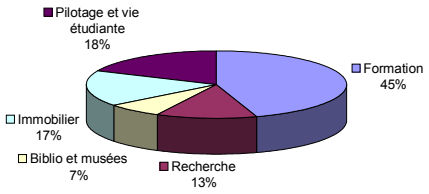
Autres établissements à vocation d'enseignement supérieur et de recherche Réalisé 2011



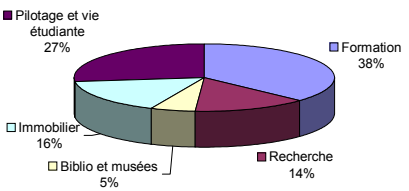
Autres établissements à vocation d'enseignement supérieur et de recherche Prévisionnel 2012



Autres établissements à vocation d'enseignement supérieur et de recherche Réalisé 2011



Autres établissements à vocation d'enseignement supérieur et de recherche Prévisionnel 2012



CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	2 065	2 613	2 611
- sous plafond	*1 602*	*2 148*	*2 148*
- hors plafond opérateurs	*463*	*465*	*463*
dont contrats aidés	*5*	*6*	*5*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	2 791	2 277	2 365
- rémunérés par l'État par ce programme	*2 791*	*2 277*	*2 365*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

AUTRES ÉTABLISSEMENTS À VOCATION PRINCIPALE DE RECHERCHE

Cette catégorie regroupe six établissements intervenant principalement dans le secteur de la recherche.

Quatre d'entre eux (IPGP, MNHN, INHA et Observatoire de Paris) sont des EPSCP auxquels s'applique le statut de grand établissement défini à l'article L. 717-1 du code de l'éducation. Ils peuvent demander à bénéficier des responsabilités et des compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines définies par la loi relative aux libertés et responsabilités des universités. Le cinquième (l'OCA), en tant qu'établissement public administratif, relève du décret n°2008-606 du 26 juin 2008 précisant les conditions dans lesquelles certains établissements publics administratifs peuvent demander à bénéficier de responsabilités et compétences élargies, être habilités à créer une fondation partenariale et bénéficier du transfert des biens mobiliers et immobiliers appartenant à l'État qui leur sont affectés ou sont mis à leur disposition.

Institut de physique du globe de Paris

L'Institut de Physique du Globe de Paris (IPGP), créé en 1921, est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP), qui a le statut de grand établissement. Ses missions sont l'observation et l'étude des phénomènes naturels, la recherche, l'enseignement, et la diffusion et la valorisation des connaissances dans le domaine des sciences physiques de la terre. L'IPGP a également la responsabilité de cinq observatoires (observatoire magnétique créé en 1936 à Chambon-la-Forêt, observatoire sismologique et trois observatoires volcanologiques en Guadeloupe, à la Martinique et à la Réunion).

Muséum national d'histoire naturelle

Le Muséum national d'histoire naturelle est un EPSCP doté du statut de grand établissement et relevant de la tutelle conjointe des ministres chargés de l'enseignement supérieur, de l'environnement et de la recherche. Il est régi par le décret n° 2001- 916 du 3 octobre 2001. Il est devenu « musée de France » le 6 janvier 2002.

Ses missions sont : la recherche fondamentale et appliquée, la conservation et l'enrichissement des collections issues du patrimoine naturel et culturel, l'enseignement, l'expertise, la valorisation, la diffusion des connaissances et l'action éducative et culturelle à l'intention de tous les publics.

Fondation Maison des Sciences de l'Homme

Créée au début des années 60 à l'initiative de Fernand Braudel, la Fondation Maison des Sciences de l'Homme (FMSH) est un établissement d'utilité publique, personne morale de droit privé, conçue sur le modèle institutionnel de la Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP). A la différence de sa devancière, la FMSH ne gère pas d'établissement d'enseignement supérieur et ne dispose d'aucune équipe de recherche qui lui soit rattachée. Elle a servi de modèle à la création des autres MSH et fait partie intégrante de leur réseau national. Mais la FMSH reste une institution originale dans le système français de recherche où se sont développées récemment plusieurs fondations reconnues d'utilité publique.

Selon le décret du 4 janvier 1963 modifié, la FMSH a pour but « la promotion de l'étude des sociétés humaines considérées avant tout dans leurs réalités actuelles et à partir d'elles ». Elle est au service des activités de recherche de toutes les Sciences Humaines et Sociales (SHS) sans distinction de discipline et sans limite territoriale. Outil pour les institutions de recherche en SHS, elle dispose de services d'édition, de bibliothèque, de diffusion d'ouvrage et de valorisation, de financement et de lieu d'accueil pour des projets de recherche originaux.

Une réforme de ses statuts a été engagée suivant les observations du ministre de l'intérieur et découlant des rapports de la Cour des comptes et de l'IGAENR s'agissant notamment de la dotation de la fondation, des rapports avec les autorités de l'État et de la disparition des membres fondateurs.

Institut national d'histoire de l'art

L'institut national d'histoire de l'art (INHA), créé en juillet 2001, est un EPCSCP, doté du statut de grand établissement et placé sous la tutelle conjointe des ministres chargés de l'enseignement supérieur, de la recherche, de la culture et du budget.

L'INHA exerce, d'une part, des activités de recherche, de formation à la recherche documentaire et de diffusion des connaissances, et, d'autre part, assure la constitution, la conservation, l'enrichissement et la valorisation de ses collections propres et des collections qui lui sont confiées, réunies en bibliothèque. Il offre ainsi à un public composé de chercheurs, d'étudiants et d'amateurs, des collections de référence en art et en archéologie, disciplines dans lesquelles la bibliothèque est CADIST (Centre d'acquisition et de diffusion de l'information scientifique et technique). L'INHA est par ailleurs engagé dans la préfiguration d'une grande bibliothèque de référence en histoire de l'art et en archéologie : cette nouvelle bibliothèque, dont l'ouverture est prévue à l'horizon 2014, offrira 1,6 million de documents dans un espace de 9 600 m2, situé au sein du quadrilatère Richelieu rénové (salle Labrouste).
A l'instar des autres grands centres d'histoire de l'art dans le monde, les équipes de recherche de l'INHA s'adossent et puisent une partie de leurs objectifs dans les collections de leur bibliothèque. Ainsi, les projets scientifiques donnent-ils la prééminence aux programmes documentaires fédérateurs, à l'enrichissement et à la valorisation des ressources et des outils scientifiques.

Observatoire de Paris

L'Observatoire de Paris est un centre de recherches en astronomie et en astrophysique localisé sur 3 sites (Paris, Meudon, Nançay), doté du statut d'EPSCP et constitué sous la forme d'un grand établissement.
Il remplit trois missions fondamentales :

- la recherche, en contribuant au progrès de la connaissance de l'univers. Il est également chargé de fournir à la communauté nationale et internationale des services liés à son activité de recherche et de mettre en œuvre des activités de coopération internationale ;
- la formation initiale et continue ;
- la diffusion des connaissances.

La recherche menée à l'Observatoire de Paris s'organise autour des principaux thèmes en astronomie et en astrophysique (métrologie de l'espace et du temps, soleil et système soleil-terre, systèmes planétaires, milieu interstellaire, physique des étoiles, physique des galaxies, cosmologie, objets compacts et ondes gravitationnelles, histoire des sciences).

Observatoire de la Côte d'Azur

L'Observatoire de la Côte d'Azur (OCA) résulte de la fusion de l'Observatoire de Nice et d'un service interuniversitaire géré par l'Observatoire de Paris : le Centre d'études et de recherches en géodynamique et astrométrie.
Établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur, il est doté de l'autonomie administrative, financière et scientifique et a été rattaché à l'université de Nice par décret n° 2008-1134 du 3 novembre 2008.

L'articulation avec les actions du programme

Ces établissements sont rattachés au titre du programme 150 aux actions relatives à la formation initiale et continue de niveau Master (action 2) et de niveau Doctorat (action 3), aux actions de recherche universitaire 5, 6, 8, 10, 11, 12 ainsi qu'à l'action 13 « diffusion des savoirs ». Les actions transversales du programme (immobilier, pilotage et support du programme) comportent également des crédits destinés à ces établissements.

Les liens avec la tutelle ministérielle

La tutelle de ces établissements est exercée directement par le niveau ministériel. Tous disposent d'un contrat conclu au cours de vagues successives. Les négociations contractuelles conduites en lien avec la direction chargée de la

recherche au MESR, fixent les objectifs de la politique scientifique de ces établissements, dont l'évaluation est réalisée lors de chaque renouvellement de contrat.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence			**55**	**55**		
Subventions pour charges de service public			55	55		
Action n° 02 : Formation initiale et continue de niveau master	**1 210**	**1 210**	**2 012**	**2 012**	**1 416**	**1 416**
Subventions pour charges de service public	1 210	1 210	2 012	2 012	1 416	1 416
Action n° 03 : Formation initiale et continue de niveau doctorat	**1 170**	**1 170**	**2 083**	**2 083**	**1 119**	**1 119**
Subventions pour charges de service public	1 170	1 170	2 083	2 083	1 119	1 119
Action n° 05 : Bibliothèques et documentation	**4 115**	**4 115**	**4 062**	**4 062**	**3 976**	**3 976**
Subventions pour charges de service public	4 115	4 115	4 062	4 062	3 976	3 976
Action n° 06 : Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé	**1 145**	**1 145**	**1 144**	**1 144**	**1 145**	**1 145**
Subventions pour charges de service public	1 145	1 145	1 144	1 144	1 145	1 145
Action n° 08 : Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	**40**	**40**	**40**	**40**	**40**	**40**
Subventions pour charges de service public	40	40	40	40	40	40
Action n° 10 : Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	**5 880**	**5 880**	**5 548**	**5 548**	**5 341**	**5 341**
Subventions pour charges de service public	5 880	5 880	5 548	5 548	5 341	5 341
Action n° 11 : Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	**9 215**	**9 215**	**9 221**	**9 221**	**8 178**	**8 178**
Subventions pour charges de service public	9 215	9 215	9 221	9 221	8 178	8 178
Action n° 12 : Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	**3 276**	**3 276**	**2 618**	**2 618**	**4 815**	**4 815**
Subventions pour charges de service public	3 276	3 276	2 618	2 618	4 815	4 815
Action n° 13 : Diffusion des savoirs et musées	**13 147**	**13 147**	**12 771**	**12 771**	**12 517**	**12 517**
Subventions pour charges de service public	13 147	13 147	12 771	12 771	12 517	12 517
Action n° 14 : Immobilier	**30 009**	**32 444**	**26 333**	**44 389**	**26 891**	**36 254**
Subventions pour charges de service public	10 457	10 457	9 333	9 333	9 891	9 891
Dotations en fonds propres	19 552	21 987	17 000	35 056	17 000	26 363
Action n° 15 : Pilotage et support du programme	**5 473**	**5 473**	**5 715**	**5 715**	**5 821**	**5 821**
Subventions pour charges de service public	5 473	5 473	5 715	5 715	5 821	5 821
Total pour ce programme	**74 680**	**77 115**	**71 602**	**89 658**	**71 259**	**80 622**
Programme 231 : Vie étudiante					**94**	**94**
Subventions pour charges de service public					94	94
Total	**74 680**	**77 115**	**71 602**	**89 658**	**71 353**	**80 716**

L'évolution des crédits versés à ces établissements entre 2012 et 2013 s'explique essentiellement par l'ajustement des dotations d'investissement aux opérations prévues en 2013.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat (en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	39 095	46 132	Ressources de l'État	63 217	63 670
			- subventions de l'État	*63 217*	*63 670*
Fonctionnement	85 020	83 773	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	12 671	19 483
			Ressources propres et autres	66 957	54 455
Total des charges	**124 115**	**129 905**	**Total des produits**	**142 845**	**137 608**
Résultat : bénéfice	18 730	7 703	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	**142 845**	**137 608**	Total : équilibre du CR	**142 845**	**137 608**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	31 560	12 447
Investissements	53 383	64 822	Ressources de l'État	20 789	34 881
			Autres subv. d'investissement et dotations	2 549	4 475
			Autres ressources	0	5
Total des emplois	**53 383**	**64 822**	**Total des ressources**	**54 898**	**51 808**
Apport au fonds de roulement	1 515		Prélèvement sur le fonds de roulement		13 014

(1) voté

Recettes

Budget Prévisionnel 2012 après DBM 1	Fonctionnement	Investissement	Total
Subvention de l'Etat	**63 670**	**34 881**	**98 551**
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	54 332	34 302	88 634
Autres ministères	9 338	579	9 917
Autres subventions et dotations	**19 484**	**4 476**	**23 960**
Collectivités Locales	3 208	1 200	4 408
Union Européenne	6 759	1 500	8 259
ANR	5 117	1 598	6 715
Dotations	0	100	100
Divers	4 400	78	4 478
Ressources propres	**43 995**	**5**	**44 000**
Droits d'inscriptions	167	0	167
Redevances sur prestations intellectuelles	105	0	105
Contrats de recherche hors ANR	8 742	0	8 742
Prestation de formation continue	85	0	85
Taxe d'appentissage	69	0	69
Autres Prestations (Etudes et travaux, ventes de produits et services)	16 986	0	16 986
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement…)	17 841	5	17 846
TOTAL des recettes donnant lieu à encaissement	**127 149**	**39 362**	**166 511**
RZ : Recettes ne donnant pas lieu à encaissement	**10 459**	**0**	**10 459**
TOTAL des recettes	**137 608**	**39 362**	**176 970**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

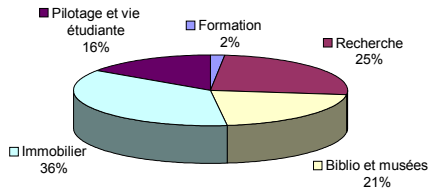
Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

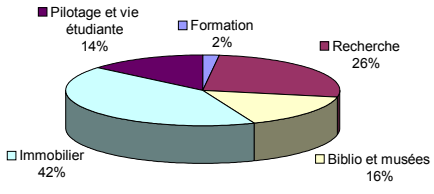
Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
102 - Formation initiale et continue de niveau master	415	523		57	**995**
103 - Formation initiale et continue de niveau doctorat	2 093	201		7	**2 301**
105 - Bibliothèques et documentation	2 609	2 385		401	**5 395**
106- Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	3 200	2 370		460	**6 030**
110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	6 782	9 791		7 989	**24 562**
111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	3 128	4 736		203	**8 067**
112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	928	1 272		224	**2 424**
113 - Diffusion des savoirs et musées	9 405	9 517		780	**19 702**
114 - Immobilier	2 038	16 323		48 513	**66 874**
115 - Pilotage et animation du programme de l'établissement	5 585	12 036		4 241	**21 862**
201 - Aides directes	50				**50**
Autres programmes	9 899	9 418		1 947	**21 264**
Total	**46 132**	**68 572**		**64 822**	**179 526**

Répartition des dépenses par destination

Autres établissements à vocation principale de recherche
Réalisé 2011



Autres établissements à vocation principale de recherche
Prévisionnel 2012



CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	820	817	844
- sous plafond	*351*	*375*	*375*
- hors plafond opérateurs	*469*	*442*	*469*
dont contrats aidés	*6*	*5*	*6*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	1 672	1 757	1 744
- rémunérés par l'État par ce programme	*1 672*	*1 757*	*1 744*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

BULAC - BIBLIOTHÈQUE UNIVERSITAIRE DES LANGUES ET CIVILISATIONS

La Bibliothèque universitaire des langues et civilisations (BULAC) est un groupement d'intérêt public porté par neuf membres : l'État représenté par le ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, les universités Paris I Panthéon-Sorbonne, Paris III Sorbonne-Nouvelle, Paris IV Sorbonne, Paris VII Denis Diderot, l'École pratique des hautes études, l'École des hautes études en sciences sociales, l'École française d'Extrême-Orient et l'Institut national des langues et civilisations orientales. La convention constitutive du groupement a été approuvée en septembre 2003 et renouvelée pour 4 ans à compter du 4 novembre 2009. Deux représentants du ministre chargé de l'enseignement supérieur et deux représentants du ministre chargé de la recherche siègent au conseil d'administration de ce groupement.

La BULAC rassemble vingt-trois entités documentaires, réparties sur quinze sites à Paris et en proche banlieue, qui composent le noyau initial de la future bibliothèque dont le nouveau bâtiment a ouvert en décembre 2011. La BULAC est en effet partie intégrante du Pôle des langues et civilisations du monde, qui doit réunir sur la ZAC Paris-Rive-Gauche la majorité des acteurs et des moyens consacrés en Île-de-France à l'orientalisme, en termes de documentation, d'enseignement et de recherche. La bibliothèque des langues orientales, service inter-établissements de coopération documentaire, a été intégrée dans la BULAC en juin 2010.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 05 : Bibliothèques et documentation	**3 013**	**3 013**	**2 953**	**2 953**	**3 002**	**3 002**
Subventions pour charges de service public	3 013	3 013	2 953	2 953	3 002	3 002
Total	**3 013**	**3 013**	**2 953**	**2 953**	**3 002**	**3 002**

L'évolution de la dotation versée à cet établissement entre 2012 et 2013 s'explique par la prise en compte de l'actualisation des moyens donnés en 2012.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	1 015	1 194	Ressources de l'État	3 013	3 143
			- subventions de l'État	*3 013*	*3 143*
Fonctionnement	2 828	2 772	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	273	285
			Ressources propres et autres	344	538
Total des charges	**3 843**	**3 966**	**Total des produits**	**3 630**	**3 966**
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	213	
Total : équilibre du CR	**3 843**	**3 966**	Total : équilibre du CR	**3 843**	**3 966**

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	213	300	Capacité d'autofinancement		
Investissements	3 238		Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations	3 208	
			Autres ressources		
Total des emplois	**3 451**	**300**	**Total des ressources**	**3 208**	
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	243	300

(1) voté

Recettes

Budget Prévisionnel 2012 après DBM 1	Fonctionnement	Investissement	Total
Subvention de l'Etat	**3 143**	**0**	**3 143**
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	3 143	0	3 143
Autres ministères	0	0	0
Autres subventions et dotations	**285**	**0**	**285**
Collectivités Locales	0	0	0
Union Européenne	0	0	0
ANR	0	0	0
Dotations	0	0	0
Divers	285	0	285
Ressources propres	**238**	**0**	**238**
Droits d'inscriptions	210	0	210
Redevances sur prestations intellectuelles	0	0	0
Contrats de recherche hors ANR	0	0	0
Prestation de formation continue	0	0	0
Taxe d'appentissage	0	0	0
Autres Prestations (Etudes et travaux, ventes de produits et services)	27	0	27
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement…)	1	0	1
TOTAL des recettes donnant lieu à encaissement	**3 666**	**0**	**3 666**
RZ : Recettes ne donnant pas lieu à encaissement	**300**	**0**	**300**
TOTAL des recettes	**3 966**	**0**	**3 966**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

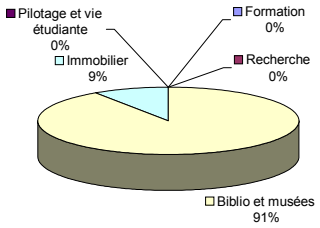
Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

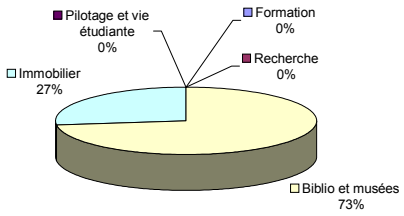
Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
105-Bibliothèques et documentation	1 194	1 418			**2 612**
114-Immobilier		968			**968**
Total	**1 194**	**2 386**			**3 580**

Répartition des dépenses par destination de la BULAC

Bibliothèque universitaire des langues et civilisations Réalisé 2011



Bibliothèque universitaire des langues et civilisations Prévisionnel 2012



CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	23	27	27
- sous plafond	*23*	*27*	*27*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

CAMPUS FRANCE - AGENCE DE PROMOTION DES FORMATIONS ET DES ÉCHANGES ÉDUCATIFS ET SCIENTIFIQUES (EGIDE + CAMPUS FRANCE)

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	**Réalisation 2011**		**LFI 2012**		**PLF 2013**	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 15 : Pilotage et support du programme					**1 900**	**1 900**
Subventions pour charges de service public					1 900	1 900
Total					**1 900**	**1 900**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur **	208	221	286
- sous plafond opérateurs	*208*	*218*	*243*
- hors plafond opérateurs	*0*	*3*	*43*

(1) La réalisation N2 reprend la présentation du RAP N2.
** Selon les informations fournies dans le PAP ou le RAP du programme **chef de file** pour cet opérateur (185 Diplomatie culturelle et d'influence).

CHANCELLERIES DES UNIVERSITÉS

Les chancelleries sont des EPA nationaux, prévus à L. 222-2 du code de l'éducation et régies par décret modifié n° 71-1105 du 30 décembre 1971 relatif aux chancelleries (arrêté d'application du 10 avril 2002 modifié). Il existe une chancellerie dans chaque académie, dirigée par le recteur.

La mission principale d'une chancellerie est d'assurer l'administration des biens et charges indivis entre plusieurs EPSCP et, le cas échéant, un ou plusieurs EPA. Dans ce cadre, elle peut acquérir ou céder des biens mobiliers pour le compte de ces établissements.

Par ailleurs, la chancellerie administre et gère les biens immobiliers qui lui sont affectés ou qui sont mis à sa disposition par l'État ; elle peut être chargée de l'administration et la gestion de biens mobiliers et immobiliers acquis par des EPSCP ou par des EPA, ou qui sont affectés à ces établissements ou mis à leur disposition par l'État. Elle assure également la gestion des moyens provenant notamment de l'État et des EPSCP, mis à disposition du recteur pour l'exercice des missions que lui confie le code de l'éducation à l'égard de ces établissements. La chancellerie est autorisée à transiger au sens de l'article 2044 du code civil. Dans le cadre de ces missions, elle peut assurer, par voie de convention conclue avec l'État ou un ou plusieurs établissements publics, des prestations de services à titre onéreux.

Les chancelleries sont placées sous la tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Les délibérations à caractère budgétaire et financier du conseil d'administration de la chancellerie sont soumises à l'approbation du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Les chancelleries sont soumises au contrôle financier de l'État institué par le décret du 4 juillet 2005.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 14 : Immobilier	**700**	**700**	**1 948**	**1 856**	**700**	**700**
Subventions pour charges de service public	700	700	700	700	700	700
Dotations en fonds propres			1 248	1 156		
Action n° 15 : Pilotage et support du programme	**1 523**	**1 523**	**1 464**	**1 464**	**1 364**	**1 364**
Subventions pour charges de service public	1 523	1 523	1 464	1 464	1 364	1 364
Total	**2 223**	**2 223**	**3 412**	**3 320**	**2 064**	**2 064**

L'évolution des crédits versés à ces établissements entre 2012 et 2013 s'explique par l'ajustement des dotations d'investissement aux opérations prévues en 2013.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	1 315	1 276	Ressources de l'État	3 437	2 891
			- subventions de l'État	*3 437*	*2 891*
Fonctionnement	25 909	28 662	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	2 207	261
			Ressources propres et autres	25 730	25 978
Total des charges	**27 224**	**29 938**	**Total des produits**	**31 374**	**29 130**
Résultat : bénéfice	4 150		Résultat : perte		808
Total : équilibre du CR	**31 374**	**29 938**	Total : équilibre du CR	**31 374**	**29 938**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	7 086	321
Investissements	8 833	13 965	Ressources de l'État	1 534	1 217
			Autres subv. d'investissement et dotations	5 559	700
			Autres ressources	3 260	1 899
Total des emplois	**8 833**	**13 965**	**Total des ressources**	**17 439**	**4 137**
Apport au fonds de roulement	8 606		Prélèvement sur le fonds de roulement		9 828

(1) voté

Recettes

Budget Prévisionnel 2012 après DBM 1	Fonctionnement	Investissement	Total
Subvention de l'Etat	**2 891**	**1 217**	**4 108**
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	2 515	1 217	3 732
Autres ministères	376	0	376
Autres subventions et dotations	**261**	**700**	**961**
Collectivités Locales	72	0	72
Union Européenne	0	0	0
ANR	0	0	0
Dotations	0	0	0
Divers	189	700	889
Ressources propres	**19 932**	**1 892**	**21 824**
Droits d'inscriptions	0	0	0
Redevances sur prestations intellectuelles	0	0	0
Contrats de recherche hors ANR	0	0	0
Prestation de formation continue	0	0	0
Taxe d'appentissage	0	0	0
Autres Prestations (Etudes et travaux, ventes de produits et services)	14 737	0	14 737
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement…)	5 195	1 892	7 087
TOTAL des recettes donnant lieu à encaissement	**23 084**	**3 809**	**26 893**
RZ : Recettes ne donnant pas lieu à encaissement	**6 045**	**7**	**6 052**
TOTAL des recettes	**29 129**	**3 816**	**32 945**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

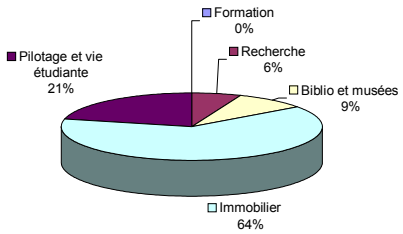
Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

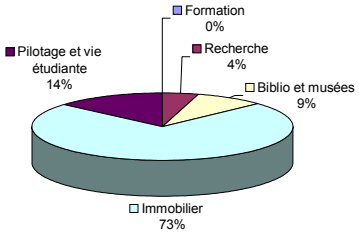
Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
105-Bibliothèques et documentation	194	2 502		425	**3 121**
106-Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé	4	664			**668**
112- Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	158	733		86	**977**
114-Immobilier	801	14 911		11 157	**26 869**
115- Pilotage et animation du programme de l'établissement	111	2 325		2 285	**4 721**
201-Aides directes		142			**142**
202- Aides indirectes		68			**68**
203- Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives		19			**19**
autres programmes	8	137		7	**152**
Total	**1 276**	**21 501**		**13 960**	**36 737**

Répartition des dépenses par destination des chancelleries des universités :

Chancelleries des universités
Réalisé 2011



Chancelleries des universités
Prévisionnel 2012



CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	44	44	44
- hors plafond opérateurs	*44*	*44*	*44*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	379	376	419
- rémunérés par l'État par ce programme	*379*	*376*	*419*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

COLLÈGE DE FRANCE

Le Collège de France est un grand établissement placé sous la tutelle directe du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Il est régi par le décret du 24 mai 1911 et le décret n° 90-909 du 5 octobre 1990.

Institution singulière en France, sans équivalent à l'étranger, le Collège de France occupe une situation à part dans la recherche fondamentale et l'enseignement supérieur français. Le Collège de France n'est en effet ni une université, ni une grande école. Il ne transmet pas à des étudiants un savoir acquis à partir de programmes définis et ne prépare à aucun diplôme.

L'article 3 de ses statuts précise qu'il « a pour mission de contribuer au développement et au progrès de la science et de la culture, de promouvoir la recherche et d'en diffuser les résultats par des enseignements, des missions et des publications. » S'il est voué la recherche fondamentale, le Collège a en outre l'obligation de diffuser les résultats de cette recherche dans le cadre d'un enseignement particulier. Les professeurs sont tenus d'enseigner « le savoir en train de se faire ». Ainsi, le renouvellement des chaires se fait en fonction des derniers développements de la science, l'intitulé de la chaire créée définissant la nouvelle thématique de recherche.

Les 52 chaires de professeurs titulaires couvrent un vaste ensemble de disciplines : mathématiques, étude des grandes civilisations, physique, chimie, biologie, médecine, philosophie, sociologie, économie, préhistoire, archéologie, histoire, linguistique…

Il appartient également au Collège de France de promouvoir la recherche et la pensée française à l'étranger. Le Collège est donc largement ouvert à l'international et développe de nombreux partenariats en ce sens. Un cinquième de ses professeurs est ainsi aujourd'hui d'origine étrangère.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 02 : Formation initiale et continue de niveau master	**136**	**136**	**8 360**	**8 360**	**8 169**	**8 169**
Subventions pour charges de service public	136	136	8 360	8 360	8 169	8 169
Action n° 03 : Formation initiale et continue de niveau doctorat	**51**	**51**	**595**	**595**	**777**	**777**
Subventions pour charges de service public	51	51	595	595	777	777
Action n° 05 : Bibliothèques et documentation	**91**	**91**	**205**	**205**	**299**	**299**
Subventions pour charges de service public	91	91	205	205	299	299
Action n° 06 : Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé	**778**	**778**	**3 519**	**3 519**	**2 935**	**2 935**
Subventions pour charges de service public	778	778	3 519	3 519	2 935	2 935
Action n° 07 : Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	**100**	**100**	**858**	**858**	**328**	**328**
Subventions pour charges de service public	100	100	858	858	328	328
Action n° 08 : Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	**211**	**211**	**1 192**	**1 192**	**694**	**694**
Subventions pour charges de service public	211	211	1 192	1 192	694	694
Action n° 10 : Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	**81**	**81**	**469**	**469**	**266**	**266**
Subventions pour charges de service public	81	81	469	469	266	266
Action n° 11 : Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	**1 113**	**1 113**	**2 122**	**2 122**	**2 383**	**2 383**
Subventions pour charges de service public	1 113	1 113	2 122	2 122	2 383	2 383
Action n° 12 : Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	**1 777**	**1 777**	**3 921**	**3 921**	**4 860**	**4 860**
Subventions pour charges de service public	1 777	1 777	3 921	3 921	4 860	4 860
Action n° 14 : Immobilier	**2 535**	**2 535**	**1 006**	**1 006**	**5 428**	**8 423**
Subventions pour charges de service public	2 535	2 535	1 006	1 006	5 428	5 428
Dotations en fonds propres					0	2 995
Action n° 15 : Pilotage et support du programme	**1 989**	**1 989**	**3 420**	**3 420**	**3 967**	**3 967**
Subventions pour charges de service public	1 989	1 989	3 420	3 420	3 967	3 967
Total pour ce programme	**8 862**	**8 862**	**25 667**	**25 667**	**30 106**	**33 101**
Total	**8 862**	**8 862**	**25 667**	**25 667**	**30 106**	**33 101**

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat (en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	2 370	22 040	Ressources de l'État	8 682	28 851
			- subventions de l'État	*8 682*	*28 851*
Fonctionnement	11 525	11 267	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	1 062	1 447
			Ressources propres et autres	4 289	2 241
Total des charges	**13 895**	**33 307**	**Total des produits**	**14 033**	**32 539**
Résultat : bénéfice	138		Résultat : perte		768
Total : équilibre du CR	**14 033**	**33 307**	Total : équilibre du CR	**14 033**	**33 307**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	0		Capacité d'autofinancement	2 270	704
Investissements	7 524	17 034	Ressources de l'État	0	
			Autres subv. d'investissement et dotations	0	70
			Autres ressources	71	
Total des emplois	**7 524**	**17 034**	**Total des ressources**	**2 341**	**774**
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	5 183	16 260

(1) voté

Recettes

Budget Prévisionnel 2012 après DBM 1	Fonctionnement	Investissement	Total
Subvention de l'Etat	**28 851**	**0**	**28 851**
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	28 851	0	28 851
Autres ministères	0	0	0
Autres subventions et dotations	**1 447**	**70**	**1 517**
Collectivités Locales	115	0	115
Union Européenne	0	0	0
ANR	0	0	0
Dotations	0	0	0
Divers	1 332	70	1 402
Ressources propres	**913**	**0**	**913**
Droits d'inscriptions	0	0	0
Redevances sur prestations intellectuelles	0	0	0
Contrats de recherche hors ANR	0	0	0
Prestation de formation continue	0	0	0
Taxe d'appentissage	0	0	0
Autres Prestations (Etudes et travaux, ventes de produits et services)	157	0	157
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement…)	756	0	756
TOTAL des recettes donnant lieu à encaissement	**31 211**	**70**	**31 281**
RZ : Recettes ne donnant pas lieu à encaissement	**1 328**	**0**	**1 328**
TOTAL des recettes	**32 539**	**70**	**32 609**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

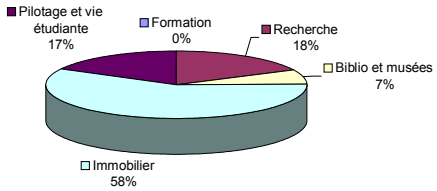
Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

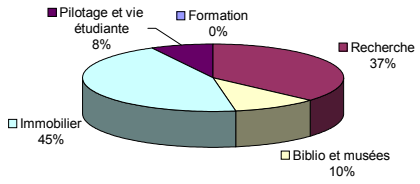
Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
105-Bibliothèques et documentation	1 397	490		22	**1 909**
106-Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé	3 616	637		186	**4 439**
107-Recherche universitaire en mathématiques, sciences et technique de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	728	84		18	**830**
108- Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	1 105	217		202	**1 524**
110- Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	934	94		82	**1 110**
111- Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	7 088	334		22	**7 444**
112- Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	1 116	830		178	**2 124**
113- Diffusion des savoirs et musées	1 366	1 098		47	**2 511**
114-Immobilier	2 022	3 257		16 149	**21 428**
115- Pilotage et animation du programme de l'établissement	2 168	1 426		128	**3 722**
Total	**21 540**	**8 467**		**17 034**	**47 041**

Répartition des dépenses par destination du Collège de France :

Collège de France
Réalisé 2011



Collège de France
Prévisionnel 2012



CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	45	395	394
- sous plafond	*31*	*380*	*380*
- hors plafond opérateurs	*14*	*15*	*14*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	327		
- rémunérés par l'État par ce programme	*327*		

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

ECOLES ET FORMATIONS D'INGÉNIEURS

Cette catégorie d'opérateurs regroupe les écoles d'ingénieurs publiques sous tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur, bénéficiant de la personnalité morale et de l'autonomie pédagogique et financière.

Ces établissements peuvent être décrits selon une classification réglementaire distinguant :

- *Les établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) :*
  - l'institut national polytechnique de Toulouse ;
  - 15 écoles et instituts extérieurs aux universités (articles L. 715-1 à L. 715-3 du code de l'éducation), dont 5 instituts nationaux des sciences appliquées (INSA Lyon, Rennes, Rouen, Toulouse, Strasbourg), 4 écoles centrales (Lille, Lyon, Nantes et Marseille), 3 universités de technologie (UT Belfort-Montbéliard, UT Compiègne, UT Troyes), 3 autres EPSCP (ISMEP ou « Supméca », ENI Saint Etienne et ENSAIT Roubaix) ;
  - 4 grands établissements : école nationale supérieure d'arts et métiers (ENSAM) ; école centrale des arts et manufactures (ECAM Paris) ; institut polytechnique de Grenoble (IPG qui a succédé à l'INP de Grenoble par décret du 8 mars 2007), Institut polytechnique de Bordeaux (IPB).

- *Les établissements publics à caractère administratif (EPA) :*
  - 11 écoles nationales supérieures d'ingénieurs (ENSI) rattachées à un EPSCP ;
  - 4 écoles nationales d'ingénieurs (ENI) rattachées à un EPSCP (sises à Brest, Tarbes, Metz et dans le Val de Loire) ;
  - 3 autres EPA autonomes (IFMA, ENS de la nature et du paysage de Blois et ENS de l'électronique et de ses applications de Cergy).

- *Une association*, l'institut d'optique théorique appliquée (IOTA).

Les missions

De façon générale, les missions dévolues aux écoles d'ingénieurs sont les suivantes :
- la formation initiale et continue des ingénieurs ;
- le développement de la recherche scientifique et technologique, ainsi que la valorisation de ses résultats ;
- la diffusion de l'information scientifique et technique ;
- la coopération internationale.

On note, ces dernières années, une forte ouverture à l'international sous forme d'échanges d'enseignants, d'étudiants et de conventions avec les établissements étrangers, ainsi qu'une implication renforcée dans des activités de recherche. La formation initiale sous statut d'apprenti a également connu récemment un certain essor.

L'articulation avec les actions du programme

Les missions de ces établissements sont principalement rattachées aux actions relatives à la formation initiale et continue ainsi qu'à la recherche et la diffusion des savoirs du programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire » : l'action 2 « Formation initiale et continue de niveaux Master », l'action 3 « Formation initiale et continue de niveaux Doctorat », et les actions liées à la recherche (actions 6 à 12).

Les actions transversales du programme (immobilier, pilotage et support du programme) comportent également des crédits destinés à ces établissements.

Au sein du programme 231 « Vie étudiante », ces établissements interviennent sur l'action 3 "Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives ".

Les liens avec la tutelle ministérielle

La tutelle de ces établissements est assurée soit par le recteur soit par le ministre.

Le pilotage ministériel de leurs activités relève essentiellement de la politique contractuelle (tous les établissements de cette catégorie disposent d'un contrat avec l'État) et des procédures d'habilitation nationale des diplômes (diplômes d'ingénieur, masters, formations doctorales).

Les écoles d'ingénieurs EPSCP peuvent demander à bénéficier des responsabilités et des compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines (ENSI de Caen, INSA de Toulouse, EC Lille et IFMA au 1er janvier 2012), définies par la loi relative aux libertés et responsabilités des universités, être habilitées à créer une

fondation partenariale et bénéficier du transfert des biens mobiliers et immobiliers appartenant à l'État qui leur sont affectés ou sont mis à leur disposition

En tant qu'opérateurs, les écoles concourent à la plupart des objectifs identifiés au sein des programmes « Formations supérieures et recherche universitaire » et « Vie étudiante ».

En termes de stratégie, le rapprochement souhaité entre les universités et les grandes écoles se poursuit par la voie d'une intensification des coopérations. Les collaborations universités/écoles existent déjà depuis de nombreuses années, notamment dans le cadre de l'harmonisation européenne des diplômes (LMD) qui a permis l'émergence d'une politique de sites fondée sur le développement de la co-diplômation et de la recherche partagée (offre commune de masters, reconnaissance de laboratoires communs, co-accréditation d'écoles doctorales), et sur un rapprochement pragmatique entre les institutions, notamment grâce à la politique de contractualisation. Cette coopération se poursuit notamment dans le cadre des PRES qui contribuent à renforcer et accélérer le rapprochement entre les différents acteurs, quels que soient le statut ou la tutelle des établissements.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence			**220**	**200**	**809**	**809**
Subventions pour charges de service public			220	200	809	809
Action n° 02 : Formation initiale et continue de niveau master	**227 742**	**227 742**	**207 759**	**207 759**	**182 577**	**182 577**
Subventions pour charges de service public	227 742	227 742	207 759	207 759	182 577	182 577
Action n° 03 : Formation initiale et continue de niveau doctorat	**21 085**	**21 085**	**19 641**	**19 641**	**20 929**	**20 929**
Subventions pour charges de service public	21 085	21 085	19 641	19 641	20 929	20 929
Action n° 05 : Bibliothèques et documentation	**22 503**	**22 503**	**15 149**	**15 149**	**12 050**	**12 050**
Subventions pour charges de service public	22 503	22 503	15 149	15 149	12 050	12 050
Action n° 06 : Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé	**1 010**	**1 010**	**38 638**	**38 638**	**27 279**	**27 279**
Subventions pour charges de service public	1 010	1 010	38 638	38 638	27 279	27 279
Action n° 07 : Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	**5 426**	**5 426**	**21 361**	**21 361**	**17 684**	**17 684**
Subventions pour charges de service public	5 426	5 426	21 361	21 361	17 684	17 684
Action n° 08 : Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	**47 337**	**47 337**	**35 100**	**35 100**	**30 421**	**30 421**
Subventions pour charges de service public	47 337	47 337	35 100	35 100	30 421	30 421
Action n° 09 : Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	**119**	**119**	**754**	**754**	**119**	**119**
Subventions pour charges de service public	119	119	754	754	119	119
Action n° 10 : Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	**188**	**188**	**5 839**	**5 839**	**4 357**	**4 357**
Subventions pour charges de service public	188	188	5 839	5 839	4 357	4 357
Action n° 11 : Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	**149**	**149**	**38 842**	**38 842**	**29 778**	**29 778**
Subventions pour charges de service public	149	149	38 842	38 842	29 778	29 778
Action n° 12 : Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	**9 729**	**9 729**	**53 075**	**53 075**	**43 007**	**43 007**
Subventions pour charges de service public	9 729	9 729	53 075	53 075	43 007	43 007
Action n° 13 : Diffusion des savoirs et musées	**65**	**65**	**1 686**	**1 686**	**1 320**	**1 320**
Subventions pour charges de service public	65	65	1 686	1 686	1 320	1 320

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 14 : Immobilier	**81 655**	**77 834**	**70 766**	**67 235**	**61 198**	**61 238**
Subventions pour charges de service public	71 830	71 830	66 023	66 023	58 818	58 818
Dotations en fonds propres	9 825	6 004	4 743	1 212	2 380	2 420
Action n° 15 : Pilotage et support du programme	**91 673**	**91 673**	**71 251**	**71 251**	**64 651**	**64 651**
Subventions pour charges de service public	91 673	91 673	71 251	71 251	64 651	64 651
Total pour ce programme	**508 681**	**504 860**	**580 081**	**576 530**	**496 179**	**496 219**
Programme 231 : Vie étudiante	**3 570**	**3 570**	**3 907**	**3 907**	**2 576**	**2 576**
Subventions pour charges de service public	3 570	3 570	3 907	3 907	2 576	2 576
Total	**512 251**	**508 430**	**583 988**	**580 437**	**498 755**	**498 795**

L'évolution des crédits versés à ces établissements entre 2012 et 2013 s'explique par :

– la modification du périmètre de la catégorie « écoles et formation d'ingénieurs » conséquente à la fusion de l'INP de Lorraine avec les universités de Metz, Nancy 1 et 2 au sein de l'université de Lorraine. L'INP de Lorraine est donc intégré à la catégorie d'opérateurs « universités et assimilés ». Par ailleurs Supélec n'est plus comptabilisé dans la catégorie d'opérateurs du programme 150 mais uniquement dans le PAP du programme 192 « Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle » ;

– l'actualisation des dotations des établissements passés aux RCE avant 2013 au titre de la masse salariale, soit 34,6 M€ ;

– l'ajustement des dotations d'investissement aux opérations prévues en 2013.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	440 857	525 897	Ressources de l'État	440 445	499 410
			- subventions de l'État	*440 445*	*499 410*
Fonctionnement	349 925	399 859	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	88 597	125 933
			Ressources propres et autres	268 988	298 128
Total des charges	**790 782**	**925 756**	**Total des produits**	**798 030**	**923 471**
Résultat : bénéfice	7 248		Résultat : perte		2 285
Total : équilibre du CR	**798 030**	**925 756**	Total : équilibre du CR	**798 030**	**925 756**

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	38 061	24 978
Investissements	89 462	198 538	Ressources de l'État	18 123	14 424
			Autres subv. d'investissement et dotations	20 106	71 351
			Autres ressources	4 372	15 779
Total des emplois	**89 462**	**198 538**	**Total des ressources**	**80 662**	**126 532**
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	8 800	72 006

(1) voté

Compte de résultat des écoles et formations d'ingénieurs RCE

Dépenses	RD2011	BP2012	Recettes	RD2011	BP2012
Personnel	343 353	360 379	Ressource de l'Etat	328 599	339 716
Fonctionnement	154 826	188 192	Subvention de l'Etat	328 599	339 716
Interventions	0	0	Ressources fiscales	0	0
			Autres subventions	46 840	67 289
			Ressources propres et autres	121 629	138 986
Total des dépenses	498 179	548 571	**Total des recettes**	497 068	545 991
Résultat : Bénéfice	0	0	Résultat : Perte	1 111	2 580
Total : équilibre du CR	498 179	548 571	Total équilibre du CR	498 179	548 571

Tableau de financement abrégé des écoles et formations d'ingénieurs RCE

Emplois	RD2011	BP2012	Ressources	RD2011	BP2012
Insuffisance d'autofinancement	0	0	capacité d'autofinancement	11 189	11 009
Investissements	34 769	107 288	Ressources de l'Etat	6 329	7 532
			Autres subv. D'investissement	9 737	40 335
			Autres ressources	2 450	14 647
Total des emplois	34 769	107 288	**Total des ressources**	29 705	73 523
Apport au fonds de roulement	0	0	prélèvement sur fonds de roulement	5 064	33 765

Tableau de recettes des écoles et formations d'ingénieurs (RCE + non RCE)

Budget Prévisionnel 2012 après DBM 1	Fonctionnement	Investissement	Total
Subvention de l'Etat	**499 410**	**14 424**	**513 834**
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	489 163	14 424	503 587
Autres ministères	10 247	0	10 247
Autres subventions et dotations	**125 933**	**71 351**	**197 284**
Collectivités Locales	42 752	32 734	75 486
Union Européenne	22 023	18 957	40 980
ANR	41 072	4 704	45 776
Dotations	0	199	199
Divers	20 086	14 757	34 843
Ressources propres	**237 491**	**1 500**	**238 991**
Droits d'inscriptions	36 085	0	36 085
Redevances sur prestations intellectuelles	1 226	0	1 226
Contrats de recherche hors ANR	73 488	0	73 488
Prestation de formation continue	17 633	0	17 633
Taxe d'appentissage	29 430	0	29 430
Autres Prestations (Etudes et travaux, ventes de produits et services)	50 135	0	50 135
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement…)	29 494	1 500	30 994
TOTAL des recettes donnant lieu à encaissement	**862 834**	**87 275**	**950 109**
RZ : Recettes ne donnant pas lieu à encaissement	**61 295**	**14 279**	**75 574**
TOTAL des recettes	**924 129**	**101 554**	**1 025 683**

Tableau de recettes des écoles et formations d'ingénieurs RCE

Budget Prévisionnel 2012 après DBM 1	Fonctionnement	Investissement	Total
Subvention de l'Etat	**339 716**	**7 532**	**347 248**
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	333 834	7 532	341 366
Autres ministères	5 882	0	5 882
Autres subventions et dotations	**67 289**	**40 335**	**107 624**
Collectivités Locales	24 700	21 790	46 490
Union Européenne	14 403	15 651	30 054
ANR	22 393	543	22 936
Dotations	0	0	0
Divers	5 793	2 351	8 144
Ressources propres	**106 669**	**583**	**107 252**
Droits d'inscriptions	17 534	0	17 534
Redevances sur prestations intellectuelles	497	0	497
Contrats de recherche hors ANR	37 032	0	37 032
Prestation de formation continue	6 856	0	6 856
Taxe d'appentissage	12 701	0	12 701
Autres Prestations (Etudes et travaux, ventes de produits et services)	14 363	0	14 363
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement…)	17 686	583	18 269
TOTAL des recettes donnant lieu à encaissement	**513 674**	**48 450**	**562 124**
RZ : Recettes ne donnant pas lieu à encaissement	**32 319**	**14 064**	**46 383**
TOTAL des recettes	**545 993**	**62 514**	**608 507**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

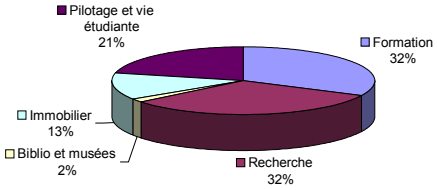
Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
101 Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence	5 294	2 433		364	**8 091**
102 Formation initiale et continue de niveau master	185 176	50 746		17 371	**253 293**
103 Formation initiale et continue de niveau doctorat	12 271	5 281		196	**17 748**
105 Bibliothèques et documentation	5 469	5 959		322	**11 750**
106 Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé	12 223	9 272		4 916	**26 411**
107 Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	50 898	21 453		12 161	**84 512**
108 Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	98 687	56 652		53 630	**208 969**
109 Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	235	124		38	**397**
110 Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	760	39		10	**809**
111 Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	3 253	2 191		574	**6 018**
112 Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	8 394	3 181		3 570	**15 145**
113 Diffusion des savoirs et musées	560	1 373		332	**2 265**
114 Immobilier	16 637	56 111		91 315	**164 063**
115 Pilotage et animation du programme de l'établissement	111 499	65 245		9 088	**185 832**

(En milliers d'euros)

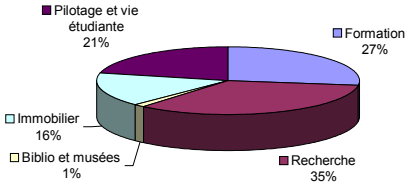
Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
201 Aides directes	6	5 080			**5 086**
202 Aides indirectes	1 234	20 910		509	**22 653**
203 Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 088	2 286		616	**3 990**
Destinations autres programmes	11 419	6 675		3 526	**21 620**
Total	**525 103**	**315 011**		**198 538**	**1 038 652**

Répartition des dépenses par destination

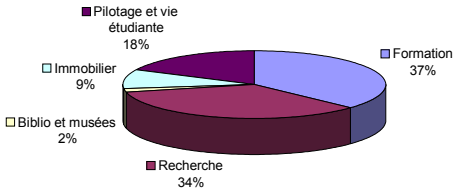
Ecoles et formations d'ingénieurs Réalisé 2011



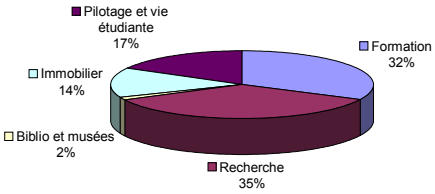
Ecoles et formations d'ingénieurs Prévisionnel 2012



Ecoles et formations d'ingénieurs RCE Réalisé 2011



Ecoles et formations d'ingénieurs RCE Prévisionnel 2012



CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	8 972	8 857	9 243
- sous plafond	*6 070*	*7 198*	*6 341*
- hors plafond opérateurs	*2 902*	*1 659*	*2 902*
dont contrats aidés	*44*	*23*	*44*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	5 257	4 250	4 687
- rémunérés par l'État par ce programme	*5 257*	*4 250*	*4 687*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

A partir de 2013, les emplois de l'INP Lorraine (857 ETP) sont intégrés à la catégorie « Universités et assimilés ».

ECOLES FRANÇAISES À L'ÉTRANGER

Les cinq Écoles françaises à l'étranger (EFE) sont des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP). A l'exception de l'école française d'Extrême-Orient, ces écoles ont leur siège à l'étranger (Athènes, Rome, Le Caire, Madrid).

Les missions

Les EFE ont pour mission la recherche fondamentale sur le terrain et la formation à la recherche dans le domaine des sciences humaines et sociales, chacune dans leur zone géographique respective.
Leurs principaux champs d'activité sont :

- pour l'École française d'Athènes : toutes les disciplines se rapportant à la Grèce antique et byzantine ainsi qu'aux civilisations du monde hellénique ancien, médiéval, moderne et contemporain et des Balkans ;
- pour l'École française de Rome : toutes les civilisations qui se sont succédées en Italie ou dont Rome a été le centre de rayonnement, de la préhistoire à nos jours ;
- pour l'Institut français d'archéologie orientale du Caire : les recherches et fouilles relatives aux cultures et civilisations qui se sont succédées en Égypte ;
- pour La Casa de Velázquez à Madrid : les activités créatrices et les recherches relatives aux arts, aux langues, aux littératures et aux civilisations de l'Espagne et des pays hispaniques et ibériques ;
- pour l'École française d'Extrême-Orient : les civilisations de l'Asie, principalement de la Chine, du Japon, de la Haute-Asie, de l'Asie du Sud-est et de la péninsule indienne.

Fruit de l'implantation historique de la France dans le monde, la présence à l'étranger de ces établissements de recherche d'excellence contribue au rayonnement scientifique et culturel du pays. Les écoles doivent aujourd'hui valoriser l'héritage d'une tradition prestigieuse tout en s'adaptant aux exigences actuelles de la recherche historique et archéologique. Toutes ont développé des partenariats fructueux avec les institutions scientifiques des pays hôtes. Par ailleurs, les cinq écoles mettent à la disposition des chercheurs de tous statuts des fonds documentaires d'une grande richesse. Elles s'efforcent également de conduire une politique éditoriale de qualité.

C'est aujourd'hui à l'échelle européenne que les collaborations entre les grands établissements scientifiques doivent être développées. De ce point de vue, le consortium européen pour les recherches sur le terrain en Asie coordonné par l'école française d'Extrême Orient devrait permettre de dépasser le cadre des partenariats bilatéraux. Les quatre autres écoles, dont la zone géographique principale d'activités se situe en Europe, ont été invitées à dégager des thématiques scientifiques communes.

Les EFE disposent d'un nouveau statut commun depuis la publication du décret n°2011-164 du 10 février 2011, élaboré sur les bases des principes de responsabilité et d'autonomie mis en œuvre par la loi du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilités des universités. Il maintient la personnalité juridique des cinq écoles mais fusionne leurs caractéristiques communes tout en conservant leurs domaines de compétences propres et leurs spécificités organisationnelles. Il renforce par ailleurs l'autonomie et la gouvernance de chaque école tout en créant les conditions d'une meilleure coopération entre elles.
Les écoles accueillent en outre, pour la poursuite de leurs travaux, des étudiants ainsi que, dans le cadre des programmes scientifiques, des chercheurs, des enseignants-chercheurs et des personnalités scientifiques de divers statuts.

L'articulation avec les actions du programme

L'activité des EFE relèvent principalement de l'action 11 « Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société » du programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire ».Les actions transversales du programme (immobilier, pilotage et support du programme) comportent également des crédits destinés à ces établissements.
Le personnel scientifique de ces écoles est essentiellement composé des directeurs d'études, des responsables chargés des publications, de la bibliothèque et des antennes et de membres nommés pour une durée variable selon les écoles (1 à 4 ans) ; certains membres de la casa Velasquez sont des artistes et l'EFEO dispose de chercheurs permanents, en petit nombre. Pour mener à bien leurs missions, les EFE disposent à la fois de personnels métropolitains, qui relèvent de la Fonction publique d'État française, et de personnels locaux qui relèvent du droit privé local.

Les liens avec la tutelle ministérielle

Les cinq écoles sont placées sous la tutelle directe du ministère chargé de l'enseignement supérieur. Compte tenu du nouveau statut, son rôle technique est désormais limité au contrôle administratif et financier et à la nomination du directeur. Mais le pilotage s'appuie également sur la contractualisation pluriannuelle.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 03 : Formation initiale et continue de niveau doctorat	**507**	**507**	**507**	**507**	**507**	**507**
Subventions pour charges de service public	507	507	507	507	507	507
Action n° 05 : Bibliothèques et documentation	**46**	**46**	**46**	**46**	**34**	**34**
Subventions pour charges de service public	46	46	46	46	34	34
Action n° 11 : Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	**28 247**	**28 247**	**28 644**	**28 644**	**27 624**	**27 624**
Subventions pour charges de service public	28 247	28 247	28 644	28 644	27 624	27 624
Action n° 14 : Immobilier	**1 850**	**1 850**	**1 650**	**1 650**	**1 758**	**1 758**
Subventions pour charges de service public	1 850	1 850	1 650	1 650	1 758	1 758
Action n° 15 : Pilotage et support du programme	**3**	**3**	**1**	**1**		
Subventions pour charges de service public	3	3	1	1		
Total	**30 653**	**30 653**	**30 848**	**30 848**	**29 923**	**29 923**

L'évolution des dotations des établissements entre 2012 et 2013 s'explique par la prise en compte de l'actualisation des moyens donnés en 2012 et au titre de l'exécution des contrats 2013.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	25 130	26 086	Ressources de l'État	30 544	31 146
			- subventions de l'État	*30 544*	*31 146*
Fonctionnement	10 173	11 600	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	1 079	3 490
			Ressources propres et autres	4 062	2 844
Total des charges	**35 303**	**37 686**	**Total des produits**	**35 685**	**37 480**
Résultat : bénéfice	382		Résultat : perte		206
Total : équilibre du CR	**35 685**	**37 686**	Total : équilibre du CR	**35 685**	**37 686**

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	0		Capacité d'autofinancement	526	425
Investissements	4 911	2 909	Ressources de l'État	1 427	216
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources		
Total des emplois	**4 911**	**2 909**	**Total des ressources**	**1 953**	**641**
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	2 958	2 268

(1) voté

Recettes

Budget Prévisionnel 2012 après DBM 1	Fonctionnement	Investissement	Total
Subvention de l'Etat	**31 146**	**216**	**31 362**
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	31 114	216	31 330
Autres ministères	32	0	32
Autres subventions et dotations	**3 490**	**0**	**3 490**
Collectivités Locales	0	0	0
Union Européenne	516	0	516
ANR	680	0	680
Dotations	0	0	0
Divers	2 294	0	2 294
Ressources propres	**1 924**	**0**	**1 924**
Droits d'inscriptions	0	0	0
Redevances sur prestations intellectuelles	0	0	0
Contrats de recherche hors ANR	0	0	0
Prestation de formation continue	0	0	0
Taxe d'appentissage	0	0	0
Autres Prestations (Etudes et travaux, ventes de produits et services)	1 397	0	1 397
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement…)	527	0	527
TOTAL des recettes donnant lieu à encaissement	**36 560**	**216**	**36 776**
RZ : Recettes ne donnant pas lieu à encaissement	**920**	**0**	**920**
TOTAL des recettes	**37 480**	**216**	**37 696**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

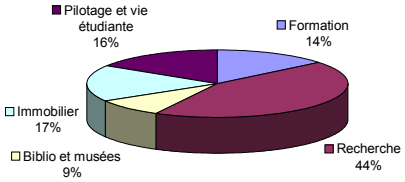
Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

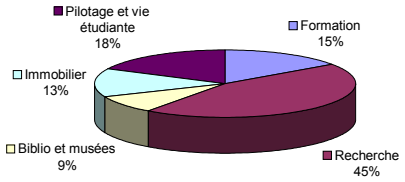
Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
102 - Formation initiale et continue de niveau master	588	34			**622**
103 - Formation initiale et continue de niveau doctorat	4 861	512			**5 373**
105 - Bibliothèques et documentation	2 748	656		16	**3 420**
111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	11 634	5 804		175	**17 613**
114 - Immobilier	1 030	1 822		2 428	**5 280**
115 - Pilotage et animation du programme de l'établissement	5 225	1 497		290	**7 012**
Total	**26 086**	**10 325**		**2 909**	**39 320**

Répartition des dépenses par destination des écoles françaises à l'étranger

Ecoles françaises à l'étranger
Réalisé 2011



Ecoles françaises à l'étranger
Prévisionnel 2012



CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	407	474	473
- sous plafond	*390*	*456*	*456*
- hors plafond opérateurs	*17*	*18*	*17*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

ECOLES NORMALES SUPÉRIEURES

Les Écoles normales supérieures (ENS) sont des EPSCP. Deux d'entre elles sont situées en région parisienne (à Paris, rue d'Ulm, et à Cachan) ; la troisième est située à Lyon. Elles couvrent l'ensemble des champs disciplinaires offerts par les universités.

Les missions

Les ENS ont pour mission de préparer, par une formation culturelle et scientifique de haut niveau, des élèves recrutés sur concours qui se destinent prioritairement aux carrières de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elles accueillent des élèves normaliens, ainsi que des étudiants préparant un master et des doctorants. Les élèves poursuivent majoritairement leurs études vers une formation doctorale dans le cadre de formations dispensées en co-accréditation avec les universités partenaires. Les écoles constituent donc un vivier important pour une recherche scientifique dynamique et de qualité qui leur confère une reconnaissance de niveau international.

Elles ont entrepris des efforts de restructuration interne, notamment au regard des instances de gouvernance, visant à accroître leurs performances, leur efficience et leur visibilité dans le paysage universitaire européen. Ces efforts leur ont permis de bénéficier de l'accès aux responsabilités et compétences élargies (RCE).

L'articulation avec les actions du programme

Au titre du programme 150, les activités des ENS relèvent de l'action 02 « formation initiale et continue de niveau master », de l'action 03 « formation initiale et continue de niveau doctorat », de l'action 05 « bibliothèques et documentation », et enfin des actions liées à la recherche (actions 06 à 08 et 10 à 12).Les actions transversales du programme (immobilier, pilotage et support du programme) comportent également des crédits destinés à ces établissements.

Au titre du programme 231, les ENS contribuent à l'action 03 « santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives ».

Les liens avec la tutelle ministérielle

Les ENS sont placées sous la tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur. Leurs décrets statutaires (26 août 1987 pour l'ENS Ulm, 5 janvier 2011 pour l'ENS de Cachan et 7 mai 2012 pour l'ENS de Lyon) ne prévoient que des strictes règles d'organisation et de fonctionnement, conformément à l'article L.716-1 du code de l'éducation et dans le respect des principes d'autonomie et de démocratie.

Chaque ENS conclut un contrat pluriannuel avec le ministère en charge de l'enseignement supérieur. Cet engagement permet de fixer les objectifs en termes d'offre de formation, de diversification des parcours, d'ouverture internationale, de développement et de rayonnement de l'école.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 02 : Formation initiale et continue de niveau master	**95 546**	**95 546**	**68 924**	**68 924**	**65 943**	**65 943**
Subventions pour charges de service public	95 546	95 546	68 924	68 924	65 943	65 943
Action n° 03 : Formation initiale et continue de niveau doctorat	**1 996**	**1 996**	**8 855**	**8 855**	**7 141**	**7 141**
Subventions pour charges de service public	1 996	1 996	8 855	8 855	7 141	7 141
Action n° 05 : Bibliothèques et documentation	**15 681**	**15 681**	**10 685**	**10 685**	**9 791**	**9 791**
Subventions pour charges de service public	15 681	15 681	10 685	10 685	9 791	9 791
Action n° 06 : Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé	**1 459**	**1 459**	**24 404**	**24 404**	**22 247**	**22 247**
Subventions pour charges de service public	1 459	1 459	24 404	24 404	22 247	22 247
Action n° 07 : Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	**836**	**836**	**11 765**	**11 765**	**10 579**	**10 579**
Subventions pour charges de service public	836	836	11 765	11 765	10 579	10 579
Action n° 08 : Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	**24 986**	**24 986**	**18 090**	**18 090**	**16 295**	**16 295**
Subventions pour charges de service public	24 986	24 986	18 090	18 090	16 295	16 295
Action n° 09 : Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies			**376**	**376**		
Subventions pour charges de service public			376	376		
Action n° 10 : Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	**503**	**503**	**4 103**	**4 103**	**3 715**	**3 715**
Subventions pour charges de service public	503	503	4 103	4 103	3 715	3 715
Action n° 11 : Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	**2 284**	**2 284**	**29 815**	**29 815**	**28 038**	**28 038**
Subventions pour charges de service public	2 284	2 284	29 815	29 815	28 038	28 038
Action n° 12 : Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	**9 700**	**9 700**	**26 755**	**26 755**	**25 433**	**25 433**
Subventions pour charges de service public	9 700	9 700	26 755	26 755	25 433	25 433
Action n° 13 : Diffusion des savoirs et musées	**13 451**	**13 451**	**13 680**	**13 680**	**13 659**	**13 659**
Subventions pour charges de service public	13 451	13 451	13 680	13 680	13 659	13 659
Action n° 14 : Immobilier	**33 343**	**28 320**	**23 346**	**22 442**	**21 149**	**21 149**
Subventions pour charges de service public	28 187	28 187	22 442	22 442	21 149	21 149
Dotations en fonds propres	5 156	133	904			
Action n° 15 : Pilotage et support du programme	**58 295**	**58 295**	**41 600**	**41 600**	**38 290**	**38 290**
Subventions pour charges de service public	58 295	58 295	41 600	41 600	38 290	38 290
Total pour ce programme	**258 080**	**253 057**	**282 398**	**281 494**	**262 280**	**262 280**
Programme 231 : Vie étudiante	**218**	**218**	**109**	**109**	**162**	**162**
Subventions pour charges de service public	218	218	109	109	162	162
Total	**258 298**	**253 275**	**282 507**	**281 603**	**262 442**	**262 442**

L'évolution des crédits versés à ces établissements entre 2012 et 2013 s'explique par :

– l'actualisation des dotations des établissements passés au RCE au titre de la masse salariale ;
– l'ajustement des dotations de fonctionnement aux contrats en cours et des dotations d'investissement aux opérations prévues en 2013.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	235 172	244 439	Ressources de l'État	258 762	260 098
			- subventions de l'État	*258 762*	*260 098*
Fonctionnement	60 604	75 568	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	19 620	28 914
			Ressources propres et autres	37 332	37 059
Total des charges	**295 776**	**320 007**	**Total des produits**	**315 714**	**326 071**
Résultat : bénéfice	19 938	6 064	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	**315 714**	**326 071**	Total : équilibre du CR	**315 714**	**326 071**

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	18 148	10 728
Investissements	16 738	29 005	Ressources de l'État	2 254	1 657
			Autres subv. d'investissement et dotations	2 753	6 574
			Autres ressources	188	187
Total des emplois	**16 738**	**29 005**	**Total des ressources**	**23 343**	**19 146**
Apport au fonds de roulement	6 605		Prélèvement sur le fonds de roulement		9 859

(1) voté

Recettes

Budget Prévisionnel 2012 après DBM 1	Fonctionnement	Investissement	Total
Subvention de l'Etat	**260 098**	**1 657**	**261 755**
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	259 022	1 657	260 679
Autres ministères	1 076	0	1 076
Autres subventions et dotations	**28 914**	**6 574**	**35 488**
Collectivités Locales	5 013	4 290	9 303
Union Européenne	2 439	0	2 439
ANR	12 268	0	12 268
Dotations	0	0	0
Divers	9 194	2 284	11 478
Ressources propres	**21 485**	**187**	**21 672**
Droits d'inscriptions	882	0	882
Redevances sur prestations intellectuelles	45	0	45
Contrats de recherche hors ANR	8 502	0	8 502
Prestation de formation continue	800	0	800
Taxe d'appentissage	546	0	546
Autres Prestations (Etudes et travaux, ventes de produits et services)	8 586	0	8 586
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement…)	2 124	187	2 311
TOTAL des recettes donnant lieu à encaissement	**310 497**	**8 418**	**318 915**
RZ : Recettes ne donnant pas lieu à encaissement	**15 574**	**0**	**15 574**
TOTAL des recettes	**326 071**	**8 418**	**334 489**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

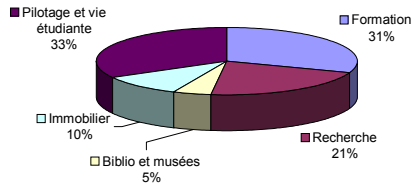
Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

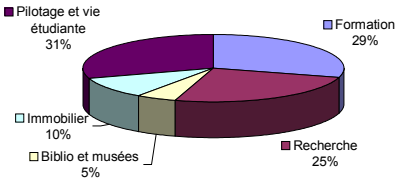
Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
101 - Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence	17 883	540		1	**18 424**
102 - Formation initiale et continue de niveau master	61 584	3 269		1 008	**65 861**
103 - Formation initiale et continue de niveau doctorat	11 930	27			**11 957**
105 - Bibliothèques et documentation	8 428	3 856		407	**12 691**
106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé	7 932	4 580		6 260	**18 772**
107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	5 850	2 094		510	**8 454**
108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	13 498	5 396		4 048	**22 942**
110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	2 257	1 428		946	**4 631**
111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	13 225	3 330		246	**16 801**
112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	5 061	4 335		2 081	**11 477**
113 - Diffusion des savoirs et musées	3 011	1 146		227	**4 384**
114 - Immobilier	10 246	12 445		11 000	**33 691**
115 - Pilotage et animation du programme de l'établissement	81 395	8 824		2 213	**92 432**
201 - Aides directes		2 831			**2 831**
202 - Aides indirectes	252	272		8	**532**
203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	1 626	782		39	**2 447**
destinations autres programmes	261	175		11	**447**
Total	**244 439**	**55 330**		**29 005**	**328 774**

Répartition des dépenses par destination des ENS

Ecoles normales supérieures
Réalisé 2011



Ecoles normales supérieures
Prévisionnel 2012



CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	5 175	5 395	5 480
- sous plafond	*4 769*	*5 074*	*5 074*
- hors plafond opérateurs	*406*	*321*	*406*
dont contrats aidés	*2*		*2*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

EPAURIF - ETABLISSEMENT PUBLIC D'AMÉNAGEMENT UNIVERSITAIRE DE LA RÉGION ILE-DE-FRANCE

L'Établissement public d'aménagement universitaire de la région Île-de-France (EPAURIF) est un établissement public national à caractère administratif placé sous la tutelle du ministre chargé de l'enseignement supérieur.
Il a été créé par le décret n° 2010-965 du 26 août 2010 qui porte abrogation du décret de création de l'établissement public d'aménagement universitaire (EPAU) et modification du décret de l'établissement public du campus de Jussieu (EPCJ). L'EPCJ a disparu en tant que tel mais ses missions, ses biens, droits et obligations et ses personnels ont été intégralement repris par l'EPAURIF dont le champ de compétence est plus large.

L'EPAURIF relève au sein du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » de l'action 14 « Immobilier ».

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		**LFI 2012**		**PLF 2013**	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 14 : Immobilier	**159 769**	**111 262**	**238 440**	**135 100**	**23 200**	**165 160**
Subventions pour charges de service public	62 840	47 010	72 840	72 840	23 200	23 200
Dotations en fonds propres	96 929	64 252	165 600	62 260	0	141 960
Total	**159 769**	**111 262**	**238 440**	**135 100**	**23 200**	**165 160**

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	3 961	5 188	Ressources de l'État	47 333	36 218
			- subventions de l'État	*47 333*	*36 218*
Fonctionnement	28 819	31 410	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions		
			Ressources propres et autres	1 562	340
Total des charges	**32 780**	**36 598**	**Total des produits**	**48 895**	**36 558**
Résultat : bénéfice	16 115		Résultat : perte		40
Total : équilibre du CR	**48 895**	**36 598**	Total : équilibre du CR	**48 895**	**36 598**

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement		40	Capacité d'autofinancement	15 743	
Investissements	63 270	83 782	Ressources de l'État	71 600	97 381
			Autres subv. d'investissement et dotations	200	
			Autres ressources		
Total des emplois	**63 270**	**83 822**	**Total des ressources**	**87 543**	**97 381**
Apport au fonds de roulement	24 273	13 559	Prélèvement sur le fonds de roulement		

(1) voté

Recettes

Budget Prévisionnel 2012 après DBM 1	Fonctionnement	Investissement	Total
Subvention de l'Etat	**36 218**	**97 381**	**133 599**
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	36 218	97 381	133 599
Autres ministères	0	0	0
Autres subventions et dotations	**0**	**0**	**0**
Collectivités Locales	0	0	0
Union Européenne	0	0	0
ANR	0	0	0
Dotations	0	0	0
Divers	0	0	0
Ressources propres	**340**	**0**	**340**
Droits d'inscriptions	0	0	0
Redevances sur prestations intellectuelles	0	0	0
Contrats de recherche hors ANR	0	0	0
Prestation de formation continue	0	0	0
Taxe d'appentissage	0	0	0
Autres Prestations (Etudes et travaux, ventes de produits et services)	50	0	50
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement…)	290	0	290
TOTAL des recettes donnant lieu à encaissement	**36 558**	**97 381**	**133 939**
RZ : Recettes ne donnant pas lieu à encaissement	**0**	**0**	**0**
TOTAL des recettes	**36 558**	**97 381**	**133 939**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
114 - Immobilier	5 188	31 410		83 782	**120 380**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	56	69	69
- sous plafond	*56*	*69*	*69*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

EPMQB - ETABLISSEMENT PUBLIC DU MUSÉE DU QUAI BRANLY

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 05 : Bibliothèques et documentation					**58**	**58**
Subventions pour charges de service public					58	58
Action n° 15 : Pilotage et support du programme					**23 169**	**23 169**
Subventions pour charges de service public					23 169	23 169
Total					**23 227**	**23 227**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur **	255	259	256
- sous plafond opérateurs	*255*	*259*	*256*

(1) La réalisation N2 reprend la présentation du RAP N2.

** Selon les informations fournies dans le PAP ou le RAP du programme **chef de file** pour cet opérateur (175 Patrimoines).

INSTITUTS D'ÉTUDES POLITIQUES

Les Instituts d'études politiques (IEP) sont au nombre de neuf : Aix-en-Provence, Bordeaux, Grenoble, Lille, Lyon, Rennes, Strasbourg, Paris et Toulouse.

Tous bénéficient de la personnalité juridique (sauf celui de Strasbourg qui n'a que le statut d'école interne à l'université), et de l'autonomie administrative et pédagogique ; mais ils sont, sauf pour l'IEP de Paris, rattachés par convention à une université.

Les IEP de province sont des établissements publics d'enseignement supérieur à caractère administratif, sauf celui de Strasbourg : pleinement intégré à l'université de Strasbourg, il n'est pas opérateur du programme et ses crédits ne sont pas décrits ci-après.

L'Institut d'études politiques de Paris est un EPSCP constitué sous la forme d'un grand établissement. Son budget intègre la rémunération de l'intégralité des personnels qui lui sont affectés. Mais sa gestion administrative et financière est assurée par la Fondation nationale des sciences politiques (FNSP, régie par ses textes fondateurs, articles L 758-1 et 2 et décret n°46-492 qui en a fixé les règles d'organisation).

Les missions

Les IEP ont pour objet de former en cinq ans des cadres supérieurs des secteurs public, parapublic et privé. Ils dispensent une formation pluridisciplinaire de haut niveau centrée sur l'analyse du monde contemporain (droit, économie, gestion, histoire, sciences politiques, langues vivantes).

Ils préparent les étudiants aux carrières de la fonction publique (État, collectivités territoriales et hospitalière), à la gestion des entreprises publiques et privées, aux activités de communication et d'études.

Ils délivrent un diplôme propre, qui confère de plein droit le grade de master, et, lorsqu'ils y sont habilités, des diplômes nationaux de niveau égal ou supérieur au master. A cet effet, ils coopèrent avec les universités et des organismes de recherche, notamment en sciences sociales. Les conditions d'obtention de ces diplômes sont précisées par arrêté du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

L'articulation avec les actions du programme

Les crédits des IEP se rattachent, au sein du programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire », aux actions 2 (formation initiale et continue de niveau master), 3 (formation initiale et continue de niveau doctorat) et 11 (recherche en sciences sociales) ainsi que, au sein du programme 231 « Vie étudiante », à l'action 3 « Aides médicales et socio-éducatives », comprenant les activités relatives à la santé des étudiants et celles des associations culturelles et sportives.

Les actions transversales du programme 150 (immobilier, pilotage et support du programme) comportent également des crédits destinés à ces établissements.

Les liens avec la tutelle ministérielle

Leurs activités de formation, de recherche et de documentation font l'objet, dans le cadre de la carte des formations supérieures, de contrats d'établissement avec l'État ; et chaque renouvellement de contrat donne lieu à une évaluation de ces activités et de l'établissement lui-même.

Les IEP peuvent demander à bénéficier des responsabilités et des compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines.

Le directeur de l'IEP de Paris est nommé par décret, ceux des IEP de province par arrêté du MESR, sur proposition de leur organe délibérant. La tutelle de ces établissements est exercée par les recteurs, représentants du ministre chargé de l'enseignement supérieur.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence			**34**	**34**		
Subventions pour charges de service public			34	34		
Action n° 02 : Formation initiale et continue de niveau master	**61 153**	**61 153**	**66 440**	**66 440**	**61 642**	**61 642**
Subventions pour charges de service public	61 153	61 153	66 440	66 440	61 642	61 642
Action n° 03 : Formation initiale et continue de niveau doctorat	**451**	**451**	**1 017**	**1 017**	**931**	**931**
Subventions pour charges de service public	451	451	1 017	1 017	931	931
Action n° 05 : Bibliothèques et documentation	**459**	**459**	**460**	**460**	**460**	**460**
Subventions pour charges de service public	459	459	460	460	460	460
Action n° 11 : Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	**5 398**	**5 398**	**4 822**	**4 822**	**5 453**	**5 453**
Subventions pour charges de service public	5 398	5 398	4 822	4 822	5 453	5 453
Action n° 12 : Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	**1 989**	**1 989**	**1 714**	**1 714**	**1 884**	**1 884**
Subventions pour charges de service public	1 989	1 989	1 714	1 714	1 884	1 884
Action n° 14 : Immobilier	**20 851**	**5 107**	**4 884**	**4 884**	**4 921**	**4 921**
Subventions pour charges de service public	5 107	5 107	4 884	4 884	4 921	4 921
Dotations en fonds propres	15 744	0				
Action n° 15 : Pilotage et support du programme	**3 630**	**3 630**	**3 452**	**3 452**	**3 278**	**3 278**
Subventions pour charges de service public	3 630	3 630	3 452	3 452	3 278	3 278
Total pour ce programme	**93 931**	**78 187**	**82 823**	**82 823**	**78 569**	**78 569**
Programme 231 : Vie étudiante	**223**	**223**	**114**	**114**	**382**	**382**
Subventions pour charges de service public	223	223	114	114	382	382
Total	**94 154**	**78 410**	**82 937**	**82 937**	**78 951**	**78 951**

L'évolution de la dotation des établissements entre 2012 et 2013 s'explique par la prise en compte de l'actualisation des moyens donnés en 2012 et 2013 au titre de l'exécution des contrats.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat (en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	98 069	105 419	Ressources de l'État	79 841	81 901
			- subventions de l'État	*79 841*	*81 901*
Fonctionnement	66 905	70 295	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	13 692	14 278
			Ressources propres et autres	72 673	81 735
Total des charges	**164 974**	**175 714**	**Total des produits**	**166 206**	**177 914**
Résultat : bénéfice	1 232	2 200	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	**166 206**	**177 914**	Total : équilibre du CR	**166 206**	**177 914**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	6 148	9 032
Investissements	15 009	10 616	Ressources de l'État	548	450
			Autres subv. d'investissement et dotations	111	646
			Autres ressources	0	
Total des emplois	**15 009**	**10 616**	**Total des ressources**	**6 807**	**10 128**
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	8 202	488

(1) voté

Recettes

Budget Prévisionnel 2012 après DBM 1	Fonctionnement	Investissement	Total
Subvention de l'Etat	**81 901**	**450**	**82 351**
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	81 491	450	81 941
Autres ministères	410	0	410
Autres subventions et dotations	**14 278**	**646**	**14 924**
Collectivités Locales	6 543	171	6 714
Union Européenne	2 631	0	2 631
ANR	2 490	300	2 790
Dotations	0	175	175
Divers	2 614	0	2 614
Ressources propres	**79 262**	**0**	**79 262**
Droits d'inscriptions	50 371	0	50 371
Redevances sur prestations intellectuelles	530	0	530
Contrats de recherche hors ANR	1 135	0	1 135
Prestation de formation continue	12 980	0	12 980
Taxe d'appentissage	4 545	0	4 545
Autres Prestations (Etudes et travaux, ventes de produits et services)	1 933	0	1 933
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement…)	7 768	0	7 768
TOTAL des recettes donnant lieu à encaissement	**175 441**	**1 096**	**176 537**
RZ : Recettes ne donnant pas lieu à encaissement	**2 472**	**0**	**2 472**
TOTAL des recettes	**177 913**	**1 096**	**179 009**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

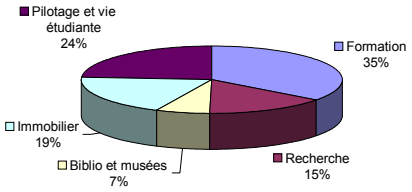
Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

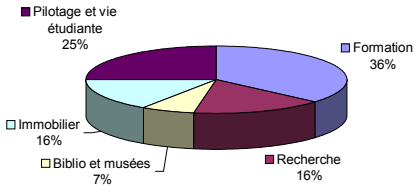
Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
101 - Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence	15 571	2 342		550	**18 463**
102 - Formation initiale et continue de niveau master	32 463	8 882		610	**41 955**
103 - Formation initiale et continue de niveau doctorat	3 846	270		53	**4 169**
105 - Bibliothèques et documentation	8 421	2 933		271	**11 625**
111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	20 658	7 362		420	**28 440**
112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	294	45		21	**360**
113 - Diffusion des savoirs et musées	89	425			**514**
114 - Immobilier	329	22 120		5 034	**27 483**
115 - Pilotage et animation du programme de l'établissement	22 618	7 062		2 734	**32 414**
201 - Aides directes	686	8 881		1	**9 568**
202 - Aides indirectes	42	427			**469**
203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	402	474		922	**1 798**
Total	**105 419**	**61 223**		**10 616**	**177 258**

Répartition des dépenses destination des IEP

Instituts d'études politiques
Réalisé 2011



Instituts d'études politiques
Prévisionnel 2012



CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	1 160	1 126	1 165
- sous plafond	*776*	*781*	*781*
- hors plafond opérateurs	*384*	*345*	*384*
dont contrats aidés	*8*	*8*	*8*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	597	581	601
- rémunérés par l'État par ce programme	*597*	*581*	*601*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

RENATER - RÉSEAU NATIONAL DE COMMUNICATIONS POUR LA TECHNOLOGIE, L'ENSEIGNEMENT ET LA RECHERCHE

RENATER est un groupement d'intérêt public (GIP) créé sur le fondement du code de la recherche. Créé en 1993 pour une durée de 6 ans, il a été prorogé à plusieurs reprises et dernièrement en 2009 pour une durée de dix années.

Le GIP est actuellement composé de 13 membres dont l'État représenté par les ministres chargés de l'éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche, la Conférence des présidents d'universités (CPU), le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), le Centre national d'études spatiales (CNES), le Centre nationale de la recherche scientifique (CNRS), l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA), l'Institut national de recherche agronomique (INRA) , le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), le BRGM, l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA), l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et l'Office nationale d'études et de recherches aérospatiales (ONERA).

Le GIP RENATER a notamment pour objet :

– d'assurer la maîtrise d'ouvrage d'un réseau national de communications électroniques pour la recherche, le développement technologique et l'enseignement ;
– d'aider au développement des réseaux de collecte à vocation scientifique et technique et d'assurer leur interconnexion nationale ;
– d'assurer les communications électroniques avec les réseaux pour l'éducation et la recherche (NREN) des autres pays et participer aux projets internationaux, notamment européens, d'interconnexion ;
– d'assurer la maîtrise d'ouvrage des services de communications électroniques, notamment la gestion des adresses et des plans de routage et de nommage, ainsi que les services d'annuaires de réseaux (DNS et résolution inverse des zones), au bénéfice de l'ensemble de la communauté de la recherche, du développement technologique et de l'éducation.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 15 : Pilotage et support du programme	**7 431**	**7 431**	**7 206**	**7 206**	**6 889**	**6 889**
Subventions pour charges de service public	7 431	7 431	7 206	7 206	6 889	6 889
Total	**7 431**	**7 431**	**7 206**	**7 206**	**6 889**	**6 889**

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	3 144	2 378	Ressources de l'État	8 348	7 099
			- subventions de l'État	*8 348*	*7 099*
Fonctionnement	18 947	19 770	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	8 192	7 334
			Ressources propres et autres	6 096	6 541
Total des charges	**22 091**	**22 148**	**Total des produits**	**22 636**	**20 974**
Résultat : bénéfice	545		Résultat : perte		1 174
Total : équilibre du CR	**22 636**	**22 148**	Total : équilibre du CR	**22 636**	**22 148**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	0		Capacité d'autofinancement	3 267	1 829
Investissements	6 244	3 859	Ressources de l'État	0	
			Autres subv. d'investissement et dotations	0	1 959
			Autres ressources	0	
Total des emplois	**6 244**	**3 859**	**Total des ressources**	**3 267**	**3 788**
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	2 977	71

(1) voté

Recettes

Budget Prévisionnel 2012 après DBM 1	Fonctionnement	Investissement	Total
Subvention de l'Etat	**7 099**	**0**	**7 099**
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	6 387	0	6 387
Autres ministères	712	0	712
Autres subventions et dotations	**7 334**	**1 959**	**9 293**
Collectivités Locales	0	0	0
Union Européenne	668	0	668
ANR	0	0	0
Dotations	0	0	0
Divers	6 666	1 959	8 625
Ressources propres	**6 145**	**0**	**6 145**
Droits d'inscriptions	0	0	0
Redevances sur prestations intellectuelles	0	0	0
Contrats de recherche hors ANR	0	0	0
Prestation de formation continue	0	0	0
Taxe d'appentissage	0	0	0
Autres Prestations (Etudes et travaux, ventes de produits et services)	5 985	0	5 985
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement…)	160	0	160
TOTAL des recettes donnant lieu à encaissement	**20 578**	**1 959**	**22 537**
RZ : Recettes ne donnant pas lieu à encaissement	**396**	**0**	**396**
TOTAL des recettes	**20 974**	**1 959**	**22 933**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
112-Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	2 378	16 370		3 859	**22 607**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	27	30	37
- sous plafond	*2*	*4*	*4*
- hors plafond opérateurs	*25*	*26*	*33*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

UNIVERSITÉS ET ASSIMILÉS

Cette catégorie regroupe les soixante-quinze universités et divers établissements assimilés : l'université de Lorraine et l'Institut national supérieur de formation et de recherche pour l'éducation des jeunes handicapés et les enseignements adaptés ainsi que deux centres universitaires de formation et de recherche et trois établissements de documentation.

Les missions

Les universités sont des EPSCP régis par les livres VI et VII du code de l'éducation. Ces établissements chargés du service public de l'enseignement supérieur disposent de l'autonomie pédagogique et scientifique, administrative et financière. Ils sont dotés d'organes dirigeants élus, prennent des décisions créatrices de droit engageant leur responsabilité, disposent d'un patrimoine propre, ont un budget distinct de celui de l'État, peuvent agir en justice, et détiennent des prérogatives de puissance publique. Ces établissements publics sont soumis à la tutelle de l'État et aux règles de la comptabilité publique.
Le président d'université par ses décisions, le conseil d'administration par ses délibérations, le conseil scientifique ainsi que le conseil des études et de la vie universitaire par leurs avis assurent l'administration de l'université. Les universités sont pluridisciplinaires et doivent être habilitées par le ministre chargé de l'enseignement supérieur à délivrer des diplômes nationaux. Elles définissent leur politique de formation, de recherche et de documentation dans le cadre des orientations nationales et dans le respect de leurs engagements contractuels avec l'État.

L'université de Lorraine concourt aux mêmes missions du service public de l'enseignement supérieur que les universités et délivre à ce titre les titres et diplômes nationaux pour lesquels elle a été habilitée. L'administration de l'université est assurée par les décisions d'un président élu assisté d'une instance collégiale, le directoire, par les délibérations du conseil d'administration, et par les avis du conseil scientifique, et de deux autres instances de consultation : le conseil de la formation et le conseil de la vie universitaire. L'université est en outre dotée d'un sénat académique, représentation élargie de la communauté universitaire. Le statut de grand établissement (au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation) permet d'assurer, au sein de ces conseils, une représentation des grands secteurs de formation et des sites d'implantation de l'établissement et d'instaurer une gouvernance de proximité au travers de collegiums et de pôles scientifiques qui disposent de compétences propres.

Le Centre universitaire de formation et de recherche (CUFR) du Nord-Est Midi-Pyrénées Jean-François Champollion est un établissement public administratif (EPA) autonome doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il a pour mission de dispenser en formation initiale un enseignement supérieur généraliste et professionnel. Il peut conduire des activités de recherche et assurer des missions de formation continue. Il organise des formations préparant aux divers diplômes nationaux délivrés par les universités.

Le Centre universitaire de formation et de recherche de Mayotte a été créé par le décret n°2011-1299 du 12 octobre 2011. Cet établissement constitué sous la forme d'un établissement public d'enseignement supérieur à caractère administratif structurera l'offre de formation post baccalauréat de l'île mahoraise ; il participera à la formation de jeunes bacheliers, dans le contexte de la départementalisation de Mayotte en en renforçant les principaux secteurs économiques, sociaux et commerciaux. Son activité commencera au 1er septembre 2012.

L'INSHEA est un EPA d'enseignement supérieur placé sous la tutelle des ministres chargés de l'enseignement supérieur et de l'éducation nationale. L'institut apporte son concours à la définition et à la mise en œuvre des politiques d'éducation et de formation, dispense une formation supérieure initiale et continue à visée professionnelle destinée aux personnels enseignants, non enseignants et d'encadrement, participe à l'animation et à la coordination des formations développées dans les instituts universitaires de formation des maîtres.

Les trois établissements de documentation sont également des EPA. L'agence bibliographique de l'enseignement supérieur (ABES) recense et localise les fonds documentaires des bibliothèques dans le but de faciliter l'accès aux catalogues bibliographiques, aux bases de données ainsi qu'aux documents ; elle veille à la normalisation du catalogage et de l'indexation, édite sur tout support les produits dérivés des catalogues. Le centre technique du livre de l'enseignement supérieur (CTLES) et la bibliothèque nationale et universitaire (BNU) de Strasbourg assurent la collecte, la gestion, la conservation et la communication des livres et documents d'intérêt patrimonial et scientifique qui lui sont confiés en dépôt notamment par les universités.

L'articulation avec les actions du programme

L'activité des universités (et des CUFR) se déploient, au sein du programme « Formations supérieures et recherche universitaire », sur l'ensemble des actions (hormis l'action 4 relative aux établissements d'enseignement supérieur privé), ainsi que sur l'action 3 du programme « Vie étudiante » (santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives). L'ABES, le CTLES et la BNUS œuvrent dans le cadre des actions 5, 13 et 15 du programme « Formations supérieures et recherche universitaire ».

Les liens avec la tutelle ministérielle

La politique contractuelle s'inscrit désormais au cœur de la relation entre l'État et les universités. Le contrat passé avec le ministère détermine avec les établissements les objectifs concernant, d'une part, la politique de formation initiale et continue et, d'autre part, le lien entre la formation et la recherche. Le contrat constitue ainsi le cadre des décisions d'habilitation des établissements à délivrer les diplômes nationaux et d'accréditation des écoles doctorales ; il reconnaît la qualité des équipes de recherche par la délivrance de labels; il assure l'accompagnement financier du projet de l'établissement par la programmation quadriennale des moyens accordés. Chaque renouvellement de contrat donne lieu à une évaluation des établissements. Aujourd'hui, toutes les universités bénéficient d'un contrat conclu avec l'État par vagues quinquennales.

Toutes les universités bénéficieront au 1er janvier 2013 des responsabilités et des compétences élargies en matière budgétaire et de gestion des ressources humaines.
Le recteur d'académie, en qualité de chancelier des universités, représente la ministre chargée de l'enseignement supérieur auprès de ces établissements. A ce titre, le recteur d'académie assiste ou se fait représenter au conseil d'administration et, dans le cadre de l'exercice de sa tutelle, il effectue notamment un contrôle budgétaire et de légalité. Toutefois les deux universités des Collectivités d'Outre-mer sont placées sous la tutelle directe du ministre.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence	**2 453 413**	**2 455 466**	**2 526 611**	**2 526 611**	**2 747 279**	**2 747 279**
Subventions pour charges de service public	2 453 413	2 453 413	2 526 611	2 526 611	2 747 279	2 747 279
Dotations en fonds propres		2 053				
Action n° 02 : Formation initiale et continue de niveau master	**1 547 901**	**1 547 901**	**1 692 250**	**1 692 250**	**1 821 615**	**1 821 615**
Subventions pour charges de service public	1 547 901	1 547 901	1 692 250	1 692 250	1 821 615	1 821 615
Action n° 03 : Formation initiale et continue de niveau doctorat	**264 987**	**264 987**	**265 475**	**265 475**	**296 016**	**296 016**
Subventions pour charges de service public	264 987	264 987	265 475	265 475	296 016	296 016
Action n° 05 : Bibliothèques et documentation	**312 895**	**312 895**	**328 062**	**328 062**	**360 499**	**360 499**
Subventions pour charges de service public	312 895	312 895	328 062	328 062	360 499	360 499
Action n° 06 : Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé	**644 310**	**644 310**	**639 340**	**639 340**	**673 450**	**673 450**
Subventions pour charges de service public	644 310	644 310	639 340	639 340	673 450	673 450
Action n° 07 : Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	**308 132**	**308 132**	**298 409**	**298 409**	**317 705**	**317 705**
Subventions pour charges de service public	308 132	308 132	298 409	298 409	317 705	317 705
Action n° 08 : Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	**375 054**	**375 054**	**424 939**	**424 939**	**436 735**	**436 735**
Subventions pour charges de service public	375 054	375 054	424 939	424 939	436 735	436 735
Action n° 09 : Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	**10 216**	**10 216**	**10 689**	**10 689**	**12 678**	**12 678**
Subventions pour charges de service public	10 216	10 216	10 689	10 689	12 678	12 678

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 10 : Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	**125 337**	**125 337**	**104 557**	**104 557**	**116 076**	**116 076**
Subventions pour charges de service public	125 337	125 337	104 557	104 557	116 076	116 076
Action n° 11 : Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	**763 766**	**763 766**	**732 470**	**732 470**	**834 891**	**834 891**
Subventions pour charges de service public	763 766	763 766	732 470	732 470	834 891	834 891
Action n° 12 : Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	**794 463**	**794 463**	**790 739**	**790 739**	**791 589**	**791 589**
Subventions pour charges de service public	794 463	794 463	790 739	790 739	791 589	791 589
Action n° 13 : Diffusion des savoirs et musées	**5 230**	**5 230**	**14 107**	**14 107**	**19 492**	**19 492**
Subventions pour charges de service public	5 230	5 230	14 107	14 107	19 492	19 492
Action n° 14 : Immobilier	**791 108**	**746 504**	**991 592**	**729 161**	**809 672**	**798 802**
Subventions pour charges de service public	675 681	674 271	693 545	693 545	733 552	733 552
Dotations en fonds propres	115 427	72 233	298 047	35 616	76 120	65 250
Action n° 15 : Pilotage et support du programme	**934 081**	**934 081**	**1 057 542**	**1 057 542**	**1 155 217**	**1 155 217**
Subventions pour charges de service public	934 081	934 081	1 057 542	1 057 542	1 155 217	1 155 217
Total pour ce programme	**9 330 893**	**9 288 342**	**9 876 782**	**9 614 351**	**10 392 914**	**10 382 044**
Programme 231 : Vie étudiante	**36 509**	**36 509**	**39 317**	**39 317**	**37 991**	**37 991**
Subventions pour charges de service public	36 509	36 509	39 317	39 317	37 991	37 991
Total	**9 367 402**	**9 324 851**	**9 916 099**	**9 653 668**	**10 430 905**	**10 420 035**

L'évolution des crédits versés à ces établissements entre 2012 et 2013 s'explique par :

– la modification du périmètre de la catégorie d'opérateurs « universités et assimilés » due à la fusion des universités de Metz, Nancy 1 et 2 et de l'INP de Lorraine. Ce dernier établissement faisait précédemment partie de la catégorie « écoles et formation d'ingénieurs » ;

– l'effet du passage des établissements aux RCE au 1er janvier 2013. Les crédits nécessaires à la prise en charge de la masse salariale par les établissements s'ajoutent à ceux prévus en 2012 à hauteur de 157,5 M€ ;

– l'actualisation des dotations des établissements passés aux RCE avant 2013 au titre de la masse salariale, soit 442,5 M€ ;

– l'ajustement des dotations d'investissement aux opérations prévues en 2013.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	8 878 366	9 642 279	Ressources de l'État	9 308 630	10 031 131
			- subventions de l'État	*9 308 630*	*10 031 131*
Fonctionnement	2 784 213	3 075 876	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	605 971	874 462
			Ressources propres et autres	1 831 067	1 919 160
Total des charges	**11 662 579**	**12 718 155**	**Total des produits**	**11 745 668**	**12 824 753**
Résultat : bénéfice	83 089	106 598	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	**11 745 668**	**12 824 753**	Total : équilibre du CR	**11 745 668**	**12 824 753**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	235 542	308 196
Investissements	770 942	1 098 759	Ressources de l'État	121 403	127 832
			Autres subv. d'investissement et dotations	198 175	310 218
			Autres ressources	458 335	3 468
Total des emplois	**770 942**	**1 098 759**	**Total des ressources**	**1 013 455**	**749 714**
Apport au fonds de roulement	242 513		Prélèvement sur le fonds de roulement		349 045

(1) voté

Compte de résultat des universités RCE

Dépenses	RD2011	BP2012	Recettes	RD2011	BP2012
Personnel	**8 848 720**	**9 608 451**	Ressource de l'Etat	**9 254 676**	**9 978 506**
Fonctionnement	**2 705 943**	**2 982 005**	Subvention de l'Etat	**9 254 676**	**9 978 506**
Interventions	**0**	**0**	Ressources fiscales	**0**	**0**
			Autres subventions	**596 278**	**863 637**
			Ressources propres et autres	**1 782 299**	**1 864 248**
Total des dépenses	**11 554 663**	**12 590 456**	**Total des recettes**	**11 633 253**	**12 706 391**
Résultat : Bénéfice	**78 590**	**115 935**	Résultat : Perte	**0**	**0**
Total : équilibre du CR	**11 633 253**	**12 706 391**	Total équilibre du CR	**11 633 253**	**12 706 391**

Tableau de financement abrégé des universités RCE

Emplois	RD2011	BP2012	Ressources	RD2011	BP2012
Insuffisance d'autofinancement	**0**	**0**	capacité d'autofinancement	**229 143**	**318 905**
Investissements	**753 054**	**1 058 243**	Ressources de l'Etat	**119 949**	**122 130**
			Autres subv. D'investissement	**196 271**	**277 660**
			Autres ressources	**456 995**	**3 281**
Total des emplois	**753 054**	**1 058 243**	**Total des ressources**	**1 002 358**	**721 976**
Apport au fonds de roulement	**249 304**	**0**	prélèvement sur fonds de roulement	**0**	**336 267**

Recettes des universités (RCE + non RCE)

Budget Prévisionnel 2012 après DBM 1	Fonctionnement	Investissement	Total
Subvention de l'Etat	**10 031 131**	**127 832**	**10 158 963**
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	9 977 836	109 840	10 087 676
Autres ministères	53 295	17 992	71 287
Autres subventions et dotations	**874 462**	**310 218**	**1 184 680**
Collectivités Locales	270 191	188 858	459 049
Union Européenne	152 526	50 414	202 940
ANR	196 079	22 285	218 364
Dotations	0	4 317	4 317
Divers	255 666	44 344	300 010
Ressources propres	**1 275 935**	**3 245**	**1 279 180**
Droits d'inscriptions	317 112	0	317 112
Redevances sur prestations intellectuelles	8 851	0	8 851
Contrats de recherche hors ANR	235 298	0	235 298
Prestation de formation continue	231 143	0	231 143
Taxe d'appentissage	92 803	0	92 803
Autres Prestations (Etudes et travaux, ventes de produits et services)	243 903	0	243 903
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement…)	146 825	3 245	150 070
TOTAL des recettes donnant lieu à encaissement	**12 181 528**	**441 295**	**12 622 823**
RZ : Recettes ne donnant pas lieu à encaissement	**643 225**	**223**	**643 448**
TOTAL des recettes	**12 824 753**	**441 518**	**13 266 271**

Recettes des universités RCE

Budget Prévisionnel 2012 après DBM 1	Fonctionnement	Investissement	Total
Subvention de l'Etat	**9 978 506**	**122 130**	**10 100 636**
Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche	9 926 492	104 203	10 030 695
Autres ministères	52 014	17 927	69 941
Autres subventions et dotations	**863 637**	**277 660**	**1 141 297**
Collectivités Locales	264 622	179 649	444 271
Union Européenne	149 674	41 410	191 084
ANR	195 970	8 399	204 369
Dotations	0	4 317	4 317
Divers	253 371	43 885	297 256
Ressources propres	**1 226 305**	**3 232**	**1 229 537**
Droits d'inscriptions	312 424	0	312 424
Redevances sur prestations intellectuelles	8 851	0	8 851
Contrats de recherche hors ANR	235 147	0	235 147
Prestation de formation continue	227 635	0	227 635
Taxe d'appentissage	91 762	0	91 762
Autres Prestations (Etudes et travaux, ventes de produits et services)	239 178	0	239 178
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement…)	111 308	3 232	114 540
TOTAL des recettes donnant lieu à encaissement	**12 068 448**	**403 022**	**12 471 470**
RZ : Recettes ne donnant pas lieu à encaissement	**637 944**	**49**	**637 993**
TOTAL des recettes	**12 706 392**	**403 071**	**13 109 463**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

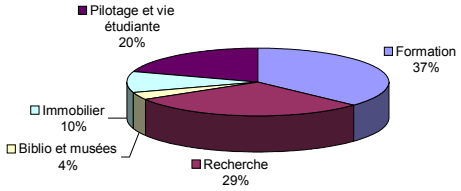
Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
101 Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence	2 616 653	192 813		54 237	**2 863 703**
102 Formation initiale et continue de niveau master	1 365 706	172 061		34 964	**1 572 731**
103 Formation initiale et continue de niveau doctorat	203 703	22 465		2 467	**228 635**
105 Bibliothèques et documentation	219 196	170 677		7 272	**397 145**

(En milliers d'euros)

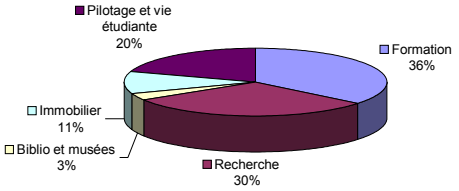
Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
106 Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé	830 608	153 335		71 551	**1 055 494**
107 Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	465 053	75 327		26 880	**567 260**
108 Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	526 902	123 282		91 070	**741 254**
109 Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	17 298	1 454		171	**18 923**
110 Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	160 406	42 086		22 544	**225 036**
111 Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	721 050	96 761		12 407	**830 218**
112 Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	320 803	101 608		51 417	**473 828**
113 Diffusion des savoirs et musées	24 233	14 127		668	**39 028**
114 Immobilier	263 544	507 533		598 067	**1 369 144**
115 Pilotage et animation du programme de l'établissement	1 824 986	516 255		111 362	**2 452 603**
201 Aides directes	8 648	30 835		392	**39 875**
202 Aides indirectes	9 099	11 392		386	**20 877**
203 Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	61 663	29 215		2 200	**93 078**
Destinations autres programmes	66	52		195	**313**
Total	**9 639 617**	**2 261 278**		**1 088 250**	**12 989 145**

Répartition des Dépenses par destination des universités

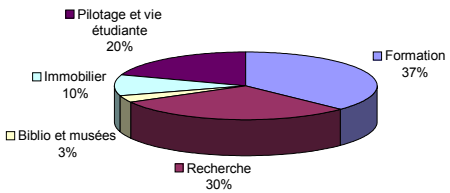
Universités Réalisé 2011



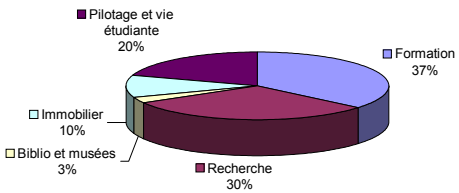
Universités Prévisionnel 2012



Universités RCE Réalisé 2011



Universités RCE Prévisionnel 2012



CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	141 161	147 005	158 822
- sous plafond	*125 901*	*133 707*	*141 622*
- hors plafond opérateurs	*15 260*	*13 298*	*17 200*
dont contrats aidés	*708*	*707*	*708*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	10 354	7 149	596
- rémunérés par l'État par ce programme	*10 354*	*7 149*	*596*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

A partir de 2013, les emplois de l'INP Lorraine (857 ETP) sont intégrés à la catégorie « Universités et assimilés ».

ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

Note explicative

La comptabilité d'analyse des coûts (CAC) s'appuie sur des principes, règles et méthodes de construction partagés par l'ensemble des acteurs : ministères, services du contrôle budgétaire et comptable ministériel, direction du budget et de la direction générale des finances publiques.

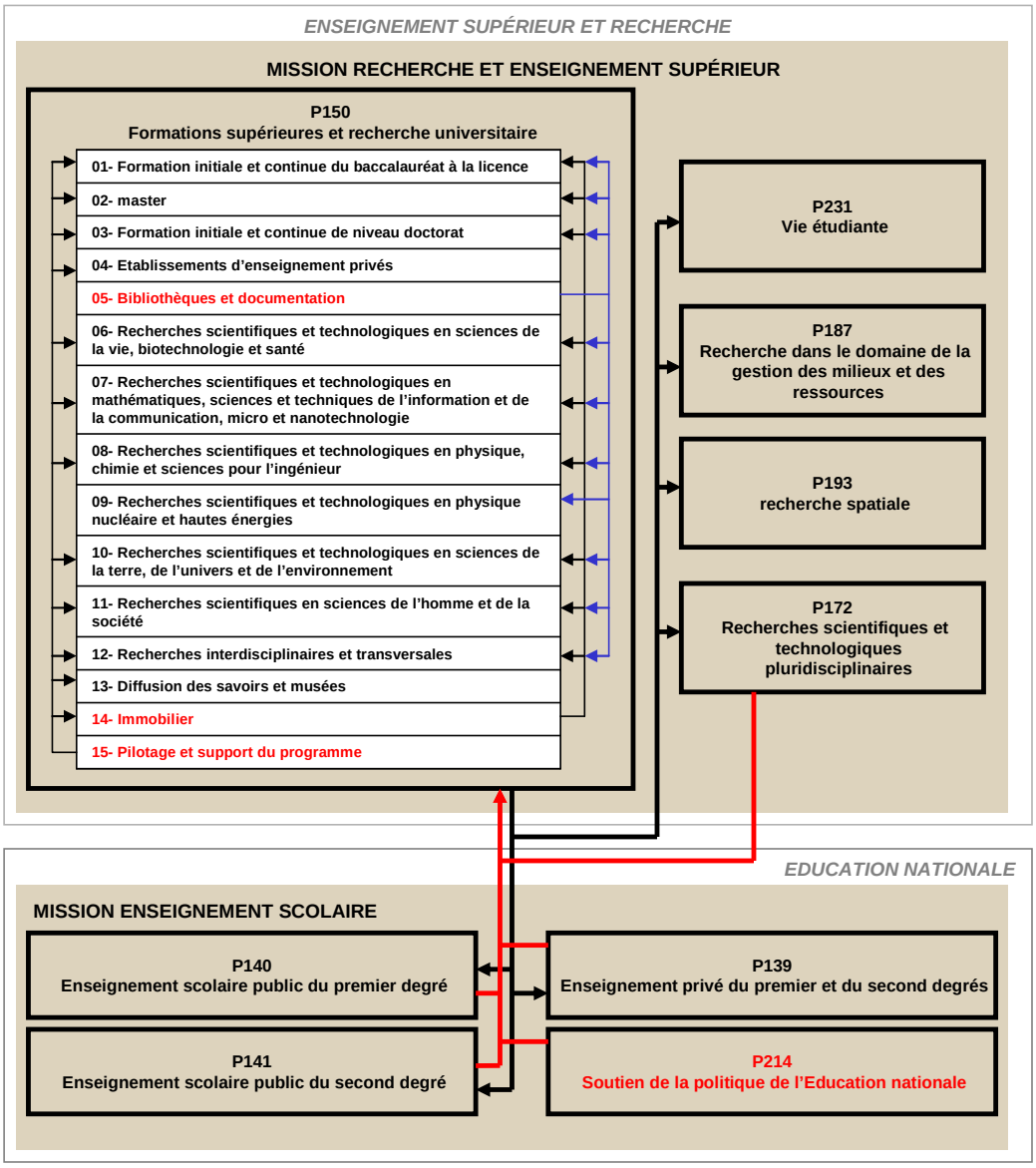
Le volet « Analyse des coûts » du PAP vise plus particulièrement l'identification des enjeux en matière de consommation de ressources partagée entre programmes, qu'ils relèvent ou non de la même mission.

A ce titre, ce volet comporte trois parties : 1°- une cartographie des liens de consommation des ressources entre actions ; 2°- un tableau de synthèse retraçant successivement la valeur initiale des actions, les ventilations internes et externes et la valeur après ventilations des actions ; 3°- les observations des équipes ministérielles, intégrant l'explication des principes méthodologiques appliqués aux données retraitées, et éclairant les résultats obtenus.

Enfin, l'analyse des coûts contribue à la documentation de la démarche de performance et s'inscrit dans un cycle d'amélioration continue.

SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Numéro et intitulé de l'action	PLF 2013 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2013 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2012 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
01 - Formation initiale et continue du baccalauréat à la licence	2 776 221 608	+971 060 190	+2 762 781 953	6 510 063 751	6 332 402 519
02 - Formation initiale et continue de niveau master	2 365 982 327	+840 114 506	+2 150 818	3 208 247 651	3 153 457 790
03 - Formation initiale et continue de niveau doctorat	352 970 577	+99 094 023	+1 419 685	453 484 285	433 326 137
04 - Établissements d'enseignement privés	84 485 852	+15 442 805	+339 812	100 268 469	106 292 521
05 - Bibliothèques et documentation	433 829 413	-433 829 413	0	0	0
06 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologies et santé	769 836 833	+234 003 800	+56 222 157	1 060 062 790	1 046 685 225
07 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	370 123 566	+105 494 534	+38 913 645	514 531 745	511 172 076
08 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	548 737 063	+217 168 683	+54 420 852	820 326 598	818 664 152
09 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies	13 320 914	+2 434 873	+857 708	16 613 495	16 047 963
10 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	166 019 666	+57 012 970	+12 220 787	235 253 423	234 038 490
11 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	976 115 101	+206 564 670	+73 324 622	1 256 004 393	1 253 123 270
12 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	931 644 179	+170 291 229	+59 986 740	1 161 922 148	1 165 243 478
13 - Diffusion des savoirs et musées	109 581 132	+20 029 863	+2 358 429	131 969 424	131 018 843
14 - Immobilier	1 416 036 303	-1 301 192 197	-114 844 106	0	0
15 - Pilotage et support du programme	1 502 343 115	-1 203 690 536	-298 652 579	0	0
Total	**12 817 247 649**	**0**	**+2 651 500 523**	**15 468 748 172**	**15 201 472 464**

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	**-2 651 500 523**
139 / Enseignement privé du premier et du second degrés (Mission « Enseignement scolaire »)	-328 992 372
140 / Enseignement scolaire public du premier degré (Mission « Enseignement scolaire »)	+2 321 910
141 / Enseignement scolaire public du second degré (Mission « Enseignement scolaire »)	-2 417 579 799
172 / Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	-273 997 887
187 / Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	+3 877 974
193 / Recherche spatiale (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	+5 265 408
214 / Soutien de la politique de l'éducation nationale (Mission « Enseignement scolaire »)	-32 653 310
231 / Vie étudiante (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	+390 257 553

OBSERVATIONS

Il est à noter que le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche a participé, dans le cadre du rapport annuel de performance 2011, à une expérimentation destinée à intégrer la comptabilité d'analyse des coûts dans l'outil Chorus. Cela a nécessité, au-delà de l'actualisation des données propre à l'exercice, de faire évoluer les clés de répartition conduisant aux déversements. Ce changement de méthode, élaboré dans un souci de simplification et de cohérence, a été reconduit pour la construction de la comptabilité d'analyse des coûts du projet annuel de performance 2013. Il explique les écarts pouvant être constatés avec le PLF 2012, hors évolution des données d'une année sur l'autre.

VENTILATION INTERNE

Les règles de déversement sont les suivantes : la ventilation interne au programme 150 concerne trois actions du programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire » :

- l'action 05 « Bibliothèques et documentation »,
- l'action 14 « Immobilier »,
- l'action 15 « Pilotage et support du programme ».

L'action « Bibliothèques » comprend les crédits et les emplois consacrés par l'État aux développements des ressources documentaires et à l'amélioration de leur accessibilité pour les étudiants, ainsi qu'à la mise à disposition des ressources d'information scientifique les plus récentes, et de niveau international, pour les chercheurs. Les crédits de l'action « Bibliothèques » sont ventilés sur les actions 01 à 04 et 06 à 13 (actions de politique publique) au prorata du poids budgétaire de chacune de ces actions sur le programme.

L'action « Immobilier » regroupe les crédits et les emplois consacrés par l'État aux constructions, restructurations, acquisitions et locations, ainsi qu'à la maintenance, la sécurité, l'entretien et le fonctionnement des bâtiments et espaces extérieurs des opérateurs du programme.
Les crédits de l'action « Immobilier » ont été ventilés sur les autres actions « non support » du programme au prorata des surfaces totales bâties en fonction de leur principale utilisation.

L'action « Pilotage et support du programme » comprend les moyens consacrés au pilotage du système universitaire, au financement des dépenses de personnels et de fonctionnement du Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (administration centrale), à Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), au Conseil national des universités (CNU), à l'Agence de mutualisation des universités et des établissements (AMUE), au pilotage opérationnel des établissements, à l'action internationale, aux technologies de l'information et de la communication, et à la formation des personnels enseignants chercheurs et IATOS (ingénieurs, administratifs, techniciens, ouvriers et de service).
Le montant total des crédits exécutés de l'AERES est déversé sur les actions de politique publique du programme 150 (01 à 04 et 06 à 13) au prorata du poids budgétaire du programme. Le reste des crédits exécutés de l'action 15 est déversé sur les mêmes actions de politique publique du P150 et du P231 selon les mêmes modalités.
Ces deux étapes conduisent au déversement global de l'action 15 (action support) vers les actions de politique publique de l'enseignement supérieur (P150 et P231).
Une partie des crédits a été reventilée sur le programme « Vie étudiante » en fonction de la part des activités liées à la vie étudiante du personnel de la Direction Générale de l'Enseignement supérieur.

Par ailleurs, les crédits correspondant aux moyens dévolus aux services de la ministre et du Cabinet de la ministre, ainsi que des directions responsables de programmes, DGES et DGRI sont déversés sur trois programmes de la mission interministérielle « Recherche et enseignement supérieur » : « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires », « Recherche dans le domaine de la gestion, des milieux et des ressources » et « Recherche spatiale ».

Du fait des clés de répartition retenues pour la reventilation des crédits de l'action « Pilotage et support du programme », qui prennent particulièrement en compte les effectifs d'étudiants en formation, ce sont l'action 1 « Licence » et l'action 2 « Master » qui enregistrent les reventilations de crédits les plus importantes avec respectivement +971,1 M€ et +840,1 M€.

Pour certaines actions de la recherche universitaire (actions 06, 07, 09 et 12), la valeur du PLF 2013 après ventilation est supérieure de respectivement 13,4 M€, 3,4 M€, 0,6 M€ et inférieure de 3,3 M€ à celle de la LFI 2012 reventilée du fait d'une part, d'une mise à jour de la clef de reventilation des crédits de l'action « pilotage et support du programme », et d'autre part, du rééquilibrage entre les actions du programme 150 lors du PLF et correspondant à une imputation plus proche de la réalité de chaque action avec une prise en compte des dépenses de titre 2 correspondant aux effectifs recensés dans l'application COSMOS.

VENTILATION EXTERNE

Afin de reconstituer la dépense prévisionnelle complète du programme, des crédits en provenance d'autres programmes de la mission « Recherche et enseignement supérieur » (MIRES) et de la mission « Enseignement scolaire » (MIES) sont déversés sur le programme « Formations supérieures et recherche universitaire » d'un montant respectif de 125 M€ et 2 776 M€.

La dépense complète du programme a été reconstituée de la façon suivante :

– des dépenses venant du **programme 172** « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » de la mission « Recherche et enseignement supérieur », principalement les contrats CIFRE et des dépenses de soutien à la recherche de même que les crédits au titre du fonctionnement de l'ANR (Agence Nationale de la Recherche), ont été intégrées aux dépenses du programme,

– des dépenses du **programme 214** « Soutien de la politique de l'Éducation nationale » de la mission « Enseignement scolaire » ont été réintégrées pour prendre en compte l'activité de pilotage des personnels de l'administration centrale et des services déconcentrés (personnel des rectorats) en direction de l'enseignement supérieur.

– les dépenses de l'enseignement post-baccalauréat (STS – sections de techniciens supérieurs et CPGE – classes préparatoires aux grandes écoles) exécutées sur le **programmes 139** « Enseignement privé du premier et du second degré » et le **programme 141** « Enseignement scolaire public du second degré » de la mission « Enseignement scolaire » ont été réimputées sur le programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire ». Cette ventilation externe est la plus importante puisqu'elle concerne 2 762,6 M€.

Inversement, des crédits du programme 150 sont déversés sur des programmes de la mission interministérielle enseignement scolaire. Des charges de formation continue des enseignants du secteur scolaire sont prises en compte par les universités. Le coût de la formation continue des nouveaux professeurs (7,4 M€) est déversée sur le **programme 140** « Enseignement scolaire public du premier degré », le **programme 141** « Enseignement scolaire public du second degré » et le **programme 139** « Enseignement privé du premier et du second degré » au prorata des effectifs concernés.

PROGRAMME 231

VIE ÉTUDIANTE

MINISTRE CONCERNÉ : GENEVIÈVE FIORASO, MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	166
Objectifs et indicateurs de performance	168
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	174
Justification au premier euro	179
Opérateurs	191
Analyse des coûts du programme et des actions	203

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Simone BONNAFOUS
Directrice générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle
Responsable du programme n° 231 : Vie étudiante

Offrir à chaque étudiant un égal accès aux études supérieures et une même chance de réussite dans la filière de son choix est un objectif majeur pour le ministère chargé de l'enseignement supérieur.

Le Président de la République a orienté l'ensemble de l'action du Gouvernement en direction de la jeunesse et de la justice sociale. C'est au regard de cette double exigence que la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche a inscrit parmi les priorités ministérielles pour 2013 l'amélioration des conditions de vie des étudiants et de leur réussite à tous les niveaux de formation, et plus particulièrement en premier cycle.

Le programme 231 « Vie étudiante », qui concourt à ces objectifs, permet à des jeunes, grâce aux aides directes et indirectes dont il est le support, de poursuivre des études auxquelles ils seraient contraints de renoncer sans ce soutien. En effet, les conditions de vie des étudiants influent directement sur leur réussite académique, leur préparation à une insertion durable et leur confiance en l'avenir.

La population étudiante qui a été multipliée par 7 depuis 50 ans continue à croître, notamment à l'université. Une nouvelle progression des effectifs de 1,6 % est attendue à la rentrée universitaire 2012-2013, sous l'effet notamment d'une arrivée accrue de bacheliers professionnels. Cette augmentation du nombre d'étudiants génère naturellement un accroissement des besoins, tant en matière de formation que de vie étudiante, qui doit être programmé à partir de 2013. Comme l'a démontré à de nombreuses reprises la Cour des Comptes, la budgétisation des dispositifs d'aides a régulièrement été sous-estimée au cours des dernières années et a amené le ministère à procéder à des redéploiements importants en cours de gestion. Le PLF 2013 tient compte de ces critiques en se donnant pour objectif de parvenir à une budgétisation exemplaire des aides directes. Ceci se traduit par l'inscription de 148,3 M€ de crédits supplémentaires au titre de cette action en 2013.

Le développement du logement étudiant constitue la seconde grande priorité du programme en matière de vie étudiante.

L'objectif de la politique en matière de logement étudiant menée par le ministère en charge de l'enseignement supérieur est de permettre au plus grand nombre d'étudiants qui en font la demande d'accéder à un hébergement de qualité et à un moindre coût. Le plan ANCIAUX, lancé en 2004, a consisté à mettre en œuvre une politique active du logement étudiant avec un objectif de 7 000 réhabilitations et de 5 000 constructions nouvelles par an sur une durée de 10 ans. Ces objectifs n'ont pas été totalement atteints. Bien que les réalisations aient été en constante progression, elles ne permettent pas de faire face à des besoins croissants. Ainsi, compte tenu des travaux effectués depuis 2004, 25 000 places restent à réhabiliter. Pour ce qui est des constructions, 19 000 logements nouveaux ont été créés depuis 2004.

Aussi un programme de construction de 40 000 logements étudiants sur 5 ans a-t-il été annoncé par le Président de la République. Le PLF 2013 comporte à cet égard l'inscription de 20 M€ supplémentaire destinés à accompagner cet effort.

Dans un souci d'égal accès à l'enseignement supérieur, l'accompagnement des étudiants handicapés s'impose aux établissements d'enseignement supérieur et la loi du 11 février 2005 pour « l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapée » prévoit de renforcer les mesures en leur faveur. Les établissements d'enseignement supérieur se voient confier la responsabilité de la mise en œuvre des mesures d'accompagnement des étudiants : accueil, accessibilité des formations, accessibilité du cadre bâti, insertion professionnelle. A cette fin, la charte « université/handicap » renouvelée le 4 mai 2012 par les ministres concernés et par la conférence des présidents d'université (CPU) prévoit que les universités s'appuient sur un plan d'actions inscrit dans un schéma directeur.

Dans le domaine de la santé, l'objectif est d'assurer un meilleur suivi sanitaire de la population étudiante, de garantir l'accès aux soins pour tous les étudiants en renforçant le partenariat avec les mutuelles étudiantes, les différents acteurs de la santé et les associations étudiantes et de répondre aux urgences médicales. La constitution de certains services universitaires de médecine préventive et de promotion de la santé (SUMPPS) en centres de santé (14 centres de santé sur 59 SUMPPS, 10 postulent) les conduit à mener, auprès des étudiants, des actions curatives en sus des actions préventives.

Le CNOUS (Centre national des œuvres universitaires et scolaires) et les CROUS (Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires), qui sont les principaux opérateurs de ce programme, interviennent tant sur le champ des aides sociales, du logement, de la restauration que de l'action culturelle et du soutien à l'engagement étudiant. Le contrat d'objectifs quadriennal 2010-2013 du CNOUS confirme le renforcement des liens avec les universités, notamment dans le cadre des PRES, mais engage aussi le réseau dans une démarche d'évaluation des actions conduites pour améliorer sa performance, son efficience et son professionnalisme. Parallèlement, le réseau des œuvres tend à développer ses partenariats avec d'autres ministères tels que le ministère de l'éducation nationale ou celui de la culture et de la communication qui lui ont confié, l'instruction, voire le paiement de bourses et aides diverses spécifiques à leur propre champ ministériel.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 **Contribuer à promouvoir l'égalité des chances pour l'accès aux formations de l'enseignement supérieur des différentes classes sociales**

INDICATEUR 1.1 Accès à l'enseignement supérieur des jeunes de 20/21 ans selon leur origine sociale

INDICATEUR 1.2 Evolution de la représentation des origines socio-professionnelles des étudiants selon le niveau de formation

INDICATEUR 1.3 Ratio de réussite comparé des étudiants boursiers par rapport aux étudiants non boursiers

INDICATEUR 1.4 Pourcentage d'étudiants boursiers en Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles

OBJECTIF 2 **Améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants en optimisant les coûts**

INDICATEUR 2.1 Répartition de la couverture des besoins en logements

INDICATEUR 2.2 Bilan des enquêtes de satisfaction sur le logement et la restauration relevant du réseau des oeuvres

INDICATEUR 2.3 Taux de couverture des dépenses d'hébergement et de restauration par des ressources propres

OBJECTIF 3 **Développer la prévention dans le domaine de la santé**

INDICATEUR 3.1 Pourcentage des étudiants du cursus licence ayant bénéficié d'une visite médicale au cours de l'année

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Contribuer à promouvoir l'égalité des chances pour l'accès aux formations de l'enseignement supérieur des différentes classes sociales

L'origine sociale des étudiants évolue très peu d'une année sur l'autre et les étudiants des catégories socio-professionnelles les plus favorisées continuent à être plus fortement représentés dans l'enseignement supérieur : en 2010-2011, toutes formations confondues, 30,5 % environ des étudiants ont des parents cadres supérieurs ou exerçant une profession libérale ; en revanche, seulement 11,1 % environ des étudiants sont enfants d'ouvriers. Ils représentaient 10,3 % en 2009-2010.

Ce phénomène est accentué dans les classes préparatoires aux grandes écoles et les ENS où plus de la moitié des étudiants est issue des catégories sociales les plus favorisées. Ainsi, pour l'année 2010-2011, en classe préparatoire aux grandes écoles (CPGE), 51 % environ des élèves ont des parents cadres ou exerçant une profession intellectuelle supérieure alors que le pourcentage d'enfants d'ouvriers n'atteint que 6,3 %. Les enfants de professions intermédiaires se répartissent de manière plus homogène sur les différentes filières, même s'ils ont tendance à s'orienter un peu plus vers les STS ou les IUT et les écoles paramédicales et sociales. Les enfants d'ouvriers sont quant à eux surreprésentés en STS (21,3 %), en IUT (14,7 %) et dans les formations comptables (14,7 %).

La poursuite d'études longues à l'université est davantage le fait de jeunes dont les parents sont cadres supérieurs ou exercent une profession libérale : leur part passe de 28,6 % en cursus licence à 34,1 % en 2010-2011 en master et à 36,2 % en doctorat ; inversement, alors que les enfants d'ouvriers sont en augmentation et représentent 12,3 % des étudiants inscrits à l'université les trois premières années d'études, cette part se situe à 7,7 % en master et à 4,7 % en doctorat.

Permettre la réussite de tous les étudiants, quelle que soit la situation économique de leur famille, constitue donc un objectif prioritaire.

Le système d'organisation des formations (LMD) concourt à cet objectif par la souplesse apportée notamment au niveau de la licence, en évitant en particulier les orientations trop précoces qui réduisent les chances de réussite des étudiants issus de milieux modestes n'ayant pas toujours une connaissance suffisante du système universitaire.

L'orientation est une démarche globale comportant quatre séquences : l'information, la préinscription, le conseil et l'admission. Ainsi tout élève de classe terminale qui envisage de poursuivre des études à l'université doit pouvoir bénéficier de la part des établissements d'une aide à l'orientation, sur le fondement de laquelle il pourra choisir sa voie en pleine connaissance de cause.
La mise en œuvre d'une politique d'orientation efficace s'appuie sur la diffusion d'une bonne information concernant notamment les taux de réussite et les débouchés des différentes formations ainsi que sur la délivrance de conseils aux élèves qui souhaitent s'engager dans des études supérieures, en particulier à l'université.

Par ailleurs, les actions mises en œuvre pour favoriser l'ouverture sociale des formations longues - formations universitaires ou de grandes écoles, mais surtout CPGE et grandes écoles - s'appuient sur le tutorat pour favoriser l'accompagnement des lycéens issus de milieux modestes vers l'enseignement supérieur.

Ainsi, la labellisation accordée dans le cadre des « **Cordées de la réussite** », partenariats entre un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur, d'une part, des lycées à classes préparatoires et des lycées ou collèges, d'autre part, met l'accent sur les actions de tutorat assurées par des étudiants, sur la base du volontariat, au bénéfice de lycéens ou d'étudiants de CPGE. Le nombre de cordées labellisées a été porté à 254 en 2010 et 326 en 2011.

INDICATEUR 1.1 : Accès à l'enseignement supérieur des jeunes de 20/21 ans selon leur origine sociale

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Employeurs, cadres, professions intermédiaires	%	78	77	79,5	78,5	>=78,5	79
Employés, Ouvriers	%	41	41	41,5	41,5	42	43
Ensemble des jeunes de 20-21 ans	%	56	56	56,5	56,5	57	58

Précisions méthodologiques

Pourcentage de jeunes suivant ou ayant suivi des études supérieures, parmi l'ensemble des jeunes âgés de 20-21 ans en début d'année dont le père relève de telle ou telle catégorie socioprofessionnelle (nomenclature INSEE). Si le père est inactif ou au chômage, c'est la catégorie socioprofessionnelle de la mère qui est prise en compte.

Source des données : Il est établi à partir de l'enquête Emploi de l'INSEE qui, depuis 2003, est effectuée tout au long de l'année, en continu, les ménages étant interrogés sur six trimestres consécutifs.

Les valeurs définitives ne sont disponibles pour une année n qu'à partir du mois de juin n+4 puisqu'elles résultent de données pondérées qui sont provisoires pendant quatre ans. Ainsi, les données 2010 et 2011 ne seront définitives qu'à partir de 2014 et 2015. Les données indiquées ci-dessus pour 2010 et 2011 sont celles du RAP 2011.

Les prévisions et cibles sont actualisées à partir des constatations des années 2010 et 2011 ; elles tiennent compte des réformes engagées notamment dans les domaines de l'orientation et de l'accompagnement social des étudiants. La généralisation de l'orientation active, la spécialisation progressive des études et la mise en œuvre de passerelles à différentes étapes des cursus ne peuvent que favoriser la réussite des étudiants les plus fragiles dont une partie est issue de milieux modestes peu familiarisés avec le monde de l'enseignement supérieur.

INDICATEUR 1.2 : Evolution de la représentation des origines socio-professionnelles des étudiants selon le niveau de formation

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Equivalent "L" Ouvriers,employés	%	28,7	28,4	30	30	30	31,5
Equivalent "M" Ouvriers,employés	%	20,5	20,4	20,8	20,8	21	22
Equivalent "D" Ouvriers,employés	%	15,6	16,3	16	16,5	16,6	18

Précisions méthodologiques

Le calcul s'effectue sur la France entière, incluant les collectivités d'outre mer. Les résultats de l'année n sont ceux de l'année universitaire dont 2 trimestres sur 3 correspondent à l'année n.

L'indicateur est construit à partir de données administratives recueillies via le système d'information sur le suivi de l'étudiant (SISE). Il repose sur des informations données par les étudiants eux-mêmes. Sa limite tient donc à la fiabilité des renseignements et à leur effectivité.

Source des données : Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques. DGESIP/DGRI.

Si une baisse de la valeur de l'indicateur au niveau L est enregistrée et pourrait être imputée à une baisse du nombre de bacheliers issus de parents employés et ouvriers, on assiste à un maintien pour le niveau M et à une augmentation des valeurs de l'indicateur pour le niveau D, donc à la poursuite des études longues qui traduit un allongement de la durée des études de ces étudiants. En effet, le taux de réussite est moins élevé quelle que soit la série du bac chez les élèves des milieux ouvriers, retraités ou sans activité, que chez les élèves d'enfants de cadres et professions intermédiaires supérieures.

Les effets de la politique volontariste menée pour aider les jeunes issus des milieux défavorisés et des classes moyennes à revenus modestes feront évoluer ces indicateurs. Les aides accordées aux jeunes issus des milieux défavorisés et des classes moyennes à revenus modestes, le plan licence, l'orientation active, les cordées de la réussite, l'accompagnement plus personnalisé des étudiants au moyen notamment du tutorat jouent un rôle prépondérant : ces dispositifs contribuent à la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur mais aussi à la réduction des taux d'abandon et d'échec qui sont plus nombreux chez les jeunes issus de milieu défavorisé.

INDICATEUR 1.3 : Ratio de réussite comparé des étudiants boursiers par rapport aux étudiants non boursiers

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Ratio des taux de réussite en L3	%	114,7	n.d	114,5	114,5	114,5	114,5
Ratio des taux de réussite en M2	%	116,6	n.d	116,4	116,4	116,4	116,4

Précisions méthodologiques

Le taux de réussite est calculé en fonction du nombre d'inscrits en année terminale de cursus. Ne concerne que les étudiants inscrits dans les universités.

Source des données : Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques. DGESIP/DGRI.

Cet indicateur permet d'apprécier l'adéquation des moyens mis en œuvre avec l'objectif de démocratisation de l'enseignement supérieur.
Les pourcentages obtenus sont établis à partir du ratio admis/inscrits. Ni le PAP 2010, ni les PAP suivants n'indiquent les valeurs n-2 car au moment de l'élaboration du PAP, ces indicateurs ne sont pas encore disponibles.

Les ratios obtenus, tant pour la licence que pour le master 2, montrent un taux de réussite supérieur chez les étudiants boursiers à celui des non boursiers. Des statistiques développées par quelques établissements aboutissent à la même constatation.
Cependant, ces résultats doivent être pris avec précaution : ils portent sur un vivier d'étudiants en 3ème année et en 5ème année d'études qui ne tient pas compte des sélections qui se sont produites dans les années d'études antérieures ni des réorientations. On peut avancer plusieurs facteurs d'explication : la proportion de sorties du système universitaire dans les deux premières années est peut-être plus forte chez les étudiants boursiers que chez les non boursiers, ce qui entraînerait une présence plus forte des meilleurs éléments en 3ème année de licence et sans aucun doute en master 2. Ensuite, le calcul du taux de réussite n'est pas établi à partir des présents aux examens mais à partir du nombre d'inscrits. Or, les étudiants boursiers sont soumis à une obligation d'assiduité qui favorise la réussite. Enfin, parmi les étudiants non boursiers, un certain nombre, variable suivant les filières et le niveau d'études, travaillent en même temps qu'ils poursuivent leurs études.

INDICATEUR 1.4 : Pourcentage d'étudiants boursiers en Classes Préparatoires aux Grandes Ecoles

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Pourcentage d'étudiants boursiers en CPGE	%	25,7	26			29	30
Pourcentage d'étudiants boursiers en 1ère année de CPGE	%	25,7	24,9				
Pourcentage d'étudiants boursiers en 2ème année de CPGE	%	24,8	27,1				
Part d'étudiants boursiers relevant de l'échelon 0 parmi les étudiants boursiers inscrits en CPGE	%	23,5	27,1				

Précisions méthodologiques

Le calcul s'effectue sur la France métropolitaine et les départements d'Outre-mer. Il découle par appariement sur l'INE entre les deux systèmes Aglaé (gestion des bourses) et Scolarité. L'année n correspond à l'année universitaire n-1/n.

Source des données : Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques. DGESIP/DGRI.

Nouvel indicateur intégré au PAP 2013.

En 2007, alors que le taux de boursiers à l'université était de 33 %, il n'était que de 22 % en classes préparatoires aux grandes écoles (CPGE). Le recrutement des grandes écoles intervenant de manière privilégiée en sortie des CPGE, le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche s'est fixé l'objectif d'augmenter significativement le taux d'étudiants boursiers au sein de ces formations.

Afin d'atteindre cet objectif, le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche a demandé aux recteurs d'académie de mobiliser l'ensemble des équipes pédagogiques pour que les lycéens d'origine modeste, dès lors qu'ils en ont les capacités, soient encouragés à émettre des vœux pour une poursuite d'étude en classe préparatoire. De plus, toutes les circulaires de rentrée relatives aux CPGE parues depuis 2009 ont vivement incité les proviseurs de lycée à tenir compte, dans le classement des candidatures en CPGE, des dossiers des lycéens boursiers de l'enseignement scolaire ou susceptibles de l'être dans l'enseignement supérieur. L'application Admission Post-Bac permet en effet aux chefs d'établissement d'obtenir la liste des candidats boursiers ou susceptibles de le devenir et les met ainsi en mesure de vérifier si le classement qu'ils opèrent répond à l'objectif.

En outre, le dispositif des « cordées de la réussite » vise à lever les obstacles psychologiques et culturels qui conduisent trop souvent les élèves issus de familles modestes à s'autocensurer alors même qu'ils ont les capacités requises pour s'engager vers les voies d'excellence.

OBJECTIF n° 2 : Améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants en optimisant les coûts

Offrir des logements de bonne qualité à prix modéré

Le réseau des œuvres universitaires dispose en 2012 d'un parc d'environ 165 000 logements dont les capacités d'accueil ont augmenté depuis 2004. Le nombre de logements accessibles aux étudiants reste cependant en-dessous des besoins avérés.

La création de 40 000 logements étudiants nouveaux sur les cinq prochaines années s'inscrit dans ce contexte et sous-tend les objectifs ambitieux que se donne le Gouvernement.

Offrir une restauration de qualité adaptée à la demande

Grâce à plus de 600 points de restauration (restaurants gérés ou agréés, cafétérias), le réseau des œuvres sert près de 55 millions de repas par an. Celui-ci s'est engagé dans une stratégie d'élargissement du public en offrant des prestations de meilleure qualité et des conditions d'accueil améliorées.

Le restaurant universitaire, même s'il ne contribue que partiellement à la restauration de l'étudiant, est un lieu privilégié où peut se diffuser l'information nutritionnelle. Une charte de qualité, des enquêtes de satisfaction, une approche par site et le partenariat avec les universités permettent d'en assurer la promotion.

Que ce soit en matière de logement ou de restauration, l'accessibilité aux étudiants handicapés reste une priorité.

INDICATEUR 2.1 : Répartition de la couverture des besoins en logements

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Nombre de places pour 100 étudiants boursiers	Nombre	28,4	27,9	27,8	27,8	28,5	30,0
Nombre d'académies ayant un nombre de places pour 100 boursiers < 30	Nombre	11	11	14	11	10	9
Nombre d'académies ayant un nombre de places pour 100 boursiers > 40	Nombre	3	3	3	3	3	5

Précisions méthodologiques

Cet indicateur permet d'apprécier la progression du taux de couverture des besoins en logement social géré par les CROUS pour les étudiants boursiers. Le calcul résulte du rapport entre le nombre de places disponibles au cours d'une année universitaire et le nombre de boursiers sur critères sociaux de la même année universitaire comptabilisés par la sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques.

Source des données : CNOUS/CROUS - Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques DGESIP/DGRI.

Compte tenu des résultats pour l'année 2011, la prévision 2012 du second sous-indicateur est actualisée. La valeur de cet indicateur est liée au nombre de boursiers sur critères sociaux en forte augmentation car l'offre de logements, malgré les efforts réalisés par l'Etat via le réseau des œuvres, ne peut compenser la progression soutenue du nombre de boursiers. La poursuite du plan Anciaux, la mobilisation des moyens et la mise en œuvre de nouvelles mesures en faveur du logement étudiant permettra d'augmenter l'offre de logement.

INDICATEUR 2.2 : Bilan des enquêtes de satisfaction sur le logement et la restauration relevant du réseau des oeuvres

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Note attribuée par les étudiants sur la qualité des restaurants universitaires	Note sur 5	3,5		4	4	4	4
Note attribuée par les étudiants sur la qualité des logements universitaires	Note sur 5	3		3,5	4	4	4

Précisions méthodologiques

Cet indicateur est basé sur les enquêtes de l'OVE. L'enquête triennale mesure la satisfaction des étudiants sur 10 critères notés sur 5. Il est proposé à ce stade de retenir la seule note d'ensemble.

Source des données : Observatoire de la vie étudiante (OVE)

Les efforts qualitatifs sur le logement et la restauration universitaires devront être poursuivis pour maintenir une évolution à la hausse de cet indicateur et atteindre les cibles fixées.

INDICATEUR 2.3 : Taux de couverture des dépenses d'hébergement et de restauration par des ressources propres

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de couverture sur ressources propres des dépenses d'hébergement	%	99,14	102	99	102,4	102,5	102,5
Taux de couverture sur ressources propres des dépenses de restauration	%	57,04	57,6	56,8	57,3	57,6	58,4

Précisions méthodologiques

Périmètre des recettes et des dépenses pour l'hébergement et la restauration :

(1) : l'hébergement limité à la gestion directe par les CROUS

Sont retenus pour les recettes : l'ensemble des ressources propres constitué par le chiffre d'affaires, c'est-à-dire essentiellement les loyers et le déplafonnement de l'ALS, les produits financiers, les produits exceptionnels (hors 776 et 777).

Sont retenus pour les dépenses : la masse salariale des personnels ouvriers et administratifs y compris les pensions civiles, les locations et charges, l'énergie, les fluides, l'entretien courant, les charges de gestion courantes, financières, exceptionnelles, les dotations aux amortissements et les provisions sur ressources propres.

(2) : la restauration

Sont retenus pour les recettes : l'ensemble des ressources propres constitué par les repas étudiants, non étudiants et exceptionnels, les produits financiers, les produits exceptionnels (hors 776 et 777).

Sont retenus pour les dépenses : la masse salariale des personnels ouvriers et administratifs y compris les pensions civiles, les dépenses de denrées, boissons, l'énergie, les fluides, l'entretien courant, les charges de gestion courantes, financières, exceptionnelles, les dotations aux amortissements et les provisions sur ressources propres.

Source des données : CNOUS/CROUS

En ce qui concerne le logement, l'actualisation 2012 et les prévisions 2013 tiennent compte de l'augmentation du nombre de places et des réhabilitations nouvelles mais aussi de celle des charges locatives, des fluides et de l'entretien courant. La réhabilitation entraîne une hausse de recettes de 75 € par mois (augmentation de la redevance) sur une période de 7 mois et une baisse de 130 € sur 2 mois, liée à la fermeture pendant la réhabilitation (fermeture de 4 mois dont 2 mois durant les vacances estivales).

Pour ce qui est de la restauration, les prévisions sont basées sur une stabilisation de la fréquentation étudiante, une hausse du prix du ticket de 5 centimes par an, une hausse des recettes non étudiantes de 3 % par an et une stabilisation des autres recettes mais également de l'augmentation du coût des denrées alimentaires estimé en 2012 à 0,196 € par repas, des fluides de 4 % par an, une stabilisation des taxes, des amortissements sur ressources propres et provisions et autres charges. Parallèlement, les démarches engagées au niveau des regroupements des achats et de l'harmonisation des références devraient permettre d'effectuer une économie de 10 M€.

OBJECTIF n° 3 : Développer la prévention dans le domaine de la santé

L'objectif est d'assurer un meilleur suivi sanitaire de la population étudiante, de garantir l'accès aux soins pour tous les étudiants en renforçant le partenariat avec les mutuelles étudiantes, les différents acteurs de la santé et les associations étudiantes et de répondre aux urgences médicales.

L'accroissement démographique de la population étudiante et sa diversification sociale ont fait émerger des difficultés sociales, financières, matérielles mais aussi psychologiques et sanitaires plus prégnantes qu'autrefois. Les services de médecine préventive et de promotion de la santé (SUMPPS) mettent en œuvre la politique poursuivie qui vise à améliorer le suivi sanitaire des étudiants et à développer les actions de prévention et d'éducation à la santé.

Les programmes prioritaires de prévention et d'éducation à la santé (dans les domaines du tabagisme, de l'alcoolisme, des dépendances ou de la toxicomanie, de la nutrition, de la contraception) mis en place dans les établissements aident les étudiants à devenir des acteurs à part entière de leur santé.

INDICATEUR 3.1 : Pourcentage des étudiants du cursus licence ayant bénéficié d'une visite médicale au cours de l'année

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Pourcentage d'étudiants inscrits dans les 3 premières années d'études ayant bénéficié au cours de l'année d'une visite médicale de prévention	%	33	22	34	34	35	36

Précisions méthodologiques

Les résultats de l'année n sont calculés par rapport à l'année universitaire dont deux trimestres sur trois correspondent à l'année n.

Source des données : DGESIP – L'enquête est effectuée auprès des services de médecine préventive et de promotion de la santé des universités. Elle ne prend pas en compte les étudiants inscrits dans les CPGE et les STS.

La politique de communication menée par les SUMPPS permet de mieux faire connaître leur activité. De plus, des efforts importants sont réalisés, en relançant les étudiants par divers moyens, pour que l'écart entre le nombre d'étudiants convoqués au bilan de prévention et le nombre d'étudiants reçus soit le moins important possible.

Une enquête directe portant spécifiquement sur cet indicateur a été lancée auprès des services pour calculer cet indicateur pour 2011. Le taux de réponse faible (37 services sur 59 ont répondu à l'enquête) conduit à apprécier avec prudence la baisse sensible de l'indicateur en 2011.

Par ailleurs, le repositionnement de certains SUMPPS (14 sur 59) en centres de santé les conduit à mener, auprès des étudiants, des actions curatives davantage que des actions préventives. Cependant, les consultations conservent le plus souvent un volet prévention.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2013 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2013 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	**Aides directes**	26 820 137		1 868 566 035		**1 895 386 172**	2 300 000
02	**Aides indirectes**	157 079 648	7 430 000	5 963 756	93 588 706	**264 062 110**	
03	**Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives**	54 174 679		8 244 472		**62 419 151**	
04	**Pilotage et animation du programme**	87 709 231			2 631 461	**90 340 692**	
Total		**325 783 695**	**7 430 000**	**1 882 774 263**	**96 220 167**	**2 312 208 125**	**2 300 000**

2013 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	**Aides directes**	26 820 137		1 868 566 035		**1 895 386 172**	2 300 000
02	**Aides indirectes**	157 079 648	20 158 500	5 963 756	93 588 706	**276 790 610**	
03	**Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives**	54 174 679		8 244 472		**62 419 151**	
04	**Pilotage et animation du programme**	87 709 231			2 631 461	**90 340 692**	
Total		**325 783 695**	**20 158 500**	**1 882 774 263**	**96 220 167**	**2 324 936 625**	**2 300 000**

2012 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2012 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	**Aides directes**	17 485 145		1 729 630 809		**1 747 115 954**	3 000 000
02	**Aides indirectes**	167 578 869	23 042 990	5 963 756	82 633 000	**279 218 615**	4 000 000
03	**Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives**	53 380 696		8 289 472		**61 670 168**	
04	**Pilotage et animation du programme**	83 199 108				**83 199 108**	
Total		**321 643 818**	**23 042 990**	**1 743 884 037**	**82 633 000**	**2 171 203 845**	**7 000 000**

2012 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	**Aides directes**	17 485 145		1 729 630 809		**1 747 115 954**	3 000 000
02	**Aides indirectes**	167 578 869	20 462 990	5 963 756	82 633 000	**276 638 615**	2 500 000
03	**Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives**	53 380 696		8 289 472		**61 670 168**	
04	**Pilotage et animation du programme**	83 199 108				**83 199 108**	
Total		**321 643 818**	**20 462 990**	**1 743 884 037**	**82 633 000**	**2 168 623 845**	**5 500 000**

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Titre et catégorie	Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	321 643 818	325 783 695	321 643 818	325 783 695
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 280 000	3 280 000	3 280 000	3 280 000
Subventions pour charges de service public	318 363 818	322 503 695	318 363 818	322 503 695
Titre 5. Dépenses d'investissement	23 042 990	7 430 000	20 462 990	20 158 500
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	23 042 990	7 430 000	20 462 990	20 158 500
Titre 6. Dépenses d'intervention	1 743 884 037	1 882 774 263	1 743 884 037	1 882 774 263
Transferts aux ménages	1 728 623 809	1 868 566 035	1 728 623 809	1 868 566 035
Transferts aux entreprises	1 000 000		1 000 000	
Transferts aux autres collectivités	14 260 228	14 208 228	14 260 228	14 208 228
Titre 7. Dépenses d'opérations financières	82 633 000	96 220 167	82 633 000	96 220 167
Dotations en fonds propres	82 633 000	96 220 167	82 633 000	96 220 167
Total hors FDC et ADP prévus	**2 171 203 845**	**2 312 208 125**	**2 168 623 845**	**2 324 936 625**
FDC et ADP prévus	7 000 000	2 300 000	5 500 000	2 300 000
Total y.c. FDC et ADP prévus	**2 178 203 845**	**2 314 508 125**	**2 174 123 845**	**2 327 236 625**

DÉPENSES FISCALES[3]

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.
Les chiffrages présentés pour 2013 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2013. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2013 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (3)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffrage pour 2011	Chiffrage pour 2012	Chiffrage pour 2013
120132	**Exonération d'impôt sur le revenu (sur option) des salaires perçus par les jeunes au titre d'une activité exercée pendant leurs études secondaires ou supérieures ou leurs congés scolaires ou universitaires** Impôt sur le revenu *Objectif : Aider les étudiants qui travaillent. Développer les boulots d'été des lycéens et étudiants* *Bénéficiaires 2011 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2004 - Dernière modification : 2007 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 81-36°*	210	210	210
110242	**Réduction d'impôt pour frais de scolarité dans l'enseignement supérieur** Impôt sur le revenu *Objectif : Développer l'enseignement supérieur* *Bénéficiaires 2011 : 1 143 520 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1992 - Dernière modification : 2002 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 199 quater F*	195	210	210
110238	**Crédit d'impôt à raison des intérêts des prêts souscrits entre le 1er septembre 2005 et le 31 décembre 2008 en vue du financement de leurs études par les personnes âgées de vingt-cinq ans au plus** Impôt sur le revenu *Objectif : Développer l'enseignement supérieur (étudiants modestes)* *Bénéficiaires 2011 : 35 845 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 2005 - Dernière modification : 2005 - Fin d'incidence budgétaire : 2013 - Fin du fait générateur : 2008 - CGI : 200 terdecies*	4	4	4
Coût total des dépenses fiscales[4]		**409**	**424**	**424**

[3] Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.
« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.
[4] Le « Coût total des dépenses fiscales» constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2012 ou 2011) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (3)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire		Chiffrage pour 2011	Chiffrage pour 2012	Chiffrage pour 2013
730207	**Taux de 5,5% (7% à compter du 1er janvier 2012) pour les recettes provenant de la fourniture des repas par les cantines d'entreprises ou d'administrations, et taux de 5,5% pour la fourniture de repas par des prestataires dans les établissements publics ou privés d'enseignement du premier et du second degré ainsi que pour les repas livrés par des fournisseurs extérieurs aux cantines, scolaires et universitaires notamment, qui restent exonérées de TVA** Taxe sur la valeur ajoutée *Objectif : Aider le secteur de la restauration collective* *Bénéficiaires 2011 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Changement de méthode - Fiabilité : Bonne - Création : 1968 - Dernière modification : 2011 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 279-a bis et 278-0 bis-E*	840	780	790
120109	**Exonération du salaire des apprentis** Impôt sur le revenu *Objectif : Développer l'apprentissage* *Bénéficiaires 2011 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1977 - Dernière modification : 2005 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 81 bis*	275	290	305
120110	**Exonération des indemnités de stage en entreprise versées aux élèves et étudiants** Impôt sur le revenu *Objectif : Augmenter les stages en entreprises* *Bénéficiaires 2011 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1958 - Dernière modification : 1958 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : DA : DB5F1131*	35	35	35
Coût total des dépenses fiscales		**1 150**	**1 105**	**1 130**

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	**Aides directes**		1 895 386 172	**1 895 386 172**		1 895 386 172	**1 895 386 172**
02	**Aides indirectes**		264 062 110	**264 062 110**		276 790 610	**276 790 610**
03	**Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives**		62 419 151	**62 419 151**		62 419 151	**62 419 151**
04	**Pilotage et animation du programme**		90 340 692	**90 340 692**		90 340 692	**90 340 692**
Total			**2 312 208 125**	**2 312 208 125**		**2 324 936 625**	**2 324 936 625**

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2012

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2011	Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2011	AE LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	CP LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012
22 852 478		2 184 950 211	2 175 195 675	24 172 000

ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP au-delà de 2015
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012	CP demandés sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2014 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2015 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE antérieures à 2013
24 172 000	18 301 000	5 871 000	0	0
AE demandées pour 2013	CP demandés sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2014 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2015 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013
2 312 208 125	2 306 635 625	3 715 000	1 857 500	0
Totaux	**2 324 936 625**	**9 586 000**	**1 857 500**	**0**

CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2013

CP 2013 demandés sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2014 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2015 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013/AE 2013
99,8%	0,2%	0,1%	0%

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01 82 %
Aides directes

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		1 895 386 172	**1 895 386 172**	2 300 000
Crédits de paiement		1 895 386 172	**1 895 386 172**	2 300 000

Le dispositif d'aides sociales est destiné à permettre aux étudiants de suivre des études supérieures auxquelles ils pourraient avoir été contraints de renoncer sans l'existence de ces aides. Il est conçu comme une aide complémentaire à celle que la famille est en mesure d'apporter.

L'action 01 comporte l'ensemble des crédits relatifs aux aides accordées aux étudiants boursiers. Il s'agit :

- **des bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux** : elles constituent l'élément central du dispositif. Elles sont attribuées en fonction des ressources et des charges des parents ou du tuteur légal appréciées par rapport à un barème national. Elles sont réparties en 7 échelons (de 0 à 6). Les critères d'attribution de points de charge sont l'éloignement entre le domicile et le lieu d'études et le nombre d'enfants à charge du foyer fiscal de référence.

- **de l'aide au mérite :** l'objectif de l'aide au mérite est de promouvoir l'excellence tout au long des études.
  L'aide au mérite se présente sous la forme d'un complément de bourse pour les étudiants bénéficiaires d'une bourse sur critères sociaux. Son montant annuel s'élève à 1 800 €.
  L'excellence est appréciée à deux moments du cursus d'études :
  - à l'entrée dans l'enseignement supérieur pour les bacheliers mention « très bien » à la dernière session du baccalauréat, quelle que soit la filière d'enseignement supérieur choisie dès lors qu'elle relève du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et qu'elle est habilitée à recevoir des boursiers. L'aide au mérite est attribuée pour trois ans ;
  - à l'entrée du master 1 pour les meilleurs licenciés de l'année précédente retenus par les établissements.

  Cette aide au mérite remplace depuis 2008 les bourses de mérite, qui continuent néanmoins à être attribuées jusqu'à la fin de leurs études aux étudiants déjà bénéficiaires.

- **de l'aide à la mobilité internationale :** il s'agit d'une aide en faveur des étudiants souhaitant suivre une formation supérieure à l'étranger dans le cadre d'un programme d'échanges ou effectuer un stage international dans le cadre de leur cursus. Comme l'aide au mérite, cette aide se présente sous la forme d'un complément de bourse pour les étudiants bénéficiaires d'une bourse sur critères sociaux, allant de 2 à 9 mois. Son montant mensuel s'élève à 400 €. Les bénéficiaires sont sélectionnés par l'établissement d'enseignement supérieur dont ils dépendent. A compter du 1er septembre 2012, la gestion de ces aides est transférée des CROUS aux établissements d'enseignement supérieur qui redeviennent compétents pour le paiement des aides à la mobilité.

- **Du fonds national d'aide d'urgence (FNAU)** : Les étudiants peuvent, en cas de difficultés graves, bénéficier de cette aide spécifique, en ayant un interlocuteur unique, le CROUS. Ce dispositif national, géré par les CROUS selon des critères identiques sur tout le territoire, répond à la fois aux étudiants qui rencontrent momentanément de graves difficultés financières et à ceux qui doivent faire face à des difficultés pérennes, comme la rupture familiale ou une situation d'indépendance avérée.

Par rapport au PLF 2012, le PLF 2013 représente une augmentation des crédits alloués aux aides directes de 148,3 M€, soit +8,5 % après plusieurs exercices ayant nécessité des abondements en gestion. La dotation prévue en 2013 au titre de l'action 01 consolide la revalorisation des aides au niveau de l'inflation (+2,1 %) opérée à la rentrée 2012-2013.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	26 820 137	26 820 137

Les crédits ouverts au PLF 2013 au titre des subventions pour charges de service public, d'un montant de **26,82 M€ en AE et en CP,** correspondent à la part du financement allouée par l'État au réseau des œuvres universitaires et scolaires pour la couverture de la rémunération (26,59 M€) et des charges connexes (0,22 M€) des personnels administratifs chargés de la gestion des aides directes (gestion du dossier social étudiant) dans les 28 centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS).

La ventilation de la masse salariale du réseau des œuvres par action a été revue au PLF 2013 pour une meilleure visibilité et une cohérence avec le budget primitif du CNOUS. Cette reventilation explique en partie les écarts de périmètre constatés par rapport à la JPE du PAP 2012 sur cette action comme sur les suivantes.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	1 868 566 035	1 868 566 035
Total	**1 868 566 035**	**1 868 566 035**

TRANSFERTS AUX MÉNAGES

Cette catégorie de dépenses regroupe les crédits destinés aux dispositifs d'aide sociale en faveur des étudiants suivant des études dans les établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, pour un montant de **1 868,57 M€ en AE et CP.**

Les bourses sur critères sociaux : 1 762,31 M€

Les bourses sur critères sociaux se répartissent en 7 échelons à chacun desquels correspond un montant de bourse, à l'exception du premier, dit « échelon 0 », qui ne rend éligible qu'à l'exonération des droits d'inscription et de la cotisation sécurité sociale étudiante.

L'allongement de l'année universitaire (lié à la mise en œuvre du « LMD », au développement des stages et à l'impact du « Plan Licence »), a conduit à l'instauration d'un 10^{e} mois de bourse dont la mise en œuvre s'est échelonnée sur les années universitaires 2010-2011 et 2011-2012. Le 10^{e} mois de bourse est intégralement versé depuis la rentrée 2011.

Pour le premier semestre 2013 au titre de l'année universitaire 2012-2013, la dépense prévisionnelle est basée sur un effectif de **633 499** boursiers, correspondant à une augmentation des boursiers à la rentrée 2012 de 1,6 % par rapport au nombre de boursiers constaté en 2011-2012.

Cet effectif prévisionnel est ventilé selon la répartition constatée en mars 2012 lors de l'année universitaire 2011-2012, soit :

- échelon 0 = 135 132 boursiers (21,33 %)
- échelon 1 = 106 477 boursiers (16,81 %)
- échelon 2 = 57 283 boursiers (9,04 %)

- échelon 3 = 56 755 boursiers (8,96 %)
- échelon 4 = 54 672 boursiers (8,63 %)
- échelon 5 = 103 250 boursiers (16,30 %)
- échelon 6 = 119 931 boursiers (18,93 %)

Il ressort de cette ventilation que les échelons 5 et 6 concentrent plus de 35,2 % de la population boursière.

Les taux annuels des bourses sur critères sociaux, augmentés de 2,1 % à la rentrée 2012, sont les suivants :

- échelon 0 (*) …… 0 €
- échelon 1 ……..1 640 €
- échelon 2……...2 470 €
- échelon 3……...3 165 €
- échelon 4……...3 858 €
- échelon 5……...4 430 €
- échelon 6……...4 697 €

(*) Exonération des droits d'inscription et de sécurité sociale

En tenant compte du report de charges lié aux dossiers complets remis tardivement, la dépense prévisionnelle de bourses sur critères sociaux pour le 1er semestre 2013 (janvier à août 2013 - année universitaire 2012-2013) s'élève à **1 069,48 M€.**

Ce montant comprend également la dépense au titre du 4e terme de bourse pour les étudiants boursiers qui ne peuvent rentrer chez eux durant les vacances universitaires (par exemple les boursiers ultramarins).

Pour l'année universitaire 2013-2014, la dépense prévisionnelle se base sur une hypothèse d'augmentation, à la rentrée 2013, des effectifs boursiers de 1,6 % et sur une revalorisation des taux au niveau de l'inflation prévisionnelle (+1,75 %).

Les taux annuels prévisionnels des bourses sur critères sociaux seront les suivants à la rentrée 2013 :

- échelon 0 (*) …… 0 €
- échelon 1 …….. 1 668 €
- échelon 2…….. 2 513 €
- échelon 3…….. 3 220 €
- échelon 4…….. 3 926 €
- échelon 5…….. 4 508 €
- échelon 6…….. 4 779 €

(*) Exonération des droits d'inscription et de sécurité sociale

Pour le premier quadrimestre, soit de septembre à décembre 2013, il est néanmoins tenu compte des dossiers de demandes de bourses dont l'instruction à l'issue de l'année civile n'est pas achevée pour divers motifs (dossiers incomplets, justificatifs non fournis par le demandeur ou en attente de traitement) ; les bourses correspondantes à ces dossiers ne sont mises en paiement qu'au cours du 1er semestre de l'exercice budgétaire suivant.

Ainsi, la dépense prévisionnelle pour le second semestre 2013 calibrée à hauteur de **692,83 M€** s'appuie sur des hypothèses de mise en paiement, pour le **second semestre 2013**, de **643 635** bourses réparties entre les échelons selon la même structure qu'au premier semestre 2013.

Les aides au mérite : 39,20 M€

Le montant annuel de cette aide contingentée est de 1 800 €. Les aides au mérite sont attribuées aux étudiants en licence et en master, en complément de la bourse sur critères sociaux. Les crédits inscrits au projet de loi de finances permettront d'attribuer, en 2013, un contingent de 21 770 aides au mérite environ.

Les bourses de mérite (ancien dispositif) : 1,36 M€

Ces bourses sont en voie d'extinction depuis la rentrée 2008-2009. Toutefois, elles continuent à être attribuées aux étudiants qui en bénéficiaient avant la mise en place de la réforme des aides au mérite et qui poursuivent leurs études. D'un montant annuel de 6 102 €, elles concerneront encore 221 étudiants pour l'année 2013.

Les aides à la mobilité : 25,70 M€

D'un montant mensuel de 400 €, les aides à la mobilité internationale sont accordées, pour une durée de 2 à 9 mois, aux étudiants boursiers suivant une formation d'enseignement supérieur à l'étranger dans le cadre d'un programme d'échanges au cours de leurs cursus d'études. Ces aides, versées actuellement par les CROUS aux étudiants boursiers identifiés par les établissements d'enseignement, seront versées, à partir du 1er septembre 2012, par les établissements.

Le fonds national d'aide d'urgence : 40,00 M€

Ce fonds, géré par le réseau des œuvres universitaires et scolaires, permet de financer :

- des aides ponctuelles en faveur des étudiants, qu'ils soient boursiers ou non, rencontrant momentanément de graves difficultés. Ces aides mobilisent un quart du fonds environ. Le plafond d'une aide ponctuelle est de 1 640 € pour une année universitaire.
- des aides annuelles accordées aux étudiants rencontrant des difficultés pérennes qui ne remplissent pas les conditions d'attribution d'une bourse sur critères sociaux. Ces aides mobilisent trois quarts du fonds. Le montant de l'aide annuelle correspond à l'un des échelons de bourses sur critères sociaux.

Sur le premier semestre 2012, 54 % des bénéficiaires de l'aide annuelle se concentrent sur les échelons 5 et 6.

ACTION n° 02 — 11,4 % — Aides indirectes

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		264 062 110	**264 062 110**	
Crédits de paiement		276 790 610	**276 790 610**	

Cette action concerne essentiellement le logement étudiant et la restauration universitaire gérés par le réseau des œuvres universitaires et scolaires :

- **la restauration universitaire** poursuit une mission de service public et de santé publique en offrant des prestations équilibrées à prix réduit. A ce titre, elle intéresse l'ensemble de la communauté universitaire et contribue à la qualité de vie sur les sites. Les étudiants issus de tous les milieux ont la possibilité de prendre un repas pour un prix unitaire de 3,10 € (prix du ticket à la rentrée 2012). Le réseau des œuvres universitaires et scolaires sert près de 55 millions de repas par an.

- l'objectif de la politique du **logement étudiant** menée par le ministère en charge de l'enseignement supérieur est de permettre au plus grand nombre d'étudiants qui en font la demande d'accéder à un hébergement de qualité et à un moindre coût.

Un programme de construction de 40 000 logements étudiants sur 5 ans a été décidé par le Président de la République. Les académies déficitaires seront privilégiées, et de nouveaux mécanismes viseront à diversifier une offre répondant à tous types de demandes. L'action 02 bénéficie à ce titre d'une dotation supplémentaire de 20 M€ (AE=CP) destinée à accompagner cet effort.

La stratégie immobilière, mise en œuvre par le Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS), est déclinée au niveau des CROUS, notamment dans leurs schémas directeurs immobiliers.

En 2011, 3 900 logements ont été construits ou pris en gestion par les CROUS et 5 939 logement ont été réhabilités. Le parc des logements gérés par les CROUS compte, sur l'année universitaire 2011-2012, 165 631 chambres dans 600 résidences universitaires.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	157 079 648	157 079 648

Dans le cadre de la subvention pour charges de service public versée par l'État au réseau des œuvres, **157,08 M€ en AE et CP** sont destinés à financer les dépenses relatives à la gestion du logement et de la restauration universitaires, selon la répartition suivante.

Le fonctionnement et les rémunérations des personnels : 155,30 M€

155,30 M€ concernent :

- les dépenses de fonctionnement du réseau des œuvres (111,76 M€)
- la rémunération des personnels administratifs des CROUS chargés des résidences et des restaurants universitaires (43,54 M€ intégrant les pensions civiles).

Autres dépenses liées aux aides indirectes : 1,78 M€

Un montant de 1,58 M€ est prévu pour l'informatique du réseau des œuvres universitaires et scolaires et 0,2 M€ est prévu pour la formation des personnels du CNOUS et des CROUS affectés au logement et aux achats de restauration.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	7 430 000	20 158 500

Contrats de projets État-Régions 2007-2013

L'enveloppe globale prévue pour l'immobilier universitaire au titre des CPER 2007-2013, est de 194,90 M€ pour le programme 231.

Pour 2013, les crédits prévus sont de **7,43 M€ en AE et 20,16 M€ en CP.** Ces crédits vont permettre d'achever les opérations programmées et en cours.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	5 963 756	5 963 756

TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS

Les crédits prévus au titre des transferts aux autres collectivités s'élèvent à **5,96 M€**. Ils se répartissent entre :

- **5,38 M€** sont destinés au financement du fonctionnement et de la maintenance de la Cité internationale universitaire de Paris (CIUP). Cette fondation a pour mission d'héberger des étudiants de toutes nationalités, d'accueillir les chercheurs, professeurs, artistes poursuivant en France des missions temporaires de recherche ou d'enseignement supérieur et d'organiser des manifestations qui présentent prioritairement un caractère international ;
- **0,58 M€** financera des frais de fonctionnement de la Fondation santé des étudiants de France (FSEF).

DÉPENSES D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dotations en fonds propres	93 588 706	93 588 706

Le logement et la restauration étudiants : 93,59 M€ en AE et en CP

Le réseau des œuvres universitaires et scolaires est un des principaux acteurs en matière de politique de logement étudiant et participe au financement des réhabilitations en assurant le premier équipement des nouveaux logements. Le réseau poursuit ses actions de réhabilitation, de modernisation et de mise aux normes d'hygiène et de sécurité des restaurants universitaires.

En 2013, seront prioritairement poursuivies les opérations en cours de réalisation. S'agissant du logement, sont prévus, en particulier, les réhabilitations de la résidence Camus (CROUS de Lille), de la résidence Boudonville (CROUS de Nancy-Metz), du Tripode C bâtiment 3 de la cité universitaire de Rangueil (CROUS de Toulouse) ou la rénovation de la résidence Gallia, 3ème tranche (CROUS de Strasbourg).

L'enveloppe inscrite en dotations en fonds propres pour 2013 tient compte d'une enveloppe supplémentaire de 20 M€ par rapport à 2012 permettant d'accélérer les constructions de logements étudiants.

Parallèlement, 9,04 M€, inscrits sur cette action en titre 7 en 2012, seront imputés dorénavant :
- sur le titre 3 de cette même action (6,41 M€)
- sur le titre 7 de l'action 4 (2,63 M€)

ACTION n° 03 — 2,7 %
Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		62 419 151	**62 419 151**	
Crédits de paiement		62 419 151	**62 419 151**	

La santé des étudiants constitue une dimension importante de l'intégration et de la réussite universitaires. Le ministère chargé de l'enseignement supérieur s'efforce d'apporter des réponses aux difficultés d'adaptation et de santé que les étudiants peuvent rencontrer au cours de leur scolarité.

A cet effet, les services universitaires ou interuniversitaires de médecine préventive et de promotion de la santé (SUMPPS) prennent une part active dans la réalisation de campagnes de prévention et d'éducation sanitaire portant sur le VIH, les IST, le tabagisme et autres toxicomanies, la contraception, dans la diffusion de l'information dans les domaines de la nutrition, de la diététique et du stress. Ils conduisent des actions visant à favoriser l'adaptation des

étudiants en situation de difficultés psychologiques et proposent des prestations, individuelles (consultations médico-psychologiques…) ou collectives, de prise en charge du stress, de l'anxiété et de l'isolement.

Ils sont obligatoirement chargés d'effectuer, au cours des trois premières années d'études dans l'enseignement supérieur de l'étudiant, un examen de prévention, d'assurer une visite médicale au profit des étudiants, de contribuer au dispositif d'accompagnement et d'intégration des étudiants handicapés dans l'établissement et enfin d'exercer un rôle de veille sanitaire, de conseil et de relais dans le cadre de programmes de prévention et de plans régionaux en santé publique.

L'intégration et la réussite des étudiants handicapés passent par la mise en œuvre de moyens permettant d'assurer de meilleures conditions d'accueil et un suivi personnalisé de ces étudiants. Les travaux de mise en accessibilité des locaux, tant dans les établissements d'enseignement supérieur que dans les résidences et les restaurants universitaires, se poursuivent.

Par ailleurs, le temps des études doit être aussi celui de l'enrichissement de la personnalité et de l'exercice autonome de la citoyenneté. Ainsi, il est important d'aider les étudiants à devenir acteurs de la vie culturelle universitaire en accompagnant notamment leurs projets artistiques. Des établissements ont créé des services culturels chargés à la fois de proposer des activités culturelles et artistiques sur le site même de l'université, mais aussi de faciliter l'accès aux institutions culturelles locales grâce à une politique de partenariat.

De même, il convient de susciter l'engagement des étudiants dans la vie associative et démocratique des établissements d'enseignement supérieur et des CROUS. Dans la continuité de la charte du 26 mai 2011 sur la dynamisation de la vie associative des universités, le développement et la valorisation de l'engagement étudiant, une circulaire n° 2011-1021 du 3 novembre 2011 relative au développement de la vie associative et des initiatives étudiantes a été publiée par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Cette circulaire vise, d'une part, à encourager les universités à créer un bureau de la vie étudiante là où il n'existerait pas encore et d'harmoniser son fonctionnement et, d'autre part, rénove le dispositif du fonds de solidarité et de développement des initiatives étudiantes (FSDIE).

Enfin, les établissements d'enseignement supérieur sont dotés de services d'activités physiques et sportives et d'associations sportives qui offrent une palette d'activités collectives ou individuelles et encouragent les étudiants à développer les pratiques sportives de loisir ou de compétition.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	3 280 000	3 280 000
Subventions pour charges de service public	50 894 679	50 894 679
Total	**54 174 679**	**54 174 679**

Les **dépenses de fonctionnement** de cette action s'élèvent à **3,28 M€**.

2,78 M€ en AE et en CP sont destinés au paiement des cotisations URSSAF et aux rentes versées par l'État pour la réparation des accidents du travail survenus aux étudiants bénéficiant des dispositions du titre IV du Code de la sécurité sociale.

Une part importante des dépenses concerne les cotisations URSSAF pour les stages effectués par les étudiants. Ceux-ci connaissent un fort développement dans la mesure où ils favorisent leur insertion professionnelle. Ces stages sont obligatoirement intégrés à un cursus pédagogique comme le précise l'article 30 de la loi n° 2009-1437 du 24 novembre 2009 relative à l'orientation et à la formation tout au long de la vie modifiant l'article 9 de la loi n° 2006-396 du 31 mars 2006 pour l'égalité des chances.

0,50 M€ est destiné au financement du dispositif des « cordées de la réussite ». Ce dispositif repose sur un partenariat établi entre un ou plusieurs établissements d'enseignement supérieur, des lycées comportant des CPGE ou des sections de techniciens supérieurs et des établissements « sources », lycées et collèges, relevant prioritairement des territoires de la politique de la ville et de l'éducation prioritaire. Il vise à une meilleure sensibilisation des élèves les plus défavorisés et à un accompagnement pour des études longues. Les cordées proposent des actions diversifiées et structurantes incluant le tutorat, l'accompagnement scolaire, mais aussi culturel, et si possible des solutions d'hébergement. Pour l'année 2011-2012, 326 projets ont été labellisés « cordées de la réussite ».

Les **subventions pour charges de service public**, d'un montant de **50,89 M€** en AE et en CP, couvrent les dépenses relatives aux secteurs de la santé, des activités sportives, socioculturelles et assurent le financement des mesures en faveur des étudiants handicapés.

Depuis le 1er janvier 2009, les crédits de fonctionnement destinés aux établissements d'enseignement supérieur sont répartis par le système d'allocation des moyens SYMPA. Ainsi, les subventions pour charges de service public du programme 231 rattachées à ce système d'allocation des moyens, soit **22,15 M€**, comprennent les crédits destinés :

- à l'animation des campus par le développement de la vie culturelle, artistique, sportive, associative, des actions en faveur de la santé et de l'accompagnement des étudiants handicapés contribuant à la réussite des étudiants et renforçant l'attractivité des établissements, notamment à l'égard des étudiants étrangers ;
- au fonctionnement des services universitaires et interuniversitaires de médecine préventive et de promotion de la santé. La protection médicale des étudiants est inscrite dans les obligations des établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel. Ces établissements sont dotés de services de médecine préventive et de promotion de la santé (SUMPPS) qui sont notamment chargés d'assurer un examen médical de prévention de l'étudiant, de jouer un rôle de veille sanitaire, de conseil et de relais dans le cadre de programmes de prévention et de plans régionaux en santé publique portant en outre sur le mal être, la nutrition, les conduites d'addiction. Enfin, ils peuvent être amenés à dispenser des soins d'urgence. En complément de cette subvention, ces services bénéficient du droit spécifique payé par chaque étudiant (5 € à la rentrée 2012) ;
- au fonctionnement des services universitaires et interuniversitaires d'activités physiques et sportives (SUAPS). Toutes les universités en sont dotées, ainsi que les grandes écoles (bureau des sports). Ces services sont chargés de coordonner et d'organiser les pratiques des associations sportives (pluridisciplinaires) des établissements d'enseignement supérieur.

Au titre des subventions pour charges de service public figurent également les crédits relatifs au financement des mesures d'accompagnement et d'accessibilité des étudiants handicapés dans les établissements, soit **25,58 M€.** En application de la loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, les établissements d'enseignement supérieur sont chargés de mettre en place toutes les aides et accompagnements nécessaires aux étudiants handicapés pour la réussite de leurs études.

7,50 M€ seront ainsi consacrés au financement :

- des aides individuelles qui, selon la nature et la gravité du handicap, prennent des formes diverses : transcription en braille, aide à la communication, aménagement des conditions de soutien pédagogique et de tutorat ;
- des aides au financement de dispositifs structurels et collectifs nécessaires à l'accompagnement des études : acquisition de matériel et de logiciels adaptés, mise en accessibilité de la documentation dans les bibliothèques, périphériques de travail…

En outre, une dotation de 18,08 M€ est destinée à financer les travaux immobiliers d'accessibilité dans les établissements d'enseignement supérieur ainsi que dans les restaurants et résidences universitaires des CROUS et de la Cité internationale universitaire de Paris (rampes d'accès, automatisation d'ouverture des portes, installation d'ascenseurs, pose d'appareils sanitaires adaptés…).

3,16 M€ sont destinés au réseau des œuvres et couvrent la rémunération des personnels administratifs rattachés à cette action (1,77 M€) ainsi que le fonctionnement des services culturels (1,39 M€).

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	8 244 472	8 244 472

Le montant des transferts aux autres collectivités de cette action s'élève à **8,24 M€** en AE et en CP. Il permet de financer des activités associatives, culturelles et sportives. Ces crédits se répartissent de la façon suivante :

3,50 M€ permettent d'allouer des subventions à des associations étudiantes.

Ce financement correspond :

- à la prise en charge de la formation des élus des associations étudiantes, conformément à l'article L811-3 du code de l'éducation, qui prévoit des aides financières pour la formation de leurs élus, en fonction de leurs résultats électoraux aux scrutins du CNOUS et du CNESER ;
- à la subvention attribuée par le ministère à titre de participation au fonctionnement des associations étudiantes représentatives ;
- à des conventions pluriannuelles d'objectifs signées entre le ministère et 5 associations : la Fédération des associations générales étudiantes (FAGE), Promotion et défense des étudiants (PDE), la Mutuelle des étudiants (LMDE), l'Union nationale des mutuelles étudiantes (USEM) et l'association Réseau national des entreprises au service de l'égalité des chances dans l'éducation afin d'inscrire dans la durée le financement d'actions ciblées ;
- au soutien financier du ministère à des projets ponctuels d'associations comme ceux de « Art+Université+Culture » (A+U+C), du Groupement étudiant national d'enseignement aux personnes incarcérées (GENEPI), de l'Université de tous les savoirs (UTLS), ou encore de l'Union des étudiants juifs de France (UEJF).

Un montant de **4,74 M€** est alloué à la Fédération française du sport universitaire (FFSU) :
- 1,106 M€ est affecté au financement des actions de la FFSU qui organise, avec ses comités régionaux du sport universitaire (CRSU), les compétitions sportives entre les associations sportives d'établissements adhérentes ;
- 3,636 M€ correspondent à une aide financière visant à permettre l'accueil en détachement des personnels exerçant les fonctions de directeurs nationaux et régionaux.

ACTION n° 04 — 3,9 %
Pilotage et animation du programme

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		90 340 692	**90 340 692**	
Crédits de paiement		90 340 692	**90 340 692**	

Les moyens de cette action sont ceux du réseau des œuvres universitaires et scolaires. Ils correspondent au fonctionnement :

- du CNOUS, à savoir les rémunérations de ses personnels administratifs ainsi que son fonctionnement propre ;

Le CNOUS, tête de réseau assurant des fonctions de pilotage, impulse sur l'ensemble du réseau une modernisation de la gestion. Elle passe par la rénovation des outils informatiques de manière à disposer d'instruments d'analyse permettant un contrôle de gestion efficace.

Le contrat d'objectifs 2010-2013 du CNOUS, signé le 13 décembre 2010, a confirmé le renforcement des liens avec les universités partenaires, mais aussi engagé le réseau dans une démarche d'évaluation des actions conduites pour améliorer la performance et le professionnalisme. Dans la perspective du prochain contrat d'objectifs, le réseau des œuvres a mené une réflexion sur un projet stratégique pour 2020. De nouveaux axes ont été définis dans le cadre de ce projet : les services aux étudiants rénovés, le rôle du CNOUS revisité, de nouveaux

modèles économiques étudiés dans le cadre du développement des structures d'hébergement et de restauration, une image renouvelée du réseau.

- de l'observatoire de la vie étudiante (OVE) : cette instance, adossée au CNOUS, a pour mission de donner une information aussi complète et aussi détaillée que possible sur les conditions de vie des étudiants et sur la manière dont ils appréhendent le déroulement de leurs études, de manière à éclairer la réflexion politique et sociale et aider la prise de décisions. La gouvernance de l'OVE a été rénovée par arrêté en date du 3 février 2012.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	87 709 231	87 709 231

Cette action regroupe les crédits :

– de rémunérations des personnels administratifs du Centre national des œuvres universitaires et scolaires (69,99 M€) et d'actions spécifiques menées en direction du réseau des œuvres universitaires et scolaires (informatisation: 2,27 M€), formation continue: 1,21 M€, communication...) pour un montant de **73,47 M€** ;

– de fonctionnement du CNOUS (Observatoire de la vie étudiante (OVE) inclus) pour un montant de **14,24 M€**.

Dans le cadre du transfert des activités internationales du CNOUS vers l'EPIC Campus France, 2,396 M€ sont transférés vers le programme 185 « Diplomatie culturelle et d'influence ».
Ces activités couvrent pour l'essentiel les conventions passées entre les gouvernements étrangers et le gouvernement français pour la gestion des bourses.
Le transfert concerne 25 équivalents temps plein valorisés en année pleine à 1,468 M€ en AE=CP et sur une enveloppe de fonctionnement de 0,928 M€ en AE=CP.

DÉPENSES D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dotations en fonds propres	2 631 461	2 631 461

Cette enveloppe inscrite en dotations en fonds propres pour le CNOUS regroupe les dépenses liées à l'informatique (Infocentre, application HEBERG) ainsi que des dépenses liées à la sécurité des locaux avec l'installation de détecteurs de fumée.

OPÉRATEURS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DU PROGRAMME DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

	LFI 2012		PLF 2013	
Nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)	318 363 818	318 363 818	322 503 695	322 503 695
Dotations en fonds propres (titre 7-2)	82 633 000	82 633 000	96 220 167	96 220 167
Transferts (titre 6)	65 700 000	65 700 000	40 000 000	40 000 000
Total	**466 696 818**	**466 696 818**	**458 723 862**	**458 723 862**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

EMPLOIS DES OPÉRATEURS Y COMPRIS OPÉRATEURS MULTI-IMPUTÉS SI PROGRAMME CHEF DE FILE

	Réalisation 2011 (1)				**LFI 2012**				**PLF 2013**			
Intitulé de l'opérateur	ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs		
		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*
Réseau des oeuvres universitaires et scolaires		12 644	48	*48*		12 728	67	*67*		12 705	67	*67*
Total		**12 644**	**48**	***48***		**12 728**	**67**	***67***		**12 705**	**67**	***67***

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.
(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME CHEF DE FILE

LFI 2012*						**PLF 2013**
Emplois sous plafond *en ETP*	Solde des transferts T2/T3	Solde des transferts internes	Solde des transferts externes	Corrections techniques	Solde net des créations ou suppressions d'emplois	Emplois sous plafond *en ETP*
12 728		-23			0	12 705

* Plafond voté en LFI 2012 ou le cas échéant en LFR

PRÉSENTATION DES OPÉRATEURS (OU CATÉGORIES D'OPÉRATEUR)

RÉSEAU DES OEUVRES UNIVERSITAIRES ET SCOLAIRES

Le Centre national des œuvres universitaires et scolaires (CNOUS) et les 28 Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS) sont nés de la volonté des pouvoirs publics de réorganiser les services d'aide sociale aux étudiants dont ils ont pour mission d'améliorer les conditions de vie. La loi n° 55-425 du 16 avril 1955 et le décret n° 87-155 du 5 mars 1987 déterminent les missions et l'organisation des œuvres universitaires. Le CNOUS aide et oriente l'action des CROUS et il en contrôle la gestion.

Au plan régional, les CROUS assurent la gestion des services propres à satisfaire les besoins matériels et financiers des étudiants. Les services proposés aux étudiants sont :

- l'hébergement,
- la restauration collective,
- l'action culturelle,
- l'action sociale,
- l'instruction des demandes de bourses d'enseignement supérieur.

ACTIONS DU PROGRAMME AUXQUELLES L'OPÉRATEUR SE RATTACHE

Depuis la mise en place de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF), le CNOUS et les CROUS sont opérateurs de l'État pour le programme 231 « Vie étudiante » de la mission « Recherche et enseignement supérieur » (MIRES). A ce titre, ils participent à la gestion des quatre actions de ce programme :

- **Action 1 :** « Aides directes » qui recouvre l'action sociale (bourses de l'enseignement supérieur instruites par les CROUS, Fonds national d'aide d'urgence, aides à la mobilité internationale),
- **Action 2 :** « Aides indirectes » qui comprend l'hébergement et la restauration,
- **Action 3 :** « Santé des étudiants et actions associatives, culturelles et sportives » ; au sein de cette action, les CROUS interviennent notamment pour l'action culturelle,
- **Action 4 :** « Pilotage et animation de programme » : toutes les actions menées par le CNOUS et les CROUS en services centraux.

DESCRIPTION DES PRINCIPAUX OBJECTIFS ET INDICATEURS DE L'OPÉRATEUR

Le réseau des œuvres, principal opérateur du programme « Vie étudiante », concourt de façon importante à deux objectifs sur les trois du programme, par le biais de l'ensemble de ses missions. Ainsi la gestion des bourses et des aides contribue à « promouvoir l'égalité des chances pour l'accès aux formations de l'enseignement supérieur des différentes classes sociales ». De même, l'objectif n° 2 du programme « améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants en optimisant les coûts » est réalisé essentiellement par le réseau à travers ses deux activités principales : l'hébergement et la restauration étudiante (évolution du taux de couverture des dépenses par les ressources propres). L'efficacité de l'action du réseau est notamment évaluée par une enquête de satisfaction de l'Observatoire de la vie étudiante (OVE).

Prévision d'activité du réseau des œuvres universitaires et scolaires

L'activité du réseau des œuvres universitaires et scolaires s'exerce principalement dans deux domaines : le logement et la restauration des étudiants.

Le logement étudiant

Sans en être l'unique acteur, le réseau des œuvres universitaires est le principal opérateur de la mise en œuvre de la politique gouvernementale dans le domaine du logement étudiant.

Le fonctionnement de l'activité hébergement est financé par les ressources propres des CROUS.

	2007	2008	2009	2010 réalisé	2011 Réalisé	2012 Prévision	2013 Prévision
Taux de couverture des dépenses par les ressources propres	94,8 %	95,5 %	96,1 %	99,1 %	102,9 %	102,4 %	102,5 %

Le taux de couverture 2011 des dépenses (incluant les pensions civiles payées par le CNOUS) par les ressources propres a augmenté de 3,8 % par rapport à 2010. Il devrait se stabiliser en 2012 et 2013 autour de 102,5 % compte tenu des prévisions de réhabilitations et des constructions nouvelles, d'une stabilisation de la taxe foncière et d'une augmentation mesurée des charges locatives.

La progression de cet indicateur est liée à l'évolution des paramètres suivants :

- le chiffre d'affaires a progressé de 5,5 % par rapport à 2010. L'augmentation des recettes est liée d'une part aux réhabilitations de résidences traditionnelles et d'autre part à des constructions nouvelles. Les recettes par lit s'élèvent en 2011 à 2 396 € contre 2 342 € en 2010 ;
- une hausse mesurée de la masse salariale des personnels ouvriers et administratifs (1,5 % pour les personnels ouvriers et 1,1% pour les personnels administratifs) et des fluides (+1,7 %) ;
- des écritures de fiabilisation comptable du patrimoine immobilier réalisées par les CROUS en 2011 dans le cadre de la certification des comptes de l'État.

En ce qui concerne les investissements, la politique du réseau est jusqu'à présent fondée sur les conclusions du rapport du député J-P. Anciaux, préconisant la création ou la prise en gestion de 50 000 logements nouveaux sur 10 ans (dont 15 000 pour compenser les pertes de capacité liées aux réhabilitations) et la réhabilitation de 70 000 chambres.

Néanmoins, ces investissements devraient connaître une nouvelle impulsion avec l'engagement présidentiel de créer 40 000 logements étudiants d'ici 5 ans.

Le réseau des œuvres a mobilisé les sommes suivantes pour **réhabiliter les logements** :

En millions d'euros	2007	2008	2009	2010	Réalisé 2011	Prévision 2012
Total mobilisé par le réseau :	**78**	**102**	**81,7**	**85,5**	**106,8**	**80,0**
- dont ressources propres et emprunt	33	40	29,4	**26,0**	**19,7**	17,9
- dont contribution programme 231	45	62	52,3	**59,5**	**54,3**	52,9
Rappel pour information :						
CPER part État (en CP)	*25*	*4*	*16,74*	***10,22***	***16,1***	***17,2***
Plan de relance de l'économie			*10,26*	*16,68*		

Le financement des CPER relevait en 2007 du programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire ».

La contribution des CROUS représente, en 2012 sur cette activité, 25,3 % des financements hors CPER.

En 2011, la part des constructions s'est élevée (financements programme 231 + CROUS) à 8,1 M€, la part des réhabilitations à 106,8 M€.

L'objectif est, en 2012, de réhabiliter 5 781 chambres supplémentaires et de proposer 3 622 constructions nouvelles.

Année universitaire	2002-2003	2003-2004	2004-2005	2005-2006	2006-2007	2007-2008	2008-2009	2009-2010 constaté	2010-2011 constaté	2011-2012 prévision
Places disponibles à la rentrée universitaire	149 414	150 025	151 256	152 483	153 994	157 294	158 520	160 925	161 500	165 631
% d'augmentation	0,2	0,4	0,8	0,8	1,0	2,1	0,8	1,5	0,4	2,6

La restauration universitaire

En **2011,** le chiffre d'affaires global de la restauration s'est élevé à **192,9 M€**. Cette augmentation est essentiellement liée à la hausse des recettes de la restauration non étudiante ainsi qu'à l'augmentation des recettes liées à la subrogation des personnels ouvriers.

Le taux de couverture des dépenses par les ressources propres devrait se stabiliser à 57,3 % en 2012 (personnels administratifs compris). Dans le cadre du contrat d'objectifs entre le MESR et le CNOUS, une politique de rationalisation et de regroupement des achats des CROUS a été mise en œuvre en 2011. Cette politique a eu un impact sur les dépenses de denrées et boissons, qui ont baissé de 2,1 % par rapport à 2010 représentant une baisse de 0,7 % par équivalent repas. Dans le même temps, la masse salariale des personnels ouvriers qui représente en volume la moitié des postes de dépenses, est majorée de +3,1 %. Cette évolution s'explique par la poursuite de la revalorisation des carrières de l'échelle 4.

Une forte progression de l'eau (+9,5 %) et du chauffage (+6,0 %) a entraîné une hausse des fluides de 2,8 %.

Les amortissements des biens acquis sur ressources propres diminuent de 15,4 %, la majorité des travaux effectués en restauration étant financée sur subvention. Ainsi, la neutralisation des amortissements progresse de 19 % en 2011 (comptes 776 et 777).

En ce qui concerne l'investissement 2012, le réseau des œuvres, sans compter l'apport d'éventuels d'autres financeurs, consacrera 16,1 M€ à la rénovation des restaurants universitaires en 2012 : 14,8 M€ provenant de la subvention pour charges de service public versée par l'État et 1,3 M€ des ressources propres.

Si le logement et la restauration constituent ses missions principales, le réseau des œuvres intervient de façon conséquente dans l'instruction et la gestion des bourses. Toutefois, ne sont imputés au sein de son budget que les dispositifs suivants :

- le Fonds national d'aide d'urgence (FNAU),
- l'accompagnement social des étudiants inscrits en master et suivant une formation permettant de se présenter aux concours de recrutement d'enseignants du ministère de l'éducation nationale,
- les bourses sur critères sociaux en provenance du ministère de la culture pour les étudiants dont les formations en relèvent,
- ponctuellement, la mise en place de dispositifs exceptionnels.

Les autres bourses sont imputées directement sur le budget de l'État.

Les aides à la mobilité internationale voient leur gestion et leur paiement confiés aux universités à compter du 1er septembre 2012.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Aides directes	**77 895**	**77 895**	**83 185**	**83 185**	**66 820**	**66 820**
Subventions pour charges de service public	17 485	17 485	17 485	17 485	26 820	26 820
Transferts	60 410	60 410	65 700	65 700	40 000	40 000
Action n° 02 : Aides indirectes	**204 812**	**204 812**	**250 212**	**250 212**	**250 669**	**250 669**
Subventions pour charges de service public	204 812	204 812	167 579	167 579	157 080	157 080
Dotations en fonds propres			82 633	82 633	93 589	93 589
Action n° 03 : Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	**7 117**	**7 117**	**7 117**	**7 117**	**3 167**	**3 167**
Subventions pour charges de service public	7 117	7 117	7 117	7 117	3 167	3 167
Action n° 04 : Pilotage et animation du programme	**90 190**	**90 190**	**83 199**	**83 199**	**90 340**	**90 340**
Subventions pour charges de service public	90 190	90 190	83 199	83 199	87 709	87 709
Dotations en fonds propres					2 631	2 631
Total	**380 014**	**380 014**	**423 713**	**423 713**	**410 996**	**410 996**

NB : En complément des subventions du MESR (programme 231), le réseau des œuvres universitaires a bénéficié en LFI 2012 de 68,43 M€ de subventions d'autres ministères, se ventilant de la façon suivante : ministère de l'éducation nationale (26,21 M€), ministère de la culture (23,07 M€), ministère de l'intérieur (0,53 M€), ministère des affaires étrangères (18,08 M€) et autres (0,54 M€).

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	422 856	438 101	Ressources de l'État	412 807	391 505
			- subventions de l'État	*412 807*	*391 505*
Fonctionnement	704 250	692 948	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	8 423	6 787
			Ressources propres et autres	719 097	741 930
Total des charges	**1 127 106**	**1 131 049**	**Total des produits**	**1 140 327**	**1 140 222**
Résultat : bénéfice	13 221	9 173	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	**1 140 327**	**1 140 222**	Total : équilibre du CR	**1 140 327**	**1 140 222**

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	41 329	28 476
Investissements	210 424	190 561	Ressources de l'État	129 430	88 493
			Autres subv. d'investissement et dotations	23 880	26 167
			Autres ressources	34 624	39 909
Total des emplois	**210 424**	**190 561**	**Total des ressources**	**229 263**	**183 045**
Apport au fonds de roulement	18 839		Prélèvement sur le fonds de roulement		7 516

(1) voté

N.B : les tableaux renseignés ci-dessus tiennent compte des opérations d'ordre.

Les différentes ressources du réseau des œuvres universitaires et scolaires sont retracées dans les tableaux donnés ci-dessus. Les ressources de fonctionnement s'élèvent à **1 140,22 M€**; elles incluent les opérations d'ordre inscrites aux comptes 776, 777 et 78 « reprises sur provisions » et les produits des cessions d'actifs (c/775).

COMPTE DE RÉSULTAT

Les ressources propres : 699,14 M€

Ce montant comprend les opérations d'ordre.

Le chiffre d'affaires prévu en 2012 s'élève, tous domaines confondus, à **629,69 M€** soit 90,1 % de l'ensemble des ressources propres en soulignant que les activités marchandes d'hébergement et de restauration génèrent à elles seules **622,95 M€**. Seules ces dernières ressources qui représentent les deux activités essentielles de production des CROUS sont analysées ci-après.

L'hébergement, avec 414,59 M€ réalise 65,84 % de ce chiffre d'affaires ; entre l'exécution 2011 **(388,6 M€)** et la prévision 2012, il augmente de **6,69 %.** Ces recettes supplémentaires proviennent d'une part de l'extension du parc (**165 631** places prévues sur l'année universitaire 2011-2012 contre **161 500** sur 2010-2011), et d'autre part de l'augmentation modérée des tarifs.

En 2011, le loyer moyen d'une chambre non rénovée de 9 m² était de 140 € par mois (83,73 € en loyer résiduel pour un étudiant boursier, aide au logement déduite) et de 230 € par mois (116,87 € en loyer résiduel pour un étudiant boursier, aide au logement déduite) pour une chambre rénovée de même surface.

Pour un studio entre 16 et 22 m², ceci représente en moyenne 350 € (aides au logement non déduites) dans une ville comme Lyon avec une APL boursier de 217,30 € ce qui donne un résiduel de 132,70 €. Le loyer moyen à Montpellier est d'environ 250 € en loyer brut, et autour de 370 € à Paris en loyer brut dans une résidence du CROUS.

Les augmentations de loyers des logements conventionnés sont limitées à la hausse de l'indice de référence des loyers (IRL). Pour les logements non conventionnés, les redevances sont fixées par les établissements après avis de leur conseil d'administration.

Au titre de la restauration, les CROUS prévoient dans leur budget 2012 un chiffre d'affaires de **208,36 M€**.
Le prix du ticket a augmenté de 5 centimes le 1er août 2011 et de nouveau de 5 centimes le 1er août 2012.
Compte tenu de la hausse de ces tarifs et d'un effort de maîtrise des charges, le taux de couverture devrait en 2012 se stabiliser, personnel administratif inclus, autour de **57,3 %** (rappel 2011: 57,1 *%).*

Les **autres recettes de fonctionnement**, d'un montant de **69,45 M€**, comprennent les opérations d'ordre (produits issus de la neutralisation des amortissements ; quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice ; reprises sur provisions) pour un montant de **62,23 M€**.

Le solde (7,22 M€) provient des revenus procurés par des locations, des commissions versées par les pays étrangers pour l'accueil de leurs boursiers, des placements de trésorerie et des intérêts de fonds placés en comptes de dépôt. Ces deux derniers postes sont en diminution compte tenu de la baisse conjointe des fonds placés et des taux d'intérêt.

Les ressources « affectées» : 42,79 M€

Elles sont réparties en :

- dons et legs : il existe trois legs (Dobry-Baratz, Lassence, Giveka) dont les revenus de placement, gérés par le CNOUS, permettent de verser des bourses à des étudiants dont le profil a été prédéterminé par le légataire : **0,16 M€** ;
- conventions passées par le CNOUS avec des pays étrangers pour l'accueil de leurs boursiers et par les CROUS, à la demande de certaines collectivités: **42,63 M€**.

Les subventions de l'État : 391,50 M€

Elles proviennent essentiellement d'une part, du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche pour **323,07 M€** et d'autre part, des autres ministères pour **68,43 M€**.

Ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche : 323,07 M€

- **315,38 M€** correspondent à la subvention pour charges de service public allouée par le MESR au titre du programme 231 pour le fonctionnement des établissements (CNOUS et 28 CROUS) ;

- **6,41 M€** versés en faveur de 4 CROUS, pour le financement d'opérations accompagnant leurs investissements ;

- **0,59 M€** correspondent à des reports par les CROUS de crédits de contractualisation non consommés en 2011 et destinés en 2012 à des opérations accompagnant leurs investissements ;

- **0,23 M€** proviennent de crédits délégués par ce même ministère (DREIC) dans le cadre de programmes de coopération avec des pays étrangers ;

- **0,46 M€** sont versés directement aux CROUS par les rectorats pour financer la restauration des personnels administratifs (subvention « cantines ») qui viennent prendre leur repas dans les restaurants universitaires mais qui n'appartiennent pas au réseau des CROUS.

La subvention de 25,71 M€ au titre des aides à la mobilité internationale n'est pas intégrée dans le budget du CNOUS et des CROUS, dans la mesure où ces aides sont suivies en comptes de tiers.

D'autres ministères allouent également des ressources au réseau pour 68,43 M€ :

- Le ministère de l'éducation nationale pour les étudiants en master suivant une formation permettant de se préparer aux concours de recrutement de l'enseignement : **25,82 M€** ; et pour la gestion d'un internat d'excellence par le CROUS de Versailles : **0,39 M€** ;

- Le ministère des affaires étrangères pour l'accueil des étudiants étrangers, boursiers du gouvernement français (BGF) : **18,08 M€**. Il est prévu, dans le cadre de la loi sur l'action extérieure de l'État de juillet 2010, un transfert au 1er septembre 2012 de l'activité internationale du CNOUS à l'EPIC Campus France qui sera consolidé en année pleine sur 2013 ;

- Le ministère de l'intérieur pour l'attribution des aides financières forfaitaires à des jeunes de nationalité étrangère non ressortissants d'un État membre de l'Union Européenne remplissant certaines conditions d'éligibilité : **0,53 M€** ;

- Le ministère de la culture et de la communication pour la prise en charge par les CROUS des bourses sur critères sociaux des étudiants: **23,07 M€.** Mis en place en 2010, ce dispositif d'aide ne s'adressait initialement qu'aux étudiants inscrits dans les écoles d'architecture (pour une enveloppe financière de 14,12 M€). La gestion de ce dispositif par les CROUS ayant donné entière satisfaction au ministère de la culture, l'opération a été étendue en 2011 à tous les étudiants inscrits dans les filières relevant de ce ministère. En outre, à la rentrée universitaire 2011, une aide au mérite a été mise en place abondant les crédits prévus initialement ;

- **0,54 M€** sont versés par diverses administrations et ministères pour financer la restauration de leurs étudiants ou de leurs personnels.

Les autres subventions et dotations : 6,79 M€

Plusieurs établissements et organismes apportent leur concours au financement des établissements du réseau à hauteur de **6,79 M€** pour le fonctionnement. Il s'agit notamment :
- de l'ASP (l'Agence de services et de paiement) pour **0,51 M€** en accompagnement des recrutements de personnels sous contrat de droit privé tels que les contrats uniques d'insertion ;
- des universités à hauteur de **0,75 M€** parmi lesquelles les aides accordées par les CROUS au titre du FNAU (**0,22 M€**) ;
- des collectivités locales à hauteur de **5,53 M€** au titre des bourses et aides accordés sur critères sociaux.

TABLEAU DE FINANCEMENT

Les ressources de l'État : 88,49 M€

Les subventions allouées par l'État concernent le financement des dépenses d'investissements. Elles proviennent essentiellement du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (**87,48 M€**).

La subvention du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche se décompose en :
- **76,22 M€** qui correspondent à des dotations en fonds propres (titre 7) allouées par le MESR pour l'investissement des établissements dans le logement étudiant et la restauration ;
- **11,46 M€** sont des crédits d'intervention (titre 6) en accompagnement de certaines opérations d'investissement (CPER) et d'autres crédits d'investissement inscrits au BP 2012.

Le ministère de l'éducation nationale alloue **1,01 M€** au CROUS de Lyon pour la construction d'un restaurant universitaire.

Les autres ressources : 39,91 M€

Les autres ressources se composent comme suit :
- les dépôts de garantie versés par les étudiants à l'occasion de la signature de leur bail pour 30,58 M€. Ces dépôts sont constatés en recettes depuis 2010 ;

– les emprunts contractés par les CROUS pour 8,75 M€ et sont en augmentation par rapport à 2011 (7,24 M€) ;
– les remboursements de prêts aux personnels dans le cadre de l'action sociale pour 0,58 M€.

Les autres subventions et dotations : 26,17 M€

Ces ressources proviennent des organismes suivants:
– les universités pour **0,20 M€** dans le cadre de leur participation à l'implantation des cartes multi-services ;
– le CNRS pour **0,25 M€** alloués au CROUS de Strasbourg pour l'extension d'un restaurant universitaire ;
– les collectivités locales pour **25,72 M€** répartis à hauteur de 6,51 % pour les villes ; 28,08 % pour les communautés urbaines ; 9,16 % pour les départements et 56,25 % pour les régions. Elles contribuent à la construction et la rénovation du patrimoine immobilier à destination des étudiants gérés par les CROUS.

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Aides directes	27 460	96 689		8	**124 157**
Aides indirectes	331 096	499 407		175 504	**1 006 007**
Pilotage et animation du programme	77 441	92 352		14 419	**184 212**
Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	2 104	4 500		630	**7 234**
Total	**438 101**	**692 948**		**190 561**	**1 321 610**

Les dépenses prévues au budget 2012 du réseau ont été ventilées par destination entre les différentes actions du programme 231 et réparties entre les rubriques « personnel », « fonctionnement » et « investissement ». Comme pour les ressources, les dépenses comprennent les opérations d'ordre.

DÉPENSES RELATIVES À LA MASSE SALARIALE : 438,10 M€

Ces dépenses concernent toutes les rémunérations, salaires et cotisations des personnels payés par le réseau, qu'ils soient fonctionnaires (personnels administratifs) ou contractuels de droit public (personnels ouvriers), à durée indéterminée ou déterminée ou en contrats aidés.

La masse salariale des **personnels administratifs** (2 805 ETP en 2012) du réseau des œuvres représente, action sociale comprise, **144,16 M€** soit +3,36 % par rapport à 2011 (139,47 M€). Elle est financée par la subvention pour charges de service public allouée par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Ce montant recouvre :
- les traitements (66,57 M€) dont 5,06 M€ au titre de la part ouvrière des pensions civiles ;
- les indemnités (15,45 M€) ;
- les autres charges sociales (19,78 M€) ;
- les charges pensions civiles part patronale, RAFP et IRCANTEC (41,57 M€) ;
- les autres charges de personnels (0,79 M€).

Les personnels administratifs sont répartis dans les différentes actions en fonction de leur relation avec la finalité des actions auxquelles ils contribuent. Les personnels du CNOUS sont rémunérés sur l'action 04. La masse salariale de ces personnels affectés dans les CROUS se répartit à concurrence de 20,9 % pour l'action 01, 35,11 % pour l'action 02, 1,3 % pour l'action 03 et 42,69 % pour l'action 04. En raison de la centralisation des paiements des pensions civiles par le CNOUS, les crédits relatifs à ces cotisations et contributions sont affectés en totalité sur l'action 04 en 2012.
Cette ventilation de la masse salariale par action a été revue au PLF 2013 pour une meilleure visibilité et une cohérence avec le budget primitif du CNOUS. De même, les crédits relatifs aux pensions civiles ont également été répartis dans chaque action.

Au final, cette reventilation explique en partie les écarts de périmètre par action constatés en JPE du PLF 2013.

L'augmentation des dépenses liées à la masse salariale des personnels administratifs est essentiellement liée à la hausse du taux des contributions relatives aux pensions civiles.

La masse salariale **des personnels ouvriers** (9 990 ETP en 2012, dont 67 emplois aidés) du réseau représente **292,99 M€**. Ils concourent aux activités d'hébergement et de restauration. Ils sont en conséquence presque tous regroupés dans l'action 2 (286,61 M€). Quelques personnels ouvriers exercent des fonctions administratives, culturelles, informatiques et d'accueil; ils sont alors regroupés dans les actions correspondant à leur activité pour un total de 6,38 M€ (dont 5,06 M€ sur l'action 4).

Pour l'action 02, la masse salariale des personnels ouvriers s'élève respectivement à 116,65 M€ pour l'hébergement et à 169,96 M€ pour la restauration. Elle se répartit de la façon suivante :
- les traitements (172,92 M€) ;
- les indemnités (25,67 M€) ;
- les charges (77,30 M€) ;
- les autres prestations (10,71 M€).

En 2011, la masse salariale des personnels ouvriers augmente de 2,5 % par rapport à 2010. Cette hausse est liée à l'augmentation de l'indemnitaire qui résulte de la convergence entre le régime indemnitaire des personnels administratifs et celui des personnels ouvriers.
Compte tenu de l'augmentation du chiffre d'affaires en hébergement, la productivité (chiffre d'affaires / masse salariale personnel ouvrier) devrait continuer à augmenter en 2012 au sein de l'activité hébergement : **3,58** (au lieu de 3,50 constaté en 2011).
Quant à la restauration, compte tenu d'une hypothèse d'une stabilisation de la fréquentation étudiante par rapport à 2011 et des hausses tarifaires, le chiffre d'affaires devrait être en légère progression. La productivité devrait se maintenir en 2012 à 1,18.

Le solde, soit **0,95 M€**, correspond à la NBI et à la prime de participation pour les activités d'accueil assurées l'été.

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT: 692,95 M€

Action 01 « Aides directes » : 96,69 M€

Le réseau des œuvres universitaires assure la gestion et le versement :
- des crédits du fonds national d'aide d'urgence (FNAU). L'enveloppe consacrée à cette action est de **40 M€**. A cette subvention du MESR, s'ajoutent des participations en provenance des universités (**0,22 M€**) et des ressources propres des CROUS (**0,25 M€**) ;
- des aides accordées aux étudiants inscrits en master dans le cadre du dispositif complémentaire d'accompagnement social visant à garantir la démocratisation et l'attractivité du recrutement des enseignants : **25,82 M€** inscrits au budget primitif 2012 ;
- des bourses sur critères sociaux en provenance du ministère de la culture et de la communication pour des étudiants inscrits dans ses diverses filières : **23,07 M€.**

L'autre poste significatif de dépenses de l'action 1 est l'attribution de bourses par les CROUS à des étudiants que les collectivités locales souhaitent encourager par des aides ciblées, soit **5,53 M€**.

Le ministère de l'intérieur a prévu d'abonder ces aides directes en mettant en place un parcours de réussite professionnelle (PARP) matérialisé par des aides financières forfaitaires d'un montant de 2 400 €, destiné à des jeunes de nationalité étrangère non ressortissants de l'Union européenne et remplissant certaines conditions d'éligibilité. Dans le cadre de ce programme (qui a démarré à la rentrée universitaire 2009), la subvention allouée au titre de 2012 est à hauteur de **0,53 M€**.

Par ailleurs, des dépenses à hauteur de **1,27 M€** sont prévues pour les divers frais de fonctionnement, des services chargés d'instruire les dossiers sociaux étudiants, au sein des CROUS.

Il faut noter que les aides à la mobilité internationale, financées par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche à hauteur de **25,55 M€** en LFI 2012, sont gérées en comptes de tiers dans les CROUS et au CNOUS pour la gestion 2012, et ne sont donc pas inscrites en dépenses dans les budgets. La gestion de ces aides sera transférée aux universités au 1er septembre 2012.

Action 02 « Aides indirectes » : 499,41 M€

Elles comprennent principalement l'hébergement et la restauration.

Les **dépenses d'hébergement** prévues au budget 2012 des CROUS s'élèvent à **312,99 M€** et se répartissent comme suit :

- les locations et charges locatives qui concernent les résidences conventionnées : **136,31 M€**. L'augmentation de 5,47 % (129,27 M€ en 2011) est due à la livraison de constructions nouvelles. Ces charges ont représenté, en 2011, 33,5 % des dépenses sur ressources propres (363,03 M€ en 2011) ;
- l'énergie et les fluides: **63,57 M€** en hausse de 9,1 % (58,2 M€ en 2011). En 2011, ce poste a connu une hausse de 1,7 % par rapport à 2010. Il a représenté 15,3 % des dépenses sur ressources propres en 2011. La rénovation des chambres (mise en place de cabines tri-fonctions et de l'Internet) contribue à l'évolution de ces dépenses ;
- les charges d'amortissement (**48,91 M€**) et les constitutions de provisions (**2,66 M€**).

Le solde (**61,54 M€**) recouvre l'entretien courant, les impôts et taxes et des dépenses diverses liées à l'exploitation des bâtiments.

Les **dépenses de restauration** des CROUS s'élèvent à **180,79 M€** et se répartissent comme suit :

- l'achat de denrées alimentaires et de boissons : **96,44 M€** soit 53,35 % du montant total des dépenses de fonctionnement de la restauration. Au vu de ces prévisions, le « coût denrées + boissons » par équivalent repas serait de 1,42 € en 2012 ;
- l'énergie et les fluides : **17,39 M€**. La charge par équivalent repas continue à évoluer essentiellement en raison de l'augmentation des dépenses d'eau (+9,5 % en 2011). Le coût passe de 0,25 € en 2011 à 0,26 € en 2012 ;
- les dépenses d'amortissement : **22,36 M€**.

Le solde (**44,60 M€**) prend en compte l'entretien, l'équipement, les taxes et d'autres dépenses liées à la restauration.

En outre, **5,63 M€** de crédits sont inscrits sur le budget du CNOUS. Ils seront répartis en cours d'année en fonction des besoins et des demandes exprimés par les CROUS.

Action 03 « Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives » : 4,50 M€

Les dépenses effectuées par les CROUS au titre de cette action concernent la politique culturelle. L'objectif visé est de soutenir la création et les initiatives étudiantes, d'encourager les mouvements associatifs, de développer des pratiques amateurs en ouvrant les lieux de vie étudiante aux étudiants artistes (cafétérias, restaurants, maisons de l'étudiant…), d'animer les campus et les résidences. Des opérations interrégionales sont lancées sous la forme de concours à destination des étudiants dans des domaines aussi divers que l'écriture de nouvelles, la photographie, la bande dessinée, le court métrage la musique, la danse et la culture scientifique et technique.

Action 04 « Pilotage et animation du programme » : 92,35 M€

Outre les frais de fonctionnement du CNOUS (OVE compris) et des services centraux des CROUS de l'ordre de 22,04 M€, cette action retrace les dépenses que le réseau effectue au titre de son activité internationale pour les étudiants étrangers, boursiers du gouvernement français pris en charge par le ministère des affaires étrangères (**18,08 M€**), et pour les étudiants étrangers, boursiers de leur gouvernement avec lesquels le CNOUS passe des conventions (**39,06 M€**). Le réseau des œuvres enregistre une baisse de ces dépenses, due au transfert au 1er septembre 2012 de l'activité internationale à l'EPIC Campus France.

En ce qui concerne les **dépenses en informatique** : le CNOUS consacre **0,75 M€** pour diverses dépenses comme la maintenance, la formation, les achats de matériel.

Cette action inclut en 2012 les charges d'amortissement pour un montant de **9,35 M€**.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT: 190,56 M€

A l'exception de quelques dépenses telles que des dépenses consacrées à la culture (0,63 M€) et à l'action sociale (0,008 M€), les investissements sont concentrés sur les actions 02 et 04.

Action 02 « Aides indirectes » : 175,50 M€

En **2012**, **139,68 M€** concernent les investissements immobiliers prévus en hébergement et restauration.

L'hébergement représente à lui seul 78 % des efforts engagés par les CROUS en matière d'investissements, soit **108,88 M€**. On peut citer quelques exemples d'opérations prioritaires en 2012 :

– Réhabilitations : Cité Descartes (2 bâtiments – 584 logements) à Poitiers ;
– Constructions :
  - résidence « Olympes de Gouges » (214 studios adaptés aux personnes à mobilité réduite) à Nantes,
  - résidence « Les hauts de Saint Aubin » (150 studios aux normes environnement durable) à Angers.

En matière de restauration, 30,8 M€ sont destinés à la réhabilitation de structures dont la mise aux normes s'avère indispensable au vu des avis émis par les services vétérinaires ou les commissions de sécurité (ex : le restaurant universitaire Lumière à Besançon).

A ces opérations d'investissements, s'ajoutent les remboursements aux étudiants des dépôts de garantie (**30,58 M€**), la contribution des Crous aux fonds de concours (**2,14 M€**) ainsi que les remboursements (part capital : **3,10 M€**) des emprunts effectués par les CROUS en complément des financements d'opérations d'investissement.

Action 04 « Pilotage et animation du programme » : 14,42 M€

Les investissements de l'action 4 concernent essentiellement des dépenses réalisées pour l'évolution des systèmes d'information.

- CNOUS : **3,49 M€** pour le financement de projets tels que le renouvellement du système d'information comptable (Orion), le développement d'un nouveau progiciel de gestion des résidences, l'assistance aux CROUS et l'évolution du logiciel de préparation budgétaire. Le CNOUS consacre également **0,16 M€** pour renouveler des serveurs et matériels informatiques. Ces investissements sont financés par la subvention du programme 231 (à hauteur de 1,52 M€) inscrite en fonctionnement et par la capacité d'autofinancement.
Par ailleurs, le CNOUS consacre **2,63 M€** provenant de la dotation en fonds propres pour l'acquisition et l'installation de détecteurs de fumée et l'élaboration de nouveaux concepts de restauration.

- CROUS : **7,94 M€** pour le développement et l'équipement des infrastructures et **0,2 M€** pour des prêts accordés à leurs personnels dans le cadre de l'action sociale.

Les dépenses d'investissement globales prévues à hauteur de **190,56 M€** sont financées comme suit :

– **Apport des CROUS et du CNOUS:**	**75,91 M€**
Excédent de la section de fonctionnement :	9,17 M€
Amortissements des biens acquis sur ressources propres :	26,71 M€
Prélèvement sur le fonds de roulement :	7,52 M€
Constitutions de provisions :	2,90 M€
Reprises sur provisions :	-10,3 M€
Ressources propres (dont emprunt pour **8,748** M€):	39,91M€
– **Autres financements :**	**114,66 M€**
Subventions de l'État :	88,49 M€
Subventions des collectivités locales, des universités :	26,17 M€

L'apport des CROUS dans le financement des investissements est d'environ **28,3 %** (hors dépôts de garantie).

PERSPECTIVES 2013

Au PLF 2013, le financement de l'État au réseau des œuvres universitaires et scolaires s'élève à près de 411,00 M€.

Le périmètre des activités de l'opérateur est modifié en 2013 :

- la gestion des aides à la mobilité internationale est transférée à compter du 1er septembre 2012 du réseau des œuvres aux établissements d'enseignement supérieur. Le montant des crédits correspondants est de 25,7 M€ ;
- l'activité internationale du CNOUS est transférée à compter du 1er septembre 2012 à l'EPIC Campus France. Le montant des crédits correspondants est de 2,40 M€ ;
- enfin un transfert d'emplois est effectué au bénéfice du réseau pour +0,12 M€.

Ainsi, le financement de l'État au réseau des œuvres universitaires et scolaires à périmètre constant progresse de 20,00 M€ grâce aux crédits supplémentaires mis en place sur le logement étudiant.

Par ailleurs, les crédits de fonctionnement alloués à la restauration universitaire sont reconduits en 2013.

Au total, les 411,00 M€ de financement alloué au réseau des œuvres universitaires et scolaires se répartissent en une subvention pour charges de service public de 274,78 M€, une dotation en fonds propres de 96,22 M€ destinée aux dépenses d'investissement, et enfin, un financement identique à 2012 des aides directes du FNAU pour 40 M€.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	12 692	12 795	12 772
- sous plafond	*12 644*	*12 728*	*12 705*
- hors plafond opérateurs	*48*	*67*	*67*
dont contrats aidés	*48*	*67*	*67*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.
La prévision 2013 prend en compte le transfert de l'activité internationale du réseau à l'EPIC Campus France au 1er septembre 2012 (25 emplois sous plafond), ainsi que le transfert au réseau de 2 assistantes sociales de l'université Paris Descartes vers le Crous de Paris et le transfert de la masse salariale correspondante.

ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

Note explicative

La comptabilité d'analyse des coûts (CAC) s'appuie sur des principes, règles et méthodes de construction partagés par l'ensemble des acteurs : ministères, services du contrôle budgétaire et comptable ministériel, direction du budget et de la direction générale des finances publiques.

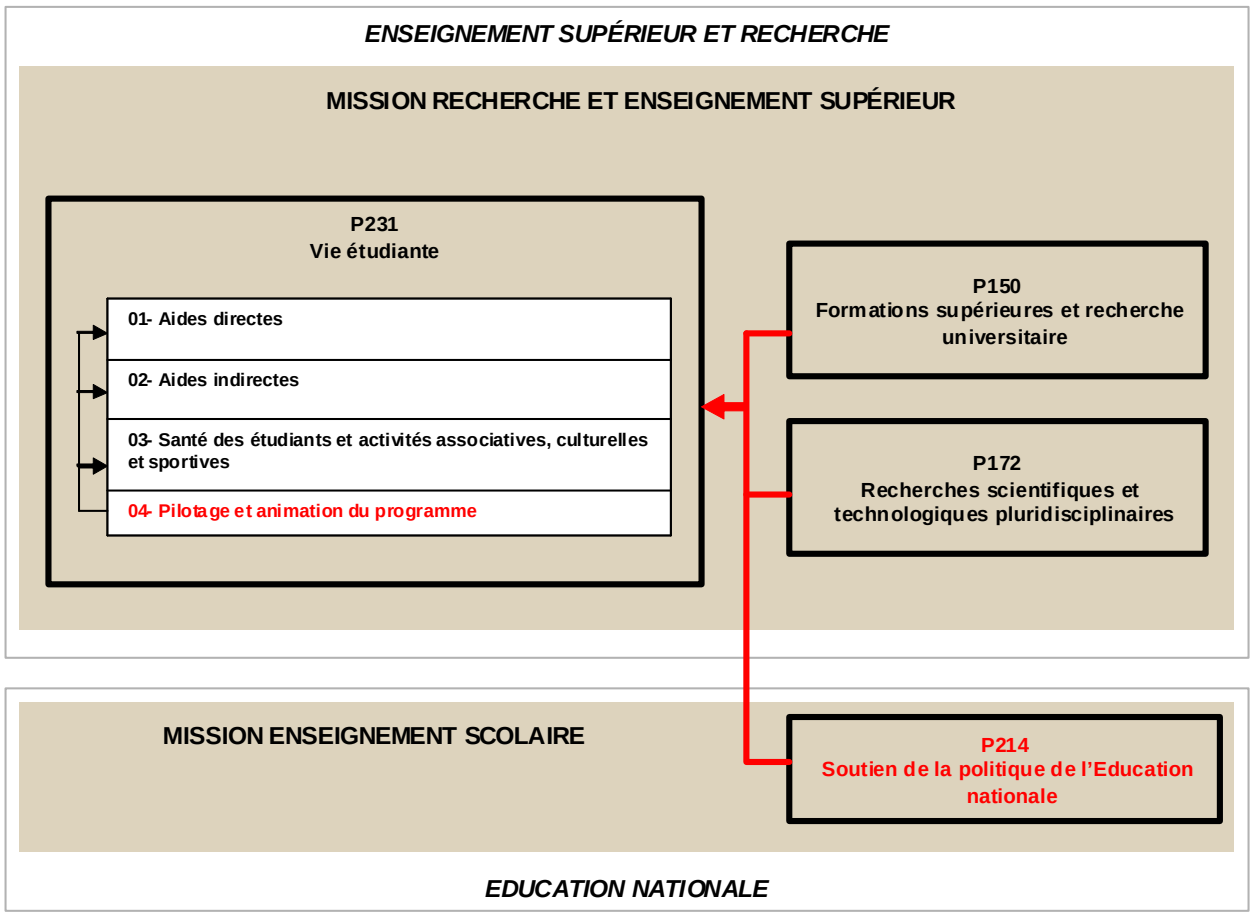
Le volet « Analyse des coûts » du PAP vise plus particulièrement l'identification des enjeux en matière de consommation de ressources partagée entre programmes, qu'ils relèvent ou non de la même mission.

A ce titre, ce volet comporte trois parties : 1°- une cartographie des liens de consommation des ressources entre actions ; 2°- un tableau de synthèse retraçant successivement la valeur initiale des actions, les ventilations internes et externes et la valeur après ventilations des actions ; 3°- les observations des équipes ministérielles, intégrant l'explication des principes méthodologiques appliqués aux données retraitées, et éclairant les résultats obtenus.

Enfin, l'analyse des coûts contribue à la documentation de la démarche de performance et s'inscrit dans un cycle d'amélioration continue.

SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Numéro et intitulé de l'action	PLF 2013 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2013 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2012 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
01 - Aides directes	1 897 686 172	+9 861 481	+241 281 609	2 148 829 262	1 985 110 197
02 - Aides indirectes	276 790 610	+79 904 632	+75 062 149	431 757 391	426 913 380
03 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	62 419 151	+574 579	+82 910 837	145 904 567	141 909 050
04 - Pilotage et animation du programme	90 340 692	-90 340 692	0	0	0
Total	**2 327 236 625**	**0**	**+399 254 595**	**2 726 491 220**	**2 553 932 627**

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	**-399 254 595**
150 / Formations supérieures et recherche universitaire (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	-390 257 553
172 / Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	-1 280 005
214 / Soutien de la politique de l'éducation nationale (Mission « Enseignement scolaire »)	-7 717 037

OBSERVATIONS

Il est à noter que le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche a participé, dans le cadre du rapport annuel de performance 2011, à une expérimentation destinée à intégrer la comptabilité d'analyse des coûts dans l'outil Chorus. Cela a nécessité, au-delà de l'actualisation des données propre à l'exercice, de faire évoluer les clés de répartition conduisant aux déversements. Ce changement de méthode, élaboré dans un souci de simplification et de cohérence, a été reconduit pour la construction de la comptabilité d'analyse des coûts du projet annuel de performance 2013. Il explique les écarts pouvant être constatés avec le PLF 2012, hors évolution des données d'une année sur l'autre.

L'action support du programme « Pilotage et animation du programme » contribue au pilotage de la politique publique menée dans le domaine de la vie étudiante. Elle comprend les dépenses de personnel et les moyens du CNOUS, les dépenses des personnels d'encadrement des 28 CROUS et des 13 CLOUS (Centres locaux des œuvres universitaires) ainsi que les dépenses de pensions civiles liées aux rémunérations des personnels des CROUS et payées par le CNOUS.

Dans un souci de simplification, d'actualisation des données et de cohérence avec les activités du réseau, les crédits de l'action 04 « pilotage et animation du programme » (action support) ont été ventilés au prorata du poids budgétaire des actions 01 à 03 (actions de politique publique) dans le budget 2012 du réseau Cnous/Crous.

ANALYSE DES RÉSULTATS

La ventilation interne

Du fait des clés de répartition retenues dans l'analyse des coûts, la dépense de 90,3 M€ de l'action de pilotage du programme est déversée à 88 % sur l'action « aides indirectes » qui recouvrent les deux activités principales du réseau des œuvres universitaires et scolaires : l'hébergement et la restauration étudiante.

La ventilation externe

Afin de reconstituer la dépense prévisionnelle complète du programme 231 « vie étudiante », des déversements proviennent du **programme 150** « Formations supérieures et recherche universitaire » (390,3 M€) et du **programme 172** « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » de la mission Enseignement supérieur et Recherche (MIRES) (1,3 M€) et du **programme 214** « Soutien de la politique de l'éducation nationale » de la mission Enseignement scolaire (MIES) (7,7 M€).

Le programme 150 est celui qui apporte la plus grande contribution **(390,3 M€)** du fait de l'importance des déversements de son action « Pilotage et support du programme » et de son action « Immobilier ».
Ces dépenses reventilées concernent la rémunération de la part des personnels de la Direction Générale de l'Enseignement supérieur chargée de la vie étudiante, ainsi que la masse salariale des personnels affectés à la santé des étudiants et aux activités associatives qui avait été transférée de l'action 3 du programme 231 vers l'action 15 « Pilotage et support du programme » du programme 150 dans le cadre du projet de loi de finances 2010. L'action « Immobilier » est aussi déversée en partie sur les actions 2 « Aides indirectes » et 3 « Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives » du **programme 231** « Vie étudiante » au prorata des surfaces bâties consacrés à la vie étudiante **(114,8 M€)** ;

De même, le **programme 214 « Soutien de la politique de l'Éducation nationale »** contribue à la reconstitution des dépenses complètes du programme avec la prise en compte des rémunérations du personnel de la Direction Générale de l'Enseignement supérieur dont les missions sont liées à la vie étudiante **(7,7 M€)** ;

Enfin, le déversement du **programme 172** « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » **(1,3 M€)** vers le **programme 231** correspond à une partie du fonctionnement du site de Descartes, siège de la Direction Générale pour l'Enseignement supérieur et l'Insertion professionnelle depuis 2008.

PROGRAMME 172

Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires

PROGRAMME 172

RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES PLURIDISCIPLINAIRES

MINISTRE CONCERNÉ : GENEVIÈVE FIORASO, MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	208
Objectifs et indicateurs de performance	211
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	222
Justification au premier euro	228
Opérateurs	256
Analyse des coûts du programme et des actions	299

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Roger GENET
Directeur général pour la recherche et l'innovation
Responsable du programme n° 172 : Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires

Le programme 172 constitue un instrument majeur pour le pilotage par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, chef de file de la politique de recherche mise en œuvre par l'intermédiaire de l'ensemble des programmes de la mission interministérielle, du système français de recherche et d'innovation et pour la mise en œuvre des politiques nationales afférentes. Il s'appuie sur six éléments essentiels :

– son poids financier (5 Md€), qui en fait le premier programme entièrement consacré à la recherche au sein de la MIRES ;

– ses opérateurs de recherche, qui couvrent la totalité des disciplines scientifiques ; au CNRS, le plus important des opérateurs par la taille, entièrement financé par le programme 172, s'ajoutent notamment, sur des domaines prioritaires de la politique nationale de recherche : l'INSERM, le CEA et les Instituts Pasteur et Curie, pour les sciences de la vie (SDV), l'INRIA pour les sciences et technologies de l'information et de la communication (STIC), ou l'INED pour les sciences humaines et sociales. Aussi, les organismes du programme se retrouvent-ils logiquement au cœur des coordinations stratégiques et programmatiques qui se nouent entre les établissements de recherche et d'enseignement supérieur, notamment par l'intermédiaire des cinq Alliances nationales de recherche dans les domaines des sciences de la vie et de la santé, de l'énergie, de l'environnement, des STIC et des sciences humaines et sociales ;

– le financement des très grandes infrastructures de recherche (TGIR) et les contributions de la France aux organisations internationales (OI), tel le Centre européen de recherche nucléaire (CERN). Le ministère chargé de la recherche, en relation étroite avec les organismes concernés, a notamment poursuivi au cours de l'année 2012 une démarche de rationalisation qui s'articule autour de la mise en place d'un comité directeur des TGIR et du déploiement d'une démarche de comptabilité en coûts complets ;

– l'agence nationale de la recherche (ANR), qui joue un rôle important dans la mise en œuvre des priorités programmatiques de la politique nationale de recherche et d'innovation. L'agence a été particulièrement sollicitée depuis 2011 en tant qu'opérateur principal du volet recherche du programme « Investissements d'avenir ». En 2013, une vigilance particulière sera portée à la montée en puissance de ce dispositif. Dans un contexte budgétaire contraint, le rééquilibrage nécessaire entre financement sur projet et financement de base des opérateurs de recherche sera mis en œuvre, conduisant à une diminution des crédits alloués via l'ANR en contrepartie d'une augmentation de ceux alloués directement aux organismes de recherche ;

– le crédit d'impôt recherche, instrument incitatif essentiel dont dispose le Gouvernement en matière de recherche et développement de l'innovation des entreprises, rattaché au programme 172 au titre des dépenses fiscales ;

– enfin, le programme 172 retrace les moyens et dispositifs ministériels (action 1), nécessaires au pilotage du système français de recherche et d'innovation.

Ces différents éléments du programme 172 ont un impact déterminant pour les opérateurs de recherche qui en relèvent directement, ainsi que pour les autres organismes de recherche et les universités avec lesquels ils nouent des partenariats stratégiques ; ses objectifs sont donc particulièrement ambitieux.

Le premier des objectifs pour la recherche française doit rester celui de l'excellence scientifique, dans un contexte international de plus en plus concurrentiel. Cette excellence se mesure essentiellement à travers le nombre, et surtout la qualité, des publications scientifiques, ainsi que les prix internationaux et le taux de réussite aux appels d'offre européens et internationaux. Si la montée en puissance de la recherche scientifique dans les grands pays émergents comme la Chine rend plus difficile, pour la France comme pour les autres pays industrialisés, le maintien de leur part relative dans les revues de référence internationale, l'amélioration de la reconnaissance scientifique des travaux de

nos chercheurs, mesurée par les citations à deux ans de leurs publications, et l'amélioration de notre position par rapport aux autres pays industrialisés comparables (Allemagne, Royaume-Uni) restent prioritaires.

Le second critère de la performance de notre recherche réside dans sa capacité à se mobiliser face aux grands enjeux de la recherche, des enjeux qui tiennent autant à l'acquisition de connaissances fondamentales nouvelles, aux frontières du savoir, qu'aux enjeux économiques et sociétaux. La stratégie nationale de recherche et d'innovation (SNRI) constitue un cadre structurant qui permet la mobilisation des laboratoires vers des projets novateurs dans des disciplines prioritaires. Mais la réactivité de notre système de recherche doit également se traduire par sa capacité à s'impliquer sur tous les sujets émergents et en réponse aux situations de crise, sanitaire ou environnementale, susceptibles d'affecter nos sociétés. Le renforcement des liens entre science et société constitue donc un troisième objectif prioritaire.

L'excellence et la réactivité qui portent témoignage de la vitalité de notre recherche doivent également constituer le ressort de la construction d'une économie de la connaissance, où la recherche est au service des enjeux de la société, de la croissance, de l'emploi et de la richesse nationale. Aussi la contribution de la recherche à l'amélioration de la valorisation et au soutien à l'innovation dans les entreprises est-elle un autre objectif fondamental du programme, qu'il s'agisse d'accroître la valorisation et le transfert des résultats des laboratoires publics vers les partenaires économiques, ou de favoriser directement l'innovation au sein des entreprises. Cette volonté de contribuer à la compétitivité et à la croissance est le fil conducteur des « Investissements d'avenir » dont bénéficient les opérateurs du programme.

Enfin, dernier objectif transversal du programme qu'il convient de mentionner, le développement de la recherche nationale doit s'inscrire résolument dans l'Espace européen de la recherche (EER). Il importe ainsi que se confirme l'implication des équipes françaises dans le 7ème programme cadre de recherche et développement (PCRD) lancé en 2007, et de mettre en place des conditions favorables à un accroissement du taux de succès des équipes françaises dans le prochain programme cadre « Horizon 2020 ».

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	**Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international**
INDICATEUR 1.1	Production scientifique des opérateurs du programme
INDICATEUR 1.2	Reconnaissance scientifique des opérateurs du programme
INDICATEUR 1.3	Efficience de la production scientifique : indice de coût d'une publication à bonne visibilité internationale
OBJECTIF 2	**Accroître le dynamisme des équipes de recherche**
INDICATEUR 2.1	Part des publications des opérateurs de la mission relevant des thématiques prioritaires définies par la Stratégie nationale de recherche et d'innovation (SNRI)
INDICATEUR 2.2	Part des thématiques prioritaires définies par la Stratégie nationale de recherche et d'innovation (SNRI) dans le programme blanc de l'Agence nationale de la recherche (ANR)
OBJECTIF 3	**Améliorer la valorisation des résultats de la recherche et le soutien à l'innovation dans les entreprises**
INDICATEUR 3.1	Part des ressources apportées aux opérateurs par les redevances sur titre de propriété intellectuelle
INDICATEUR 3.2	Part des contrats de recherche passés avec des entreprises dans les ressources des opérateurs
INDICATEUR 3.3	Dépenses de R&D privée supplémentaires par euro de crédit d'impôt recherche
OBJECTIF 4	**Participer activement à la construction de l'Europe de la recherche**
INDICATEUR 4.1	Taux de présence des opérateurs du programme dans les projets financés par le PCRD de l'Union européenne

INDICATEUR 4.2 Part des articles co-publiés avec un pays membre de l'Union européenne (UE 27) dans les articles des opérateurs du programme
INDICATEUR 4.3 Part du PCRD attribuée à des équipes françaises

OBJECTIF 5 Accroître la mobilité des chercheurs vers l'enseignement supérieur et l'entreprise
INDICATEUR 5.1 Nombre de chercheurs du secteur public ayant rejoint une entreprise dans l'année

OBJECTIF 6 Concourir au développement de l'attractivité internationale de la recherche française
INDICATEUR 6.1 Chercheurs étrangers recrutés ou accueillis temporairement dans les laboratoires

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international

La présence de la science française au meilleur niveau international se manifeste principalement par sa capacité à publier dans les journaux internationaux les plus visibles pour les domaines couverts par les opérateurs du programme.

Deux indicateurs bibliométriques (1.1 et 1.2) mesurent la place prise par la science française. Le premier (1.1) est un indicateur essentiellement quantitatif : il mesure la part des publications de référence internationale produites par les opérateurs du programme dans le monde, en Europe (UE 27) et au sein de l'espace France-Allemagne-Royaume-Uni, pays comparables à la France en termes de dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) et de dynamique de recherche. Si des cibles volontaristes ont été fixées depuis la création du programme, il convient de souligner néanmoins que le maintien de la part des publications de référence internationale des opérateurs du programme à un niveau constant est un bon résultat au regard de la montée en puissance d'acteurs très dynamiques, tant au niveau européen (Espagne, Pologne…) que mondial (Corée, Chine, Inde, Brésil…). Cette concurrence exerce une pression sur tous les opérateurs des grands pays de tradition scientifique (États-Unis, Allemagne, Royaume-Uni...) – pays dont la part de publications est, comme celle de la France, en baisse depuis de nombreuses années. Dans ce contexte et sans remettre en cause la pertinence des comparaisons à l'échelle mondiale, c'est également l'évolution de la place relative de la France par rapport à ces grandes nations scientifiques qui permet de mesurer le niveau de performance des opérateurs du programme.

Le second indicateur bibliométrique (1.2) est qualitatif : il mesure l'influence de la production scientifique d'un opérateur sur l'élaboration des connaissances nouvelles par la communauté internationale des chercheurs. Les États-Unis, qui restent la principale puissance scientifique mondiale, ont un impact à deux ans de 1,48 (2010) c'est à dire très au-dessus de la moyenne internationale de référence, qui est de 1. En 2010, l'indice d'impact à deux ans de l'Union européenne est de 1,06, celui de la France est de 1,05 (c'est-à-dire qu'il est toujours en progression, après avoir dépassé la valeur de référence de 1 en 2008 pour la première fois depuis 20 ans), celui de l'Allemagne de 1,21. La cible 2015 est ambitieuse dans un contexte où les pays émergents voient leur bibliométrie croître dans des proportions exceptionnelles : par exemple l'indice d'impact de la Chine, qui était de 0,37 en 1998, est de 0,69 en 2010, soit une augmentation de 86 %. Entre 2003 et 2010, l'indice d'impact de la Chine a ainsi augmenté de 36 %, celui de l'Inde de 32 %, celui de Taiwan de 24 % et celui de la Corée du Sud de 15 %.

Les deux indicateurs bibliométriques sont complétés par un indicateur d'efficience (1.3) qui, à travers l'évolution d'un indice, met en relation le financement mobilisé et la production scientifique induite. L'efficience que mesure cet indicateur porte sur des publications d'excellence et, dans cette mesure, c'est aussi un indice qualitatif : il s'agit d'apprécier comment évolue le « prix de revient » d'une publication « à bonne visibilité internationale », dans un environnement mondial où l'on observe à la fois une croissance générale des dépenses publiques de recherche et une évolution généralement défavorable des parts nationales de publications des acteurs traditionnels du fait de l'émergence de nouveaux acteurs majeurs au niveau mondial.

INDICATEUR 1.1 : Production scientifique des opérateurs du programme

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part des publications de référence internationale des opérateurs du programme dans la production scientifique mondiale	%	2,20	2,18 (valeur provisoire)	2,15	2,15	2,12	>= 2,1
Part des publications de référence internationale des opérateurs du programme dans la production scientifique européenne (UE 27)	%	6,87	6,90 (valeur provisoire)	6,7	6,85	6,84	>= 6,7

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part de la production scientifique des opérateurs du programme dans l'espace France-Allemagne-Royaume-Uni	%	14,7	14,8 (valeur provisoire)	14,8	14,8	15	>= 14,9

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : la part de publications des opérateurs du programme se calcule en divisant le « nombre de publications de référence internationale des opérateurs du programme » par le « nombre de publications de référence internationale du monde » (part mondiale) ou « de l'UE 27 » (part européenne) ou de l'espace « France-Allemagne-Royaume-Uni ». Ce calcul est en compte fractionnaire : il tient compte du nombre de laboratoires signataires de chaque publication. Afin de lisser les variations non significatives liées à l'évolution des journaux référencés dans chaque discipline, on adopte l'usage habituel en bibliométrie de calcul de l'indicateur en moyenne triennale glissante : la valeur indiquée en année n est alors la moyenne des valeurs constatées en n, n-1 et n-2.

NB : compte tenu du temps nécessaire pour le recueil des données, l'identification des adresses (cf. infra) et le calcul de valeurs fiables, la dernière valeur définitive disponible au moment de la préparation du RAP de l'année n est celle de n-2.

Sources des données : Thomson Reuters, indicateurs OST

Cet indicateur permet de mesurer la place prise par la production de publications par les opérateurs du programme dans la production européenne ou mondiale. Pour pallier les problèmes du mauvais adressage des articles dans la base, chacun des établissements du programme identifie chacune de ses publications dans la base de données maintenue par l'OST. Une fois ce repérage terminé, les doublons (articles écrits en collaboration par plusieurs établissements du programme) sont éliminés pour déterminer l'ensemble des publications du « méta-établissement » constitué par l'ensemble des opérateurs du programme. Certains opérateurs du programme ont des laboratoires implantés à l'étranger mais seuls les articles produits depuis la France métropolitaine sont pris en compte. L'ensemble du travail de collecte, de mise en base et de repérage conduit à renseigner ces indicateurs en utilisant les publications de l'année n-1.

NB : les variations de l'indicateur sont lentes. C'est son évolution au cours du temps, notamment en comparaison avec celles d'acteurs comparables, qui constitue le signal le plus important.

Limites et biais connus : la base est une sélection des publications des acteurs, et non le reflet de la totalité de leur production scientifique. En ce sens, les indicateurs bibliométriques sont des mesures indirectes de l'activité scientifique, utiles notamment pour comparer entre eux des acteurs comparables et pour observer l'évolution de leurs performances au cours du temps.

La base de données bibliographiques utilisée recense les publications et comptes-rendus de colloques parus dans une sélection de journaux scientifiques d'audience internationale. Mais le calcul est limité pour l'instant aux sciences de la matière et de la vie, incluant les mathématiques. La mesure de la part de la production scientifique des établissements du programme dans les disciplines relevant du domaine des sciences humaines et sociales (SHS) nécessite un travail structurel. En effet, l'absence à ce jour d'univers de référence international comparable à celui qui existe pour les sciences de la matière et de la vie ne permet pas de renseigner dans l'immédiat un indicateur de performance global. La Fondation européenne de la science (ESF), à l'initiative de la France, a lancé un plan d'action pour la création d'une base de données européenne des SHS, sur lequel l'OST s'appuiera pour proposer des indicateurs complémentaires qui seront dans un premier temps expérimentés. En parallèle, l'OST a lancé la production exploratoire d'indicateurs à partir de sa base issue du Web of Science. Tant que le travail de qualification à l'aide de la base de l'ESF n'est pas achevé, les indicateurs de parts calculés ne peuvent être considérés comme fiables. L'OST a donc fait le choix de tester l'évolution de la production du programme dans la base, pour un premier éclairage, en exprimant les parts en indice prenant l'année 2004 en base 100 : on voit ci-dessous que l'indice évoque une évolution positive de la place des acteurs du programme dans les SHS mondiales :

2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	estimation 2012
100	110	115	119	123	128	130	133

Source Thomson Reuters, Web of Science, repérages par les établissements, années lissées

Certains opérateurs du programme ont des laboratoires implantés à l'étranger mais seuls les articles produits depuis la France métropolitaine sont pris en compte.

INDICATEUR 1.2 : Reconnaissance scientifique des opérateurs du programme

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Reconnaissance scientifique : indice de citation à deux ans des publications des opérateurs du programme	Indice	1,20	1,23 (valeur provisoire)	1,25	1,25	1,26	>= 1,35

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : l'impact immédiat des opérateurs du programme se calcule en divisant la « part mondiale de citations à deux ans des publications de référence internationale des opérateurs du programme » par « la part mondiale de publications de référence internationale des opérateurs du programme ». Ce calcul est en compte fractionnaire : il tient compte du nombre de laboratoires signataires de chaque publication. Afin de lisser les variations non significatives liées à l'évolution des journaux référencés dans chaque discipline, on adopte l'usage habituel en bibliométrie de calcul de l'indicateur en moyenne triennale glissante : la valeur indiquée en année n est alors la moyenne des valeurs constatées en n, n-1 et n-2.

Sources des données : Thomson Reuters, indicateurs OST

Cet indicateur permet de mesurer l'influence internationale des publications des opérateurs du programme. Les citations qui sont faites aux publications de ces opérateurs par d'autres publications sont en effet considérées comme une indication fiable de l'impact des publications des opérateurs sur les travaux de leurs collègues chercheurs. Il s'agit donc d'une mesure précieuse, qui permet de qualifier la production scientifique d'un acteur en mesurant l' « utilité scientifique », au niveau international, des connaissances produites. L'indice d'impact est largement reconnu comme un indicateur essentiel pour évaluer la performance de la recherche. En effet la mesure d'une part de la production (cf. indicateur précédent) doit être complétée par doit être complétée par un indicateur plus qualitatif sauf à induire tout comportement « productiviste » de la part des chercheurs

NB : Les variations de l'indicateur sont lentes. C'est son évolution au cours du temps, notamment en comparaison avec celles d'acteurs comparables, qui constitue le signal le plus important.

Limites et biais connus : toutes les citations n'ont pas la même valeur. Deux ans est un laps de temps très court pour mesurer l'utilité scientifique d'une publication. Seule une partie des citations est décomptée et l'indice d'impact est, en ce sens, une mesure indirecte de l'utilité scientifique des publications, utile notamment pour comparer entre eux des acteurs comparables et observer l'évolution de leurs performances au cours du temps. Certains opérateurs du programme ont des laboratoires implantés à l'étranger mais seuls les articles produits depuis la France métropolitaine sont pris en compte.

La base de données bibliographiques utilisée recense les publications parues dans une sélection de journaux scientifiques d'audience internationale. Le calcul est limité pour l'instant aux sciences de la matière et de la vie, incluant les mathématiques. Pour pallier les problèmes du mauvais adressage des articles dans la base, chacun des établissements du programme identifie chacune de ses publications dans une base de données maintenue par l'OST. Une fois ce repérage terminé, les doublons (articles écrits en collaboration par plusieurs établissements du programme) sont éliminés pour déterminer l'ensemble des publications du « méta-établissement » constitué par l'ensemble des opérateurs du programme. La mesure de la part de la production scientifique des établissements du programme dans les disciplines relevant du domaine des sciences humaines et sociales (SHS) nécessite un travail structurel. En effet, l'absence à ce jour d'univers de référence international comparable à celui qui existe pour les sciences de la matière et de la vie ne permet pas de renseigner dans l'immédiat un indicateur de performance global. La Fondation européenne de la science (ESF), à l'initiative de la France, a lancé un plan d'action pour la création d'une base de données européenne des SHS, sur lequel l'OST s'appuiera pour proposer des indicateurs complémentaires.

Disponibilité : il convient de noter que la mesure de cet indicateur impose un délai de deux années supplémentaires par rapport au précédent (indicateur de production). D'une manière générale la mesure d'un impact, quel qu'il soit, nécessite un délai minimal d'observation. Ici, par construction (citations recueillies à 2 ans), la valeur définitive de l'indicateur n'est disponible pour l'année n qu'au RAP de l'année n+2.

INDICATEUR 1.3 : Efficience de la production scientifique : indice de coût d'une publication à bonne visibilité internationale

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Indice du coût moyen d'une publication à bonne visibilité internationale	indice	81	81	78	79	78	<= 82

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : pour le calcul de la valeur annuelle, on divise la somme des crédits de SCSP et des crédits ANR reçus par les opérateurs du programme pour l'année considérée par le nombre de publications de ces opérateurs parmi les 30% de publications les plus citées à deux ans au niveau mondial. Les variations annuelles non significatives du numérateur et du dénominateur, ainsi que le délai entre l'exécution d'un travail de recherche et la publication qui le décrit (c'est à dire les variations du délai liant numérateur et dénominateur) impliquent l'utilisation d'une moyenne triennale glissante. Le résultat est alors rapporté au montant 2007, servant de base (indice de référence 100).

Source des données : base de données Thomson Reuters, décompte de publications OST, budgets des opérateurs.

Observations méthodologiques : l'observation est limitée aux opérateurs principaux du programme qui sont producteurs de recherche (CNRS, INSERM, INRIA, INED, CEA civil).

Bien qu'on puisse considérer que la totalité des dépenses de ces opérateurs contribuent à leurs publications, s'agissant d'un indicateur d'efficience du point de vue du contribuable, il est logique de borner le périmètre des crédits pris en compte aux financements publics mobilisés globalement aux fins de production de connaissances : d'une part la subvention annuelle globale des opérateurs, d'autre part les financements de projets de recherche via l'ANR. De plus, les crédits retenus sont les crédits reçus dans l'année considérée et non les crédits dépensés, sachant que les crédits non consommés et reportés sont globalement stables d'une année sur l'autre. Pour l'interprétation de l'indicateur, il importe de rappeler que les publications d'une année donnée résultent de recherches financées sur les 2 ou 3 années précédentes.

La montée en charge des financements ANR depuis 2005 a induit un biais structurel qui entraîne une détérioration initiale : une croissance mécanique a été observable jusqu'en 2008, année où sont cumulées les tranches successives.

OBJECTIF n° 2 : Accroître le dynamisme des équipes de recherche

Accroître le dynamisme des équipes de recherche est un objectif essentiel dans un univers où la compétition internationale est un facteur déterminant de la qualité de la production scientifique et où la recherche conduite par les laboratoires publics doit faire montre d'une réactivité accrue par rapport aux priorités de la stratégie nationale. Ceci ne doit cependant pas se faire au détriment des moyens dévolus à la mise en œuvre de politiques scientifiques de long terme.

Étape majeure de la réforme de l'architecture du système français de recherche et d'innovation, la Stratégie nationale de recherche et d'innovation (SNRI) vise à augmenter la lisibilité de la politique scientifique française, façonner un environnement favorable à la créativité et l'innovation, mobiliser le potentiel humain, considérer l'espace européen de la recherche comme cadre naturel d'action. Elle entend fournir à tous un outil stratégique pour orienter les choix et les pratiques face aux grands enjeux sociétaux et économiques.

La SNRI fixe un cadre de référence des priorités de recherche pour les quatre prochaines années. Depuis 2011, deux indicateurs entendent mesurer son impact, d'une part en termes de bibliographie (indicateur 2.1) et d'autre part dans l'orientation même des projets de recherche (indicateur 2.2) retenus au titre du programme blanc (non thématique, dédié aux projets évalués sur les seuls critères d'originalité et d'excellence) de l'Agence nationale de la recherche.

INDICATEUR 2.1 : Part des publications des opérateurs de la mission relevant des thématiques prioritaires définies par la Stratégie nationale de recherche et d'innovation (SNRI)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Thématique "Alimentation-santé-bien-être"	%	45,4	45,8 (valeur provisoire)	48	48	46	>= 45
Thématique "Urgence environnementale"	%	34,0	34,1 (valeur provisoire)	35	35	34	>= 35
Thématique "Sciences de l'information et de la communication y compris nanotechnologies"	%	46,2	46,4 (valeur provisoire)	45	45	46	>= 50

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : la part des publications des opérateurs de la mission dans un domaine thématique se calcule en divisant le « nombre de publications de référence internationale des opérateurs de la mission dans le domaine considéré » par le « nombre de publications de référence internationale des opérateurs de la mission tous domaines confondus ». Ce calcul est en compte fractionnaire, c'est-à-dire en tenant compte du nombre de laboratoires signataires de chaque publication. Afin de lisser les variations non significatives liées à l'évolution des journaux référencés dans chaque discipline, on adopte l'usage habituel en bibliométrie de calcul de l'indicateur en moyenne triennale glissante (ainsi la réalisation 2010 est la moyenne des réalisations 2008, 2009 et 2010). Les valeurs 2010 sont celles du RAP 2011.

Chaque thématique prioritaire est définie par un ensemble de sous-disciplines, sélectionnées en considérant les journaux qu'elles regroupent ; un certain nombre de sous-disciplines sont communes à plusieurs thématiques, ces comptages multiples ayant pour effet que la somme ne peut être égale à 100 %.

Source des données : Thomson Reuters, sélection des sous-disciplines MESR, indicateurs OST.

INDICATEUR 2.2 : Part des thématiques prioritaires définies par la Stratégie nationale de recherche et d'innovation (SNRI) dans le programme blanc de l'Agence nationale de la recherche (ANR)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Thématique "Alimentation-santé-bien-être"	%	23	22,5	23	23	24	25
Thématique "Urgence environnementale"	%	17,6	19	18	20	21	22,5
Thématique "Sciences de l'information et de la communication y compris nanotechnologies"	%	13,3	12,2	14	13	14	16

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : Cet indicateur est le rapport du nombre de projets relevant des priorités SNRI / nombre de projets global du programme blanc de l'ANR. Il convient de noter que seul le programme « Blanc » est pris en compte, et pas l'ensemble des programmes du « non thématique ». En particulier les résultats du programme « Jeunes chercheuses et jeunes chercheurs », le « Blanc des porteurs de projets junior » n'entrent pas en compte. La partie « internationale » du Blanc n'est pas non plus prise en compte.

L'ANR lance chaque année des programmes spécifiquement « thématiques » dont un grand nombre sont alignés, par construction, sur les axes prioritaires de la SNRI. Cet indicateur de sensibilité du « Blanc » à ces priorités indique bien la dynamique du monde de la recherche à retrouver « naturellement » ces priorités.

Il convient donc de suivre à la fois l'évolution de chaque sous indicateur, l'évolution relative de ces trois sous indicateurs, ainsi que l'évolution de leur somme (part du « prioritaire » sur l'ensemble du Blanc ». A l'inverse du calcul pour les sous indicateurs précédents (total > 100 % par recouvrement des sous thématiques communes à plusieurs priorités), les projets financés dans le cadre du « Blanc » sont référés à des panels d'évaluation, chacun associé de façon unique à une des trois priorités thématiques ou à aucune des trois (le reste du total à 100 %)

Source des données : ANR

OBJECTIF n° 3 : Améliorer la valorisation des résultats de la recherche et le soutien à l'innovation dans les entreprises

Les organismes de recherche du programme construisent un socle de production de connaissances qui doit être un réservoir d'innovation irriguant notre économie. La culture de la valorisation et du transfert des savoirs et des technologies doit se renforcer au sein de la recherche publique pour raccourcir le cycle de l'innovation.

L'indicateur 3.1 mesure le développement de cette culture de la valorisation chez les opérateurs du programme : il permet une appréciation qualitative de la pertinence des brevets déposés en fonction des redevances qu'ils engendrent. Il faut souligner que la valeur de cet indicateur subit depuis 2011 une baisse sensible liée notamment à la fin de validité de droit de brevets qui assuraient la majorité de revenus de licences du CNRS ces dernières années (Taxotère). De nouveaux brevets à très fort potentiel sont déjà identifiés dans le domaine médical notamment et devraient pouvoir compenser cet effet autour de 2015, ceci dépendant de la mise sur le marché des produits correspondants. L'indicateur 3.2 complète cette approche mesurant financièrement l'intensité du transfert des laboratoires de recherche vers les entreprises.

Les entreprises de leur côté sont incitées symétriquement à se mobiliser dans la recherche & développement de l'innovation. Le principal instrument d'incitation à la recherche & développement en entreprise est le crédit d'impôt recherche, dépense fiscale rattachée au programme 172 : son effet de levier financier est mesuré par l'indicateur 3.3.

INDICATEUR 3.1 : Part des ressources apportées aux opérateurs par les redevances sur titre de propriété intellectuelle

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Montant des redevances sur titre de propriété intellectuelle	M€	63,1	39,1	n.s.	32,3	32	n.s.
Part des ressources apportées aux opérateurs par les redevances sur titre de propriété intellectuelle	%	1,20	0,74	0,63	0,60	0,60	>= 0,80

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : pour le 2e sous indicateur, le pourcentage est obtenu en divisant la recette nette réalisée (ou la prévision de recette, selon le cas) du fait de redevances sur titre de propriété intellectuelle (1er sous indicateur) par la recette nette totale réalisée (ou la prévision de recette, selon le cas).

Source des données : comptes financiers et budgets des opérateurs.

La variation du sous-indicateur « Part des ressources apportées aux opérateurs par les redevances sur titre de propriété intellectuelle » peut résulter non seulement de la variation de la recette de propriété intellectuelle (au numérateur) mais aussi de celles des autres recettes avec lesquelles elle est cumulée au dénominateur.

L'ensemble des formes de propriété intellectuelle est ici pris en compte en termes de ressources des opérateurs. Il faut cependant noter les difficultés relatives à l'identification de ces ressources : certaines conventions entre opérateurs et entreprises globalisent différents types de revenus, ce qui complique l'affectation comptable.

L'évolution de cet indicateur permet ainsi de qualifier globalement l'efficacité de la stratégie d'ensemble des opérateurs en matière de valorisation, même s'il ne saurait être exhaustif. En effet, la valorisation de la propriété intellectuelle peut dans certains cas être incluse dans des accords « croisés » de partenariat, ne laissant pas apparaître de trace comptable systématique de l'exploitation par la sphère économique des résultats issus de la recherche publique.

Limites et biais connus : l'absence de données détaillées sur l'indicateur lié au montant des redevances sur titre de propriété intellectuelle ne permet pas de faire une analyse qualitative de la baisse observée. En effet, ceci nécessiterait des informations sur la structure des portefeuilles de brevets des organismes en vue de déterminer si cette baisse est principalement due à la fin du monopole lié à certains brevets clés (Taxotère), à une baisse du nombre de licences ou à une baisse du niveau d'exploitation de ces brevets par les licenciés, baisse notamment due à la crise économique qui a réduit à la demande et donc la production de biens génératrice de redevances.

INDICATEUR 3.2 : Part des contrats de recherche passés avec des entreprises dans les ressources des opérateurs

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Montant des contrats de recherche passés avec des entreprises	M€	182	202,4	n.s.	215	215	n.s.
Part des contrats de recherche passés avec des entreprises dans les ressources des opérateurs	%	3,47	3,83	3,40	3,99	3,9	>4

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : le pourcentage est obtenu en divisant la recette nette réalisée (ou la prévision de recette, selon le cas) du fait de contrats de recherche passés avec une entreprise française ou étrangère, publique ou privée par la recette nette totale réalisée (ou la prévision de recette, selon le cas).

Source des données : comptes financiers et budget des opérateurs.

La variation de l'indicateur peut résulter non seulement de la variation de la recette de contrats de recherche passés avec des entreprises (au numérateur) mais aussi de celles des autres recettes avec lesquelles elle est cumulée au dénominateur.

Les ressources des contrats prises en compte sont celles en provenance du tiers, à l'exclusion de toute subvention publique obtenue sur justification dudit contrat de recherche conclu avec l'entreprise, même si ladite subvention publique transite par le tiers industriel. Toutes les formes juridiques d'entreprises sont prises en compte, y compris les entreprises dont l'État est actionnaire majoritaire ; les contrats passés avec des organisations fédérant des entreprises sont aussi pris en compte dès lors qu'elles agissent pour le compte de leurs mandants et que ce sont ces derniers qui sont les bénéficiaires réels des résultats de la recherche.

L'évolution de cet indicateur permet ainsi de qualifier globalement l'efficacité du lien entre sphère économique et recherche publique, par la capacité de la recherche publique à mobiliser des ressources privées pour son financement.

INDICATEUR 3.3 : Dépenses de R&D privée supplémentaires par euro de crédit d'impôt recherche

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Dépenses de R&D privée supplémentaires par euro de crédit d'impôt recherche	ratio	0,59 (simulation de l'impact de la réforme 2008 uniquement)	1,06 (simulation de l'impact de la réforme 2008 uniquement)	1,31 (simulation de l'impact de la réforme 2008 uniquement)	1,31	1,31	>= 1

Précisions méthodologiques

Les résultats indiqués ne portent que sur l'impact du surplus de dépense de R&D dû à la réforme 2008.

Mode de calcul : cet indicateur est un ratio d'impact « Dépense de R&D supplémentaire / CIR perçu par les entreprises ». Ce n'est pas un indicateur de gestion ou de suivi. Il est obtenu à partir d'études économétriques qui estiment l'impact effectif de la mesure sur son objectif principal, à savoir les dépenses de R&D correspondant aux activités de R&D des entreprises.

L'étude d'évaluation conduite en 2010 a utilisé une nouvelle méthodologie qui a permis de simuler l'impact de la réforme 2008 uniquement. Le ratio d'impact est une simulation obtenue par le rapport entre dépenses de R&D supplémentaires dues à la réforme et CIR supplémentaire dû à la réforme. Le modèle utilisé indique que ce ratio d'impact atteint son régime de croisière au bout de 4 ans, à 1,3.

Sources des données : Direction générale pour la recherche et l'innovation (DGRI), Sous-direction des systèmes d'information et études statistiques (SIES), Banque de France.

Modalités d'interprétation : un indicateur supérieur à 0 indique que 1 € de CIR se traduit par un accroissement des dépenses de R&D : les entreprises utilisent le financement reçu pour faire des dépenses de R&D. Un indicateur égal à 1 signifie que 1 euro de CIR est complètement utilisé pour de

nouvelles dépenses de R&D : il y a un effet d'addition. Un indicateur supérieur à 1 indique que les entreprises ont accru leurs dépenses de R&D au-delà de l'euro de CIR perçu : il y a alors un effet multiplicateur.

Limites et biais connus : le calcul de cet indicateur nécessite une étude économétrique qui n'a pas été conduite sur données réelles pour l'année 2011. La réalisation n'est donc pas disponible. La disponibilité limitée de cet indicateur d'impact dépendant d'études spécifiques a suscité la proposition d'un indicateur complémentaire au PAP 2012 pour le CIR : la croissance du ratio de la R&D des entreprises à la valeur ajoutée dans les secteurs marchands. Cet indicateur ne permet pas de mesurer un impact de façon aussi rigoureuse, mais constitue un indicateur de contexte dont l'évolution peut être utilement commentée dans le cadre de l'évaluation du CIR.

Commentaires : les difficultés rencontrées pour renseigner cet indicateur d'impact ont amené la DGRI à apporter un éclairage complémentaire à l'indicateur retenu en observant, depuis le PAP 2012, le calcul du taux de croissance de l'intensité en R&D des secteurs marchands :

	Unité	2009 Réalisation	2010 Réalisation	2011 Prévision
Taux de croissance de l'intensité en R&D des secteurs marchands	%	6,61	0,94 (valeur provisoire)	≥0

L'indicateur, calculé par la sous-direction des systèmes d'information et études statistiques (SIES, pôle recherche), à partir des résultats de l'enquête sur les dépenses de R&D et du PIB (INSEE), est proche de la mesure de l'intensité en R&D du PIB. La restriction aux secteurs marchands permet d'être plus proche des dépenses de R&D des entreprises. Cet indicateur complémentaire prend ainsi en compte la déformation de l'activité économique française au détriment de l'industrie qui tend à réduire mécaniquement l'intensité en R&D au niveau macroéconomique.

Un taux positif indique que la croissance de la R&D des secteurs marchands est supérieure à la croissance de leur production. La croissance de la R&D dépend notamment du PIB, mais aussi du CIR. L'indicateur éliminant l'effet croissance du PIB, il donne ainsi une première indication sur l'impact du CIR.

Le taux obtenu n'est pas aussi rigoureux qu'un indicateur d'impact car il ne dépend pas uniquement du CIR. Il suggère néanmoins qu'il y a bien un impact positif du CIR sur la croissance de la dépense intérieure de R&D des entreprises (DIRDE). En effet, la diminution de la part de l'industrie dans le PIB entraîne une tendance structurelle à la baisse de cet indicateur dans la mesure où les secteurs manufacturiers ont en moyenne une intensité en R&D supérieure aux services ou au secteur agricole. Aussi, le maintien ou la croissance de ce taux peut être attribué aux politiques publiques et notamment au CIR. En ce qui concerne l'année 2009, on constate une croissance de 6,61% alors même que la contraction de l'économie pouvait faire craindre une baisse des dépenses de R&D des entreprises. La DIRDE a en fait crû, alors même que les financements directs ont connu une réduction substantielle. L'année 2009 est cependant exceptionnelle car le PIB a reculé et que le politiques publiques ont été particulièrement favorables dans le cadre du plan de relance. Concernant le CIR, outre la réforme 2008, au cours de l'année 2009, les entreprises ont pu bénéficier d'un remboursement anticipé de la créance. Cette année exceptionnelle pourrait expliquer l'écart important de l'indicateur entre 2009 et 2010. Cet indicateur reste cependant positif en 2010, qui est encore une année de crise : il confirme que les entreprises n'ont pas baissé leur effort de R&D dans ce contexte, au contraire.

Notons que la restriction aux secteurs qui font le plus de R&D, c'est-à-dire sans l'agriculture et les services bancaires et d'assurance, donne un indicateur plus dynamique et moins instable sur les deux ans : +8,58 en 2009 et + 2,56 en 2010.

La persistance du contexte de crise économique rend la prévision 2011 difficile. L'intensité en R&D des secteurs marchands a beaucoup progressé ces dernières années et le maintient dans ce contexte constitue une performance positive. Le chiffre 2010 paraît ainsi plus proche de ce qui peut être attendu que le chiffre 2009.

OBJECTIF n° 4 : Participer activement à la construction de l'Europe de la recherche

L'Espace européen de la recherche (EER), conçu au sens large, regroupe des politiques communautaires et nationales de recherche, mais n'est pas actuellement doté de mécanismes et/ou d'instances de décisions appropriés. Leur absence pénalise de fait les efforts menés pour lutter contre la fragmentation, une caractéristique encore importante de la recherche européenne, et contre le manque de cohérence des politiques et programmes nationaux au service d'un projet commun décidé collectivement. A l'issue du débat lancé par la Commission européenne dans son « livre vert » de 2007 sur la relance de l'EER, le Conseil compétitivité a adopté dans ses conclusions de mai 2008 le processus désormais connu sous le nom de « processus de Ljubljana », qui vise à doter l'Europe d'une vision commune de l'EER à long terme.

L'une des grandes nouveautés du « processus de Ljubljana » repose ainsi sur la volonté des États membres de s'engager dans des programmes de recherche conjoints en réponse aux grands enjeux sociétaux. Un processus d'identification de tels sujets a été mis en place au sein d'une instance associant les États membres et la Commission européenne – le « Groupe de haut-niveau pour la programmation conjointe » (GPC) - et a débouché sur l'identification d'une dizaine de thèmes susceptibles de faire l'objet d'initiatives. Une première expérience pilote, consacrée à la lutte contre les maladies neurodégénératives, en particulier la maladie d'Alzheimer, portée par la France depuis 2008, a été adoptée par le Conseil en décembre 2009 et regroupe aujourd'hui plus de vingt pays. Depuis, neuf nouvelles initiatives ont été adoptées par le Conseil en 2010 et 2011 : « Agriculture, sécurité alimentaire et changement climatique », initiative coordonnée par la France ; « Patrimoine culturel et changement global » ; « Un régime alimentaire sain pour une vie saine » ; « Vivre plus longtemps, et mieux - Les enjeux et les défis de l'évolution démographique » ; « Le développement coordonné des connaissances sur le climat au bénéfice de l'Europe » ; « Des mers et des océans sains

et productifs » ; « La résistance microbienne – Une nouvelle menace pour la santé humaine » ; « L'Europe urbaine - Défis mondiaux, solutions locales » ; « Les défis liés à l'eau dans un monde en mutation ».

Ce processus de programmation conjointe produit aujourd'hui ses premiers résultats et constitue l'une des actions les plus prometteuses pour réduire la fragmentation dont souffre le système de recherche européen.

En parallèle, l'année 2012 a marqué le début de la négociation de la future génération des programmes de l'Union européenne (UE). En cohérence avec la nouvelle stratégie « Europe 2020 » et l'initiative « Union de l'innovation », La Commission propose principalement :

– de réunir dans un même programme-cadre les activités relevant aujourd'hui du programme cadre pour la recherche et le développement technologique (PCRDT), du programme cadre pour l'innovation et la compétitivité (PIC) ainsi que de l'Institut européen de technologie (IET) créé en 2008 ;
– d'articuler le programme autour de trois grandes priorités : l' « excellence scientifique », la « primauté industrielle » et les « défis sociétaux », cette dernière priorité étant marqué par une interdisciplinarité accrue par rapport au 7e PCRDT.

Ces propositions sont en ligne avec la contribution de la France à la consultation de la Commission.

La simplification administrative de la gestion du futur programme, de même que l'évolution vers une meilleure articulation entre les programmes de l'UE et des États membres constituent en outre des enjeux majeurs de la négociation en cours. Les négociations entre le Parlement européen et le Conseil dans le cadre de la procédure législative ordinaire doivent impérativement aboutir avant la fin de l'année 2013, pour une entrée en vigueur d'Horizon 2020 au 1er janvier 2014. La progression des négociations dépendra notamment du moment où interviendra un accord au Conseil européen sur le cadre financier pluriannuel.

Trois indicateurs permettent de mesurer l'intensité de l'engagement des laboratoires français dans la construction de l'EER. Les deux premiers sous-indicateurs concernent les seuls opérateurs du programme. La participation aux projets sélectionnés par le PCRD (indicateur 4.1.1) traduit l'existence de collaborations européennes pour la réalisation de projets de recherche de qualité et l'intérêt des équipes à candidater à ces appels d'offre. Au-delà, la coordination de ces projets sélectionnés (indicateur 4.1.2) marque une prééminence dans la conception et la conduite du projet. Quant aux publications écrites en collaboration (indicateur 4.2), elles marquent la capacité à construire des synergies scientifiques de qualité. Le troisième indicateur (4.3) élargit l'observation au-delà des opérateurs du programme à l'ensemble des équipes françaises : la part de financement du PCRD attribuée à des équipes françaises mesure de façon synthétique et intégratrice la position de la France dans les programmes européens par comparaison avec les autres pays membres.

INDICATEUR 4.1 : Taux de présence des opérateurs du programme dans les projets financés par le PCRD de l'Union européenne

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de participation des opérateurs du programme dans les projets financés par le PCRD de l'Union européenne	%	2,69	2,82	2,8	2,8	2,78	>= 3
Taux de coordination des opérateurs du programme dans les projets financés par le PCRD de l'Union européenne	%	5,12	5,04	5,2	5,2	5,2	>= 5,2

Précisions méthodologiques

Mode de calcul

Taux de participation : on observe ici les participations d'équipes françaises dans les projets sélectionnés et financés par le PCRD. Le taux de participation est calculé en divisant le nombre d'équipes affiliées aux opérateurs du programme qui participent aux projets sélectionnés par le nombre total d'équipes de tous pays participant à ces projets. Le décompte est fait sur l'ensemble des projets en cumul depuis le début du PCRD, y compris les actions Marie Curie, Personnes et Idées.

Taux de coordination : on observe ici le nombre de projets sélectionnés et financés par le PCRD coordonnés par une équipe française affiliée à l'un des opérateurs du programme. Le taux de coordination est calculé en divisant le nombre de projets retenus coordonnés par une équipe affiliée aux opérateurs du programme par le nombre total de projets retenus. Le décompte est fait sur l'ensemble des projets en cumul depuis le début du PCRD, y compris les actions Marie Curie, Personnes et Idées. Le périmètre des programmes a été élargi à ces dernières dans un souci d'exhaustivité et de transparence.

Source des données : bases du PCRD de la Commission, indicateurs OST.

Les programmes de l'Union européenne sont mis en œuvre par des appels à propositions successifs, dont les résultats sont affichés par la Commission dans une base de données des propositions déposées et retenues. La Commission fournit également dans un deuxième temps une base des contrats qu'elle passe, mais avec un certain délai nécessaire à la négociation et à la passation de ces contrats. Depuis 2008, les indicateurs sont calculés d'abord avec la base des propositions retenues dans le 7e PCRD (2007-2013), éventuellement corrigée dans un deuxième temps par les informations provenant de la base des contrats du 7e PCRD. Les données fournies par les services de la Commission sont validées, calibrées, structurées et agrégées sans double compte.

INDICATEUR 4.2 : Part des articles co-publiés avec un pays membre de l'Union européenne (UE 27) dans les articles des opérateurs du programme

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part des articles co-publiés avec un pays membre de l'Union européenne (UE 27) dans les articles des opérateurs du programme	%	27,9	28,6 (valeur provisoire)	28	29	29,4	>= 31

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : nombre de publications produites par les opérateurs du programme en collaboration avec un pays de l'UE 27 / nombre de publications des opérateurs du programme. Afin de lisser les variations non significatives liées à l'évolution des journaux référencés dans chaque discipline, on adopte l'usage habituel en bibliométrie de calcul de l'indicateur en moyenne triennale glissante : la valeur indiquée en année n est alors la moyenne des valeurs constatées en n, n-1 et n-2.

Source des données : Thomson Reuters, indicateurs OST

Les collaborations scientifiques efficaces donnent généralement lieu à des publications co-signées (co-publications). Les co-publications sont mesurées ici en compte de présence (c'est-à-dire que lorsqu'une institution française et une institution européenne sont associées à une publication, on comptabilise une unité), car le fait de co-signer suppose l'établissement d'un lien entre les laboratoires co-signataires, indépendamment du nombre total de laboratoires co-signataires. Toutefois, ce mode de décompte interdit d'additionner ou de soustraire différentes valeurs de l'indicateur (création de doubles comptes) et il produit des indicateurs plus susceptibles de fluctuations non significatives ; il doit donc être interprété avec prudence. L'ensemble du travail de collecte, de mise en base et de repérage conduit à renseigner ces indicateurs en utilisant les publications de l'année n-1. En outre, le fait de mesurer les citations sur deux ans implique de ne donner qu'une valeur estimée de la visibilité. Cette valeur est consolidée l'année suivante.

INDICATEUR 4.3 : Part du PCRD attribuée à des équipes françaises

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part de financement du PCRD attribuée à l'ensemble des équipes françaises	%	12,1	11,9 (valeur provisoire)	12,3	12,3	11,9	>= 15

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : on observe ici le montant total de financement communautaire reçu par les équipes françaises dans les projets sélectionnés et financés par le PCRD. La part de financement pour la France est calculée en divisant le financement reçu par toutes les équipes françaises (et pas seulement celles qui sont affiliées aux opérateurs du programme) par le montant total de financement reçu par tous les pays participant à ces projets. Le cumul est fait sur l'ensemble des contrats signés depuis le début du programme cadre (CE et Euratom), de façon à éviter le risque de fluctuations peu significatives qui pourraient apparaître sur la somme des contrats d'une seule année. Le périmètre des programmes a été élargi aux actions Marie Curie dans un souci d'exhaustivité et de transparence. Ce changement se traduit par une évolution significative des valeurs.

Source des données : bases du PCRD de la Commission, indicateurs OST

Observations méthodologiques : l'indicateur est calculé sur les projets retenus du 7ème programme cadre (2007-2013), mis à jour en avril 2012.

Limites et biais connus : il se confirme qu'avec l'élargissement du PCRD à de nouveaux partenaires (nouveaux États membres mais aussi autres pays tiers qui ont maintenant accès aux programmes cadres), les taux ont mécaniquement tendance à diminuer, toutes choses égales par ailleurs.

OBJECTIF n° 5 : Accroître la mobilité des chercheurs vers l'enseignement supérieur et l'entreprise

L'accroissement de la mobilité des chercheurs vers l'enseignement supérieur vise à intensifier la diffusion des questions et des résultats de la recherche, dont l'université est par ailleurs un acteur majeur.

L'accroissement de la mobilité des chercheurs vers l'entreprise vise à intensifier le transfert des connaissances et des compétences acquises dans les laboratoires publics vers la sphère économique. Ce transfert multiforme peut être approché sous divers angles (cf. objectif 3). L'approche proposée, par la mobilité des personnes, se heurte à une difficulté de mesure. L'instrument optimal constituerait à réaliser une enquête auprès de toutes les entreprises sur les recrutements de personnes en provenance des établissements publics de recherche, enquête qui n'est plus réalisée et à laquelle il n'est pas envisageable de substituer une enquête sur les flux sortants vers l'entreprise de tous les établissements publics ayant une mission de recherche. La mesure retenue pour documenter l'indicateur est donc partielle.

En outre, la mobilité au sens strict vers l'entreprise ne rend pas compte des très nombreux partenariats de travail public-privé sur des projets communs effectués sans mobilité statutaire, par exemple dans les 155 structures communes de recherche (SCR) réunissant des équipes mixtes entre établissements publics de recherche et entreprises. Ces partenariats sont appelés à se développer, au-delà de l'exemple cité des SCR, dans le cadre des investissements d'avenir.

INDICATEUR 5.1 : Nombre de chercheurs du secteur public ayant rejoint une entreprise dans l'année

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Nombre de chercheurs du secteur public ayant rejoint une entreprise dans l'année	Nombre	119	107	100	100	105	115

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : nombre d'agents autorisés, après avis de la commission de déontologie, à participer à la création d'une entreprise valorisant leurs travaux de recherche, ou à apporter un concours scientifique à une entreprise valorisant leurs travaux de recherche, ou à participer au capital d'une société, en application des articles L. 413-1 et suivants du code de la recherche.

Source des données : rapport d'activité de la commission de déontologie.

La loi de 1999 sur l'innovation et la recherche a créé trois dispositions permettant à un agent du service public de la recherche, après avis de la commission de déontologie, de collaborer avec des entreprises privées. Il peut participer à la création d'une entreprise destinée à valoriser les travaux de recherche qu'il a réalisés dans l'exercice de ses fonctions, ou bien y apporter un concours scientifique (consultance de longue durée), ou enfin participer au capital à hauteur de 20 % maximum et être membre du conseil d'administration ou du conseil de surveillance d'une société anonyme favorisant la diffusion des résultats de la recherche publique.
Les données de la commission de déontologie utilisées pour l'indicateur concernent ces trois cas, mais ne reflètent que très partiellement la réalité des passerelles ouvertes aux chercheurs publics vers l'entreprise.

OBJECTIF n° 6 : Concourir au développement de l'attractivité internationale de la recherche française

L'activité de recherche est aujourd'hui de plus en plus internationalisée et la capacité pour un pays d'attirer les meilleurs chercheurs étrangers est devenue un enjeu essentiel pour maintenir le dynamisme des dispositifs nationaux. Cinquième puissance scientifique mondiale, située au cœur de réseaux européens dont elle est étroitement partie prenante, la France dispose d'atouts incontestables en termes de rayonnement scientifique et technologique international. Le défi « Positionnement international de la recherche française » de la SNRI a pour enjeu central la meilleure insertion possible de notre pays dans la nouvelle division mondiale de l'économie de la connaissance. Cette stratégie se décline autour des orientations suivantes :

- accroître l'influence de la France dans les arènes mondiales où se définissent les agendas de recherche et les régulations relatives aux défis globaux et aux biens publics mondiaux ;
- mobiliser les scientifiques pour la recherche en partenariat au service du développement ;

- intensifier les échanges et les coopérations avec la Chine, l'Inde, le Brésil, la Russie et les pays développés d'Asie (Japon, Corée du Sud, Taïwan et Singapour) ;
- favoriser la circulation internationale des étudiants, des enseignants-chercheurs et des chercheurs ;
- déployer la politique d'innovation en soutien aux stratégies des entreprises françaises à l'international et être un acteur moteur du marché international des technologies ;
- rendre lisible et coordonnée la politique internationale de recherche et d'innovation ;
- promouvoir l'EER comme cadre de déploiement, à l'international, de la politique de recherche et d'innovation ;
- valoriser les enjeux liés aux départements et collectivités d'outre-mer en termes de recherche et d'innovation.

Le département des affaires européennes et internationales au sein de la DGRI a vocation à affiner la stratégie française dans le monde en matière de recherche et d'innovation en lien avec l'engagement de la France au sein de l'EER. Un diagnostic de la coopération scientifique et technologique franco-chinoise a été établi, ainsi qu'un plan d'orientation stratégique pour renforcer cette coopération. Le même exercice a été conduit pour la coopération franco-indienne (diagnostic et plan d'orientation stratégique). Il est en cours de réalisation pour les pays développés d'Asie et vient d'être lancé pour le Brésil.

L'un des enjeux nationaux est d'encourager les partenariats et les échanges entre établissements de recherche français et étrangers pour offrir aux chercheurs étrangers des opportunités d'insertion professionnelle temporaire ou définitive au sein de notre dispositif de recherche. Cet indicateur est particulièrement pertinent pour évaluer l'évolution de l'attractivité de la recherche française.

INDICATEUR 6.1 : Chercheurs étrangers recrutés ou accueillis temporairement dans les laboratoires

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de chercheurs étrangers dans les recrutements	%	23,6	27	23,15	27	28	30
Nombre de chercheurs de pays tiers accueillis temporairement dans les laboratoires de recherche	nombre	1 607	1 660		1 750	1 800	1 900

Précisions méthodologiques

Mode de calcul :

Taux de chercheurs étrangers dans les recrutements : nombre de chercheurs étrangers recrutés dans l'année / nombre total des recrutements de l'année.

Nombre de chercheurs de pays tiers accueillis temporairement : nombre de visas scientifiques long séjour (plus de 3 mois) délivrés aux chercheurs ressortissants d'une sélection de 9 pays tiers (hors Union européenne) dont l'activité de recherche est attractive au niveau mondial ou sur le point de le devenir (États-Unis, Japon, Russie, Chine, Inde, Brésil, Canada, Corée et Australie)

Source des données :

Taux de chercheurs étrangers dans les recrutements : EPST des programmes 172 et 187

Nombre de chercheurs de pays tiers accueillis temporairement : données transmises par le Ministère de l'intérieur

Observations méthodologiques :

Taux de chercheurs étrangers dans les recrutements : le mode de calcul porte sur le flux mettant en évidence l'évolution. Le périmètre actuel de l'indicateur est limité aux recrutements des chercheurs en EPST.

Le critère de la nationalité de la personne recrutée, seule observable, n'est pas entièrement satisfaisant : il inclut un chercheur étranger ayant fait sa thèse en France ; il exclut un français ayant fait sa thèse à l'étranger ou ayant fait sa thèse en France et un post-doc à l'étranger.

Nombre de chercheurs de pays tiers accueillis temporairement : le critère du visa long-séjour n'inclut pas le nombre de visas court séjour délivrés, un nombre important de chercheurs étrangers étant dispensés de visa quand ils effectuent des courts séjours (États-Unis, Japon, Russie, Chine, Inde, Brésil, Canada, Corée et Australie). Le recensement est limité aux 9 pays les plus attractifs sur la scène internationale. Enfin, ces chercheurs sont accueillis dans les laboratoires français, indépendamment du statut de l'établissement (EPST/EPSCP…) ce qui en fait un indicateur transversal, non strictement limité au P172.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2013 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2013 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	**Pilotage et animation**	16 764 055	134 923 558	**151 687 613**	
02	**Agence nationale de la recherche**	30 500 000	656 154 491	**686 654 491**	
05	**Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la vie, biotechnologies et santé**	1 117 748 154	103 159 868	**1 220 908 022**	
06	**Recherches scientifiques et technologiques en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies**	524 217 481	581 000	**524 798 481**	
07	**Recherches scientifiques et technologiques en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur**	581 309 734	100 000 000	**681 309 734**	
08	**Recherches scientifiques et technologiques en physique nucléaire et des hautes énergies**	225 685 179	118 323 620	**344 008 799**	
09	**Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement**	284 396 519	29 795 686	**314 192 205**	
10	**Recherches scientifiques en sciences de l'homme et de la société**	329 635 200	1 294 621	**330 929 821**	
11	**Recherches interdisciplinaires et transversales**	62 706 000		**62 706 000**	
12	**Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies**	78 865 241		**78 865 241**	
13	**Grandes infrastructures de recherche**	229 546 000	14 700 000	**244 246 000**	
14	**Moyens généraux et d'appui à la recherche**	526 456 882		**526 456 882**	
Total		**4 007 830 445**	**1 158 932 844**	**5 166 763 289**	

2013 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	**Pilotage et animation**	16 764 055	134 923 558	**151 687 613**	
02	**Agence nationale de la recherche**	30 500 000	656 154 491	**686 654 491**	
05	**Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la vie, biotechnologies et santé**	1 117 748 154	103 159 868	**1 220 908 022**	
06	**Recherches scientifiques et technologiques en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies**	524 217 481	581 000	**524 798 481**	
07	**Recherches scientifiques et technologiques en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur**	581 309 734	100 000 000	**681 309 734**	
08	**Recherches scientifiques et technologiques en physique nucléaire et des hautes énergies**	225 685 179	118 323 620	**344 008 799**	
09	**Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement**	284 396 519	29 795 686	**314 192 205**	
10	**Recherches scientifiques en sciences de l'homme et de la société**	329 635 200	1 294 621	**330 929 821**	
11	**Recherches interdisciplinaires et transversales**	62 706 000		**62 706 000**	
12	**Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies**	78 865 241		**78 865 241**	
13	**Grandes infrastructures de recherche**	229 546 000	14 700 000	**244 246 000**	
14	**Moyens généraux et d'appui à la recherche**	526 456 882		**526 456 882**	
Total		**4 007 830 445**	**1 158 932 844**	**5 166 763 289**	

2012 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2012 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	**Pilotage et animation**	30 262 771	138 965 533	**169 228 304**	
02	**Agence nationale de la recherche**	31 000 000	728 854 491	**759 854 491**	
05	**Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la vie, biotechnologies et santé**	1 071 509 313	103 176 868	**1 174 686 181**	
06	**Recherches scientifiques et technologiques en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies**	508 771 814	581 000	**509 352 814**	
07	**Recherches scientifiques et technologiques en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur**	554 628 889	61 900 000	**616 528 889**	
08	**Recherches scientifiques et technologiques en physique nucléaire et des hautes énergies**	216 464 249	118 323 621	**334 787 870**	
09	**Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement**	270 923 848	29 795 686	**300 719 534**	
10	**Recherches scientifiques en sciences de l'homme et de la société**	311 881 248	1 314 621	**313 195 869**	
11	**Recherches interdisciplinaires et transversales**	60 974 485		**60 974 485**	
12	**Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies**	75 187 004		**75 187 004**	
13	**Grandes infrastructures de recherche**	289 651 372	14 700 000	**304 351 372**	
14	**Moyens généraux et d'appui à la recherche**	503 016 659		**503 016 659**	
Total		**3 924 271 652**	**1 197 611 820**	**5 121 883 472**	

2012 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	**Pilotage et animation**	30 262 771	138 965 533	**169 228 304**	
02	**Agence nationale de la recherche**	31 000 000	728 854 491	**759 854 491**	
05	**Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la vie, biotechnologies et santé**	1 071 509 313	103 176 868	**1 174 686 181**	
06	**Recherches scientifiques et technologiques en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies**	508 771 814	581 000	**509 352 814**	
07	**Recherches scientifiques et technologiques en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur**	554 628 889	61 900 000	**616 528 889**	
08	**Recherches scientifiques et technologiques en physique nucléaire et des hautes énergies**	216 464 249	118 323 621	**334 787 870**	
09	**Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement**	270 923 848	29 795 686	**300 719 534**	
10	**Recherches scientifiques en sciences de l'homme et de la société**	311 881 248	1 314 621	**313 195 869**	
11	**Recherches interdisciplinaires et transversales**	60 974 485		**60 974 485**	
12	**Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies**	75 187 004		**75 187 004**	
13	**Grandes infrastructures de recherche**	289 651 372	14 700 000	**304 351 372**	
14	**Moyens généraux et d'appui à la recherche**	503 016 659		**503 016 659**	
Total		**3 924 271 652**	**1 197 611 820**	**5 121 883 472**	

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Titre et catégorie	Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	3 924 271 652	4 007 830 445	3 924 271 652	4 007 830 445
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	12 322 485	12 272 712	12 322 485	12 272 712
Subventions pour charges de service public	3 911 949 167	3 995 557 733	3 911 949 167	3 995 557 733
Titre 6. Dépenses d'intervention	1 197 611 820	1 158 932 844	1 197 611 820	1 158 932 844
Transferts aux entreprises	73 945 216	70 161 891	73 945 216	70 161 891
Transferts aux collectivités territoriales	35 135 646	30 013 949	35 135 646	30 013 949
Transferts aux autres collectivités	1 088 530 958	1 058 757 004	1 088 530 958	1 058 757 004
Total	**5 121 883 472**	**5 166 763 289**	**5 121 883 472**	**5 166 763 289**

DÉPENSES FISCALES[5]

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.
Les chiffrages présentés pour 2013 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2013. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2013 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (2)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffrage pour 2011	Chiffrage pour 2012	Chiffrage pour 2013
200302	**Crédit d'impôt en faveur de la recherche** Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés *Objectif : Augmenter les dépenses de recherche* *Bénéficiaires 2011 : 14 300 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1982 - Dernière modification : 2010 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 244 quater B, 199 ter B, 220 B, 223 O-1-b*	3 070	2 850	3 350
300208	**Exonération des établissements publics de recherche, des établissements publics d'enseignement supérieur, des personnes morales créées pour la gestion d'un pôle de recherche et d'enseignement supérieur et des fondations d'utilité publique du secteur de la recherche pour leurs revenus tirés d'activités relevant d'une mission de service public** Impôt sur les sociétés *Objectif : Augmenter les dépenses de recherche (universités)* *Bénéficiaires 2011 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2006 - Dernière modification : 2006 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 207-1-9°, 10° et 11°*	5	5	5
Coût total des dépenses fiscales[6]		**3 075**	**2 855**	**3 355**

[5] Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.
« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

[6] Le « Coût total des dépenses fiscales» constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2012 ou 2011) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	**Pilotage et animation**		151 687 613	**151 687 613**		151 687 613	**151 687 613**
02	**Agence nationale de la recherche**		686 654 491	**686 654 491**		686 654 491	**686 654 491**
05	**Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la vie, biotechnologies et santé**		1 220 908 022	**1 220 908 022**		1 220 908 022	**1 220 908 022**
06	**Recherches scientifiques et technologiques en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies**		524 798 481	**524 798 481**		524 798 481	**524 798 481**
07	**Recherches scientifiques et technologiques en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur**		681 309 734	**681 309 734**		681 309 734	**681 309 734**
08	**Recherches scientifiques et technologiques en physique nucléaire et des hautes énergies**		344 008 799	**344 008 799**		344 008 799	**344 008 799**
09	**Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement**		314 192 205	**314 192 205**		314 192 205	**314 192 205**
10	**Recherches scientifiques en sciences de l'homme et de la société**		330 929 821	**330 929 821**		330 929 821	**330 929 821**
11	**Recherches interdisciplinaires et transversales**		62 706 000	**62 706 000**		62 706 000	**62 706 000**
12	**Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies**		78 865 241	**78 865 241**		78 865 241	**78 865 241**
13	**Grandes infrastructures de recherche**		244 246 000	**244 246 000**		244 246 000	**244 246 000**
14	**Moyens généraux et d'appui à la recherche**		526 456 882	**526 456 882**		526 456 882	**526 456 882**
Total			**5 166 763 289**	**5 166 763 289**		**5 166 763 289**	**5 166 763 289**

GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX ET CRÉDITS CONTRACTUALISÉS

CONTRATS DE PROJETS ÉTAT-RÉGION (CPER)

Génération CPER 2007-2013

Action	CPER 2007-2013 (rappel du montant initial)	AE engagées au 31/12/2012	CP réalisés au 31/12/2012	AE demandées pour 2013	CP demandés pour 2013	CP sur engagements à couvrir après 2013
01 Pilotage et animation	524 839 000	358 727 586	347 589 959	42 920 391	41 918 071	12 193 947
Total	**524 839 000**	**358 727 586**	**347 589 959**	**42 920 391**	**41 918 071**	**12 193 947**

Total des crédits de paiement pour ce programme

CP demandés pour 2013	CP sur engagements à couvrir après 2013
41 918 071	**12 193 947**

Le tableau ci-dessus est présenté avec l'action 1 (hors crédits CST gérés depuis 2011 par l'opérateur Universcience) consolidée et les crédits « Opérateurs » du programme.

La consommation de CP 2012 n'est, à ce stade, qu'une prévision : en effet, les AE ouvertes sont couvertes en CP de façon « glissante », sur une ou plusieurs années. Cela a pour effet un décalage par rapport à l'année d'ouverture des AE, dans le cas présent l'année 2012. Ce phénomène s'amplifie à partir du mi-parcours des CPER, lorsque les dispositifs atteignent leur rythme de croisière et où s'agrègent des soldes d'opérations.

Les contrats de projets État-régions (CPER) signés à la fin de l'année 2006 et au début de l'année 2007 détaillent la liste des projets que l'État et les collectivités territoriales s'engagent à soutenir sur sept ans. Ils représentent un engagement financier sur la période de 2,9 Md€ pour le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR). La partie consacrée à la recherche et à l'innovation, qui relève directement de la direction générale pour la recherche et l'innovation (DGRI) ou des organismes placés sous sa tutelle, représente 22 % de l'ensemble, soit un montant de 638,9 M€.

Les projets

Le principe de ces contrats consiste à structurer fortement la recherche et la diffusion technologique en direction des PME en région pour favoriser la compétitivité. C'est ainsi que la part du financement État (projets, équipements de recherche et transfert) affectée à des projets liés à des pôles de compétitivité est particulièrement élevée : deux régions ont un taux supérieur à 75 %, six régions ont un taux compris entre 50 % et 75 % et quatre régions entre 25 % et 50 %.

Le financement sur les programmes 172, 187 et 193, s'établit à 638,9 M€ à comparer, à périmètre constant, avec les 304 M€ du contrat de plan précédent.

Les engagements des organismes s'élèvent à 242,4 M€ contre 168 M€ pour le précédent contrat de plan. Ils couvrent, pour plus d'un tiers, des dépenses de construction. Les organismes du programme 172 (CEA, CNRS, INSERM, INRIA) constituent les contributeurs les plus importants (157,7 M€) avec un engagement à hauteur de plus de 85 M€ pour le CNRS. Le CEA, avec plus de 18 M€, contribue pour la première fois aux CPER.

Les engagements directement inscrits sur l'action 1 du programme 172, qui s'établissent à 367,078 M€ sur 2007-2013, se répartissent en 96,936 M€ pour le financement des structures labellisées de transfert et de diffusion technologique (sous-action 6), 270,142 M€ pour le financement de programmes de recherche et de développement technologique (sous-action 3). et 27,955 M€ dédiés à la diffusion de la culture scientifique et technique, correspondant au soutien des centres de culture scientifique, technique et industrielle (CCSTI). Ces crédits sont gérés depuis 2011 par l'opérateur Universcience, qui relève du programme 186 « Recherche culturelle et culture scientifique » de la MIRES.

En 2013, les AE demandées au titre de la sous-action 3 sont de 21,376 M€ et 7,646 M€ au titre de la sous-action 6 soit 29,022 M€. La part supportée par les organismes de recherche du P 172 est estimée à environ 13,9 M€.

Les économies portées par l'action 1 sur les crédits de fonctionnement et d'intervention depuis 2011 et poursuivies en 2013, ne permettront pas d'atteindre l'objectif d'un taux de couverture transversal de 75 % à échéance 2013.

AUTRES GRANDS PROJETS

LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

La France est membre de plusieurs organisations internationales dans le secteur de la recherche, dont les activités sont détaillées dans les actions 5, 6, 7, 8, 9 et 10. Les budgets de ces organisations pour 2013 étant en cours de discussion, les contributions de la France prévues dans le présent document ont une valeur indicative et évolueront en fonction des contributions réellement appelées.

La France concourt à l'élaboration et au contrôle des budgets des organisations internationales, en veillant à leur adéquation aux besoins réels et à ses propres capacités financières, ainsi qu'à la justification au premier euro de ces contributions.

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2012

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2011	Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2011	AE LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	CP LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012
234 499 049		5 112 083 472	5 112 505 209	206 510 633

ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP au-delà de 2015
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012	CP demandés sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2014 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2015 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE antérieures à 2013
206 510 633	10 603 548	2 380 080	4 921 678	188 605 327
AE demandées pour 2013	CP demandés sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2014 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2015 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013
5 166 763 289	5 156 159 741	10 434 946	168 602	
Totaux	**5 166 763 289**	**12 815 026**	**5 090 280**	**188 605 327**

CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2013

CP 2013 demandés sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2014 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2015 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013/AE 2013
99,8%	0,2%	0%	0%

La prévision théorique du solde des autorisations d'engagement (AE) non couvertes en crédits de paiement (CP) au 31 décembre 2012 s'élève à 206,5 M€, correspondant :

– pour 188 M€, à des engagements pluriannuels pris par l'ANR, dont la couverture sera effectuée en fonction de l'actualisation des échéanciers de paiements et des besoins en trésorerie de l'Agence,

– pour 18,5 M€, à certains engagements pluriannuels relevant de l'action 1 « Pilotage et animation » du programme (dispositifs ministériels : mutualisation de la valorisation pour 0,167 M€, CPER pour 2,282 M€, soutien aux incubateurs pour 0,716 M€, concours national d'entreprises innovantes pour 7,434 M€, CIFRE pour 5,179 M€).

L'estimation des CP 2014 et 2015 sur AE antérieures à 2013 est respectivement de 193,938 M€ (soit la reconduction des 188 M€ de CP de l'ANR, et 5,938 M€ sur les dispositifs ministériels : concours national d'entreprises innovantes et incubateurs, en l'occurrence) et 193,616 M€ (soit 188 M€ pour l'ANR et 5,616 M€ sur les dispositifs ministériels).

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01 2,9 %
Pilotage et animation

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		151 687 613	**151 687 613**	
Crédits de paiement		151 687 613	**151 687 613**	

Le ministère chargé de la recherche propose et, en liaison avec les autres ministères intéressés, met en œuvre la politique du Gouvernement dans le domaine de la recherche et de la technologie. Il prépare les décisions du Gouvernement relatives à l'attribution des ressources et des moyens alloués par l'État dans le cadre de la mission interministérielle « Recherche et enseignement supérieur », au sein de laquelle il joue donc un rôle de chef de file.

Le pilotage des activités de recherche par l'administration ministérielle

L'administration centrale du ministère chargé de la recherche élabore la politique de l'État en matière de recherche, de développement technologique et d'innovation, tant dans le secteur public que dans le secteur privé.

Elle conduit les modifications du cadre réglementaire et statutaire nécessaires à l'activité de recherche et prépare les évolutions législatives du domaine.

Elle définit la politique de l'emploi scientifique en liaison, pour les aspects statutaires, avec les directions techniques compétentes.

Elle participe à l'élaboration des programmes de recherche et de développement technologique financés par l'Union européenne et définit les moyens de développer la valorisation des résultats de la recherche publique et la coopération technologique avec les entreprises.

Elle assure la tutelle directe de l'ensemble des opérateurs de recherche des programmes 172, 187 et 193 de la mission : elle instruit leurs demandes budgétaires, répartit les moyens qui leur sont alloués annuellement et en contrôle l'utilisation ; elle assure un suivi régulier de leurs activités par la préparation de leurs conseils d'administration ; enfin elle oriente, dans le cadre des contrats d'objectifs conclus avec les organismes, les évolutions de leurs politiques sur le moyen terme en cohérence avec la politique nationale définie par le Gouvernement.

Elle fixe les orientations de la politique scientifique et les priorités de la recherche des établissements d'enseignement supérieur. Elle est responsable de la diffusion de l'information scientifique et technique (IST).

Les délégués régionaux à la recherche et à la technologie (DRRT) mettent en œuvre au niveau régional la politique du ministère.

Le ministère contribue à ces différentes missions par le financement de divers dispositifs décrits ci-dessous.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	12 272 712	12 272 712
Subventions pour charges de service public	4 491 343	4 491 343
Total	**16 764 055**	**16 764 055**

Les crédits de fonctionnement de l'action n° 1 « Pilotage et animation » représentent pour 2013 un montant de 16,764 M€. Les montants sont mentionnés en AE=CP.

SOUS ACTION N° 1 - PROSPECTIVES, ÉTUDES : 4,405 M€

Haut Conseil de la science et de la technologie (HCST)

Créé en 2006, le HCST a pour mission d'éclairer le Gouvernement sur toutes les questions relatives aux grandes orientations de la nation en matière de politique de recherche scientifique, de transfert de technologie et d'innovation. Les avis qu'il rend peuvent comporter des recommandations à l'attention des pouvoirs publics, il peut également se saisir des questions sur lesquelles il estime urgent d'appeler leur attention.

Placé auprès du Premier ministre, le Haut Conseil est composé de 21 membres désignés en raison de leur compétence en matière scientifique et technologique, dont 5 exercent leur activité hors de France et 7 au sein d'entreprises privées.

Le Haut Conseil adopte et rend public un rapport annuel. Il est doté d'un secrétariat permanent assuré par le ministère chargé de la recherche.

La dotation du HCST est réduite de 10 % par rapport à 2012, soit 0,630 M€ pour 2013.

Observatoire des sciences et des techniques (OST)

Les crédits, alloués à ce groupement d'intérêt public (GIP) maintenus à 1,497 M€, financent le soutien que l'État lui apporte. L'Observatoire des sciences et des techniques est présenté dans le volet « Opérateurs » de ce PAP.

Académie des technologies

L'Académie des technologies est un établissement public administratif (EPA), créé dans le cadre de la loi de programme pour la recherche du 18 avril 2006. L'établissement est présenté dans le volet « Opérateurs » de ce PAP. La subvention versée en 2013 est réduite de 7 % par rapport à 2012 soit un montant de 1,378 M€.

Études

Cette enveloppe regroupe les crédits d'études et d'enquêtes (0,9 M€ en 2013 soit -7 % par rapport à 2012), menées par la DGRI (analyses des besoins en recherche, identification des opportunités, évaluations des forces et faiblesses du système de recherche et des dispositifs de financement, définition d'ambitions stratégiques, comparaisons internationales, élaboration et calcul d'indicateurs).

SOUS ACTION N° 4 - SUPPORT DU PROGRAMME : 10,743 M€

Cette enveloppe regroupe les crédits de fonctionnement des services du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche qui financent notamment les dépenses de fonctionnement de l'administration centrale et des délégations régionales à la recherche et à la technologie (DRRT), les dépenses de communication et les frais de mission. Ces crédits ont fait l'objet d'une mesure d'économies transversale de -7 % par rapport à 2012, hors crédits dédiés à la communication (sur lesquels des économies ont déjà été réalisées en 2012).

Fonctionnement du site Descartes

Les crédits de fonctionnement et de communication de l'administration centrale du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche sont regroupés sur le programme 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires ».

Ces crédits, d'un montant de 7,441 M€ en 2013, financent les moyens nécessaires au fonctionnement du site Descartes (fluides, gardiennage, nettoyage, chauffage, etc.), les frais de bureautique (impression, routage, reprographie), les frais de déplacement des services (direction générale pour la recherche et l'innovation et direction générale pour l'enseignement supérieur et l'insertion professionnelle) et du cabinet du ministre et ceux du système d'information et d'outils statistiques. Ils ne comprennent pas les dépenses d'investissement, imputées sur le programme 214 « Soutien de la politique de l'éducation nationale ». Rapportés à l'effectif qu'accueille le site, ils représentent environ 7 400 € par agent.

Communication

Les crédits correspondant aux dépenses de communication s'élèvent à 2,611 M€ en 2013. Ces dépenses concernent les actions de communication conduites par le ministère ainsi que la revue de presse, les abonnements, la veille documentaire et le développement des sites Internet.

Délégations régionales à la recherche et à la technologie

Le programme 172 participe à hauteur de 0,690 M€ au fonctionnement des 26 délégations régionales à la recherche et à la technologie (DRRT) ainsi que des deux missions de recherche et technologie de Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française (soit un total de 28 services déconcentrés). Les collectivités de Mayotte et de Wallis et Futuna sont rattachées pour leur fonctionnement respectivement à la Réunion et à la Nouvelle-Calédonie.

Ces crédits permettent de prendre en charge :
- les frais de transport et de déplacement (notamment pour les délégués travaillant outre-mer) ;
- les loyers pour certaines délégations qui ne sont plus logées dans les directions régionales chargées de l'industrie ;
- les besoins en renouvellement de matériel informatique.

SOUS ACTION N° 8 - RENFORCEMENT DES LIENS ENTRE SCIENCE ET SOCIÉTÉ : 1,616 M€

Institut des hautes études pour la science et la technologie (IHEST)

L'IHEST est un établissement public administratif régi par le décret n° 2007-634 du 27 avril 2007. L'établissement est présenté dans le volet « Opérateurs » de ce PAP.

La dotation de l'IHEST, d'un montant de 1,616 M€, est réduite de 7 % par rapport à 2012.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux entreprises	70 161 891	70 161 891
Transferts aux collectivités territoriales	30 013 949	30 013 949
Transferts aux autres collectivités	34 747 718	34 747 718
Total	**134 923 558**	**134 923 558**

Les crédits d'intervention de l'action n° 1 représentent pour 2013 un montant de 134,924 M€ en AE=CP.

SOUS ACTION N° 2 - ACTION EUROPÉENNE ET INTERNATIONALE : 7,020 M€

L'action européenne et internationale dans le domaine de la recherche, le développement des partenariats scientifiques et la mise en place progressive d'un espace européen de la recherche bénéficient de 7,020 M€ au titre de l'année 2013. Cette enveloppe finance les actions bi ou multilatérales de stimulation de l'attractivité et d'appui à la mobilité, l'appui aux coopérations scientifiques prioritaires, le soutien à l'action scientifique et universitaire en faveur de la francophonie et les actions européennes liées au 7^{e} PCRD (animation de 21 « points de contact nationaux »).

Cette sous-action supporte une mesure d'économies de -7 % et par ailleurs y sont désormais regroupés des crédits dont une partie relevaient jusqu'à présent de la sous-action 3 « actions communes d'animation » :
- le soutien à l'activité de recherche de la Cité nationale de l'histoire de l'immigration (0,9 M€ incluant désormais la contribution de la DGRI de 0,6 M€) ;
- le soutien à Human Frontier Science Program (1,450 M€), représentant l'ensemble de la contribution de l'État et incluant désormais la contribution de la DGRI de 0,4 M€.

SOUS ACTION N° 3 - SOUTIEN À LA RECHERCHE : 34,951 M€

Soutien aux programmes de recherche (équipement) dans le cadre des CPER

Le dispositif de financement et de conventionnement de projets financés dans le cadre des contrats de projets État-régions (CPER) reçoit en 2013 une dotation de 21,376 M€ soit une réduction de 15 % par rapport à 2012. Le montant inscrit au CPER pour ces actions, sur la période 2007-2013 s'élevait à 270,142 M€.

Certains de ces crédits sont délégués sur les BOP locaux gérés par les DRRT sous la responsabilité des préfets de région.

Plates-formes en sciences du vivant

Ce dispositif, arrivé à un degré de maturation ne nécessitant plus une impulsion politique du ministère chargé de la recherche, sera désormais géré et suivi par l'INRA.

L'Institut des hautes études scientifiques (IHES)

L'IHES, qui bénéficie du statut de fondation reconnue d'utilité publique depuis 1981, a pour but de « favoriser et de faire effectuer des recherches scientifiques théoriques dans les domaines suivants : mathématiques, physique théorique, méthodologie des sciences de l'Homme, et de toute discipline théorique qui entretient des liens avec elles ». L'action de la fondation s'exerce principalement par la mise à disposition de professeurs et chercheurs de l'institut, permanents ou visiteurs, et de ressources matérielles leur permettant de réaliser des recherches.

Les crédits alloués à cet institut sont reconduits en 2013 pour un montant de 2,9 M€.

Actions communes d'animation

Les moyens d'intervention de l'administration centrale de la recherche représentent 10,675 M€, qui financent d'une part, dans le domaine des sciences du vivant, des programmes spécifiques demandant un soutien particulier (plans santé, cohortes…) et d'autre part, les subventions de fonctionnement versées à diverses structures, acteurs relais de la politique de recherche du ministère comme l'Association Bernard Gregory.

SOUS ACTION N° 5 - ANIMATION SCIENTIFIQUE : 2,605 M€

Information scientifique et technique

Les dépenses d'information scientifique et technique (IST) contribuent à la mise en œuvre de la feuille de route proposée par le comité IST.

Les axes stratégiques identifiés par ce comité sont la facilitation de l'accès à l'information scientifique et technique, l'amélioration de la circulation et de la disponibilité de cette information. Ces axes sont des facteurs clés de l'efficacité de la recherche scientifique, de la compétitivité industrielle et du progrès social.

Les propositions du comité IST s'articulent autour de 3 actions :

- le soutien aux revues académiques françaises, à travers la mutualisation des moyens d'édition, de diffusion et de référencement, l'amélioration du rayonnement international des revues et le soutien aux plates-formes de numérisation et de mise en ligne ;
- la mise en place d'un portail de l'IST, sous la forme d'une bibliothèque numérique scientifique qui permettra la mutualisation et la fusion des structures existantes ;
- la mise en place d'une structure légère, pour la coordination opérationnelle du plan d'action. Elle sera chargée notamment de centraliser la négociation avec les éditeurs commerciaux visant à établir une charte des bonnes pratiques et à mettre en œuvre la politique d'archives menée au niveau national.

Les crédits destinés à financer les dépenses d'IST s'élèvent à 1,675 M€ en 2013.

Colloques

Cette dotation d'un montant de 0,930 M€ en 2013, soit – 7 % par rapport à 2012, est destinée à financer des colloques et séminaires scientifiques sur des thématiques et des sujets de recherche soutenus par le MESR.

SOUS ACTION N° 6 - SOUTIEN À L'INNOVATION : 24,978 M€

Transferts de technologie CPER

Les crédits d'intervention relatifs au transfert de technologie s'inscrivent dans la génération de contrats de projets État-régions (CPER) 2007-2013 pour lesquels une enveloppe globale de 96,936 M€ est prévue. Ces crédits s'élèvent, pour 2013, à 7,646 M€, soit une réduction de 15 % par rapport à 2012.

Les dépenses couvertes sont principalement des dépenses de fonctionnement et d'investissement dans le cadre de la mission de service public (conseil, diagnostic) effectuée par les structures de diffusion technologique, qu'il s'agisse des Centres de ressources technologiques (CRT), des Cellules de diffusion technologique, des plates-formes technologiques ou d'autres formes d'organisation destinées à favoriser le transfert entre la recherche publique et les PME.

Mutualisation de la valorisation

Le financement des structures mutualisées de valorisation est destiné à trouver un relais dans les « Investissements d'avenir » et est donc retiré du programme.

Concours de création d'entreprises

Organisé dans toute la France, ce concours récompense et accompagne les meilleurs projets de création d'entreprises s'appuyant sur des technologies innovantes. Il permet de détecter, de faire émerger et de développer ces projets directement issus de la recherche publique ou fruit d'initiatives privées, grâce à une aide financière et un accompagnement adapté.

Ce dispositif, bénéficie, pour 2013, d'un montant de crédits de 12,660 M€.

Soutien aux incubateurs

Initiés en 1999, date de lancement des projets « Incubation et capital amorçage des entreprises technologiques », les incubateurs, répartis sur l'ensemble du territoire, sont actuellement 30 en activité. Ils sont financés par une subvention destinée à couvrir les dépenses d'accompagnement des projets de création d'entreprise qui s'élève à 4,672 M€ en 2013, soit une réduction de 30 % par rapport à 2012 du fait de leur vocation à être, à terme relayé par les sociétés d'accélération du transfert de technologie (SATT). Cependant, leur intégration impliquant des montages financiers et juridiques complexes, celle-ci doit être envisagée selon des modalités progressives qui nécessitent le maintien d'une enveloppe spécifique sur l'action 1.

SOUS ACTION N° 7 - DISPOSITIFS D'AIDE AUX JEUNES SCIENTIFIQUES : 64,378 M€

Conventions industrielles de formation par la recherche – CIFRE (52,830 M€)

Les CIFRE constituent des contrats à durée déterminée de trois ans fondés sur des projets de recherche et de développement confiés à des doctorants (Bac+5) travaillant avec une équipe de recherche extérieure. La gestion de ce dispositif est confiée, par convention annuelle, à l'Agence nationale de la recherche et de la technologie (ANRT), qui est une association.

Le calcul du coût total théorique se fonde sur la prise en compte du poids respectif sur l'année N de chacune des campagnes de recrutements, celles des années antérieures (N-1, N-2, N-3) et celle de l'année N. Compte tenu du rythme de signature des CIFRE nouvelles fortement concentré en fin de l'année, le poids moyen des recrutements nouveaux est estimé en moyenne à 3,25 mois sur l'année N. Une convention CIFRE ayant une durée de 36 mois, les recrutements effectués les années N-1 et N-2 pèsent intégralement (12 mois) sur l'année N et les recrutements faits en N-3 pour 8,75 mois en moyenne sur l'année N. Cette modélisation est celle utilisée par l'ANRT dans ses prévisions budgétaires.

Il convient de retrancher du coût budgétaire théorique un montant correspondant à l'attrition du volume de conventions CIFRE. La sortie du dispositif avant le terme normal est évaluée par l'ANRT entre 3 et 4 % des conventions en cours (hors conventions nouvelles). Ce taux est en forte diminution (5 % en 2009, 4 % en 2010, taux encore provisoires du fait de la durée des CIFRE). Cette évolution s'explique notamment par un plus grand intérêt, tant des entreprises que des jeunes diplômés, pour le doctorat. En effet, les entreprises ont de plus en plus besoin de « hauts potentiels » de

dimension internationale. De plus, les écoles d'ingénieurs ont comme objectif d'accroître la proportion de doctorants dans les promotions sortantes.

Il convient de souligner que ces critères, déterminants dans la prévision du coût du dispositif (poids moyen des recrutements nouveaux de l'année et taux d'attrition), s'avèrent particulièrement difficiles à anticiper dans un contexte où la pression s'accentue et les comportements des bénéficiaires de CIFRE, surtout en fin de parcours, se complexifient.

Il convient enfin d'ajouter la prise en charge des frais de gestion de l'ANRT (salaires, frais généraux, frais d'animation et de formation), qui représente 4 % du coût budgétaire théorique (attrition déduite).

Enfin, le responsable de programme étudiera, en gestion avec l'ANRT, la possibilité de financer 50 CIFRE nouvelles en 2013 (soit 1 400 conventions), dans le cadre de l'enveloppe qui est reconduite.

La dotation inscrite pour 2013 s'établit à 52,830 M€, représentant le montant total de la convention annuelle à passer avec l'ANRT est en stricte reconduction par rapport à 2012.

Accueil de chercheurs post-doctorants (11,548 M€)

La procédure d'accueil de post-doctorants, dans le cadre d'un contrat dont la durée ne peut excéder 18 mois, permet de recruter de jeunes docteurs, français ou étrangers, menant un projet de recherche soutenu par un laboratoire public et favorisant leur insertion professionnelle.

Le coût moyen unitaire mensuel chargé d'un post-doctorant est de 2.927,83 €. Le montant de la dotation à inscrire au PLF résulte du produit du coût du salaire mensuel chargé par le nombre de « mois contrats » à payer dans l'année. Ce coût prend en compte la taxe sur les salaires résiduelle de certains EPIC (BRGM, IRSN, IFREMER, CEA, CIRAD). Cette taxe sur les salaires résiduelle résulte du régime de la TVA calculée sur les subventions versées par le ministère, qui détermine le régime fiscal applicable à chacun des établissements.

La dotation destinée au financement des « post-doc » s'élève à 11,548 M€ en 2013. Elle fera l'objet d'une répartition entre les opérateurs de recherche au cours de l'année 2013.

SOUS ACTION N° 8 - RENFORCEMENT DES LIENS ENTRE SCIENCE ET SOCIÉTÉ : 0,991 M€

Actions de diffusion de la culture scientifique et technique (CST)

L'enveloppe consacrée à la culture scientifique et technique (CST) s'élève à 0,991 M€ en 2013.

Les dispositifs de CST financés par le MESR concernent ainsi :
- la Fête de la science (1,5 millions de visiteurs sur l'ensemble du territoire, 2 900 porteurs de projets et quelques 3 260 projets labellisés) ;
- le soutien aux acteurs nationaux de la CST (association des musées et centres pour le développement de la culture scientifique, technique et industrielle - AMCSTI, collectif interassociatif pour la réalisation d'activités scientifiques, techniques internationales - CIRASTI, Planète science, l'Association française d'astronomie, etc.).

ACTION n° 02 Agence nationale de la recherche — 13,3 %



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		686 654 491	**686 654 491**	
Crédits de paiement		686 654 491	**686 654 491**	

L'ANR oriente son action vers les établissements publics de recherche et les entreprises, en France comme à l'étranger, dans le cadre d'une double mission : produire de nouvelles connaissances en cohérence avec les priorités nationales définies en matière de recherche et favoriser les interactions entre laboratoires publics et laboratoires d'entreprise en développant les partenariats.

Dans ce contexte, son budget d'intervention finance deux grandes catégories d'opérations :

– les appels à projets (AAP) sur des critères d'excellence scientifique auxquels s'ajoute la pertinence économique pour les entreprises ;
– des actions plus ciblées visant notamment au développement du partenariat public-privé et au soutien des dynamiques locales en matière de recherche et développement (dans le cadre des pôles de compétitivité par exemple).

Les choix qui conduisent chaque année à la programmation de l'ANR sont fondés à la fois sur une consultation approfondie des communautés scientifiques, conduite en concertation avec les « Alliances » sur leur domaine thématique de compétence (elles ont toutes signé des accords cadres avec l'ANR en vue de la définition de ses programmes) et sur la prise en compte des priorités gouvernementales définies par la SNRI. Le conseil de prospective, mis en place début 2008, contribue aussi à la définition du contenu des programmes de l'ANR sur le long terme en synergie avec les comités sectoriels de cette agence et les ateliers de réflexion prospective (ARP).

Une partie du montant des aides allouées par l'ANR dans le cadre des procédures d'appel d'offres revient à l'organisme de recherche dans lequel le porteur du projet exerce ses fonctions. Cet abondement, appelé « préciput », constitue un mécanisme de reconnaissance du rôle assuré par les établissements de recherche, dans la mise en place, autour des porteurs de projets sélectionnés par l'ANR, d'un environnement de travail leur permettant d'être performants. Le pourcentage du préciput est de 11 % ; il est désormais alloué à l'établissement « hébergeur » des équipes soutenues. La « Charte du préciput » de l'ANR prévoit que les établissements bénéficiaires rendent compte de l'utilisation de ces crédits.

L'agence favorise aussi l'émergence de nouveaux concepts : les programmes « blancs », qui ne ciblent pas de thématique de recherche particulière et qui bénéficient de 50 % du montant total de financement des appels à projets.

L'ANR est aussi le principal opérateur gestionnaire des crédits « Investissements d'avenir » ouverts sur la MIRES (21,9 Md€) par la loi de finances rectificative du 9 mars 2010.

L'ANR intervient sur trois programmes « Investissements d'avenir », déclinés en 10 actions, dont chacune est mise en œuvre dans le cadre de conventions avec l'État. Les crédits disponibles pour chaque action, répartis en dotation consommable et en dotation non consommable, sont destinés à financer les lauréats d'appels à projets compétitifs particulièrement sélectifs. Les objectifs poursuivis par les différentes actions des programmes « Investissements d'avenir » sont précisés dans les conventions État–ANR ainsi que dans les appels à projets correspondants (initiatives d'excellence, laboratoires d'excellence, équipements d'excellence, instituts de recherche technologique, instituts d'excellence en matière d'énergies décarbonées, instituts hospitalo-universitaires, santé et biotechnologies, instituts Carnot, fonds national de valorisation, opération du plateau de Saclay et opération Campus). Chaque convention prévoit les obligations d'information de l'ANR vis-à-vis de son ministère de tutelle et du commissariat général à l'investissement (CGI) et détermine des objectifs et des indicateurs de performance afin d'évaluer son rôle de gestionnaire à chacune des étapes du processus.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	30 500 000	30 500 000

La subvention totale versée à l'ANR, d'un montant de 686,654 M€ en autorisations d'engagement et en crédits de paiement, comprend 30,5 M€ de subvention pour charges de service public permettant de financer les dépenses de fonctionnement de l'agence (personnel, fonctionnement et investissement).

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	656 154 491	656 154 491

La majeure partie des crédits versés à l'ANR, soit 656,155 M€, correspond à des crédits d'intervention permettant de financer notamment les appels à projets mis en place par l'agence.

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances de ce programme.

ACTION n° 05 — 23,6 %
Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la vie, biotechnologies et santé



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		1 220 908 022	**1 220 908 022**	
Crédits de paiement		1 220 908 022	**1 220 908 022**	

Face aux perspectives ouvertes par le décryptage des génomes et à l'enjeu majeur que constitue l'impact prévisible des changements à l'échelon mondial sur les espèces vivantes, la priorité en sciences de la vie est la mise en œuvre d'une biologie des systèmes intégrés permettant de mieux comprendre le fonctionnement unitaire du vivant. Elle implique une approche fonctionnelle avec, en particulier, l'étude des mécanismes d'intégration à toutes les échelles du vivant, depuis la molécule jusqu'à l'écosystème complexe.

Les recherches scientifiques en sciences de la vie constituent aussi un facteur essentiel du développement d'applications dans les domaines des biotechnologies, du biomédical et de la santé et de leurs interfaces avec la recherche clinique et le monde hospitalier.
Les modalités d'action sont centrées sur le développement d'une approche pluridisciplinaire des objets de recherche, sur les partenariats scientifiques, en particulier avec la recherche universitaire, et sur l'ouverture vers la valorisation médicale et industrielle.

Les opérateurs principaux de cette action sont le CNRS, l'INSERM, les Instituts Pasteur et Curie ainsi que les centres anticancéreux et les différents groupements d'intérêt public de recherches relevant du domaine. Cette action prend aussi en compte les recherches du CEA en sciences de la vie qui font appel aux mêmes techniques d'intégration à toutes les échelles du vivant et utilisent les spécificités des technologies nucléaires (marquage isotopique et imagerie par RMN ou TEP. Ces acteurs sont réunis au sein de l'alliance AVIESAN, créée en 2009, afin d'accroître les performances de la recherche française, en favorisant la cohérence et la créativité scientifique des grandes thématiques de recherche, transversales à tous les organismes, grâce à la coordination opérationnelle des projets, des ressources et des moyens.

Le recours aux très grandes infrastructures de recherche et à la mise en place de réseaux nationaux et internationaux est appelé à se développer.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	1 117 748 154	1 117 748 154

Il est prévu, dans le cadre des subventions pour charges de service public aux opérateurs du programme du programme inscrites au PLF 2013, un montant de 1.117,748 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement (530,294 M€ pour le CNRS ; 481,321 M€ pour l'INSERM ; 103,133 M€ pour le CEA ; 3 M€ pour le GIP Genopole).

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances de ce programme.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	103 159 868	103 159 868

ORGANISATIONS INTERNATIONALES, CONTRIBUTIONS FRANÇAISES : 19,381 M€

Laboratoire européen de biologie moléculaire (EMBL) : 15,738 M€

L'EMBL (*European molecular Biology Laboratory*, ou EMBL) est financé par 20 pays européens, dont la France. Conformément aux missions qui lui ont été fixées, l'EMBL exerce ses activités selon quatre axes principaux : recherche, formation à la recherche, développement de technologies de pointe et mise à disposition de services/bases de données auprès de la communauté scientifique. L'EMBL regroupe environ 1 400 agents scientifiques et administratifs sur 5 sites : Heidelberg (Allemagne), où se trouvent son siège et le laboratoire principal, Hambourg (Allemagne), Grenoble (France), Hinxton (Angleterre) et Monterotondo (Italie).

La contribution française à l'EMBL s'est élevée à 15,325 M€ en 2012, soit 15,9 % du budget voté du laboratoire (96,5 M€, soit +2,2 % par rapport à 2011).

Pour 2013, le budget prévisionnel du laboratoire est évalué à 98,135 M€. Le montant prévu au PLF 2013 est de 15,738 M€.

Conférence/Organisation européenne de biologie moléculaire (EMBC-EMBO) : 2,573 M€

La Conférence européenne de biologie moléculaire (European molecular Biology Conference, ou EMBC), organisation intergouvernementale créée en 1970, regroupe 27 États membres et coordonne un programme d'activité, dit « Programme général », visant à développer l'excellence de la recherche européenne en sciences du vivant. Il peut s'ajouter à ce programme général des « Projets spéciaux », financés uniquement par certains membres.
Le programme général est mis en œuvre par l'EMBO (European molecular biological Organization, ou EMBO), bras exécutif de l'EMBC qui regroupe les scientifiques les plus éminents en la matière ; il se répartit en quatre grands sous-ensembles : les bourses post-doctorales et de courte durée (destinées à faciliter la mobilité mondiale des chercheurs européens et la venue en Europe de chercheurs non européens), les cours, conférences et ateliers (cours pratiques pour l'introduction de nouvelles technologies et le développement d'échanges scientifiques), le programme de soutien aux jeunes chercheurs indépendants (les candidats sélectionnés des pays membres reçoivent généralement un prix de 15 000 €, payé par leur pays d'origine, et sont insérés dans un réseau animé par l'EMBO) et le programme d'information électronique (développement d'outils performants de recherche sur l'information biologique).

La contribution française à l'EMBC-EMBO est exigible au 31 janvier au plus tard. Avec une part fixée à 14,7205 % du total des contributions des États membres, elle a été appelée à hauteur de 2,558 M€ pour 2012, pour un budget total de l'organisation de 19,247 M€ (+5,1 % par rapport à 2011).

Pour 2013, le budget prévisionnel de l'organisation est projeté à 19,247 M€. La prévision de dépense pour la part française, s'élève à 2,573 M€.

Centre international de recherche sur le cancer (CIRC) : 1,070 M€

L'objectif du CIRC, dont le siège se situe à Lyon, est de promouvoir la collaboration internationale dans la recherche sur le cancer. Le centre est interdisciplinaire et réunit des compétences dans les disciplines de laboratoire, en épidémiologie et en biostatistique pour identifier les causes du cancer, qui permettront d'adopter des mesures préventives afin de réduire les souffrances liées à la maladie. Une caractéristique importante du CIRC est son expertise dans la coordination de la

recherche entre différents pays et différentes organisations : son rôle indépendant, en tant qu'organisation internationale, favorise cette activité. Le centre porte un intérêt particulier à la conduite de recherches dans des pays à ressources faibles et moyennes par le biais de partenariats et de collaborations avec les chercheurs de ces régions.

Une partie essentielle de la mission du centre est l'éducation et la formation des chercheurs sur le cancer dans le monde entier. Pour répondre à cette facette de sa mission, le centre offre des bourses de recherche, organise des cours et diffuse ses publications. La priorité est donnée à la formation de chercheurs de pays à ressources faibles et moyennes dans les domaines de l'épidémiologie et de l'enregistrement des cancers. L'un des produits de la coordination du CIRC est une biobanque de plus en plus importante, qui totalise actuellement plus de 10 millions d'échantillons bien caractérisés, correspondant à 1 million d'individus, en provenance du monde entier.

Les étroites relations de travail que le CIRC entretient avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS), organisation dont il fait partie, permettent aux résultats des recherches menées au centre de se traduire rapidement et efficacement en politiques de lutte contre le cancer.

Les activités du CIRC sont financées essentiellement par les contributions budgétaires de ses 21 États participants. Nombre d'autres programmes de recherche sont également financés par des fonds dits extrabudgétaires provenant de diverses sources nationales et internationales. Le Conseil de direction approuve un budget biennal, dont 70 % sont financés à parts égales par les 21 États participants et 30 % sont répartis conformément au système des unités (51 unités, dont 4 pour la France).

Depuis 2010, le budget voté (biennal) du CIRC et les contributions nationales appelées sont exprimés en euros, en remplacement du dollar américain. Le niveau du budget ordinaire approuvé en mai 2011 pour l'exercice 2012 s'élève à 19,388 M€ dont 1,064 M€ de contribution française.

Pour 2013, le budget global voté de l'organisation s'élève à 19,973 M€

Le montant prévisionnel de la contribution inscrite au PLF 2013 s'élève à 1,070 M€.

TRANSFERTS AUX FONDATIONS ET ASSOCIATIONS : 83,780 M€

Institut Pasteur de Paris : 57,954 M€

L'Institut Pasteur de Paris (IPP) est une fondation privée à but non lucratif dont la mission est de contribuer à la prévention et au traitement des maladies, en priorité infectieuses, par la recherche, l'enseignement, et des actions de santé publique.

Le budget courant voté (compte de résultat prévisionnel) de l'IPP (incluant les Instituts Pasteur du Réseau international) pour 2012 s'élève à 258,5 M€ (+4,7 % par rapport à 2011). Le budget consolidé (compte de résultat et budget d'investissement) est de 299 M€ (-2,2 %).

Les prévisions de revenus des activités propres de l'Institut sont révisées à la hausse pour 2012, à 99,7 M€ (+4,6 M€, +4,8 %). Cette évolution se concentre sur les contrats et conventions de recherche publique, à 22,8 M€ (+3.8 M€, +20,0 %), les contrats industriels à 7,7 M€ (+2,3 M€, +42,6 %) et les autres conventions de recherche (17,8 M€, +0,7 M€, +4,1 %). Sont affichés en diminution les redevances, à 34,9 M€ (-1 M€, -2,8 %) et les prestations de services, à 16,5 M€ (-1,2 M€, -6,8 %).

Les revenus issus du mécénat et les produits du patrimoine s'établissent à 65,1 M€, en baisse sensible (-4,3 M€, -6,2 %), notamment du fait de la baisse des revenus issus du mécénat, à 36,3 M€ (-5,2 M€, -12,5 %). Les produits du patrimoine s'élèvent à 28,8 M€ (+0,9 M€, +3,2 %).

Le compte de résultat (258,5 M€) se décompose en : 116,1 M€ de charges de personnel, 89,5 M€ de fonctionnement courant, 19,4 M€ de provisions et amortissements et 33,5 M€ de restes à payer.

Les dépenses d'investissement, à 40,5 M€, comprennent 19,4 M€ de dépenses d'équipement, 10 M€ de travaux courants et 11,1 M€ de travaux exceptionnels notamment lié au futur Centre de biologie intégrative des maladies émergentes.

Le transfert à l'IPP était de 57,954 M€ en LFI 2012. Il est reconduit au PLF 2013.

Le Réseau international des Instituts Pasteur (RIIP) : 7,993 M€

Le RIIP, présent sur les 5 continents, est aujourd'hui le plus grand réseau de recherche d'intervention et de formation orienté principalement vers les maladies infectieuses. Il regroupe 32 instituts indépendants, relevant chacun des autorités de leur pays et partageant les mêmes missions de lutte contre les maladies principalement infectieuses. Ces instituts, associant environ 9 500 collaborateurs, sont unis par une même culture « pasteurienne » et associés dans des partenariats et des collaborations en matière de recherche scientifique, de formation et de services de santé publique.

L'adhésion au Réseau international est volontaire, et l'admission est décidée par le Conseil des directeurs du RIIP. L'Institut Pasteur de Paris met à la disposition du Réseau international des moyens en personnel pour assurer son bon fonctionnement. Le Réseau International est doté de moyens de liaison et de documentation électroniques afin de mettre à la disposition des Instituts membres, ainsi qu'aux communautés qui les entourent, des informations et des moyens de communications indispensables à leurs activités et à leurs partenariats.

Le transfert au RIIP était de 7,993 M€ en LFI 2012. Il est reconduit au PLF 2013.

Institut Pasteur de Lille : 6,455 M€

Fondation reconnue d'utilité publique en 1898, l'Institut Pasteur de Lille (IPL) a notamment pour activité le développement des recherches fondamentales et appliquées sur toutes questions théoriques ou pratiques liées à la santé de l'homme et de son environnement, et de leur conséquence sur la santé publique.

Le transfert à l'IPL était de 6,455 M€ en LFI 2012. Il est reconduit au PLF 2013.

Institut Curie : 9,423 M€

Fondation à but non lucratif créée par Marie Curie en 1909 et reconnue d'utilité publique en 1921, l'Institut Curie a pour mission de proposer aux malades atteints de cancer des traitements innovants et mener des recherches contre le cancer grâce aux dons et legs qu'il reçoit.

Fort du décloisonnement entre la biologie, la chimie et la physique, le Centre de recherche de l'Institut Curie poursuit ses recherches sur les cancers pour innover dans les traitements contre le cancer. Ces activités scientifiques sont développées au sein de plusieurs laboratoires CNRS ou INSERM. Outre la recherche fondamentale, le Centre de recherche poursuit plusieurs missions :

- l'accueil de post-doctorants étrangers grâce à un programme spécifique ;
- l'accueil de professeurs éminents en année sabbatique grâce aux bourses Yvette-Mayent / Henri-de-Rothschild ;
- la formation à et par la recherche des doctorants ;
- l'enseignement universitaire et post-universitaire aux niveaux national et international ;
- le transfert vers l'hôpital de nouvelles technologies diagnostiques et thérapeutiques ;
- la valorisation des découvertes.

Le budget 2012 du Centre de recherche a été approuvé à 57,031 M€ (+4,894 M€, soit +9,4 % par rapport à 2011). Il s'appuie notamment sur un transfert de l'État relevant du programme 172 de 9,423 M€, et une progression significative des ressources contractuelles à 29,674 M€ (+4,703 M€, +18,8 %). Les charges prévisionnelles se décomposent entre charges de personnel (29,612 M€, dont 14,330 M€ de personnels rémunérés sur contrats de recherche), le fonctionnement des laboratoires et les programmes incitatifs et coopératifs ou PIC (14,882 M€, +11,1 %), le fonctionnement général et l'enseignement (4,255 M€, +2,3 %), l'équipement et les travaux de rénovation des laboratoires (8,014 M€, +24,7 %).

Le budget consolidé de l'Institut Curie (Hôpital, Centre de Recherche, Département de Transfert et Services institutionnels) a été approuvé en déséquilibre (296,308 M€ de recettes pour 310,862 M€ de dépenses, soit un solde final de -14,554 M€) par le conseil d'administration du 30 novembre 2011 et les modalités de couverture de ce déficit (emprunts, ponction sur réserves) feront l'objet d'un arbitrage interne à l'Institut en cours d'année 2012.

Le transfert de l'État pour le financement du Centre de Recherche est de 9,423 M€ au PLF 2013.

Centre d'étude du polymorphisme humain (CEPH - Fondation Jean Dausset) : 1,955 M€

Créé en 1982 et transformé en fondation reconnue d'utilité publique en 1993, le CEPH s'attache à accroître son effort de recherche en direction des programmes considérés comme prioritaires au niveau national :

- le programme national en génomique du cancer, piloté par l'Institut national du cancer (INCa), qui consiste en l'identification des gènes et des variations génétiques jouant un rôle dans la prédisposition au cancer ;
- et le programme Alzheimer, dont le volet « recherche » intègre la détermination des causes génétiques de la maladie.

Il continue en outre d'assurer la conservation et la distribution internationale d'échantillons d'ADN provenant de diverses populations ethniques à travers le monde.

Le budget 2012 du centre a été approuvé à hauteur de 7,173 M€ en recettes et 6,492 M€ en charges, compte tenu d'un solde prévisionnel excédentaire prévisionnel reportable de 0,681 M€ sur 2013 (+1,326 M€, soit +22,7 % par rapport à 2011) par le conseil d'administration du 20 décembre 2011. Les prévisions de dépenses se déclinent à hauteur de 4,466 M€ sur les programmes scientifiques (68,0 %) et de 2,030 M€ sur le fonctionnement courant et le budget travaux (30,9 %).

Le transfert au CEPH est reconduit en 2013 à hauteur de 1,955 M€.

ACTION n° 06 — 10,2 %
Recherches scientifiques et technologiques en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		524 798 481	**524 798 481**	
Crédits de paiement		524 798 481	**524 798 481**	

Cette action a pour but de développer des recherches fondamentales ainsi que leurs applications à différents secteurs économiques, notamment en informatique, télécommunications, multimédia, transport, santé, énergie et sécurité. Dans le domaine des mathématiques et des STIC, un effort particulier est engagé sur les interactions avec les autres disciplines scientifiques, pour lesquelles la modélisation et la simulation jouent un rôle de plus en plus prépondérant.
Les principaux opérateurs de cette action sont le CNRS, l'INRIA et le CEA.

Il importe de souligner la création de l'alliance ALLISTENE (sciences et technologies du numérique), qui favorisera la convergence programmatique des grands opérateurs ainsi que la création, au CNRS, de l'Institut national des mathématiques et de leurs interactions et de l'Institut des sciences de l'information et de leurs interactions qui contribueront au partenariat CNRS-universités dans ces disciplines ainsi que la coordination avec l'INRIA. Parmi les grandes orientations scientifiques actuelles du domaine, on notera le développement des nanosciences et des nanotechnologies et leurs interactions avec les futures architectures de traitement de l'information et de la communication, les recherches concernant l'interaction homme-machine, l'indexation multimédia, les systèmes embarqués et cyberphysiques, la sécurité des systèmes informatiques, le traitement interactif des grandes masses de données, la recherche dans le domaine des logiciels et méthodes numériques pour le calcul distribué et le calcul intensif, les interfaces des STIC avec les domaines de l'énergie « smart grid », de la santé « bio-informatique et e-santé » et des sciences humaines et sociales, et, enfin, les nouvelles interfaces des mathématiques avec les autres disciplines. Les applications attendues dans le domaine des technologies reposent notamment sur :

- la miniaturisation des composants et de leur capacité intégrative dans des systèmes de plus en plus complexes. Ces développements reposent sur des plates-formes de recherche technologique associant les industriels de la micro-électronique, le CEA-LETI et les universités ;
- le développement de logiciels embarqués plus sûrs, robustes, présentant de nouvelles fonctionnalités se traduisant par des systèmes de plus en plus intelligents qui diffusent dans les secteurs industriels stratégiques comme les transports, la défense et la santé ;
- les progrès réalisés dans le domaine des méthodes numériques et des logiciels de simulation et de modélisation, ce qui optimise les coûts de R&D et augmente la compétitivité des entreprises françaises et européennes.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	524 217 481	524 217 481

Il est prévu, dans le cadre des subventions pour charges de service public aux opérateurs du programme inscrites au PLF 2013, un montant de 524,217 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement (271,153 M€ pour le CNRS ; 93,236 M€ pour l'INRIA ; 159,828 M€ pour le CEA).

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances de ce programme.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	581 000	581 000

TRANSFERTS AUX FONDATIONS ET ASSOCIATIONS : 0,581 M€

Centre international de rencontres mathématiques (CIRM) : 0,391 M€

Le CIRM est dédié à l'accueil de rencontres dans le domaine des mathématiques et leurs interactions (physique théorique, informatique, etc.), et organise à ce titre des séminaires en proposant un environnement adapté et reconnu de très haut niveau (salles de conférences, outils informatiques, bibliothèque, hébergement). Unité mixte placé sous la responsabilité conjointe du CNRS et de la Société mathématique de France (SMF), le CIRM, crée en 1970, est un des grands instruments de la recherche en mathématiques en France. Il est essentiellement financé par le ministère chargé de la recherche et le CNRS, mais reçoit également des financements de la ville de Marseille, du Conseil général des Bouches-du-Rhône et du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur.
Au-delà de cette mission traditionnelle, le centre est engagé dans un processus de diversification de ses activités (écoles thématiques, projets « Research in pairs », cours de niveau doctoral, etc.) et veille à leur coordination avec les autres grands instruments des mathématiques ; cette coordination est en effet appelée à se renforcer, tant au niveau national qu'au niveau européen.

Le transfert au CIRM était de 0,391 M€ en LFI 2012. Il est reconduit au PLF 2013.

Centre international de mathématiques pures et appliquées (CIMPA) : 0,190 M€

Centre de l'UNESCO, le CIMPA est une association internationale (loi de 1901), créée à Nice en 1978. Son objectif est de promouvoir la coopération internationale au profit des pays en développement, dans le domaine de l'enseignement supérieur et la recherche en mathématiques et dans les disciplines connexes, l'informatique notamment. Il est financé aujourd'hui par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche et par l'université de Nice Sophia-Antipolis (qui met à sa disposition un professeur et un professeur agrégé) et, dans une moindre mesure, par l'UNESCO ainsi que, depuis 2009, par le MICINN (*Ministerio de Ciencia y de Innovacion*) espagnol, pour ce qui concerne spécifiquement les écoles de recherche en Afrique, en Amérique latine et dans les Caraïbes.
Les activités du CIMPA sont soumises au contrôle d'un conseil scientifique indépendant, garant de la qualité de ses activités.

Depuis 2007, le conseil d'administration du CIMPA a exprimé la volonté de le faire évoluer en un centre européen afin que d'autres pays puissent apporter leur soutien financier et participer à ses activités scientifiques. Une telle évolution donnerait au CIMPA davantage de moyens pour remplir sa mission et lui permettrait notamment de répondre aux nombreuses demandes des pays en développement.

Le transfert au CIMPA était de 0,190 M€ en LFI 2012. Il est reconduit au PLF 2013.

ACTION n° 07 — 13,2 %
Recherches scientifiques et technologiques en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		681 309 734	**681 309 734**	
Crédits de paiement		681 309 734	**681 309 734**	

Cette action a pour but tout autant le développement des connaissances sur les lois fondamentales dans les sciences de la matière et sur les procédés que leurs applications dans les domaines de l'ingénierie des nouveaux matériaux, des systèmes et des interfaces avec la biologie. Elle prépare les ruptures technologiques de demain. Elle a également pour vocation d'irriguer les autres domaines scientifiques par la mise en œuvre de nouveaux concepts et par la mise

au point d'une instrumentation de plus en plus élaborée ainsi que par l'utilisation de plus en plus importante du calcul distribué et du calcul intensif prenant en compte des problématique multi-physiques et multi-échelles.

L'opérateur principal de cette action est le CNRS. Ces recherches sont également conduites dans les laboratoires du CEA (direction des sciences de la matière et direction de la recherche technologique), les écoles d'ingénieurs et les universités. Une coordination des acteurs est opérée par l'intermédiaire des alliances : ANCRE sur l'énergie, ALLISTENE sur les sciences du numérique et AVIESAN sur les technologies de la santé.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	581 309 734	581 309 734

Il est prévu, dans le cadre des subventions pour charges de service public aux opérateurs du programme inscrites en PLF 2013, un montant de 581,310 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement (511,020 M€ pour le CNRS ; 70,290 M€ pour le CEA).

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances de ce programme.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	100 000 000	100 000 000

PROJET INTERNATIONAL, CONTRIBUTION FRANÇAISE

Réacteur thermonucléaire expérimental international (ITER) : 100 M€

Afin de coordonner les engagements français dans le cadre du projet ITER, l'Agence ITER-France (AIF) a été créée pour assurer la mise en œuvre du projet au niveau local et jouer un rôle d'interface vis-à-vis des instances internationales. Bien qu'émanant du CEA, l'Agence dispose de l'autonomie de gestion et d'un budget propre. Au niveau européen, ITER-France est relayé par l'Agence domestique « Fusion à des fins énergétiques » (Fusion for Energy, ou F4E), installée depuis juin 2007 à Barcelone.

Les crédits d'intervention sont versés pour ordre au CEA, qui est chargé de rassembler, au sein du budget de l'Agence ITER-France, l'ensemble des participations financières nationales (État, collectivités territoriales, CEA) au projet. La contribution directe de l'État est prévue à hauteur de 61,9 M€ en 2012 : cette contribution intègre à la fois le financement de l'approche élargie (réajustements entre l'Europe et le Japon pour le projet tokamak JT60-SA, l'installation d'irradiation IFMIF-EVEDA, le centre de calcul de l'International Fusion Energy Research Center (IFERC) et le financement de la construction des installations sur le site de Cadarache.

Sur la période 2011-2013, les contributions de l'État, des collectivités et du CEA sont destinées à financer :

– une partie de l'aménagement du site (engagements pris par la France en complément du financement des collectivités territoriales, suivant l'échéancier signé entre l'AIF et les différents signataires de la convention de partenariat financier du 9 octobre 2006) ;
– une partie de la contribution à la construction versée à l'Agence domestique européenne F4E suivant l'échéancier officiel des contributions demandées à la France (le complément de cette contribution financière étant apporté par le CEA et par les collectivités territoriales) ;

– la contribution française au fonctionnement de F4E, telle qu'elle est définie dans le règlement de l'agence européenne. Les appels de fonds de F4E sont couverts par la subvention du MESR, la contribution des collectivités et une contribution du CEA.

Les données relatives aux travaux de préparation du site sous maîtrise d'ouvrage AIF sont régulièrement actualisées et présentées au Comité de gestion de l'AIF. Les versements des collectivités sont fixés dans les conventions bilatérales signées, conformément à la convention de partenariat du 9 octobre 2006.

Le Conseil européen des Ministres a approuvé le 12 juillet 2010 la révision du contenu technique du projet ITER, de son planning et de son coût (nouvelle « Reference Baseline » d'ITER). Le coût de la construction à charge de l'Union européenne est réévalué à 6,6 Md€, dont 20 % à la charge de la France (périmètre estimé à 5,893 Md€), soit 1,168 Md€ (c.é.2008).
Le Conseil, le Parlement et la Commission européenne ont finalement trouvé un accord en décembre 2011 sur le financement des coûts supplémentaires du projet pour 2012 et 2013, soit 1,3 Md€. Cet accord a été formellement adopté depuis par les institutions de l'UE selon leurs procédures internes.
Coté français, ces nouveaux éléments financiers sont planifiés par l'Agence ITER-France (AIF) dans les esquisses du budget pluriannuel 2013-2016.

Compte tenu de ces éléments, la contribution prévisionnelle directe de l'État est portée à 100 M€ (+38,1 M€) en 2013.

ACTION n° 08 — 6,7 %
Recherches scientifiques et technologiques en physique nucléaire et des hautes énergies

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		344 008 799	**344 008 799**	
Crédits de paiement		344 008 799	**344 008 799**	

Cette action a pour but d'explorer la physique des particules élémentaires, leurs interactions fondamentales, leur assemblage en noyaux atomiques et d'étudier les propriétés de ces noyaux. Pour cette exploration, les instruments sont des détecteurs de particules placés auprès de grands accélérateurs de haute énergie ; ce sont aussi des instruments au sol ou embarqués observant les rayons cosmiques de haute énergie émanant de phénomènes violents observés dans l'Univers ou les manifestations cosmologiques de la physique des particules. Les deux principaux grands accélérateurs (financés en partie ou en totalité par la France) où se développent ces recherches sont celui du CERN et celui du GANIL (Grand accélérateur national d'ions lourds) à Caen. Ces recherches se font dans un cadre international. La contribution française au CERN figure dans cette action.

L'action porte en outre, via le CEA, la contribution de l'État au projet de réacteur expérimental à fusion nucléaire ITER, en phase de développement.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	225 685 179	225 685 179

Il est prévu, dans le cadre des subventions pour charges de service public aux opérateurs du programme inscrites au PLF 2013, un montant de 225,685 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement (182,507 M€ pour le CNRS ; 43,178 M€ pour le CEA).

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances de ce programme.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	118 323 620	118 323 620

ORGANISATION INTERNATIONALE, CONTRIBUTION FRANÇAISE

Organisation européenne pour la recherche nucléaire (CERN) : 118,324 M€

L'Organisation européenne (anciennement « Conseil européen ») pour la recherche nucléaire (CERN), a été instituée par une convention internationale ratifiée le 29 septembre 1954 par les 12 États membres fondateurs (Belgique, Danemark, France, Grèce, Italie, Norvège, Pays-Bas, Allemagne, Royaume-Uni, Suède, Suisse et Yougoslavie). Depuis octobre 2007, les États membres du CERN sont au nombre de 20. En tant que contributeurs au budget de l'organisation, ils disposent d'un siège et d'une voix au Conseil, qui définit tous les grands programmes. Le CERN utilise un ensemble d'accélérateurs linéaires et circulaires et de détecteurs de particules.

L'organisation du CERN repose sur le Conseil des Représentants des États membres, responsable en dernier ressort de toutes les décisions stratégiques. Il est assisté dans sa tâche par deux comités, l'un chargé des questions scientifiques, l'autre des problèmes financiers. Chaque État membre est représenté par deux délégués officiels au Conseil (un représentant des autorités de son pays, un représentant des milieux scientifiques nationaux). Chaque État membre dispose d'une seule voix et la plupart des décisions se prennent à la majorité simple, même si, en pratique, le Conseil cherche à atteindre un consensus.

Le CERN emploie près de 2 500 personnes à plein temps. Il accueille en outre environ 6 500 scientifiques (représentant 500 universités et plus de 80 pays, soit près de la moitié de la communauté mondiale dans ce domaine) qui se succèdent pour effectuer leurs expériences.

En 2012, le budget du CERN approuvé par le Conseil du 15 décembre 2011 est de 1 174,670 MCHF, dont 1 082,155 MCHF de contributions ordinaires des États membres. La France a versé une contribution de 167,953 MCHF, pour une part de 15,5202 %.

Pour 2013, le total des contributions des États membres de l'Organisation devrait être arrêté à 1.101,093 MCHF et la contribution française devrait s'élever à 171,550 MCHF.
La contribution française est reconduite à hauteur de 118,324 M€ pour 2013, avec une hypothèse de taux de change CHF / € normé à 0,7092.

ACTION n° 09 — 6,1 %
Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		314 192 205	**314 192 205**	
Crédits de paiement		314 192 205	**314 192 205**	

De manière croissante, les différentes disciplines coopèrent pour comprendre le fonctionnement d'écosystèmes à partir des problématiques transversales du développement durable liées à l'évolution climatique, aux risques naturels, à la dynamique de la biosphère continentale, à la biodiversité, à l'hydrologie et aux phénomènes de pollution engendrés par une pression anthropique de plus en plus forte. Il s'agit plus globalement de comprendre et de modéliser le fonctionnement du système « Terre », et par conséquent des différentes enveloppes solides, liquides et gazeuses et de leurs interactions.

En sciences de l'univers, les enjeux des prochaines décennies sont de répondre aux grandes questions sur la nature de la matière noire et de l'énergie noire, de décrire la formation et l'évolution des premières étoiles, galaxies et trous noirs et de caractériser les exoplanètes, ouvrant ainsi la voie à de futures recherches en exobiologie.

Les principaux opérateurs du programme sont le CNRS ainsi que l'Institut polaire français Paul-Émile Victor (IPEV), spécialisé dans la mise en œuvre des activités de recherche en Antarctique et Arctique. Le CEA est également bénéficiaire de cette action de par ses recherches fondamentales sur l'énergie relatives au climat et à l'astrophysique. Enfin, soulignons la création de l'alliance pour l'environnement ALLENVI (Alimentation, Eau, Climat, Territoires) qui devra favoriser la convergence programmatique des grands opérateurs dans le domaine.

Cette action inclut également les contributions françaises aux projets scientifiques internationaux dans le domaine de l'astronomie, principalement liés à l'instrumentation comme l'Observatoire européen austral (European Southern Observatory - ESO). Elle repose largement sur les très grandes infrastructures de recherche (TGIR) pour toutes les observations : astronomie, astrophysique, océanographie, écologie et biodiversité.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	284 396 519	284 396 519

Il est prévu, dans le cadre des subventions pour charges de service public aux opérateurs du programme inscrites au PLF 2013, un montant de 284,397 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement (247,688 M€ pour le CNRS ; 28,618 M€ pour le CEA ; 8,090 M€ pour l'IPEV).

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances de ce programme.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	29 795 686	29 795 686

ORGANISATIONS INTERNATIONALES, CONTRIBUTIONS FRANÇAISES : 29,796 M€

Observatoire européen austral (ESO) : 22,484 M€

L'Observatoire européen austral (*European southern Observatory*, ou ESO) est la première organisation intergouvernementale pour l'astronomie en Europe. L'ESO met à la disposition des astronomes des installations scientifiques à la pointe du progrès et emploie environ 700 personnes. Il est soutenu par l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal, la République tchèque, le Royaume-Uni, la Suède et la Suisse. Le siège (comprenant les centres scientifiques, techniques et administratifs de l'organisation) se trouve à Garching, près de Munich en Allemagne.

L'ESO dispose également d'un centre à Santiago du Chili et gère trois sites exceptionnels d'observation dans le désert chilien de l'Atacama : La Silla, Paranal et Chajnantor.

A La Silla, l'ESO exploite plusieurs télescopes de tailles intermédiaires parmi lesquels le plus performant des « chasseurs » d'exoplanètes de faible masse. Sur le Mont Paranal (2 600 mètres d'altitude) se situe le VLT (*Very large Telescope*), observatoire astronomique le plus avancé au monde dans le domaine visible du spectre de la lumière ; ce site est également équipé de l'interféromètre du VLT et des télescopes VST (*VLT Survey Telescope*) et VISTA (*Visible and infrared Survey Telescope for Astronomy*) dédiés à de grands relevés de l'Univers. Le troisième site, sur le plateau de Chajnantor (5 000 mètres d'altitude) situé près de San Pedro de Atacama, accueille le télescope submillimétrique APEX et un gigantesque réseau d'antennes submillimétriques de 12 mètres (ALMA) y est en construction en collaboration avec l'Amérique du Nord, l'Asie du Sud-Est et le Chili.

Début décembre 2009, l'ESO a approuvé la conduite d'une étude préliminaire pour la construction de l'E-ELT (*European extremely large Telescope*), télescope géant de 42 mètres de diamètre qui observera dans le visible et le proche infrarouge. Les premières lumières de ce télescope, plus grand « œil sur le ciel » au monde, seraient attendues en 2017.

Les crédits votés en LFI 2012 pour l'ESO se sont élevés à 22,484 M€. La contribution française au budget 2012 de l'Observatoire a été appelée à hauteur de 22,450 M€ (part France fixée à 16,9399 %).
Pour 2013, la contribution française est reconduite à 22,484 M€.

Centre européen de Prévisions météorologiques à moyen Terme (CEPMMT) : 7,312 M€

Le CEPMMT (*European Centre for Medium-Range Weather Forecasts*, ou ECMWF), créé en 1975, est une organisation intergouvernementale soutenue par 18 États membres européens et 8 autres États coopérants, en voie de devenir membres de l'organisation. Le centre est situé à Reading, à l'ouest de Londres, et emploie environ 180 personnes.

Les principaux objectifs du CEPMMT sont :
- le développement de méthodes numériques pour la prévision météorologique à moyen terme ;
- l'élaboration régulière de prévisions à moyen terme sur l'Europe et la mise à disposition de ces prévisions aux services météorologiques des États membres ;
- la recherche scientifique et technique dans le but d'améliorer ces prévisions ;
- la collecte et l'archivage de données météorologiques.

Le centre met à disposition des États-membres une partie de ses ressources informatiques pour leurs recherches. Il contribue aussi à la mise en place de programmes de l'Organisation météorologique mondiale et dispense des formations en prévision numérique aux personnels scientifiques des États membres. Enfin, il met ses données archivées à la disposition de la communauté scientifique internationale.

Les perspectives budgétaires du CEPMMT pour la prochaine décennie tiennent compte de l'évolution des moyens de calcul, l'objectif principal étant d'améliorer l'anticipation des phénomènes météorologiques extrêmes, ce qui implique un accroissement très significatif des capacités de calcul (de 4 à 20 Teraflops), soit un doublement de la ligne consacrée au calcul en la faisant passer de 10 M€ à 20 M€ environ (augmentation de 25 % du budget du centre et des contributions de ses États membres).

Les contributions nationales, appelées en livres sterling, sont exigibles au 20 mars. En 2012, le CEPMMT dispose d'un budget annuel voté à hauteur de 40,657 M£ (soit 39,145 M£ de contributions des États membres, 1,265 M£ de contributions des États coopérants et 0,247 M£ de contribution supplémentaire unique). La contribution française s'est élevée à 6,189 M£, soit 7,312 M€.

Pour 2013, le budget prévisionnel du Centre est projeté à 39,310 M£, dont 6,215 M£ de contribution française prévue.
La contribution de la France est reconduite à 7,312 M€.

ACTION n° 10 — 6,4 %
Recherches scientifiques en sciences de l'homme et de la société

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		330 929 821	**330 929 821**	
Crédits de paiement		330 929 821	**330 929 821**	

Les sciences humaines et sociales (SHS) sont indispensables pour comprendre les enjeux et les évolutions des sociétés ainsi que les relations qu'elles entretiennent avec leurs environnements physique et social.

L'effort de structuration des SHS est une priorité qui suppose une articulation entre la politique des établissements d'enseignement supérieur et les organismes de recherche (CNRS, INED), et donc une politique active de contractualisation. Pour accomplir leurs missions de recherche, les SHS doivent, en effet, s'appuyer non seulement sur des bibliothèques, mais aussi sur des banques de données statistiques, iconiques, visuelles, linguistiques, des centres de ressources documentaires, d'archivage et de diffusion des données.

La création de l'alliance ATHENA dans le domaine des sciences de l'homme et de la société contribuera à la structuration d'un véritable partenariat entre les universités et les organismes de recherche.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	329 635 200	329 635 200

Il est prévu, dans le cadre des subventions pour charges de service public aux opérateurs du programme inscrites au PLF 2013, un montant de 329,635 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement (320,691 M€ pour le CNRS ; 8,944 M€ pour l'INED).

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	1 294 621	1 294 621

TRANSFERTS AUX FONDATIONS ET ASSOCIATIONS

Centre pour la Recherche économique et ses Applications (CEPREMAP) : 1,295 M€

Le CEPREMAP est né en 1967 de la fusion de deux centres, le CEPREL et le CERMAP, pour éclairer la planification française grâce à la recherche économique. Placé sous la tutelle du ministère chargé de la recherche, sa mission est d'assurer une interface entre le monde académique et les administrations économiques.

Il est à la fois une agence de valorisation de la recherche économique auprès des décideurs et une agence de financement de projets dont les enjeux pour la décision publique sont reconnus comme prioritaires. Ses priorités sont définies en collaboration avec ses partenaires institutionnels : Banque de France, CNRS, Centre d'Analyse stratégique, Direction générale du Trésor, École normale supérieure, INSEE, Agence française de Développement, Conseil d'Analyse économique, ministères chargés du travail (DARES), de l'équipement (DRAST), de la santé (DARES) et de la recherche (DGRI).

Le CEPREMAP bénéficie de soutiens propres apportés par des entreprises ou des institutions pour développer des actions spécifiques auxquelles les chercheurs des programmes seront appelés à participer.

Les programmes de recherche sont au nombre de 5 (« La politique macroéconomique en économie ouverte », « Travail et emploi », « Économie publique et redistribution », « Marchés, firmes et politique de la concurrence », « Commerce international et développement »), animés par des comités de pilotage ; ils associent au total une centaine de chercheurs.

La dotation du CEPREMAP était de 1,295 M€ en LFI 2012. Elle est reconduite au PLF 2013.

ACTION n° 11 — 1,2 %
Recherches interdisciplinaires et transversales

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		62 706 000	**62 706 000**	
Crédits de paiement		62 706 000	**62 706 000**	

Parce que les problèmes et les nouvelles connaissances apparaissent le plus souvent aux interfaces entre disciplines et étant donné la nature de plus en plus complexe des objets scientifiques, il n'existe plus de « continent » disciplinaire de la science qui soit isolé des autres. Tous les secteurs de la science ont besoin des connaissances et des méthodes produites par les autres disciplines pour progresser dans leur propre domaine.

La dynamique interdisciplinaire est donc une des grandes caractéristiques de la science du XXIème siècle, qui reste cependant profondément structurée sur son socle disciplinaire. La définition d'objectifs ambitieux accompagnée de politiques incitatives adaptées est nécessaire pour polariser l'activité des communautés scientifiques distinctes sur des sujets communs et leur offrir un cadre de travail correspondant à une approche pluridisciplinaire qui est souvent la source de grandes applications technologiques innovantes.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	62 706 000	62 706 000

Il est prévu, dans le cadre des subventions pour charges de service public aux opérateurs du programme inscrites au PLF 2013, un montant de 62,706 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement (39,109 M€ pour le CNRS ; 23,597 M€ pour le CEA).

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances de ce programme.

ACTION n° 12 — 1,5 %
Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		78 865 241	**78 865 241**	
Crédits de paiement		78 865 241	**78 865 241**	

L'information scientifique et technique (IST) connaît de profondes transformations avec le développement des technologies de l'information et de la communication. La place prise par les publications scientifiques dans le système d'évaluation de recherche, l'accélération des phénomènes de transfert des connaissances et l'explosion des coûts d'accès aux revues ont incité l'ensemble des opérateurs de l'enseignement supérieur et de la recherche à construire la « bibliothèque scientifique numérique » (BSN). Ce programme vise trois objectifs principaux : répondre aux besoins des chercheurs en portant l'offre qui leur est fournie en IST à un niveau d'excellence mondiale, éviter les redondances sources de dépenses inutiles et améliorer la visibilité de la recherche française. La BSN couvre plusieurs domaines : l'acquisition des revues et archives, les dispositifs d'accès, les dispositifs de signalement, les archives ouvertes, la numérisation, l'archivage pérenne, l'édition numérique et la fourniture de documents.

Cette action comprend les moyens d'IST de quatre EPST (CNRS, INSERM, INRIA, INED) relevant du programme 172, auxquels s'ajoutent les moyens consacrés à la documentation électronique par les établissements d'enseignement supérieur relevant du programme 150.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	78 865 241	78 865 241

Il est prévu, dans le cadre des subventions pour charges de service public aux opérateurs du programme inscrites au PLF 2013, un montant de 78,865 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement (44,775 M€ pour le CNRS ; 15,089 M€ pour l'INSERM ; 16,952 M€ pour l'INRIA ; 2,050 M€ pour l'INED).

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances de ce programme.

ACTION n° 13 Grandes infrastructures de recherche — 4,7 %

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		244 246 000	**244 246 000**	
Crédits de paiement		244 246 000	**244 246 000**	

Les infrastructures de recherche sont des outils dont le premier objectif est de mener une recherche d'excellence et d'assurer une mission de service pour une ou plusieurs communautés scientifiques. Ces infrastructures utilisent des instruments de recherche à la frontière des connaissances technologiques et scientifiques. Elles disposent d'une gouvernance centralisée et de comités scientifiques de haut niveau qui discutent les orientations et assurent l'évaluation. Leur coût de construction et d'exploitation est tel qu'il justifie un processus de décision et de financement concertés au niveau national et éventuellement européen ou international.

L'exercice stratégique mené au cours de l'année 2011 donne les grands cadres de l'intervention publique pour la période 2012-2020. La diversité des outils et des dispositifs concernés a conduit à être plus explicite sur les principes fondateurs des infrastructures de recherche et à proposer une classification qui permet de distinguer des grands ensembles pour lesquels décision politique et engagements financiers sont de nature différente. Ces principes ont été déclinés dans un document stratégique qui propose une liste de chacune des catégories d'infrastructures identifiées : les organisations internationales (OI), les très grandes infrastructures de recherche (TGIR) et les infrastructures de recherche (IR). Chaque catégorie présente un mode de gouvernance et pilotage différenciée, les OI et les TGIR se distinguant par la nécessité d'un suivi individualisé au niveau de l'État.

Ce nouveau schéma a comme mesure phare la création d'un Comité directeur des TGIR, qui sera assisté par un Haut conseil. Ce dispositif est accompagné d'un outil d'aide à la décision : la programmation budgétaire pluriannuelle. De plus, des politiques transverses ont été implémentées, en commençant par une stratégie nationale d'utilisation industrielle des TGIR dont le préalable est la connaissance de leurs coûts complets. En effet, pour la plupart des TGIR appartenant à l'action 13, une présentation des dépenses et ressources, déclinées en masse salariale, investissements et fonctionnement, a été obtenue grâce à une étude menée conjointement par la DGME et la DGRI.

La DGRI est chargée de la déclinaison de la politique gouvernementale dans le domaine des TGIR et des OI : elle consolide et coordonne à l'échelle nationale les actions nécessaires à sa mise en place, et en assure le suivi. Les alliances sont responsables de la programmation des IR dans leur domaine de compétence et les opérateurs sont responsables du pilotage opérationnel des infrastructures hormis pour les OI. Dans ce schéma, l'action 13 regroupe désormais uniquement les TGIR nationales et les participations françaises aux TGIR ou projets de TGIR internationaux. Cet ensemble d'infrastructures fait l'objet d'une programmation budgétaire pluriannuelle préparée avec les organismes opérateurs, par l'intermédiaire d'une enquête budgétaire annuelle.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	229 546 000	229 546 000

Il est prévu, dans le cadre des subventions pour charges de service public aux opérateurs du programme inscrites au PLF 2013, un montant de 229,546 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement (136,749 M€ pour le CNRS ; 78,497 M€ pour le CEA ; 14 M€ pour l'IPEV ; 0,3 M€ pour l'INRIA).

Le PLF 2013 intègre une évolution majeure concernant les très grandes infrastructures de recherche (TGIR) avec la sortie du périmètre de l'action 13 de 18 opérations.
Les montants de cette action ne tiennent désormais plus compte des opérations ex-TGIR reclassées (-58,738 M€). Par ailleurs, un ajustement net (-1,368 M€) a été effectué sur ces opérations reclassées. Le solde des crédits est reventilé dans les autres actions.

Le détail par organisme de cette mesure de périmètre interactions est le suivant :
- CNRS : sortie de 16 opérations TGIR (-57,528 M€), ajustement net de -1,277 M€ ;
- CEA : sortie d'1 opération TGIR (-0,744 M€), ajustement net de -0,056 M€ ;
- INSERM : sortie d'1 opération TGIR (-0,465 M€), ajustement net de -0,035 M€.

Opérations relevant du "périmètre ministériel"	Description synthétique	PLF 2013
Concordia	Base scientifique polaire franco-italienne	4,196 M€
Marion Dufresne	Exploitation et maintien opérationnel du navire, ravitaillement des Terres australes françaises	9,804 M€
Total IPEV		14,000 M€
CFH	Télescope Canada-France-Hawaï (CNRS : 42,5%), société civile de droit hawaïen	2,508 M€
EGO-VIRGO	Observatoire européen gravitationnel (CNRS : 50%), consortium de droit privé italien	7,000 M€
ESRF	Rayonnement synchrotron (CNRS : 13,75%), société civile de droit français	12,178 M€
GANIL-SPIRAL 2	Grand accélérateur national d'ions lourds : masses atomiques élevées, ESFRI	15,340 M€
GENCI et PRACE	Grand équipement national en calcul intensif (CNRS : 20%), société civile	6,000 M€
ILL	Source européenne de neutrons (CNRS : 17%), société civile	14,336 M€
ORPHEE	Réacteur du laboratoire Léon Brillouin (1/3 du réacteur), source de neutrons	3,400 M€
IRAM	Institut de radioastronomie millimétrique (CNRS : 47% des parts de la société civile)	5,526 M€
SOLEIL	Source de rayonnement synchrotron de 3ème génération (CNRS : 72% des coûts)	41,895 M€
XFEL et FAIR	Laser à électrons libres, accélérateur à particules, ESFRI	7,940 M€
CERN	Contribution exceptionnelle	1,071 M€
IODP/ECORD	Programme international de forage profond en mer	4,348 M€
Flotte côtière FOF	Navire côtier/semi hauturier en remplacement du Côte d'Aquitaine	1,164 M€
RENATER	Réseau national de télécommunications pour la technologie, l'enseignement et la recherche	4,270 M€
TGIR SHS	ADONIS, CORPUS et PRODEGO	2,476 M€
IDRIS	Institut du développement et des ressources en informatique scientifique	7,297 M€
ESS neutrons	Projet de source à spallation européenne (estimatif à ce stade)	
Soutien TGIR		
Total CNRS		136,749 M€
ESRF	Rayonnement synchrotron (CEA : 13,75% des parts de la société civile de droit français)	12,178 M€
ILL	Institut Max von Laue-Paul Langevin, source européenne de neutrons	14,336 M€
LLB-ORPHEE	Laboratoire Léon Brillouin (CEA : 50% de l'UMR, 2/3 du réacteur), source de neutrons	6,600 M€
GANIL-SPIRAL 2	Grand accélérateur national d'ions lourds : masses atomiques élevées, ESFRI	17,559 M€
SOLEIL	Source de rayonnement synchrotron de 3ème génération (CEA : 28% des coûts)	16,815 M€
GENCI et PRACE	Grand équipement national en calcul intensif (CEA : 20% des parts de la société civile)	6,000 M€
XFEL et FAIR	Laser à électrons libres, accélérateur à particules (programmation ESFRI)	3,100 M€
Autres TGE d'accueil	Installations et laboratoires d'accueil labellisés par l'Union européenne	
CERN	Contribution exceptionnelle à la R&D du CERN	0,800 M€
CRG ESRF	Lignes de lumière installées sur le synchrotron, via les Comités thématiques SOLEIL	0,548 M€
CRG ILL	Faisceaux de neutrons français installés sur le réacteur de l'ILL	0,561 M€
ESS neutrons	Projet de source à spallation européenne (estimatif à ce stade)	
Total CEA		78,497 M€
GENCI et PRACE	Grand équipement national en calcul intensif (INRIA : 1% des parts de la société civile)	0,300 M€
RENATER		
France GRILLE		
Total INRIA		0,300 M€
GENCI et PRACE	Grand équipement national en calcul intensif (Etat : 49% des parts de la société civile)	14,700 M€
Total Etat (MESR)		14,700 M€

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	14 700 000	14 700 000

Contribution directe de l'État à la société civile GENCI : 14,7 M€

Afin que la France conserve une puissance de calcul compatible avec son rang de puissance industrielle, et suite aux conclusions du Comité interministériel pour la société de l'information (CISI) du 11 juillet 2006, le Gouvernement a décidé la mise en place d'un Grand Équipement national pour le Calcul intensif (GENCI), sous la forme d'une société civile détenue à 49 % par l'État représenté par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, 20 % par le CEA, 20 % par le CNRS, 10 % par les universités et 1 % par l'INRIA.

Le financement par GENCI concerne l'investissement dans les matériels lourds supercalculateurs, à l'exclusion des autres dépenses à la charge des maîtrises d'œuvre (CEA, CNRS, CINES) relatives au fonctionnement, fluides, maintenances, immobilier et petit équipement. Par ailleurs, les évolutions technologiques prévisibles rendent les investissements rapidement obsolètes et posent le principe de leur renouvellement dans un délai compris entre 4 et 6 ans.

La nécessité de disposer de supercalculateurs plus importants (dits « de capabilité ») a conduit l'Union européenne a proposer une coopération européenne, complétant, mais ne remplaçant pas, l'infrastructure française. Les discussions sur cette question font l'objet du projet « PRACE » (*Partnership for advanced Computing in Europe*), pour lequel mandat a été donné à GENCI de représenter la France ; un accord de principe a été signé le 17 avril 2007 et un projet de phase préparatoire proposé lors du dernier appel d'offres du 7e PCRD. Le coût anticipé est de 500 M€ sur 5 ans, la France souhaitant être partenaire principal avec, à terme, un budget de l'ordre de 20 à 25 M€ par an.

Le lancement du projet « PRACE » a été décidé par la réunion de 60 représentants de 14 pays européens au Centre de recherches de Jülich les 29 et 30 janvier 2008. Le but est de mettre en œuvre une infrastructure permanente de superordinateurs composée de six systèmes Tier 0 (les superordinateurs les plus puissants) de différentes architectures (dans l'optique de plusieurs types d'applications). Cette infrastructure pourra alors être exploitée sur une base ouverte pour des projets retenus après un processus de sélection par les pairs.
L'infrastructure visée ne peut être financée par un seul pays, alors que la coordination autorise une offre de plusieurs modèles d'ordinateur et évite que divers pays achètent un même type d'ordinateur. PRACE collaborera aussi avec DEISA « Distributed European Infrastructure for Supercomputing Applications » pour l'accès partagé aux superordinateurs Tier 1 (nationaux). PRACE participera en outre à la coordination de l'e-infrastructure européenne.

Aussi, la programmation de la société civile pour la période 2011-2013 s'inscrit dans la double perspective :

– de maintenir au meilleur niveau les moyens de calculs nationaux, en les renouvelant pour tenir compte des avancées technologiques en la matière et du contexte concurrentiel par rapport à nos principaux partenaires européens (ligne Tiers1) ;
– de tenir les engagements pris dans le cadre de PRACE en assurant l'installation d'une machine pétaflopique au TGCC (Très grand centre de calcul du CEA, à Bruyères-le-Châtel) et la prise en charge de son fonctionnement, en cohérence avec les accords de PRACE (ligne Tier0).

Pour 2013, les moyens totaux de GENCI (moyens nationaux et infrastructures européennes PRACE) s'élèvent à 30 M€.
Pour le programme 172, le montant prévu au PLF 2013 est de 27 M€ : 14,7 M€ de transfert de l'État (54,4 %) et 12,3 M€ venant des organismes associés (45,6 %).

ACTION n° 14 — 10,2 %
Moyens généraux et d'appui à la recherche



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		526 456 882	**526 456 882**	
Crédits de paiement		526 456 882	**526 456 882**	

Cette action concerne les moyens particuliers que les opérateurs de recherche doivent mettre en œuvre pour gérer et administrer le processus de production des connaissances et des technologies à tous les niveaux d'échelle des institutions. Ils viennent en appui à l'activité de recherche pour assurer son efficacité et sa performance, sans se confondre avec elle. Cette action représente les coûts indirects qui ne sont pas a priori imputables à un domaine particulier.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	526 456 882	526 456 882

Il est prévu, dans le cadre des subventions pour charges de service public aux opérateurs du programme inscrites au PLF 2013, un montant de 526,457 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement (325,641 M€ pour le CNRS ; 124,042 M€ pour l'INSERM ; 59,025 M€ pour l'INRIA ; 5,946 M€ pour l'INED ; 10,859 M€ pour le CEA ; 0,944 M€ pour l'IPEV).

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances de ce programme.

OPÉRATEURS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DU PROGRAMME DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

	LFI 2012		PLF 2013	
Nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)	3 911 949 167	3 911 949 167	3 995 557 733	3 995 557 733
Dotations en fonds propres (titre 7-2)				
Transferts (titre 6)	791 900 000	791 900 000	756 154 491	756 154 491
Total	**4 703 849 167**	**4 703 849 167**	**4 751 712 224**	**4 751 712 224**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

EMPLOIS DES OPÉRATEURS Y COMPRIS OPÉRATEURS MULTI-IMPUTÉS SI PROGRAMME CHEF DE FILE

	Réalisation 2011 (1)				**LFI 2012**				**PLF 2013**			
Intitulé de l'opérateur	ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs		
		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*
Académie des technologies		6	2			6	2			6	3	
ANR - Agence nationale de la recherche		190				204				204	35	
CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives		11 611	1 663			11 632	1 706			11 631	1 706	
CNRS - Centre national de la recherche scientifique		27 666	7 353			28 638	7 084			28 632	7 353	
Génopole		43				50				50		
IHEST - Institut des Hautes Etudes pour la Science et la Technologie		10				10				10		
INED - Institut national d'études démographiques		184	48			208	31			208	48	
INRIA - Institut national de recherche en informatique et en automatique		1 675	823			1 794	913			1 794	823	
INSERM - Institut national de la santé et de la recherche médicale		5 667	2 253			6 248	2 282			6 246	2 248	
IPEV - Institut polaire français Paul-Emile Victor		14	83			15	88			15	83	
OST - Observatoire des sciences et des techniques		23				28				28		
Total		**47 089**	**12 225**			**48 833**	**12 106**			**48 824**	**12 299**	

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.
(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME CHEF DE FILE

LFI 2012*						PLF 2013
Emplois sous plafond *en ETP*	Solde des transferts T2/T3	Solde des transferts internes	Solde des transferts externes	Corrections techniques	Solde net des créations ou suppressions d'emplois	Emplois sous plafond *en ETP*
48 833	-9				0	48 824

* Plafond voté en LFI 2012 ou le cas échéant en LFR

PRÉSENTATION DES OPÉRATEURS (OU CATÉGORIES D'OPÉRATEUR)

ACADÉMIE DES TECHNOLOGIES

L'Académie des technologies est la plus jeune des Académies françaises. Créée en décembre 2000 sous le statut d'association, elle a été transformée en établissement public à caractère administratif par l'article 20 de la loi de programme pour la recherche n°2006-450 du 18 avril 2006. Le décret n° 2006-1533 du 6 décembre 2006 qui fixe sa composition et ses règles de fonctionnement est entré en vigueur le 1er janvier 2007.

L'article L. 328-2 du code de la recherche lui confie la mission de conduire des réflexions, formuler des propositions et émettre des avis sur les questions relatives aux technologies et à leur interaction avec la société. Elle mène à cette fin des actions d'expertise, de prospective et d'animation en faisant appel, le cas échéant, aux compétences de personnalités extérieures qualifiées. Elle examine les questions qui lui sont soumises par les membres du Gouvernement. Elle peut se saisir de tout thème relevant de ses missions.

Pour l'accomplissement de ses missions, l'Académie des technologies :

- mène, en toute indépendance, ses travaux dans un cadre interdisciplinaire et au bénéfice d'un large public notamment en contribuant à l'amélioration des enseignements professionnels et technologiques ;
- publie des avis et des rapports, organise des colloques et décerne des prix ;
- participe au développement des réflexions menées au niveau international ou européen ;
- travaille en relation étroite avec l'Académie des sciences de l'Institut de France ;
- coopère avec les autres académies en France comme à l'étranger ;
- associe à ses travaux le secteur de la production, les milieux de la recherche scientifique, le monde politique et social et les acteurs socio-économiques.

L'académie est composée de 168 membres titulaires et de 100 membres émérites.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Pilotage et animation	**1 124**	**1 124**	**1 482**	**1 482**	**1 378**	**1 378**
Subventions pour charges de service public	1 124	1 124	1 482	1 482	1 378	1 378
Total	**1 124**	**1 124**	**1 482**	**1 482**	**1 378**	**1 378**

BUDGET PRIMITIF 2012

Le compte de résultat prévisionnel de l'Académie des technologies pour 2012, approuvé par son Conseil d'administration réuni le 23 novembre 2011, s'établit à 1,792 M€ en produits et 1,762 M€ en charges, soit un résultat prévisionnel légèrement bénéficiaire et comparable à celui du budget voté de 2011 (+0,030 M€, contre +0,040 M€).

Les prévisions de recettes se répartissent entre la subvention du MESR (1,482 M€ en LFI 2012, reconduction), une ressource propre issue d'un contrat d'études conclu avec le MESR (0,250 M€), une subvention issue d'une convention de partenariat avec le CNRS (0,050 M€), des produits de gestion courante (0,007 M€) et financiers (0,003 M€).

Les charges de personnel (taxe sur les salaires, rémunérations et charges), pour 0,526 M€, couvrent essentiellement les rémunérations du personnel (6 ETPT sous plafond et 3 ETPT hors plafond, 0,442 M€).

Les autres charges de fonctionnement s'élèvent à 1,169 M€, dont 1,120 M€ pour le fonctionnement courant et 0,049 M€ de dotations aux amortissements et provisions.

Le fonctionnement courant recouvre « la production académique », pour 0,897 M€ et le fonctionnement général, pour 0,223 M€.

PERSPECTIVES 2013

Relevant de l'action 1 « Pilotage et animation » du programme, et dans le cadre de la norme transversale d'économie de fonctionnement (-7,0%) appliquée aux dépenses de l'État, la subvention du MESR est ramenée à 1,378 M€ (-0,068 M€) au PLF 2013. Le plafond d'emploi est maintenu à 6 ETP.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	407	526	Ressources de l'État	1 124	1 482
			- subventions de l'État	*1 124*	*1 482*
Fonctionnement	1 107	1 236	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	550	50
			Ressources propres et autres	23	260
Total des charges	**1 514**	**1 762**	**Total des produits**	**1 697**	**1 792**
Résultat : bénéfice	183	30	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	**1 697**	**1 792**	Total : équilibre du CR	**1 697**	**1 792**

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	232	79
Investissements	39	30	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources		
Total des emplois	**39**	**30**	**Total des ressources**	**232**	**79**
Apport au fonds de roulement	193	49	Prélèvement sur le fonds de roulement		

(1) voté

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	8	8	9
- sous plafond	*6*	*6*	*6*
- hors plafond opérateurs	*2*	*2*	*3*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

ANR - AGENCE NATIONALE DE LA RECHERCHE

Agence de financement de projets de recherche créée le 9 février 2005 sous la forme d'un GIP, l'ANR est devenue un établissement public administratif sous tutelle du ministère de la recherche à compter du 1er janvier 2007. Elle est régie par le décret n° 2066-963 du 1er août 2006.

L'ANR a vocation à dynamiser le système français de recherche et d'innovation en :

- favorisant l'émergence de nouveaux concepts (les programmes « blancs », dont le contenu est déterminé par la communauté scientifique) ;
- accroissant les efforts de recherche sur des priorités économiques ou de société (appels à projets thématiques) ;
- intensifiant la collaboration entre la recherche publique et l'industrie (appels à projets partenariaux) ;
- développant des partenariats internationaux (appels à projets transnationaux).

L'ANR soutient, au terme d'un processus de mise en concurrence, les projets de recherche selon des critères d'excellence scientifique évaluée par les pairs. Le financement sur projets permet de soutenir les projets les plus ambitieux et les équipes de recherche les plus performantes.

Les programmes relèvent de 6 domaines thématiques (« Biologie et santé », « Environnement et ressources biologiques », « Énergie durable », « Sciences et technologies de l'information et de la communication », « Sciences humaines et sociales », « Ingénierie, procédés et sécurité ») et d'un axe « Partenariat et compétitivité ». L'ANR finance également chaque année des projets libres sur l'ensemble des secteurs scientifiques, dont l'importance a augmenté au cours des années récentes et qui ont représenté la moitié des engagements de l'ANR en 2010 et 2011. Ces projets sont gérés par le département « Recherches exploratoires et émergentes » aux seins de programmes tels que le « Blanc », ou encore « Jeunes chercheurs et jeunes chercheuses ».

En 2011, l'ANR a lancé 41 appels à projets dont 14 étaient ouverts à l'international. Au total, 6 319 dossiers ont été soumis par des équipes de recherche (6 390 en 2010), et ont été examinés par environ 11 000 experts extérieurs (dont 35 % d'experts internationaux) pour environ 14 500 expertises réalisées hors « Investissements d'avenir ». Les projets sont financés sur une durée moyenne de 38 mois. Le taux de sélection moyen s'établit à 21,3 % (22 % en 2010). Les taux de réussite par domaine thématique varient dans une fourchette comprise entre 18,8 % et 26,6 % (entre 19,3 % et 27,4 % en 2010).

Les engagements au titre des programmes financés par l'ANR en 2011 ont bénéficié à 86,2 % au secteur public (84,9 % en 2010) dont 51,3 % pour les principaux organismes de recherche, 20,1 % pour les universités et 13,8 % pour le secteur privé (entreprises, fondations, associations). La part des financements consacrés à la recherche fondamentale est de 68 % (67 % en 2010).

La loi de finances rectificative pour 2010 du 9 mars 2010 a ouvert 35 Md€ de crédits sur le budget de l'État destinés à financer des investissements d'avenir. 21,9 Md€ sont dédiés à l'enseignement supérieur et à la recherche. L'ANR a été désignée comme le principal opérateur des actions de ce programme et gère à ce titre 19,2 Md€, soit un montant initial de 18,85 Md€ complété par une série de redéploiements entre les actions survenus au 1er semestre 2012.

Elle a reçu à la fois des fonds consommables par les bénéficiaires finaux et des fonds non consommables, conservés pour produire des intérêts. Elle est chargée de la mise en œuvre des appels à projets relatifs aux actions « Équipements d'excellence », « Laboratoires d'excellence », « Initiatives d'excellence », Campus, Saclay, « Santé et biotechnologies », « Instituts hospitalo-universitaires », « Fonds national de valorisation », « Instituts de recherche technologique », « Instituts d'excellence pour les énergies décarbonées », « Instituts Carnot » et, depuis 2012, « Sûreté nucléaire ». Une première vague d'appels à projets a été menée en 2010 et le conventionnement touche aujourd'hui à sa fin pour l'ensemble des projets sélectionnés. Une deuxième vague a été lancée au printemps 2011. La phase de préparation qui précède le conventionnement est avancée et a nécessité l'adaptation des projets aux demandes formulées par le jury ainsi que l'évolution des règlements financiers de l'ANR en lien avec le CGI et le ministère chargé de la recherche.

Fin 2012, et sur la base de l'évaluation de l'AERES, le dialogue contractuel entre l'ANR et ses tutelles débutera et devra déboucher sur la signature d'un contrat d'objectif et de performance dans le courant de l'année 2013.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 02 : Agence nationale de la recherche	**686 660**	**686 660**	**759 854**	**759 854**	**686 654**	**686 654**
Subventions pour charges de service public	20 000	20 000	31 000	31 000	30 500	30 500
Transferts	666 660	666 660	728 854	728 854	656 154	656 154
Total	**686 660**	**686 660**	**759 854**	**759 854**	**686 654**	**686 654**

BUDGET PRIMITIF 2012

Le compte de résultat prévisionnel pour 2012 s'établit à 1 337,717 M€ en produits (-41,564 M€ par rapport à 2011) et 1 332,337 M€ en charges (-9,553 M€), soit un résultat prévisionnel bénéficiaire : +5,380 M€ (contre +37,391 M€ au budget primitif 2011).

L'ANR est le principal opérateur pour la mise en œuvre des actions du programme « Investissements d'avenir » (PIA). La convention financière signée entre l'État et l'ANR le 4 janvier 2011, publiée au Journal officiel du 6 janvier 2011, fixe à 30 ETP les moyens fléchés sur la mise en œuvre du PIA (gagés à hauteur de 29 ETP par le MESR et de 1 ETP par le MEDDE au titre des Instituts thématiques d'excellence en matière d'énergie décarbonée, IEED).

Les dépenses de fonctionnement et d'investissement ainsi que les indemnités des membres des jurys sont financées par un prélèvement sur les intérêts générés sur les dotations non consomptibles. Ce remboursement devrait s'élever à 2,515 M€.

Les produits inscrits au compte de résultat recouvrent **la dotation globale** (titres 3 et 6) **du MESR** (action 2 du programme), pour 714,843 M€, réserve de précaution préalablement déduite, **un prélèvement sur produits financiers** issus des dotations non consomptibles afférentes aux IA, pour 2,515 M€, **des ressources affectées** (études et recherches), pour 5,5 M€, **des produits de gestion courante**, pour 20 M€, et **les reprises sur provisions pour charges** (solde d'appels à projets), pour 594,859 M€.

Par enveloppe, le compte de résultat prévisionnel se décompose ainsi que suit : 14,427 M€ (+1,427 M€, +11,0 %) pour les dépenses de personnel, 14,173 M€ (+0,373 M€, +2,7 %) pour le fonctionnement et les dotations aux amortissements, et 1.303,737 M€ (-11,353 M€, -0,9 %) de charges spécifiques (enveloppe « interventions »).

L'enveloppe « Personnel » est fixée à 14,427 M€, soit 9,482 M€ pour la rémunération du personnel (+0,546 M€, +6,1 %), 3,628 M€ de charges sociales (+0,568 M€, +18,6 %), 0,427 M€ d'autres charges sociales et 0,890 M€ d'impôts et taxes sur rémunérations (taxe sur les salaires, principalement).

L'enveloppe « Fonctionnement » est portée à 13,773 M€ (+0,373 M€, +2,8 %), et recouvre notamment le coût du remboursement des personnels mis à disposition ou en délégation (2,820 M€), les frais de déplacement et de missions (3,139 M€), la location des bureaux et parkings (2,748 M€), la rémunération d'intermédiaires et d'honoraires (0,820 M€) et les autres charges globalisées de fonctionnement courant (4,246 M€).

L'enveloppe « Amortissements » est reconduite à 0,400 M€.

L'enveloppe « Interventions » (1 303,737 M€), se répartit entre les dotations aux provisions pour charges couvrant les nouveaux engagements non exigibles en 2012 (452,154 M€) et les versements prévisionnels de 2012 (851,583 M€). Ces derniers permettent de couvrir, en application des échéanciers de paiement retenus, les éditions :

- 2005 pour 5,658 M€ ;
- 2006 pour 12,345 M€ ;
- 2007 pour 12,989 M€ ;
- 2008 pour 37,805 M€ ;
- 2009 pour 127,095 M€ ;
- 2010 pour 188,687 M€ ;

- 2011 pour 210,280 M€ ;
- et 1re tranche des AAP et actions annuelles de l'édition 2012, pour 256,724 M€ ;
- les dossiers FNS, FRT et du FCE étant considérés comme apurés (rappel : 24,500 M€ au budget primitif 2011).

La répartition 2012 des **enveloppes programmatiques** par département, pour un total de 710,18 M€, est fournie dans le tableau ci-après (dépenses 2011 de l'opérateur par destination)

Au tableau de financement prévisionnel, **l'enveloppe « Investissement »** (interfaçage des infrastructures informatiques : système d'information métier, SIM, et nouveau système d'information budgétaire et comptable, SIBC) est fixée à 1,211 M€ (-0,089 M€, -6,8 %).

Compte tenu d'une insuffisance d'autofinancement (IAF), ressortant à -136,926 M€, l'exécution prévisionnelle des opérations en capital se traduit par une réduction du fonds de roulement (-138,137 M€).

PERSPECTIVES 2013

A structures constante et courante, la dotation globale inscrite sur l'enveloppe de crédits du programme s'établit à 686,654 M€ en AE et en CP au PLF 2013.

Dans le respect des orientations du Gouvernement, les moyens dédiés aux interventions (appels à projets et actions relevant du Département « partenariats et compétitivité ») sont réduits pour amorcer un rééquilibrage entre recherche sur projets et moyens de base des organismes de recherche. Les moyens d'intervention sont ainsi ramenés à 656,154 M€ sur le titre 6 (catégorie 64) du budget de l'État, soit -72,7 M€ par rapport à 2012.

La subvention finançant le budget de fonctionnement de l'Agence, relevant du titre 3 (catégorie 32), est ramenée à 30,500 M€, soit -0,5 M€ par rapport à 2012.

L'ajustement « au réel » du prélèvement sur intérêts financiers des dotations PIA, en gestion, fera l'objet d'une révision annuelle de la convention financière avec l'État.

Le plafond d'emploi de l'Agence est maintenu à 204 ETP.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat (en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	12 314	14 427	Ressources de l'État	686 705	714 843
			- subventions de l'État	*686 705*	*714 843*
Fonctionnement	18 251	14 173	*- ressources fiscales*		
Intervention	1 250 880	1 303 737	Autres subventions		
			Ressources propres et autres	614 805	622 874
Total des charges	**1 281 445**	**1 332 337**	**Total des produits**	**1 301 510**	**1 337 717**
Résultat : bénéfice	20 065	5 380	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	**1 301 510**	**1 337 717**	Total : équilibre du CR	**1 301 510**	**1 337 717**

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	117 625	136 926	Capacité d'autofinancement		
Investissements	1 094	1 211	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources		
Total des emplois	**118 719**	**138 137**	**Total des ressources**		
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	118 719	138 137

(1) voté

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Connaissance du vivant			65 000		**65 000**
Information, communication et nanotechnologies			69 000		**69 000**
Non-thématique (dont programme "blanc")			250 500		**250 500**
Partenariats et compétitivité			161 448		**161 448**
Recherche partenariale et valorisation			18 500		**18 500**
Sciences humaines et sociales			9 500		**9 500**
Sécurité et recherche duale			21 232		**21 232**
Urgence environnementale et écotechnologies			115 000		**115 000**
Total			**710 180**		**710 180**

Les dépenses 2012 présentées par destination correspondent à la programmation des interventions en AE.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	190	204	239
- sous plafond	*190*	*204*	*204*
- hors plafond opérateurs			*35*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	34	32	32
- rémunérés par l'État par d'autres programmes	*34*	*32*	*32*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES DÉPENSES D'AVENIR

En tant qu'opérateur intermédiaire

(en milliers d'euros)

Crédits reçus en 2010 au titre des dépenses d'avenir (1)		Consommation réalisée cumulée au 31/12/ 2011		Prévision de consommation en 2012		Prévision de consommation en 2013	
AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
18 850 000	18 850 000	269 712	269 712	1 290 621	1 290 621	1 111 282	1 111 282

(1) Sur la base des conventions d'attribution signées.

L'ANR est le principal opérateur intermédiaire chargé de la gestion des crédits des programmes d'investissements d'avenir : sur les 35 Md€ ouverts par la loi de finances rectificative du 9 mars 2010, 18,85 Md€ transitent par l'ANR, dont 15,9 Md€ de dotations non consommables et 3 Md€ de dotations consommables.

L'agence est chargée de la mise en œuvre des appels à projets relatifs aux actions « Équipements d'excellence », « Laboratoires d'excellence », « Initiatives d'excellence », « Santé et biotechnologies », « Instituts hospitalo-universitaires », « Fonds national de valorisation », « Instituts de recherche technologique », « Instituts d'excellence en matière d'énergies décarbonées » et « Instituts Carnot ».

Une première vague d'appels à projets a été menée en 2010 et les projets retenus ont été mis en place au cours de l'année 2011. La deuxième vague a été lancée au printemps 2011 pour une mise en place des financements au cours de l'année 2012.

CEA - COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE ET AUX ÉNERGIES ALTERNATIVES

Créé par l'ordonnance constitutive du 18 octobre 1945, le CEA est un établissement de recherche à caractère scientifique technique et industriel relevant de la classification des EPIC. Il est placé sous la tutelle des ministères chargé de la recherche, de l'énergie, de la défense, du redressement productif et des finances.

La loi du 9 mars 2010 a modifié la dénomination du CEA, qui s'appelle désormais Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives, de façon à mieux traduire l'implication du CEA à la fois dans le domaine du nucléaire et dans celui des nouvelles technologies de l'énergie.

Dans le domaine des énergies bas carbone, le CEA est ainsi aujourd'hui un opérateur de recherche scientifique et technologique. Sa stratégie de recherche s'appuyant sur un socle de recherche fondamentale d'excellence et une recherche technologique développant de l'innovation, s'inscrit dans une perspective de développement durable en préparant la transition vers un bouquet énergétique décarboné, en promouvant des technologies économes en énergie, en accroissant la part des énergies renouvelables en substitution aux énergies fossiles, en tirant le meilleur parti des synergies entre le nucléaire et les renouvelables, et en se dotant des outils d'analyses et de maîtrise de l'impact sur le climat et l'environnement, ainsi que de capacités d'analyse technico-économique.

Dans le domaine de l'innovation et du soutien industriel par la recherche technologique, le CEA est un acteur reconnu (premier déposant public en France avec 665 brevets déposés en 2011 et un portefeuille de 4 200 brevets prioritaires). Il contribue au renforcement de la compétitivité industrielle de la France :

- au moyen de partenariats de R&D avec les industriels (plus de 500 partenariats) ;
- par une politique favorisant la création d'entreprises et de technologies innovantes (plus de 150 start-up créées depuis 1984) ;
- par une politique d'achats représentant environ 60 % du total de ses dépenses favorisant l'activité. Ces achats sont largement de hautes technologies ;
- en structurant des écosystèmes de l'innovation au plan régional, national et européen.

Déployée sur cinq centres de recherche (Fontenay-aux-Roses, Saclay, Grenoble, Cadarache, Marcoule), la composante civile du CEA est organisée en 4 grands programmes et une mission :

- le programme « Énergies bas carbone et recherche fondamentale associée » (énergie nucléaire, nouvelles technologies pour l'énergie, recherche fondamentale pour l'énergie et les sciences du vivant pour l'énergie) ;
- le programme « Technologies pour l'information et technologies pour la santé et recherche fondamentale associée » (TIS ; micro-nanotechnologies, recherche fondamentale pour les technologies de l'information et de la santé, technologies des systèmes numériques et technologies pour la santé et les biotechnologies) ;
- la « conception et l'exploitation des très grandes infrastructures de recherche (TGIR) » (ESRF, ILL, Orphée, Ganil, Spiral II, Soleil, GENCI, FAIR, X-FEL et ICOS) et la recherche fondamentale en liaison avec les TGIR ;
- le programme « NRBC » (risques nucléaires, radiologiques, biologiques et chimiques et lutte contre le terrorisme) ;
- la mission d'enseignement supérieur et formation (INSTN), le CEA s'impliquant fortement dans la transmission du savoir et la formation par la recherche dans ses domaines d'expertise en promouvant la recherche de partenariats avec les établissements d'enseignement supérieur.

Les grands programmes et objectifs civils du CEA sont décrits dans le contrat d'objectifs et de performance pour la période 2010-2013 qui couvre l'ensemble de ses activités civiles.

Dans le cadre des lois de programmation militaire, la direction des applications militaires du CEA développe les programmes nécessaires pour garantir la pérennité de la dissuasion nucléaire française. Elle porte également une mission de sécurité globale, notamment pour la surveillance des traités de non prolifération et la lutte anti-terrorisme.

Outre les partenariats industriels cités ci-dessus, la stratégie du CEA s'inscrit dans un cadre de développement de partenariats français, européens ou étrangers avec les organismes de recherche et les universités (52 unités mixtes de recherche avec les grands organismes de recherche et d'enseignement supérieur et 55 accords-cadres signés avec des universités et écoles d'ingénieurs, des partenariats avec les grands instituts mondiaux de recherche technologique).

Le CEA est membre fondateur de quatre alliances nationales de recherche dans les domaines de l'énergie (ANCRE dont l'administrateur général du CEA est président pour 2011-2013), des sciences de la vie et de la santé (AVIESAN), des sciences et techniques numériques (ALLISTENE) et des sciences de l'environnement (ALLENVI).

Enfin, dans le cadre du programme investissements d'avenir (PIA), les équipes du CEA se sont largement impliquées et mobilisées pour répondre aux différents appels à projets compétitifs qui ont eu lieu en 2010 et 2011, et le CEA a été lauréat avec ses partenaires académiques et industriels sur plus de 100 projets.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Pilotage et animation	**362**	**362**	**542**	**542**		
Subventions pour charges de service public	362	362	542	542		
Action n° 05 : Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la vie, biotechnologies et santé	**103 765**	**103 765**	**103 765**	**103 765**	**103 133**	**103 133**
Subventions pour charges de service public	103 765	103 765	103 765	103 765	103 133	103 133
Action n° 06 : Recherches scientifiques et technologiques en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	**162 552**	**162 552**	**162 552**	**162 552**	**159 828**	**159 828**
Subventions pour charges de service public	162 552	162 552	162 552	162 552	159 828	159 828
Action n° 07 : Recherches scientifiques et technologiques en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	**133 388**	**133 388**	**133 388**	**133 388**	**170 290**	**170 290**
Subventions pour charges de service public	71 488	71 488	71 488	71 488	70 290	70 290
Transferts	61 900	61 900	61 900	61 900	100 000	100 000
Action n° 08 : Recherches scientifiques et technologiques en physique nucléaire et des hautes énergies	**43 914**	**43 914**	**43 914**	**43 914**	**43 178**	**43 178**
Subventions pour charges de service public	43 914	43 914	43 914	43 914	43 178	43 178
Action n° 09 : Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	**29 106**	**29 106**	**29 106**	**29 106**	**28 618**	**28 618**
Subventions pour charges de service public	29 106	29 106	29 106	29 106	28 618	28 618
Action n° 11 : Recherches interdisciplinaires et transversales	**23 999**	**23 999**	**23 999**	**23 999**	**23 597**	**23 597**
Subventions pour charges de service public	23 999	23 999	23 999	23 999	23 597	23 597
Action n° 13 : Grandes infrastructures de recherche	**70 417**	**70 417**	**79 297**	**79 297**	**78 497**	**78 497**
Subventions pour charges de service public	70 417	70 417	79 297	79 297	78 497	78 497
Action n° 14 : Moyens généraux et d'appui à la recherche	**2 485**	**2 485**	**12 169**	**12 169**	**10 859**	**10 859**
Subventions pour charges de service public	2 485	2 485	12 169	12 169	10 859	10 859
Total pour ce programme	**569 988**	**569 988**	**588 732**	**588 732**	**618 000**	**618 000**

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Programme 190 : Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	**666 099**	**666 099**	**702 160**	**702 160**	**769 000**	**769 000**
Subventions pour charges de service public	666 099	666 099	702 160	702 160	769 000	769 000
Programme 191 : Recherche duale (civile et militaire)	**33 191**	**33 191**	**34 452**	**34 452**	**33 452**	**33 452**
Subventions pour charges de service public	33 191	33 191	34 452	34 452	33 452	33 452
Total	**1 269 278**	**1 269 278**	**1 325 344**	**1 325 344**	**1 420 452**	**1 420 452**

Le CEA reçoit par ailleurs une subvention de 7,2 M€ en 2012 du programme 212 « soutien de la politique de défense ».

ÉTAT PRÉVISIONNEL DES RECETTES ET DES DÉPENSES 2012

Sur le périmètre de l'ensemble des activités du CEA au format de présentation 2011, l'EPRD 2012 présente un solde de gestion positif de 2,300 M€, soit 4.341,500 M€ de produits (+42,600 M€, +1,0 %) et 4.339,200 M€ de charges (+36,100 M€, +0,8 %). Pour le PAP, l'inscription de la totalité des SCSP en produits du compte de résultat (alors que celles-ci étaient auparavant imputées au compte de résultat et au tableau de financement, ce qui n'a pas lieu d'être dès lors que les programmes contributeurs ne versent pas de dotation en fonds propres conformément aux dispositions de la circulaire budgétaire du 21 juillet 2011 relative au cadre budgétaire et comptable des opérateurs de l'État) dégage un résultat et un autofinancement élevé (428,300 M€) qui permet de financer l'investissement.

Par rapport à l'an passé, la hausse observée provient essentiellement des subventions civiles notifiées, hors ITER (+12,200 M€, +1,1 %), des financements externes civils (+37,100 M€, +4,7 %) et des crédits notifiés dans le cadre du PIA « Nucléaire de demain » pour 201,500 M€ (+33,300 M€, +19,8 %).

L'EPRD distingue traditionnellement les programmes à finalité et à financement civil, et les programmes « défense » recouvrant l'ensemble des actions financées par des crédits du ministère de la Défense ou sur des ressources propres liées à ces programmes.

Le budget civil s'établit à 2.680,4 M€ en ressources (+43,9 M€, +1,7 %) et à 2.678,1 M€ en emplois (+37,4 M€, +1,4 %), et dégage un solde de gestion prévisionnel positif (+2,3 M€).

Les financements civils de l'État sont totalisés à 1.341 M€ (+45,5 M€, +3,5 %) et regroupent :

- une « subvention civile » globalisant, au PLF 2012, les SCSP inscrites au titre de la MIRES aux programmes 172 (MESR ; 526,9 M€), 190 (MEDDE ; 513,7 M€) et 191 (ministère de la Défense ; 33,5 M€), soit 1.074,1 M€ (+1,1 %) ;
- une dotation spécifique au titre des post-doctorants (action 1 du programme 172) : 0,5 M€ ;
- un transfert du programme 172 reconduit au PLF 2012 : 61,900 M€, représentant la contribution directe de l'État au projet ITER, versée par le CEA à l'Agence ITER-France chargée de rassembler l'ensemble des financements nationaux (État, CEA, collectivités locales) ;
- une SCSP relevant du programme 329 « Nucléaire de demain » versée dans le cadre du PIA : 201,5 M€ ;
- la convention signée avec le MEDDE pour le projet « Cratanem » relevant des programmes 128 et 181 : 3,5 M€.

Le montant total de la mise en réserve de crédits pour 2012 portée sur la subvention civile est arrêté à 35,550 M€.

Le périmètre **des recettes externes** est défini comme la somme des financements par les industriels, les collectivités locales, l'Union européenne, les partenaires publics et les agences publiques de moyens.

La progression des recettes externes maintient un niveau de croissance dynamique, constaté depuis plusieurs années (+37,100 M€, +4,7 %). Cette croissance des ressources est essentiellement issue des contrats de recherche obtenus dans le cadre du PIA.

Les recettes prévisionnelles des Fonds dédiés (civil et défense) sont ramenées à 513,6 M€ (-7,0 %, après -6,5 % en 2011)

Sur le Fonds dédié civil, le budget des opérations pour 2012 est prévu à hauteur de 307,6 M€ (-17,2 M€, -5,3 %). Ce budget intègre depuis 2010 les coûts de main-d'œuvre interne CEA.

La répartition par domaine est la suivante :
- 179,6 M€ (-6,7 %) pour le démantèlement ;
- 107,9 M€ (+3,4 %) pour l'assainissement ;
- 10 M€ (-34,2 %) pour les installations et procédés ;
- 10,1 M€ (-19,8 %) pour l'environnement.

Le Fonds dédié aux unités Défense est en recul (-21,5 M€, -9,5 %).

Les dépenses prévisionnelles des programmes civils sont affichées à 2.078,5 M€ (+28,3 M€, +1,4 %)

L'effectif physique engagé du CEA prévu pour 2012 s'établit à 15.983 agents au total : 11 227 pour les unités civiles et 4 756 pour les unités Défense. L'effectif global du secteur civil progresse de +45 ETPT, recrutés en CDI afin de ré-internaliser une partie des compétences de gestion de projet d'assainissement démantèlement, actuellement assuré par contrats d'assistance (sous-traitance). Cette opération est sans impact sur le plafond d'emplois de l'organisme.

Au budget civil, **la masse salariale stricte** (860,4 M€) progresse de 3,1 % (contre 1,4 % en 2011). 136 départs en retraite sont prévus en 2012 (+23 %), occasionnant une augmentation des charges de retraite (3,2 M€, +54,2 %) prévisibles.

Sur un périmètre comprenant les recherches dans le domaine de l'énergie élargi aux opérations d'assainissement et de démantèlement nucléaires, les dépenses de programmes sur les traditionnels 5 grands domaines du CEA civil (+28,3 M€, +1,4 %) se répartissent de la manière suivante :
- segment « Énergie bas carbone et activités associées » : 963,3 M€ (+29,1 M€, +3,1 %) et 490,4 M€ pour les opérations d'assainissement-démantèlement (-32,6 M€, -6,2 %), « Astrid » et le RJH étant financés respectivement à hauteur de 128,4 M€ et 218,4 M€ ;
- segment « Technologies de l'information et de la santé (TIS) » : 496,1 M€ (+20,5 M€, +4,3 %) ;
- accès aux TGIR et TGE : 83,7 M€ (+7,9 M€, +10,4 %) ;
- enseignement relevant de l'Institut national des sciences et techniques nucléaires (INSTN) : 33,7 M€ (+3 M€, +9,8 %) ;
- programme « NRBC » (lutte contre le terrorisme nucléaire, radiologique, biologique et chimique) : 11,3 M€ (+0,4 M€, +3,7 %).

PERSPECTIVES 2013

Votée à hauteur de 526,290 M€ en LFI 2012, la subvention récurrente du MESR s'élève à 518,002 M€ au PLF 2013 (-8,288 M€, -1,6 %), à structures constante et courante.

Cette évolution intègre une actualisation des coûts de main d'œuvre (+4,746 M€) et des économies portant sur le fonctionnement et les effectifs (-12,978 M€). Les crédits relevant de l'action 13 (TGIR) s'élèvent à 78,497 M€. Ce montant n'intègre plus l'ex-opération TGIR reclassée « ICOS/IAGOS » (-0,744 M€, crédits de l'action 13), sur lequel un ajustement net a par ailleurs été effectué (-0,056 M€).

Compte tenu d'une mesure de transfert d'emplois de post-doctorants en EPST vers le programme 150 (poursuite de la pérennisation ou régularisation d'emplois de DDRT et postes fonctionnels au sein de la DGRI), le plafond d'emplois du CEA au PLF 2013 est ramené de 11.632 ETP à 11.631 ETP (-1 ETP).

La répartition du dispositif post-doctoral ministériel relevant de l'action 1 du programme 172 (nombre de contrats et crédits correspondant) interviendra au cours de l'année 2013.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat (en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	1 009 900	1 040 300	Ressources de l'État	743 000	1 279 100
			- subventions de l'État	*743 000*	*1 279 100*
Fonctionnement	984 700	1 153 900	*- ressources fiscales*		
Intervention	76 400		Autres subventions	95 100	61 900
			Ressources propres et autres	1 228 100	1 281 500
Total des charges	**2 071 000**	**2 194 200**	**Total des produits**	**2 066 200**	**2 622 500**
Résultat : bénéfice		428 300	Résultat : perte	4 800	
Total : équilibre du CR	**2 071 000**	**2 622 500**	Total : équilibre du CR	**2 071 000**	**2 622 500**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	4 800		Capacité d'autofinancement		428 300
Investissements	446 200	483 900	Ressources de l'État	335 900	
			Autres subv. d'investissement et dotations	110 300	46 000
			Autres ressources		11 900
Total des emplois	**451 000**	**483 900**	**Total des ressources**	**446 200**	**486 200**
Apport au fonds de roulement		2 300	Prélèvement sur le fonds de roulement	4 800	

(1) voté

Le montant des subventions de l'État (programmes 172, 190, 191, 181, 128), s'élevant à 1.279,1 M€, est désormais comptabilisé dans les produits du compte de résultat. Il convient de remarquer que cette inscription permet de dégager un autofinancement important qui finance les investissements.

Au compte de résultat, la ligne « Autres subventions » ne retrace plus désormais que le transfert de l'État relatif au projet ITER (61,9 M€).

Au tableau de financement, la ligne « Autres subventions d'investissement » correspond aux subventions d'investissement reçues des collectivités territoriales (46 M€) pour les opérations relevant des CPER et la ligne « Ressources propres et autres » comptabilise les recettes en capital (11,9 M€) émanant d'OSEO (dont l'ex Agence de l'innovation industrielle - AII).

Le solde des recettes est porté sur la ligne « Ressources propres et autres » du compte de résultat.

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Démantèlement - Assainissement	194 853	211 232		84 315	**490 400**
Energie	382 752	414 926		165 622	**963 300**
Enseignement (INSTN)	13 390	14 516		5 794	**33 700**
Lutte contre le terrorisme (programme NRBC)	4 490	4 867		1 943	**11 300**

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Programmes défense exécutés par les unités civiles	-159	-241			**-400**
Projet ITER		28 221		33 679	**61 900**
Soutien général : comptes centraux, charge fiscale		-2 000			**-2 000**
Soutien général : comptes centraux, hors charge fiscale	12 000	13 008		5 192	**30 200**
Soutien général : frais de structure	140 060	151 834		60 606	**352 500**
Soutien général : patrimoine	55 269	59 915		23 916	**139 100**
Technologies pour l'information et la santé	197 118	213 687		85 295	**496 100**
Très grands équipements d'accueil, TGIR, TGCC, Cratanem	40 527	43 935		17 538	**102 000**
Total	**1 040 300**	**1 153 900**		**483 900**	**2 678 100**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	13 274	13 338	13 337
- sous plafond	*11 611*	*11 632*	*11 631*
- hors plafond opérateurs	*1 663*	*1 706*	*1 706*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

La prévision d'emplois hors plafond du commissariat à l'énergie atomique et aux énergies renouvelables ne prend pas en compte les éventuels recrutements associés à une initiative de développement de la recherche technologique, intégralement financée par des contributions industrielles, qui pourrait être engagée en 2013.

CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES DÉPENSES D'AVENIR

En tant qu'opérateur intermédiaire

(en milliers d'euros)

Crédits reçus en 2010 au titre des dépenses d'avenir (1)		Consommation réalisée cumulée au 31/12/ 2011		Prévision de consommation en 2012		Prévision de consommation en 2013	
AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
915 850	915 850	86 900	86 900				

(1) Sur la base des conventions d'attribution signées.

En tant que bénéficiaire final

(en milliers d'euros)

Montant cumulé de crédits reçus au 31/12/ 2011 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/ 2011
907 200	127 200

Prévision de crédits au titre de 2012 (2)	Prévision de consommation en 2012	Prévision de crédits au titre de 2013 (2)	Prévision de consommation en 2013
	224 000		

(1) Somme des crédits encaissés par l'opérateur en 2010 et 2011 au titre des différents projets auxquels il participe (qu'il en soit le coordinateur ou non).
(2) Prévision du montant des crédits encaissés par l'opérateur en 2012 et 2013.

CNRS - CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Fondé en 1939, le Centre national de la recherche scientifique est un EPST placé sous la tutelle du ministre chargé de la recherche et régi par le décret n° 82-993 du 24 novembre 1982.

Organisme de recherche à vocation multidisciplinaire, l'activité du CNRS recouvre la quasi-totalité des domaines scientifiques et toutes les actions recherche du programme 172 de la MIRES ; il est implanté sur l'ensemble du territoire national (19 délégations régionales).

L'organisation du CNRS répond à cinq grandes priorités :

- focaliser la direction du Centre sur sa dimension scientifique et sa vision stratégique : le collège de direction du CNRS regroupe le directoire de l'établissement et les directeurs d'institut ;
- se recentrer sur la fonction de pilotage scientifique des UMR en partenariat avec les universités. Le CNRS accompagne les universités et les PRES dans l'élaboration d'une politique scientifique de site, en proposant un partenariat stratégique renforcé, plus sélectif en faveur des secteurs identifiants du site afin de promouvoir son attractivité. Il s'emploie, avec ses partenaires, à soutenir prioritairement les laboratoires porteurs de projets innovants, structurant la communauté ou favorisant l'émergence d'une interdisciplinarité sur le site. C'est dans ce contexte que le CNRS est impliqué dans de nombreux projets lauréats des « Investissements d'avenir » qu'il développe avec ses partenaires universitaires ;
- développer les missions de prospective et de programmation de ses dix instituts ; en complément de sa politique d'ancrage territorial, le CNRS remplit ses missions d'animation et de coordination nationale des divers champs disciplinaires, de mise en réseau des plates-formes d'équipements et de soutien et développement des très grandes infrastructures de recherche ;
- affirmer son rôle dans le développement économique du pays en déployant une politique active pour favoriser l'articulation entre la création de valeur et le captage de celle-ci par les partenaires économiques ;
- prendre une part active dans le renforcement de l'espace européen de la recherche et développer des collaborations internationales dans le cadre d'une stratégie clairement définie, mais aussi de grands programmes scientifiques pluridisciplinaires internationaux (ex. du programme Mistrals sur la Méditerranée).

Le CNRS compte environ 10 800 chercheurs statutaires et 11 300 ingénieurs et personnels techniques affectés dans l'une des 1 032 unités de recherche ou des 105 unités de service. La très grande majorité de ces unités sont constituées et pilotées en partenariat avec plus de 180 établissements d'enseignement supérieur et de recherche ou autres organismes ou institutions de recherche.

Des études menées en 2011 montrent que, hors recherche médicale, les unités CNRS contribuent à 71 % des publications françaises. En physique, en chimie et en science de l'univers, la part des publications issues des unités CNRS s'élève à environ 80 % des publications françaises.

Disposant de 11 représentations permanentes à l'étranger (Bruxelles, Hanoï, Malte, Moscou, New Delhi, Pékin, Prétoria, Rio de Janeiro, Santiago du Chili, Tokyo, Washington) le CNRS est impliqué dans 50 accords de coopération avec une quarantaine de pays, 331 programmes internationaux de coopération scientifique, 127 laboratoires européens et internationaux associés, 112 groupements de recherche européens et internationaux et 30 unités mixtes internationales (UMI).

Par essence, le CNRS mène une politique dynamique et ambitieuse autour de l'interdisciplinarité et la pluridisciplinarité. Cette politique est mise en œuvre au niveau des instituts mais aussi par la Mission pour l'interdisciplinarité. Cette dernière met en œuvre des processus (appels d'offres, accompagnement des chercheurs, des unités, des sites) permettant de détecter et de soutenir des projets à risques et de parier sur les questions de demain.

Le CNRS, qui possède un portefeuille de 4 382 familles de brevets actifs, est au premier rang des institutions publiques pour le dépôt de brevets en France (611 brevets prioritaires publiés en 2011 et 55 logiciels déposés). Sur ces brevets, le CNRS compte 864 licences actives, dont 641 gérés par le CNRS, soit un taux d'exploitation moyen de 20 %. 670 entreprises innovantes ont été créées entre 1999 et fin 2011 (dont 61 en 2011) issues ou adossées à des unités du CNRS.

Enfin le CNRS est présent dans l'ensemble des 5 alliances thématiques créées en 2009 et 2010 : AVIESAN (sciences de la vie), ANCRE (énergie), ALLISTENE (informatique), ALLENVI (environnement) et ATHENA (sciences humaines et sociales).

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Pilotage et animation	**14**	**14**	**3 316**	**3 316**		
Subventions pour charges de service public	14	14	3 316	3 316		
Action n° 05 : Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la vie, biotechnologies et santé	**504 210**	**504 210**	**501 364**	**501 364**	**530 294**	**530 294**
Subventions pour charges de service public	504 210	504 210	501 364	501 364	530 294	530 294
Action n° 06 : Recherches scientifiques et technologiques en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	**255 790**	**255 790**	**256 361**	**256 361**	**271 153**	**271 153**
Subventions pour charges de service public	255 790	255 790	256 361	256 361	271 153	271 153
Action n° 07 : Recherches scientifiques et technologiques en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	**482 065**	**482 065**	**483 141**	**483 141**	**511 020**	**511 020**
Subventions pour charges de service public	482 065	482 065	483 141	483 141	511 020	511 020
Action n° 08 : Recherches scientifiques et technologiques en physique nucléaire et des hautes énergies	**172 166**	**172 166**	**172 550**	**172 550**	**182 507**	**182 507**
Subventions pour charges de service public	172 166	172 166	172 550	172 550	182 507	182 507
Action n° 09 : Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	**233 659**	**233 659**	**234 176**	**234 176**	**247 688**	**247 688**
Subventions pour charges de service public	233 659	233 659	234 176	234 176	247 688	247 688
Action n° 10 : Recherches scientifiques en sciences de l'homme et de la société	**302 521**	**302 521**	**303 196**	**303 196**	**320 691**	**320 691**
Subventions pour charges de service public	302 521	302 521	303 196	303 196	320 691	320 691
Action n° 11 : Recherches interdisciplinaires et transversales	**36 893**	**36 893**	**36 975**	**36 975**	**39 109**	**39 109**
Subventions pour charges de service public	36 893	36 893	36 975	36 975	39 109	39 109
Action n° 12 : Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies	**41 812**	**41 812**	**42 332**	**42 332**	**44 775**	**44 775**
Subventions pour charges de service public	41 812	41 812	42 332	42 332	44 775	44 775
Action n° 13 : Grandes infrastructures de recherche	**186 923**	**186 923**	**195 554**	**195 554**	**136 749**	**136 749**
Subventions pour charges de service public	186 923	186 923	195 554	195 554	136 749	136 749
Action n° 14 : Moyens généraux et d'appui à la recherche	**290 675**	**290 675**	**307 876**	**307 876**	**325 641**	**325 641**
Subventions pour charges de service public	290 675	290 675	307 876	307 876	325 641	325 641
Total	**2 506 728**	**2 506 728**	**2 536 841**	**2 536 841**	**2 609 627**	**2 609 627**

Une subvention de 1,2 M€ (imputée en titre 6) est également versée au CNRS depuis le programme 186 « *Recherche culturelle et culture scientifique* ».

BUDGET PRIMITIF 2012

Le CNRS confirme les priorités données à une politique de ressources humaines ambitieuse fondée sur l'attractivité des carrières, l'année 2012 s'inscrivant dans la continuité des mesures 2011 dans ce domaine.

La subvention récurrente du MESR prévue en PLF 2012 s'élève à 2 533,525 M€. Par rapport à la LFI 2011, cette progression (+13,839 M€, +0,6 %) intègre :

- le relèvement du taux global de cotisation aux pensions civiles et à l'allocation temporaire d'invalidité (part employeur portée à 68,92 % au 1er janvier 2012) : +29,152 M€ ;
- l'ajustement de l'enveloppe de crédits dédiée aux TGIR (action 13 du programme 172) : +8,631 M€ ;
- la reprise de crédits « Plan de relance de l'investissement public 2009-2010 », décidée par le Premier ministre et une mesure d'économie transversale portant sur les moyens de fonctionnement, soit -23,718 M€ ;
- un transfert de crédits vers le Comité consultatif national d'éthique (CCNE) : -0,060 M€ ;
- un transfert d'emplois (-2 ETP / ETPT) et de crédits vers l'OST, au 1er janvier 2012 : -0,167 M€.

La subvention correspondant à la répartition des post-doctorants ministériels financée sur l'action 1 du programme 172 est ramenée à 3,316 M€ (4,467 M€ en 2011), soit 95 contrats et 1.140 « mensualités post-docs ».

Soutenu par les financements issus du PIA, le montant des ressources propres, à 784,082 M€, affiche une progression par rapport au budget 2011 voté (+107,343 M€, +15,9 %)

Par origine de financement **les recettes extra-budgétaires** sont issues pour :

- 443,770 M€ de contrats de recherche avec des tiers publics, dont 381,500 M€ de contrats de recherche hors PIA, et 62,27 M€ de recettes attendues des contrats du PIA (5,200 M€ pour la part fonctionnement au titre du projet « Labex » et 54,070 M€ pour la part équipement des projets « Equipex », « INRBS », prise de participation dans les SATT) ;
- 41,000 M€ de contrats de recherche avec des tiers privés, essentiellement gérés en DR en ressources propres déconcentrées ;
- 107,140 M€ de subventions de fonctionnement constituées de cofinancements de boursiers dans le cadre de la convention DGA-ANRS, et de provisions de ressources propres déconcentrées pour les DR et non déconcentrées pour les Instituts ;
- 89,126 M€ de subventions d'investissement (comptabilisées sur l'exercice en « droits constatés », pour l'intégralité des montants notifiés), destinées aux DR et instituts, et aux OIP (colonne « NC ») ;
- 1 M€ d'enveloppe de dons et legs affectés, assimilables à des subventions d'investissement ou de fonctionnement selon leur nature, et limitée à ce montant conformément aux modalités d'enregistrement comptable et budgétaire des recettes en provenance des organismes de droit privé ;
- 36,745 M€ de produits valorisés de l'activité de recherche et de prestations de services (dont 12,020 M€ de redevances, contre 14,350 M€ en 2011). La hausse des produits de ventes (+3 M€) correspond aux recettes attendues de la reprise par le CNRS des activités et du personnel de l'ex-filiale INIST-Diffusion SA, devenue INIST-CNRS ;
- 65,302 M€ de recettes diverses, dont la hausse (+10,725 M€) est à rapprocher de l'harmonisation des pratiques en matière de facturation interne gérées par les DR (41,050 M€). Les autres recettes proviennent de l'action sociale (stables à 6,470 M€) et des remboursements de mises à disposition de personnels dans le cadre de certaines TGIR (« Soleil », EGO-VIRGO, « Adonis », RENATER) et des facturations croisées pour GIP-GIE, pour 7,960 M€.

Les dépenses de personnel, à 2 323,628 M€ (70 % des crédits ouverts au budget), sont réparties de la façon suivante : 2 114,942 M€ en agrégat 1 (activités conduites par les unités de recherche), 50,499 M€ en agrégat 2 (actions communes de l'établissement), 152,976 M€ en agrégat 3 (fonctions support).

Le budget 2012 confirme une nouvelle fois la priorité donnée aux moyens des unités de recherche de l'agrégat 1, celui-ci représentant 84,1 % du budget total (84,3 % en 2011) compte tenu du reclassement de certaines TGIR et de TGE au sein des dotations annuelles des unités et laboratoires.

La **masse salariale limitative** (colonne « NA ») s'élève à 2 086,406 M€. Par rapport au budget 2011 (rappel : 2 061,991 M€), son niveau tient compte des mesures techniques (relèvement des pensions civiles et de l'ATI) et d'un certain nombre de dépenses spécifiques : factures courante à Pôle Emploi, garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA), contribution au Fonds pour l'insertion des personnes handicapées (FIPH), dispositif du compte épargne temps (CET).

A cette enveloppe correspond un plafond limitatif de 27 700 ETPT (- 205 ETPT par rapport à 2011), conforme au plafond d'emploi voté au PLF 2012 au programme 172 pour le CNRS et exprimé en ETP (28 638 ETP).

Les dépenses de fonctionnement et d'investissement annuelles, s'établissent à 1 181,091 M€ (contre 1 122,936 M€ au budget 2011 (+58,155 M€, +5,2 %)

La **masse salariale indicative** est en augmentation (237,222 M€, contre 209,675 M€ en 2011 ; +13,1 %). Cette augmentation est logiquement corrélée avec l'ouverture des crédits correspondants aux recettes attendues du PIA en 2012 sur les projets « Equipex », « Labex », et « Infrastructures en biologie et santé ».

La masse salariale indicative recouvre principalement les CDD sur contrats de recherche gérés par les DR (y compris les programmes ANR) et les Instituts, l'intéressement des chercheurs sur les redevances et brevets, les boursiers conventionnés avec la DGA ou l'ICSN.

Les dépenses annuelles de **fonctionnement et d'investissement** sont globalisées pour 943,869 M€ (contre 913,261 M€ l'an passé ; +3,4 %).

L'effort de l'État en faveur des TGIR (+8,631 M€ au PLF 2012) porte sur les crédits identifiés à l'action 13 du programme 172 à 195,554 M€ pour l'organisme.Au budget du CNRS, les moyens globaux consacrés aux TGIR (définition élargie) atteignent 198,758 M€ sur la seule SCSP, dont :

- 79,615 M€ sur l'agrégat 1, non traçables par Institut (44,830 M€ de masse salariale limitative et 34,785 M€ de dotation globale) ;
- 119,143 M€ sur la ligne « TGIR » de l'agrégat 2 (12,675 M€ de masse salariale limitative et 106,468 M€ de dotation globale).

Par rapport au budget voté 2011, **les crédits ouverts en dépenses d'investissement pluriannuelles** sont portés à 98,903 M€ en AE (+13,038 M€) et à 53,426 M€ en CP (+34,102 M€)

Le volume de CP résulte d'une hausse sensible des ressources propres finançant les opérations immobilières, et prend en compte un nombre important d'opérations en cours et dont les prévisions de dépenses s'élèvent à 7 M€ sur SCSP (contre 6,2 M€ en 2011).

Les inscriptions concernent principalement la poursuite d'opérations inscrites aux CPER 2007-2013 :

- en physique, la construction de l'Institut Néel (Grenoble), devant s'achever en 2013 ;
- pour l'INSU, le projet « Géoazur » visant à réhabiliter le Centre préhistoire, antiquité, moyen-âge (CEPAM, intégré fin 2010 à la MSH de Nice) ;
- le projet « Placamat » en sciences des matériaux, qui vise à rassembler dans le même centre toutes les techniques de caractérisation lourde ouvertes aux laboratoires académiques et aux partenaires industriels ;
- la restructuration du restaurant de Lyon suite à l'arrivée de nouveaux rationnaires (conséquence des constructions nouvelles CRMN et ISA).

PERSPECTIVES 2013

A structure constante, la SCSP inscrite sur l'enveloppe de crédits du programme s'établit à 2 609,627 M€ (+76,199 M€, +3 %) au PLF 2013.

Cette évolution intègre le relèvement du taux de cotisation employeur aux pensions civiles et à l'allocation temporaire d'invalidité, porté à 74,60 % au 1er janvier 2013 (+51,449 M€), le redéploiement d'opérations ex TGIR vers les autres actions thématiques hors TGIR (-57,528 M€), un ajustement porté sur ces opérations reclassées (-1,277 M€), et, conformément aux orientations décidées par le Gouvernement, un redéploiement de crédits précédemment mobilisés par l'ANR dans le cadre d'appels à projet (+26,027 M€).

A structure courante, la SCSP pour 2013 s'élève à 2 609,626 M€ (+76,102 M€) après prise en compte d'une mesure de transfert d'emploi et de crédits (-0,098 M€) vers le programme 214 « Soutien à la politique de l'éducation nationale ».

Compte tenu d'une mesure de transfert d'emplois de post-doctorants en EPST vers le programme 150 (poursuite de la pérennisation d'emplois de DDRT), soit -5,0 ETPT, le plafond d'emplois du CNRS au PLF 2013 est ramené de 28 638 ETP à 28 632 ETP (-6 ETP).

La répartition du dispositif post-doctoral ministériel relevant de l'action 1 du programme 172 (nombre de contrats et crédits correspondant) interviendra au cours de l'année 2013.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'EPST

(en milliers d'euros)

Dépenses	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	2 308 390	2 318 417
- activités conduites par les unités de recherche	*2 121 528*	*2 114 942*
- actions communes	*32 961*	*50 499*
- fonctions support	*153 901*	*152 976*
Fonctionnement et investissement non programmé	898 804	930 392
- activités conduites par les unités de recherche	*635 699*	*676 330*
- actions communes	*175 523*	*177 435*
- fonctions support	*87 582*	*76 627*
Investissement programmé et autres opérations en capital	63 871	53 426
- actions communes	*0*	*0*
- fonctions support	*63 871*	*53 426*
Hors agrégats	0	18 688
Total des dépenses	**3 271 065**	**3 320 923**

(1) voté

(en milliers d'euros)

Recettes	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Subventions pour charges de service public des ministères de tutelles	2 511 271	2 536 841
Contrats et soutiens finalisés à l'activité de recherche	658 225	682 035
Produits valorisés de l'activité de recherche et prestations de services	38 999	36 745
Autres subventions et produits	68 780	65 302
Total des recettes	**3 277 275**	**3 320 923**

(1) voté

Charges calculées	325 000	446 000
Produits calculés	325 000	446 000
Réalisation de l'équilibre *(Augmentation / diminution du fonds de roulement)*	**6 211**	**0**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Agrégat 1 : activités conduites par les unités de recherche	2 114 942	676 330			**2 791 272**
Agrégat 2 : actions communes	50 499	177 435			**227 934**
Agrégat 3 : fonctions support	152 976	76 627		53 426	**283 029**
Hors agrégats	5 211	13 477			**18 688**
Total	**2 323 628**	**943 869**		**53 426**	**3 320 923**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	35 019	35 722	35 985
- sous plafond	*27 666*	*28 638*	*28 632*
- hors plafond opérateurs	*7 353*	*7 084*	*7 353*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

La fixation du nombre d'emplois hors plafond en PLF n est calée sur la réalisation de l'année n-2. Les fortes variations constatées sont liées au degré de réalisation des ressources propres sur lesquelles sont financés les emplois hors plafond. Leur nombre est appelé à augmenter significativement compte tenu de la mise en œuvre des projets du programme d'investissements d'avenir.

CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES DÉPENSES D'AVENIR

En tant que bénéficiaire final (en milliers d'euros)

Montant cumulé de crédits reçus au 31/12/ 2011 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/ 2011
1 945	1 945

Prévision de crédits au titre de 2012 (2)	Prévision de consommation en 2012	Prévision de crédits au titre de 2013 (2)	Prévision de consommation en 2013
62 270	62 270	62 000	62 000

(1) Somme des crédits encaissés par l'opérateur en 2010 et 2011 au titre des différents projets auxquels il participe (qu'il en soit le coordinateur ou non).
(2) Prévision du montant des crédits encaissés par l'opérateur en 2012 et 2013.

GÉNOPOLE

Genopole est constitué depuis le 20 février 2002 sous la forme d'un groupement d'intérêt public (GIP) qui associe 7 membres : l'État représenté par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, la région Île-de-France, le département de l'Essonne, la communauté d'agglomération Évry Centre-Essonne, la commune d'Évry, l'université d'Évry-Val d'Essonne et l'Association française contre les myopathies.

Aux termes de sa convention constitutive, Genopole a notamment pour mission d'exercer et de favoriser les activités de recherche et de développement technologique en génomique en Île-de-France :

- en renforçant la cohérence et en fédérant les projets scientifiques dans le champ de la génomique et en apportant un appui aux laboratoires publics et privés de la région ;
- en soutenant l'implantation de nouvelles équipes de recherche publique et/ou privée en génomique et en génomique fonctionnelle mais aussi dans les domaines connexes tels que la bioinformatique, les mathématiques appliquées, la chimie et la robotique ;
- en favorisant le développement d'équipes mixtes de recherche par la mise en place de services communs et l'acquisition de moyens lourds ;
- en favorisant la mise en place de plateformes technologiques ainsi que le transfert et la valorisation de la recherche ;
- en contribuant à la mise en place d'enseignements de haut niveau en génomique, thérapie génique, et bioinformatique ;
- en participant à l'animation scientifique du site d'Évry, du centre de l'Essonne et plus généralement de l'Île-de-France et en apportant son soutien au développement d'infrastructures au sein de ce site.

Parc d'innovation centré sur les sciences du génome, Genopole rassemble en un même lieu 2 107 personnes, réparties au sein de 21 laboratoires académiques, de 18 plates-formes mais aussi de 73 entreprises dont Genopole a soutenu la création, le développement ou l'implantation sur le site. En dix ans, Genopole est devenu le premier bioparc

français, tourné, aujourd'hui vers la médecine moléculaire et cellulaire, et les applications industrielles des technologies des sciences du vivant dont celles issues des sciences du génome et cela dans de très nombreux domaines d'application.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 05 : Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la vie, biotechnologies et santé	**2 883**	**2 883**	**3 000**	**3 000**	**3 000**	**3 000**
Subventions pour charges de service public	2 883	2 883	3 000	3 000	3 000	3 000
Total	**2 883**	**2 883**	**3 000**	**3 000**	**3 000**	**3 000**

BUDGET PRIMITIF 2012

Le budget prévisionnel 2012 du GIP Genopole s'inscrit dans une étape de transition visant à prendre en compte les grandes orientations stratégiques du schéma stratégique « Genopole 2020-2025 ».

Le budget s'établit à 19,168 M€ (+1,068 M€, +5,9 %) : 11,273 M€ pour la section de fonctionnement (-0,166 M€, -1,5 %) et 7,895 M€ pour la section d'investissement (+1,235 M€, +18,5 %), équilibrées en recettes et en dépenses.
Les recettes du GIP sont estimées à 19,168 M€.

La SCSP relevant du programme 172 est reconduite à 3,000 M€. Elle représente 15,7 % des prévisions de ressources (contre 17,9 % lors de l'exercice précédent). **Les autres ressources publiques** sont constituées des subventions des collectivités locales, en baisse de 0,635 M€ (-5,8 %).

Les autres ressources sont inscrites pour 3,196 M€ (4,087 M€ au budget 2011 voté ; -21,8 %). Elles comprennent notamment la subvention de l'Association française contre les myopathies (pour 0,340 M€, contre 0,270 M€ en 2011), les produits perçus par le CERFE (pour 1,172 M€, contre 1,328 M€ au budget 2011) et ceux du Centre de bioproduction (pour 0,340 M€, contre 0,440 au budget 2011).
L'établissement inscrit les premiers financements issus du programme « Investissements d'avenir » (PIA), à hauteur de 2,750 M€, soit 0,155 M€ au compte de résultat et 2,595 M€ en investissements.

Les dépenses de personnel évoluent légèrement, à 3,896 M€ (+5,2 %). Cette évolution est liée au « secteur marchand » (0,208 M€, contre 0,089 M€ en 2011). Elles reposent sur un effectif prévisionnel inchangé de 50 salariés, soit 47,3 ETP, en conformité avec le plafond de 50 ETP figurant au PLF 2012.

Les autres dépenses de fonctionnement, à 7,377 M€ (contre 7,734 M€ en 2011 ; -4,6 %), recouvrent « l'activité Genopole » proprement dite (à hauteur de 4,629 M€, soit -0,236 M€) et le « secteur marchand » (pour 2,750 M€, soit -0,119 M€).

Les crédits d'investissement sont portés de 6,600 M€ à 7,895 M€ (+1,235 M€, +18,5 %). Ils seront notamment consacrés à la plateforme d'extraction et de conservation d'ADN (3,295 M€), la plateforme CELLMILL (1,050 M€), à l'aménagement de locaux et l'achat d'équipement (2,108 M€).

PERSPECTIVES 2013

A structure constante et courante, la subvention de Genopole est reconduite au PLF 2013 à hauteur de 3 M€.

Le plafond d'emplois du GIP est maintenu à 50 ETP.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat (en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	3 734	3 896	Ressources de l'État	3 007	3 000
			- subventions de l'État	*3 007*	*3 000*
Fonctionnement	10 306	7 377	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	5 630	5 077
			Ressources propres et autres	5 412	3 196
Total des charges	**14 040**	**11 273**	**Total des produits**	**14 049**	**11 273**
Résultat : bénéfice	9		Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	**14 049**	**11 273**	Total : équilibre du CR	**14 049**	**11 273**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement		
Investissements	5 114	7 895	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations	2 812	7 895
			Autres ressources		
Total des emplois	**5 114**	**7 895**	**Total des ressources**	**2 812**	**7 895**
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	2 302	

(1) voté

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Activité immobilière		111			**111**
Administration & Direction générale	3 688	1 976		242	**5 906**
Bioproduction	71	1 142			**1 213**
CERFE	137	1 075			**1 212**
Genopole communication		389			**389**
Genopole entreprises		872			**872**
Genopole Europe et international					
Genopole Recherche		923		2 408	**3 331**
Grandes plates-formes		325		5 245	**5 570**
Ingénierie		45			**45**
Médecine du futur					
Opérations non répartissables par destination		143			**143**
Plate-forme d'extraction et de conservation d'ADN		155			**155**
Services mutualisés		221			**221**
Total	**3 896**	**7 377**		**7 895**	**19 168**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	43	50	50
- sous plafond	*43*	*50*	*50*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES DÉPENSES D'AVENIR

En tant que bénéficiaire final

(en milliers d'euros)

Montant cumulé de crédits reçus au 31/12/ 2011 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/ 2011

Prévision de crédits au titre de 2012 (2)	Prévision de consommation en 2012	Prévision de crédits au titre de 2013 (2)	Prévision de consommation en 2013
2 750	2 750		

(1) Somme des crédits encaissés par l'opérateur en 2010 et 2011 au titre des différents projets auxquels il participe (qu'il en soit le coordinateur ou non).
(2) Prévision du montant des crédits encaissés par l'opérateur en 2012 et 2013.

IHEST - INSTITUT DES HAUTES ETUDES POUR LA SCIENCE ET LA TECHNOLOGIE

L'institut des hautes études pour la science et la technologie est un établissement public administratif, placé sous la tutelle des ministères chargés de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche et régi par le décret n° 2007-634. L'IHEST assure une mission de formation, de diffusion de la culture scientifique dans la société et d'animation du débat public autour du progrès scientifique et technologique et de son impact sur la société.

Chaque année, l'IHEST réunit une promotion de responsables de haut niveau, issus de l'ensemble des secteurs d'activité de la société, dans le cadre d'un cycle national de formation, en vue d'approfondir en commun leur connaissance des questions liées l'évolution des sciences, de la recherche et de l'innovation et d'étudier les relations entre science et société.

L'IHEST s'appuie sur les travaux de ces cycles pour participer à l'animation du débat public sur les finalités de la recherche et ses enjeux et favoriser les relations entre la société et la science. Il construit et diffuse une culture collective de la science de la recherche et de l'innovation à travers le réseau de ses auditeurs et des travaux de cercles de réflexion. L'IHEST organise également des événements publics tels que « Paroles de chercheurs », des sessions régionales ouvertes au public et des universités européennes d'été, la publication d'ouvrages dans le cadre de la collection « Questions vives ».

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	**Réalisation 2011**		**LFI 2012**		**PLF 2013**	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Pilotage et animation	**1 682**	**1 682**	**1 738**	**1 738**	**1 616**	**1 616**
Subventions pour charges de service public	1 682	1 682	1 738	1 738	1 616	1 616
Total	**1 682**	**1 682**	**1 738**	**1 738**	**1 616**	**1 616**

BUDGET PRIMITIF 2012

Le compte de résultat prévisionnel voté par le Conseil d'administration de l'Institut retrace une prévision de produits à 2,105 M€, une prévision de charges à 2,095 M€ et un résultat prévisionnel légèrement positif : +0,01 M€.

Les ressources proviennent principalement de **la subvention de l'État** (1,738 M€ en LFI 2012, relevant de l'action 1 du programme 172, soit 1,675 M€ net de réserve de précaution et inscrit au compte de résultat), complétée par des financements de l'Union européenne (FEDER) et des partenaires institutionnels (0,084 M€) pour l'université européenne d'été et les sessions courtes régionales et / ou thématiques, les droits d'inscription versés par les auditeurs et participants au cycle national de formation annuel (0,346 M€).

Les dépenses de personnel, à 0,948 M€, correspondent à la rémunération et aux charges, impôts et taxes des 10 ETPT comptabilisés et rémunérés sous plafond d'emploi (fixé à 10 ETP en LFI 2012), l'Institut rémunérant également plusieurs conseillers et intervenants ponctuels.

Les charges de fonctionnement, soit 1,147 M€ au compte de résultat prévisionnel, se répartissent notamment entre les frais de fonctionnement généraux (0,287 M€), la dotation aux amortissements (0,015 M€), les fais liés aux cycles nationaux (0,702 M€).

Les charges d'investissement annuel, soit 0,01 M€ au tableau de financement abrégé, recouvrent l'achat de matériel informatique, de logiciels et de mobilier.

Compte tenu de la capacité d'autofinancement (CAF) dégagée par l'établissement (soit 0,025 M€,), l'exécution prévisionnelle des opérations en capital se solde par un apport au fonds de roulement : +0,015 M€.

PERSPECTIVES 2013

Relevant de l'action 1 « Pilotage et animation » du programme, la subvention du MESR est ramenée, dans le cadre de la norme transversale d'économie de fonctionnement (-7 %) appliquée aux dépenses de l'État, à 1,616 M€ (-0,122 M€) au PLF 2013.

Le plafond d'emploi est maintenu à 10 ETP.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	865	948	Ressources de l'État	1 682	1 675
			- subventions de l'État	*1 682*	*1 675*
Fonctionnement	1 336	1 147	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	59	84
			Ressources propres et autres	334	346
Total des charges	**2 201**	**2 095**	**Total des produits**	**2 075**	**2 105**
Résultat : bénéfice		10	Résultat : perte	126	
Total : équilibre du CR	**2 201**	**2 105**	Total : équilibre du CR	**2 201**	**2 105**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	113		Capacité d'autofinancement		25
Investissements	5	10	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources		
Total des emplois	**118**	**10**	**Total des ressources**		**25**
Apport au fonds de roulement		15	Prélèvement sur le fonds de roulement	118	

(1) voté

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	10	10	10
- sous plafond	*10*	*10*	*10*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

INED - INSTITUT NATIONAL D'ÉTUDES DÉMOGRAPHIQUES

Régi par le décret n° 86-382 du 12 mars 1986, l'Institut national d'études démographiques (INED) est un EPST placé sous la tutelle des ministères chargés de la recherche et de la population.

L'INED a pour principale mission la recherche ayant pour objet l'étude des populations sous tous leurs aspects, notamment l'étude de la conjoncture démographique nationale et internationale et de ses évolutions, dans une approche multidisciplinaire croisant l'étude des phénomènes démographiques proprement dits (nuptialité, fécondité, mortalité, migrations) et la démographie appliquée à la vie sociale, l'économie, la santé publique, la géographie humaine, l'histoire. Dans le cadre de sa mission de recherche scientifique, l'Institut a pour responsabilité d'assurer la collecte et la diffusion de l'information, tant française qu'internationale, relevant de son champ d'activité ainsi que d'apporter son concours à la formation à la recherche et par la recherche dans les domaines de sa compétence.

Les activités scientifiques de l'INED s'organisent autour de 10 unités thématiques de recherches, trois pôles méthodologiques (Approche biographique et multiniveaux, Suds, Vieillesses et vieillissements) et cinq services d'appui à la recherche (enquêtes, méthodes statistiques, informatique, bibliothèque et documentation et éditions). Les orientations scientifiques se concrétisent par des projets de recherche collectifs (les « projets phares », au nombre d'une trentaine, bénéficiant de l'essentiel des moyens humains et financiers de l'Institut et associant un ou plusieurs partenaires extérieurs, français ou étrangers) auxquels s'adjoignent les projets personnels des chercheurs (dits « projets simples », soit des recherches émergentes ou expérimentales encore non affiliées à des « projets phares » ou des projets ponctuels correspondant à des contrats de courte durée).

Son rôle prééminent dans les enquêtes auprès des ménages comme instrument de connaissance sociologique et démographique a conduit l'INED à se doter d'un service spécialisé, le Service des enquêtes, qui pilote les opérations de collectes de données requises par les projets des chercheurs de l'INED et, de plus en plus, en partenariat avec d'autres institutions (INSEE, INSERM, INVS...). Ces activités d'enquêtes conduisent également à des travaux de valorisation méthodologique et scientifique.

Entretenant une relation privilégiée avec les organismes nationaux et internationaux de statistique, certaines de ces relations étant formalisées par des accords-cadres ou des conventions, l'INED participe à plus de 150 projets ou réseaux de recherche à travers le monde, en partenariat avec des centres de recherche, des universités, des organisations intergouvernementales, des associations ; il participe ainsi chaque année aux travaux des Nations-Unies et de ses agences ou à ceux de l'Organisation mondiale de la santé.

L'Institut a largement participé en 2011 à la réponse aux appels à projet lancés dans le cadre des investissements d'avenir, afin de conforter sa place dans le paysage de la recherche en sciences humaines et sociales et de structurer encore son rapprochement avec le monde universitaire (intégration au campus Condorcet, création d'une chaire mixte avec Paris1, partenariat renforcé avec l'école d'économie de Paris et avec plusieurs universités parisiennes et de province). A l'issue des deux vagues d'appel à projet, il porte le laboratoire d'excellence iPOPs (Individus, populations, sociétés), l'équipex RE-CO-NAI (Plateforme de recherche sur les cohortes d'enfants suivis depuis la naissance) et est partenaire du labex OSE (ouvrir la science économique) et de l'équipex DIME-SHS (données, infrastructures, méthodes d'enquête en Sciences Humaines et Sociales).

Le développement de ses partenariats, européens et internationaux, se concrétise par l'intégration plus importante du nombre d'experts étrangers au sein de ses instances (conseil scientifique, commission d'évaluation) et un recrutement plus international de ses chercheurs. Le réseau d'accueil doctoral qui s'est mis en place dans le cadre du labex IPOPS « Individus, populations, sociétés » est aussi une marque de l'internationalisation et de cette politique d'ouverture de l'INED.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Pilotage et animation	**0**	**0**	**35**	**35**		
Subventions pour charges de service public	0	0	35	35		
Action n° 10 : Recherches scientifiques en sciences de l'homme et de la société	**8 658**	**8 658**	**8 685**	**8 685**	**8 944**	**8 944**
Subventions pour charges de service public	8 658	8 658	8 685	8 685	8 944	8 944
Action n° 12 : Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies	**1 984**	**1 984**	**1 990**	**1 990**	**2 050**	**2 050**
Subventions pour charges de service public	1 984	1 984	1 990	1 990	2 050	2 050
Action n° 14 : Moyens généraux et d'appui à la recherche	**5 630**	**5 630**	**5 774**	**5 774**	**5 946**	**5 946**
Subventions pour charges de service public	5 630	5 630	5 774	5 774	5 946	5 946
Total	**16 272**	**16 272**	**16 484**	**16 484**	**16 940**	**16 940**

BUDGET PRIMITIF 2012

Après un budget 2011 en progression (+7,4 %), le projet de budget 2012, à 21,812 M€ hors produits et charges calculés, est en diminution (-6,6 %) du fait de l'évolution à la baisse des ressources propres.
Il est financé à hauteur de 16,484 M€ (76,4 % contre 70,4 % au BP 2011) par les SCSP relevant du programme 172.

La subvention récurrente inscrite au PLF 2011 sur le programme 172 s'élève à 16,450 M€ (+0,051 M€ et +0,3 % par rapport à la LFI 2011).
Elle intègre la correction liée à la hausse du taux de cotisation aux pensions civiles et à l'allocation temporaire d'invalidité (ATI) porté à 68,92 % au 1er janvier 2012 : + 0,173 M€, et une mesure d'économie au titre du fonctionnement courant, en application des normes transversales d'économies de fonctionnement décidées pour l'État et ses opérateurs : -0,122 M€.

La subvention relevant du programme 172 au titre de la répartition **du dispositif post-doctoral ministériel** est maintenue à 0,035 M€, correspondant à 1 contrat, soit 12 « mois post-docs ».

Après une augmentation sans précédent aux BP 2010 (+137,8 %) et 2011 (+28 %) liée au lancement du projet « Elfe », **les ressources propres** diminuent, en adéquation avec l'avancement des projets scientifiques qui, pour les plus gros projets d'enquêtes, sont à présent en phase d'exploitation (-2,346 M€, -34,6 %).

Ces recettes sont issues des contrats et soutiens finalisés à la recherche (4,424 M€), des produits de l'activité de recherche et prestations de services (0,137 M€), des autres subventions et produits (0,544 M€). Le montant prévisionnel à recevoir du PIA est de 0,774 M€, à ce stade.

Avec l'accord du MESR, un prélèvement sur le fond de roulement est effectué, à hauteur de 0,222 M€.

La masse salariale totale s'élève à 14,419 M€ (soit 12,957 M€ de masse salariale « limitative » et 1,462 M€ de masse salariale « indicative ») et représente 66,1 % des crédits ouverts au budget.

Les dépenses de personnel sont réparties de la façon suivante : 9,460 M€ en agrégat A, 1,841 M€ en agrégat B, 3,085 M€ en agrégat C et 0,032 M€ hors agrégats au titre de la mise en réserve de précaution.

Le tableau des emplois annexé retrace 226,0 ETPT :

– 195,0 ETPT (152,7 titulaires et 42,3 non titulaires) sous plafond, ce qui est conforme au plafond de 208 ETP figurant au PLF 2012 ;
– 31,0 ETPT financés intégralement sur ressources propres.

La progression de la masse salariale limitative (+0,173 M€) correspond, au PLF 2012, à la couverture de l'augmentation du taux de cotisation (part employeur) aux pensions civiles et à l'allocation temporaire d'invalidité (ATI), taux porté de 65,72 % à 68,92 % au 1er janvier 2012.

La diminution de la masse salariale indicative (-1,138 M€, -43,8 %) est en adéquation avec l'avancement des projets scientifiques, qui pour les plus gros projets d'enquêtes, notamment le projet « Elfe », sont à présent en phase d'exploitation.

L'évolution **des crédits ouverts en fonctionnement et investissement annuel** s'élève à 7,392 M€ dont 6,518 M€ pour le fonctionnement traduisant à la fois l'effort de maitrise des dépenses de l'établissement et le plus faible besoin de financement des enquêtes.

Le montant de la mise en réserve de précaution porté hors agrégats sur les dépenses globalisées de fonctionnement et d'investissement annuel s'élève à 0,104 M€, soit respectivement 0,098 M€ et 0,006 M€.

Comme les années précédentes, aucune **opération d'investissement pluriannuelle** (OIP) n'est programmée par l'établissement.

PERSPECTIVES 2013

A structures constante et courante, la SCSP inscrite sur l'enveloppe de crédits du programme s'établit à 16,940 M€ (+0,490 M€ et +3,0 %) au PLF 2013.

Cette évolution intègre le relèvement du taux de cotisation employeur aux pensions civiles et à l'allocation temporaire d'invalidité porté à 74,60 % au 1er janvier 2013 (+0,305 M€), et, conformément aux orientations décidées par le Gouvernement, un redéploiement de crédits précédemment mobilisés par l'ANR dans le cadre d'appels à projet (+0,186 M€).

Au PLF 2013, le plafond d'emplois de l'établissement reste inchangé à 208 ETP.

La répartition du dispositif post-doctoral ministériel relevant de l'action 1 du programme 172 (nombre de contrats et crédits correspondant) interviendra au cours de l'année 2013.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'EPST

(en milliers d'euros)

Dépenses	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	14 559	14 388
- activités conduites par les unités de recherche	*10 042*	*9 461*
- actions communes	*1 751*	*1 842*
- fonctions support	*2 766*	*3 085*
Fonctionnement et investissement non programmé	10 184	7 287
- activités conduites par les unités de recherche	*7 499*	*3 899*
- actions communes	*1 015*	*1 133*
- fonctions support	*1 670*	*2 255*
Investissement programmé et autres opérations en capital	0	0
- actions communes	*0*	*0*
- fonctions support	*0*	*0*
Hors agrégats	0	137
Total des dépenses	**24 743**	**21 812**

(1) voté

(en milliers d'euros)

Recettes	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Subventions pour charges de service public des ministères de tutelles	16 272	16 484
Contrats et soutiens finalisés à l'activité de recherche	8 510	4 424
Produits valorisés de l'activité de recherche et prestations de services	124	137
Autres subventions et produits	49	544
Total des recettes	**24 955**	**21 589**

(1) voté

Charges calculées	1 059	700
Produits calculés	8	-30
Réalisation de l'équilibre *(Augmentation / diminution du fonds de roulement)*	**212**	**222**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Agrégat 1 : activité conduite par les unités de recherche	9 461	3 899	0	0	**13 360**
Agrégat 2 : actions communes	1 842	1 133	0	0	**2 975**
Agrégat 3 : fonctions support	3 085	2 255	0	0	**5 340**
Hors agrégat	32	105	0	0	**137**
Total	**14 420**	**7 392**	**0**	**0**	**21 812**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	232	239	256
- sous plafond	*184*	*208*	*208*
- hors plafond opérateurs	*48*	*31*	*48*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	9	11	11
- rémunérés par d'autres collectivités ou organismes	*9*	*11*	*11*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

La fixation du nombre d'emplois hors plafond en PLF n est calée sur la réalisation de l'année n-2. Les variations constatées sont liées au degré de réalisation des ressources propres sur lesquelles sont financés les emplois hors plafond. Leur nombre est appelé à augmenter compte tenu de la mise en œuvre des projets du programme d'investissements d'avenir.

CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES DÉPENSES D'AVENIR

En tant que bénéficiaire final (en milliers d'euros)

Montant cumulé de crédits reçus au 31/12/ 2011 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/ 2011
650	89

Prévision de crédits au titre de 2012 (2)	Prévision de consommation en 2012	Prévision de crédits au titre de 2013 (2)	Prévision de consommation en 2013
761	761	751	751

(1) Somme des crédits encaissés par l'opérateur en 2010 et 2011 au titre des différents projets auxquels il participe (qu'il en soit le coordinateur ou non).
(2) Prévision du montant des crédits encaissés par l'opérateur en 2012 et 2013.

Il s'agit du projet de laboratoire d'excellence iPOPs (Individus, populations et sociétés), qui regroupe quatre universités partenaires (Paris I Panthéon Sorbonne, Paris V Descartes, Bordeaux IV Montesquieu et Strasbourg).

INRIA - INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE EN INFORMATIQUE ET EN AUTOMATIQUE

Régi par le décret n°85-831 du 2 août 1985, l'Institut national de recherche en informatique et en automatique (INRIA) est un EPST placé sous la tutelle des ministères chargés de la recherche et de l'industrie.

Jouant un rôle fédérateur au sein de la communauté scientifique dans le domaine des sciences et technologies de l'information et de la communication (STIC), l'institut a pour mission d'entreprendre des recherches fondamentales et appliquées, de réaliser des systèmes expérimentaux, d'organiser des échanges scientifiques internationaux, d'assurer le transfert et la diffusion des connaissances et du savoir-faire, de contribuer à la valorisation des résultats des recherches, de prendre part, notamment par la formation, à des programmes de coopération pour le développement, d'effectuer des expertises scientifiques et de contribuer à la normalisation.

Parmi les 154 équipes-projets actives début 2012 au sein des huit centres de recherche INRIA (Paris-Rocquencourt, Rennes, Sophia Antipolis, Grenoble, Nancy, Bordeaux, Lille et Saclay), 129 (83 %) sont communes avec différents partenaires académiques (universités et écoles, CNRS et autres organismes). La politique scientifique de l'institut est déclinée à moyen terme dans le plan stratégique établi pour cinq ans en 2008 et qui sera mis à jour en 2012. Avec une priorité toujours marquée pour les trois centres de recherche de Saclay, Bordeaux et Lille créés en 2008, les principales orientations d'action pour 2012 sont les suivantes :

– travailler au meilleur niveau mondial à la résolution de grands défis scientifiques et technologiques du domaine, en particulier en renforçant les synergies entre équipes-projets ;
– contribuer à la compétitivité de l'économie et au développement de la société, dans un secteur fortement créateur d'emplois, en particulier par un développement des partenariats stratégiques avec les grands industriels en des

coopérations renforcées avec les PME innovantes ; porter le consortium national de valorisation thématique CVSTENE créé par Allistene ;

– participer au développement de pôles académiques d'excellence de rang international en partenariat avec les établissements de recherche et d'enseignement supérieur : dans le cadre des coordinations mises en place (Allistene, accords avec le CNRS et la CPU) et en s'appuyant sur ses huit centres de recherche, Inria renforcera ses collaborations avec les universités et écoles ;
– amplifier la participation de l'institut à la construction de l'Europe de la recherche et accroître son rayonnement international, notamment par un engagement encore accru dans les programmes PCRDT, EIT, et ERC ;
– optimiser les services d'accompagnement et de support à la recherche, en particulier en déployant un plan de modernisation de la gestion financière et comptable et accroître son efficacité, en complétant le système d'information et en renforçant les services de soutient informatique apportés aux équipes de recherche.

Partenaire du monde industriel avec la priorité de favoriser le transfert et la création d'entreprises (environ 110) notamment par sa filiale Inria-Translation, promoteur de quatre fonds d'amorçage, l'institut a développé d'importantes relations internationales (participation à près de 160 actions du 7ème PCRDT, membre du Consortium ERCIM – European Research Consortium for Informatics and Mathematics – regroupant 17 organismes de recherche européens).

Par ailleurs, la création d'un Institut des sciences informatiques et de leurs interactions (INS2I) au sein du CNRS a permis de poser les conditions nécessaires à une meilleure coordination en matière de sciences informatiques au niveau national, qui s'est traduit par la signature d'un accord-cadre entre les deux organismes.

INRIA joue un rôle de premier plan dans l'animation de l'alliance des sciences et technologies du numérique (Allistene), qui regroupe la CDEFI (Conférence des directeurs d'écoles et formations d'ingénieurs), le CEA, le CNRS, la CPU (Conférence des présidents d'université), l'INRIA et l'Institut Télécom et vient consolider la structuration du paysage dans le domaine.

Ce contexte – caractérisé notamment par la montée en puissance de grands pôles universitaires et par la mise en place récente de l'alliance Allistene, de l'accord-cadre CNRS-INRIA et avec la CPU – appelle à renforcer la concertation entre les acteurs publics de la recherche en sciences informatiques et mathématiques afin d'accroître ainsi l'efficacité globale de leurs actions et d'exploiter de manière optimale leurs moyens.

L'organisation de l'institut, construite autour « d'équipes-projets de recherche », a démontré sa capacité à produire à la fois des résultats scientifiques de premier plan et des développements et innovations technologiques à fort impact. Cette organisation a été réaffirmée dans le contrat d'objectifs 2011-2014.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Pilotage et animation	**3 560**	**3 560**	**3 560**	**3 560**		
Subventions pour charges de service public	3 560	3 560	3 560	3 560		
Action n° 06 : Recherches scientifiques et technologiques en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	**90 283**	**90 283**	**89 860**	**89 860**	**93 236**	**93 236**
Subventions pour charges de service public	90 283	90 283	89 860	89 860	93 236	93 236
Action n° 12 : Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies	**16 415**	**16 415**	**16 338**	**16 338**	**16 952**	**16 952**
Subventions pour charges de service public	16 415	16 415	16 338	16 338	16 952	16 952
Action n° 13 : Grandes infrastructures de recherche	**290**	**290**	**300**	**300**	**300**	**300**
Subventions pour charges de service public	290	290	300	300	300	300
Action n° 14 : Moyens généraux et d'appui à la recherche	**55 896**	**55 896**	**56 888**	**56 888**	**59 025**	**59 025**
Subventions pour charges de service public	55 896	55 896	56 888	56 888	59 025	59 025
Total	**166 444**	**166 444**	**166 946**	**166 946**	**169 513**	**169 513**

BUDGET PRIMITIF 2012

Le budget de l'INRIA pour 2012 s'inscrit dans le cadre des orientations fixées par le contrat d'objectif 2011-2014 approuvé par le Conseil d'administration. Hors produits et charges calculés, les crédits ouverts au budget primitif pour 2012 s'élèvent à 228,870 M€ (contre 231,098 M€ en 2012), soit -1,0 %, pour un total de financement inscrits au budget de 227,370 M€.

L'équilibre du budget 2012 est assuré grâce à un prélèvement sur le fonds de roulement, à hauteur de 1,500 M€, autorisé afin de permettre le financement de dépenses exceptionnelles en lien avec les opérations immobilières de l'établissement.

Les subventions pour charges de service public (SCSP) s'établissent à 166,946 M€ (contre 167,704 M€ en LFI 2011).

La subvention récurrente inscrite au PLF 2012 sur programme 172 s'élève à 163,386 M€ (-0,758 M€ et -0,5 % par rapport à la LFI 2011). La part des SCSP dans le budget primitif de l'organisme est ramenée de 73,8 % en 2011 à 73,4 %.

Elle intègre la couverture du relèvement du taux de cotisation (part employeur) aux pensions civiles et à l'allocation temporaire d'invalidité (ATI), porté à 68,92 % au 1er janvier 2012 : +1,488 M€, la reprise de crédits « Plan de relance de l'investissement public 2009-2010 », une mesure d'économie transversale portant sur les moyens de fonctionnement (-2,256 M€) et un ajustement des crédits identifiés à l'action 13 (TGIR) du programme (+0,010 M€).

La subvention relevant du programme 172 au titre de la répartition du dispositif post-doctoral ministériel est maintenue à 3,560 M€, correspondant à 102 contrats, soit 1 224 « mois post-docs ».

Les ressources propres sont estimées à 60,424 M€ (+0,821 M€, +1,4 %) et intègrent (pour 1,988 M€) les premiers financements issus du programme d'investissements d'avenir (PIA).

Les contrats et soutiens finalisés à l'activité de recherche sont estimés à 52,483 M€ (+7,136 M€, +15,7 %). Au sein de cette catégorie de recettes, sont identifiés les contrats publics au titre du PIA (1,988 M€) ;

Leur progression porte à la fois sur les contrats de recherche avec des partenaires publics ou privé, à 44,436 M€ (contre 42,127 M€ en 2011), et les subventions sur projet ou programme de recherche, à 8,047 M€ (contre 3,220 M€ en 2011). Les contrats publics (37,870 M€) comprennent notamment les financements de l'ANR et l'Union européenne, respectivement pour 12,977 M€ (contre 13,593 M€ en 2011) et 14,601 M€ (contre 13,801 M€ en 2011).

Les produits de l'activité de recherche et les prestations de services s'établissent à 2,813 M€ (+1,200 M€, +74,4 %).
Les subventions des collectivités territoriales pour les opérations immobilières programmées représentent la part la plus importante de la catégorie « Autres subventions et produits » portée à 5,128 M€ (-7,515 M€ ; -59,4 %). Pour mémoire, l'année 2011 était exceptionnelle du fait de la conjonction de financements importants sur des programmes immobiliers.

Un prélèvement sur le fond de roulement est réalisé à hauteur de 1,500 M€ pour financer les dépenses exceptionnelles (mobilier, premier équipement et frais de transfert de plus de 700 personnes) liées à l'emménagement dans les nouveaux centres de Bordeaux (tranche n° 1), Lille (bâtiment n° 2) et Saclay (bâtiment « Digiteo 1 »).

La masse salariale totale s'élève à 166,623 M€ (122,337 M€ de masse salariale limitative et 44,284 M€ de masse salariale indicative) et représente 72,8 % des crédits ouverts au budget.

Les dépenses de personnel sont réparties de la façon suivante : 117,627 M€ en agrégat 1, 11,741 M€ en agrégat 2, 36,962 M€ en agrégat 3 et 0,293 M€ hors agrégats.

Le tableau des emplois annexé retrace :

- 1 683,3 ETPT (titulaires et non titulaires) sous plafond, niveau conforme au plafond de 1.794 ETP figurant au PLF 2012 ;
- 890,2 ETPT financés intégralement sur ressources propres.

L'évolution prévisionnelle des dépenses de personnel hors plafond, 44,284 M€ contre 34,899 M€ en 2011 (+9,385 M€, +26,9 %), s'appuie sur l'estimation des ressources propres.

Les crédits ouverts en fonctionnement et investissement annuel s'établissent à 53,300 M€ (-2,830 M€ ; -5,0 %) et se décomposent ainsi que suit :

– moyens des unités de recherche, pour 18,472 M€ (-0,697 M€) ;
– actions communes, pour 13,286 M€ (-1,716 M€), les infrastructures informatiques de base ayant été reclassées en agrégat 3 ;
– fonctions support, pour 20,153 M€ (+0,752 M€).

Les dépenses d'investissement pluriannuelles (OIP) représentent 8,947 M€ en CP (-11,220 M€ et -55,6 % par rapport au budget voté de 2011). Le montant des autorisations d'engagement (AE) est porté de 3,204 M€ à 5,528 M€.

PERSPECTIVES 2013

A structure constante et courante, la SCSP inscrite sur l'enveloppe de crédits du programme s'établit à 169,513 M€ (+6,127 M€ et +3,8 %) au PLF 2013.

Cette évolution intègre le relèvement du taux de cotisation employeur aux pensions civiles et à l'allocation temporaire d'invalidité porté à 74,60 % au 1er janvier 2013 (+2,663 M€), et, conformément aux orientations décidées par le Gouvernement, un redéploiement de crédits précédemment mobilisés par l'ANR dans le cadre d'appels à projet (+3,464 M€).
Les crédits budgétés sur l'action 13 du programme au titre des TGIR sont reconduits à hauteur de la LFI 2012.

Le plafond d'emplois de l'établissement reste inchangé à 1.794 ETP.

La répartition du dispositif post-doctoral ministériel relevant de l'action 1 du programme 172 (nombre de contrats et crédits correspondant) interviendra au cours de l'année 2013.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'EPST

(en milliers d'euros)

Dépenses	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	155 189	166 330
- activités conduites par les unités de recherche	*108 284*	*117 627*
- actions communes	*12 159*	*11 741*
- fonctions support	*34 746*	*36 962*
Fonctionnement et investissement non programmé	54 304	51 911
- activités conduites par les unités de recherche	*18 731*	*18 472*
- actions communes	*13 971*	*13 286*
- fonctions support	*21 602*	*20 153*
Investissement programmé et autres opérations en capital	17 344	8 947
- actions communes	*1 381*	*941*
- fonctions support	*15 963*	*8 006*
Hors agrégats	0	1 682
Total des dépenses	**226 837**	**228 870**

(1) voté

(en milliers d'euros)

Recettes	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Subventions pour charges de service public des ministères de tutelles	166 443	166 946
Contrats et soutiens finalisés à l'activité de recherche	51 840	52 483
Produits valorisés de l'activité de recherche et prestations de services	2 875	2 813
Autres subventions et produits	14 425	5 128
Total des recettes	**235 583**	**227 370**

(1) voté

Charges calculées	21 904	19 000
Produits calculés	18 361	0
Réalisation de l'équilibre *(Augmentation / diminution du fonds de roulement)*	**8 748**	**1 500**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Agrégat 1 : activité conduite par les unités de recherche	117 627	18 472	0	0	**136 099**
Agrégat 2 : actions communes	11 741	13 286		941	**25 968**
Agrégat 3 : fonctions support	36 962	20 153	0	8 006	**65 121**
Hors agrégat	293	1 389	0	0	**1 682**
Total	**166 623**	**53 300**	**0**	**8 947**	**228 870**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	2 498	2 707	2 617
- sous plafond	*1 675*	*1 794*	*1 794*
- hors plafond opérateurs	*823*	*913*	*823*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	1 713	1 740	
- rémunérés par d'autres collectivités ou organismes	*1 713*	*1 740*	

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES DÉPENSES D'AVENIR

En tant que bénéficiaire final

(en milliers d'euros)

Montant cumulé de crédits reçus au 31/12/ 2011 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/ 2011

Prévision de crédits au titre de 2012 (2)	Prévision de consommation en 2012	Prévision de crédits au titre de 2013 (2)	Prévision de consommation en 2013
4 038	4 038	1 400	1 400

(1) Somme des crédits encaissés par l'opérateur en 2010 et 2011 au titre des différents projets auxquels il participe (qu'il en soit le coordinateur ou non).
(2) Prévision du montant des crédits encaissés par l'opérateur en 2012 et 2013.

INSERM - INSTITUT NATIONAL DE LA SANTÉ ET DE LA RECHERCHE MÉDICALE

Créé en 1964, l'INSERM est un établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST), placé sous la tutelle des ministères chargés de la recherche et de la santé et régi par le décret n° 83-975 du 10 novembre 1983 modifié.

L'INSERM est entièrement dédié à la santé de l'Homme. En effet, ses recherches ont pour vocation l'étude de toutes les maladies, des plus fréquentes aux plus rares, à travers ses travaux de recherches biologiques, médicales et en santé des populations, en partenariat étroit avec les autres établissements de recherche publics ou privés et les hôpitaux. La mission première de l'INSERM est de faciliter les échanges entre la recherche fondamentale, la recherche clinique, la recherche thérapeutique ou diagnostique et la recherche en santé publique.

En se dotant d'une organisation sous forme d'instituts thématiques, l'organisme est devenu l'acteur institutionnel national de la coordination de l'ensemble des programmes de recherche biomédicale. Dans ce cadre, l'Alliance nationale pour les sciences de la vie et de la santé, Aviesan, a été créée par convention de coopération signée en 2009 par l'INSERM et huit autres partenaires (CNRS, CEA, INRA, INRIA, IRD, Conférence des présidents d'universités (CPU), Conférence des directeurs généraux de CHU et Institut Pasteur). Elle permet d'établir une stratégie globale en recherche dans les sciences de la vie et de la santé ainsi qu'une cohérence en matière de programmation, notamment des agences de financement (ANR, INCa). Elle permet également dans une concertation au cas par cas avec les acteurs impliqués (universités, CHU, organismes) de s'accorder sur une politique de site construite en partenariat.

L'évolution de l'INSERM s'est poursuivie en 2012 puisque l'Agence nationale de recherches sur le sida et les hépatites virales (ANRS), initialement constituée sous forme de GIP, est devenue une agence interne de l'INSERM conservant son identité propre. Elle est dotée d'un conseil d'orientation comprenant notamment des personnalités issues du monde associatif et dispose d'un budget identifié au sein de celui de l'NSERM. L'ANRS anime, coordonne et finance en France et dans les pays en développement les recherches sur le sida et les hépatites virales B et C. Elle est une agence d'objectifs et de moyens et à ce titre, elle définit des priorités scientifiques, mobilise la communauté scientifique et finance des programmes de recherche après évaluation par ses instances scientifiques.

Ce cadre participe à la réalisation des objectifs stratégiques et organisationnels de l'institut déclinés dans le contrat d'objectifs 2011-2015.

La mise en œuvre de ces objectifs se fait au sein des dix instituts thématiques multi-organismes (ITMO), organes fonctionnels de la coordination des recherches qui répondent aux enjeux majeurs de disposer au niveau national de capacités d'analyse stratégique et de programmation et de coordonner étroitement les actions des différents membres d'Aviesan, en matière de politique de site, de partenariats avec les universités et les CHU, de partenariats industriels et de coopération européenne et internationale.

L'NSERM soutient la montée en charge de l'autonomie des universités. Ainsi, un accord avec la CPU et les autres EPST dans le cadre d'Aviesan matérialise une véritable politique de site, fondée sur une confiance réciproque, visant à régler ensemble les questions d'ouverture et de renouvellement des laboratoires, d'équipements, de plateformes, de chaires et de gestion. Des déplacements sur site permettent d'élaborer des stratégies communes et de coordonner les moyens humains et financiers.

De plus, l'INSERM participe activement aux volets recherche des plans nationaux de santé : cancer (avec la mise en œuvre des mesures du plan cancer 2, en coordination avec l'INCa), Alzheimer (via la Fondation de coopération scientifique pour la recherche sur la maladie d'Alzheimer et les maladies apparentées), maladies rares, obésité.

Concernant les investissements d'avenir, l'NSERM est impliqué dans les infrastructures nationales en biologie-santé (avec notamment la coordination des biobanques, du réseau de recherche clinique, du laboratoire P4 INSERM-Jean Mérieux à Lyon), dans les instituts hospitalo-universitaires, les cohortes, IRT, démonstrateur pré-industriel et est étroitement associé aux projets portés par les universités (Idex, Labex) dans les domaines concernant l'institut. En matière de valorisation, l'INSERM et sa filiale INSERM-Transfert participent activement aux projets de SATT (sociétés d'accélération du transfert de technologie) et au projet de CVT (consortium de valorisation thématique) proposé par Aviesan. L'ANRS, pour sa part, coordonne le projet Equipex "Hepather", large cohorte de patients traités pour une hépatite B ou C. Elle est également partenaire et principal soutien du Labex "Vaccine Research Institute" (VRI) et contribue au projet "IDMIT", infrastructure nationale en biologie-santé pour la modélisation des maladies infectieuses. Ces trois projets d'avenir relèvent directement des priorités de l'agence dans les domaines de la prévention du VIH et de la recherche translationnelle pour le traitement des hépatites virales.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Pilotage et animation	**942**	**942**	**1 012**	**1 012**		
Subventions pour charges de service public	942	942	1 012	1 012		
Action n° 05 : Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la vie, biotechnologies et santé	**430 843**	**430 843**	**463 380**	**463 380**	**481 321**	**481 321**
Subventions pour charges de service public	430 843	430 843	463 380	463 380	481 321	481 321
Action n° 12 : Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies	**13 507**	**13 507**	**14 527**	**14 527**	**15 089**	**15 089**
Subventions pour charges de service public	13 507	13 507	14 527	14 527	15 089	15 089
Action n° 13 : Grandes infrastructures de recherche	**63**	**63**	**500**	**500**	**0**	**0**
Subventions pour charges de service public	63	63	500	500	0	0
Action n° 14 : Moyens généraux et d'appui à la recherche	**109 625**	**109 625**	**119 418**	**119 418**	**124 042**	**124 042**
Subventions pour charges de service public	109 625	109 625	119 418	119 418	124 042	124 042
Total	**554 980**	**554 980**	**598 837**	**598 837**	**620 452**	**620 452**

BUDGET PRIMITIF 2012

Le budget primitif pour 2012 de l'INSERM est marqué par l'intégration en son sein de l'Agence nationale de recherche sur le Sida (ANRS). Il s'établit à 840,266 M€ (+67,150 M€, +8,7 %), dont 39,888 M€ correspondant au transfert de la subvention de l'ANRS telle qu'inscrite en LFI 2011.

Le budget 2012 est financé à hauteur de 598,837 M€ par les SCSP relevant du programme 172 (soit 71,3 %, contre 72,2 % en 2011).

Le montant de **la subvention récurrente relevant du programme 172** s'établit à 597,825 M€ (+41,941 M€ et +7,5 %) et représente 71,1 % des financements, contre 72,0 % au budget 2011 voté.

Son évolution tient compte de mesures budgétaires prévues au PLF 2012 :
- intégration au 1er janvier 2012 de l'ANRS (+39,888 M€) ;
- ajustement des crédits MESR relatifs au Plan Cancer 2 (+3,000 M€) ;
- hausse du taux de cotisation aux pensions civiles et à l'ATI (+5,650 M€) ;
- économies de fonctionnement et reprise de crédits « Plan de relance de l'investissement public » (-6,512 M€) ;
- transfert d'un emploi permanent (-0,084 M€) vers le GIP OST.

La subvention relevant du programme 172 et correspondant à la répartition du dispositif post-doctoral ministériel s'établit à 29 contrats (-10 par rapport à 2011), soit 348 « mois post-docs » et 1,012 M€.

Les ressources propres augmentent nettement (241,429M€, +26,429 M€, +12,3 %) et progressent par rapport aux exercices précédents (+13,490 M€ au budget voté 2010 et +9,000 M€ en 2011). L'ANRS contribue fortement à cette progression et apporte à elle seule 6,719 M€ supplémentaires, soit environ un quart de l'évolution prévisionnelle.
Les ressources propres sont issues :
- des contrats et soutiens finalisés à la recherche : 225,751 M€ ;
- des produits de l'activité de recherche et prestations de services : 9,320 M€ ;
- des autres subventions et produits : 6,358 M€.

La masse salariale totale, à 532,076 M€ (63,3 % des crédits ouverts au budget), se décompose en dépenses « limitatives » (430,649 M€, pour 6 043 ETP dont 5 099 titulaires et 944 non titulaires) et « indicatives » (100,325 M€ pour 2 939 ETP, prévision revue à la hausse par rapport au tableau des emplois).

Au projet annuel de performance (PAP) 2012, le plafond d'emplois de l'établissement est porté de 6 187 ETP en 2011 à 6.248 ETP en 2012 (+61 ETP), pour prendre en compte les CDD recrutés sur appels à projets de l'ANRS, anciennement hors plafond.

La campagne de recrutement et de promotions pour les chercheurs prévoit le recrutement de 80 chercheurs (5 DR et 75 CR) au 1er octobre 2012, ainsi que 7 promotions en DR 0, 23 promotions en DR 1, 44 concours externes d'accès en DR 2 et 25 promotions en CR 1.

La campagne IT prévoit le recrutement de 131 ingénieurs et techniciens (120 par voie de concours externe et 11 au titre de l'emploi des personnes handicapées) au 1er octobre 2012.

Les dépenses globalisées de fonctionnement et d'investissement non programmé atteignent 282,740 M€ (+38,172 M€, +15,6 %), sous l'effet de l'intégration de l'ANRS, et se décomposent de la manière suivante :

- l'agrégat 1 représente la plus forte concentration de dépenses sur le budget (179,640 M€ ; 63,5 %), et souligne l'évolution des dotations de base aux unités de recherche.
- l'augmentation des crédits ouverts en agrégat 2 (76,637 M€ contre 40,412 M€ en 2011, +89,6 %) s'explique principalement par la ligne nouvellement créée « Animation et partenariat scientifique - ANRS », dotée de 36,551 M€.
- les crédits dédiés à l'agrégat 3 sont en légère progression, à 22,017 M€ (+2,0 %).

Les moyens fléchés sur **les opérations d'investissement programmées**, soit 25,450 M€ en CP sur l'agrégat 3, augmentent sensiblement (+1,950 M€, +8,3 %). La dotation est destinée à des investissements lourds pluriannuels immobiliers, pour certains inscrits dans le cadre des CPER.

PERSPECTIVES 2013

A structures constante et courante, la SCSP inscrite sur l'enveloppe de crédits du programme s'établit à 620,452 M€ (+22,627 M€ et +3,8 %) au PLF 2013.

Cette évolution intègre le relèvement du taux de cotisation employeur aux pensions civiles et à l'allocation temporaire d'invalidité porté à 74,60 % au 1er janvier 2013 (+10,217 M€), et, conformément aux orientations décidées par le Gouvernement, un redéploiement de crédits précédemment mobilisés par l'ANR dans le cadre d'appels à projet (+12,445 M€). Les crédits relevant de l'action 13 (TGIR) n'intègrent plus l'opération TGIR reclassée (« Ecrin », -0,465 M€) sur laquelle un ajustement net a par ailleurs été effectué (-0,035 M€).

Compte tenu d'une mesure de transfert d'emplois de post-doctorants en EPST vers le programme 150 (poursuite de la pérennisation ou régularisation d'emplois de DDRT et postes fonctionnels au sein de la DGRI), le plafond d'emplois de l'établissement passe de 6 248 ETP en 2012 à 6 246 ETP en 2013 (-2 ETP).

La répartition du dispositif post-doctoral ministériel relevant de l'action 1 du programme 172 (nombre de contrats et crédits correspondant) interviendra au cours de l'année 2013.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'EPST

(en milliers d'euros)

Dépenses	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	499 705	530 974
- activités conduites par les unités de recherche	*432 069*	*452 883*
- actions communes	*26 013*	*35 087*
- fonctions support	*41 623*	*43 004*

(en milliers d'euros)

Dépenses	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Fonctionnement et investissement non programmé	287 950	278 024
- activités conduites par les unités de recherche	*225 728*	*179 640*
- actions communes	*37 075*	*76 367*
- fonctions support	*25 147*	*22 017*
Investissement programmé et autres opérations en capital	19 421	25 450
- actions communes		
- fonctions support	*19 421*	*25 450*
Hors agrégats		5 818
Total des dépenses	**807 076**	**840 266**

(1) voté

(en milliers d'euros)

Recettes	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Subventions pour charges de service public des ministères de tutelles	554 979	598 837
Contrats et soutiens finalisés à l'activité de recherche	244 031	225 751
Produits valorisés de l'activité de recherche et prestations de services	9 480	9 320
Autres subventions et produits	5 934	6 358
Total des recettes	**814 424**	**840 266**

(1) voté

Charges calculées	56 046	60 000
Produits calculés	24 331	60 000
Réalisation de l'équilibre *(Augmentation / diminution du fonds de roulement)*	**7 348**	

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Agrégat 1 : activité conduite par les unités de recherche	452 883	179 640			**632 523**
Agrégat 2 : actions communes	35 087	76 367			**111 454**
Agrégat 3 : fonctions support	43 004	22 017		25 450	**90 471**
Hors agrégats	1 102	4 716			**5 818**
Total	**532 076**	**282 740**		**25 450**	**840 266**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	7 920	8 530	8 494
- sous plafond	*5 667*	*6 248*	*6 246*
- hors plafond opérateurs	*2 253*	*2 282*	*2 248*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES DÉPENSES D'AVENIR

En tant que bénéficiaire final

(en milliers d'euros)

Montant cumulé de crédits reçus au 31/12/ 2011 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/ 2011
821	113

Prévision de crédits au titre de 2012 (2)	Prévision de consommation en 2012	Prévision de crédits au titre de 2013 (2)	Prévision de consommation en 2013
11 521	11 521	11 892	11 892

(1) Somme des crédits encaissés par l'opérateur en 2010 et 2011 au titre des différents projets auxquels il participe (qu'il en soit le coordinateur ou non).
(2) Prévision du montant des crédits encaissés par l'opérateur en 2012 et 2013.

15 projets dont tous les investigateurs principaux appartiennent à des laboratoires relevant de l'INSERM ou d'autres partenaires d'Aviesan ont été distingués par les jurys des appels à projet des investissements d'avenir, dans le cadre des actions « Cohortes en santé », « EQUIPEX » et « Infrastructures nationales en biologie et santé ».

IPEV - INSTITUT POLAIRE FRANÇAIS PAUL-EMILE VICTOR

L'IPEV est un groupement d'intérêt public (GIP) créé en janvier 1992 et composé de 8 membres : l'État (le ministère chargé de la recherche et le ministère des affaires étrangères), le CNRS, l'IFREMER, le CEA, les TAAF, Météo-France, le CNES, les Expéditions polaires françaises (EPF).

La mission principale de l'IPEV est de mettre en œuvre des programmes scientifiques dans les régions polaires et subpolaires des deux hémisphères. Agence de moyens et de compétences au service des laboratoires de recherche nationaux, l'IPEV offre des moyens humains, logistiques, techniques et financiers nécessaires au développement de la recherche française dans ces régions. En outre, l'IPEV a également pour objet de réaliser des campagnes océanographiques au moyen des navires qui lui sont confiés.

Pour répondre à ces missions, l'IPEV dispose de 6 bases scientifiques permettant d'offrir de bonnes conditions de travail aux équipes de recherche (1 en Arctique, 3 en Subantarctique et 2 en Antarctique). Des moyens maritimes permettent également d'assurer la desserte des bases et l'activité océanographique (Marion Dufresne et Astrolabe). Par ailleurs des moyens aériens participent à la logistique sur zone.

Chaque année, un appel d'offre est lancé auprès de la communauté scientifique pour des programmes de recherche dans les régions polaires à partir de trois thèmes (terre et espace, vie et environnement, hommes et sociétés) et de trois régions (Arctique, Antarctique, Subantarctique). Les projets sont évalués par le Conseil des programmes scientifiques et technologiques (CPST), comité d'experts internationaux indépendant de l'IPEV. Leur mise en œuvre dépend à la fois de leur qualité scientifique telle qu'appréciée par le CPST et de leur faisabilité sur le terrain.

L'Institut soutient et met en œuvre en moyenne 75 projets scientifiques par an ainsi qu'une dizaine de campagnes océanographiques à bord du « Marion Dufresne », le plus grand navire océanographique de la flotte européenne. La plupart de ces activités scientifiques et technologiques s'effectuent dans le cadre de collaborations internationales.

Lors des dix dernières années, les principaux enjeux pour l'IPEV ont consisté à exploiter de façon optimale les deux très grandes infrastructures que sont la station continentale antarctique « Concordia » et le navire océanographique « Marion Dufresne II » et plus récemment à développer les activités scientifiques en Arctique par une mise en commun des moyens avec l'Alfred Wegner Institut et la création au Svalbard d'une base de recherche commune franco-allemande : « AWIPEV ».

Objet d'une collaboration à parité entre la France et l'Italie, la station « Concordia » est la 3ème base permanente sur le plateau continental Antarctique. Son exploitation a permis le lancement de programmes de recherche comme la reconstitution des climats du passé, l'étude de la composition chimique des basses et hautes couches de l'atmosphère, la mise en place d'observatoires dans les domaines de l'astronomie et des sciences de la terre ou l'analyse du comportement humain en milieu confiné. En 2011, 20 programmes ont été soutenus, 56 scientifiques ont séjourné sur cette base continentale pour un total de 3 208 jours.

L'année 2011 a été marquée par le plein emploi du navire océanographique « Marion Dufresne II » (217 jours de mer), et la mise en œuvre de 6 campagnes totalisant 10 programmes océanographiques clés (études de paléoclimatologie, évolution du CO_2 et de la circulation océanique, géosciences marines, carottage sédimentaire et observations labellisées) et qui ont conduit le navire à la fois dans l'Océan Indien et dans l'Océan Atlantique au large du Brésil.

A la demande du ministère chargé de la recherche, une structure de gestion coordonnée de la flotte hauturière, semi-hauturière et côtière ainsi que des équipements mobiles, à travers une unité mixte de service « UMS Flotte », a été mise en place par l'Ifremer, l'IPEV, l'IRD et le CNRS.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 09 : Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	**7 643**	**7 643**	**7 642**	**7 642**	**8 090**	**8 090**
Subventions pour charges de service public	7 643	7 643	7 642	7 642	8 090	8 090
Action n° 13 : Grandes infrastructures de recherche	**13 627**	**13 627**	**14 000**	**14 000**	**14 000**	**14 000**
Subventions pour charges de service public	13 627	13 627	14 000	14 000	14 000	14 000
Action n° 14 : Moyens généraux et d'appui à la recherche	**892**	**892**	**892**	**892**	**944**	**944**
Subventions pour charges de service public	892	892	892	892	944	944
Total	**22 162**	**22 162**	**22 534**	**22 534**	**23 034**	**23 034**

ÉTAT PRÉVISIONNEL DES RECETTES ET DES DÉPENSES 2012

Le budget 2012 de IPEV s'élève à 29,214 M€, en légère augmentation par rapport à 2011 (+0,535 M€ ; +1,9 %).

La SCSP relevant du programme 172 inscrite au PLF 2012 s'élève à 22,534 M€, représente 77,1 % des recettes totales, contre 78,6 % l'an passé.

La part de la SCSP affectée au fonctionnement passe de 19,689 M€ à 19,923 M€ (+0,234 M€, +1,2 %) et celle affectée à l'investissement de 2,845 M€ à 2,611 M€ (-0,234 M€, -8,2 %).

Les autres ressources sont évaluées à 6,680 M€ (+0,535 M€ ; +1,9 %) et représentent 22,9 % des financements.
Les ressources propres de l'Institut sont constituées de diverses recettes de fonctionnement et des amortissements, les contributions principales étant la mise à disposition de personnel CNRS, à 2,136 M€, et les contributions de partenaires extérieurs aux campagnes océanographiques finalisées au moment de l'élaboration de l'EPRD 2012 à 1 M€.

Les recettes reçues au titre des prestations de services sont strictement reconduites, à 0,221 M€, et la participation globale des membres du GIP (CNRS, CEA, IFREMER, CNES, Météo-France, MAEE) est également identique à celle de l'EPRD 2011, à 0,483 M€.

La section de fonctionnement s'élève à 26,603 M€ (+0,769 M€, +3,0 %) et se décompose en 23,803 M€ de fonctionnement courant (dont 3,530 M€ de dépenses de personnel) et 2,800 M€ d'opérations internes (dotations aux amortissements).

Au sein de ces dépenses, les dépenses d'exploitation du « Marion Dufresne II » sont en légère progression, à 8,908 M€ (+0,211 M€, +2,4 %) et couvrent uniquement l'intégralité du loyer d'affrètement annuel et les frais d'exploitation nécessaires aux premières campagnes de l'année. Le montant des ressources extérieures nécessaires pour une utilisation optimale durant les 217 jours annuels alloués au « MD II » pour l'organisation des campagnes océanographiques est de 2,900 M€ TTC, contre 1,000 M€ de recettes avérées et budgétées.
Le fonctionnement de la station polaire franco-italienne Concordia s'élève à 4,109 M€ (+0,120 M€, +2,9 %), afin de faire face à l'accroissement de dépenses conjoncturelles telles que la hausse des carburants et l'affrètement des hélicoptères.

Les dépenses d'exploitation de « L'Astrolabe » sont de 1,434 M€.

Les dépenses d'investissement sont contraintes, à 2,611 M€ (-0,234 M€ ; -8,2 %).

Les opérations retenues sont prioritairement :
- la poursuite de la rénovation des infrastructures de la station côtière antarctique Dumont d'Urville, en reconduction (0,461 M€) ;
- le remplacement et le développement des moyens de transport terrestre en Antarctique (0,542 M€) ;
- la jouvence des apparaux scientifiques du « Marion Dufresne II », en reconduction (0,180 M€) ;
- l'entretien de la base continentale Antarctique Concordia, en reconduction (0,320 M€) ;
- la poursuite et la fin de l'aménagement de la base franco-allemande du Spitzberg (0,105 M€) ;
- le développement et le soutien des programmes scientifiques réalisés sur les bases terrestres (0,336 M€) ;
- le développement du volet technologique pour la rationalisation des énergies en Antarctique (0,100 M€).

PERSPECTIVES 2013

A structures constante et courante, la SCSP inscrite sur l'enveloppe de crédits du programme s'établit à 23,034 M€ (+0,500 M€ et +2,2 %) au PLF 2013.
Cette évolution intègre, conformément aux orientations décidées par le Gouvernement, un redéploiement de crédits précédemment mobilisés par l'ANR dans le cadre d'appels à projet (+0,5 M€).

Au PLF 2013, le plafond d'emplois de l'établissement reste inchangé à 15 ETP.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	3 876	3 913	Ressources de l'État	19 446	22 534
			- subventions de l'État	*19 446*	*22 534*
Fonctionnement	23 335	22 689	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	6 864	6 418
			Ressources propres et autres	362	261
Total des charges	**27 211**	**26 602**	**Total des produits**	**26 672**	**29 213**
Résultat : bénéfice		2 611	Résultat : perte	539	
Total : équilibre du CR	**27 211**	**29 213**	Total : équilibre du CR	**27 211**	**29 213**

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	538		Capacité d'autofinancement		2 611
Investissements	2 778	2 611	Ressources de l'État	2 716	
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources		
Total des emplois	**3 316**	**2 611**	**Total des ressources**	**2 716**	**2 611**
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	600	

(1) voté

La subvention de l'État est intégralement inscrite au compte de résultat, contrairement à 2011, permettant ainsi de dégager une capacité d'autofinancement retracée dans le tableau de financement abrégé.

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Navire "Astrolabe"		1 434			**1 434**
Navire "Marion Dufresne II"	251	8 733		385	**9 369**
Opérations non répartissables par destination		2 800			**2 800**
Programmes scientifiques	540	1 039		361	**1 940**
Station polaire "Concordia"	922	2 262		1 032	**4 216**
Support général	769	2 811		87	**3 667**
Support logistique et technique	1 431	3 610		746	**5 787**
Total	**3 913**	**22 689**		**2 611**	**29 213**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	97	103	98
- sous plafond	*14*	*15*	*15*
- hors plafond opérateurs	*83*	*88*	*83*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	33	32	
- rémunérés par d'autres collectivités ou organismes	*33*	*32*	

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

OST - OBSERVATOIRE DES SCIENCES ET DES TECHNIQUES

L'Observatoire des sciences et des techniques (OST) est un groupement d'intérêt public (GIP) constitué depuis le 13 avril 1990.

Il associe l'État (représenté par le ministère chargé de la recherche, le ministère chargé des affaires étrangères, le ministère chargé de la défense, le ministère chargé de l'industrie et le ministère chargé de l'équipement) le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), le Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement (CIRAD), le Centre national des études spatiales (CNES), le Centre national de la recherche scientifique (CNRS), l'Institut national de recherche agronomique (INRA), l'Institut national de la santé et de la recherche médical (INSERM), l'Institut de recherche pour le développement (IRD), l'Association nationale de la recherche et de la technologie (ANRT) et la Conférence des présidents d'université (CPU), et l'Institut de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA), dont le processus d'adhésion est en cours.

L'OST est chargé de la conception et de la production d'indicateurs quantitatifs relatifs aux activités scientifiques, technologiques et d'innovation au sens large, et de leur interprétation en termes de position de la France et ses acteurs dans l'Europe et dans le monde grâce notamment à la constitution et au maintien d'une base de données.

En se fondant sur ces indicateurs, le groupement réalise des études et en assure la publication, la diffusion et la valorisation, directement ou en coproduction avec ses partenaires.

Enfin, l'OST contribue au progrès des connaissances et au développement de la recherche sur les méthodologies de conception et de production de ce type d'indicateurs, sur les conditions de leur pertinence et de leur fiabilité ainsi que sur les analyses stratégiques ou prospectives qu'ils permettent de réaliser. Il participe à des initiatives européennes et internationales ainsi qu'à des actions de formation dans ce domaine.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Pilotage et animation	**1 213**	**1 213**	**1 497**	**1 497**	**1 497**	**1 497**
Subventions pour charges de service public	1 213	1 213	1 497	1 497	1 497	1 497
Total	**1 213**	**1 213**	**1 497**	**1 497**	**1 497**	**1 497**

Le GIP reçoit également de la part des ministères de la défense, des affaires étrangères, de l'industrie et de l'équipement une contribution de 0,331 M€.

BUDGET PRIMITIF 2012

Le compte de résultat prévisionnel voté par le Conseil d'administration retrace 3,594 M€ (+0,056 M€, +1,6 % par rapport au budget primitif précédent) de produits pour 3,586 M€ (+0,270 M€, +8,1 %) de charges, soit un résultat prévisionnel légèrement bénéficiaire : +0,008 M€.

Les produits recouvrent les contributions « ordinaires » des membres du GIP s'élèvent à 2,472 M€ HT (soit 2,616 M€ TTC), réparties entre ministères (chargés de la recherche, des affaires étrangères, de la défense, de l'équipement et de l'industrie : 1,828 M€, dont 1,497 M€ pour le MESR) et autres institutions ou établissements publics (CNES, CEA, CIRAD, CNRS, INRA, INRIA, INSERM, IRD, CEMAGREF, ANRT et CPU : 0,643 M€).

Les dépenses globales de personnel prévues sont de 1,878 M€ (+0,335 M€, +21,7 % par rapport à 2011), recouvrant la taxe sur les salaires, les rémunérations et les charges pour 24,1 ETP hors personnels mis à disposition (contre 22,4 ETP en 2011), rémunérés et répartis entre personnels détachés (2,8 ETP), CDI (18,4 ETP), CDD (2,9 ETP). Elles sont affectées pour moitié à la fois sur le budget « central » et sur les contrats.

Les dépenses d'investissement prévues au tableau de financement, soit 0,008 M€, sont en forte réduction (0,072 M€ au budget primitif précédent), suite à l'aménagement des nouveaux locaux en 2011.

PERSPECTIVES 2013

A structure courante, la subvention du GIP OST est reconduite à hauteur de 1,497 M€ au PLF 2013. Le plafond d'emploi est maintenu à 28 ETP.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	1 547	1 878	Ressources de l'État	376	1 828
			- subventions de l'État	*376*	*1 828*
Fonctionnement	1 386	1 708	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	763	826
			Ressources propres et autres	964	940
Total des charges	**2 933**	**3 586**	**Total des produits**	**2 103**	**3 594**
Résultat : bénéfice		8	Résultat : perte	830	
Total : équilibre du CR	**2 933**	**3 594**	Total : équilibre du CR	**2 933**	**3 594**

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	651	8
Investissements	202	8	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources		
Total des emplois	**202**	**8**	**Total des ressources**	**651**	**8**
Apport au fonds de roulement	449		Prélèvement sur le fonds de roulement		

(1) voté

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	23	28	28
- sous plafond	*23*	*28*	*28*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

Note explicative

La comptabilité d'analyse des coûts (CAC) s'appuie sur des principes, règles et méthodes de construction partagés par l'ensemble des acteurs : ministères, services du contrôle budgétaire et comptable ministériel, direction du budget et de la direction générale des finances publiques.

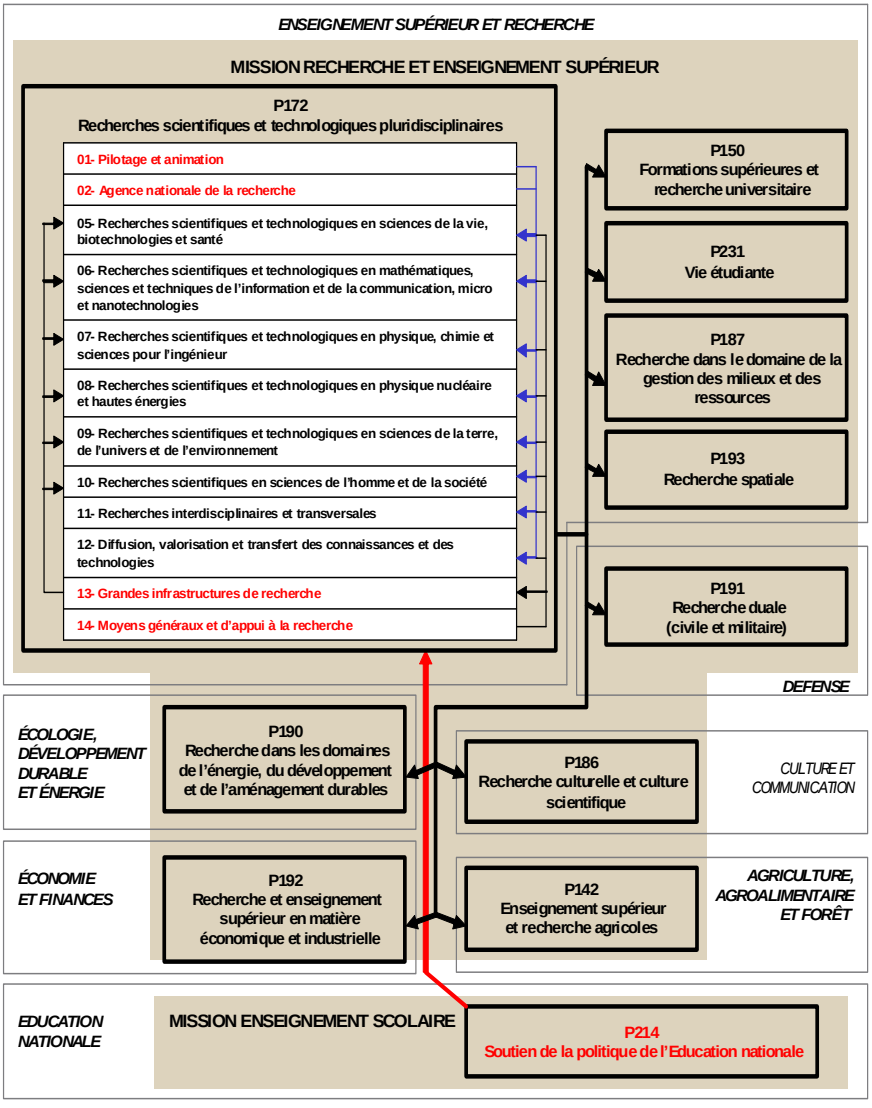
Le volet « Analyse des coûts » du PAP vise plus particulièrement l'identification des enjeux en matière de consommation de ressources partagée entre programmes, qu'ils relèvent ou non de la même mission.

A ce titre, ce volet comporte trois parties : 1°- une cartographie des liens de consommation des ressources entre actions ; 2°- un tableau de synthèse retraçant successivement la valeur initiale des actions, les ventilations internes et externes et la valeur après ventilations des actions ; 3°- les observations des équipes ministérielles, intégrant l'explication des principes méthodologiques appliqués aux données retraitées, et éclairant les résultats obtenus.

Enfin, l'analyse des coûts contribue à la documentation de la démarche de performance et s'inscrit dans un cycle d'amélioration continue.

SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Numéro et intitulé de l'action	PLF 2013 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2013 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2012 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
01 - Pilotage et animation	151 687 613	-30 310 813	-121 376 800	0	0
02 - Agence nationale de la recherche	686 654 491	-349 890 250	-336 764 241	0	0
05 - Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la vie, biotechnologies et santé	1 220 908 022	+385 950 915	+8 680 136	1 615 539 073	1 586 454 984
06 - Recherches scientifiques et technologiques en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	524 798 481	+212 315 860	+3 731 093	740 845 434	734 963 387
07 - Recherches scientifiques et technologiques en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	681 309 734	+197 246 534	+4 843 821	883 400 089	829 757 123
08 - Recherches scientifiques et technologiques en physique nucléaire et des hautes énergies	344 008 799	+84 911 576	+2 445 756	431 366 131	429 376 664
09 - Recherches scientifiques et technologiques en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	314 192 205	+107 641 124	+2 233 771	424 067 100	418 035 976
10 - Recherches scientifiques en sciences de l'homme et de la société	330 929 821	+109 181 900	+2 352 769	442 464 490	432 897 422
11 - Recherches interdisciplinaires et transversales	62 706 000	+20 001 406	+445 812	83 153 218	82 943 770
12 - Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies	78 865 241	+33 654 630	+560 697	113 080 568	111 134 712
13 - Grandes infrastructures de recherche	244 246 000	-244 246 000		0	0
14 - Moyens généraux et d'appui à la recherche	526 456 882	-526 456 882		0	0
Total	**5 166 763 289**	**0**	**-432 847 186**	**4 733 916 103**	**4 625 564 038**

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	**+432 847 186**
142 / Enseignement supérieur et recherche agricoles (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	+5 461 472
150 / Formations supérieures et recherche universitaire (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	+273 997 887
186 / Recherche culturelle et culture scientifique (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	+991 000
187 / Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	+51 986 135
190 / Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	+10 480 402
191 / Recherche duale (civile et militaire) (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	0
192 / Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	+92 600 268
193 / Recherche spatiale (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	+7 248 120
214 / Soutien de la politique de l'éducation nationale (Mission « Enseignement scolaire »)	-11 198 103
231 / Vie étudiante (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	+1 280 005

OBSERVATIONS

PRÉSENTATION DES FONCTIONS DE SOUTIEN DU PROGRAMME

Les fonctions de soutien du programme se distribuent sur quatre actions.

Les actions 1 et 2, issues de l'ancien programme « orientation et pilotage de la recherche », sont dédiées aux moyens de pilotage et de soutien de la politique publique de recherche et d'innovation.

L'action 1 « Pilotage et animation » rassemble les moyens consacrés :

- aux outils et acteurs concourant au pilotage du programme et de la politique ministérielle de recherche : études et prospective, moyens du Haut conseil de la science et de la technologie (HCST), de l'Observatoire des sciences et des techniques (OST) et de l'Académie des technologies ;
- à l'action européenne et internationale du ministère sur le segment de la recherche ;
- aux moyens et aux dispositifs d'aide aux jeunes scientifiques (conventions CIFRE, post-doctorants), d'animation scientifique (culture scientifique et technique, information scientifique et technique, colloques) et de soutien à la recherche (équipement des contrats de plan État régions, financement de structures diverses) ;
- aux dispositifs de soutien à l'innovation : actions d'incitation au transfert de technologie inscrites aux CPER, mutualisation de la valorisation, concours de création d'entreprises, soutien aux incubateurs d'entreprises ;
- aux fonctions support du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR) : moyens de fonctionnement du site « Descartes », qui héberge l'administration centrale de la recherche (DGRI) et de l'enseignement supérieur (DGESIP) ; moyens de fonctionnement des directions régionales de la recherche et de la technologie (DRRT) ; crédits de communication.

L'action 2 « Agence nationale de la recherche », regroupe les moyens de fonctionnement et d'intervention de l'ANR.

Les actions 13 et 14, issues de l'ancien programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires », sont dédiées aux moyens de pilotage et de soutien des opérateurs du programme.

L'action 13 « Grandes infrastructures de recherche » regroupe les crédits du budget de l'État consacrés par certains des opérateurs du programme (CNRS, CEA et institut Paul-Émile Victor – IPEV) aux grands instruments ou équipements communs de recherche (synchrotrons, sources de neutrons, télescopes, centres de calcul, réseaux, station polaire…) dont ils sont les maîtres d'ouvrage, les gestionnaires ou les utilisateurs.

L'action 14 « Moyens généraux et d'appui à la recherche » concerne les moyens particuliers que les opérateurs de recherche du programme mettent en œuvre pour gérer et administrer leurs activités de recherche scientifique et de développement technologique. Ils viennent en appui de ces activités pour fortifier leur efficacité et leur performance, sans se confondre avec elles. Cette action représente les coûts indirects qui ne sont pas a priori imputables à un domaine particulier.

MODALITÉS DE VENTILATION DES CRÉDITS DES FONCTIONS SOUTIEN DU PROGRAMME

Actions dédiées aux moyens de pilotage et de soutien de la politique publique de recherche et d'innovation (actions 1 et 2)

Les modalités de ventilation des crédits utilisées dans cet exercice sont conformes aux recommandations du Comité interministériel d'audit des programmes (CIAP) exprimées dans son avis rendu en janvier 2006.

La ventilation (pour partie interne vers les actions « opérateurs » du programme et pour partie externe vers les autres programmes « recherche » de la MIRES) des crédits des actions 1 et 2, qui visent à l'orientation et au pilotage de la recherche, prend en compte, à l'invitation du CIAP, la nature interministérielle de la MIRES et le rôle de coordination de la mission affiché par le programme.

Action « Pilotage et animation »

Les crédits d'études et de prospective, de l'action européenne et internationale, de soutien à la recherche et de support du programme (hors les moyens de fonctionnement du site Descartes) sont ventilés au prorata des moyens affectés à la recherche dans les programmes de la MIRES placés sous la responsabilité du MESR (hors actions support de ces programmes), soit les programmes « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (ventilation interne), « Formations supérieures et recherche universitaire », « Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources » et « Recherche spatiale » (ventilation externe).

Les crédits de fonctionnement du site Descartes, qui bénéficient à la fois à la recherche et à l'enseignement supérieur, sont ventilés au prorata du poids budgétaire (hors actions support) des programmes du MESR, soit les programmes « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » (ventilation interne), « Formations supérieures et recherche universitaire », « Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources », « Recherche spatiale » et « Vie étudiante » (ventilation externe).

Les crédits dédiés à la diffusion de la culture scientifique et technique sont ventilés vers l'action « Opérateurs de la culture scientifique et technique » du programme « Recherche culturelle et culture scientifique » du ministère de la culture et de la communication, compte tenu de la proximité des objectifs poursuivis.

Les crédits de fonctionnement de l'IHEST sont redéployés comme les crédits de l'information scientifique et technique, à laquelle l'institut contribue, soit vers les actions « Diffusion des savoirs » du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » et « Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies » des programmes « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » et « Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources », au prorata des crédits « recherche » de ces programmes.

Les crédits des conventions CIFRE (qui permettent à des doctorants de préparer leur thèse dans une entreprise avec l'appui d'un laboratoire public) sont ventilés vers les actions « recherche universitaire » du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » en fonction des champs disciplinaires des sujets de thèse recensés par l'Agence nationale de la recherche technologique (ANRT), gestionnaire délégué du dispositif.

Les crédits réservés à l'accueil de post doctorants sont quant à eux destinés aux organismes de recherche qui rémunèrent ces jeunes chercheurs. Ils sont en conséquence ventilés vers les programmes de rattachement de ces organismes, au prorata des effectifs accueillis et des mensualités versées.

Les crédits de l'information scientifique et technique, dont les finalités recoupent celles des moyens accordés aux établissements d'enseignement supérieur et organismes de recherche à partir des actions « Diffusion des savoirs » du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » ou « Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies » des programmes « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » et « Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources » sont déversés sur ces actions au prorata des crédits « recherche » des programmes concernés.

Les crédits destinés aux actions d'incitation aux transferts de technologie, au concours d'entreprises innovantes et aux incubateurs d'entreprises sont imputés à l'action « Soutien et diffusion de l'innovation » du programme « Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle ».

Les crédits de la mutualisation de la valorisation, dont les finalités recoupent celles des actions « Diffusion des savoirs » du programme « Formations supérieures et recherche universitaire » et « Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies » des programmes « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » et « Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources », sont déversés vers ces actions au prorata des crédits « recherche » de ces programmes.

Action « Agence nationale de la recherche »

Les crédits de fonctionnement et d'intervention de l'ANR (appels à projets et financement des dispositifs tels que les instituts Carnot, les pôles de compétitivité, la procédure Euréka, les réseaux technologiques…) sont déversés vers l'ensemble des programmes « recherche » de la MIRES, au prorata de la part des opérateurs de ces programmes dans la programmation 2011 de l'ANR.

Actions dédiées aux moyens de pilotage et de soutien des opérateurs du programme (actions 13 et 14)

La ventilation de ces actions est interne au programme ; elle s'applique, d'une part, à l'action « Grandes infrastructures de recherche », qui regroupe les crédits du budget de l'État consacrés par certains des opérateurs du programme (CNRS, CEA, INRIA et IPEV) aux grands instruments ou équipements communs de recherche dont ils sont les maîtres d'ouvrage, les gestionnaires ou les utilisateurs et, d'autre part, à l'action « Moyens généraux et d'appui à la recherche », qui est dédiée aux moyens particuliers que les opérateurs de recherche du programme mettent en œuvre pour gérer et administrer leurs activités de recherche scientifique et de développement technologique.

Dans une première étape, les dépenses de l'action « Moyens généraux et d'appui à la recherche » sont ventilées vers les autres actions du programme exécutées par les opérateurs ; dans une seconde étape, les dépenses de l'action « Grandes infrastructures de recherche » (abondées d'une partie des dépenses de l'action précitée) sont elles-mêmes ventilées vers les actions « opérateurs » restantes du programme. Pour cet exercice, les déversements sont ventilés au prorata des moyens affectés par action.

Dans ces conditions, la budgétisation des subventions aux opérateurs du programme s'effectue en dépenses directes prévisibles et l'analyse des coûts permet de présenter parallèlement une maquette en dépenses complètes prévisibles par action.

FONCTIONS DE SOUTIEN EXTERNE ET MODALITÉS DE VENTILATION DES CRÉDITS

Le programme bénéficie de fonctions de soutien rattachées à d'autres programmes :

- moyens en personnel, inscrits au programme « Formations supérieures et recherche universitaire », des structures de l'administration centrale dédiées à la recherche qui sont placées sous l'autorité de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche (décrets d'attributions n° 2012-767 (MEN) et 2012-777 (MESR) du 24 mai 2012 - JO du 25/5) : direction générale de la recherche et de l'innovation, délégation aux usages de l'internet, bureau du cabinet ;
- moyens en personnel et de fonctionnement, inscrits au même programme, de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), autorité administrative indépendante chargée d'évaluer les activités de recherche et d'enseignement des organismes de recherche et des établissements d'enseignement supérieur ;
- moyens en personnel, inscrits au programme « Soutien de la politique de l'éducation nationale » (mission « Enseignement scolaire »), des structures de l'administration centrale exerçant des fonctions transversales qui sont placées sous l'autorité conjointe des ministres de l'éducation nationale (décret d'attribution n° 2012-767 du 24 mai 2012 - JO du 25/5) et de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche (décret d'attribution n° 2012-777 du 24 mai 2012 - JO du 25/5) : directions d'appui regroupées au sein du secrétariat général, inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, médiateur de l'éducation nationale, haut fonctionnaire de défense et de sécurité.

De manière à construire la dépense complète prévisible du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires », les crédits de ces fonctions de soutien font l'objet de déversements vers les actions de politique publique du programme (actions 5 à 12) selon des modalités qui sont détaillées dans la présentation de l'analyse des coûts des programmes d'origine.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Les fonctions de soutien et de pilotage de la politique publique de recherche et d'innovation (actions 1 et 2) représentent un volume de crédits directs de 838,3 M€, soit 16,2 % des crédits directs totaux du programme (contre 18,1 % pour la LFI 2012). Les crédits de l'ANR (686,7 M€) en constituent la plus grosse part. Elles font l'objet de déversements internes, vers les actions porteuses de politique publique exécutées par les opérateurs du programme (actions 5 à 12), à hauteur de 380,2 M€ (7,4 % des crédits directs totaux), et externes, vers les autres programmes de la mission, pour le solde des crédits, soit 458,1 M€ (8,9 % des crédits directs totaux).

Les fonctions de soutien exécutées par les opérateurs du programme (actions 13 et 14) donnent lieu intégralement et exclusivement à des déversements internes vers les actions de politique publique 5 à 12. Elles sont dotées de 770,7 M€ de crédits, soit 14,9 % des crédits directs totaux du programme.

Le programme reçoit par ailleurs le soutien externe de deux programmes (P150 et P214) pour un montant de 25,3 M€ qui représente 0,5 % de ses crédits directs, dont :

– 0,2 % au titre des fonctions transversales du secrétariat général des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche (rattachées au programme de soutien de la mission Enseignement scolaire) ;
– 0,3 % au titre des moyens de l'AERES et des crédits de personnel de l'administration centrale de la recherche (inscrits au programme Formations supérieures et recherche universitaire).

Les crédits budgétaires du programme après ventilation diminuent globalement de 8,4 % par rapport aux crédits directs (contre -9,7 % pour la LFI 2012). Sur le périmètre des seules actions de politique publique du programme (actions 5 à 12), les crédits progressent de 33,1% après ventilation (+32,3 % par déversement interne et +0,7 % par déversement externe), contre 36,6 % pour la LFI 2012 (+35,9% par déversement interne et +0,7% par déversement externe).

Après ventilation des actions soutien au profit des actions de politiques publiques, les crédits progressent de 2,3 % entre la LFI 2012 et le PLF 2013.

PROGRAMME 187

Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources

PROGRAMME 187

RECHERCHE DANS LE DOMAINE DE LA GESTION DES MILIEUX ET DES RESSOURCES

MINISTRE CONCERNÉ : GENEVIÈVE FIORASO, MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	306
Objectifs et indicateurs de performance	309
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	316
Justification au premier euro	321
Opérateurs	330
Analyse des coûts du programme et des actions	360

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Roger GENET
Directeur général pour la recherche et l'innovation
Responsable du programme n° 187 : Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources

Le programme 187 « Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources » répond à des enjeux sociétaux liés à la nécessité de nourrir sept milliards d'êtres humains (neuf à l'horizon 2050), en assurant l'accès à l'eau et aux ressources ainsi qu'à la sécurité alimentaire. Il vise à renforcer les performances économiques, sociales et environnementales des activités agricoles, forestières, halieutiques et minières, et à mieux prendre en compte les enjeux liés à la préservation des milieux et de la biodiversité, à la prévention des risques naturels, à la réduction des risques anthropiques et au développement du carbone renouvelable pour la chimie et l'énergie.

Il s'inscrit dans les orientations prioritaires de la stratégie nationale de recherche et d'innovation (SNRI) : la santé, le bien-être, l'alimentation, les biotechnologies, l'urgence environnementale et les écotechnologies. Ses activités se déclinent autour des thématiques de l'agronomie, de la connaissance et de l'ingénierie des milieux et des écosystèmes, des technologies environnementales, de la transformation, de l'exploitation et de la gestion durable des ressources naturelles, minérales ou vivantes, de l'eau, des territoires et des espaces terrestres, littoraux et maritimes.

Le programme a l'ambition de combiner l'excellence et le caractère pluridisciplinaire et finalisé de la recherche scientifique et technologique dans toutes ses dimensions : l'élaboration de connaissances et de systèmes d'information, la veille et les réflexions prospectives en France, en Europe et dans le monde, les expertises, la mise à disposition de données complexes et structurées, la conception de trajectoires d'innovation avec les produits associés pour la production, la transformation et la sécurité alimentaires, la surveillance des milieux et des écosystèmes, la prévision, l'anticipation et l'atténuation des risques.

Constituant un ensemble original du système français de recherche et d'innovation, le programme est mis en œuvre par six établissements publics de recherche finalisée dans des domaines complémentaires (INRA, IRD, IRSTEA {ex-Cemagref}, CIRAD, IFREMER et BRGM), qui fondent leur stratégie et leur programmation sur les enjeux des sociétés du Nord et du Sud, qu'ils traduisent en questions et objets de recherche et en activités assurant la cohérence entre trois dimensions :

- la production de connaissances scientifiques, de technologies et de savoir-faire ;
- la diffusion et la valorisation des résultats obtenus ;
- l'expertise en appui aux politiques publiques.

Les opérateurs répondent aux demandes de recherche sur des thématiques et finalités issues du Grenelle de l'environnement, notamment pour les infrastructures d'observation de l'environnement et des écosystèmes. Ils sont également acteurs de la mise en œuvre du Grenelle de la mer par la mise en réseau des sciences marines, le développement des énergies et des ressources minérales marines et la prévision océanographique. Ils contribuent à la construction conjointe de programmes de recherche finalisée avec les acteurs concernés, entreprises, collectivités publiques, associations et organisations non gouvernementales. Ils mobilisent – outre la subvention pour charges de service public – des ressources sur contrats représentant près d'un tiers du montant de la subvention.

Les opérateurs s'inscrivent dans le processus de rationalisation de l'organisation de la recherche en se regroupant sur des objectifs communs et transversaux avec leurs principaux partenaires de la recherche et de l'enseignement supérieur. Ils participent ainsi à quatre des cinq alliances de recherche créées en 2009-2010 pour construire une capacité de programmation au niveau national :

- ALLENVI pour les sciences de l'environnement (y compris le vivant et la biodiversité), dont ils sont tous membres fondateurs ;
- ANCRE pour les énergies renouvelables, dont ils sont tous membres associés ;
- AVIESAN pour la santé, à laquelle participent l'INRA et l'IRD ;
- ALLISTENE pour les sciences du numérique, à laquelle participe l'INRA.

La réunion de six opérateurs complémentaires au sein du programme favorise et encourage des regroupements fonctionnels et des initiatives structurantes : GIE Quae pour l'édition scientifique, infrastructures de recherche, expertises collectives, coordination et mutualisation au niveau international, dans les pays du Sud et en outre-mer notamment avec l'Agence inter-établissements de recherche pour le développement (AIRD) créée en 2006.

Les opérateurs sont tous membres fondateurs de la Fondation pour la recherche sur la biodiversité (FRB) qui porte la participation française à la plate-forme scientifique intergouvernementale sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES). Créée le 24 février 2011, elle a tenu deux sessions constitutives en octobre 2011 et en avril 2012 et tiendra sa première réunion plénière effective début 2013.

Ils opèrent par ailleurs un rapprochement avec l'enseignement supérieur en participant à des pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) et en promouvant une offre de recherche et de formation coordonnée à l'international dans le domaine de l'agronomie, par l'intermédiaire du « Consortium national pour l'agriculture, l'alimentation, la santé animale et l'environnement » (Agreenium, dont font partie l'INRA et le CIRAD) qui a défini son plan d'action pour les années 2011 2013.

Leur action est confortée par leurs nombreux projets sélectionnés dans le cadre du programme d'investissements d'avenir : équipements d'excellence, laboratoires d'excellence, initiatives d'excellence, biotechnologies, dans lesquels ils sont engagés pour les dix ans à venir. Les opérateurs du programme participent à trois projets d'instituts d'excellence en matière d'énergies décarbonées (IEED) : France-Energie marine, Greenstars pour le développement de l'utilisation des microalgues et Géodenergies pour la création de filières industrielles dans le domaine du sous-sol.

Les opérateurs portent cinq instituts Carnot labellisés en 2011, dont trois renouvelés et membres de l'Alliance Carnot Environnement et deux nouveaux dans les domaines de la qualité alimentaire et de la santé animale.

Au-delà du cadrage annuel budgétaire des activités des opérateurs de ce programme, le pilotage par objectifs stratégiques se traduit aussi par des contrats pluriannuels entre l'État et ces établissements, précisant les objectifs prioritaires visés ainsi que les indicateurs associés. Ceux-ci complètent le volet performance de ce programme.

Le programme est structuré en huit actions qui déclinent les domaines d'application partagés :
- cinq actions correspondant aux domaines de recherche associés à des enjeux de société ;
- trois actions transversales qui concernent la valorisation et l'expertise, les grandes infrastructures de recherche et la gestion de la recherche par les établissements.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	**Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international**
INDICATEUR 1.1	Production scientifique des opérateurs du programme
INDICATEUR 1.2	Reconnaissance scientifique des opérateurs du programme
OBJECTIF 2	**Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des filières économiques associées par le transfert et la valorisation des résultats de la recherche**
INDICATEUR 2.1	Rentabilité de la valorisation : produit des redevances sur brevets, certificats d'obtention végétale, logiciels et licences rapporté aux dépenses liées aux frais de propriété intellectuelle
INDICATEUR 2.2	Part des contrats de recherche passés avec des entreprises dans les ressources des opérateurs
OBJECTIF 3	**Mobiliser les connaissances en appui aux politiques publiques**
INDICATEUR 3.1	Nombre de rapports d'expertise publiés par les opérateurs du programme en réponse à une commande publique formalisée

OBJECTIF 4 **Contribuer au développement du Sud par le partenariat scientifique et technologique**

INDICATEUR 4.1 Part des co-publications réalisées avec des partenaires de pays du Sud parmi les publications des opérateurs du programme

OBJECTIF 5 **Participer activement à la construction de l'Europe de la recherche**

INDICATEUR 5.1 Taux de présence des opérateurs du programme dans les projets financés par le PCRD de l'Union Européenne

INDICATEUR 5.2 Part des articles co-publiés avec un pays membre de l'Union européenne (UE 27) dans les articles des opérateurs du programme

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Produire des connaissances scientifiques au meilleur niveau international

La recherche dite « finalisée » intègre à la fois les aspects scientifiques et leurs enjeux socio-économiques. Elle résulte d'une démarche développant les mêmes approches et soumise aux mêmes critères que ceux des recherches disciplinaires. Elle partage avec la recherche disciplinaire l'impératif d'excellence et de compétitivité internationale qui se mesurent avec les mêmes indicateurs de performance : les publications et leurs indices d'impact

Deux indicateurs bibliométriques (1.1 et 1.2), analogues à ceux du programme 172, mesurent la place prise par la production scientifique des opérateurs du programme.

Le premier indicateur (1.1) est essentiellement quantitatif : il mesure la part des publications de référence internationale produites par les opérateurs du programme dans le monde, en Europe (UE 27) et, depuis le PAP 2011, au sein de l'espace France-Allemagne-Royaume-Uni, pays comparables en termes de dépense intérieure de recherche et développement (DIRD) et de dynamique de recherche. Si des cibles volontaristes ont été fixées depuis la création du programme, il convient de souligner néanmoins que le maintien de la part des publications de référence internationale des opérateurs du programme à un niveau constant est un bon résultat au regard de la montée en puissance d'acteurs très dynamiques, tant au niveau européen (Espagne, Pologne…) que mondial (Corée, Chine, Inde, Brésil…). Cette concurrence exerce une pression sur tous les opérateurs des grands pays de tradition scientifique (États-Unis, Allemagne, Royaume-Uni...), pays dont la part de publications est, comme celle de la France, en baisse depuis de nombreuses années. Dans ce contexte et sans remettre en cause la pertinence de comparaisons à l'échelle mondiale, c'est l'évolution de la place relative de la France par rapport à ces grandes nations scientifiques qui permettra de mesurer la performance des opérateurs du programme.

Le second indicateur bibliométrique (1.2) est qualitatif : il mesure l'influence de la production scientifique d'un opérateur sur l'élaboration des connaissances nouvelles par la communauté internationale des chercheurs. Il a dépassé la moyenne internationale de référence, qui est de 1 par construction, dès 2005. Par comparaison, les États-Unis, principale puissance scientifique mondiale, ont un impact à deux ans de 1,48 en 2010. Pour la même année, l'indice d'impact à deux ans de l'Union européenne est de 1,06, celui de la France est de 1,05, celui de l'Allemagne de 1,21. L'indice d'impact de la Chine, encore modeste (0,69), a augmenté de 86 % depuis sa valeur de 1993 (0,37) et de 36 % entre 2003 et 2010. Pour la même période, celui de l'Inde a cru de 32 %, celui de Taiwan de 24 % et celui de la Corée de 15 %.

INDICATEUR 1.1 : Production scientifique des opérateurs du programme

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part des publications de référence internationale des opérateurs du programme dans la production scientifique mondiale	%	0,27	0,27 (valeur provisoire)	0,28	0,27	0,27	>= 0,27
Part des publications de référence internationale des opérateurs du programme dans la production scientifique européenne (UE 27)	%	0,83	0,85 (valeur provisoire)	0,85	0,85	0,86	>= 0,85
Part de la production scientifique des opérateurs du programme dans l'espace France-Allemagne-Royaume-Uni	%	1,81	1,83 (valeur provisoire)	1,90	1,90	1,92	>= 1,9

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : la part de publications des opérateurs du programme se calcule en divisant le « nombre de publications de référence internationale des opérateurs du programme » par le « nombre de publications de référence internationale du monde » (part mondiale) ou « de l'UE 27 » (part européenne) ou de l'espace « France-Allemagne-Royaume-Uni ». Ce calcul est en compte fractionnaire : il tient compte du nombre de laboratoires signataires de chaque publication. Afin de lisser les variations non significatives liées à l'évolution des journaux référencés dans chaque discipline, a

été adopté l'usage habituel en bibliométrie de calcul de l'indicateur en moyenne triennale glissante : la valeur indiquée en année n est alors la moyenne des valeurs constatées en n, n-1 et n-2.
NB : compte tenu du temps nécessaire pour le recueil des données, l'identification des adresses (cf. infra) et le calcul de valeurs fiables, la dernière valeur définitive disponible au moment de la préparation du RAP de l'année n est celle de n-1. Dans l'attente du RAP 2012, la valeur indiquée pour 2011 demeure donc provisoire.

Sources des données : Thomson Reuters, indicateurs OST

Cet indicateur permet de mesurer la place prise par la production de publications par les opérateurs du programme dans la production européenne ou mondiale. Pour pallier les problèmes du mauvais adressage des articles dans la base, chacun des établissements du programme identifie ses publications dans la base de données maintenue par l'OST. Une fois ce repérage terminé, les doublons (articles écrits en collaboration par plusieurs établissements du programme) sont éliminés pour déterminer l'ensemble des publications du « méta-établissement » constitué par l'ensemble des opérateurs du programme. Certains opérateurs du programme ont des laboratoires implantés à l'étranger mais seuls les articles produits depuis la France sont pris en compte.
NB : les variations de l'indicateur sont lentes. C'est son évolution au cours du temps, notamment en comparaison avec celles d'acteurs comparables, qui constitue le signal le plus important.

Limites et biais connus : la base est une sélection des publications et comptes-rendus de colloques des acteurs, et non le reflet de la totalité de leur production scientifique. En ce sens, les indicateurs bibliométriques sont des mesures indirectes de l'activité scientifique, utiles notamment pour comparer entre eux des acteurs comparables et pour observer l'évolution de leurs performances au cours du temps.
La base de données bibliographique utilisée recense les publications parues dans une sélection de journaux scientifiques d'audience internationale. Mais le calcul est limité pour l'instant aux sciences de la matière et de la vie, incluant les mathématiques. La mesure de la part de la production scientifique des établissements du programme dans les disciplines relevant du domaine des sciences humaines et sociales (SHS) nécessite un travail structurel. En effet, l'absence à ce jour d'univers de référence international comparable à celui qui existe pour les sciences de la matière et de la vie ne permet pas de renseigner dans l'immédiat un indicateur de performance global. La Fondation européenne de la science (ESF), à l'initiative de la France, a lancé un plan d'action pour la création d'une base de données européenne des SHS, sur lequel l'OST s'appuiera pour proposer des indicateurs complémentaires qui seront dans un premier temps expérimentés. En parallèle, l'OST a lancé la production exploratoire d'indicateurs à partir de sa base issue du Web of Science. Tant que le travail de qualification à l'aide de la base de l'ESF n'est pas achevé, les indicateurs ne peuvent être considérés comme fiables. L'OST a donc fait le choix de tester l'évolution de la production du programme dans la base, pour un premier éclairage, en exprimant les parts en indice prenant l'année 2004 en base 100 : on voit ci-dessous que l'indice évoque une évolution positive de la **place des acteurs du programme dans les SHS mondiales :**

2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	estimation 2012
100	102	115	125	145	150	160	170

INDICATEUR 1.2 : Reconnaissance scientifique des opérateurs du programme

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Reconnaissance scientifique : indice de citation à deux ans des publications des opérateurs du programme	Indice	1,08	1,13 (valeur provisoire)	1,12	1,14	1,16	>= 1,14

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : l'impact immédiat des opérateurs du programme se calcule en divisant la « part mondiale de citations à deux ans des publications de référence internationale des opérateurs du programme » par « la part mondiale de publications de référence internationale des opérateurs du programme ». Ce calcul est en compte fractionnaire : la publication est comptabilisée au prorata de la contribution apportée par chaque laboratoire signataire, qui par convention est le ratio : nombre d'adresses de l'article identifiant le laboratoire/nombre total d'adresses de laboratoires de l'article ., Afin de lisser les variations non significatives liées à l'évolution des journaux référencés dans chaque discipline, on adopte l'usage habituel en bibliométrie de calcul de l'indicateur en moyenne triennale glissante : la valeur indiquée en année n est alors la moyenne des valeurs constatées en n, n-1 et n-2.

Sources des données : Thomson Reuters, indicateurs OST

Observations méthodologiques : cet indicateur permet de mesurer l'influence internationale des publications des opérateurs du programme. Les citations des publications de ces opérateurs par d'autres publications sont en effet considérées comme une indication fiable de l'impact des publications des opérateurs sur les travaux de leurs collègues chercheurs. Il s'agit donc d'une mesure précieuse, qui permet de qualifier la production scientifique d'un acteur en mesurant l'« utilité scientifique », au niveau international, des connaissances produites. L'indice d'impact est largement reconnu comme un indicateur essentiel pour évaluer la performance de la recherche. En effet la mesure d'une part de la production (cf. l'indicateur précédent) doit être complétée par un indicateur plus qualitatif sauf à induire tout comportement « productiviste » de la part des chercheurs.
NB : Les variations de l'indicateur sont lentes. C'est son évolution au cours du temps, notamment en comparaison avec celles d'acteurs comparables, qui constitue le signal le plus important.

Limites et biais connus : toutes les citations n'ont pas la même valeur. Deux ans est un laps de temps très court pour mesurer l'utilité scientifique d'une publication. Seule une partie des citations est décomptée et l'indice d'impact est, en ce sens, une mesure indirecte de l'utilité scientifique des publications, utile notamment pour comparer entre eux des acteurs comparables et observer l'évolution de leurs performances au cours du temps. Certains opérateurs du programme ont des laboratoires implantés à l'étranger mais seuls les articles produits depuis la France métropolitaine sont pris en compte.

La base de données bibliographique utilisée recense les publications parues dans une sélection de journaux scientifiques d'audience internationale. Le calcul est limité pour l'instant aux sciences de la matière et de la vie, incluant les mathématiques (Cf. commentaire indicateur précédent).

Disponibilité : il convient de noter que la mesure de cet indicateur impose un délai de deux années supplémentaires par rapport au précédent (indicateur de production). D'une manière générale la mesure d'un impact, quel qu'il soit, nécessite un délai minimal d'observation. Ici, par construction (citations recueillies à 2 ans), la valeur définitive de l'indicateur n'est disponible pour l'année n qu'au RAP de l'année n+2.

OBJECTIF n° 2 : Contribuer à l'amélioration de la compétitivité des filières économiques associées par le transfert et la valorisation des résultats de la recherche

Cet objectif, analogue à l'objectif 3 du programme 172, vise à renforcer la culture de la valorisation et du transfert des savoirs et des technologies au sein de la recherche publique pour raccourcir le cycle de l'innovation, au travers de la construction d'un socle de connaissances destiné à constituer un réservoir au service d'innovations irriguant l'économie.

Le premier indicateur (2.1), analogue à l'indicateur 3.1 du programme 172, prend en compte les brevets, les certificats d'obtention végétale (COV) et logiciels ainsi que les redevances qui en résultent. Il constitue un marqueur original et spécifique au programme, avec de fortes composantes en agronomie et en appui aux politiques publiques, en France et dans les pays du Sud. Il permet de mesurer le développement de la culture de la valorisation chez les opérateurs du programme en appréciant la rentabilité de la gestion des portefeuilles de propriété intellectuelle.

Le deuxième indicateur (2.2), analogue à l'indicateur 3.2 du programme 172, complète cette approche en mesurant financièrement l'intensité du transfert des laboratoires de recherche vers les entreprises.

INDICATEUR 2.1 : Rentabilité de la valorisation : produit des redevances sur brevets, certificats d'obtention végétale, logiciels et licences rapporté aux dépenses liées aux frais de propriété intellectuelle

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Montant des redevances sur brevets, COV, logiciels et licences	M€	14,7	15,4	n.s.	15,5	15,7	n.s.
Produit des redevances sur brevets, COV, logiciels et licences rapporté aux dépenses liées aux frais de propriété intellectuelle	%	4,74	4,90	4,8	4,85	4,95	5,4

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : le pourcentage du sous-indicateur 2.1.2 « Produit des redevances sur brevets, COV, logiciels et licences rapporté aux dépenses liées aux frais de propriété intellectuelle » est obtenu en divisant le produit de ces redevances par le total des dépenses externes des opérateurs liées aux frais de propriété intellectuelle (dépôt, recherche d'antériorité, maintien). Le calcul est ensuite pondéré sous forme de moyenne triennale glissante : la réalisation 2011 est la moyenne des années 2009 à 2011.

Source des données : les données sont extraites par les opérateurs de leurs systèmes de gestion et agrégées par le coordinateur du programme.

Observations méthodologiques : les données sont hors taxes.

Limites et biais connus : cet indicateur ne prend pas en compte les coûts internes des opérateurs liés à la valorisation.

INDICATEUR 2.2 : Part des contrats de recherche passés avec des entreprises dans les ressources des opérateurs

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Montant des contrats de recherche passés avec des entreprises	M€	31,6	43,9	n.s.	48,1	48,5	n.s.
Part des contrats de recherche passés avec des entreprises dans les ressources des opérateurs	%	1,96	2,63	2	2,88	2,95	>= 3,1

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : le pourcentage est obtenu en divisant la recette nette réalisée (ou la prévision de recette, selon le cas) du fait de contrats de recherche passés avec une entreprise française ou étrangère, publique ou privée par la recette nette totale réalisée (ou la prévision de recette, selon le cas).

Source des données : comptes financiers et budgets des opérateurs.

La variation de l'indicateur peut résulter non seulement de la variation de la recette de contrats de recherche passés avec des entreprises (au numérateur) mais aussi de celles des autres recettes avec lesquelles elle est cumulée au dénominateur.
Les ressources des contrats prises en compte sont celles en provenance de tiers, à l'exclusion de toute subvention publique obtenue sur justification dudit contrat de recherche conclu avec l'entreprise, même si ladite subvention publique transite par le tiers industriel. Toutes les formes juridiques d'entreprises sont prises en compte, y compris les entreprises dont l'état est actionnaire majoritaire ; les contrats passés avec des organisations fédérant des entreprises sont aussi pris en compte dès lors qu'elles agissent pour le compte de leurs mandants et que ces derniers sont les bénéficiaires réels des résultats de la recherche.
L'évolution de cet indicateur permet ainsi de qualifier globalement l'efficacité du lien recherche entre sphère économique et recherche publique, par la capacité de la recherche publique à mobiliser des ressources privées pour son financement.

OBJECTIF n° 3 : Mobiliser les connaissances en appui aux politiques publiques

Les décideurs publics souhaitent disposer des éléments nécessaires à la définition et la mise en œuvre des politiques publiques, s'appuyant sur des recherches dans des domaines portant largement sur des biens collectifs. L'écoute de la demande sociale et l'élaboration des connaissances nécessaires, l'élaboration de recueils et banques de données pour y répondre, constituent une des missions essentielles de ce programme. Cette demande est par nature multidisciplinaire et concerne une part significative de l'activité de chacun des organismes. Une « charte nationale de l'expertise » a été adoptée par l'ensemble des opérateurs du programme en 2010 et précise les dix principes fondateurs de cette activité.

Cet effort essentiel s'apprécie au nombre de rapports d'expertises, dont certains sont collectifs, et d'avis relatifs aux demandes formalisées des autorités en charge de la conduite de politiques publiques. Il s'agit d'un indicateur quantitatif ; un travail est engagé pour parvenir à un indicateur plus qualitatif permettant de mettre en évidence la richesse et la variété de l'activité au regard des moyens mobilisés.

INDICATEUR 3.1 : Nombre de rapports d'expertise publiés par les opérateurs du programme en réponse à une commande publique formalisée

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Nombre de rapports d'expertise publiés par les opérateurs du programme en réponse à une commande publique	nombre	900	1 269	950	1 200	1 200	>= 1 150

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : l'indicateur totalise le nombre de rapports réalisés et transmis à un partenaire public (rapports d'expertise, de prospective, d'étude, avis sur des normes ou des réglementations, etc.) et correspondant à la mobilisation de moyens significatifs des organismes.
En ce qui concerne l'indicateur qualitatif qui est visé, un seuil sera fixé pour la prise en compte d'un rapport dans le calcul. Le cas échéant, une segmentation en deux sous-indicateurs sera proposée.

Source des données : les opérateurs et l'OST pour la validation et l'intégration des données

Les données de base se réfèrent à la typologie des activités élémentaires des unités de recherche du groupe EREFIN (Évaluation de la recherche finalisée - http://www.obs-ost.fr/en/la-cooperative/erefin.html). Sont prises en compte les activités de mise à disposition de connaissances et de ressources pour les pouvoirs publics correspondant à la catégorie C 3 du tableau 1 EREFIN 7 « Résultats pour les pouvoirs publics ». L'intérêt de cet indicateur réside dans son évolution au cours du temps.

Limites et biais connus : la nature des indications agrégées présente une forte hétérogénéité d'un établissement à l'autre, car deux grands types de rapports d'expertise coexistent : des expertises courtes, produites rapidement par quelques experts, et des « expertises collectives » mobilisant plus d'intervenants sur des délais sensiblement plus longs. L'indicateur présente toutefois une robustesse acceptable dans la mesure où la donnée de base est renseignée par l'établissement, consolidée et validée par l'OST.
La production de l'indicateur est adossée à la constitution d'une base de données documentaire. La valeur de l'indicateur pour l'année 2011 correspond à des données validées, qui remplacent l'estimation figurant au RAP 2011.

OBJECTIF n° 4 : Contribuer au développement du Sud par le partenariat scientifique et technologique

La plus grande partie de la biodiversité et des écosystèmes fortement impactés par le changement global et les risques naturels se trouvent dans les pays du Sud qui sont confrontés à des défis majeurs en matière de développement, dont les conséquences ont également un impact sur le Nord. Deux opérateurs principaux participent à cette action, considérée statutairement comme leur responsabilité première : le CIRAD et l'IRD. Les quatre autres opérateurs du programme y contribuent également à des degrés divers et dans des champs d'application variés.

L'indicateur retenu pour mesurer la performance du programme met l'accent sur la volonté de construire des partenariats équilibrés et respectueux avec les pays du Sud. Il est complémentaire de celui conçu par le ministère des affaires étrangères et européennes dans le cadre du programme « Rayonnement culturel et scientifique » de la mission « Action extérieure de l'État », en mesurant l'apport spécifique de la communauté scientifique au développement.

INDICATEUR 4.1 : Part des co-publications réalisées avec des partenaires de pays du Sud parmi les publications des opérateurs du programme

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part des co-publications réalisées avec des partenaires de pays du Sud parmi les publications des opérateurs du programme.	%	18,5	20,5 (valeur provisoire)	21	21,5	22,7	>= 24

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : au numérateur figure le nombre d'articles des opérateurs écrits en collaboration avec un pays du Sud ; au dénominateur figure le nombre total d'articles publiés par les opérateurs.

Afin de lisser les variations non significatives liées à l'évolution des journaux référencés dans chaque discipline, on adopte l'usage habituel en bibliométrie de calcul de l'indicateur en moyenne triennale glissante : la valeur indiquée en année n est alors la moyenne des valeurs constatées en n, n-1 et n-2. La valeur de l'indicateur pour l'année 2011 demeure celle, provisoire, du RAP 2011 ; elle sera définitivement actualisée lors du RAP 2012.

Source des données : Thomson Reuters, indicateurs OST

Cet indicateur permet de mesurer la part des publications des opérateurs du programme en co-publication avec des partenaires des pays du Sud.

La liste des pays retenus est la liste des bénéficiaires de l'aide publique au développement définie par le Comité de l'aide au développement de l'OCDE (CAD). Elle figure dans le programme « Solidarité à l'égard des pays en développement » de la mission interministérielle « Aide publique au développement ».

Chacun des établissements du programme identifie les articles produits par ses laboratoires dans la base de données de la production scientifique internationale pour les sciences de la matière et de la vie. La base OST est une sélection qualitative et représentative. Il ne s'agit donc pas du simple reflet de la totalité de la production des opérateurs.

Une fois ce repérage effectué avec l'ensemble des établissements, les doublons (articles écrits en collaboration par plusieurs établissements du programme) sont éliminés pour déterminer le périmètre des articles du programme.

L'OST calcule alors la part des articles produits en co-publication avec des pays du Sud parmi les articles produits par les opérateurs du programme.

OBJECTIF n° 5 : Participer activement à la construction de l'Europe de la recherche

La construction d'une offre de recherche ne se conçoit pas sans l'intégration de la dimension européenne, essentielle aussi bien en termes de gestion globale des systèmes sociaux et des écosystèmes qu'en termes de compétitivité scientifique et économique.

L'espace européen constitue une opportunité unique de rassembler les compétences et les outils nécessaires pour gérer une complexité croissante. C'est un espace privilégié pour les marchés de nos entreprises et pour concrétiser la valorisation de nos recherches.

C'est également l'espace dans lequel se construit une grande part de la politique de recherche, dont les conséquences se mesurent au niveau local. C'est à tous les niveaux que la concertation des acteurs définit la politique de gestion durable et la participation aux grandes actions et aux grands programmes européens qui en résultent.

Deux indicateurs ont été retenus pour mesurer la performance du programme :

– l'indicateur 5.1 mesure deux niveaux :
  - la participation aux projets sélectionnés par le programme cadre européen de recherche et développement (PCRD), qui traduit l'existence de collaborations européennes pour la réalisation de projets de recherche de qualité ; le taux de participation progresse légèrement depuis quelques années, malgré un contexte peu favorable (voir les RAP 2010 et 2011) ; prévisions et cibles reposent sur l'hypothèse que l'évolution positive va se confirmer ;
  - la coordination des projets sélectionnés, qui marque une prééminence dans la conception et la conduite du projet : le taux de coordination 2011 (0,74), en baisse par rapport à celui de 2010 (0,76), a probablement également souffert du contexte mais la prévision 2012 montre une amélioration.

– l'indicateur 5.2, qui mesure la part des publications écrites en collaboration, évalue la capacité à construire des synergies scientifiques de qualité.

INDICATEUR 5.1 : Taux de présence des opérateurs du programme dans les projets financés par le PCRD de l'Union Européenne

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de participation des opérateurs du programme dans les projets financés par le PCRD de l'Union européenne	%	0,53	0,51	0,55	0,55	0,57	>= 0,6
Taux de coordination des opérateurs du programme dans les projets financés par le PCRD de l'Union européenne	%	0,76	0,74	0,8	0,8	0,82	>= 0,9

Précisions méthodologiques

Mode de calcul :

- *Taux de participation* : il mesure les participations d'équipes françaises dans les projets sélectionnés et financés par le PCRD. Le taux de participation est calculé en divisant le nombre d'équipes affiliées aux opérateurs du programme qui participent aux projets sélectionnés par le nombre total d'équipes de tous pays participant à ces projets. Le décompte est fait sur l'ensemble des projets en cumul depuis le début du PCRD, y compris le programme Marie Curie, dédié à la promotion de carrière de chercheurs.

- *Taux de coordination* : il mesure le nombre de projets sélectionnés et financés par le PCRD coordonnés par une équipe française affiliée à l'un des opérateurs du programme. Le taux de coordination est calculé en divisant le nombre de projets retenus coordonnés par une équipe affiliée aux opérateurs du programme par le nombre total de projets retenus. Le décompte est fait sur l'ensemble des projets en cumul depuis le début du PCRD, y compris les actions Marie Curie. Le périmètre des programmes a été élargi à ces dernières dans un souci d'exhaustivité et de transparence.

Source des données : bases du PCRD de la Commission, indicateurs OST.

Les programmes de l'Union européenne sont mis en œuvre par des appels à propositions successifs, dont les résultats sont affichés par la Commission dans une base de données des propositions déposées et retenues. La Commission fournit également dans un deuxième temps une base des contrats qu'elle passe, mais avec un certain délai nécessaire à la négociation et à la passation de ces contrats. Depuis 2008, les indicateurs sont calculés d'abord avec la base des propositions retenues dans le 7e PCRD (2007-2013), éventuellement corrigée dans un deuxième temps par les informations provenant de la base des contrats du 7e PCRD. Les données fournies par les services de la Commission sont validées, calibrées et structurées par l'OST et agrégées sans double compte.

INDICATEUR 5.2 : Part des articles co-publiés avec un pays membre de l'Union européenne (UE 27) dans les articles des opérateurs du programme

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part des articles co-publiés avec un pays membre de l'Union européenne (UE27) dans les articles des opérateurs du programme	%	24	25,5 (valeur provisoire)	25	26	26,8	>= 29

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : nombre de publications produites par les opérateurs du programme en collaboration avec un pays de l'UE 27 / nombre de publications des opérateurs du programme. Afin de lisser les variations non significatives liées à l'évolution des journaux référencés dans chaque discipline, on adopte l'usage habituel en bibliométrie de calcul de l'indicateur en moyenne triennale glissante : la valeur indiquée en année n est alors la moyenne des valeurs constatées en n, n-1 et n-2. La valeur de l'indicateur pour l'année 2011 demeure celle, provisoire, du RAP 2011 ; elle sera définitivement actualisée lors du RAP 2012.

Source des données : Thomson Scientific Institute for Scientific Information, indicateur OST.

Les collaborations scientifiques efficaces donnent généralement lieu à des publications co-signées (co-publications). Les co-publications sont mesurées ici en compte de présence (c'est-à-dire que lorsqu'un laboratoire français et un laboratoire européen sont associés à une publication, on comptabilise une unité), car le fait de co-signer suppose l'établissement d'un lien entre les laboratoires co-signataires, indépendamment du nombre total de laboratoires co-signataires. Toutefois, ce mode de décompte interdit d'additionner ou de soustraire différentes valeurs de l'indicateur (création de doubles comptes) et il produit des indicateurs plus sujets à des fluctuations non significatives ; il doit donc être interprété avec prudence.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2013 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2013 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	FDC et ADP attendus en 2013
01	**Recherches scientifiques et technologiques sur les ressources, les milieux et leur biodiversité**	282 051 181	
02	**Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes de production et de transformation associés**	282 472 013	
03	**Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes socio-économiques associés**	89 827 753	
04	**Recherches scientifiques et technologiques sur l'alimentation, ses produits et leurs effets sur le bien-être**	73 877 125	
05	**Recherches scientifiques et technologiques pour la sécurité alimentaire, sanitaire, environnementale et sur les risques naturels**	175 148 805	
06	**Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies**	75 410 292	
07	**Grandes infrastructures de recherche**	47 651 000	
08	**Moyens généraux et d'appui à la recherche**	255 333 964	
Total		**1 281 772 133**	

2013 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	FDC et ADP attendus en 2013
01	**Recherches scientifiques et technologiques sur les ressources, les milieux et leur biodiversité**	282 051 181	
02	**Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes de production et de transformation associés**	282 472 013	
03	**Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes socio-économiques associés**	89 827 753	
04	**Recherches scientifiques et technologiques sur l'alimentation, ses produits et leurs effets sur le bien-être**	73 877 125	
05	**Recherches scientifiques et technologiques pour la sécurité alimentaire, sanitaire, environnementale et sur les risques naturels**	175 148 805	
06	**Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies**	75 410 292	
07	**Grandes infrastructures de recherche**	47 651 000	
08	**Moyens généraux et d'appui à la recherche**	255 333 964	
Total		**1 281 772 133**	

2012 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2012 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Prévisions FDC et ADP 2012
01	**Recherches scientifiques et technologiques sur les ressources, les milieux et leur biodiversité**	272 930 717	
02	**Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes de production et de transformation associés**	273 862 369	
03	**Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes socio-économiques associés**	86 493 777	
04	**Recherches scientifiques et technologiques sur l'alimentation, ses produits et leurs effets sur le bien-être**	71 740 822	
05	**Recherches scientifiques et technologiques pour la sécurité alimentaire, sanitaire, environnementale et sur les risques naturels**	170 240 931	
06	**Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies**	73 624 696	
07	**Grandes infrastructures de recherche**	53 875 000	
08	**Moyens généraux et d'appui à la recherche**	247 381 076	
Total		**1 250 149 388**	

2012 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Prévisions FDC et ADP 2012
01	**Recherches scientifiques et technologiques sur les ressources, les milieux et leur biodiversité**	272 930 717	
02	**Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes de production et de transformation associés**	273 862 369	
03	**Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes socio-économiques associés**	86 493 777	
04	**Recherches scientifiques et technologiques sur l'alimentation, ses produits et leurs effets sur le bien-être**	71 740 822	
05	**Recherches scientifiques et technologiques pour la sécurité alimentaire, sanitaire, environnementale et sur les risques naturels**	170 240 931	
06	**Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies**	73 624 696	
07	**Grandes infrastructures de recherche**	53 875 000	
08	**Moyens généraux et d'appui à la recherche**	247 381 076	
Total		**1 250 149 388**	

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Titre et catégorie	Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	1 250 149 388	1 281 772 133	1 250 149 388	1 281 772 133
Subventions pour charges de service public	1 250 149 388	1 281 772 133	1 250 149 388	1 281 772 133
Total	**1 250 149 388**	**1 281 772 133**	**1 250 149 388**	**1 281 772 133**

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	**Recherches scientifiques et technologiques sur les ressources, les milieux et leur biodiversité**		282 051 181	**282 051 181**		282 051 181	**282 051 181**
02	**Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes de production et de transformation associés**		282 472 013	**282 472 013**		282 472 013	**282 472 013**
03	**Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes socio-économiques associés**		89 827 753	**89 827 753**		89 827 753	**89 827 753**
04	**Recherches scientifiques et technologiques sur l'alimentation, ses produits et leurs effets sur le bien-être**		73 877 125	**73 877 125**		73 877 125	**73 877 125**
05	**Recherches scientifiques et technologiques pour la sécurité alimentaire, sanitaire, environnementale et sur les risques naturels**		175 148 805	**175 148 805**		175 148 805	**175 148 805**
06	**Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies**		75 410 292	**75 410 292**		75 410 292	**75 410 292**
07	**Grandes infrastructures de recherche**		47 651 000	**47 651 000**		47 651 000	**47 651 000**
08	**Moyens généraux et d'appui à la recherche**		255 333 964	**255 333 964**		255 333 964	**255 333 964**
Total			**1 281 772 133**	**1 281 772 133**		**1 281 772 133**	**1 281 772 133**

GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX ET CRÉDITS CONTRACTUALISÉS

CONTRATS DE PROJETS ÉTAT-RÉGION (CPER)

Génération CPER 2007-2013

Action	CPER 2007-2013 (rappel du montant initial)	AE engagées au 31/12/2012	CP réalisés au 31/12/2012	AE demandées pour 2013	CP demandés pour 2013	CP sur engagements à couvrir après 2013
01 Recherches scientifiques et technologiques sur les ressources, les milieux et leur biodiversité	85 106 000	70 680 000	69 519 000	10 102 000	9 936 000	1 326 946
Total	**85 106 000**	**70 680 000**	**69 519 000**	**10 102 000**	**9 936 000**	**1 326 946**

Total des crédits de paiement pour ce programme

CP demandés pour 2013	CP sur engagements à couvrir après 2013
9 936 000	**1 326 946**

Contrats de projets État-Région (CPER) 2007-2013

Les contrats de projets État-région signés en début d'année 2007 détaillent la liste des projets que l'État et les collectivités territoriales s'engagent à soutenir sur sept ans. Ils représentent un engagement financier sur la période de 2,9 Md€ pour le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche.

La partie consacrée à la recherche et à l'innovation, qui relève de la direction générale pour la recherche et l'innovation (DGRI), représente 22 % de l'ensemble, soit un montant de 638,900 M€.

Les projets

Le principe de ces contrats consiste à structurer fortement la recherche et la diffusion technologique en direction des PME en région pour favoriser la compétitivité. C'est ainsi que la part du financement de l'État (projets, équipements de recherche et transfert) affectée à des projets liés à des pôles de compétitivité est particulièrement élevée : deux régions ont un pourcentage consacré aux pôles de compétitivité supérieur à 75 %, six régions ont un taux compris entre 50 % et 75 % et quatre régions entre 25 % et 50 %.

Les engagements des organismes du programme 187 s'élèvent à 85,106 M€, dont plus de la moitié est assurée par l'INRA.

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2012

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2011	Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2011	AE LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	CP LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012
0		1 250 149 388	1 250 149 388	

ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP au-delà de 2015
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012	CP demandés sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2014 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2015 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE antérieures à 2013
	0			
AE demandées pour 2013	CP demandés sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2014 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2015 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013
1 281 772 133	1 281 772 133			
Totaux	**1 281 772 133**			

CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2013

CP 2013 demandés sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2014 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2015 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013/AE 2013
100%	0%	0%	0%

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01 — 22 %
Recherches scientifiques et technologiques sur les ressources, les milieux et leur biodiversité

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		282 051 181	**282 051 181**	
Crédits de paiement		282 051 181	**282 051 181**	

L'action a pour finalité de développer une gestion durable des milieux, des écosystèmes et des usages. Elle consiste à produire des connaissances permettant de fonder un partage négocié et durable des revenus engendrés, aux différentes échelles, locale, régionale ou mondiale. Les opérateurs du programme constituent un corpus de connaissances sur les systèmes terre-océan-atmosphère et sur les ressources et leurs usages, en vue disposer d'une véritable ingénierie des systèmes écologiques.

Ils mettent à disposition des gestionnaires et décideurs les connaissances et méthodes nécessaires pour atteindre les objectifs de gestion durable de la biodiversité, des milieux, des ressources constituant le support de systèmes de production, dans le respect des équilibres socio-économiques et naturels.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	282 051 181	282 051 181

Il est prévu, dans le cadre des subventions pour charges de service public aux opérateurs du programme inscrites au PLF 2013, un montant de 282,051 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement (132,206 M€ pour l'INRA ; 21,002 M€ pour IRSTEA ; 57,412 M€ pour l'IRD ; 26,887 M€ pour le CIRAD ; 34,743 M€ pour l'IFREMER ; 9,800 M€ pour le BRGM).

ACTION n° 02 — 22 %
Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes de production et de transformation associés

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		282 472 013	**282 472 013**	
Crédits de paiement		282 472 013	**282 472 013**	

L'action a pour finalité de faire évoluer les modes de production vers la gestion durable des ressources et des milieux en intégrant les performances économiques, sociales et environnementales des activités. Il s'agit notamment de développer des technologies, des procédés et des méthodes qui réduisent les consommations énergétiques, les émissions et les impacts négatifs sur les milieux, les habitats et les écosystèmes en général, tout en améliorant la sécurité des acteurs.

Les domaines d'intervention des opérateurs concernent principalement l'agriculture, l'aquaculture, la pêche, l'élevage, la transformation, les industries agroalimentaires, l'exploration et l'exploitation des ressources minérales et naturelles.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	282 472 013	282 472 013

Il est prévu, dans le cadre des subventions pour charges de service public aux opérateurs du programme inscrites au PLF 2013, un montant de 282,472 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement (189,834 M€ pour l'INRA ; 10,057 M€ pour IRSTEA ; 18,446 M€ pour l'IRD ; 40,265 M€ pour le CIRAD ; 16,321 M€ pour l'IFREMER ; 7,547 M€ pour le BRGM).

ACTION n° 03 — 7 %
Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes socio-économiques associés

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		89 827 753	**89 827 753**	
Crédits de paiement		89 827 753	**89 827 753**	

Les connaissances produites devront permettre de transformer les rapports entre les divers acteurs socio-économiques, professionnels et publics pour définir une nouvelle approche du partage des usages des ressources et des milieux.

Pour mieux évaluer l'impact des mesures de gestion actuelles ou prévisibles, les opérateurs du programme renforceront le réseau de gestion des données d'observation des ressources, des milieux et des usages, développeront l'information économique et amélioreront les diagnostics sur l'état de l'exploitation et l'évolution des ressources.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	89 827 753	89 827 753

Il est prévu, dans le cadre des subventions pour charges de service public aux opérateurs du programme inscrites au PLF 2013, un montant de 89,828 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement (33,221 M€ pour l'INRA ; 9,466 M€ pour IRSTEA ; 18,446 M€ pour l'IRD ; 8,656 M€ pour le CIRAD ; 20,038 M€ pour l'IFREMER).

ACTION n° 04 — 5,8 %
Recherches scientifiques et technologiques sur l'alimentation, ses produits et leurs effets sur le bien-être

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		73 877 125	**73 877 125**	
Crédits de paiement		73 877 125	**73 877 125**	

L'action a pour finalité d'agir sur les déterminants de la qualité des aliments, de leur goût, de leur mode de consommation et d'assimilation et des phénomènes associés aux niveaux individuel et collectif.
Une première priorité concerne l'identification et la maîtrise des caractéristiques des aliments et des fragilités de leurs modes de production pour concevoir des produits adaptés aux changements.

La deuxième priorité vise à étudier, comprendre et agir sur les comportements et pratiques de la consommation alimentaire en intégrant les déterminants biologiques, psychologiques, sociaux et économiques.

La troisième priorité s'attache à analyser et comprendre les relations entre alimentation et santé, notamment par le suivi de cohortes alimentaires, l'élaboration de marqueurs à l'échelle des populations, l'étude de la flore intestinale, l'analyse des phénomènes de surnutrition, l'étude de populations dénutries et l'étude de l'impact de régimes particuliers.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	73 877 125	73 877 125

Il est prévu, dans le cadre des subventions pour charges de service public aux opérateurs du programme inscrites au PLF 2013, un montant de 73,877 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement (62,374 M€ pour l'INRA ; 3,109 M€ pour l'IRD ; 8,394 M€ pour le CIRAD).

ACTION n° 05 — 13,7 %
Recherches scientifiques et technologiques pour la sécurité alimentaire, sanitaire, environnementale et sur les risques naturels

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		175 148 805	**175 148 805**	
Crédits de paiement		175 148 805	**175 148 805**	

L'action a pour finalité de maîtriser les éléments constitutifs de la notion de sécurité des individus, des populations, des animaux et des plantes à tous les niveaux d'intervention possibles.
Il s'agit de prendre en compte les effets prévisibles du changement climatique et l'occurrence des phénomènes extrêmes (inondation, sécheresse, risques géologiques, etc.), de comprendre l'origine des risques naturels, d'évaluer la vulnérabilité et la résilience des écosystèmes et des populations qui y vivent et qui en vivent, et afin d'élaborer des stratégies de prévention, d'atténuation et des outils de gestion de crise.
Elles concernent également la qualité des produits alimentaires, la protection de la santé des consommateurs, ainsi que la mise au point de systèmes de production respectueux de l'environnement et compatibles avec les autres usages.

Les recherches contribuent à l'élaboration de systèmes de surveillance, notamment dans le cadre des grands programmes internationaux sur le climat et la surveillance de la Terre et conduisent à développer des outils, indicateurs et modèles permettant d'évaluer et de gérer les risques pour l'homme et les écosystèmes, notamment dans le cadre des politiques européennes et de l'application des règlements et directives cadres que la France doit respecter.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	175 148 805	175 148 805

Il est prévu, dans le cadre des subventions pour charges de service public aux opérateurs du programme inscrites au PLF 2013, un montant de 175,149 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement (105,765 M€ pour l'INRA ; 8,933 M€ pour IRSTEA ; 30,053 M€ pour l'IRD ; 17,182 M€ pour le CIRAD ; 2,909 M€ pour l'IFREMER ; 10,307 M€ pour le BRGM).

ACTION n° 06 — 5,9 %
Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		75 410 292	**75 410 292**	
Crédits de paiement		75 410 292	**75 410 292**	

Cette action regroupe les activités conduites par les opérateurs pour diffuser et partager les connaissances acquises au sein de la communauté scientifique nationale et internationale avec chacun des acteurs qui peuvent en tirer bénéfice.

L'action contribue à apporter aux collectivités, ministères et autres représentants de l'État et des autorités compétentes les connaissances les plus récentes en appui à la décision publique. L'expertise collective en constitue une modalité. Elle se développe dans un cadre clarifié par la charte nationale de l'expertise adoptée par l'ensemble des opérateurs du programme.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	75 410 292	75 410 292

Il est prévu, dans le cadre des subventions pour charges de service public aux opérateurs du programme inscrites au PLF 2013, un montant de 75,410 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement (14,916 M€ pour l'INRA ; 0,651 M€ pour IRSTEA ; 30,468 M€ pour l'IRD ; 5,509 M€ pour le CIRAD ; 6,464 M€ pour l'IFREMER ; 17,404 M€ pour le BRGM).

ACTION n° 07 — 3,7 %
Grandes infrastructures de recherche

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		47 651 000	**47 651 000**	
Crédits de paiement		47 651 000	**47 651 000**	

La finalité de l'action est de mettre à disposition de la communauté scientifique nationale les moyens nécessaires pour l'acquisition et la qualification de données sur les ressources et les milieux, d'en assurer la disponibilité, la qualité et la diffusion, et de faciliter l'accès aux grandes banques de données mondiales. Cette action vise les instruments partagés essentiels au développement des connaissances et de l'expertise, en particulier dans le domaine de l'environnement et des risques. Ces grandes infrastructures de recherche structurent fortement l'activité des communautés et doivent engendrer des retombées technologiques, économiques et sociales. L'action s'appuie sur des observatoires de recherche en environnement et des réseaux de surveillance, dont l'efficacité est tributaire des progrès de la science et de la technologie, notamment dans le domaine de la métrologie.

Complémentaire de l'action 13 du programme 172 (également intitulée « Grandes infrastructures de recherche »), cette action a vocation à permettre aux opérateurs du programme de contribuer à la conception, la construction et l'exploitation d'infrastructures ouvertes et mutualisées inscrites dans la feuille de route nationale des infrastructures de recherche : il s'agit en particulier de la flotte de recherche océanographique et des engins d'exploration.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	47 651 000	47 651 000

Il est prévu, dans le cadre des subventions pour charges de service public aux opérateurs du programme inscrites au PLF 2013, un montant de 47,651 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement (4,000 M€ pour l'IRD ; 43,651 M€ pour l'IFREMER) :

Opérations relevant du "périmètre ministériel"	Description synthétique	PLF 2013
Flotte	Navires hauturiers (3) et côtiers (3), équipements et engins sous-marins	41,734 M€
EURO-ARGO	Infrastructure de flotteurs immersibles pour l'observation des océans, ESFRI	1,917 M€
Total IFREMER		**43,651 M€**
Flotte	Navires et engins	4,000 M€
Total IRD		**4,000 M€**

Les crédits inscrits à l'action 7 du programme s'établissent à 47,651 M€ (-6,224 M€ par rapport à la LFI 2012).

Ce montant n'intègre plus les opérations TGIR « Base de données » et « EMSO » sorties du « périmètre ministériel » (-5,788 M€). Par ailleurs, un ajustement net (-0,436 M€) a été effectué sur ces opérations reclassées.

ACTION n° 08 Moyens généraux et d'appui à la recherche 19,9 %



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		255 333 964	**255 333 964**	
Crédits de paiement		255 333 964	**255 333 964**	

Cette action concerne les moyens particuliers mis en œuvre par les opérateurs de recherche pour gérer et administrer les processus qui viennent en appui à l'activité de recherche pour assurer son efficacité et sa performance, sans se confondre avec elle. Cette action contribue au financement des coûts indirects qui ne sont pas imputables a priori à un domaine de recherche particulier, mais sont néanmoins à prendre en compte dans les analyses en coûts complets des programmes de recherche.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	255 333 964	255 333 964

Il est prévu, dans le cadre des subventions pour charges de service public aux opérateurs du programme inscrites au PLF 2013, un montant de 255,334 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement (138,848 M€ pour l'INRA ; 8,981 M€ pour IRSTEA ; 44,703 M€ pour l'IRD ; 24,264 M€ pour le CIRAD ; 27,273 M€ pour l'IFREMER ; 11,265 M€ pour le BRGM).

OPÉRATEURS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DU PROGRAMME DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

	LFI 2012		PLF 2013	
Nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)	1 250 149 388	1 250 149 388	1 281 772 133	1 281 772 133
Dotations en fonds propres (titre 7-2)				
Transferts (titre 6)				
Total	**1 250 149 388**	**1 250 149 388**	**1 281 772 133**	**1 281 772 133**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

EMPLOIS DES OPÉRATEURS Y COMPRIS OPÉRATEURS MULTI-IMPUTÉS SI PROGRAMME CHEF DE FILE

	Réalisation 2011 (1)				LFI 2012				PLF 2013			
Intitulé de l'opérateur	ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs		
		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*
BRGM - Bureau de recherches géologiques et minières		900	58			913	55			916	58	
IRSTEA - Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (ex-CEMAGREF)		997	284			1 047	262			1 047	284	
CIRAD - Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement		1 739	81			1 778	83			1 779	81	
IFREMER - Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer	0	1 309	281			1 332	276			1 332	282	
INRA - Institut national de la recherche agronomique		9 222	898			10 008	1 062			10 005	898	
IRD - Institut de recherche pour le développement	59	1 957	140			2 121	117			2 121	140	
Total	**59**	**16 124**	**1 742**			**17 199**	**1 855**			**17 200**	**1 743**	

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.
(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME CHEF DE FILE

LFI 2012*						PLF 2013
Emplois sous plafond *en ETP*	Solde des transferts T2/T3	Solde des transferts internes	Solde des transferts externes	Corrections techniques	Solde net des créations ou suppressions d'emplois	Emplois sous plafond *en ETP*
17 199	-2	0	+3		0	17 200

* Plafond voté en LFI 2012 ou le cas échéant en LFR

PRÉSENTATION DES OPÉRATEURS (OU CATÉGORIES D'OPÉRATEUR)

BRGM - BUREAU DE RECHERCHES GÉOLOGIQUES ET MINIÈRES

Créé par le décret du 23 octobre 1959, le BRGM est un établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle des ministères chargés de la recherche, de l'environnement et des mines.

Établissement public de recherche compétent dans le domaine des géosciences et de ses applications, le BRGM développe des modèles et des outils d'investigation et de compréhension du sol et du sous-sol. Il étudie à la fois les ressources naturelles d'origine primaire et secondaire (minérales, eaux souterraines, énergétiques …), l'évolution des milieux (naturels, littoraux, anthropisés et urbains) et la prévention des risques géologiques à travers 4 grandes missions :

- l'activité de recherche : progrès des connaissances des sciences de la Terre, mise au point et validation de modèles et de procédés, d'instruments et de logiciels ;
- l'activité d'appui aux politiques publiques : actions d'observation et d'expertise en appui aux politiques publiques effectuées pour le compte de l'État, d'établissement publics, d'agences d'objectifs ou de collectivités locales ;
- l'activité internationale : les équipes du BRGM sont présentes dans plus de 40 pays où elles interviennent pour le compte d'États, de sociétés publiques, d'industriels ou d'organismes de financement internationaux, soit dans un cadre de coopération, soit dans un cadre commercial institutionnel ;
- l'activité de prévention et la surveillance des anciens sites miniers métropolitains : gestion opérationnelle et technique des installations et dispositifs de sécurité transférés à l'état sur les anciens sites miniers, maîtrise d'ouvrage déléguée et ouvrages de mise en sécurité des sites miniers, gestion et production d'information et d'archives techniques minières, appui technique.

Afin de remplir ses missions de service public et d'appui technique, le BRGM dispose d'un réseau régional couvrant les 22 régions métropolitaines et les 5 DROM. Avec l'appui des spécialistes du Centre scientifique et technique d'Orléans, le personnel en région réalise chaque année près de 700 projets et interventions pour répondre aux besoins des collectivités territoriales, des agences d'objectifs, des entreprises, de l'État.

Assumant également les fonctions de « Service géologique national », en veillant à la capitalisation des connaissances afférentes à ces domaines sur l'ensemble du territoire, le BRGM rassemble, valide, met en forme et en cohérence l'ensemble des informations géo-référencées et celles présentées en 3 dimensions.

Le BRGM mène une politique active de partenariat concrétisée par de nombreux accords signés avec des universités, des établissements publics, des collectivités territoriales, des agences d'objectif, des industriels et des États. Il participe en tant que membre associé au PRES Centre-Val de Loire-Université en cours de constitution entre les universités de Tours et d'Orléans. Il est membre fondateur de l'alliance ALLENVI (Alliance pour l'environnement) et a rejoint l'alliance ANCRE. Il participe à la dynamique des pôles de compétitivité dont AVENIA (Pau), EAU (Montpellier), DREAM (Orléans), HYDREOS (Strasbourg)…

Les relations entre l'établissement et ses tutelles s'organisent dans le cadre d'un contrat pluriannuel. Pour la période 2009-2012, le contrat d'objectifs approuvé par le conseil d'administration du 7 mai 2009 met l'accent sur 3 priorités stratégiques :

- répondre aux nouveaux enjeux des ressources minérales ;
- accélérer les réponses aux changements globaux ;
- acquérir, traiter et mettre à disposition, les données géologiques, géo-référencées ou référentielles.

Un nouveau contrat est en cours de négociation pour la période 2013-2017.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Recherches scientifiques et technologiques sur les ressources, les milieux et leur biodiversité	**9 743**	**9 743**	**9 743**	**9 743**	**9 800**	**9 800**
Subventions pour charges de service public	9 743	9 743	9 743	9 743	9 800	9 800
Action n° 02 : Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes de production et de transformation associés	**7 465**	**7 465**	**7 465**	**7 465**	**7 547**	**7 547**
Subventions pour charges de service public	7 465	7 465	7 465	7 465	7 547	7 547
Action n° 05 : Recherches scientifiques et technologiques pour la sécurité alimentaire, sanitaire, environnementale et sur les risques naturels	**10 237**	**10 237**	**10 237**	**10 237**	**10 307**	**10 307**
Subventions pour charges de service public	10 237	10 237	10 237	10 237	10 307	10 307
Action n° 06 : Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies	**17 283**	**17 283**	**17 283**	**17 283**	**17 404**	**17 404**
Subventions pour charges de service public	17 283	17 283	17 283	17 283	17 404	17 404
Action n° 08 : Moyens généraux et d'appui à la recherche	**10 742**	**10 742**	**11 182**	**11 182**	**11 265**	**11 265**
Subventions pour charges de service public	10 742	10 742	11 182	11 182	11 265	11 265
Total pour ce programme	**55 470**	**55 470**	**55 910**	**55 910**	**56 323**	**56 323**
Programme 113 : Paysages, eau et biodiversité	**1 990**	**1 990**	**1 305**	**1 305**	**700**	**700**
Transferts	1 990	1 990	1 305	1 305	700	700
Programme 159 : Information géographique et cartographique	**430**	**430**	**430**	**430**	**430**	**430**
Subventions pour charges de service public	430	430	430	430	430	430
Programme 172 : Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	**42**	**42**	**125**	**125**		
Subventions pour charges de service public	42	42	125	125		
Programme 181 : Prévention des risques	**49 399**	**42 296**	**43 150**	**43 150**	**42 100**	**41 900**
Subventions pour charges de service public	36 899	33 982	36 150	36 150	35 100	34 900
Transferts	12 500	8 314	7 000	7 000	7 000	7 000
Programme 190 : Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables	**870**	**870**	**1 000**	**1 000**	**1 000**	**1 000**
Subventions pour charges de service public	870	870	1 000	1 000	1 000	1 000
Total	**108 201**	**101 098**	**101 920**	**101 920**	**100 553**	**100 353**

ÉTAT PRÉVISIONNEL DES RECETTES ET DES DÉPENSES (HT) 2012

Pour rappel, les subventions de l'État sont versées TTC à l'établissement qui les retranscrit HT au sein de son budget, lui-même présenté HT.

Le compte de résultat prévisionnel d'exploitation pour 2012 du BRGM, retrace 148,813 M€ HT en produits et 146,164 M€ HT en charges, soit un excédent prévisionnel de 2,649 M€.

Les produits d'exploitation du BRGM y sont estimés à 146,913 M€ HT, soit 78,018 M€ HT de subventions pour charges de service public issues des programmes 172, 187 et 181 (53,1 % des recettes) et 68,895 M€ HT d'autres ressources (46,9 % des recettes). Les produits financiers s'élèvent à 1,900 M€ et les produits exceptionnels sont nuls.

La SCSP récurrente inscrite sur l'enveloppe de l'EPRD de l'établissement finance les volets « Recherche et développement » pour 28,701 M€, « Service public » pour 17,639 M€ et l'École nationale d'application des géosciences (ENAG) pour 0,915 M€, représentant ainsi respectivement 63,3 %, 37,5 % et 61,6 % des produits comptabilisés dans ces rubriques.

La subvention relevant du programme 172 est maintenue à 0,125 M€ TTC, prise en compte pour 0,105 M€ HT, correspondant à 3 contrats (-1,0 ETPT) ou 36 « mensualités post-docs ».

La SCSP (titre 3, catégorie 32) relevant du programme 181 (actions 1, 10 et 11) est prise en compte à hauteur de 30,928 M€ HT : 23,328 M€ pour le programme « Après mine » (fonctionnement du DPSM : gestion des installations et équipements de sécurité confiée au Département prévention et sécurité minière) et 7,600 M€ pour les activités de « Service public ».

Pour information, ladite SCSP est complétée par une dotation relevant du titre 6 du programme 181 et couvrant des dépenses d'investissement puisque le BRGM assure les fonctions de maîtrise d'ouvrage délégué de l'État pour des travaux de mise en sécurité réalisés pour le compte des Directions régionales de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL). Cette dotation prévisionnelle est inscrite à l'EPRD 2012 pour un montant de 9,300 M€ HT, soit 11,123 M€ TTC. L'écart avec les crédits prévus en loi de finances (7 M€ en AE=CP) est lié à la pluriannualité des projets et de fait à leurs décaissements échelonnés.

Les autres ressources (68,895 M€) regroupent les cofinancements qui, en complément des SCSP, contribuent à la couverture des volets « Recherche et développement » et « Service public », notamment l'ENAG, et les produits des activités de service qui financent intégralement la section « Activités de service ».

Les ressources propres pour les activités « Recherche et développement » augmentent légèrement (+1,00 M€, +2,3 %), notamment du fait des agences (+0,553M€, +7,2 %) et des « autres cofinancements » (+0,480 M€, +23,8 %). Les financements de l'Union Européenne et des régions baissent sensiblement (-0,033 M€, -4,4 %)

Les cofinancements des activités de « Service public » s'établissent à 24,125 M€ HT, en baisse de 1,675 M€ et -6,5 %.

Concernant l'ENAG, ouverte à la rentrée 2010, les ressources contractuelles de partenaires publics ou privés sont prévues à hauteur de 0,570 M€ (+0,100 M€, +21,3 %).

Pour les « Activités de service », les produits pour l'activité en France (activités de conseil) sont stables (4,900 M€, -0,4 %) et les activités à l'export sont estimées à 13,500 M€ (-0 ,500 M€, -3,6 %).

Les activités menées à l'étranger représentent 73,4 % des activités de service au budget prévisionnel 2012, contre 74,0 % au budget voté pour 2011.
Elles se répartissent entre l'Afrique hors Maghreb (45 %), le Moyen-Orient (25 %), les Amériques (10 %), l'Asie (10 %), le Maghreb (5 %) et l'Europe (5 %).

Les charges structurelles (soit 24,030 M€) regroupent l'ensemble des charges de fonctionnement (achats, services extérieurs, impôts et taxes). Leur diminution (-0,376 M€, -1,5 %) porte essentiellement sur le programme « Après mine » en raison de la poursuite du remplacement progressif de personnel mis à disposition par l'ANGDM (-0,520 M€).
Les charges structurelles des programmes BRGM augmentent légèrement (+0,144 M€, +0,7 %) en raison des besoins nouveaux générés par des projets importants (SPSI en cours de validation) et par le renforcement des fonctions support de l'établissement.

Les charges de personnel (soit 69,800 M€ hors intéressement) représentent 47,9 % des charges d'exploitation 2012.
Leur sensible progression (+2,300 M€, +3,4 %) tient compte de l'augmentation des effectifs du personnel « Après mine », sous contrat BRGM.
Le nombre d'emplois sous plafond a, pour la 3ème année, été relevé au PLF 2012 (+5 ETP, après +15 ETP en LFI 2010 et +14 ETP en LFI 2011) dans le cadre des recrutements de personnels permanents autorisés en contrepartie des départs en retraite des personnels mis à disposition par l'ANGDM, mission « Après mine ».

Les charges opérationnelles, soit 46,484 M€, augmentent globalement de 3,0 % (+1,346 M€) :

– celles relatives aux programmes BRGM sont ramenées à 22,636 M€ (-2,952 M€, -11,5 %), essentiellement en raison de la baisse des crédits alloués aux opérations de service public (-2,889 M€ et -22,5 %). L'ENAG connaît aussi une diminution sensible (-0,113 M€, -19,5 %), de même que les projets des activités de service (-0,350 M€,

-7,0 %). En revanche, les dépenses pour les programmes de recherche scientifique augmentent sensiblement (+0,350 M€, +5,1 %).

– les charges opérationnelles afférentes au programme « Après mine » progressent fortement et s'établissent à 23,848 M€ (+4,298 M€, +22,0 %).

Les dotations aux amortissements sont stables, reconduisant le montant de l'année dernière : 6,000 M€.
Les reprises sur provisions (traitées comme des « dotations négatives », au volet « Charges » du compte d'exploitation : -0,600 M€, contre -0,800 M€ au budget 2011) portent intégralement sur la provision « Retraites ».

Compte tenu de la poursuite d'un niveau historiquement élevé d'investissements (10,100 M€ et 1,800 M€ au titre des immobilisations financières), la prévision d'exécution des **opérations en capital**, retracées au tableau de financement, se solde par une réduction du fonds de roulement (-3,041 M€).

La capacité d'autofinancement du BRGM s'établit à 8,399 M€.

En emplois, **le programme d'investissements** est prévu à hauteur de 10,1 M€. L'année 2012 est marquée par une montée en charge des investissements immobiliers avec la poursuite de la mise en œuvre du SPSI (4,000 M€), par les premières phases du projet « Opale » (refonte du système d'information de gestion, pour 1,800 M€) et le maintien d'une politique de modernisation de ses équipements scientifiques et techniques (4,300 M€).
L'ensemble de ces dépenses (11,900 M€) est couvert, en ressources, par la capacité d'autofinancement (8,399 M€), par d'autres subventions d'investissement (0,460 M€) et par un prélèvement sur le fonds de roulement.

PERSPECTIVES 2013

A structures constante et courante, la SCSP inscrite sur l'enveloppe de crédits du programme 187 est portée à 56,323 M€ (+0,413 M€ ; +0,7 %) au PLF 2013.

Cette évolution intègre, conformément aux orientations décidées par le Gouvernement, un redéploiement de crédits précédemment mobilisés par l'ANR dans le cadre d'appels à projet (0,413 M€).

Dans le cadre de la mission « Après-mine » confiée au BRGM, et compte tenu de la poursuite des recrutements de personnels sous statut BRGM, le plafond d'emplois a été relevé (+3 ETP) à hauteur des recrutements prévus sous contrats à durée indéterminée en remplacement de personnels mis à disposition par l'ANGDM partant en retraite.

La répartition du dispositif post-doctoral ministériel relevant de l'action 1 du programme 172 (nombre de contrats et crédits correspondant) interviendra au cours de l'année 2013).

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat (en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	67 961	69 800	Ressources de l'État	46 650	78 018
			- subventions de l'État	*46 650*	*78 018*
Fonctionnement	76 928	76 364	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	3 410	
			Ressources propres et autres	100 254	70 795
Total des charges	**144 889**	**146 164**	**Total des produits**	**150 314**	**148 813**
Résultat : bénéfice	5 425	2 649	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	**150 314**	**148 813**	Total : équilibre du CR	**150 314**	**148 813**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	1 954	8 399
Investissements	13 200	11 900	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations		460
			Autres ressources	8 108	
Total des emplois	**13 200**	**11 900**	**Total des ressources**	**10 062**	**8 859**
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	3 138	3 041

(1) voté

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Activités de service	7 491	5 412		1 421	**14 324**
Ecole nationale d'applications des géosciences (ENAG)	829	598		50	**1 477**
Mission "Après-mine"	2 271	27 581		2 671	**32 523**
Opérations non répartissables par destination					
Recherche scientifique	27 913	20 166		3 717	**51 796**
Service public	31 296	22 607		4 041	**57 944**
Total	**69 800**	**76 364**		**11 900**	**158 064**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	958	968	974
- sous plafond	*900*	*913*	*916*
- hors plafond opérateurs	*58*	*55*	*58*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	77		
- rémunérés par d'autres collectivités ou organismes	*77*		

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

IRSTEA - INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE EN SCIENCES ET TECHNOLOGIES POUR L'ENVIRONNEMENT ET L'AGRICULTURE (EX-CEMAGREF)

L'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA), créé par le décret n° 2012-209 du 13 février 2012, est un EPST placé sous la tutelle des ministères chargés de la recherche et de l'agriculture. Il prend la suite du Centre national du machinisme agricole, du génie rural et des eaux et forêts (CEMAGREF).

Organisme de recherche finalisée, ses recherches sont orientées vers la production de connaissances nouvelles et d'innovations techniques utilisées par les gestionnaires, les décideurs et les entreprises pour répondre à des questions concrètes de société et en appui aux politiques publiques. Ses principaux domaines d'intervention sont la gestion des ressources naturelles et des risques associés, le développement territorial, plus particulièrement les eaux de surface, les systèmes écologiques aquatiques et terrestres, les territoires à dominante rurale, montagnards et péri-urbains, ainsi que les technologies pour l'eau, les déchets, les agro-systèmes et la sûreté des aliments.

L'établissement compte actuellement 19 unités de recherche propres, 5 unités mixtes de recherche (UMR) et une équipe de recherche technologique (ERT) réparties sur 9 centres métropolitains (Aix-en-Provence, Antony, Bordeaux, Clermont-Ferrand, Grenoble, Lyon, Montpellier, Nogent-sur-Vernisson et Rennes) et une antenne à la Martinique.

Le plan stratégique « CEMAGREF 2020 » et le contrat d'objectifs avec l'État, signé le 23 janvier 2009, reposent sur 3 défis scientifiques que s'est donné l'établissement :

- la qualité environnementale ;
- le développement territorial ;
- la gestion des risques.

Le contrat d'objectifs retient quatre grands domaines d'action qui guideront l'organisme durant la période 2009-2013 :

- mettre en œuvre l'ambition scientifique et technologique « CEMAGREF 2020 » ;
- développer l'innovation au profit des politiques publiques et du développement socio-économique ;
- développer les compétences au service de la stratégie ;
- faire évoluer la gestion pour servir l'ambition scientifique et technologique de l'établissement.

L'établissement participe, depuis février 2010 en qualité de membre fondateur, à ALLENVI (Alliance pour l'environnement), dont l'objet est de contribuer à faire de la France l'un des acteurs de référence des sciences et technologies de l'environnement et de l'alimentation au sein de l'espace européen de la recherche. Aux côtés de l'établissement, les 11 autres membres fondateurs d'ALLENVI sont le BRGM, le CEA, le CIRAD, le CNRS, la CPU, l'IFREMER, l'INRA, l'IRD, le LCPC, Météo-France et le Muséum national d'histoire naturelle.

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'établissement a été adopté par le conseil d'administration du 29 mars 2012.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Recherches scientifiques et technologiques sur les ressources, les milieux et leur biodiversité	**19 813**	**19 813**	**19 969**	**19 969**	**21 002**	**21 002**
Subventions pour charges de service public	19 813	19 813	19 969	19 969	21 002	21 002
Action n° 02 : Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes de production et de transformation associés	**9 488**	**9 488**	**9 562**	**9 562**	**10 057**	**10 057**
Subventions pour charges de service public	9 488	9 488	9 562	9 562	10 057	10 057
Action n° 03 : Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes socio-économiques associés	**8 930**	**8 930**	**9 000**	**9 000**	**9 466**	**9 466**
Subventions pour charges de service public	8 930	8 930	9 000	9 000	9 466	9 466
Action n° 05 : Recherches scientifiques et technologiques pour la sécurité alimentaire, sanitaire, environnementale et sur les risques naturels	**8 427**	**8 427**	**8 494**	**8 494**	**8 933**	**8 933**
Subventions pour charges de service public	8 427	8 427	8 494	8 494	8 933	8 933
Action n° 06 : Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies	**614**	**614**	**619**	**619**	**651**	**651**
Subventions pour charges de service public	614	614	619	619	651	651
Action n° 08 : Moyens généraux et d'appui à la recherche	**8 270**	**8 270**	**8 538**	**8 538**	**8 981**	**8 981**
Subventions pour charges de service public	8 270	8 270	8 538	8 538	8 981	8 981
Total pour ce programme	**55 542**	**55 542**	**56 182**	**56 182**	**59 090**	**59 090**
Programme 142 : Enseignement supérieur et recherche agricoles	**22 232**	**22 232**	**22 067**	**22 067**	**22 068**	**22 068**
Subventions pour charges de service public	22 232	22 232	22 067	22 067	22 068	22 068
Programme 172 : Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	**524**	**524**	**419**	**419**		
Subventions pour charges de service public	524	524	419	419		
Total	**78 298**	**78 298**	**78 668**	**78 668**	**81 158**	**81 158**

L'IRSTEA reçoit également en 2013 une contribution du programme 181 « Prévention des risques » à hauteur de 2,45 M€ en AE et 2,19 M€ en CP contre 1,54 M€ en 2012.

BUDGET PRIMITIF 2012

Le budget primitif de l'organisme s'inscrit dans le cadre des orientations du contrat d'objectifs État-IRSTEA pour 2009-2013 et s'élève à 117,856 M€ (contre 114,544 M€ en 2011, soit +3,312 M€ et +2,9 %).

Les subventions récurrentes s'établissent à 78,668 M€ (contre 78,986 M€ en 2011, soit -0,318 M€).
La SCSP du programme 187 relevant du MESR s'élève à 56,182 M€ (+0,371 M€ et +0,7 % par rapport à la subvention 2011).
Elle intègre la hausse du taux de cotisation aux pensions civiles et à l'allocation temporaire d'invalidité (ATI) pour l'ensemble des personnels titulaires, porté de 65,72 % à 68,92 % au 1er janvier 2012 (+0,939 M€). En application des normes transversales d'économies de fonctionnement décidées pour l'État et ses opérateurs, une réduction des dépenses (-0,501 M€) est opérée au titre du fonctionnement courant et de la reprise au titre du plan de relance de l'investissement public 2009-2010.

La SCSP du programme 142 du ministère chargé de l'agriculture (22,067 M€) enregistre une diminution par rapport à 2011 (-0,584 M€, -2,6 %).

La dotation relevant du programme 172 et correspondant à la répartition du dispositif post-doctoral ministériel s'établit à 12 contrats, soit 144 « mois post-docs » et 0,419 M€.

Le montant **des ressources propres** est en progression et s'élève à 39,188 M€ (+3,629 M€, +10,2 % par rapport à 2011).
Les recettes extrabudgétaires sont issues :
- des contrats et soutiens finalisés à la recherche (catégorie « R2 ») : 30,823 M€ ;
- des produits de l'activité de recherche et prestations de services (catégorie « R3 ») : 2,278 M€ ;
- des autres subventions et produits (catégorie « R4 ») : 6,086 M€.

IRSTEA inscrit pour la première fois au budget des crédits issus des appels à projet relevant du programme d'investissements d'avenir (PIA) pour 1,130 M€.

La masse salariale totale, à 80,889 M€ (68,6 % des crédits), est répartie de la façon suivante : 69,706 M€ en agrégat 1, 1,866 M€ en agrégat 2, 8,812 M€ en agrégat 3 et 0,505 M€ hors agrégats.

Le tableau des emplois annexé retrace 1 309 ETP :
- 70,565 M€ (contre 70,702 M€ en 2011) pour 1 047 ETP financés en tout ou partie par les SCSP comme en 2011 ;
- 9,819 M€ pour 262 ETP financés intégralement sur ressources propres.

Les dépenses de fonctionnement et d'investissement annuelles (29,640 M€) sont en augmentation (+5,289 M€, +21,7 %).

Sur l'agrégat 1, les dotations de base aux unités de recherche sont significativement augmentées, à 20,893 M€ (contre 16,559 M€ en 2011).

L'augmentation des crédits dédiés à l'agrégat 3, à 6,634 M€ (contre 5,710 M€ en 2011), s'explique par la revalorisation des lignes « Action sociale » (1,086 M€, avec la contribution FIPH), « Moyens informatiques communs » (2,312 M€), « Constructions et gros travaux immobiliers » (0,540 M€) et « Moyens de la Direction générale » (2,605 M€).

La dotation destinée aux dépenses d'investissement pluriannuelles (5,897 M€ en AE et 7,326 M€ en CP) est en baisse par rapport au budget 2011 (+2,815 M€ en AE mais -1,366 M€ en CP). Elle est destinée à des investissements lourds pluriannuels immobiliers, pour certains inscrits dans le cadre des CPER.

Des crédits issus des appels d'offres « Investissements d'avenir » sont inscrits au budget 2012 pour 2 projets: le projet « Géosud » (action « Equipex », pour 0,945 M€) pour assurer la mise à disposition pour l'ensemble de la communauté scientifique d'une couverture satellitaire et le projet « BioRare » pour développer des solutions innovantes pour produire des carburants (pour 0,100 M€).

Les autres financements concernent notamment des opérations relevant des CPER :
- plate-forme CEBIAG (Biologie appliquée à l'agronomie à Rennes), pour 0,450 M€ ;
- Rhône-Alpes, Axe B3 « Chimie de l'environnement », localisation du IRSTEA Lyon sur le site de la Doua, pour 3,925 M€ : le domaine scientifique de la Doua intervient plus particulièrement en chimie moléculaire et méthodologies de synthèse, chimie des matériaux inorganiques, sciences analytiques, catalyse, et génie des procédés ;
- Languedoc-Roussillon, « Géosud », pour 1,127 M€.

PERSPECTIVES 2013

A structures constante et courante, la SCSP s'établit à 59,090 M€ (+2,908 M€, +5,2 %) au PLF 2013.

Cette évolution intègre le relèvement du taux de cotisation employeur aux pensions civiles et à l'allocation temporaire d'invalidité porté à 74,60 % au 1er janvier 2013 (+1,636 M€) et, conformément aux orientations décidées par le Gouvernement, un redéploiement de crédits précédemment mobilisés par l'ANR dans le cadre d'appels à projet (+1,272 M€).

La répartition du dispositif post-doctoral ministériel relevant de l'action 1 du programme 172 (nombre de contrats et crédits correspondant) interviendra au cours de l'année 2013).

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'EPST

(en milliers d'euros)

Dépenses	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	87 742	80 384
- activités conduites par les unités de recherche	*70 291*	*69 706*
- actions communes	*16 650*	*1 866*
- fonctions support	*801*	*8 812*
Fonctionnement et investissement non programmé	3 951	29 496
- activités conduites par les unités de recherche	*1 884*	*20 893*
- actions communes	*1 943*	*1 969*
- fonctions support	*124*	*6 634*
Investissement programmé et autres opérations en capital	14 375	7 326
- actions communes	*8 372*	*2 195*
- fonctions support	*6 003*	*5 131*
Hors agrégats	8 339	650
Total des dépenses	**114 407**	**117 856**

(1) voté

(en milliers d'euros)

Recettes	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Subventions pour charges de service public des ministères de tutelles	78 297	78 668
Contrats et soutiens finalisés à l'activité de recherche	22 816	30 823
Produits valorisés de l'activité de recherche et prestations de services	2 840	2 278
Autres subventions et produits	8 233	6 087
Total des recettes	**112 186**	**117 856**

(1) voté

Charges calculées	6 433	0
Produits calculés	13	0
Réalisation de l'équilibre *(Augmentation / diminution du fonds de roulement)*	**-2 221**	**0**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Agrégat 1 : activités conduites par les unités de recherche	69 706	20 893		450	**91 049**
Agrégat 2 : actions communes	1 866	1 969		1 745	**5 580**
Agrégat 3 : fonctions support	8 812	6 634		5 131	**20 577**
Hors agrégat	505	145			**650**
Total	**80 889**	**29 641**		**7 326**	**117 856**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	1 281	1 309	1 331
- sous plafond	*997*	*1 047*	*1 047*
- hors plafond opérateurs	*284*	*262*	*284*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	178	184	178
- rémunérés par l'État par d'autres programmes	*176*	*184*	*176*
- rémunérés par d'autres collectivités ou organismes	*2*		*2*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES DÉPENSES D'AVENIR

En tant qu'opérateur intermédiaire

(en milliers d'euros)

Crédits reçus en 2010 au titre des dépenses d'avenir (1)		Consommation réalisée cumulée au 31/12/ 2011		Prévision de consommation en 2012		Prévision de consommation en 2013	
AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
		700	300				

(1) Sur la base des conventions d'attribution signées.

En tant que bénéficiaire final

(en milliers d'euros)

Montant cumulé de crédits reçus au 31/12/ 2011 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/ 2011

Prévision de crédits au titre de 2012 (2)	Prévision de consommation en 2012	Prévision de crédits au titre de 2013 (2)	Prévision de consommation en 2013
1 130	1 130	1 711	1 711

(1) Somme des crédits encaissés par l'opérateur en 2010 et 2011 au titre des différents projets auxquels il participe (qu'il en soit le coordinateur ou non).
(2) Prévision du montant des crédits encaissés par l'opérateur en 2012 et 2013.

CIRAD - CENTRE DE COOPÉRATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE POUR LE DÉVELOPPEMENT

Le CIRAD est un établissement public à caractère industriel et commercial créé par le décret n° 84-429 du 5 juin 1984 modifié et placé sous la tutelle des ministères chargés de la recherche, de la coopération et du développement.

Le CIRAD a pour mission de contribuer au développement rural des régions chaudes par des recherches et des réalisations expérimentales dans les secteurs agricoles, forestiers et agroalimentaires. Il est chargé de participer à la formation de français et d'étrangers à la recherche et par la recherche et d'assurer la diffusion de l'information scientifique et technique au profit du développement. Il apporte son concours à l'élaboration de politiques publiques en matière de développement, au sud comme au nord.

Les orientations générales de l'établissement pour les dix années à venir ont été définies par le conseil d'administration le 28 juin 2012 dans un document intitulé « Une vision stratégique et des ambitions pour le CIRAD ». L'activité de l'établissement, qui privilégie la recherche en partenariat, s'articule autour de 6 axes prioritaires : inventer une production écologiquement intensive et durable ; mettre en valeur la biomasse de manière innovante ; promouvoir des systèmes alimentaires durables ; anticiper et gérer les risques sanitaires émergents liés aux bioagresseurs animaux et végétaux ; accompagner l'action publique, réduire les inégalités et la pauvreté ; comprendre les relations entre agriculture et environnement pour une gestion durable du vivant et des espaces ruraux.

L'établissement compte 37 unités de recherche rattachées à trois départements scientifiques (« Systèmes biologiques » ; « Performances des systèmes de production et de transformation tropicaux » ; « Environnements et sociétés »). Le CIRAD intervient dans plus de 50 pays du monde (Afrique et Océan indien, Amérique du Sud et Caraïbes, Asie et Pacifique Sud) et a défini sa stratégie géopartenariale en s'appuyant sur des dispositifs de recherche et d'enseignement en partenariats. L'Outre-mer français représente une part importante de son activité, le Centre contribuant au développement économique par l'appui à l'agriculture locale et la conduite d'activités scientifiques à vocation internationale dans l'ensemble des DOM-COM (Guadeloupe, Guyane française, Martinique, Mayotte, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française et Réunion).

La recherche d'une collaboration plus étroite entre le CIRAD et l'INRA, élargie à quatre établissements d'enseignement supérieur (Montpellier SupAgro, Ecole nationale vétérinaire de Toulouse, Agro-Campus Ouest et Agro-ParisTech) s'est traduite par la mise en place, en mai 2009, d'un Consortium national pour l'agriculture, l'alimentation, la santé animale et l'environnement. Baptisé Agreenium, ce consortium, au statut d'établissement public de coopération scientifique (EPCS), a pour mission de renforcer les capacités d'action de la recherche et de la formation agronomique française au niveau international.

Le CIRAD est membre fondateur de deux alliances de recherche : ANCRE, alliance nationale de coordination de la recherche pour l'énergie, et ALLENVI, alliance pour l'environnement, respectivement créées en 2009 et 2010.

Le schéma pluriannuel de stratégique immobilière de l'établissement a été adopté par le conseil d'administration le 12 avril 2012.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Recherches scientifiques et technologiques sur les ressources, les milieux et leur biodiversité	**26 360**	**26 360**	**26 360**	**26 360**	**26 887**	**26 887**
Subventions pour charges de service public	26 360	26 360	26 360	26 360	26 887	26 887
Action n° 02 : Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes de production et de transformation associés	**39 475**	**39 475**	**39 475**	**39 475**	**40 265**	**40 265**
Subventions pour charges de service public	39 475	39 475	39 475	39 475	40 265	40 265
Action n° 03 : Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes socio-économiques associés	**8 487**	**8 487**	**8 487**	**8 487**	**8 656**	**8 656**
Subventions pour charges de service public	8 487	8 487	8 487	8 487	8 656	8 656
Action n° 04 : Recherches scientifiques et technologiques sur l'alimentation, ses produits et leurs effets sur le bien-être	**8 229**	**8 229**	**8 229**	**8 229**	**8 394**	**8 394**
Subventions pour charges de service public	8 229	8 229	8 229	8 229	8 394	8 394
Action n° 05 : Recherches scientifiques et technologiques pour la sécurité alimentaire, sanitaire, environnementale et sur les risques naturels	**16 844**	**16 844**	**16 844**	**16 844**	**17 182**	**17 182**
Subventions pour charges de service public	16 844	16 844	16 844	16 844	17 182	17 182
Action n° 06 : Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies	**5 400**	**5 400**	**5 400**	**5 400**	**5 509**	**5 509**
Subventions pour charges de service public	5 400	5 400	5 400	5 400	5 509	5 509
Action n° 08 : Moyens généraux et d'appui à la recherche	**22 921**	**22 921**	**23 788**	**23 788**	**24 264**	**24 264**
Subventions pour charges de service public	22 921	22 921	23 788	23 788	24 264	24 264
Total pour ce programme	**127 716**	**127 716**	**128 583**	**128 583**	**131 157**	**131 157**
Programme 172 : Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	**184**	**184**	**258**	**258**		
Subventions pour charges de service public	184	184	258	258		
Total	**127 900**	**127 900**	**128 841**	**128 841**	**131 157**	**131 157**

ÉTAT PRÉVISIONNEL DES RECETTES ET DES DÉPENSES 2012

L'EPRD 2012 s'élève à 206,553 M€ en recettes (-3,543 M€,-1,7 %) et 206,647 M€ en dépenses (-1,990 M€,-0,9 %).

La SCSP du programme 187 s'élève à 128,583 M€, dont 126,583 M€ inscrits au compte de résultat.
La subvention relevant du programme 172 et correspondant à la répartition du dispositif post-doctoral ministériel est ramenée à 0,258 M€, soit 7 contrats ou 84 « mensualités post-docs ».
L'ensemble des financements du MESR représente 62,4 % des recettes totales, contre 62,9 % au budget 2011.

Les ressources propres sont estimées à 77,713 M€ (+1,790 M€ et +2,3 %) : 73,713 M€ au volet « Produits » du compte de résultat et 1,200 M€ de ressources au tableau de financement, complétées (comme pour les exercices précédents) par un report de crédits, à hauteur de 2,800 M€ (-1 M€).

Les produits attendus des conventions et marchés (48,087 M€, soit +1,259 M€ et +2,7 %) continuent de progresser.
Le volume de contrats est relativement constant. Les produits externes sur fonds publics sont liés aux financements obtenus via l'ANR, le ministère chargé de l'agriculture et l'Union européenne (7ème PCRD).

Les charges de personnel, qui incluent les rémunérations des agents et les charges sociales et fiscales, s'établissent à 130,336 M€ et représentent 69,1 % des charges de fonctionnement.

Les effectifs moyens des personnels s'établissent à 1 740 ETPT, soit 1 709 ETPT financés intégralement ou pour partie sur SCSP et 31 ETPT intégralement financés sur ressources contractuelles. A ces effectifs, viennent s'ajouter 63 allocataires de recherche du CIRAD, contre 83 à l'EPRD 2011.

Les autres charges de fonctionnement (70,217 M€) recouvrent notamment les frais liés à la mobilité géographique (transferts aériens, frais de bagages, loyers, charges afférentes au loyer, frais de scolarisation : 8,119 M€), les frais de missions et de déplacements (9,908 M€) et les frais de fonctionnement hors co-traitance (30,674 M€).

L'enveloppe consacrée aux investissements est de 6 M€ et représente 2,9 % des dépenses prévisionnelles totales. Elle est principalement financée par la fraction de la SCSP du MESR dédiée au budget d'investissement (pour 2 M€, identique à 2011), la réinscription de CP disponibles sur exercices antérieurs (pour 2,8 M€) et des financements sur conventions (1,2 M€). Ces dépenses d'investissement concerneront le patrimoine immobilier.

PERSPECTIVES 2013

A structure constante, la SCSP inscrite sur l'enveloppe de crédits du programme s'établit à 131,083 M€ (+2,500 M€, +1,9 %) au PLF 2013.

Cette évolution intègre, conformément aux orientations décidées par le Gouvernement, un redéploiement de crédits précédemment mobilisés par l'ANR dans le cadre d'appels à projet (+2,500 M€).

A structure courante, la SCSP pour 2013 s'élève à 131,157 M€ (+2,574 M€) après prise en compte du transfert d'un emploi (niveau chargé de recherche 1re classe, CR 1) et des crédits correspondants (+0,074 M€) en provenance de l'INRA. Le plafond d'emplois du CIRAD au PLF 2013 est porté de 1.778 ETP à 1.779 ETP (+1 ETP).

La répartition du dispositif post-doctoral ministériel relevant de l'action 1 du programme 172 (nombre de contrats et crédits correspondant) interviendra au cours de l'année 2013.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	131 169	130 336	Ressources de l'État	124 304	126 841
			- subventions de l'État	*124 304*	*126 841*
Fonctionnement	83 083	70 217	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	41 104	1 283
			Ressources propres et autres	48 984	72 430
Total des charges	**214 252**	**200 553**	**Total des produits**	**214 392**	**200 554**
Résultat : bénéfice	140	1	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	**214 392**	**200 554**	Total : équilibre du CR	**214 392**	**200 554**

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	833	94	Capacité d'autofinancement	-833	
Investissements	15 056	6 000	Ressources de l'État	4 153	
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources	3 838	6 000
Total des emplois	**15 889**	**6 094**	**Total des ressources**	**7 158**	**6 000**
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	8 731	94

(1) voté

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
(A1) RST sur les ressources, les milieux et leur biodiversité	31 832	16 369		730	**48 931**
(A2) RST sur les systèmes de production et de transformation associés	39 630	17 297		909	**57 836**
(A3) RST sur les systèmes socio-économiques associés	7 713	3 322		177	**11 212**
(A4) RST sur l'alimentation, ses produits et leurs effets sur le bien-être	5 869	2 698		135	**8 702**
(A5) RST pour la sécurité alimentaire, sanitaire, environnementale	17 418	11 953		1 100	**30 471**
(A6) Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies	6 480	1 701		499	**8 680**
(A8) Moyens généraux et d'appui à la recherche	21 394	16 877		2 450	**40 721**
Total	**130 336**	**70 217**		**6 000**	**206 553**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	1 820	1 861	1 860
- sous plafond	*1 739*	*1 778*	*1 779*
- hors plafond opérateurs	*81*	*83*	*81*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	14		14
- rémunérés par d'autres collectivités ou organismes	*14*		*14*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES DÉPENSES D'AVENIR

En tant que bénéficiaire final

(en milliers d'euros)

Montant cumulé de crédits reçus au 31/12/ 2011 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/ 2011

Prévision de crédits au titre de 2012 (2)	Prévision de consommation en 2012	Prévision de crédits au titre de 2013 (2)	Prévision de consommation en 2013
351	351	406	406

(1) Somme des crédits encaissés par l'opérateur en 2010 et 2011 au titre des différents projets auxquels il participe (qu'il en soit le coordinateur ou non).
(2) Prévision du montant des crédits encaissés par l'opérateur en 2012 et 2013.

IFREMER - INSTITUT FRANÇAIS DE RECHERCHE POUR L'EXPLOITATION DE LA MER

Institué par le décret n° 84-428 du 5 juin 1984, l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) est un établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle des ministères chargés de la recherche, de l'environnement et des pêches maritimes et des cultures marines.

Institut national de recherche en sciences marines, l'IFREMER contribue, par ses travaux et expertises, à la connaissance des océans et de leurs ressources, à la surveillance du milieu marin et littoral et au développement durable des activités maritimes. L'IFREMER est présent dans 25 implantations réparties le long du littoral métropolitain et à l'Outre-mer. Il est structuré en 5 centres (Manche Mer du Nord, Bretagne, Atlantique, Méditerranée et Pacifique) et dix-neuf stations. Le siège est situé à Issy les Moulineaux.

L'activité scientifique est organisée autour de 4 départements selon les axes majeurs de l'IFREMER :

- ressources biologiques et environnement (RBE) : sont concernés les domaines de l'halieutique, l'aquaculture, l'écotoxicologie, la microbiologie et les biotechnologies, en y incorporant la composante ultramarine essentiellement, mais pas uniquement, axée sur ces thématiques ;
- ressources physiques et écosystèmes de fond de mer (REM) : les sujets concernés sont les géosciences, les énergies marines, les ressources minérales et les écosystèmes profonds, les technologies et les moyens d'essai associés ; le périmètre du département REM est celui de l'Institut Carnot (EDROME) de l'IFREMER ;
- océanographie et dynamique des écosystèmes (ODE) : sont concernées la surveillance et l'observation du milieu marin de la côte au large, la dynamique multi-échelles des écosystèmes côtiers et de l'océan ;
- infrastructures marines et numériques (IMN) : intègre la réalisation des projets relatifs à la flotte et aux engins sous-marins, les grandes bases de données et équipements associés, la très grande infrastructure de recherche ARGO et l'infrastructure EMSO.

La direction scientifique est en charge de la veille, de la prospective et de la stratégie scientifique, ainsi que du pilotage de la programmation, de la coordination et de la consolidation scientifique, tant pour la recherche que pour l'appui aux politiques publiques.

Le contrat d'objectifs 2009-2012 fait l'objet d'un suivi annuel permettant d'objectiver l'avancement de chaque action et la progression vers des jalons à l'aide d'indicateurs chiffrés. Ces indicateurs rendent compte de la spécificité de l'activité de l'établissement, en particulier en ce qui concerne la programmation scientifique et la flotte océanographique. Ils contribuent également à l'élaboration des indicateurs du programme. Dans le cadre de ce contrat, et afin d'assurer une amélioration continue de son fonctionnement, l'IFREMER a consolidé sa démarche GPEC (gestion prévisionnelle des emplois et compétences), entamé une réflexion sur le volet économique de son modèle d'établissement et engagé une démarche visant à la certification qualité de l'ensemble de l'établissement en 2012.

Au niveau national, l'IFREMER est membre fondateur de l'Alliance pour l'environnement (ALLENVI) : il a, en particulier, coordonné avec le CNRS la construction d'un programme de recherche « Mer » en réponse à l'une des recommandations du Grenelle de la Mer. Il participe aussi aux travaux de l'Alliance ANCRE. L'institut poursuit le développement d'un partenariat académique fort avec les universités et les autres opérateurs de recherche (par exemple, par la création d'UMR) : il participe à 3 LABEX dont, très fortement, le LABEX « L'océan dans le changement » coordonné par l'Université de Bretagne Occidentale.

Au plan européen, l'IFREMER participe à la construction des orientations de recherche en sciences marines, en étant moteur dans des réseaux stratégiques européens et dans deux ERANET marins (Marifish, SeasEra) et en intervenant fortement dans le développement de l'initiative de programmation conjointe « Océans et mers sains et productifs » adoptée en décembre 2011 par le conseil de compétitivité.

Le souci d'un positionnement en appui au développement durable des activités maritimes se traduit à la fois par la participation de l'institut à la mise en œuvre de directives européennes telles que la directive cadre « Stratégie pour le Milieu Marin » (pour laquelle l'Institut a coordonné, en 2010 et 2011, la production de l'état écologique initial) et par son implication dans des projets innovants, notamment ceux issus du programme d'investissements d'avenir, à fort potentiel de valorisation (IEED France Energie Marine, IEED Greenstars, consortium public – privé sur l'exploration des ressources minérales profondes dans la ZEE française).

Enfin, avec les 3 autres opérateurs de la flotte océanographique (CNRS, IPEV et IRD), l'IFREMER participe à l'unité mixte de service chargée d'élaborer la programmation des navires de la flotte océanographique française (dont il gère 4 navires hauturiers et 3 navires côtiers, ainsi que les engins sous-marins) et équipements lourds et de coordonner la politique d'investissement de ses membres. Il est le leader dans la préparation d'une alliance des flottes de recherche européennes à travers le projet EUROFLEETS.

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'établissement a été adopté par le conseil d'administration du 5 avril 2012.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Recherches scientifiques et technologiques sur les ressources, les milieux et leur biodiversité	**32 484**	**32 484**	**32 510**	**32 510**	**34 743**	**34 743**
Subventions pour charges de service public	32 484	32 484	32 510	32 510	34 743	34 743
Action n° 02 : Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes de production et de transformation associés	**15 260**	**15 260**	**15 272**	**15 272**	**16 321**	**16 321**
Subventions pour charges de service public	15 260	15 260	15 272	15 272	16 321	16 321
Action n° 03 : Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes socio-économiques associés	**18 735**	**18 735**	**18 750**	**18 750**	**20 038**	**20 038**
Subventions pour charges de service public	18 735	18 735	18 750	18 750	20 038	20 038
Action n° 05 : Recherches scientifiques et technologiques pour la sécurité alimentaire, sanitaire, environnementale et sur les risques naturels	**2 720**	**2 720**	**2 722**	**2 722**	**2 909**	**2 909**
Subventions pour charges de service public	2 720	2 720	2 722	2 722	2 909	2 909
Action n° 06 : Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies	**6 043**	**6 043**	**6 048**	**6 048**	**6 464**	**6 464**
Subventions pour charges de service public	6 043	6 043	6 048	6 048	6 464	6 464
Action n° 07 : Grandes infrastructures de recherche	**46 841**	**46 841**	**49 875**	**49 875**	**43 651**	**43 651**
Subventions pour charges de service public	46 841	46 841	49 875	49 875	43 651	43 651
Action n° 08 : Moyens généraux et d'appui à la recherche	**24 989**	**24 989**	**25 520**	**25 520**	**27 273**	**27 273**
Subventions pour charges de service public	24 989	24 989	25 520	25 520	27 273	27 273
Total pour ce programme	**147 072**	**147 072**	**150 697**	**150 697**	**151 399**	**151 399**
Programme 113 : Paysages, eau et biodiversité	**3 202**	**3 702**	**1 600**	**1 600**	**1 600**	**1 600**
Subventions pour charges de service public		500				
Transferts	3 202	3 202	1 600	1 600	1 600	1 600
Programme 154 : Économie et développement durable de l'agriculture et des territoires	**2 407**	**2 407**	**1 850**	**1 850**		
Subventions pour charges de service public	2 407	2 407	1 850	1 850		
Programme 172 : Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	**74**	**74**	**148**	**148**		
Subventions pour charges de service public	74	74	148	148		
Programme 205 : Sécurité et affaires maritimes, pêche et aquaculture					**1 850**	**1 850**
Subventions pour charges de service public					1 850	1 850
Programme 206 : Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	**3 708**	**3 708**	**3 254**	**3 254**	**3 352**	**3 352**
Subventions pour charges de service public	3 708	3 708	3 254	3 254	3 352	3 352
Total	**156 463**	**156 963**	**157 549**	**157 549**	**158 201**	**158 201**

ÉTAT PRÉVISIONNEL DES RECETTES ET DES DÉPENSES 2012

L'EPRD s'élève à 229,823 M€ (+1,6 % par rapport à l'EPRD 2011) et repose à la fois sur une augmentation des SCSP (144,361 M€, contre 142,353 M€ en 2011) et sur des perspectives de ressources contractuelles, à 45,262 M€ (contre 41,792 M€ en 2011).

L'IFREMER bénéficie d'une augmentation de ses moyens budgétaires en 2012, lui permettant de porter son fonctionnement courant à 229,823 M€ (+3,567 M€, +1,6 %).

Au tableau de financement, la diminution des dépenses d'investissement, à 17,010 M€ (-1,895 M€) se traduit, en regard des ressources (et notamment d'une capacité d'autofinancement, CAF, de 0,823 M€), par un abondement prévisionnel du fonds de roulement (soit +0,823 M€).

Le montant global des ressources de l'IFREMER pour 2012 s'élève à 247,656 M€ (+1,715 M€, +0,7 %) : 229,823 M€ au compte de résultat (produits) et 17,832 M€ au tableau de financement (ressources).

Relevant des programmes 187, 113, 154, 206 et 172, **les subventions pour charges de service public** (SCSP) sont globalisées à hauteur de 144,361 M€ et financent les charges de fonctionnement à hauteur de 62,8 %.

La SCSP inscrite au programme 187 s'élève à 150,697 M€ au PLF 2012 (+3,113 M€ par rapport à la LFI 2011, +2,1 %).
Elle est répartie entre le compte de résultat, pour 137,509 M€ (+3,905 M€, +2,9 % par rapport à l'EPRD 2011), et le tableau de financement, pour 13,188 M€ (-0,792 M€, -5,7 %).

Elle intègre la hausse du taux de cotisation employeur aux pensions civiles et à l'allocation temporaire d'invalidité, porté de 65,72 % à 68,92 % au 1er janvier 2012 pour les 71 ETP de l'établissement relevant du statut général de la fonction publique (+0,079 M€) et un ajustement des opérations inscrites au périmètre de l'action 7 du programme 187 (+3,034 M€).

Complétant la subvention récurrente, la répartition du dispositif post-doctoral ministériel relevant de l'action 1 du programme 172 s'établit à 4 contrats pour 2012, soit 48 « mois post-docs » et 0,148 M€ (reconduction).

Le transfert inscrit au programme 113 (« Protection de l'environnement et prévention des risques »), sous la responsabilité du MEDDTL, s'élève à 1,600 M€ (-2,495 M€, -60,9 %).

Les SCSP inscrites aux programmes 154 (« Economie et développement durable de l'agriculture, de la pêche et des territoires ») et 206 (« Sécurité et qualité sanitaire de l'alimentation ») placés sous la responsabilité du MAAPRAT, s'élèvent respectivement à 1,850 M€ et 3,254 M€ (contre 1,275 M€ et 3,232 M€ en 2011).

Contrairement à 2011, l'EPRD 2012 voté affiche **un volume de ressources propres** en augmentation (+1,560 M€, +3,6 %), soit 45,262 M€. Concernant les financements issus des partenariats avec les ministères, l'évolution des ressources contractuelles s'appuie sur les missions programmées sous l'égide du MEDDTL, du MAAPRAT, du ministère de la défense, soit un montant global de ressources quasiment stabilisé à 5,530 M€.

L'estimation des ressources contractuelles par origine de financements se répartit de la façon suivante :
- ANR : 2,270 M€ (contre 1,720 M€ en 2011) ;
- Union européenne et organismes internationaux : 13,220 M€ (contre 13,730 M€ en 2011) ;
- collectivités et autres partenariats publics : 10,720 M€ (contre 10,760 M€ en 2011) ;
- partenaires privés : 11,680 M€ (contre 5,550 M€ en 2011).

La progression des ressources contractuelles provenant des partenaires privés est significative (+6,130 M€), elle repose essentiellement sur le programme de recherche « Magic » (étude de la structure profonde des marges brésiliennes, dans la continuité des travaux déjà conduits en 2011 dans le cadre de la campagne océanographique « Sanba » et du programme de recherche « Futuna 2 » portant sur les travaux d'exploration des fonds marins au large de Wallis et Futuna).

Selon le périmètre défini par l'établissement, **la masse salariale** après réserve s'établit à 111,427 M€. L'évaluation 2012 tient compte d'une évolution prévisionnelle de 1,8 % de la rémunération moyenne des personnels en place (cadrage salarial RMPP).

L'effectif moyen rémunéré de l'exercice 2012 est prévu à 1 295 ETPT au tableau des emplois (chiffre conforme au plafond d'emploi inscrit en loi de finances pour 2012, soit 1 332 ETP au PAP 2012).
Le personnel temporaire représente 264 ETPT, en quasi reconduction (-1 ETPT).

Les autres charges d'exploitation s'élèvent à 118,396 M€, recouvrant le fonctionnement courant (pour 77,373 M€) et les opérations internes (amortissements, sorties d'actifs, pour 41,023 M€)

Les dépenses liées à la flotte s'élèvent à 37,670 M€ et se répartissent entre :
- les moyens alloués à la flotte océanographique, gérés contractuellement par l'armateur GENAVIR : 36,902 M€ ;
- le fonctionnement du « Beautemps-Beaupré », sur la base contractuelle de 10 jours sur l'année : 0,370 M€ ;
- les dépenses liées au contrat européen « Eurofleets » et le fonctionnement de la Direction des moyens et opérations navals, pour le solde.

La dotation affectée en 2012 au contrat entre l'IFREMER et GENAVIR pour la gestion de la flotte océanographique (+6,402 M€, +21 %) tient compte d'une hausse sensible des jours d'activité de la flotte hauturière qui passe à 1 007 jours (contre 797 jours en 2011), correspondant à un indicateur de missions scientifiques (MS) de 791 jours (590 jours en 2011).

Les éléments de la programmation 2012 se caractérisent par :
- une présence quasi-continue de « L'Atalante » dans le Pacifique, permettant la réalisation de 3 campagnes de géosciences, de la campagne « Futuna » et de la campagne d'intérêt public « NOD » relative au maintien du permis minier nodules du Pacifique Nord-Est ;
- la réalisation sur la « Thalassa » et le « Pourquoi pas ? » de 6 missions scientifiques importantes en Atlantique ;
- une activité du « Suroît » réduite à 3 mois, qu'impose l'arrêt technique du navire.

Le total des ressources de la section d'investissement est fixé à 17,832 M€ (-1,852 M€, -9,4 %)

La part de la SCSP du programme 187 affectée aux dépenses d'investissement est de 13,188 M€ (-0,792 M€, -5,7 %), les ressources contractuelles étant de 3,821 M€ (-1,103 M€, -22,4 %).

Les principales ressources contractuelles d'investissement concernent plus particulièrement la participation des collectivités territoriales au financement des opérations CPER suivantes :
- (Provence-Alpes-Côte d'Azur) financement au titre de la dernière phase équipementale du Centre européen de technologies sous-marines (Seyne-sur-Mer), pour 0,770 M€ ;
- (Bretagne) financement du programme « Previmer 2 », pour 0,630 M€.

D'autres ressources contractuelles sont liés au financement ANR pour un abondement « Carnot » (0,650 M€) et des crédits issus du programme « Investissements d'avenir » (PIA) avec la mise en œuvre du programme « NAOS » (Novel Argo Ocean observing System, 1,030 M€).
L'objectif du projet « NAOS » est de consolider la participation française et européenne au réseau international « ARGO » de flotteurs profilants et d'anticiper les évolutions du réseau pour la prochaine décennie.

Les dépenses d'investissement s'élèvent à 17,010 M€ (-1,895 M€ ; -10 %) et couvrent notamment les investissements indispensables au maintien en condition opérationnelle de la flotte (1,550 M€) et les moyens consacrés aux équipements des laboratoires nécessaires à la réalisation des programmes scientifiques (10,750 M€).

PERSPECTIVES 2013

A structures constante et courante, la SCSP inscrite sur l'enveloppe de crédits du programme s'établit à 151,4 M€ (+0,703 M€ et +0,5 %) au PLF 2013.

Cette évolution intègre le relèvement du taux de cotisation employeur aux pensions civiles et à l'allocation temporaire d'invalidité porté à 74,60 % au 1er janvier 2013 (+0,114 M€), et, conformément aux orientations décidées par le

Gouvernement, un redéploiement de crédits précédemment mobilisés par l'ANR dans le cadre d'appels à projet (+1,025 M€). Les crédits relevant de l'action 7 (TGIR) s'élèvent à 43,651 M€. Ce montant n'intègre plus des opérations TGIR reclassées (-5,788 M€) sur lesquelles un ajustement net a par ailleurs été effectué (-0,436 M€).

Au PLF 2013, le plafond d'emplois de l'établissement reste inchangé à 1 332 ETP.

La répartition du dispositif post-doctoral ministériel relevant de l'action 1 du programme 172 (nombre de contrats et crédits correspondant) interviendra au cours de l'année 2013).

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	108 979	111 427	Ressources de l'État	140 090	144 361
			- subventions de l'État	*140 090*	*144 361*
Fonctionnement	110 971	118 396	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	26 235	26 769
			Ressources propres et autres	56 205	58 693
Total des charges	**219 950**	**229 823**	**Total des produits**	**222 530**	**229 823**
Résultat : bénéfice	2 580		Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	**222 530**	**229 823**	Total : équilibre du CR	**222 530**	**229 823**

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	4 551	823
Investissements	21 580	17 010	Ressources de l'État	16 374	13 188
			Autres subv. d'investissement et dotations	5 115	3 721
			Autres ressources	441	100
Total des emplois	**21 580**	**17 010**	**Total des ressources**	**26 481**	**17 832**
Apport au fonds de roulement	4 901	822	Prélèvement sur le fonds de roulement		

(1) voté

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Dépenses de soutien	18 614	5 617		509	**24 740**
Flotte océanographique	6 412	40 847		4 270	**51 529**
Moyens des laboratoires	8 600	15 993		4 770	**29 363**
Opérations non répartissables par destination		31 826		828	**32 654**
Programmes scientifiques et recherche innovante	77 801	24 113		6 633	**108 547**
Total	**111 427**	**118 396**		**17 010**	**246 833**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	1 590	1 608	1 614
- sous plafond	*1 309*	*1 332*	*1 332*
- hors plafond opérateurs	*281*	*276*	*282*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES DÉPENSES D'AVENIR

En tant que bénéficiaire final (en milliers d'euros)

Montant cumulé de crédits reçus au 31/12/ 2011 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/ 2011
1 553	996

Prévision de crédits au titre de 2012 (2)	Prévision de consommation en 2012	Prévision de crédits au titre de 2013 (2)	Prévision de consommation en 2013
1 030	1 030		

(1) Somme des crédits encaissés par l'opérateur en 2010 et 2011 au titre des différents projets auxquels il participe (qu'il en soit le coordinateur ou non).
(2) Prévision du montant des crédits encaissés par l'opérateur en 2012 et 2013.

INRA - INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

Établissement public à caractère scientifique et technologique placé sous la tutelle des ministères chargés de la recherche et de l'agriculture, les missions de l'INRA ont été définies par le décret n° 84-1120 du 14 décembre 1984 à partir d'un périmètre « agriculture, alimentation, environnement ». Organisme de recherche finalisée, l'INRA produit des connaissances scientifiques dans des disciplines qui s'articulent autour des sciences de la vie, des sciences de l'aliment, des sciences économiques et sociales, des mathématiques et des sciences de l'environnement.

Premier opérateur européen de recherche agronomique, l'INRA se caractérise par un solide ancrage territorial, favorisant les transferts vers le monde socio-économique et le développement territorial. Avec 74 % de ses effectifs implantés en province sur plus de 100 sites, l'Institut est présent dans la quasi-totalité des régions françaises, y compris Outre-mer. Organisées en 14 départements scientifiques et 235 unités de recherche, les équipes INRA sont impliquées dans des projets de recherche sur des enjeux européens ou internationaux tels que les maladies émergentes dans les pays méditerranéens, la sécurité alimentaire ou l'adaptation de l'agriculture aux changements climatiques. Par l'intermédiaire de ses deux filiales, INRA Transfert et Agri-Obtentions, l'INRA gère un portefeuille de 377 contrats et options de licence ainsi que 1 127 licences sur 508 variétés.

Le Consortium de coopération scientifique pour l'agriculture, l'alimentation, la santé animale et l'environnement (Agreenium) créé par le décret n° 2009-522 du 7 mai 2009 et réunissant le CIRAD, l'INRA, Montpellier Sup Agro, l'École nationale vétérinaire de Toulouse, Agro-Campus Ouest et Agro-ParisTech, a pour mission de renforcer les capacités d'action de la recherche et de la formation agronomique française au niveau international. Ce consortium, au statut d'établissement public de coopération scientifique, a adopté en 2011 un plan de travail à 5 ans centré sur la constitution d'un collège doctoral international de la recherche agronomique française et le déploiement d'une politique active de coopération avec les pays du bassin méditerranéen. La mutualisation par le CIRAD et l'INRA de leur direction des relations internationales au sein d'Agreenium pour constituer le point d'entrée unique de la recherche agronomique au sens large au niveau national et l'obtention d'un financement de l'Europe pour la mobilité de post-doctorant français et étrangers, porté par l'INRA, au titre du programme « cofund » de la commission européenne, en sont les premiers résultats.

L'INRA a également signé en mai 2009 la convention de création de l'Alliance pour les sciences de la vie et de la santé (AVIESAN). Il est en outre membre fondateur de l'alliance pour l'environnement (ALLENVI). Celle-ci a commencé à déployer ses activités en 2011, principalement en produisant des recommandations sur la programmation de l'ANR et

des investissements d'avenir dans son domaine et en portant un projet de consortium national de valorisation thématique pour accélérer le transfert d'innovation dans ses domaines d'activité.

Les premiers résultats de la participation de l'INRA aux investissements d'avenir permettront par ailleurs de conforter les objectifs scientifiques retenus au titre du document d'orientation 2010-2020, notamment dans le domaine des biotechnologies vertes et des biotechnologies blanches, mais aussi avec la transformation du RTRA Agronomique de Montpellier en LABEX, et plus avant dans le domaine de l'alimentation avec la plateforme METAGENOPOLIS. En 2012, dans le nouveau paysage de la recherche, l'INRA tiendra toute sa place de deuxième organisme de recherche agronomique au niveau mondial.

Dans le cadre de sa réforme, afin d'améliorer le pilotage sur objectifs et à la performance sur les priorités définies dans le document d'orientation, l'INRA a commencé à déployer une fonction de programmation interne, en construisant une dizaine de « méta-programmes ». Ces méta-programmes ont vocation dans un terme rapproché à mobiliser le tiers des ressources en termes de moyens humains et financiers des départements scientifiques. Les trois premiers ont été mis en place en 2011 avec l'accord du conseil scientifique : « Gestion intégrée de la santé de plantes », « Adaptation de l'agriculture et de la forêt au changement climatique » et « Méta génomique des systèmes microbiens ». Trois nouveaux programmes devraient voir le jour en 2012 : « Gestion intégrée de la santé animale », « Sélection génomique » et « Déterminants et effets des pratiques alimentaires ». En 2011 a aussi été mise en place la troisième génération des « schémas stratégiques de départements » pour la période 2011-2015. Ces feuilles de route font l'objet d'un suivi et d'un pilotage par la direction générale tous les ans, au travers des « directoriales » où est examiné l'état d'avancement de leur réalisation au travers d'un tableau de bord comprenant des jalons scientifiques.

Enfin, l'année 2011 fut celle du renouvellement du contrat d'objectifs et de performance de l'établissement pour la période 2012-2016. Les discussions avec les ministères de tutelle ont permis une signature au mois de février 2012 après validation par le conseil d'administration de l'Institut en décembre 2011.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Recherches scientifiques et technologiques sur les ressources, les milieux et leur biodiversité	**127 571**	**127 571**	**128 168**	**128 168**	**132 206**	**132 206**
Subventions pour charges de service public	127 571	127 571	128 168	128 168	132 206	132 206
Action n° 02 : Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes de production et de transformation associés	**183 179**	**183 179**	**184 037**	**184 037**	**189 834**	**189 834**
Subventions pour charges de service public	183 179	183 179	184 037	184 037	189 834	189 834
Action n° 03 : Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes socio-économiques associés	**32 056**	**32 056**	**32 206**	**32 206**	**33 221**	**33 221**
Subventions pour charges de service public	32 056	32 056	32 206	32 206	33 221	33 221
Action n° 04 : Recherches scientifiques et technologiques sur l'alimentation, ses produits et leurs effets sur le bien-être	**60 187**	**60 187**	**60 469**	**60 469**	**62 374**	**62 374**
Subventions pour charges de service public	60 187	60 187	60 469	60 469	62 374	62 374
Action n° 05 : Recherches scientifiques et technologiques pour la sécurité alimentaire, sanitaire, environnementale et sur les risques naturels	**102 057**	**102 057**	**102 535**	**102 535**	**105 765**	**105 765**
Subventions pour charges de service public	102 057	102 057	102 535	102 535	105 765	105 765
Action n° 06 : Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies	**14 393**	**14 393**	**14 460**	**14 460**	**14 916**	**14 916**
Subventions pour charges de service public	14 393	14 393	14 460	14 460	14 916	14 916
Action n° 08 : Moyens généraux et d'appui à la recherche	**130 559**	**130 559**	**134 608**	**134 608**	**138 848**	**138 848**
Subventions pour charges de service public	130 559	130 559	134 608	134 608	138 848	138 848
Total pour ce programme	**650 002**	**650 002**	**656 483**	**656 483**	**677 164**	**677 164**

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Programme 142 : Enseignement supérieur et recherche agricoles	**1 625**	**1 625**	**1 653**	**1 653**	**1 653**	**1 653**
Subventions pour charges de service public	1 625	1 625	1 653	1 653	1 653	1 653
Programme 172 : Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	**838**	**838**	**768**	**768**		
Subventions pour charges de service public	838	838	768	768		
Total	**652 465**	**652 465**	**658 904**	**658 904**	**678 817**	**678 817**

BUDGET PRIMITIF 2012

Le budget 2012 s'établit à 849,867 M€, hors opérations d'ordre (+5,841 M€ et +0,7 % par rapport au budget voté de 2011).
Il est financé à hauteur de 658,868 M€ par des SCSP (contre 656,050 M€ en LFI 2011, soit +2,818 M€ et +0,4 %), qui représentent 77,5 % des financements.

La SCSP du programme 187 s'établit à 656,483 M€ (+3,060 M€, +0,5 %) par rapport à la LFI 2011.
Elle intègre la hausse du taux de cotisation employeur aux pensions civiles et à l'allocation temporaire d'invalidité (ATI) porté de 65,72 % à 68,92 % au 1er janvier 2012 (+7,907 M€), ainsi qu'une économie appliquée transversalement aux opérateurs de l'État et une reprise de crédits « Plan de relance de l'investissement public 2009-2010 » (-4,847 M€).

S'agissant du programme 142, la SCSP du ministère chargé de l'agriculture, à 1,617 M€ nette de réserve légale, est en diminution par rapport à 2011 (-0,036 M€, -2,2 %).

La dotation relevant du programme 172 et correspondant à la répartition du dispositif post-doctoral ministériel s'établit à 22 contrats, soit 264 « mois post-docs » et 0,768 M€.

Les ressources propres de l'Institut s'élèvent à 191 M€ et représentent 22,5 % des financements.

Elles sont essentiellement constituées des contrats et conventions de recherche, à hauteur de 137 M€ (contre 131,017 M€ en 2011), essentiellement en raison de l'inscription des crédits relatifs au programme d'investissements d'avenir (10 M€).
Les contrats et soutiens finalisés à l'activité de recherche représentent toujours l'essentiel des ressources propres (73,2 %) et 16,5 % des financements (contre 15,6 % au budget 2011).

Les subventions de fonctionnement et d'investissement concernant des projets ou programmes spécifiques, versés par divers ministères et d'autres collectivités publiques s'élèvent à 2,811 M€.

Les recettes issues de produits valorisés de l'activité de recherche s'élèvent à 42,378 M€, soit 22,2 % des ressources propres. Leur progression (+4,845 M€, +12,9 %) est essentiellement due au produit de la vente des animaux, de récoltes et de produits dérivés, de la rémunération des analyses et prestations de services des unités ; elles comprennent également des redevances perçues sur brevets, de savoir-faire et certificats d'obtentions végétales.

Les autres ressources, prévues à hauteur de 8,811 M€ (+0,123 M€, +1,4 %), recouvrent principalement les produits financiers et exceptionnels et divers autres produits de gestion courante, dont les versements de l'ANR au titre du préciput pour 2,900 M€.

La masse salariale totale, à 603,371 M€ (71 % des crédits ouverts au budget), est répartie de la façon suivante : 513,486 M€ en agrégat 1 (85,1 %), 22,141 M€ en agrégat 2 (3,7 %), 66,346 M€ en agrégat 3 (11 %) et 1,398 M€ hors agrégats (réserve de précaution, 0,2 %)

La masse salariale totale s'élève à 603,371 M€ (+11,055 M€, +1,9 %) en regard de 10 138 ETPT annuels, soit :

– 562,168 M€ (+6,529 M€) de masse salariale « limitative », pour 9 184 ETPT sous plafond (8 190,5 titulaires et 993,5 non titulaires),
– 41,203 M€ (+4,526 M€) de masse salariale « indicative », pour 954 ETPT non titulaires financés intégralement sur ressources propres.

Les dépenses de fonctionnement et d'investissement, à 217,569 M€, comprennent des crédits adossés aux SCSP (à hauteur de 98,030 M€) et aux ressources propres (à hauteur de 120,620 M€) et se répartissent par destination de la manière suivante :

– 151,944 M€ en agrégat 1 (69,5 %) ;
– 17,173 M€ en agrégat 2 (7,9 %) ;
– 44,174 M€ en agrégat 3 (20,2 %) ;
– 5,308 M€ hors agrégat (2,4 %).

Doté de 155,051 M€ (+3,106 M€, +2 %), l'agrégat 1 répartit les moyens directs des 14 départements de recherche, (138,010 M€, soit +4 %).

S'agissant de la subvention de l'État, les crédits consacrés au soutien de base des unités s'établissent à 33,780 M€ (-4,8 %). Cette dotation est toutefois complétée par une enveloppe spécifique (« Provision à répartir aux départements ») de 6,240 M€.

Les unités bénéficient également d'autres moyens incitatifs, positionnés dans le budget primitif sur diverses lignes de provision : « Nouveaux contrats de recherche » (4,118 M€), « Redevances et recettes de ventes de prestations » (2,950 M€).

La participation aux politiques coordonnées par les Alliances s'appuie sur une dotation globalisée de 3 M€ (-4,029 M€, -57, 3 %), dont 0,3 M€ sur le consortium « Agreenium » dont l'INRA est l'un des 6 membres fondateurs.

Les équipements scientifiques lourds sont reconduits à hauteur de 1 M€.

La ligne « Activités scientifiques diverses » est portée à 8,852 M€ (+1,423 M€, +19,2 %) pour tenir compte du lancement de l'opération de consolidation et de sécurisation des infrastructures informatiques scientifiques (pour 4 M€) et de la réduction de certains dispositifs, notamment la politique d'accueil des chercheurs (soit -0,12 M€), les séjours de longue durée à l'étranger (soit -0,15 M€) et le fonds commun d'investissement des unités (-0,05 M€).

Les crédits ouverts en agrégat 2 s'élèvent à 16,978 M€ (-0,195 M€, -1,1 %), la réduction portant principalement sur les lignes « Valorisation » (-0,109 M€) et « Relations internationales » (-0,148 M€).

Les crédits ouverts en agrégat 3 s'établissent à 42,617 M€ (-1,557 M€, -3,5 %).

L'investissement programmé est réparti (en crédits de paiement) entre les opérations immobilières (26 M€) et les moyens informatiques communs (2,927 M€).

Dotées de 32,109 M€ en autorisations d'engagement (AE), la quasi-totalité des opérations CPER sont engagées.

Les opérations programmées concernent uniquement des opérations en cours à savoir :

– les opérations CPER 2007-2013, auxquelles s'ajoutent les opérations structurantes de Nancy et Clermont ;
– les autres opérations, relevant de travaux d'entretien immobilier, de mise aux normes de sécurité et de protection de l'environnement.

Les 5 opérations les plus importantes concernent :

– la construction du bâtiment « Micalis » (Jouy-en-Josas), pour 5,570 M€ ;
– le Pôle « Horticulture intégrée » (Avignon), pour 2,811 M€ ;
– les Pôles « Agrogénomique du tournesol » et « Toxicologie alimentaire de Toulouse », respectivement pour 1,525 M€ et 1,528 M€ ;
– le « Campus du Végétal » (Angers-Nantes), pour 0,773 M€.

PERSPECTIVES 2013

A structure constante, la SCSP inscrite sur l'enveloppe de crédits du programme s'établit à 677,238 M€ (+20,755 M€, +3,2 %) au PLF 2013.

Cette évolution intègre, conformément aux orientations décidées par le Gouvernement, un redéploiement de crédits précédemment mobilisés par l'ANR dans le cadre d'appels à projet (+6,640 M€) et le relèvement du taux de cotisation employeur aux pensions civiles et à l'allocation temporaire d'invalidité porté à 74,60 % au 1er janvier 2013 (+14,115 M€).

A structure courante, la SCSP pour 2013 s'élève à 677,164 M€ (+20,681 M€) après prise en compte du transfert d'un emploi (niveau chargé de recherche 1re classe, CR 1) et des crédits correspondant (-0,074 M€) vers le CIRAD.

Compte tenu de ce transfert et d'une mesure de transfert d'emplois de post-doctorants en EPST vers le programme 150 (poursuite de la pérennisation ou régularisation d'emplois de DDRT et postes fonctionnels au sein de la DGRI), le plafond d'emplois de l'INRA au PLF 2013 est ramené de 10 008 ETP à 10 005 ETP (-3 ETP).

La répartition du dispositif post-doctoral ministériel relevant de l'action 1 du programme 172 (nombre de contrats et crédits correspondant) interviendra au cours de l'année 2013).

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'EPST

(en milliers d'euros)

Dépenses	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	589 480	601 973
- activités conduites par les unités de recherche	*500 264*	*513 486*
- actions communes	*21 853*	*22 141*
- fonctions support	*67 363*	*66 346*
Fonctionnement et investissement non programmé	210 369	214 646
- activités conduites par les unités de recherche	*140 680*	*155 051*
- actions communes	*22 517*	*16 978*
- fonctions support	*47 172*	*42 617*
Investissement programmé et autres opérations en capital	37 733	28 927
- actions communes	*0*	*0*
- fonctions support	*37 733*	*28 927*
Hors agrégats		4 321
Total des dépenses	**837 582**	**849 867**

(1) voté

(en milliers d'euros)

Recettes	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Subventions pour charges de service public des ministères de tutelles	652 465	658 868
Contrats et soutiens finalisés à l'activité de recherche	123 440	139 811
Produits valorisés de l'activité de recherche et prestations de services	57 130	42 377
Autres subventions et produits	8 823	8 811
Total des recettes	**841 858**	**849 867**

(1) voté

Charges calculées	99 001	40 000
Produits calculés	99 008	0
Réalisation de l'équilibre *(Augmentation / diminution du fonds de roulement)*		**0**

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Agrégat 1 : activités conduites par les unités de recherche	513 486	155 051			**668 537**
Agrégat 2 : actions communes	22 141	16 978			**39 119**
Agrégat 3 : fonctions support	66 346	42 617		28 927	**137 890**
Hors agrégats	1 398	2 923			**4 321**
Total	**603 371**	**217 569**		**28 927**	**849 867**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	10 120	11 070	10 903
- sous plafond	*9 222*	*10 008*	*10 005*
- hors plafond opérateurs	*898*	*1 062*	*898*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	34		34
- rémunérés par d'autres collectivités ou organismes	*34*		*34*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES DÉPENSES D'AVENIR

En tant que bénéficiaire final

(en milliers d'euros)

Montant cumulé de crédits reçus au 31/12/ 2011 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/ 2011
2 910	1 058

Prévision de crédits au titre de 2012 (2)	Prévision de consommation en 2012	Prévision de crédits au titre de 2013 (2)	Prévision de consommation en 2013
8 500	8 500	18 000	18 000

(1) Somme des crédits encaissés par l'opérateur en 2010 et 2011 au titre des différents projets auxquels il participe (qu'il en soit le coordinateur ou non).
(2) Prévision du montant des crédits encaissés par l'opérateur en 2012 et 2013.

IRD - INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT

L'institut de recherche pour le développement (IRD) est un EPST placé sous la tutelle des ministères chargés de la recherche et de la coopération et du développement par le décret n° 84-430 du 5 juin 1984.

Les recherches scientifiques de l'IRD ont pour objectif de contribuer au développement économique, social et culturel des pays du Sud. Elles s'organisent autour de six thèmes prioritaires : la lutte contre la pauvreté, les migrations, les maladies émergentes, les changements climatiques et aléas naturels, l'accès à l'eau et les écosystèmes. Le dispositif de recherche de l'Institut a été progressivement resserré et se structure désormais autour de 56 unités de recherche, coordonnées par 3 départements scientifiques (« Environnement et Ressources », « Sociétés » et « Santé »).

L'IRD a développé un solide réseau de partenaires dans les pays du Sud, en France et en outre-mer tropical français par la mise en place de projets mixtes associant des équipes de chercheurs de l'Institut, des équipes locales, des institutions de recherche internationales, des établissements universitaires et d'enseignement supérieur. Présent en Afrique, en Asie, dans l'Océan indien, en Amérique latine et dans le Pacifique, l'Institut dispose de 31 implantations dans le monde dont 3 en France métropolitaine (Bondy, Marseille, Montpellier), 5 centres dans les régions et

collectivités d'outre-mer (Guyane, Martinique, Nouvelle-Calédonie, Polynésie et La Réunion) et 23 représentations dans des pays étrangers.

La politique de site mise en œuvre lors du dernier contrat d'objectifs s'est traduite par une réorganisation des représentations à l'étranger, les collaborations ayant été restructurées et approfondies autour de projets scientifiques régionaux à caractère structurant, 5 régions prioritaires ayant été identifiées : Afrique de l'ouest et centrale, Afrique de l'est, australe et Océan indien, Afrique du nord et Moyen-Orient, Amérique Latine et Caraïbes, Asie du sud et du sud-est. Près de 39 % des agents de l'IRD sont affectés hors métropole et interviennent dans une cinquantaine de pays.

L'institut a adopté en 2010 son nouveau plan stratégique à l'horizon 2025, intitulé « L'IRD demain ». Les grands axes de ce plan stratégique, approuvés par le conseil d'administration du 23 juillet 2010, sont les suivants :

– exercer une double fonction d'opérateur et d'agence de programmation et de moyen pour répondre aux défis de la recherche pour le développement ;
– centrer l'opérateur sur des priorités scientifiques actualisées ;
– intensifier la présence et les engagements au Sud.

Le nouveau contrat d'objectifs, couvrant la période 2011-2015, a été approuvé en juin 2011 par le conseil d'administration de l'Institut. Ce nouveau contrat doit être l'occasion de renouveler les partenariats de la recherche au sud, d'assurer la montée en puissance progressive de l'AIRD, et de moderniser la gestion de l'institut.

Enfin, l'IRD est membre des alliances AVIESAN sur les sciences de la vie et de la santé et ANCRE sur la recherche pour l'énergie, créées en 2009, et membre fondateur de l'alliance pour l'environnement (ALLENVI).

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'établissement a été adopté par le conseil d'administration du 28 septembre 2012.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Recherches scientifiques et technologiques sur les ressources, les milieux et leur biodiversité	**56 019**	**56 019**	**56 181**	**56 181**	**57 412**	**57 412**
Subventions pour charges de service public	56 019	56 019	56 181	56 181	57 412	57 412
Action n° 02 : Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes de production et de transformation associés	**17 999**	**17 999**	**18 051**	**18 051**	**18 447**	**18 447**
Subventions pour charges de service public	17 999	17 999	18 051	18 051	18 447	18 447
Action n° 03 : Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes socio-économiques associés	**17 999**	**17 999**	**18 051**	**18 051**	**18 446**	**18 446**
Subventions pour charges de service public	17 999	17 999	18 051	18 051	18 446	18 446
Action n° 04 : Recherches scientifiques et technologiques sur l'alimentation, ses produits et leurs effets sur le bien-être	**3 034**	**3 034**	**3 042**	**3 042**	**3 109**	**3 109**
Subventions pour charges de service public	3 034	3 034	3 042	3 042	3 109	3 109
Action n° 05 : Recherches scientifiques et technologiques pour la sécurité alimentaire, sanitaire, environnementale et sur les risques naturels	**29 324**	**29 324**	**29 409**	**29 409**	**30 053**	**30 053**
Subventions pour charges de service public	29 324	29 324	29 409	29 409	30 053	30 053
Action n° 06 : Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies	**29 729**	**29 729**	**29 815**	**29 815**	**30 468**	**30 468**
Subventions pour charges de service public	29 729	29 729	29 815	29 815	30 468	30 468
Action n° 07 : Grandes infrastructures de recherche	**5 000**	**5 000**	**4 000**	**4 000**	**4 000**	**4 000**
Subventions pour charges de service public	5 000	5 000	4 000	4 000	4 000	4 000
Action n° 08 : Moyens généraux et d'appui à la recherche	**42 403**	**42 403**	**43 745**	**43 745**	**44 703**	**44 703**
Subventions pour charges de service public	42 403	42 403	43 745	43 745	44 703	44 703
Total pour ce programme	**201 507**	**201 507**	**202 294**	**202 294**	**206 638**	**206 638**

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Programme 172 : Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	**175**	**175**	**209**	**209**		
Subventions pour charges de service public	175	175	209	209		
Total	**201 682**	**201 682**	**202 503**	**202 503**	**206 638**	**206 638**

BUDGET PRIMITIF 2012

Le budget primitif de l'IRD s'élève à 231,361 M€ (contre 232,034 M€, soit -0,673 M€ et -0,3 %).
Il est financé à hauteur de 202,503 M€ (soit 87,5 %, contre 87,6 % en 2011) par les SCSP relevant des programmes 187 et 172.

Le montant de **la subvention récurrente** s'établit à 202,294 M€ (-0,673 M€ et -0,3 %).
Elle intègre l'augmentation du taux de cotisation aux pensions civiles et à l'allocation temporaire d'invalidité (ATI), porté à 68,92 % au 1er janvier 2012 pour la part employeur (+1,827 M€), une mesure d'économie au titre des crédits de fonctionnement et d'investissement, en application des normes transversales d'économies de fonctionnement décidées pour l'État et ses opérateurs (-1,255 M€) et un ajustement des crédits identifiés à l'action 7 (« Grandes infrastructures de recherche ») du programme (-1 M€).

La subvention relevant du programme 172 et correspondant à la répartition du dispositif post-doctoral ministériel est maintenue à 0,209 M€, soit 6 contrats ou 72 « mensualités post-docs ».

Les ressources propres s'élèvent à 28,858 M€. Les recettes sur contrats de recherche avec tiers publics ou privés (25 M€) représentent 10,8 % des financements. Les ressources diverses sont également stables (3,858 M€).

La masse salariale totale est de 167,524 M€ (dont 0,403 M€ hors agrégats) pour 2 238 ETP (contre 165,250 M€ et 2 213 ETP en 2011), du fait de l'augmentation du nombre de personnel sur contrats ou conventions de recherche.

Les dépenses de personnel se répartissent entre 161,198 M€ de masse salariale limitative et 6,326 M€ de masse salariale indicative.

La masse salariale indicative (intégralement financée sur ressources propres), à 6,326 M€, progresse de 21,9 %. Elle est identifiée au sein des 3 agrégats (agrégat 1 : 5,048 M€ ; agrégat 2 : 0,337 M€ ; agrégat 3 : 0,940 M€).
Comme en 2011 et pour les mêmes raisons (progression des personnels sur contrats ou conventions de recherche), les ETPT comptabilisés hors plafond augmentent (140 ETPT, +20).

Les dépenses de fonctionnement et d'investissement annuels décroissent de -3,6 % et s'établissent à 63,481 M€ (-2,381 M€), dont 1,235 M€ hors agrégats.

En agrégat 1, les moyens des unités de recherche s'établissent à 22,368 M€ (-4,5 %). Ils sont répartis entre le soutien de base (6,670 M€), les actions finalisées (1,496 M€), les frais d'hébergement des unités (1,175 M€), les dépenses sur conventions de recherche (11,804 M€) et les crédits incitatifs (1,223 M€).

Les crédits sur l'agrégat 2 sont ramenés à 19,869 M€ (-2,499 M€, -11,2 %) et relèvent uniquement du fonctionnement.
Les postes de dépenses les plus importants concernent les lignes « Programmes de recherche et formation au Sud » (5,150 M€), « Géostratégie et partenariat » (3,281 M€), « Animation scientifique » (1,931 M€) et la ligne « Moyens navals » (4 M€ au titre des TGIR financés sur l'action 7 du programme 187).
Les moyens de l'AiRD sont identifiés sur une ligne dédiée, à 0,6 M€ (soit 0,5 M€ de crédits d'intervention et 0,1 M€ de crédits d'animation).

Les crédits de l'agrégat 3, soit 20 M€ (+12 %), sont essentiellement destinés au schéma directeur du système d'information (SDSI) pour 5,724 M€ et aux moyens généraux des services territoriaux (4,887 M€) et centraux (7,505 M€).

Les opérations d'investissement programmé (0,356 M€, soit -0,565 M€ et -61,3 %) permettent le financement de deux opérations :

– centre IRD France-Nord (Bondy), ravalement de la façade nord ;
– centre IRD France-Sud (Montpellier), travaux d'optimisation énergétique.

PERSPECTIVES 2013

A structures constante et courante, la SCSP inscrite sur l'enveloppe de crédits du programme s'établit à 206,637 M€ (+4,344 M€ et +2,1 %) au PLF 2013.

Cette évolution intègre le relèvement du taux de cotisation employeur aux pensions civiles et à l'allocation temporaire d'invalidité porté à 74,60 % au 1er janvier 2013 (+3,235 M€) et, conformément aux orientations décidées par le Gouvernement, un redéploiement de crédits précédemment mobilisés par l'ANR dans le cadre d'appels à projet (+1,108 M€).

Les crédits de l'action 7 du programme au titre des TGIR (flotte océanographique : navires et engins) sont reconduits à 4 M€.

La répartition du dispositif post-doctoral ministériel relevant de l'action 1 du programme 172 (nombre de contrats et crédits correspondant) interviendra au cours de l'année 2013).

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'EPST

(en milliers d'euros)

Dépenses	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	167 156	167 121
- activités conduites par les unités de recherche	*122 876*	*123 308*
- actions communes	*20 665*	*20 595*
- fonctions support	*23 615*	*23 218*
Fonctionnement et investissement non programmé	64 092	62 247
- activités conduites par les unités de recherche	*23 267*	*22 368*
- actions communes	*20 528*	*19 869*
- fonctions support	*20 297*	*20 010*
Investissement programmé et autres opérations en capital	1 361	356
- actions communes	*703*	
- fonctions support	*658*	*356*
Hors agrégats	0	1 637
Total des dépenses	**232 609**	**231 361**

(1) voté

(en milliers d'euros)

Recettes	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Subventions pour charges de service public des ministères de tutelles	201 682	202 503
Contrats et soutiens finalisés à l'activité de recherche	27 301	25 000
Produits valorisés de l'activité de recherche et prestations de services	1 481	1 670
Autres subventions et produits	2 471	2 188
Total des recettes	**232 935**	**231 361**

(1) voté

Charges calculées	13 839	14 321
Produits calculés	7 716	14 321
Réalisation de l'équilibre *(Augmentation / diminution du fonds de roulement)*	**325**	

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Agrégat 1 : activité conduite par les unités de recherche	123 308	22 368			**145 676**
Agrégat 2 : actions communes	20 595	19 869			**40 464**
Agrégat 3 : fonctions support	23 218	20 010		356	**43 584**
Hors agrégats	403	1 234			**1 637**
Total	**167 524**	**63 481**		**356**	**231 361**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	2 097	2 238	2 261
- sous plafond	*1 957*	*2 121*	*2 121*
- hors plafond opérateurs	*140*	*117*	*140*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	59		
- rémunérés par l'État par ce programme	*59*		

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES DÉPENSES D'AVENIR

En tant que bénéficiaire final

(en milliers d'euros)

Montant cumulé de crédits reçus au 31/12/ 2011 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/ 2011

Prévision de crédits au titre de 2012 (2)	Prévision de consommation en 2012	Prévision de crédits au titre de 2013 (2)	Prévision de consommation en 2013
20	20	947	947

(1) Somme des crédits encaissés par l'opérateur en 2010 et 2011 au titre des différents projets auxquels il participe (qu'il en soit le coordinateur ou non).
(2) Prévision du montant des crédits encaissés par l'opérateur en 2012 et 2013.

ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

Note explicative

La comptabilité d'analyse des coûts (CAC) s'appuie sur des principes, règles et méthodes de construction partagés par l'ensemble des acteurs : ministères, services du contrôle budgétaire et comptable ministériel, direction du budget et de la direction générale des finances publiques.

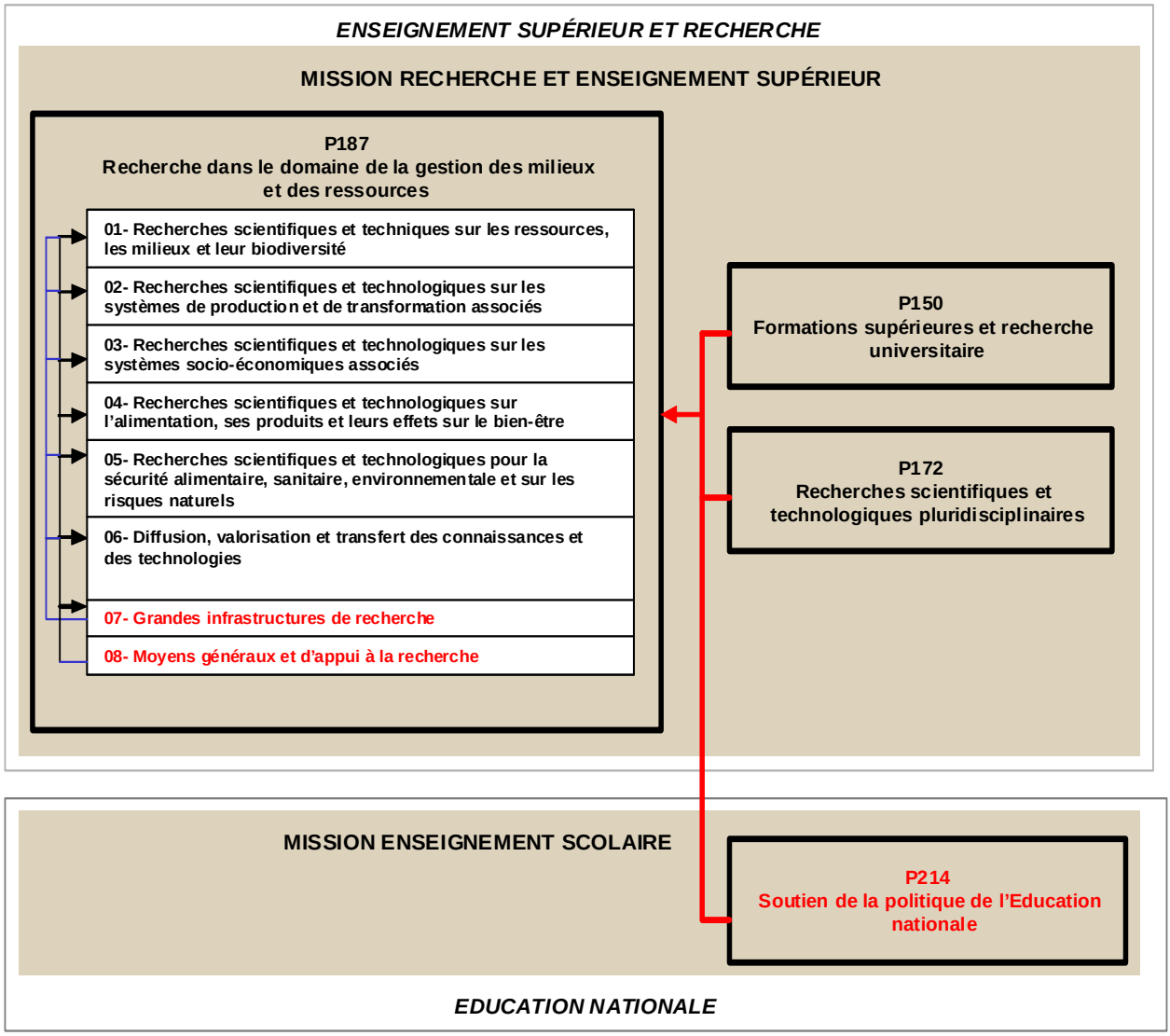
Le volet « Analyse des coûts » du PAP vise plus particulièrement l'identification des enjeux en matière de consommation de ressources partagée entre programmes, qu'ils relèvent ou non de la même mission.

A ce titre, ce volet comporte trois parties : 1°- une cartographie des liens de consommation des ressources entre actions ; 2°- un tableau de synthèse retraçant successivement la valeur initiale des actions, les ventilations internes et externes et la valeur après ventilations des actions ; 3°- les observations des équipes ministérielles, intégrant l'explication des principes méthodologiques appliqués aux données retraitées, et éclairant les résultats obtenus.

Enfin, l'analyse des coûts contribue à la documentation de la démarche de performance et s'inscrit dans un cycle d'amélioration continue.

SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Numéro et intitulé de l'action	PLF 2013 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2013 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2012 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
01 - Recherches scientifiques et technologiques sur les ressources, les milieux et leur biodiversité	282 051 181	+94 728 779	+16 891 608	393 671 568	387 560 544
02 - Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes de production et de transformation associés	282 472 013	+81 878 306	+16 916 811	381 267 130	374 473 515
03 - Recherches scientifiques et technologiques sur les systèmes socio-économiques associés	89 827 753	+35 566 440	+5 379 645	130 773 838	128 922 373
04 - Recherches scientifiques et technologiques sur l'alimentation, ses produits et leurs effets sur le bien-être	73 877 125	+18 959 748	+4 424 386	97 261 259	95 315 152
05 - Recherches scientifiques et technologiques pour la sécurité alimentaire, sanitaire, environnementale et sur les risques naturels	175 148 805	+47 198 642	+10 489 390	232 836 837	228 670 781
06 - Diffusion, valorisation et transfert des connaissances et des technologies	75 410 292	+24 653 049	+4 843 053	104 906 394	104 125 096
07 - Grandes infrastructures de recherche	47 651 000	-47 651 000		0	0
08 - Moyens généraux et d'appui à la recherche	255 333 964	-255 333 964		0	0
Total	**1 281 772 133**	**0**	**+58 944 893**	**1 340 717 026**	**1 319 067 461**

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	**-58 944 893**
150 / Formations supérieures et recherche universitaire (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	-3 877 974
172 / Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	-51 986 135
214 / Soutien de la politique de l'éducation nationale (Mission « Enseignement scolaire »)	-3 080 784

OBSERVATIONS

FONCTIONS DE SOUTIEN DU PROGRAMME ET MODALITÉS DE VENTILATION DES CRÉDITS

Fonctions de soutien du programme « recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources »

L'action « Grandes infrastructures de recherche » regroupe les crédits du budget de l'État consacrés par certains des opérateurs du programme (IRD, INRIA, IFREMER) aux grands instruments ou équipements communs de recherche (flotte océanographique, engins d'exploration du milieu marin…) dont ils sont les maîtres d'ouvrage, les gestionnaires ou les utilisateurs, ainsi que les banques de données ou les collections qu'ils mettent à la disposition de la communauté scientifique.

L'action « Moyens généraux et d'appui à la recherche » concerne les moyens particuliers que les opérateurs de recherche du programme mettent en œuvre pour gérer et administrer leurs activités de recherche scientifique et de développement technologique. Ils viennent en appui de ces activités pour fortifier leur efficacité et leur performance, sans se confondre avec elles. Cette action représente les crédits qui ne sont pas a priori imputables à un domaine particulier.

Modalités de ventilation des crédits de soutien dans les actions du programme

La ventilation interne du programme s'applique, d'une part, à l'action « Grandes infrastructures de recherche » et, d'autre part, à l'action « Moyens généraux et d'appui à la recherche ».

Dans une première étape, les dépenses de l'action « Moyens généraux et d'appui à la recherche » sont ventilées vers les autres actions du programme ; dans une seconde étape, les dépenses de l'action « Grandes infrastructures de recherche » (abondées d'une partie des dépenses de l'action précitée) sont elles-mêmes ventilées vers les actions restantes du programme. Pour cet exercice, les déversements sont ventilés au prorata des moyens affectés par action.

Dans ces conditions, la budgétisation des subventions pour charges de service public aux opérateurs du programme s'effectue en dépenses directes prévisibles et l'analyse des coûts permet de présenter parallèlement une maquette en dépenses complètes prévisibles par action.

FONCTIONS DE SOUTIEN EXTERNE ET MODALITÉS DE VENTILATION DES CRÉDITS

Le programme bénéficie des fonctions de soutien rattachées à d'autres programmes :

- moyens en personnel, inscrits au programme « Formations supérieures et recherche universitaire », des structures de l'administration centrale dédiées à la recherche qui sont placées sous l'autorité de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche (décrets d'attributions n° 2012-767 (MEN) et 2012-777 (MESR) du 24 mai 2012 - JO du 25/5) : direction générale de la recherche et de l'innovation, délégation aux usages de l'internet, bureau du cabinet ;
- moyens en personnel et de fonctionnement, inscrits au même programme, de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), autorité administrative indépendante chargée d'évaluer les activités de recherche et d'enseignement des organismes de recherche et des établissements d'enseignement supérieur ;
- moyens en personnel, inscrits au programme « Soutien de la politique de l'éducation nationale » (mission « Enseignement scolaire »), des structures de l'administration centrale exerçant des fonctions transversales qui sont placées sous l'autorité conjointe des ministres de l'éducation nationale (décret d'attribution n° 2012-767 du 24 mai 2012 - JO du 25/5 et de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche (décret d'attribution n° 2012-777 du 24 mai 2012 - JO du 25/5) : directions d'appui regroupées au sein du secrétariat général, inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, médiateur de l'éducation nationale, haut fonctionnaire de défense et de sécurité ;
- moyens de pilotage et d'animation de la recherche, inscrits au programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » des administrations centrale et déconcentrée du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui regroupent notamment les fonctions de soutien (prospectives et études, action européenne et internationale…) et de support (fonctionnement et communication), les dispositifs d'aide aux jeunes scientifiques et les moyens de diffusion de l'information scientifique et technique ;
- moyens de fonctionnement et d'intervention (appels à projets et dispositifs spécifiques) de l'Agence nationale de la recherche (ANR).

De manière à construire la dépense complète prévisible du programme « Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources », les crédits de ces fonctions de soutien font l'objet de déversements vers les actions de politique publique du programme (actions 1 à 6) selon des modalités qui sont détaillées dans la présentation de l'analyse des coûts des programmes d'origine.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Les fonctions de soutien du programme (actions 7 et 8) sont exécutées par ses six opérateurs. Elles donnent lieu intégralement et exclusivement à des déversements internes vers les actions porteuses de politique publique qui sont mises en œuvre par les mêmes opérateurs. Elles sont dotées de 302,9 M€ de crédits, soit 23,6 % des crédits totaux du programme.

Le programme reçoit par ailleurs le soutien externe de trois programmes pour un montant de 58,9 M€ qui représente 4,6 % de ses crédits directs, dont :

– 0,24 % au titre des fonctions transversales du secrétariat général des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche (rattachées au programme de soutien de la mission Enseignement scolaire) ;

– 0,3 % au titre des moyens de l'AERES et des crédits de personnel de l'administration centrale de la recherche (inscrits au programme Formations supérieures et recherche universitaire) ;

– 4,06 % au titre des fonctions de soutien et de pilotage du programme Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires, principalement du fait des actions incitatives de l'ANR.

Les crédits budgétaires du programme après ventilation progressent globalement de 4,6% par rapport aux crédits directs. Sur le périmètre des seules actions de politique publique du programme (actions 1 à 6), les crédits progressent de 37 % après ventilation (31 % par déversement interne et 6 % par déversement externe).

Après ventilation des actions soutien au profit des actions de politiques publiques, les crédits progressent de 1,6 % entre la LFI 2012 et le PLF 2013.

PROGRAMME 193

RECHERCHE SPATIALE

MINISTRE CONCERNÉ : GENEVIÈVE FIORASO, MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	366
Objectifs et indicateurs de performance	368
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	373
Justification au premier euro	376
Opérateurs	388
Analyse des coûts du programme et des actions	396

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Roger GENET
Directeur général pour la recherche et l'innovation
Responsable du programme n° 193 : Recherche spatiale

Le programme a pour finalité d'assurer à la France et à l'Europe la maîtrise des technologies et des systèmes spatiaux nécessaires pour faire face aux défis de recherche, de sécurité, de développement économique, d'aménagement du territoire ou encore d'environnement qui se posent ou qui sont susceptibles de se poser à elles.

Exception faite des satellites de télécommunications, largement financés par le secteur privé, les systèmes spatiaux sont financés, directement ou indirectement, par les États, les utilisations commerciales n'étant pas suffisantes pour couvrir l'ensemble de leurs coûts de développement, de déploiement et d'opération. Dès lors, les orientations retenues par la puissance publique en matière d'orientation de la recherche spatiale sont primordiales.

Par ailleurs, les techniques spatiales étant fortement duales, la coopération avec le ministère de la défense est particulièrement importante.

Enfin, il apparaît de plus en plus que la plupart des outils spatiaux, du moins les plus grands d'entre eux, doivent être développés à l'échelle européenne car c'est à cette échelle que peut être définie une politique spatiale d'envergure. Historiquement, la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Agence spatiale européenne (ESA) ou par l'Organisation européenne pour l'exploitation des satellites météorologiques (EUMETSAT). L'Union européenne est appelée à jouer un rôle croissant en vertu de l'accord cadre passé avec l'ESA en 2004 et, surtout, du traité de Lisbonne, qui lui confère une compétence partagée dans le domaine spatial. L'Union européenne est par ailleurs engagée, en partenariat avec l'ESA, dans la réalisation du programme européen de navigation « Galiléo » et du programme européen « GMES » de surveillance mondiale pour l'environnement et la sécurité.

L'industrie spatiale européenne s'est fortement structurée ces dernières années, avec l'émergence d'un maître d'œuvre principal pour les lanceurs et de deux pour les systèmes de satellites. Les agences spatiales ont donc surtout vocation à assurer la maîtrise d'ouvrage et l'expertise technique, en veillant à ce que l'industrie reste à la fois compétitive et techniquement compétente.

La stratégie du programme est mise en œuvre pour l'essentiel par son opérateur principal, le Centre national d'études spatiales (CNES), dans le cadre du contrat pluriannuel 2011-2015 signé le 26 octobre 2010 avec ses ministères de tutelle, en cohérence avec les résolutions prises par les ministres européens lors des différentes réunions du Conseil espace conjoint Union européenne (UE) - Agence spatiale européenne (ESA) et lors des réunions du Conseil ministériel de l'ESA de décembre 2005 et de novembre 2008.

L'année 2013 verra le début pratique de la mise en œuvre des décisions prises lors de la réunion du conseil de l'ESA les 20-21 novembre 2012, notamment le successeur d'Ariane 5 ECA et le système spatial météorologique en orbite polaire de seconde génération (successeur de METOP).

Par ailleurs, cette même année, les budgets alloués par l'Union européenne aux activités spatiales seront déterminés pour la période 2014-2020, notamment sur les programmes Galileo et GMES ; l'incertitude porte aujourd'hui essentiellement sur ce dernier.

Le lancement du premier modèle de chacun des types de satellites Sentinelle 1 et Sentinelle 2 du programme GMES devrait être effectué en 2013, ainsi que celui de satellites opérationnels Galileo. Enfin, le second modèle du satellite dual d'observation optique très haute résolution Pléiades pourrait être mis en orbite avant la fin de l'année 2013.

Le programme est structuré en sept actions, les trois premières concernant les trois grands domaines d'utilisation, les deux suivantes les systèmes et les technologies génériques, la sixième les moyens généraux et la septième la contribution française à EUMETSAT.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 **Intensifier le rayonnement international de la recherche et de la technologie spatiales françaises**

INDICATEUR 1.1 Production scientifique des opérateurs du programme

INDICATEUR 1.2 Reconnaissance scientifique des opérateurs du programme

INDICATEUR 1.3 Chiffre à l'export de l'industrie spatiale française rapporté aux investissements des cinq dernières années

OBJECTIF 2 **Garantir à la France et à l'Europe un accès à l'espace libre, compétitif et fiable**

INDICATEUR 2.1 Part du marché « ouvert » des lancements de satellites prise par Arianespace

INDICATEUR 2.2 Coût moyen du lancement de satellites par le lanceur Ariane 5

OBJECTIF 3 **Répondre aux besoins du futur par la recherche et la maîtrise de la technologie dans le domaine spatial**

INDICATEUR 3.1 Taux de bon fonctionnement des satellites fabriqués par l'industrie française

INDICATEUR 3.2 Tenue des coûts, des délais et des performances pour les 10 projets phares du CNES

OBJECTIF 4 **Intensifier les efforts de valorisation de la recherche spatiale dans le but de répondre aux attentes de la société**

INDICATEUR 4.1 Nombre d'instruments spatiaux développés ou co-développés par la France utilisés à des fins d'application de service

OBJECTIF 5 **Parfaire l'intégration européenne de la recherche spatiale française**

INDICATEUR 5.1 Taux de présence des projets européens dans les projets financés par le CNES

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Intensifier le rayonnement international de la recherche et de la technologie spatiales françaises

Les techniques spatiales contribuent de manière essentielle aux progrès de la science car les données obtenues par les grands observatoires spatiaux n'auraient pas pu être acquises autrement. L'utilisation scientifique de l'espace a constitué une véritable révolution scientifique en ce qui concerne l'étude et l'exploration de notre univers. Les communautés scientifiques françaises jouent un rôle de premier plan, en particulier en Europe, dans l'établissement des choix des programmes et leur exploitation scientifique.

L'indicateur 1.1 (qui est repris au niveau de la mission) offre une triple mesure de la part de la production scientifique française, qui est pratiquement stable ou progresse légèrement, dans un contexte international pourtant très concurrentiel.

INDICATEUR 1.1 : Production scientifique des opérateurs du programme

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part française des publications de référence internationale liées à la recherche spatiale dans la production mondiale	%	5,09	5,06 (valeur provisoire)	4	5	5	>= 4,9
Part française des publications de référence internationale liées à la recherche spatiale dans la production de l'Union européenne (UE 27)	%	15,8	15,8 (valeur provisoire)	16,5	15,9	16	>= 16,8
Part de la production scientifique des opérateurs du programme dans l'espace France-Allemagne-Royaume-Uni	%	32,4	32,5 (valeur provisoire)	32	32,5	32,5	>= 33

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : la part de publications des opérateurs du programme se calcule en divisant le « nombre de publications de référence internationale des opérateurs du programme » par le « nombre de publications de référence internationale de l'UE 27 » (part européenne) ou « du monde » (part mondiale) ou de l'espace « France-Allemagne-Royaume-Uni ». Ce calcul est en compte fractionnaire : il tient compte du nombre de laboratoires signataires de chaque publication. Afin de lisser les variations non significatives liées à l'évolution des journaux référencés dans chaque discipline, on adopte l'usage habituel en bibliométrie de calcul de l'indicateur en moyenne triennale glissante : la valeur indiquée en année n est alors la moyenne des valeurs constatées en n, n-1 et n-2.

NB : compte tenu du temps nécessaire pour le recueil des données, l'identification des adresses et le calcul de valeurs fiables, la dernière valeur définitive disponible au moment de la préparation du RAP de l'année n est celle de n-1 et au PAP de l'année n figure en conséquence la valeur provisoire de l'année n-2.

A noter que la baisse de la part française dans la production mondiale entre 2010 et 2011 ou entre 2011 et la prévision actualisée 2012 est de l'ordre de 1 %.

Sources des données : ISI-Thomson Scientific, indicateurs OST.

Limites et biais connus : Compte tenu de l'étroitesse du domaine défini et du petit nombre de publications repérées qui en découle, l'indicateur est caractérisé par une certaine instabilité qui doit conduire à une grande prudence d'interprétation des résultats.

INDICATEUR 1.2 : Reconnaissance scientifique des opérateurs du programme

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Reconnaissance scientifique exprimée par l'indice de citation à 2 ans des publications françaises dans le domaine de la recherche spatiale	indice	1,08	1,08 (valeur provisoire)	1,02	1,02	1,06	>= 1,08

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : afin de lisser les variations non significatives liées à l'évolution des journaux référencés dans chaque discipline, on adopte l'usage habituel en bibliométrie de calcul de l'indicateur en moyenne triennale glissante : la valeur indiquée en année n est alors la moyenne des valeurs constatées en n, n-1 et n-2. Compte tenu du temps nécessaire pour le recueil des données, l'identification des adresses et le calcul de valeurs fiables, la dernière valeur définitive disponible au moment de la préparation du RAP de l'année n est celle de n-1 et au PAP de l'année n figure en conséquence la valeur provisoire de l'année n-2.

Sources des données : ISI-Thomson Scientific, indicateurs OST.

Limites et biais connus : même remarque que pour l'indicateur précédent.

INDICATEUR 1.3 : Chiffre à l'export de l'industrie spatiale française rapporté aux investissements des cinq dernières années

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Chiffre à l'export de l'industrie spatiale française rapporté aux investissements des cinq dernières années.	%	107	125	115	120	120	

Précisions méthodologiques

Sources des données : Eurospace et CNES.

Mode de calcul : chiffre d'affaires sur le marché commercial (année n) rapporté à la moyenne annuelle de la subvention publique attribuée au CNES au cours des cinq années précédentes (n-5 à n-1). Le mode de calcul d'Eurospace a été légèrement modifié : les valeurs 2010 et 2011 ont donc été recalculées ainsi que la prévision 2012.

Limites et biais connus : l'indicateur mesure la compétitivité de l'offre spatiale française, mais ses fluctuations reflètent également celles du volume de l'activité spatiale en Europe et dans le monde.

OBJECTIF n° 2 : Garantir à la France et à l'Europe un accès à l'espace libre, compétitif et fiable

L'accès à l'espace est un élément essentiel à toute politique spatiale ; certaines missions poursuivant un objectif de souveraineté nationale, cet accès doit être garanti de manière autonome.

L'année 2006 a été la première durant laquelle Arianespace a pu avoir une cadence réellement opérationnelle avec le lanceur « Ariane 5 ECA », puisque cinq d'entre eux ont été tirés ; au total, au 14 juillet 2011, trente-trois lancements réussis d'affilée ont été effectués avec ce nouveau lanceur.

Les indicateurs choisis s'appliquent, en conséquence, aux lanceurs mis en œuvre par l'opérateur européen Arianespace. Ils reflètent la compétitivité des systèmes de lancement européens.

INDICATEUR 2.1 : Part du marché « ouvert » des lancements de satellites prise par Arianespace

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part du marché « ouvert » des lancements de satellites prise par Arianespace.	%	63	48	(*)		(*)	>= 50

Précisions méthodologiques

Sources des données : Arianespace

Mode de calcul : le marché « ouvert » est celui accessible à Arianespace et à au moins un concurrent ; en sont exclus les clients captifs des autres lanceurs (satellites gouvernementaux américains, russes, chinois, japonais essentiellement). Cet indicateur est construit à partir du nombre de contrats de lancement obtenus dans l'année considérée.

(*) Pour des raisons de confidentialité commerciale liée aux contrats en cours de négociation, les prévisions 2012 et 2013 ne peuvent être diffusées.

INDICATEUR 2.2 : Coût moyen du lancement de satellites par le lanceur Ariane 5

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Prix d'un lancement rapporté à la performance du lanceur Ariane 5	€/kg	19 800	19 560	(*)		(*)	>= 18 000

Précisions méthodologiques

Sources des données : Arianespace

Mode de calcul : l'indicateur s'obtient en divisant le chiffre d'affaires d'Arianespace (y compris le financement annuel de l'exploitation d'Ariane 5 via le programme « European guaranted Access to space » - EGAS s'il y a lieu) par la masse totale (équivalent GTO – Geostationary Transfert Orbit) des satellites lancés.

Limites et biais connus : l'année cible choisie pour l'indicateur correspond à la première année du prochain lot du contrat d'approvisionnement d'Ariane 5 par Arianespace auprès d'EADS, pour lequel un gain de productivité est attendu.

(*) Pour des raisons de confidentialité commerciale liée aux contrats en cours de négociation, les prévisions 2012 et 2013 ne peuvent être diffusées.

OBJECTIF n° 3 : Répondre aux besoins du futur par la recherche et la maîtrise de la technologie dans le domaine spatial

La maîtrise des technologies spatiales génériques permet de réaliser les systèmes spatiaux et d'en améliorer les capacités et la fiabilité.

Le premier indicateur retenu permet de quantifier la fiabilité moyenne de ces systèmes, tandis que le second mesure la qualité de la maîtrise d'ouvrage du CNES.

INDICATEUR 3.1 : Taux de bon fonctionnement des satellites fabriqués par l'industrie française

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Satellites géostationnaires	%	79	80,3	80	80	80	>= 90
Autres satellites	%	93	97,1	93	93	93	>= 95

Précisions méthodologiques

Sources des données : multi sources collectées par le CNES

Mode de calcul : proportion des satellites lancés ces quinze dernières années et développés sous maîtrise d'œuvre industrielle française encore en état de fonctionnement ou ayant dépassé la durée de vie « standard » au lancement, de 12 ans pour les satellites géostationnaires (GEO) et de 5 ans pour les satellites de recherche ou d'observation de la Terre (le choix, comme référence, de durées de vie « standard » plutôt que des durées de vie contractuelles permet d'obtenir une base homogène de comparaison).

Limites et biais connus : le fait de sélectionner l'ensemble des satellites lancés depuis 15 ans permet d'obtenir un échantillon représentatif, mais induit une évolution lente de l'indicateur. Il est à noter que certaines anomalies peuvent être dues à des équipements communs sur les plates-formes, indépendamment de la nationalité du maître d'œuvre.
L'exercice de prévision de cet indicateur étant, par définition, difficile, son utilité essentielle réside dans la constatation des résultats et la comparaison avec la cible initialement fixée.

INDICATEUR 3.2 : Tenue des coûts, des délais et des performances pour les 10 projets phares du CNES

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Ecart moyen des coûts	%	3,4	3,5	5,2	5,2	5	2,6
Ecart moyen des délais	mois	11,3	4,0	10	10	10	3
Performances	%	99,8	99,0	99	99	99	99

Précisions méthodologiques

Sources des données : CNES.

Mode de calcul : pour chacun des trois sous-indicateurs est mesuré l'écart entre l'estimation actualisée de la valeur à terminaison et celle présentée lors de la décision de réalisation du projet (généralement dans le dossier de lancement de la phase C/D du programme soumise au conseil d'administration).
Les 10 projets choisis, pour chaque sous indicateur, sont les plus importants, en termes techniques et budgétaires, dans chaque domaine. Ils sont représentatifs des principales coopérations du CNES avec l'Agence spatiale européenne, la NASA, les États européens, ainsi que d'autres acteurs. Ils comprennent des projets en fin de développement et des projets dont le développement est prévu sur la période du contrat. Au fur et à mesure de l'avancement du contrat, les projets déjà développés seront remplacés par de nouveaux projets, en respectant le poids de chaque domaine.

Coûts : prévision, en euros courants, du coût à achèvement estimé mi-2007 de l'ensemble des projets concernés, rapporté à la somme des coûts nominaux des projets lorsqu'ils ont été respectivement proposés pour décision au Conseil d'administration du CNES. Le coût d'achèvement correspond au montant des dépenses réalisées depuis le début du projet augmenté du montant des prévisions de dépenses prévues jusqu'à l'achèvement du projet.
Délais : écart constaté entre prévisions et réalisations d'événements clefs de projets. On calcule la moyenne des écarts (en nombres de mois) entre les prévisions (dites « dates prévues »), effectuées lors de la décision du projet pour la survenue au plus tôt d'événements majeurs (liés aux projets), et les « dates constatées » de réalisation (ou de nouvelle prévision) de ces mêmes événements.
Performances : moyenne des % de tenue de la performance (au sens technique : satisfaction du besoin, disponibilité). La tenue de performance est estimée par le responsable programmatique du CNES en fonction des éléments fournis par les équipes techniques et opérationnelles, ainsi que par les utilisateurs des données produites par les projets concernés qui ont fait l'objet de recettes en vol dans l'année considérée.

OBJECTIF n° 4 : Intensifier les efforts de valorisation de la recherche spatiale dans le but de répondre aux attentes de la société

Un des buts fondamentaux de la recherche spatiale est de préparer la mise en place de systèmes spatiaux d'application de service. Ce sont donc ces derniers qui représentent le mieux la valorisation de celle-ci.

INDICATEUR 4.1 : Nombre d'instruments spatiaux développés ou co-développés par la France utilisés à des fins d'application de service

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Nombre d'instruments spatiaux développés ou co-développés par la France utilisés à des fins d'application de service	Nombre	228	268	230	260	270	>= 280

Précisions méthodologiques

Sources des données : décompte effectué par le CNES

Mode de calcul : décompte des instruments correspondants opérationnels le 30 juin de l'année.
On entend par instrument spatial la ou les charges utiles intégrée(s) sur la plate-forme du satellite (exemple : l'instrument HRG sur SPOT ou Poséidon sur JASON ou MERIS sur ENVISAT).

OBJECTIF n° 5 : Parfaire l'intégration européenne de la recherche spatiale française

Un programme spatial complet doit associer nos partenaires européens, en particulier l'Union européenne. L'indicateur retenu permet de mesurer le degré d'intégration de ce principe dans les activités du CNES.

INDICATEUR 5.1 : Taux de présence des projets européens dans les projets financés par le CNES

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Proportion du budget du CNES consacré à des programmes en coopération européenne	%	71	67	71	67	68	>= 80
Part du CNES dans le financement de ces programmes en coopération	%	24	24	25	25	25	>= 25
Part, en budget, des programmes spatiaux européens auxquels la France contribue	%	87	90	90	90	90	>= 90

Précisions méthodologiques

Sources des données : CNES
La base des données est le plan à moyen terme (PMT) du CNES. On entend par projets européens les projets auxquels contribuent des organisations européennes (ESA, EUMETSAT, Union européenne…) ou des États européens (Italie, Allemagne, Belgique, Suède…).

Mode de calcul : le premier sous-indicateur calcule le ratio (budgets des programmes 193 et 191 alloués aux programmes menés en coopération avec un pays ou une organisation européenne) / subvention programmes 193 et 191 du CNES). Le second calcule le ratio (budget CNES de ces programmes en coopération) / (budget total de ces programmes en coopération). Le troisième calcule le ratio (budget total des programmes spatiaux européens auxquels la France contribue) / (budget total des programmes spatiaux européens). Pour ce dernier point, il s'agit d'une estimation, car le CNES n'a pas accès aux détails des coûts des programmes des autres pays membres.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2013 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2013 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	**Développement de la technologie spatiale au service de la science**	72 915 276	107 508 943	**180 424 219**	
02	**Développement de la technologie spatiale au service de l'observation de la terre**	169 163 440	108 708 478	**277 871 918**	
03	**Développement de la technologie spatiale au service de la recherche en sciences de l'information et de la communication**	29 749 433	86 292 926	**116 042 359**	
04	**Maîtrise de l'accès à l'espace**	136 497 396	367 099 554	**503 596 950**	
05	**Maîtrise des technologies orbitales et de l'innovation technologique**	116 664 441	103 670 634	**220 335 075**	
06	**Moyens généraux et d'appui à la recherche**	58 332 221	25 719 465	**84 051 686**	
07	**Développement des satellites de météorologie**		30 700 000	**30 700 000**	
Total		**583 322 207**	**829 700 000**	**1 413 022 207**	

2013 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	**Développement de la technologie spatiale au service de la science**	72 915 276	107 508 943	**180 424 219**	
02	**Développement de la technologie spatiale au service de l'observation de la terre**	169 163 440	108 708 478	**277 871 918**	
03	**Développement de la technologie spatiale au service de la recherche en sciences de l'information et de la communication**	29 749 433	86 292 926	**116 042 359**	
04	**Maîtrise de l'accès à l'espace**	136 497 396	367 099 554	**503 596 950**	
05	**Maîtrise des technologies orbitales et de l'innovation technologique**	116 664 441	103 670 634	**220 335 075**	
06	**Moyens généraux et d'appui à la recherche**	58 332 221	25 719 465	**84 051 686**	
07	**Développement des satellites de météorologie**		30 700 000	**30 700 000**	
Total		**583 322 207**	**829 700 000**	**1 413 022 207**	

2012 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2012 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	**Développement de la technologie spatiale au service de la science**	74 725 547	103 611 665	**178 337 212**	
02	**Développement de la technologie spatiale au service de l'observation de la terre**	173 363 268	104 767 717	**278 130 985**	
03	**Développement de la technologie spatiale au service de la recherche en sciences de l'information et de la communication**	30 488 023	83 164 745	**113 652 768**	
04	**Maîtrise de l'accès à l'espace**	139 886 223	353 791 929	**493 678 152**	
05	**Maîtrise des technologies orbitales et de l'innovation technologique**	119 560 874	99 912 498	**219 473 372**	
06	**Moyens généraux et d'appui à la recherche**	59 780 437	24 787 116	**84 567 553**	
07	**Développement des satellites de météorologie**		30 700 000	**30 700 000**	
Total		**597 804 372**	**800 735 670**	**1 398 540 042**	

2012 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	**Développement de la technologie spatiale au service de la science**	74 725 547	103 611 665	**178 337 212**	
02	**Développement de la technologie spatiale au service de l'observation de la terre**	173 363 268	104 767 717	**278 130 985**	
03	**Développement de la technologie spatiale au service de la recherche en sciences de l'information et de la communication**	30 488 023	83 164 745	**113 652 768**	
04	**Maîtrise de l'accès à l'espace**	139 886 223	353 791 929	**493 678 152**	
05	**Maîtrise des technologies orbitales et de l'innovation technologique**	119 560 874	99 912 498	**219 473 372**	
06	**Moyens généraux et d'appui à la recherche**	59 780 437	24 787 116	**84 567 553**	
07	**Développement des satellites de météorologie**		30 700 000	**30 700 000**	
Total		**597 804 372**	**800 735 670**	**1 398 540 042**	

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	597 804 372	583 322 207	597 804 372	583 322 207
Subventions pour charges de service public	597 804 372	583 322 207	597 804 372	583 322 207
Titre 6. Dépenses d'intervention	800 735 670	829 700 000	800 735 670	829 700 000
Transferts aux autres collectivités	800 735 670	829 700 000	800 735 670	829 700 000
Total	**1 398 540 042**	**1 413 022 207**	**1 398 540 042**	**1 413 022 207**

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	**Développement de la technologie spatiale au service de la science**		180 424 219	**180 424 219**		180 424 219	**180 424 219**
02	**Développement de la technologie spatiale au service de l'observation de la terre**		277 871 918	**277 871 918**		277 871 918	**277 871 918**
03	**Développement de la technologie spatiale au service de la recherche en sciences de l'information et de la communication**		116 042 359	**116 042 359**		116 042 359	**116 042 359**
04	**Maîtrise de l'accès à l'espace**		503 596 950	**503 596 950**		503 596 950	**503 596 950**
05	**Maîtrise des technologies orbitales et de l'innovation technologique**		220 335 075	**220 335 075**		220 335 075	**220 335 075**
06	**Moyens généraux et d'appui à la recherche**		84 051 686	**84 051 686**		84 051 686	**84 051 686**
07	**Développement des satellites de météorologie**		30 700 000	**30 700 000**		30 700 000	**30 700 000**
Total			**1 413 022 207**	**1 413 022 207**		**1 413 022 207**	**1 413 022 207**

GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX ET CRÉDITS CONTRACTUALISÉS

CONTRATS DE PROJETS ÉTAT-RÉGION (CPER)

Génération CPER 2007-2013

Action	CPER 2007-2013 (rappel du montant initial)	AE engagées au 31/12/2012	CP réalisés au 31/12/2012	AE demandées pour 2013	CP demandés pour 2013	CP sur engagements à couvrir après 2013
01 Développement de la technologie spatiale au service de la science	1 000 000	1 000 000	1 000 000			
Total	**1 000 000**	**1 000 000**	**1 000 000**			

GRANDS PROJETS

CONTRIBUTION FRANÇAISE 2012 À L'AGENCE SPATIALE EUROPÉENNE (ESA)

La prévision de contribution française à l'ESA pour 2012 est actualisée à 803,384 M€ ; cette prévision se fonde sur la révision du plan à moyen terme (PMT) de l'ESA, présentée pour information du Conseil d'administration du CNES tenu le 21 juin 2012.

Le budget propre de l'Agence couvre l'ensemble de ses activités :

– les programmes obligatoires (participation européenne aux frais d'exploitation de la station spatiale internationale ou ISS, missions des sciences de l'Univers ou de physique fondamentale, études des projets futurs, recherche

technologique, investissements techniques communs, systèmes informatiques et programmes de formation) conduits dans le cadre du budget général et du budget du programme scientifique commun et auxquels les 18 États membres contribuent sur la base de leur revenu national ;

– les programmes facultatifs qui n'intéressent qu'une partie des États membres et pour lesquels ces derniers déterminent leur niveau de participation (activités d'observation de la Terre, de transport spatial dont les programmes « Ariane », de vols habités, de recherche en microgravité, de télécommunications et navigation par satellites…) ; les programmes facultatifs sont ouverts à des pays non membres de l'ESA, européens ou non (Canada, Hongrie…), au titre d'accords de coopération.

A ce jour, les programmes obligatoires représentent environ 19 % du budget total de l'ESA, une fraction équivalente étant consacrée au transport spatial. La participation européenne à la station spatiale internationale (ISS) et la microgravité représentent environ 22 %, les activités liées à l'observation de la Terre 15 % et les télécommunications et la navigation environ 17 %.

Le budget 2012 de l'ESA est fondé d'une part sur le niveau de ressources des activités obligatoires (programmes scientifiques obligatoires et budget général) et sur le niveau de financement du Centre spatial guyanais, CSG, approuvés pour la période 2009-2013 lors du Conseil ministériel de La Haye fin 2008, et d'autre part sur les prévisions de la part française de la consommation des programmes facultatifs.

Le Conseil ministériel de l'ESA tenu à La Haye a permis de souscrire près de 10,400 Mds€ de programmes nouveaux auprès des États membres.

Avec 2,330 Mds € de nouveaux engagements (aux conditions économiques 2008) pour des programmes spatiaux, la France consolide ses trois priorités stratégiques, à savoir : l'espace au service des citoyens, l'accès autonome à l'espace via les lanceurs et les progrès de la science. En particulier, elle a soutenu les programmes « MTG » (« Météosat, 3^{e} génération », satellites d'observation météorologique qui seront mis en service à partir de 2016), les programmes d'amélioration de « Galileo » (« GNSS Evolution »), les satellites d'observation de la Terre dans le cadre du programme communautaire « GMES », et le soutien à la compétitivité de la filière télécom (« Artes »).

Les souscriptions de la France se répartissent de la façon suivante :

– 737,4 M€ pour le thème « Accès à l'espace » ;
– 121,2 M€ pour le thème « Grand public » ;
– 451,9 M€ pour le thème « Développement durable » ;
– 484,5 M€ pour le thème « Sciences spatiales et préparation de l'avenir » ;
– 7 M€ pour le thème « Sécurité et défense » ;
– 168 M€ de participation au budget de fonctionnement de l'ESA, soit la part relative de son PNB (15,49 %) ;
– 360 M€ de participation au programme scientifique obligatoire de l'ESA, soit la part relative de son PNB (15,49 %).

Le total de la part française des dépenses prévisionnelles 2012 des programmes de l'ESA s'établit à 803,384 M€ pour une contribution française de 770,036 M€. Par conséquent, compte tenu d'une dette de 317,075 M€ au 31 janvier 2011, la dette de la France s'établirait à 350,423 M€ au 31 décembre 2012.

La contribution française pour 2012 de 803,384 M€ (dont 607,076 M€ pour les nouveaux programmes et l'adaptation du CSG décidés au Conseil ministériel 2008 de La Haye) a été ajustée comme suit à l'occasion de la première décision modificative à l'EPRD 2012, présentée par l'établissement à son Conseil d'administration du 21 juin 2012 :

– programmes « Accès à l'espace (lanceurs) » : 402,128 M€ (dont 51,239 M€ pour « Ariane 5, post ECA », 73,771 M€ pour « Ariane 5, tranche 13 » et 101,723 M€ pour « Ariane 5 Arta ») ;
– programmes « Utilisation de l'espace : grand public » : 67,560 M€ (dont 5,965 M€ pour « GNSS Evolution, période 2 », 6,858 pour « ARTES 8, sub-élément 3 » et 11,014 M€ pour « Artes 3-4, phase 1 ») ;
– programmes « Utilisation de l'espace : Terre, environnement, climat » : 139,123 M€ (dont 48,258 M€ pour « EOEP, 3^{e} période », 38,662 M€ pour « GMES, segment 2 ») et 29,739 M€ pour « Météosat, 3^{e} génération ») ;
– programmes « Utilisation de l'espace : sciences spatiales et préparation de l'avenir » : 162,545 M€ (dont 15,615 M€ pour « ISS, exploitation : coûts fixes et variables », 13,677 M€ pour « Exploitation ISS, phase 2 » et 77,766 M€ pour le programme scientifique obligatoire) ;

– programmes « Utilisation de l'espace : sécurité et défense » : 2,686 M€ (dont 0,9 pour le programme « Surveillance, Core Element », 0,147 M€ pour « Surveillance, Météo spatiale ») et 1,639 M€ pour le programme « Surveillance, Radar ») ;
– fonctionnement général : 29,342 M€ (dont 26,902 M€ au titre du budget général).

Les arriérés de contribution française s'établiraient à 350,423 M€ fin 2012 : 317,075 M€ de dette provisoire à fin 2011 (définitivement connue après l'arrêté des comptes 2011 de l'ESA attendu en septembre 2012) auxquels s'ajoute le déficit de couverture prévisionnel sur 2012, soit 33,348 M€.

PERSPECTIVES 2013

Le plan à moyen terme (PMT) des programmes ESA pour la période 2008-2020, mis à jour en fonction des derniers échéanciers fournis par l'Agence et présenté pour information au conseil d'administration du CNES du 21 juin 2012, prévoit une contribution française appelée à hauteur de 808,618 M€ en 2013.
La participation aux programmes est la suivante (prévision) :

– programmes « Accès à l'espace (lanceurs) » : 337,643 M€ (dont 38,098 M€ pour « Ariane 5, post ECA », 34,267 M€ pour « Ariane 5, tranche 13 » et 75,828 M€ pour « Ariane 5, Arta ») ;
– programmes « Utilisation de l'espace : grand public » : 59,704 M€ (dont 6,787 M€ pour « GNSS Evolution, période 2 », 7,611 pour « ARTES 8, sub-élément 3 » et 13,451 M€ pour « Artes 3-4, phase 1 ») ;
– programmes « Utilisation de l'espace : Terre, environnement, climat » : 161,897 M€ (dont 31,754 M€ pour « EOEP, 3e période », 55,814 M€ pour « GMES, segment 2 ») et 51,164 M€ pour « Météosat, 3e génération ») ;
– programmes « Utilisation de l'espace : sciences spatiales et préparation de l'avenir » : 219,176 M€ (dont 2,595 M€ pour « ISS, exploitation : coûts fixes et variables », 85,574 M€ pour « Exploitation ISS, phase 2 » et 77,611 M€ pour le programme scientifique obligatoire) ;
– programmes « Utilisation de l'espace : sécurité et défense » : 0,783 M€ (dont 0,213 M€ pour le programme « Surveillance, Core Element » et 0,569 M€ pour le programme « Surveillance, Radar ») ;
– fonctionnement général : 29,415 M€ (dont 27,124 M€ au titre du budget général).

Compte tenu d'une contribution française proposée au projet de loi de finances à 799 M€, les arriérés de contribution française augmenteraient à 360,041 M€ fin 2013 : 350,423 M€ de dette prévisionnelle à fin 2012, correspondant à un déficit de couverture prévisionnel de 9,618 M€ en 2013.

L'engagement français d'apurer les arriérés de contribution cumulée à fin 2015 sera pris en compte dans le mandat de négociation à notifier au CNES pour la prochaine réunion ministérielle de l'ESA, qui se tiendra en novembre 2012.

FINANCEMENT DU PROGRAMME MULTILATÉRAL DU CNES

La subvention pour charges de service public versée au CNES relevant du programme 193 s'élève à 583,322 M€ pour l'année 2013 (-14,482 M€ par rapport à la LFI 2012), répartie sur les actions 1 à 6 du programme.

Les programmes et projets financés au « PMT multilatéral » du CNES sont présentés dans la partie « Opérateurs » du présent projet annuel de performances.

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2012

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2011	Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2011	AE LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	CP LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012
0		1 390 940 042	1 390 940 042	0

ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP au-delà de 2015
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012	CP demandés sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2014 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2015 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE antérieures à 2013
0	0	0	0	0
AE demandées pour 2013	CP demandés sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2014 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2015 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013
1 413 022 207	1 413 022 207	0	0	0
Totaux	**1 413 022 207**	**0**	**0**	**0**

CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2013

CP 2013 demandés sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2014 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2015 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013/AE 2013
100%	0%	0%	0%

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01 — 12,8 %
Développement de la technologie spatiale au service de la science



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		180 424 219	**180 424 219**	
Crédits de paiement		180 424 219	**180 424 219**	

Cette action concerne les programmes spatiaux d'étude et d'exploration de l'univers et ceux de la physique fondamentale et des sciences de la vie et de la matière. Elle a pour but de contribuer à l'avancement des connaissances scientifiques et de permettre de développer et de tester des technologies spatiales innovantes.

Schématiquement, les programmes financièrement importants (par exemple, les missions astronomiques « Herschel » et « Planck ») sont menés au sein de l'Agence spatiale européenne, essentiellement dans le cadre du programme scientifique obligatoire (auquel les États membres contribuent au prorata de leur PNB), qui finance les missions, les instruments embarqués faisant l'objet d'apports en nature des États membres après appel à propositions. La contribution française correspondante est portée par le CNES. Le financement des instruments français embarqués est, de son côté, partagé entre le CNES et les laboratoires publics concernés.

En complément, le CNES mène des programmes nationaux ou en coopération bilatérale (par exemple, le satellite « Corot »), généralement basés sur des micro ou des mini-satellites.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	72 915 276	72 915 276

Il est prévu, sur la subvention pour charges de service public inscrite pour le CNES en 2013, un montant de 72,915 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement.
Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances de ce programme.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	107 508 943	107 508 943

Agence spatiale européenne (ESA) : 107,509 M€

Il est prévu pour 2013 un montant de 107,509 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

Les éléments de justification figurent dans la partie « Grands projets transversaux » du projet annuel de performances de ce programme.

ACTION n° 02 — 19,7 %
Développement de la technologie spatiale au service de l'observation de la terre



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		277 871 918	**277 871 918**	
Crédits de paiement		277 871 918	**277 871 918**	

L'objet de cette action est de contribuer à l'avancement des connaissances scientifiques et de préparer, de développer et de tester des outils spatiaux destinés à des utilisations au service des politiques nationales et européennes. C'est ainsi qu'ont été initiées les filières de satellites météorologiques, de satellites « Spot » ou « Pléiades » d'observation optique, ou encore de satellites d'océanographie « Jason ».

Les activités concernées peuvent être menées dans le cadre d'un programme facultatif de l'ESA ou dans un cadre national ou bilatéral. Ce second cas est historiquement plus fréquent que pour l'action n° 1.

Le programme européen « GMES » de surveillance mondiale pour l'environnement et la sécurité, mené conjointement par l'Agence spatiale européenne et l'Union européenne, marque l'implication croissante de cette dernière dans ce domaine : ses attributions propres devraient accroître son rôle ces prochaines années. On peut présager que certaines missions actuellement conduites par les États membres seront, à terme, prises en charge par « GMES ».

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	169 163 440	169 163 440

Il est prévu, sur la subvention pour charges de service public inscrite pour le CNES en 2013, un montant de 169,163 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances de ce programme.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	108 708 478	108 708 478

Agence spatiale européenne (ESA) : 108,708 M€

Il est prévu pour 2013 un montant de 108,708 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

Des éléments de justification figurent dans la partie « Grands projets transversaux » du projet annuel de performances de ce programme.

ACTION n° 03 — 8,2 %
Développement de la technologie spatiale au service de la recherche en sciences de l'information et de la communication

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		116 042 359	**116 042 359**	
Crédits de paiement		116 042 359	**116 042 359**	

Cette action concerne les programmes spatiaux de télécommunications et de navigation-localisation-synchronisation. Elle permet de préparer, développer et tester des technologies et des systèmes spatiaux destinés à des utilisations opérationnelles ; les domaines en question possèdent un caractère dual très affirmé.

L'effort technologique entrepris permet également de renforcer la position de notre industrie sur le seul marché spatial commercial viable aujourd'hui, à savoir celui des télécommunications.
Les activités de télécommunications peuvent être conduites sous l'égide de l'ESA ou au niveau national ; actuellement, la principale activité est le développement de la plate-forme « Alph@bus ».

Le programme européen « Galiléo » de navigation-localisation-synchronisation, mené jusqu'ici conjointement par l'ESA et l'Union européenne, marque l'implication de cette dernière dans ce domaine. En mai 2007, la Commission européenne a proposé que le programme « Galiléo » soit entièrement financé par l'Union européenne, jusqu'à la fin de la phase de déploiement des satellites, ce que le Conseil et le Parlement européen ont accepté.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	29 749 433	29 749 433

Il est prévu, sur la subvention pour charges de service public inscrite pour le CNES en 2013, un montant de 29,749 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances de ce programme.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	86 292 926	86 292 926

Agence spatiale européenne (ESA) : 86,293 M€

Il est prévu pour 2013 un montant de 86,293 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

Des éléments de justification figurent dans la partie « Grands projets transversaux » du projet annuel de performances de ce programme.

ACTION n° 04 Maîtrise de l'accès à l'espace 35,6 %



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		503 596 950	**503 596 950**	
Crédits de paiement		503 596 950	**503 596 950**	

Cette action concerne les programmes de lanceurs spatiaux et les infrastructures associées (Centre spatial guyanais - CSG). Elle a pour but de préparer, de développer et de qualifier les systèmes de lancement assurant à l'Europe l'autonomie d'accès à l'espace au meilleur coût pour les puissances publiques. La commercialisation des services de lancement est assurée par Arianespace.

Les développements et les qualifications des lanceurs « Ariane » et « Vega », ainsi que l'implantation du lanceur russe « Soyouz » au CSG, sont menés sous l'égide de l'ESA. En complément, des travaux de recherche et technologie sont conjointement conduits dans un cadre national en vue, notamment de rester une force de proposition dans la préparation de l'avenir.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	136 497 396	136 497 396

Il est prévu, sur la subvention pour charges de service public inscrite pour le CNES en 2013, un montant de 136,497 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances de ce programme

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	367 099 554	367 099 554

Agence spatiale européenne (ESA) : 367,100 M€

Il est prévu pour 2013 un montant de 367,100 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

Des éléments de justification figurent dans la partie « Grands projets transversaux » du projet annuel de performances de ce programme.

ACTION n° 05 — 15,6 %
Maîtrise des technologies orbitales et de l'innovation technologique



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		220 335 075	**220 335 075**	
Crédits de paiement		220 335 075	**220 335 075**	

Cette action concerne :

– la station spatiale internationale (ISS) ;
– la conception, le développement et les premiers modèles de plates-formes de mini et de micro-satellites (à ce jour, respectivement les filières « Proteus » et « Myriades ») ;
– les technologies génériques qui doivent permettre d'améliorer les performances des satellites en termes de fiabilité, de puissance disponible, de masse embarquée, de contrôle d'attitude et d'orbite, de stockage et de transmission de données ou de capacités de calcul.

Mise à part la station spatiale internationale, qui est un programme international auquel la France contribue au travers de l'ESA, les travaux sont menés essentiellement dans un cadre national.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	116 664 441	116 664 441

Il est prévu, sur la subvention pour charges de service public inscrite pour le CNES en 2013, un montant de 116,664 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances de ce programme.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	103 670 634	103 670 634

Agence spatiale européenne (ESA) : 103,671 M€

Il est prévu pour 2013 un montant de 103,671 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

Des éléments de justification figurent dans la partie « Grands projets transversaux » du projet annuel de performances de ce programme.

ACTION n° 06 — 5,9 %
Moyens généraux et d'appui à la recherche



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		84 051 686	**84 051 686**	
Crédits de paiement		84 051 686	**84 051 686**	

Cette action porte sur le fonctionnement général du CNES et les investissements associés.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	58 332 221	58 332 221

Il est prévu, sur la subvention pour charges de service public inscrite pour le CNES en 2013, un montant de 58,332 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performances de ce programme

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	25 719 465	25 719 465

Agence spatiale européenne (ESA) : 25,719 M€

Il est prévu pour 2013 un montant de 25,719 M€ en autorisations d'engagement et crédits de paiement.

Des éléments de justification figurent dans la partie « Grands projets transversaux » du projet annuel de performances de ce programme.

ACTION n° 07 — 2,2 %
Développement des satellites de météorologie

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		30 700 000	**30 700 000**	
Crédits de paiement		30 700 000	**30 700 000**	

Cette action concerne la subvention pour la contribution française aux programmes de satellites météorologiques développés par l'Organisation européenne pour l'exploitation des satellites météorologiques (EUMETSAT), au sein de laquelle Météo-France représente la France. Ces opérations d'investissement lourdes sont ainsi partagées entre l'ensemble des pays européens. Les moyens mis en place le sont en coordination à l'échelle mondiale, principalement avec nos partenaires américains et japonais, ce qui permet d'avoir accès aux données recueillies par les satellites de ces derniers.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	30 700 000	30 700 000

Organisation européenne pour l´exploitation de satellites météorologiques (EUMETSAT) : 30,7 M€

La contribution française aux programmes de satellites météorologiques développés par l'organisation européenne EUMETSAT, au sein de laquelle Météo-France représente la France, recouvre la participation nationale à des opérations d'investissement lourdes, partagées entre l'ensemble des États membres (26) et des États coopérants (5).

EUMETSAT tire la grande majorité de ses fonds des contributions versées par ses États membres, calculées proportionnellement au revenu national brut (RNB) des différents états.

Les activités préparatoires et de base de l'Organisation sont couvertes par un Budget général qui, pour l'essentiel, est un plan approuvé par tranches quinquennales. Les nouvelles activités majeures, telles les systèmes satellitaires, donnent lieu à de nouvelles dispositions programmatiques.

Le Conseil d'EUMETSAT examine régulièrement l'état d'avancement de tous les programmes, qu'il compare aux plans initiaux, pour s'assurer que les budgets annuels ou les plans financiers sur trois ans ne sortent pas du cadre prédéfini. Le Secrétariat prépare, en outre, un plan financier décennal qui fait apparaître les besoins financiers cumulés des programmes déjà approuvés ainsi que des programmes encore au stade de la planification.

Le taux de contribution de la France aux programmes obligatoires d'EUMETSAT est fixé à 14,759 %, suivant la clé de répartition au prorata des PNB.

Le budget global de l'Organisation est régulièrement mis à jour par le Secrétariat général pour tenir compte des hypothèses de programmation retenues par le Conseil et des aléas sur le bon avancement des programmes.

Il est de 273,167 M€ en 2012 (contre 255,537 M€ en 2011) :
- 255,594 M€ pour les programmes obligatoires des États membres ;
- 16,446 M€ pour les programmes facultatifs ;
- 1,127 M€ pour les États coopérants.

Le budget d'EUMETSAT ne représente qu'une partie de l'effort nécessaire pour la réalisation des satellites météorologiques, environ 65 % des coûts de développement du segment spatial étant pris en charge par l'ESA ou directement par le CNES sur certains instruments particuliers (par exemple, le sondeur vertical infrarouge « IASI », embarqué sur « Metop »).

La contribution totale française en 2012 s'établit à 41,309 M€, dont 30,700 M€ inscrits au programme 193, 2,800 M€ assumés sur ses ressources propres par Météo-France et 7,809 M€ de reliquats mobilisés à partir des comptes de l'Organisation, au titre des contributions françaises antérieures.

PERSPECTIVES 2013

Le budget prévisionnel d'EUMETSAT a été révisé à l'occasion du 75e Conseil de l'Organisation du 21 décembre 2012, puis révisé pour 2013 lors du 76e Conseil tenu en juillet 2012, sur la base des éléments de contexte suivants :

- ***MSG*** (312,432 M€ ; 2012-2022) : pas de changement intervenu depuis le 74e Conseil (novembre 2011), après le lancement réussi de « MSG-3 » le 5 juillet 2012, le lancement de « MSG-4 » est prévu début 2015.
- ***EPS*** (542,052 M€ ; 2012-2023) : lancement de « Metop B » en mai/juin 2012 et celui de « Metop C » replanifié en 2017 avec une durée d'exploitation prévue de 5,5 ans.
- ***MTG*** (2.134,319 M€ ; 2012-2031; hypothèses) : planification financière révisée lors du 74e Conseil (novembre 2011), en prévision des lancements retardés à respectivement 6 et 12 mois, de « MTG-I1 » (2018) et « MTG-S1 » (2019) de l'actualisation des coûts internes.
- ***EPS-SG*** (2.427,656 M€ ; 2014-2031 ; hypothèses) : programme financé sur le Budget général des activités de clôture de la phase A du programme « Post-EPS », prévu pour être intégralement adopté en juin 2014. Chevauchement de la phase B (préparatoire) et C (programme intégral) prévu au deuxième semestre 2014. La configuration actuelle du programme (75e Conseil) est de 3+2 satellites, avec une date de lancement fin 2020.
- ***Jason CS*** (133,398 M€ ; 2014-2031) : le lancement du programme a été reporté au prochain Conseil de novembre 2012. « Jason-3 » est considéré comme devant être le tout dernier satellite de la filière, servant à assurer la transition avec une nouvelle génération d'altimètres réputée disponible vers 2017. Des consultations sont d'ores et déjà avec l'ESA, la NOAA, la Chine et l'Inde pour définir le système d'observation le mieux adapté et le plus rentable pour l'océanographie opérationnelle à l'échelle du globe. L'objectif est un lancement en 2017 pour assurer la continuité de « Jason-3 ».

La contribution française, estimée à 37,652 M€ en 2013 au Plan financier révisé 2012-2031 présenté au 76e Conseil de juillet 2012 sera couverte par :

- la reconduction des crédits de titre 6 prévus au sein du programme 193, soit 30,7 M€ au PLF 2013 ;
- la participation de Météo-France sur son budget propre, à hauteur de 2,8 M€ ;
- la mobilisation de reliquats disponibles au 31 décembre 2011 dans les comptes de l'Organisation, au titre des contributions françaises antérieures, pour 4,152 M€.

OPÉRATEURS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DU PROGRAMME DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

	LFI 2012		PLF 2013	
Nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)	597 804 372	597 804 372	583 322 207	583 322 207
Dotations en fonds propres (titre 7-2)				
Transferts (titre 6)	800 735 670	800 735 670	829 700 000	829 700 000
Total	**1 398 540 042**	**1 398 540 042**	**1 413 022 207**	**1 413 022 207**

Les crédits de transferts incluent également les crédits versés par le programme 193 à Météo France au titre de la contribution française à l'EUMETSAT.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

EMPLOIS DES OPÉRATEURS Y COMPRIS OPÉRATEURS MULTI-IMPUTÉS SI PROGRAMME CHEF DE FILE

	Réalisation 2011 (1)				LFI 2012				PLF 2013			
Intitulé de l'opérateur	ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs		
		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*
CNES - Centre national d'études spatiales		2 407	221			2 417	201			2 417	303	
Total		**2 407**	**221**			**2 417**	**201**			**2 417**	**303**	

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.
(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME CHEF DE FILE

LFI 2012*						PLF 2013
Emplois sous plafond *en ETP*	Solde des transferts T2/T3	Solde des transferts internes	Solde des transferts externes	Corrections techniques	Solde net des créations ou suppressions d'emplois	Emplois sous plafond *en ETP*
2 417					0	2 417

* Plafond voté en LFI 2012 ou le cas échéant en LFR

PRÉSENTATION DES OPÉRATEURS (OU CATÉGORIES D'OPÉRATEUR)

CNES - CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES

Le Centre national d'études spatiales (CNES) est un établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle des ministères chargés de la recherche, de l'espace et de la défense. Il a pour mission d'élaborer, de proposer et de conduire la politique spatiale de la France.

Le CNES est implanté sur 4 centres : Paris (agence de programmes et siège), la direction des lanceurs à Paris Daumesnil en co-localisation avec les équipes lanceurs de l'Agence spatiale européenne (développement du lanceur « Ariane » pour le compte de l'Agence spatiale européenne, missions de prospective et de R&D sur les nouveaux concepts de lanceurs et les systèmes avancés de propulsion), le Centre spatial de Toulouse (conduite des projets de systèmes orbitaux et développement des systèmes spatiaux complets) et le Centre spatial guyanais (CSG) de Kourou (port spatial de l'Europe). Le CNES assure la responsabilité du CSG pour le compte de la France et représente la France au sein de l'exécutif de l'Agence spatiale européenne (ESA).

Dans le cadre de son rôle d'agence de programmes, de soutien de l'innovation, de promotion et de développement des nouvelles technologies spatiales et de leurs applications dans tous les secteurs de la société, le CNES s'appuie sur un ensemble large de compétences externes et d'industriels du secteur spatial ou non pour développer des moyens spatiaux longs et complexes.

Un nouveau contrat de performance 2011-2015 a été signé entre l'établissement et ses tutelles fin 2010.

Les grands objectifs programmatiques se structurent autour de 5 grands domaines stratégiques :

- accès à l'espace : exploitation d'Ariane 5, Soyouz, développement de Véga, rapprochement des lanceurs du CNES de l'ESA;
- grand public : développement de télécommunications de nouvelle génération pour répondre aux politiques publiques dans le domaine des TIC et du numérique, favoriser l'émergence de nouveaux marchés grand public, réussir Galileo et contribuer à la compétitivité de l'industrie ;
- terre, environnement et climat : contribuer à la protection de l'environnement, la lutte contre le réchauffement climatique et la gestion des ressources naturelles, en coopération internationale ;
- sciences de l'univers et préparation de l'avenir : réalisation de premières dans les domaines des sciences de l'univers, de la physique fondamentale des sciences de la vie et de la matière, en microgravité, dans les technologies spatiales en exploitant les coopérations multilatérales et la station spatiale internationale et en priorité le programme scientifique obligatoire de l'ESA ;
- sécurité et défense : poursuivre le rapprochement CNES-DGA dans les domaines de l'observation de la terre, l'écoute électromagnétique, les télécommunications par satellites, la navigation, l'alerte avancée, la R&T et les démonstrateurs ; le développement dans un cadre européen des projets destinés à la sécurité et le plein usage de la dualité des technologies.

Avec la mise en œuvre de la loi spatiale, le CNES s'est vu confier, en tant qu'opérateur technique national, de nouvelles missions en matière de contrôle des opérations spatiales. Une nouvelle ligne « Mise en œuvre de la loi sur les opérations spatiales » a été créée au sein de sa programmation à moyen terme.

Les priorités de la politique spatiale de la France que le CNES s'est engagé à mettre en œuvre vis-à-vis de ses tutelles sont de :

- soutenir les ambitions spatiales de l'Europe, le développement industriel et la compétitivité des entreprises y compris des PME, les communautés d'excellence de la recherche scientifique spatiale (dont renforcer le partenariat avec les laboratoires spatiaux) et la politique étrangère de la France ;

– veiller dans le cadre ESA au maintien de la garantie d'accès à l'espace pour l'Europe ; mettre en œuvre les composantes spatiales des projets financés par la loi de programmation militaire ;
– contribuer par des solutions spatiales innovantes à la réalisation des décisions du Grenelle de l'environnement et du Grenelle de la mer ; contribuer à l'information du grand public et à l'éducation, à un système de santé plus efficace, au développement de l'économie numérique.

Dans les deux domaines que constituent l'accès à l'espace et son utilisation, le CNES se positionne dorénavant au sein d'une stratégie globale impliquant l'Union européenne et l'ESA.

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière de l'établissement a été approuvé par le service France Domaine le 9 janvier 2012.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Développement de la technologie spatiale au service de la science	**174 941**	**174 941**	**178 338**	**178 338**	**180 424**	**180 424**
Subventions pour charges de service public	73 353	73 353	74 726	74 726	72 915	72 915
Transferts	101 588	101 588	103 612	103 612	107 509	107 509
Action n° 02 : Développement de la technologie spatiale au service de l'observation de la terre	**269 852**	**269 852**	**278 131**	**278 131**	**277 871**	**277 871**
Subventions pour charges de service public	167 130	167 130	173 363	173 363	169 163	169 163
Transferts	102 722	102 722	104 768	104 768	108 708	108 708
Action n° 03 : Développement de la technologie spatiale au service de la recherche en sciences de l'information et de la communication	**108 631**	**108 631**	**113 653**	**113 653**	**116 042**	**116 042**
Subventions pour charges de service public	27 090	27 090	30 488	30 488	29 749	29 749
Transferts	81 541	81 541	83 165	83 165	86 293	86 293
Action n° 04 : Maîtrise de l'accès à l'espace	**485 042**	**485 042**	**493 678**	**493 678**	**503 597**	**503 597**
Subventions pour charges de service public	138 158	138 158	139 886	139 886	136 497	136 497
Transferts	346 884	346 884	353 792	353 792	367 100	367 100
Action n° 05 : Maîtrise des technologies orbitales et de l'innovation technologique	**218 993**	**218 993**	**219 473**	**219 473**	**220 335**	**220 335**
Subventions pour charges de service public	121 032	121 032	119 561	119 561	116 664	116 664
Transferts	97 961	97 961	99 912	99 912	103 671	103 671
Action n° 06 : Moyens généraux et d'appui à la recherche	**81 945**	**81 945**	**84 567**	**84 567**	**84 051**	**84 051**
Subventions pour charges de service public	57 642	57 642	59 780	59 780	58 332	58 332
Transferts	24 303	24 303	24 787	24 787	25 719	25 719
Total pour ce programme	**1 339 404**	**1 339 404**	**1 367 840**	**1 367 840**	**1 382 320**	**1 382 320**
Programme 191 : Recherche duale (civile et militaire)	**155 550**	**155 550**	**159 417**	**159 417**	**159 417**	**159 417**
Subventions pour charges de service public	155 550	155 550				
Dotations en fonds propres			159 417	159 417	159 417	159 417
Programme 310 : Conduite et pilotage de la politique de la justice			**100**	**100**	**100**	**100**
Subventions pour charges de service public			100	100	100	100
Total	**1 494 954**	**1 494 954**	**1 527 357**	**1 527 357**	**1 541 837**	**1 541 837**

L'écart entre le financement de l'État (1530,357 M€) et le montant des subventions de l'État inscrites au compte de résultat (597,804 M€), soit 932,553 M€, s'explique par une comptabilisation dans les comptes du CNES du transfert

ESA (titre 6) et de la dotation en fonds propres (titre 7) versée par le ministère de la défense et retracée au tableau de financement des opérations en capital.
Depuis l'EPRD 2012, la contribution du ministère de la défense prend la forme d'une dotation en fonds propres (et non d'une SCSP). Dès lors, seule la SCSP du P 193 est retracée pour son montant intégral au compte de résultat, les autres moyens de l'État figurant au tableau de financement.

ÉTAT PRÉVISIONNEL DES RECETTES ET DES DÉPENSES 2012

En conformité avec l'actualisation du plan à moyen terme (PMT) pour la période 2011-2017, présentée conjointement au conseil d'administration du 8 décembre 2011, l'EPRD 2012 du CNES s'établit à 1402,5 M€ pour le programme spatial national (contre 1366,9 M€ en 2011 et 1257,181 M€ en 2010).

La contribution française à l'ESA, budgétée à hauteur de 770,036 M€ en LFI 2012 (+15,036 M€) porte le « PMT multilatéral » à 2172,536 M€.

La programmation de ce PMT s'appuie sur les orientations stratégiques définies dans le contrat État-CNES 2011-2015.

Le thème « Terre, Environnement et climat » affiche une augmentation notable par rapport au PMT annexé au contrat État-CNES, notamment suite à la prise en compte d'une partie du projet « Merlin » au sein du budget multilatéral.

La part du financement État allouée au thème « Grand Public » présente quant à elle une diminution par rapport au PMT du contrat État-CNES, mais les activités du CNES menées avec les industriels dans ce domaine sont complétées par les activités prévues dans le volet « Espace » du PIA (« Plateforme géostationnaire de nouvelle génération ») ainsi que dans le volet « Économie numérique » du PIA (programme de R&D « Très haut débit »).

Dans le cadre analytique de l'annuité 2011 du PMT mis à jour, les priorités programmatiques ou points marquants sont les suivants :

- au sein du secteur « Accès à l'espace : lanceurs » (352,9 M€, soit 25,2 %), l'exploitation d' « Ariane 5 » et les travaux préparatoires d' « Ariane 6 » ; la colocalisation DLA-ESA ; le site du CSG (rénovation du patrimoine immobilier) ; « Investissements Guyane » : financement des travaux d'extension du Bureau de coordination sauvegarde dans le cadre de la loi sur les opérations spatiales du 3 juin 2008 ; participation du CNES au CPER ;
- au sein du secteur « Ressources mutualisées » (107,2 M€, soit 7,6 %), les investissements nécessaires au système d'information et à la rénovation du Centre de Toulouse (réseau de stations sol) ;
- pour le secteur « Grand public » (65,7 M€, soit 4,7 %), mener à terme les projets « TCS 21 » (Télé-communications spatiales du XXI^{e} siècle), « Flip » et « Alphabus » en coopération avec l'ESA, favoriser l'émergence d'une filière industrielle pour l'internet très haut débit par satellite avec les projets « Swimax » et « MM2G », poursuivre le soutien apporté à l'utilisation des communications par satellites dans le domaine de l'environnement (« Argos ») ou de la recherche et sauvetage (« Sarsat/Cospas »), mener avec les industriels les activités prévues au titre du projet PIA « Plateforme géostationnaire de nouvelle génération » (volet « Espace ») ;
- pour le secteur « Terre, environnement, climat » (156,8 M€, soit 11,2 %), mener à terme les projets « Cfosat » et « Jason-3 » pour le compte d'EUMETSAT, ainsi que les projets « Swot » et « Merlin » (retenus dans le cadre du volet « Espace » du PIA), « Megha-Tropiques », « GMES » et « Swarm » (avec l'ESA) ;
- au sein du secteur « Sciences spatiales et préparation de l'avenir » (183,6 M€, soit 13,1 %), poursuivre le projet « Svom » (phase B/C/D) et mener à terme les missions « Pharao MV » et « Microscope » ;
- sur le thème « Sécurité et défense » (406,4 M€, soit 29,0 %), mener à leur terme les grands programmes engagés « Pléiades », « Elisa », « Athéna-Fidus » et « CSO-MuSis » (phase C/D), ainsi que le projet « Saral » (Argos, et altimétrie de nouvelle génération en bande Ka AltiKa) en coopération avec l'Inde, poursuivre les activités « GSMC » et « Galileo S&D », achever les activités de phase C/D du projet « Taranis » dédié à l'étude des phénomènes très énergétiques dans la haute atmosphère, préparer le tir « Soyouz » prévu en décembre 2011, en lien avec les projets « Pléiades » et « Elisa ». A noter que le montant de la TVA rémanente sur la mise en service du segment sol « Pléiades » est estimée à 15 M€ en 2012 et 1 M€ en 2013.

Le passage de l'EPRD 2012 à l'annuité 2012 du PMT relatif au programme spatial national (1 402,4 M€) s'établit en additionnant les éléments suivants :

- charges de personnel (216,029 M€ ; compte de résultat) ;
- autres dépenses de fonctionnement (1 104,878 M€, hors amortissements ; compte de résultat) ;

– mise en réserve de crédits (23,366 M€ ; compte de résultat) ;
– dépenses d'investissement (32,852 M€ d'immobilisations acquises durant l'exercice et 24,574 M€ de TVA sur projet sortant de la PII pour mise en service ; tableau de financement).

Soit un total de 1401,7 M€, qu'il faut retraiter de 0,8 M€ pour des raisons de différence de périmètre entre le compte de résultat et le PMT (traitement différent de certaines dépenses de personnel et des marges des projets « Jason3 » et « Swot ») auquel il faut ajouter le transfert ESA, à 770,036 M€, pour aboutir au montant total du PMT « multilatéral » pour 2012 (2.171,036 M€).

Les moyens de l'État s'établissent à 760,221 M€ au PLF 2012, soit 597,804 M€ de SCSP (titre 3, catégorie 32) relevant du programme 193 (reconduction de la LFI 2011) et 162,417 M€ de dotation en fonds propres (titre 7, catégorie 72) sur le programme 191 (inscrite en ressource du tableau de financement).

La SCSP du MESR est affectée au compte de résultat dans sa globalité pour 597,804 M€, susceptible d'ajustement en gestion notamment en fonction de l'évolution des projets retenus dans le périmètre de la production interne immobilisée (PII), dont le volume est prévu à 149,489 M€ (-37,098 M€ par rapport à 2011).

Les autres subventions d'exploitation, à 95,711 M€ (+15,819 M€, +19,8 %), recouvrent quasi exclusivement la convention ESA-CNES (période 2009-2013) relative au maintien en conditions opérationnelles du CSG.

Les recettes de fonctionnement (ventes et prestations, produits d'exploitation, produits financiers et exceptionnels, opérations internes) sont comptabilisées à 1.613,619 M€ (contre 1.491,411 M€ en 2011 ; +8,2 %)

Les dépenses de fonctionnement (charges d'exploitation, charges financières, charges exceptionnelles et opérations d'ordre) sont budgétées à 1.575,339 M€ (contre 1.490,991 M€ en 2011 ; +5,7 %)

Très clairement identifiées, **les dépenses programmées au titre du PIA** s'élèvent à 75,2 M€ et sont essentiellement positionnées sur les lignes « Ariane 6 » (35,7 M€), « PIA : plateforme géostationnaire de nouvelle génération » (13 M€), « PIA : Très haut débit » (projets « Swimax » et « MM2G » (8,5 M€) et « PIA : Swot » (6,1 M€).

Les charges de personnel, à 229,782 M€ (+6,450 M€, +2,9 %), reposent sur une hypothèse de stabilité des effectifs, à 2 405,1 ETP, le CNES souhaitant privilégier le remplacement de personnels « support » partant en retraite par du personnel scientifique et technique.

Le tableau de financement, présenté à 976,951 M€ en emplois et à 974,885 M€ en ressources impacte légèrement le fonds de roulement (réduction prévisionnelle : -2,066 M€), correspondant à la reprise de la provision constituée en DM 2 de 2011 (colocalisation des équipes DLA-ESA)

Au tableau de financement abrégé retraçant **les opérations en capital**, le montant des immobilisations (« dépenses d'investissement »), à 57,426 M€ (contre 45,875 M€ en 2011), traduit la poursuite d'investissements soutenus en Guyane (travaux de sécurisation de la base, poursuite du plan de réhabilitation du patrimoine immobilier hors base dont la rénovation complète des 109 villas Koualis, affectées aux salariés du CSG), au Centre spatial de Toulouse et pour les travaux du Bureau de coordination sauvegarde (BCS).

Comptabilisées HT lorsqu'elles relèvent du régime de la PII, les dépenses externes donnant lieu ensuite à immobilisations, à la sortie de ce régime, sont grevées rétroactivement de TVA, à hauteur de 24,574 M€ (contre 24,973 M€ en 2011).

PERSPECTIVES 2013

Les crédits alloués au CNES inscrits au budget de l'État s'élèvent à 742,739 M€ au PLF 2013 dont :
– 583,322 M€ (-14,482 M€) sur le programme 193 (SCSP, titre 3, catégorie 32) ;

– 159,417 M€ (reconduction) sur le programme 191 relevant du ministère de la Défense, versés depuis 2012 sous la forme d'une dotation en fonds propres (titre 7, catégorie 72).

Parallèlement, le CNES continuera de porter pour ordre la contribution française à l'ESA, portée à 799 M€ (+28,964 M€ par rapport à la LFI 2012 votée) au titre 6 du programme en 2013.

Comme pour les exercices antérieurs, la répartition des crédits du CNES au PLF 2013 par action du programme s'appuie sur les données issues de la description analytique des activités, relevant d'une organisation matricielle rassemblant les différentes compétences métiers en unités homogènes.

Le PMT multilatéral 2011-2017 glissant de l'établissement (version actualisée présentée pour information au Conseil d'administration du 21 juin 2012) fixe prévisionnellement le montant de l'annuité 2013 du programme spatial national à 1 401,7 M€ :

– 350,8 M€ (25 %) pour l'accès à l'espace (lanceurs) ;
– 932 M€ (66,5 %) pour l'utilisation de l'espace (« Ressources mutualisées » : 107,2 M€ ; « Grand public » : 73,2 M€ ; « Terre, environnement, climat » : 159,8 M€ ; « Sciences spatiales et préparation de l'avenir » : 196,6 M€ ; « Sécurité et défense » : 395,2 M€) ;
– 53 M€ pour les Directions centrales ;
– 65,9 M€ de taxes et de TVA non déductible.

En prolongeant la tendance détaillée ci-dessus, le PMT actualisé des programmes ESA pour la période 2008-2020 retient un appel à contribution de 808,618 M€ en 2013.

En regard d'un transfert (titre 6) à l'ESA porté à 799 M€ au PLF 2013 (+28,964 M€), le cumul des arriérés de contribution française serait porté à 360,042 M€ à fin 2013 (contre 350,424 M€ à fin 2012, 317,076 M€ fin 2011 et 377,331 M€ fin 2010).
L'engagement français d'apurer les arriérés de contribution cumulés à fin 2015 sera pris en compte dans le mandat de négociation à notifier au CNES pour la prochaine réunion ministérielle de l'ESA, novembre 2012.

Pour mémoire, dans le cadre des dépenses d'investissement d'avenir, la loi de finances rectificative du 9 mars 2010 a ouvert une subvention pour charges de service public de 500 M€ au CNES (programme « Projets thématiques d'excellence », action 03, « Espace ») destinée à financer (i) les études et démonstrateurs technologiques pour préparer la mise au point des futurs lanceurs « Ariane 6 » et (ii) des projets de satellites déterminants pour le savoir-faire et la compétitivité de la filière française, choisis après avis du commissariat général à l'investissement, sur le fondement notamment de leur utilité économique et sociale.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat (en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	226 105	229 782	Ressources de l'État	557 884	597 804
			- subventions de l'État	*557 884*	*597 804*
Fonctionnement	1 180 373	1 345 557	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	76 078	95 711
			Ressources propres et autres	773 763	920 104
Total des charges	**1 406 478**	**1 575 339**	**Total des produits**	**1 407 725**	**1 613 619**
Résultat : bénéfice	1 247	38 280	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	**1 407 725**	**1 613 619**	Total : équilibre du CR	**1 407 725**	**1 613 619**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	15 886		Capacité d'autofinancement		29 561
Investissements	1 011 581	976 951	Ressources de l'État	204 692	932 453
			Autres subv. d'investissement et dotations	798 913	6 218
			Autres ressources	24 950	6 653
Total des emplois	**1 027 467**	**976 951**	**Total des ressources**	**1 028 555**	**974 885**
Apport au fonds de roulement	1 088		Prélèvement sur le fonds de roulement		2 066

(1) voté

Dans les comptes du CNES, à l'état prévisionnel des recettes et des dépenses (EPRD), la contribution à l'ESA est retracée au tableau de financement des opérations en capital, à la ligne « Contributions internationales ».

Par souci de cohérence, elle apparaît dans le projet annuel de performance à la ligne « ressources de l'État » du tableau de financement abrégé, laquelle comprend en outre la dotation en fonds propres (titre 7) versée par le P 191, piloté par le ministère de la Défense.

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Accès à l'espace (lanceurs)	21 186	741 597		38 606	**801 389**
Arriérés de contribution à l'ESA : variation de l'exercice				17 072	**17 072**
Contribution à l'ESA				770 036	**770 036**
Directions centrales	36 329	148 319		695	**185 343**
Programme "Investissements d'avenir" (PIA)				3 745	**3 745**
Ressources mutualisés	21 439	296 639		10 191	**328 269**
TVA rémanente		10 683		13 891	**24 574**
Utilisation de l'espace : grand public	12 247			8 471	**20 718**
Utilisation de l'espace : Sciences spatiales, préparation de l'avenir	84 284	148 319		17 455	**250 058**
Utilisation de l'espace : sécurité et défense	28 309			72 216	**100 525**
Utilisation de l'espace : Terre, environnement, climat	25 988			24 572	**50 560**
Total	**229 782**	**1 345 557**		**976 950**	**2 552 289**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	2 628	2 618	2 720
- sous plafond	*2 407*	*2 417*	*2 417*
- hors plafond opérateurs	*221*	*201*	*303*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

L'augmentation des emplois hors plafond prévue en 2013 est liée aux dernières prévisions du CNES réalisées en février 2012.

CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES DÉPENSES D'AVENIR

En tant qu'opérateur intermédiaire

(en milliers d'euros)

Crédits reçus en 2010 au titre des dépenses d'avenir (1)		Consommation réalisée cumulée au 31/12/ 2011		Prévision de consommation en 2012		Prévision de consommation en 2013	
AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
500 000	500 000	362 449	50 071	32 200	60 488	56 741	92 669

(1) Sur la base des conventions d'attribution signées.

En tant que bénéficiaire final

(en milliers d'euros)

Montant cumulé de crédits reçus au 31/12/ 2011 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/ 2011
10 000	0

Prévision de crédits au titre de 2012 (2)	Prévision de consommation en 2012	Prévision de crédits au titre de 2013 (2)	Prévision de consommation en 2013
0	5 038	0	17 353

(1) Somme des crédits encaissés par l'opérateur en 2010 et 2011 au titre des différents projets auxquels il participe (qu'il en soit le coordinateur ou non).
(2) Prévision du montant des crédits encaissés par l'opérateur en 2012 et 2013.

En tant que bénéficiaire final, le CNES a signé une convention avec la Caisse des dépôts et consignations en décembre 2011 au titre de l'action du programme d'Investissements d'avenir « Développement de l'économie numérique », pour un programme de recherche et développement dédié aux réseaux d'accès Très haut débit à Internet par satellite.

ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

Note explicative

La comptabilité d'analyse des coûts (CAC) s'appuie sur des principes, règles et méthodes de construction partagés par l'ensemble des acteurs : ministères, services du contrôle budgétaire et comptable ministériel, direction du budget et de la direction générale des finances publiques.

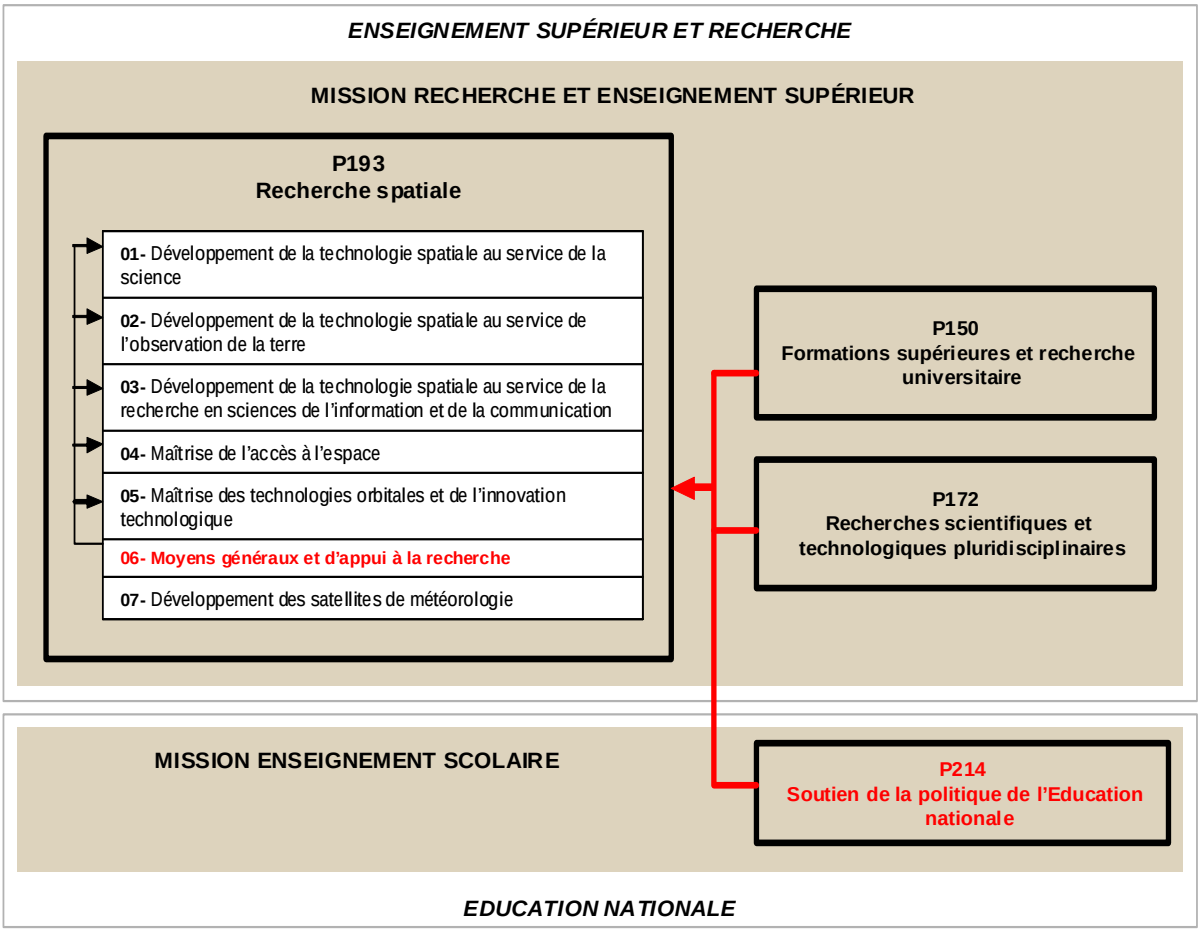
Le volet « Analyse des coûts » du PAP vise plus particulièrement l'identification des enjeux en matière de consommation de ressources partagée entre programmes, qu'ils relèvent ou non de la même mission.

A ce titre, ce volet comporte trois parties : 1°- une cartographie des liens de consommation des ressources entre actions ; 2°- un tableau de synthèse retraçant successivement la valeur initiale des actions, les ventilations internes et externes et la valeur après ventilations des actions ; 3°- les observations des équipes ministérielles, intégrant l'explication des principes méthodologiques appliqués aux données retraitées, et éclairant les résultats obtenus.

Enfin, l'analyse des coûts contribue à la documentation de la démarche de performance et s'inscrit dans un cycle d'amélioration continue.

SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Numéro et intitulé de l'action	PLF 2013 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2013 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2012 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
01 - Développement de la technologie spatiale au service de la science	180 424 219	+11 677 466	+2 266 762	194 368 447	192 576 809
02 - Développement de la technologie spatiale au service de l'observation de la terre	277 871 918	+22 411 604	+3 491 046	303 774 568	304 762 428
03 - Développement de la technologie spatiale au service de la recherche en sciences de l'information et de la communication	116 042 359	+6 175 612	+1 457 898	123 675 869	121 393 630
04 - Maîtrise de l'accès à l'espace	503 596 950	+27 376 182	+6 326 944	537 300 076	527 882 763
05 - Maîtrise des technologies orbitales et de l'innovation technologique	220 335 075	+16 410 822	+2 768 182	239 514 079	239 146 098
06 - Moyens généraux et d'appui à la recherche	84 051 686	-84 051 686		0	0
07 - Développement des satellites de météorologie	30 700 000		+385 700	31 085 700	31 128 744
Total	**1 413 022 207**	**0**	**+16 696 532**	**1 429 718 739**	**1 416 890 472**

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	**-16 696 532**
150 / Formations supérieures et recherche universitaire (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	-5 265 408
172 / Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	-7 248 120
214 / Soutien de la politique de l'éducation nationale (Mission « Enseignement scolaire »)	-4 183 004

OBSERVATIONS

FONCTIONS DE SOUTIEN DU PROGRAMME ET MODALITÉS DE VENTILATION DES CRÉDITS

Fonctions de soutien du programme « Recherche spatiale »

L'action n°6 « Moyens généraux et d'appui à la recherche » concerne les moyens de fonctionnement général et les investissements associés que le CNES met en œuvre pour gérer et administrer ses activités de recherche scientifique et de développement technologique. Elle représente les crédits qui ne sont pas a priori imputables à un domaine particulier.

Modalités de ventilation des crédits de soutien dans les actions du programme

La ventilation interne du programme s'applique à l'action n°6 « Moyens généraux et d'appui à la recherche ». Les crédits de cette action sont ventilés vers les autres actions du programme qui sont exécutées par le CNES. Pour cet exercice, les déversements sont ventilés au prorata des moyens affectés par action.

Dans ces conditions, la budgétisation des subventions au CNES s'effectue en dépenses directes prévisibles et l'analyse des coûts permet de présenter parallèlement une maquette en dépenses complètes prévisibles par action.

FONCTIONS DE SOUTIEN EXTERNE ET MODALITÉS DE VENTILATION DES CRÉDITS

Le programme bénéficie des fonctions de soutien rattachées à d'autres programmes :

- moyens en personnel, inscrits au programme « Formations supérieures et recherche universitaire », des structures de l'administration centrale dédiées à la recherche qui sont placées sous l'autorité de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche (décrets d'attributions n° 2012-767 (MEN) et 2012-777 (MESR) du 24 mai 2012 - JO du 25/5) : direction générale de la recherche et de l'innovation, délégation aux usages de l'internet, bureau du cabinet ;
- moyens en personnel et de fonctionnement, inscrits au même programme, de l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), autorité administrative indépendante chargée d'évaluer les activités de recherche et d'enseignement des organismes de recherche et des établissements d'enseignement supérieur ;
- moyens en personnel, inscrits au programme « Soutien de la politique de l'éducation nationale » (mission « Enseignement scolaire »), des structures de l'administration centrale exerçant des fonctions transversales qui sont placées sous l'autorité conjointe des ministres de l'éducation nationale (décret d'attribution n° 2012-767 du 24 mai 2012 - JO du 25/5) et de la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche (décret d'attribution n° 2012-777 du 24 mai 2012 - JO du 25/5) : directions d'appui regroupées au sein du secrétariat général, inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche, médiateur de l'éducation nationale, haut fonctionnaire de défense et de sécurité ;
- moyens de pilotage et d'animation de la recherche, inscrits au programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires », du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, qui regroupent notamment les fonctions de soutien (prospectives et études, action européenne et internationale…) et de support (fonctionnement et communication), les dispositifs d'aide aux jeunes scientifiques et les moyens de diffusion de l'information scientifique et technique ;
- moyens de fonctionnement et d'intervention (appels à projets et dispositifs spécifiques) de l'Agence nationale de la recherche (ANR).

De manière à construire la dépense complète prévisionnelle du programme « Recherche spatiale », les crédits de ces fonctions de soutien font l'objet de déversements vers les actions de politique publique du programme (actions 1 à 5 et 7) selon des modalités qui sont détaillées dans la présentation de l'analyse des coûts des programmes d'origine.

ANALYSE DES RÉSULTATS

Les fonctions de soutien du programme sont exécutées par le CNES. Elles donnent lieu intégralement et exclusivement à des déversements internes vers les actions porteuses de politique publique qui sont mises en œuvre par le même opérateur. Elles sont dotées de 84,1 M€ de crédits, soit 5,9 % des crédits totaux du programme.

Le programme reçoit par ailleurs le soutien externe de trois programmes pour un montant de 16,7 M€ qui représente 1,2 % de ses crédits directs, dont :

- 0,3% au titre des fonctions transversales du secrétariat général des ministères de l'éducation nationale et de l'enseignement supérieur et de la recherche (rattachées au programme de soutien de la mission Enseignement scolaire) ;
- 0,4% au titre des moyens de l'AERES et des crédits de personnel de l'administration centrale de la recherche (inscrits au programme Formations supérieures et recherche universitaire) ;
- 0,5% au titre des fonctions de soutien et de pilotage du programme Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires (un soutien modeste qui s'explique par le fait que les opérateurs du programme n'émargent pas aux actions incitatives de l'ANR).

Les crédits budgétaires du programme après ventilation progressent globalement de 1,2 % par rapport aux crédits directs. Sur le périmètre des seules actions de politique publique du programme (actions 1 à 5 et 7), les crédits progressent de 7,6 % après ventilation (6,3 % par déversement interne et 1,3 % par déversement externe).

Après ventilation de l'action soutien au profit des actions de politiques publique, les crédits progressent de 0,9 % entre la LFI 2012 et le PLF 2013.

PROGRAMME 190

Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables

PROGRAMME 190

RECHERCHE DANS LES DOMAINES DE L'ÉNERGIE, DU DÉVELOPPEMENT ET DE L'AMÉNAGEMENT DURABLES

MINISTRE CONCERNÉ : DELPHINE BATHO, MINISTRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE, ET DE L'ÉNERGIE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	400
Objectifs et indicateurs de performance	404
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	413
Justification au premier euro	423
Opérateurs	444
Analyse des coûts du programme et des actions	461

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Laurent TAPADINHAS
Directeur de la recherche et de l'innovation
Responsable du programme n° 190 : Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables

Le programme 190 couvre la recherche dans les domaines du développement durable, de l'énergie, des risques, des transports, de la construction et de l'aménagement.

Grâce à son caractère transversal, ce programme constitue un levier important de mise en œuvre de la transition écologique et énergétique et de la stratégie nationale de développement durable (SNDD) ; il œuvre également pour les politiques d'atténuation et d'adaptation au changement climatique.

En soutenant la production des connaissances scientifiques, ce programme contribue à l'éclairage des politiques publiques sectorielles intégrant les objectifs de développement durable.

Conformément à la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, il participe à l'amélioration des connaissances sur les axes structurants des Grenelles de l'environnement et de la mer (amélioration énergétique des bâtiments ; harmonisation des outils de planification en matière d'urbanisme et de gestion des territoires ; transports plus respectueux de l'environnement et répondant aux besoins en mobilité ; réduction des consommations d'énergie et de leur contenu en carbone ; développement des énergies renouvelables ; préservation de la biodiversité ; maîtrise des risques ; traitement des déchets ; enjeux de ville durable ; santé-environnement) et répond aux orientations définies par la Stratégie nationale de recherche et d'innovation (SNRI) de 2009, en particulier celles portant sur l'urgence environnementale et les écotechnologies.

De plus, le programme favorise la coordination des recherches ainsi que le développement et le renforcement de synergies nouvelles, en particulier entre ses opérateurs, en s'appuyant notamment sur :

- le réseau scientifique et technique (RST) du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) : animé par le Commissariat général au développement durable, il regroupe les établissements publics, les services et les centres techniques participant à la préparation et à la mise en œuvre des politiques sectorielles du MEDDE. Le RST initie des projets de recherche dans une perspective d'animation des débats scientifiques et d'émergence de réflexions originales ;
- les alliances : l'Alliance nationale de coordination de la recherche pour l'énergie (ANCRE) et l'Alliance nationale de recherche pour l'environnement (Allenvi), créées et soutenues par le MEDDE et le ministère en charge de la recherche ;
- les pôles de compétitivité et les pôles d'excellence.

Dans l'ensemble et afin d'optimiser les moyens, le programme est marqué par une forte priorisation des programmes de recherche, tant ceux soutenus par les crédits incitatifs que ceux menés par les opérateurs.

Dans le domaine de l'énergie, le programme contribue à la politique nationale de maîtrise de la demande d'énergie, de sécurité des approvisionnements et de développement d'une offre énergétique diversifiée et compétitive par le maintien du secteur nucléaire et le développement des nouvelles technologies de l'énergie (NTE).
Pour la recherche technologique visant la réalisation des engagements pris, notamment dans la lutte contre le réchauffement climatique, le programme s'appuie sur les compétences du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et d'IFP Énergies nouvelles (IFPEN).
La stratégie de recherche dans les nouvelles technologies de l'énergie a pour objectif d'accompagner la recherche sur des secteurs à forts enjeux énergétiques (transport et bâtiment) en vue du développement d'une filière industrielle technologiquement performante et économiquement compétitive. Les principaux projets de recherche financés portent

sur le solaire, l'hydrogène et les piles à combustible, les batteries notamment pour les véhicules, les biocarburants de seconde génération et les carburants de synthèse, les technologies de captage et stockage de CO_2.

En matière de sûreté nucléaire, le programme accompagne l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN). Les suites de l'accident de Fukushima-Daiichi continueront à mobiliser très fortement l'IRSN. Cet accident a en effet mis en lumière la nécessité de maintenir un effort soutenu de recherche visant à identifier, pour mieux les maîtriser, les phénomènes physiques à l'œuvre, de procéder à la révision des référentiels de sûreté pour la construction et l'exploitation des installations (constitution d'un « noyau dur » de structures systèmes et composants destinés à garantir les fonctions vitales de sûreté des installations, quels que soient les évènements initiateurs). L'ensemble de ces travaux réalisés dans le cadre de l'appui technique de l'Institut aux autorités de sûreté, notamment l'Autorité de sûreté nucléaire, et aux pouvoirs publics mais également au travers des projets de recherche et de coopérations, notamment à l'échelle internationale, constitueront un axe fort de l'activité de l'Institut.

Dans les domaines des transports, de la construction, de l'aménagement et des réseaux, le programme finance deux organismes de recherche : l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR) et le centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB). Dans leurs champs de compétences, leurs programmes de recherche visent à répondre aux nombreux défis posés à nos sociétés urbaines par la concentration grandissante des populations, en portant une attention particulière aux questions du développement durable, et notamment aux enjeux du changement climatique (prévention et adaptation).

L'IFSTTAR est très impliqué dans les domaines de recherche de la mobilité et du génie civil : optimisation de l'exploitation des réseaux routiers en termes d'économie d'énergie comme de sécurité routière, conception des réseaux routiers du futur, exploitation, maintenance et sécurité des réseaux ferroviaires, questions environnementales liées aux infrastructures et à leur exploitation. Au cœur des grands enjeux sociétaux, il participe au réseau scientifique et technique, aux différentes alliances créées, et est fortement engagé dans les projets liés aux investissements d'avenir.

Au titre de ses programmes de recherche dans les domaines de la construction et l'aménagement, le CSTB, partant du constat de la méconnaissance actuelle du parc français de bâtiments, a notamment pour objectif de construire, avec l'ensemble des acteurs de la filière et en s'appuyant sur un réseau d'observatoires et d'initiatives existants, les bases scientifiques et techniques d'un observatoire de référence pour l'application du Grenelle de l'environnement aux bâtiments. La structuration des données sur les performances des bâtiments, dans le neuf comme dans l'existant et la rénovation (solutions constructives, équipements, niveau de performance énergétique, confort, coût, usages, …), doit permettre de capitaliser les bonnes pratiques, d'éclairer les politiques publiques, d'apporter un appui aux innovations industrielles, et ainsi de contribuer à l'amélioration escomptée du parc.

Le programme collabore également avec les agences, l'agence de l'environnement et de la maitrise de l'énergie (ADEME) en particulier, à des dispositifs interministériels sur des sujets à fort enjeu, la recherche et l'innovation dans la construction navale (CORICAN8), le programme de recherche et d'innovation dans les transports terrestres (PREDIT) dans le domaine des transports et le programme de recherche sur l'énergie dans le bâtiment (PREBAT) dans celui de l'énergie dans le bâtiment. Dans ces domaines, le programme constitue également un relais de valorisation et de diffusion des résultats de recherche vers les milieux professionnels.

L'analyse des questions de recherche liées aux défis stratégiques de la SNDD ou à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques publiques menées par le ministère du développement durable a conduit à l'identification d'environ vingt sujets sur lesquels il convient que le ministère continue de conduire des programmes incitatifs de recherche. Ces sujets ne sont en effet traités ni par les organismes scientifiques, souvent parce que relevant d'approches moins technologiques, ni par les agences de financement de la recherche qui inscrivent généralement dans leur programmation des thématiques de recherche correspondant à des communautés déjà constituées. Le ministère en particulier, et plus largement les décideurs publics, peuvent s'appuyer sur ces réflexions et les travaux qui les sous-tendent pour élaborer, évaluer et renouveler leurs politiques ou pour encourager le lancement de programmes de recherche complémentaires auprès d'agences de financement telles que l'Agence nationale de la recherche (ANR). Une sélection drastique des sujets sur lesquels une action spécifique du ministère est nécessaire pour mobiliser les

[8] Conseil d'Orientation de la Recherche et de l'Innovation pour la Construction et les Activités Navales

acteurs de la recherche académique a permis d'identifier les thématiques suivantes qui feront l'objet d'un appel à propositions de recherche en 2013 : l'appui aux acteurs locaux dans la gestion des risques naturels et industriels d'un territoire, les risques environnementaux et sanitaires liés à la dissémination d'OGM, la gestion et les impacts du changement climatique dans le cadre du plan national d'adaptation au changement climatique, le développement des connaissances utiles au programme européen GMES[9] dans le domaine littoral et côtier, les formes nouvelles de gouvernance dans le domaine de l'environnement, la conception et la construction d'ouvrages et de bâtiments dans un contexte de changement climatique, l'impact des nouvelles données de mobilité sur la qualité et la sécurité des transports, l'interaction entre mobilité, compétitivité et sortie de crise économique, les innovations biomimétiques en lien avec la gestion des ressources non renouvelables et pour finir la consommation et les modes de vie durables.

Le programme contribue également au financement d'études et d'outils relatifs au développement durable à destination de la communauté des pôles de compétitivité et soutient un appel à propositions visant à accompagner les actions remarquables des pôles dans le domaine du développement durable.

Dans le domaine de l'aéronautique civile, le programme soutient des recherches à long terme, déterminantes pour les performances environnementales des appareils de nouvelle génération et pour la compétitivité de l'ensemble de la filière aéronautique française. En effet, l'industrie aéronautique se caractérisant par la longueur de ses cycles et l'intensité capitalistique des projets, le marché seul ne peut répondre aux besoins de financement des industriels pour les phases de recherche technologique et de développement. La priorité est donnée aux projets structurants, afin de poursuivre la mutation de la filière aéronautique, dont les entreprises d'équipementiers et fournisseurs deviennent de véritables partenaires techniques dotés de structures de recherche et développement.

Enfin, en 2013, les opérateurs du programme resteront fortement impliqués dans le cadre des Investissements d'avenir, que ce soit par la gestion de programmes ou par la présentation de projets. L'ADEME poursuivra la gestion de quatre programmes des Investissements d'avenir et notamment l'instruction et le suivi des projets sélectionnés, et plusieurs des opérateurs portent ou devraient porter un ou plusieurs projets retenus : IFSTTAR, INERIS[10], IFPEN et CSTB.

Présentation des acteurs et du pilotage du programme

Le pilotage du programme est assuré par la direction de la recherche et de l'innovation (DRI) du Commissariat général du développement durable (CGDD) du MEDDE.

L'action 10 « Recherche dans le domaine de l'énergie » est mise en œuvre par le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et IFP-Énergies nouvelles (IFPEN) et s'appuie sur la Commission nationale d'évaluation (CNE). La direction générale de l'énergie et du climat (DGEC) en assure le suivi pour le compte du MEDDE.

L'action 11 « Recherche dans le domaine des risques » est suivie par la DRI et la direction générale de la prévention des risques (DGPR) qui assure la tutelle de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS).

La DRI est chargée du suivi de l'action 12 « Recherche dans les domaines des transports, de la construction et de l'aménagement » et associe la DGPR au sujet de l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSéS) et de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) ainsi que la DGEC au sujet de l'ADEME.

La DRI assure le pilotage et le suivi de l'action 13 « Recherche partenariale dans les domaines du développement et de l'aménagement durables ». Elle associe la direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature (DGALN).

L'action 14 « Recherche et développement dans le domaine de l'aéronautique civile » est pilotée par la direction générale de l'aviation civile (DGAC), en étroite relation avec la DRI.

L'action 15 « Charges nucléaires de long terme des installations du CEA » est suivie par la DGEC.

[9] Global Monitoring for Environment and Security
[10] Institut national de l'environnement industriel et des risques

Les opérateurs du programme sont des établissements publics, agences de moyens (ADEME et ANSéS) d'une part et organismes de recherche et d'expertise d'autre part. Trois d'entre eux sont rattachés au titre principal au programme 190 : IFP-Énergies nouvelles et l'IRSN, deux établissements publics à caractère industriel et commercial (EPIC) et l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR), établissement public à caractère scientifique et technologique (EPST). Les autres opérateurs bénéficiant de subventions issues du programme 190 sont rattachés à titre principal à d'autres programmes : le CEA au programme 172, l'ANSéS au programme 206, l'INERIS et l'ADEME au programme 181. La DRI participe toutefois à l'élaboration de leurs contrats d'objectifs fixant leurs priorités de recherche et le cadre de suivi de l'activité par objectifs et indicateurs.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	**Développer l'excellence des instituts de recherche au niveau européen et international et assurer l'efficience de la recherche**
INDICATEUR 1.1	Production scientifique des instituts de recherche du programme
INDICATEUR 1.2	Reconnaissance scientifique des instituts de recherche du programme
INDICATEUR 1.3	Part des ressources apportées aux opérateurs par les redevances sur titre de propriété intellectuelle
INDICATEUR 1.4	Part des financements européens dans les ressources totales de recherche des instituts de recherche
OBJECTIF 2	**Développer les recherches partenariales entre acteurs publics et entre acteurs publics et privés**
INDICATEUR 2.1	Effet d'entraînement des crédits incitatifs ministériels et de l'ADEME
INDICATEUR 2.2	Part des contrats passés avec les industriels et les partenaires dans les ressources des instituts de recherche
OBJECTIF 3	**Accroître, par la recherche, la compétitivité et la sécurité nucléaire sur l'ensemble du cycle**
INDICATEUR 3.1	Maîtrise du déroulement de certains grands projets du CEA
OBJECTIF 4	**Soutenir par la recherche, le développement des nouvelles technologies de l'énergie (NTE) et de l'efficacité énergétique**
INDICATEUR 4.1	Mesure des transferts des technologies NTE auprès des industriels à partir des travaux du CEA et de l'IFP EN
OBJECTIF 5	**Produire les connaissances scientifiques et l'expertise nécessaire au maintien d'un très haut niveau de protection contre les risques nucléaires et radiologiques**
INDICATEUR 5.1	Indice de satisfaction des bénéficiaires de l'expertise de l'IRSN (services de l'état et autorités de sûreté)
OBJECTIF 6	**Favoriser l'essor d'une industrie aéronautique innovante et compétitive, génératrice de projets industriels économiquement viables pour le domaine du transport aérien durable**
INDICATEUR 6.1	Taux de remboursement cumulé en euro constants des avances remboursables allouées depuis la mise en oeuvre de ce dispositif au profit de la construction aéronautique civile
INDICATEUR 6.2	Taux de remboursement cumulé en euros constants des principales avances remboursables rapporté au taux prévu à l'origine et à même échéance

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Développer l'excellence des instituts de recherche au niveau européen et international et assurer l'efficience de la recherche

L'objectif n°1 porte à la fois sur l'excellence de la recherche, qui traduit la capacité à atteindre un niveau de résultat, et sur l'efficience de la recherche, qui traduit la capacité à obtenir un résultat avec une moindre consommation de moyens.

Les indicateurs 1.1 et 1.2 mesurent la production scientifique des principaux instituts de recherche du programme (CSTB, IFSTTAR, INERIS, IRSN et IFP Énergies nouvelles). Le nombre de publications par chercheur et l'indice de citations sont des indicateurs habituels de la qualité des organismes de recherche. L'indice de citation à 2 ans dans des revues scientifiques internationales est un indicateur qualitatif qui permet de mesurer l'influence internationale de la production scientifique des instituts du programme sur la production de nouvelles connaissances par la communauté internationale de la recherche. L'évaluation de la reconnaissance aux niveaux européen et international de la qualité des recherches mises en œuvre par ces instituts se prête sans doute moins bien à la recherche appliquée soutenue par le programme qu'à la recherche académique.

L'indicateur 1.3 mesure la part des ressources apportées à IFPEN par les redevances sur titre de propriété intellectuelle.

L'indicateur 1.4 mesure la part des financements européens dans les recettes totales de recherche des principaux établissements (CSTB, INERIS, IRSN, IFSTTAR et IFPEN).

INDICATEUR 1.1 : Production scientifique des instituts de recherche du programme

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Nombre de publications dans des revues scientifiques internationales par chercheur	Nb	0,57	0,62	0,56	0,59	0,60	0,62

Précisions méthodologiques

Source des données

- pour le nombre de publications : indicateurs de l'Observatoire des sciences et techniques (OST), base de données Thomson Reuters-Institute for Scientific Information ;
- pour le nombre de chercheurs : données fournies par les établissements (CSTB, IFSTTAR, INERIS, IRSN et IFP Énergies nouvelles).

Mode de calcul

Nombre de chercheurs : nombre de chercheurs du CSTB, de l'IFSTTAR, de l'INERIS, de l'IRSN et de IFPEN

Unité : ETP dédiés à l'activité de recherche

Nombre de publications d'après l'Observatoire des sciences et techniques (OST) – année N-2

Le calcul est en compte de présence sur les instituts de recherche du programme pour assurer la robustesse de l'indicateur au niveau du programme (compte de présence : dès qu'un article comporte une adresse des opérateurs du P190, il compte pour une publication pour le programme).

La réalisation 2010 a été actualisée par rapport à celle figurant au PAP 2012, selon les dernières données fournies par l'OST en février 2012.

Limite et biais connus : la base est une sélection qualitative des publications des opérateurs et non le reflet de la totalité de leur production scientifique. La base ne prend pas en compte les sciences humaines et sociales, les publications de rang B, les communications…

Certains opérateurs peuvent avoir des laboratoires implantés à l'étranger dont la production scientifique n'est pas prise en compte.

Commentaires

L'indicateur comptabilise les données consolidées pour les cinq établissements. La cible 2015 est calculée à partir d'une estimation du nombre de chercheurs et du nombre de publications.

L'IFSTTAR poursuit sa politique de diffusion de la connaissance, notamment par une production accrue de publications scientifiques dans les revues internationales à comité de lecture dont le niveau devrait augmenter jusqu'en 2015.

Pour la période triennale 2013-2015, l'INERIS prévoit également une légère augmentation du nombre de publications par chercheur, en raison du nombre croissant de publications reconnues par l'Institute for scientific information (ISI).

Les engagements pris dans le cadre de la signature de la convention CARNOT prévoient une augmentation moyenne du nombre de publications scientifiques de 10 % par an d'ici à 2015, ce qui se traduit par une augmentation de l'indicateur pour le CSTB de 45 % (de 0,22 à 0,32). Toutefois, cet indicateur reste inférieur à la moyenne de l'indicateur du programme, notamment en raison du poids des contrats industriels de recherche CARNOT dans l'activité des chercheurs du CSTB.

INDICATEUR 1.2 : Reconnaissance scientifique des instituts de recherche du programme

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Reconnaissance scientifique des instituts de recherche du programme par l'indice de citations à 2 ans des articles des instituts de recherche du programme	%	0,64	0,62	0,67	0,65	0,66	0,68

Précisions méthodologiques

Source des données : indicateurs de l'Observatoire des sciences et techniques (OST), base de données Thomson Reuters- Institute for Scientific Information.

Mode de calcul : part des citations à deux ans des articles produits par les instituts de recherche dans les citations mondiales dans les domaines concernés (%) divisée par la part des publications de ces instituts dans les publications mondiales dans les domaines concernés (%), pour l'ensemble des disciplines relevant de leurs activités. La valeur donnée durant l'année n est la valeur moyenne du nombre de citations recueillies au cours des années n-2 et n-3 par articles publiés l'année n-3.

Les établissements de recherche suivants sont pris en compte dans cet indicateur : CSTB, IFSTTAR, INERIS, IRSN et IFPEN.

La réalisation 2010 a été actualisée par rapport à celle figurant au PAP 2012, selon les dernières données fournies par l'OST en février 2012.

Limite et biais connus

La base est une sélection qualitative des publications des opérateurs et non le reflet de la totalité de leur production scientifique : elle ne prend pas en compte les sciences humaines et sociales, les publications de rang B, les communications…

Certains opérateurs peuvent avoir des laboratoires implantés à l'étranger dont la production scientifique n'est pas prise en compte.

Commentaires

Cet indicateur est harmonisé avec les autres programmes de la mission « recherche et enseignement supérieur ». Il exprime l'impact sur la recherche internationale des connaissances produites par les établissements du programme. Les évolutions de l'indicateur son lentes. C'est son évolution sur le long terme, notamment en comparaison avec les résultats d'acteurs comparables, qui constitue le signal le plus important.

INDICATEUR 1.3 : Part des ressources apportées aux opérateurs par les redevances sur titre de propriété intellectuelle

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Mesure de l'efficience de la gestion des brevets : montant des redevances et licences sur brevets IFP EN / dépenses de propriété intellectuelle afférentes (dépôt, maintien et défense	%	410	568	483	477	460	523
Produit des redevances et licences sur brevets de l'IFP EN / charges directes de l'IFP EN	%	17,7	24	21,2	21,4	20,6	22,7

Précisions méthodologiques

Source des données : IFPEN

Mode de calcul :

Sous indicateur 1 :

Numérateur : chiffre d'affaires réalisé par IFPEN au titre de l'ensemble des redevances qu'il perçoit.

Dénominateur : dépenses du service chargé de la gestion des brevets calculées par la valorisation en coût complet du personnel chargé du dépôt, du maintien et de la défense des brevets IFPEN. Le coût de l'analyse des brevets déposés par les concurrents d'IFPEN est pris en compte dans les dépenses du service des brevets.

Sous indicateur 2 :

Numérateur : le chiffre d'affaires réalisé par IFPEN au titre de l'ensemble des redevances qu'il perçoit.

Dénominateur : charges directes retenues sont constituées par le budget total des activités de recherche et développement IFPEN valorisées à leur coût complet.

Commentaires : les très bons résultats de l'année 2011 sont exceptionnels, liés aux très bonnes retombées des filiales d'IFPEN, en particulier de sa filiale Axens dans le domaine de la vente de catalyseurs et de procédés pour le raffinage et la pétrochimie. Ce marché a été très dynamique en 2011, porté par l'activité de la zone Asie-Moyen Orient. Les perspectives 2012-2013 sur ce marché sont nettement inférieures en raison du contexte économique (ralentissement de la croissance de la zone Asie).

INDICATEUR 1.4 : Part des financements européens dans les ressources totales de recherche des instituts de recherche

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part des contrats européens sur les recettes totales de recherche des organismes	%	1,88	1,96	1,88	1,88	2,13	2,21

Précisions méthodologiques

Cet indicateur concerne les cinq établissements suivants : le CSTB, l'INERIS, l'IRSN, l'IFSTTAR et IFP Énergies nouvelles.

Il s'agit du montant annuel des contrats de recherche européens détenus rapporté aux recettes totales de recherche des établissements concernés.

Seuls les contrats de recherche européens détenus dans le cadre du 7ème PCRD sont comptabilisés, les autres contrats de recherche européens ne sont pas pris en compte ici.

Sources de données : CSTB, INERIS, IRSN, IFSTTAR, IFPEN

Mode de calcul :

Numérateur : Produits totaux des contrats de recherche européens détenus par les établissements pour l'année N (subventions de recherche + part annuelle des contrats de recherche hors investissements)

Dénominateur : recettes totales de recherche des établissements concernés hors investissements

Le mode de calcul de cet indicateur a été modifié en 2011. Il ne prend plus en compte la totalité des recettes des instituts de recherche, mais uniquement le total des recettes de recherche (contrats de recherche + subvention pour charges de service public). Les résultats des années antérieures ont été recalculés conformément à cette nouvelle définition.

Concernant l'IFSTTAR, le cadre européen de la recherche connaîtra des évolutions significatives à partir de 2014. Le nouveau programme "Horizon 2020" couvrira la période 2014-2020, il succèdera au Programme cadre de recherche et développement (PCRD) en intégrant d'autres instruments. Son périmètre exact ainsi que les outils et modalités administratives sont en cours de définition en 2012 et début 2013. Il est estimé que les premiers appels seront publiés début 2014 et les projets de recherche devraient commencer début 2015. L'IFSTTAR doit pouvoir tirer parti de la présence forte de ses thèmes de recherche au sein de Horizon 2020, ainsi que des processus de financement de démonstrateurs comme celui dédié à la route de 5^{e} génération (R5G) ou d'activités de mise en réseau d'instituts de recherche. En revanche, l'évolution du cadre réglementaire par rapport au 7^{e} PCRD pourrait entraîner des cofinancements communautaires moins avantageux.

Pour la période 2012-2015, l'INERIS prévoit une faible diminution de la part des contrats européens sur recettes totales de recherche. Cette prévision s'appuie sur un objectif d'augmentation croissante des recettes issues des contrats européens conjugué à celui d'une augmentation croissante des recettes totales en recherche mais à un taux supérieur à celui des recettes européennes, réduisant ainsi la part relative des contrats européens pour cette période.

Le CSTB est très présent au niveau européen notamment au travers de la Plate-forme technologique européenne de la construction (ECTP) et du réseau European network of building research institutes (ENBRI) des organismes européens de recherche du secteur du bâtiment qu'il représente au sein de l'European Council for Construction Research, Development and Innovation (ECCREDI). Cette présence, qui lui apporte une connaissance précoce des différents appels d'offres lancés par la commission et des réseaux à actionner pour constituer des consortiums pertinents en réponse à ces appels d'offres, devrait lui permettre d'assurer une croissance de 5 % par an de son volume de R&D (recherche et développement) réalisé dans le cadre de contrats européens. La part des contrats de recherche européen dans la totalité des recettes de recherche du CSTB reste quasi-constante et légèrement supérieure à 6 % sur la période 2012-2015, compte tenu notamment des hypothèses de croissance de la recherche contractuelle CARNOT.

Enfin, l'IRSN entend maintenir son niveau d'implication dans le cadre des projets de recherche européens. S'agissant des recettes totales de recherche, ces dernières ont fait l'objet d'une réévaluation qui tient compte à la fois des modifications intervenues en 2011 sur la taxe sur les salaires, de la réorientation de moyens sur des activités relevant des missions d'intérêt public (ex : enclenchement de la rénovation des moyens de surveillance de l'environnement), mais également d'une clarification sur la non prise en compte des investissements).

OBJECTIF n° 2 : Développer les recherches partenariales entre acteurs publics et entre acteurs publics et privés

Les programmes incitatifs et les organismes de recherche développent des recherches partenariales, tant avec le secteur privé qu'avec d'autres structures publiques ou avec la recherche académique. De même, les industriels du nucléaire « consommateurs » des résultats de recherche du CEA sont prêts à apporter des cofinancements à ces recherches ; il est donc possible de mesurer la pertinence perçue de ces travaux en évaluant la part de ces cofinancements. Cet objectif, qui mobilise les milieux techniques et professionnels, vise à assurer le caractère finalisé des recherches.

Dans un contexte d'actions partenariales, l'effort direct de l'État génère un financement global multiplié par un effet de levier, coefficient multiplicateur des crédits incitatifs, qui est l'objet du premier indicateur de l'objectif.

Le second indicateur mesure le niveau de prise en compte par les organismes scientifiques des besoins de recherche des industriels et leur capacité à répondre à ces besoins par des travaux scientifiques de qualité.

INDICATEUR 2.1 : Effet d'entraînement des crédits incitatifs ministériels et de l'ADEME

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Effet d'entraînement des crédits incitatifs ministériels	ratio	2,40	2,52	2,66	2,66	2,71	2,75
Effet d'entraînement des crédits de l'ADEME	%	ND	ND		2,66	2,71	2,75

Précisions méthodologiques

Sources des données : les programmes de recherche concernés relèvent du MEDDE pour le premier sous-indicateur, de l'ADEME pour le second.

Mode de calcul :

Indicateur 2.1.1 : montant total annuel des projets de recherche, rapporté aux crédits incitatifs. Il mesure la capacité de mobilisation de l'effort public sur des projets dont l'intérêt justifie le cofinancement apporté par d'autres partenaires publics et privés. Le champ des programmes de recherche a été élargi depuis le PLF 2012 à l'ensemble des programmes de recherche (mission biodiversité et gestion durable des milieux, changement global et observation de la terre, risques, environnement, santé, mission urbanisme, territoires et société, transports, génie civil y compris PREBAT et PUCA - Plan urbanisme construction Architecture-).

Indicateur 2.1.2 : montant annuel total des dépenses de recherche et d'innovation liées aux projets soutenus par l'ADEME, rapporté au montant annuel des cofinancements engagés

Commentaires :

Un nouveau sous-indicateur est introduit au PAP 2013, il mesure l'effet d'entraînement des crédits de l'ADEME.

INDICATEUR 2.2 : Part des contrats passés avec les industriels et les partenaires dans les ressources des instituts de recherche

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part des contrats de recherche sur les recettes totales de recherche des organismes (CSTB, INERIS, IRSN, IFSTTAR)	%	18,26	19,03	18,83	18,36	19,09	20,78
Part des contrats des partenaires économiques dans les recettes totales de recherche des organismes (CSTB, INERIS, IRSN, IFSTTAR)	%	8,80	9,64	7,97	9,05	9,65	10,66
Taux de participation des industriels et des partenaires au financement de la recherche en matière nucléaire (CEA) (mesure du crédit porté par les industriels à la recherche réalisée par le CEA).	%	49	53	49	49	33	47
Taux de participation des industriels et des partenaires au financement de la recherche sur les grands outils pour le développement du nucléaire (CEA)	%	42	44	35	35	25	36
Taux de participation des industriels et des partenaires au financement des systèmes industriels nucléaires du futur (CEA)	%	18	19	17	17	12	21
Taux de participation des industriels et des partenaires au financement de l'optimisation du nucléaire industriel actuel (CEA)	%	81	83	88	88	84	85
Taux de participation des industriels au financement des projets de recherche de l'IFP liés au secteur parapétrolier (IFP EN)	%	42,1	54,4	53,6	53,1	54,1	58
Taux de participation des industriels au financement des recherches sur les nouvelles technologies de l'énergie (CEA)	%	39	25,6	49	49	50	50
Taux de participation des industriels et des partenaires au financement des recherches sur les nouvelles technologies de l'énergie (IFP EN)	%	9,2	8,9	9,4	9,6	9,5	10,2

Précisions méthodologiques

Sous indicateurs 2.2.1 et 2.2.2 :

Sources des données : organismes (CSTB, IFSTTAR, INERIS, IRSN).

Mode de calcul : il s'agit du montant annuel des contrats de recherche détenus (dont contrat ANR, contrats européens, contrats avec des agences), rapporté aux recettes totales de recherche de ces organismes (contrats de recherche + subvention pour charges de service public).

À ce sous-indicateur est associé un autre sous-indicateur : part des contrats de recherche avec les partenaires « économiques ».

Commentaires :

L'IFSTTAR poursuit sa politique d'interaction avec les partenaires économiques afin de développer ses ressources propres en répondant aux besoins de tous les acteurs concernés par les domaines d'intervention de l'institut.

L'INERIS prévoit d'augmenter les recettes issues des partenaires économiques de 15 % à 20 % sur la période 2013-2015, en visant un apport contractuel en recherche d'environ 54 % fin 2015. Une des volontés de l'institut est de poursuivre l'accompagnement de l'innovation industrielle et environnementale par la maîtrise des risques dans les secteurs émergents tels que la méthanisation de la biomasse et de ses déchets, le développement des bio raffineries et biocarburants de seconde génération, le développement de nouvelles technologies de stockage d'énergie électrique par batteries ou piles à lithium/ion ou lithium/polymère pour les véhicules électriques, ou encore l'accompagnement en sécurisation des postes de travail et de certification des opérateurs des grands sites français d'intégration des nanotechnologies. Tous ces développements partenariaux pourront permettre à l'INERIS d'atteindre ses objectifs contractuels en recherche.

Le CSTB prévoit une stagnation du volume de ses contrats de recherche sur la période 2013-2015. En effet, l'implication du CSTB dans des projets du Programme d'Investissements d'Avenir va mobiliser une part significative de ses ressources R&D. Selon ces hypothèses, la part des contrats de recherche en global et des contrats avec acteurs économiques sur les recettes globales de recherche du CSTB s'établissent respectivement en 2015 à 49 % (45 % en 2012) et 32 % (27 % en 2012). Le développement des activités recherche du CSTB est ainsi pour partie porté par les contrats liés aux acteurs économiques.

Sous-indicateurs 2.2.3 à 2.2.6 concernant le CEA dans le nucléaire :

Sources des données : CEA

Mode de calcul :

Sur l'année écoulée et pour les segments concernés par l'action LOLF (grands outils pour le développement du nucléaire ; systèmes industriels nucléaires du futur ; optimisation du nucléaire industriel actuel) : montant des recettes provenant des industriels concernés (contrats de collaboration, redevances sur licences) rapporté au coût des programmes (coûts directs uniquement).

Commentaires :

Pour ce qui concerne le sous-indicateur 2.2.4 (financement de la recherche sur les grands outils pour le développement du nucléaire du CEA), son évolution dans le temps est dominée par la mobilisation des financements industriels au sein de la chronique de construction du réacteur Jules Horowitz (RJH). Le RJH devant diverger fin 2016, ceci explique la décroissance de cet indicateur en fin de période. Par rapport à la chronique des dépenses, les recettes des partenaires ont été les plus fortes au début de la construction du réacteur d'où la décroissance aujourd'hui. Les recettes d'exploitation des radionucléides et les recettes liées à l'exploitation du réacteur arriveront au plus tôt après 2017.

Le sous-indicateur 2.2.5 (financement des systèmes industriels nucléaires du futur du CEA) est dominé par le programme ASTRID et la montée en puissance du programme ASTRID dans ce projet d'investissements d'avenir avec une plus forte mobilisation des industriels sur ASTRID et une légère démobilisation sur les programmes scientifiques associés, plus fondamentaux.

Le sous indicateur 2.2.6 (financement de l'optimisation du nucléaire industriel actuel du CEA) est en très légère progression par rapport aux réalisations 2010-2011. Ceci s'explique par la nature de l'activité qui suppose que le CEA mobilise une partie de la subvention pour conserver une capacité pérenne de répondre aux attentes des industriels qui financent l'essentiel des programmes.

Enfin, le sous-indicateur 2.2.3 (financement de la recherche en matière nucléaire du CEA) est la conséquence des actions menées sur les sous-indicateurs 2.2.4 à 2.2.6. Il résulte du cumul des sous-indicateurs 2.2.4 à 2.2.6 dont le poids des sous-indicateurs 2.2.4 (financement de la recherche sur les grands outils pour le développement du nucléaire) et 2.2.5 (financement de l'optimisation du nucléaire industriel actuel) est particulièrement important.

Sous-indicateur 2.2.7 et 2.2.9

Sources des données : IFP énergies nouvelles

Mode de calcul:

Sous-indicateur 2.2.7 : part du financement des industriels dans le domaine des hydrocarbures. Montant des prestations hors NTE (nouvelles technologies de l'énergie) et des redevances divisé par les charges de R&D couvrant ce domaine.

Sous-indicateur 2.2.9 : part du financement des industriels dans le domaine des NTE. Montant des prestations NTE divisé par la dotation NTE et les prestations NTE

Commentaires : les prévisions 2013-2015 sont globalement à la hausse. Dans le domaine des NTE, la valorisation des recherches prend du temps, d'où une progression assez lente de l'indicateur 2.2.9.

Sous-indicateur 2.2.8 :

Source de données : CEA

Mode de calcul : montant des recettes provenant des industriels concernés (contrats de collaboration, redevances sur licences) rapporté au coût des programmes (coûts directs uniquement). L'indicateur couvre l'ensemble des activités NTE du CEA (solaire, hydrogène et piles à combustibles, batteries, biomasse).

Commentaires :

En 2011, la valeur 25,6 % prend en compte l'ensemble du périmètre. Si l'on corrige ce périmètre en sortant de celui-ci Photowatt (difficultés liées à la mise en redressement judiciaire de la société Photowatt) et le projet Syndièse (difficultés liées à la mise sous administration judiciaire de la société Choren), la valeur de l'indicateur est de 40 %.

Le sous-indicateur 2.2.8 prévoit une cible à 50 % pour les années 2013 à 2015. Ce domaine se caractérise par des évolutions extrêmement rapides qui nécessitent une adaptation permanente. Le modèle de financement prévoit donc que la moitié du financement est consacré sur subvention et fonds

incitatifs aux efforts de ressourcement et à conserver la propriété intellectuelle générée, deux actions indispensables pour assurer la capacité de réponse à ces évolutions et par conséquent un volume de recherche visant à faire émerger de nouvelles technologies. Un taux de participation des industriels à 50 % est le bon niveau pour avoir un équilibre entre la recherche amont financée sur subvention et crédits incitatifs et les projets financés fortement par les industriels permettant le ressourcement et le maintien de la propriété intellectuelle.

OBJECTIF n° 3 : Accroître, par la recherche, la compétitivité et la sécurité nucléaire sur l'ensemble du cycle

L'objectif n°3 correspond à la première des priorités du CEA, visant à améliorer la compétitivité et la sécurité de la production nucléaire. En menant des programmes de soutien à l'amélioration continue du fonctionnement du parc et du cycle et de la sûreté et en contribuant à répondre à la question des déchets nucléaires et plus généralement de l'impact environnemental du nucléaire, il permet de renforcer l'acceptabilité de cette source de production d'énergie.

L'indicateur porte sur la maîtrise du déroulement de certains grands projets du CEA.

INDICATEUR 3.1 : Maîtrise du déroulement de certains grands projets du CEA

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux d'atteinte des jalons du CEA conformément au calendrier prévu	%	ND	93	91%	91	95	95
Taux de grands projets d'investissement n'ayant pas dépassé de plus de 10 % le coût à terminaison incluant la mage pour aléas sur responsabilité CEA	%	ND	81	87%	87	90	90

Précisions méthodologiques

Sources des données : CEA

Mode de calcul : le sous-indicateur 3.1.1 est mesuré par le taux d'atteinte des jalons du CEA en référence à l'indicateur 16 du contrat d'objectifs et de performance (COP) « part des jalons atteints conformément au calendrier prévu ». Cet indicateur a pour base 87 jalons définis conjointement avec les services de l'État dans le COP. On ne retiendra ici que les jalons relevant du P190, au nombre de 55.

Le sous-indicateur 3.1.2 est mesuré par l'écart entre les prévisions de coûts actualisées et les prévisions de coûts au lancement des grands projets d'investissement du CEA retenus pour l'indicateur 17 du COP « part des grands projets d'investissement n'ayant pas dépassé de plus de 10 % le coût à terminaison incluant les marges pour aléas sur responsabilité CEA ». On ne retiendra ici que les projets relevant du programme 190.

Les valeurs 2011, encore indisponibles lors de l'élaboration du RAP 2011, sont à présent connues.

Commentaires

Les cibles de 95 % et 90 % respectivement sur ces deux sous-indicateurs prennent en compte la nature particulière des projets du CEA, et notamment le fait que le portefeuille de projets comprend la construction de grands projets de recherche à fort contenu d'innovation et des projets d'assainissement démantèlement dont la planification est complexe.

OBJECTIF n° 4 : Soutenir par la recherche, le développement des nouvelles technologies de l'énergie (NTE) et de l'efficacité énergétique

Le développement de nouvelles énergies et l'amélioration de l'efficacité énergétique et environnementale passent par le financement des recherches sur les nouvelles technologies de l'énergie (NTE) réalisées par le CEA et IFPEN. La stratégie de recherche sur les NTE est déclinée dans les contrats d'objectifs de ces deux organismes.

Le degré d'atteinte de cet objectif est mesuré par un indicateur portant sur la valeur et la pertinence, du point de vue des industriels, de la recherche conduite dans le domaine des NTE. La part des brevets déposés dans le domaine des NTE par le CEA et IFPEN constitue un nouvel élément d'appréciation de l'impulsion donnée par l'État et les crédits publics à l'industrie dans ce secteur.

INDICATEUR 4.1 : Mesure des transferts des technologies NTE auprès des industriels à partir des travaux du CEA et de l'IFP EN

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Nombre de brevets CEA déposés dans l'année dans le domaine des NTE	Nombre	165	197	180	180	190	195
Nombre de brevets IFP EN déposés dans l'année dans le domaine des NTE	Nombre	98	88	83	86	85-90	90-95
Ressources propres tirées de la valorisation de la recherche dans le domaine des NTE par le CEA	M€	49,1	53,8	1	59,9	58	59
Ressources propres tirées de la valorisation de la recherche dans le domaine des NTE par l'IFP EN	M€	10,4	10,8	13,9	11,6	12,2	13,2

Précisions méthodologiques

Source des données : CEA et IFP énergies nouvelles

Mode de calcul :

- sous-indicateurs 4.1.1 et 4.1.2 : nombre de brevets en premier dépôt, dits « prioritaires », sans considération de leurs éventuelles extensions ultérieures à d'autres pays pour le CEA, uniquement en France pour l'IFPEN. Tous les brevets en propriété du CEA pleine ou partielle et issus d'un financement par les NTE au titre du programme sont pris en compte.
- sous-indicateur 4.1.3 : à compter de 2013, le périmètre de ce sous-indicateur évolue pour être en phase avec celui du sous-indicateur 4.1.4 relatif à IFPEN. Il mesure désormais, sur l'année écoulée, la somme des produits de prestations et de recherche collaborative réalisés dans le domaine des NTE avec des industriels et des redevances sur procédés et logiciels dans le domaine des NTE reçues des industriels. Les données de réalisation 2010 et 2011 ont été recalculées selon cette nouvelle définition. La prévision actualisée pour 2012 prend en compte ce nouveau périmètre tandis que la prévision PAP 2012 correspond à l'ancien périmètre.
- sous-indicateur 4.1.4 : sur l'année écoulée, somme des produits de prestations et de recherche collaborative réalisés dans le domaine des NTE avec des industriels et des redevances sur procédés et logiciels dans le domaine des NTE reçues des industriels.

OBJECTIF n° 5 : Produire les connaissances scientifiques et l'expertise nécessaire au maintien d'un très haut niveau de protection contre les risques nucléaires et radiologiques

Il convient de s'assurer que l'IRSN maintienne un haut niveau d'expertise technique grâce à ses activités de recherche afin de développer les connaissances et les outils nécessaires au progrès de la maîtrise des risques. Ses résultats doivent servir au mieux les activités d'expertises.

L'indicateur de satisfaction des services de l'État et des autorités de sûreté permet d'apprécier la qualité des prestations. Il s'inscrit dans la démarche qualité de l'Institut. L'indicateur est donc un composite centré sur la satisfaction des « clients » de l'IRSN.

INDICATEUR 5.1 : Indice de satisfaction des bénéficiaires de l'expertise de l'IRSN (services de l'état et autorités de sûreté)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Respect des engagements négociés	note sur 20	17,5	16,2	17	17	17	17
Qualité technique	note sur 20	18,1	17,8	17	17	17	17,5
Pertinence	note sur 20	18,2	17,7	17	17	17	17

Précisions méthodologiques

Source des données : IRSN

Une enquête (sous forme de questionnaire) est réalisée chaque année auprès des partenaires publics (services de l'État et autorités de sûreté) ayant signé une convention pluriannuelle avec l'IRSN qui se décline annuellement en un protocole. L'enquête est adaptée au protocole ; chacune des actions inscrites au protocole est évaluée notamment selon les trois critères suivants : respect des engagements négociés, qualité technique, pertinence.

Mode de calcul : chaque action inscrite au protocole est évaluée sur une grille disposant de 5 niveaux de cotation (d'insuffisant à très satisfaisant) – Une note sur 20 par partenaire puis une moyenne sur 20 (tous partenaires confondus) sont ainsi calculées. Le poids de chaque partenaire est identique, il n'est pas pondéré par le volume des dossiers traités.

L'IRSN suit cet indicateur dans le cadre de son COP. Le COP décline également un 4ème sous-indicateur qui évalue la qualité du dialogue entre l'institut et bénéficiaires de ses expertises.

OBJECTIF n° 6 : Favoriser l'essor d'une industrie aéronautique innovante et compétitive, génératrice de projets industriels économiquement viables pour le domaine du transport aérien durable

Cet objectif est rattaché à l'action « Recherche et développement dans le domaine de l'aéronautique civile ».
Au cours des 30 dernières années, l'État a soutenu le développement de la construction aéronautique civile française en accompagnant les projets des industriels jugés novateurs au plan technologique et susceptibles de connaître des succès commerciaux.

Des avances récupérables ont été allouées pour le développement de programmes innovants d'avions de transport, de moteurs, d'avions d'affaire ou légers, d'hélicoptères ou d'équipements qui permettent notamment d'améliorer encore les performances environnementales du transport aérien. La France présente ainsi aujourd'hui, seule dans le monde avec les États-Unis, la plus large palette de produits aéronautiques.

Cet investissement public a contribué à hisser l'industrie aéronautique française aux premiers rangs mondiaux. Les évolutions du nombre d'aéronefs, d'équipements ou de moteurs commercialisés par les industriels français constituent de bons indicateurs de la réussite de la politique menée.

Il faut néanmoins noter le temps de latence entre le versement d'une avance récupérable et le constat des succès en termes de remboursement ; l'avance est versée au moment du développement du produit dont la durée de commercialisation peut être, selon sa catégorie, de deux à quatre décennies.

Les remboursements des avances récupérables sont directement corrélés aux livraisons effectives des aéronefs, moteurs ou équipements concernés. L'indicateur 6.1 permet donc d'illustrer, depuis le début de la mise en œuvre du dispositif d'avances récupérables, le succès global des programmes soutenus par ce biais par la direction générale de l'aviation civile.

L'indicateur 6.2 représente la performance du remboursement des avances récupérables des plus grands programmes aéronautiques, par rapport au remboursement attendu, à la même échéance, au moment du lancement des programmes.

INDICATEUR 6.1 : Taux de remboursement cumulé en euro constants des avances remboursables allouées depuis la mise en oeuvre de ce dispositif au profit de la construction aéronautique civile

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de remboursement cumulé en euros constants des avances allouées depuis la mise en oeuvre du dispositif.	%	58,99	60,28	60,89	60,89	60,88	61,13

Précisions méthodologiques

Source des données : DGAC/DTA

Mode de calcul

Il s'agit du taux de remboursement des avances récupérables, calculé comme le quotient du total des remboursements exigibles jusqu'à l'année N par le total des avances versées également jusqu'à l'année N ; les valeurs sont actualisées avec l'indice INSEE France entière hors tabac. L'ensemble des avances récupérables allouées depuis le début de la mise en œuvre de ce dispositif au profit de la construction aéronautique est pris en compte.

Cet indicateur devrait connaître une légère baisse, puis une forte hausse sur la période 2013-2015, suite à clôture des conventions AIRBUS A330/340, A330-200 et A340-500/600 largement compensée par la montée en puissance des remboursements sur des conventions récentes avec, d'une part, le début des remboursements sur les conventions relatives à l'AIRBUS A350 et à l'hélicoptère EC175 ; et d'autre part, l'augmentation des ventes d'AIRBUS A380.

INDICATEUR 6.2 : Taux de remboursement cumulé en euros constants des principales avances remboursables rapporté au taux prévu à l'origine et à même échéance

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de remboursement cumulé en euros constants des principales avances remboursables rapporté au taux prévu à l'origine et à même échéance	%	70,99	73,33	ND	ND	ND	ND

Précisions méthodologiques

Source des données

Numérateur : la DGAC a connaissance, en tant que responsable de la mise en œuvre de la procédure de recouvrement, de tous les remboursements des avances.

Dénominateur : la DGAC reconstitue également, sur la base des clauses de remboursements prévues aux protocoles et conventions de financement, les montants de remboursements attendus.

Mode de calcul : ce taux est calculé comme le quotient du total des remboursements, en euros constants, des principales avances récupérables en cours au profit des grands programmes aéronautiques civils, et du remboursement total attendu, en euros constants, à la même échéance au moment de la signature des conventions de financement portant sur ces mêmes avances.

Le ratio calculé au 31/12/2011 est sensiblement supérieur à celui calculé au 31/12/2010 compte tenu du versement par anticipation du solde des remboursements des conventions Airbus relatives aux programmes A330-200, A330/340 et A340-500/600.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2013 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2013 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
10	**Recherche dans le domaine de l'énergie**	667 600 000	500 000		**668 100 000**	
10-01	Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)	520 000 000			**520 000 000**	
10-02	IFP Energies nouvelles (IFPEN)	146 600 000			**146 600 000**	
10-03	Gestion des matières et déchets radioactifs : CNE - reprise des sources	1 000 000	500 000		**1 500 000**	
11	**Recherche dans le domaine des risques**	214 588 070			**214 588 070**	
11-01	Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS)	8 300 000			**8 300 000**	
11-02	Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)	206 288 070			**206 288 070**	
12	**Recherche dans le domaine des transports, de la construction et de l'aménagement**	89 500 000	22 900 000		**112 400 000**	
12-01	Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR)	89 500 000			**89 500 000**	
12-03	Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB)		22 900 000		**22 900 000**	
13	**Recherche partenariale dans le développement et l'aménagement durable**	31 400 000	8 000 000		**39 400 000**	
13-01	Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)	1 600 000			**1 600 000**	
13-02	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	28 300 000			**28 300 000**	
13-03	Réseau de recherche sur les technologies pétrolières et gazières (RTPG)					
13-04	Recherche en matière de transport (PREDIT)	356 859	1 903 248		**2 260 107**	
13-05	Construction (PREBAT, C2D2, RGCU)	171 333	913 774		**1 085 107**	
13-06	Urbanisme et territoire (PUCA, MUTS)	300 672	1 603 584		**1 904 256**	
13-07	Changement global (GMES, adaptation au changement climatique)	142 777	761 478		**904 255**	
13-08	Risque, santé, environnement	284 714	1 518 476		**1 803 190**	
13-09	Biodiversité	142 777	761 478		**904 255**	
13-10	Innovation et prospective dans le domaine du développement et de l'aménagement durable	100 868	537 962		**638 830**	
14	**Recherche et développement dans le domaine de l'aéronautique civile**		60 000 000	75 000 000	**135 000 000**	200 000 000
14-01	Recherches en amont		59 872 000		**59 872 000**	

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
14-02	Subventions à des organismes de recherche		128 000		**128 000**	
14-03	Equipementier			25 000 000	**25 000 000**	
14-04	Avions			50 000 000	**50 000 000**	**200 000 000**
14-05	Moteurs					
14-06	Hélicoptères					
15	**Charges nucléaires de long terme des installations du CEA**	249 000 000			**249 000 000**	
Total		**1 252 088 070**	**91 400 000**	**75 000 000**	**1 418 488 070**	**200 000 000**

2013 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
10	**Recherche dans le domaine de l'énergie**	667 600 000	500 000		**668 100 000**	
10-01	Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)	520 000 000			**520 000 000**	
10-02	IFP Energies nouvelles (IFPEN)	146 600 000			**146 600 000**	
10-03	Gestion des matières et déchets radioactifs : CNE - reprise des sources	1 000 000	500 000		**1 500 000**	
11	**Recherche dans le domaine des risques**	214 588 070			**214 588 070**	
11-01	Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS)	8 300 000			**8 300 000**	
11-02	Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)	206 288 070			**206 288 070**	
12	**Recherche dans le domaine des transports, de la construction et de l'aménagement**	89 500 000	22 900 000		**112 400 000**	
12-01	Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR)	89 500 000			**89 500 000**	
12-03	Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB)		22 900 000		**22 900 000**	
13	**Recherche partenariale dans le développement et l'aménagement durable**	32 200 000	10 500 000		**42 700 000**	
13-01	Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)	1 600 000			**1 600 000**	
13-02	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	28 300 000			**28 300 000**	
13-03	Réseau de recherche sur les technologies pétrolières et gazières (RTPG)					
13-04	Recherche en matière de transport (PREDIT)	760 517	2 222 030		**2 982 547**	
13-05	Construction (PREBAT, C2D2, RGCU)	200 767	1 086 092		**1 286 859**	
13-06	Urbanisme et territoire (PUCA, MUTS)	362 163	2 033 672		**2 395 835**	
13-07	Changement global (GMES, adaptation au changement climatique)	181 616	1 415 910		**1 597 526**	
13-08	Risque, santé, environnement	249 432	1 523 838		**1 773 270**	
13-09	Biodiversité	205 981	1 609 912		**1 815 893**	
13-10	Innovation et prospective dans le domaine du développement et de l'aménagement durable	339 524	608 546		**948 070**	
14	**Recherche et développement dans le domaine de l'aéronautique civile**		65 700 000	28 000 000	**93 700 000**	200 000 000
14-01	Recherches en amont		65 572 000		**65 572 000**	

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
14-02	Subventions à des organismes de recherche		128 000		**128 000**	
14-03	Equipementier			28 000 000	**28 000 000**	
14-04	Avions					200 000 000
14-05	Moteurs					
14-06	Hélicoptères					
15	**Charges nucléaires de long terme des installations du CEA**	249 000 000			**249 000 000**	
Total		**1 252 888 070**	**99 600 000**	**28 000 000**	**1 380 488 070**	**200 000 000**

2012 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2012 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
10	**Recherche dans le domaine de l'énergie**	659 800 989	1 497 816		**661 298 805**	
10-01	Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)	513 159 747			**513 159 747**	
10-02	IFP Energies nouvelles (IFPEN)	146 641 242			**146 641 242**	
10-03	Gestion des matières et déchets radioactifs : CNE - reprise des sources		1 497 816		**1 497 816**	
11	**Recherche dans le domaine des risques**	220 125 956			**220 125 956**	
11-01	Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS)	8 293 027			**8 293 027**	
11-02	Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)	211 832 929			**211 832 929**	
12	**Recherche dans le domaine des transports, de la construction et de l'aménagement**	89 403 914	22 857 789		**112 261 703**	
12-01	Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR)	89 403 914			**89 403 914**	
12-03	Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB)		22 857 789		**22 857 789**	
13	**Recherche partenariale dans le développement et l'aménagement durable**	34 448 049	10 194 874	4 193 886	**48 836 809**	
13-01	Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)	1 598 989			**1 598 989**	
13-02	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	30 300 415			**30 300 415**	
13-03	Réseau de recherche sur les technologies pétrolières et gazières (RTPG)			4 193 886	**4 193 886**	
13-04	Recherche en matière de transport (PREDIT)	577 647	2 310 658		**2 888 305**	
13-05	Construction (PREBAT, C2D2, RGCU)	351 667	1 406 704		**1 758 371**	
13-06	Urbanisme et territoire (PUCA, MUTS)	534 702	2 138 868		**2 673 570**	
13-07	Changement global (GMES, adaptation au changement climatique)	318 571	1 274 322		**1 592 893**	
13-08	Risque, santé, environnement	338 481	1 353 966		**1 692 447**	
13-09	Biodiversité	318 571	1 274 322		**1 592 893**	
13-10	Innovation et prospective dans le domaine du développement et de l'aménagement durable	109 006	436 034		**545 040**	
14	**Recherche et développement dans le domaine de l'aéronautique civile**		59 943 198	131 875 398	**191 818 596**	150 000 000
14-01	Recherches en amont		59 943 198		**59 943 198**	

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
14-02	Subventions à des organismes de recherche					
14-03	Equipementier			31 875 398	**31 875 398**	
14-04	Avions			100 000 000	**100 000 000**	150 000 000
14-05	Moteurs					
14-06	Hélicoptères					
15	**Charges nucléaires de long terme des installations du CEA**	189 000 000			**189 000 000**	
Total		**1 192 778 908**	**94 493 677**	**136 069 284**	**1 423 341 869**	**150 000 000**

2012 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
10	**Recherche dans le domaine de l'énergie**	659 800 989	1 497 817		**661 298 806**	
10-01	Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)	513 159 747			**513 159 747**	
10-02	IFP Energies nouvelles (IFPEN)	146 641 242			**146 641 242**	
10-03	Gestion des matières et déchets radioactifs : CNE - reprise des sources		1 497 817		**1 497 817**	
11	**Recherche dans le domaine des risques**	220 125 956			**220 125 956**	
11-01	Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS)	8 293 027			**8 293 027**	
11-02	Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)	211 832 929			**211 832 929**	
12	**Recherche dans le domaine des transports, de la construction et de l'aménagement**	89 403 914	22 857 789		**112 261 703**	
12-01	Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR)	89 403 914			**89 403 914**	
12-03	Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB)		22 857 789		**22 857 789**	
13	**Recherche partenariale dans le développement et l'aménagement durable**	35 245 581	13 384 792	4 193 886	**52 824 259**	
13-01	Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)	1 598 989			**1 598 989**	
13-02	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)	30 300 415			**30 300 415**	
13-03	Réseau de recherche sur les technologies pétrolières et gazières (RTPG)			4 193 886	**4 193 886**	
13-04	Recherche en matière de transport (PREDIT)	793 212	3 075 448		**3 868 660**	
13-05	Construction (PREBAT, C2D2, RGCU)	435 905	1 553 600		**1 989 505**	
13-06	Urbanisme et territoire (PUCA, MUTS)	854 725	2 439 170		**3 293 895**	
13-07	Changement global (GMES, adaptation au changement climatique)	353 791	1 821 970		**2 175 761**	
13-08	Risque, santé, environnement	275 550	1 823 750		**2 099 300**	
13-09	Biodiversité	223 141	1 913 460		**2 136 601**	
13-10	Innovation et prospective dans le domaine du développement et de l'aménagement durable	409 853	757 394		**1 167 247**	
14	**Recherche et développement dans le domaine de l'aéronautique civile**		69 898 081	46 933 064	**116 831 145**	150 000 000
14-01	Recherches en amont		69 898 081		**69 898 081**	

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
14-02	Subventions à des organismes de recherche					
14-03	Equipementier			46 933 064	**46 933 064**	
14-04	Avions			0	**0**	150 000 000
14-05	Moteurs					
14-06	Hélicoptères					
15	**Charges nucléaires de long terme des installations du CEA**	189 000 000			**189 000 000**	
Total		**1 193 576 440**	**107 638 479**	**51 126 950**	**1 352 341 869**	**150 000 000**

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Titre et catégorie	Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	1 192 778 908	1 252 088 070	1 193 576 440	1 252 888 070
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 548 645	1 500 000	3 346 177	2 300 000
Subventions pour charges de service public	1 190 230 263	1 250 588 070	1 190 230 263	1 250 588 070
Titre 6. Dépenses d'intervention	94 493 677	91 400 000	107 638 479	99 600 000
Transferts aux entreprises	65 040 636	63 872 000	76 590 435	70 822 000
Transferts aux autres collectivités	29 453 041	27 528 000	31 048 044	28 778 000
Titre 7. Dépenses d'opérations financières	136 069 284	75 000 000	51 126 950	28 000 000
Prêts et avances	136 069 284	75 000 000	51 126 950	28 000 000
Total hors FDC et ADP prévus	**1 423 341 869**	**1 418 488 070**	**1 352 341 869**	**1 380 488 070**
FDC et ADP prévus	150 000 000	200 000 000	150 000 000	200 000 000
Total y.c. FDC et ADP prévus	**1 573 341 869**	**1 618 488 070**	**1 502 341 869**	**1 580 488 070**

DÉPENSES FISCALES[11]

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.
Les chiffrages présentés pour 2013 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2013. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2013 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (1)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffrage pour 2011	Chiffrage pour 2012	Chiffrage pour 2013
230404	**Provision pour reconstitution des gisements d'hydrocarbures** Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés *Objectif : Aider la recherche dans le secteur pétrolier* *Bénéficiaires 2011 : 0 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Très bonne - Création : 1953 - Dernière modification : 2000 - Fin d'incidence budgétaire : 2011 - Fin du fait générateur : 2010 - CGI : 39 ter*	0	-	-
Coût total des dépenses fiscales[12]		**0**	**0**	**0**

[11] Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.
« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.
[12] Le « Coût total des dépenses fiscales» constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2012 ou 2011) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
10	**Recherche dans le domaine de l'énergie**		668 100 000	**668 100 000**		668 100 000	**668 100 000**
10-01	Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA)		520 000 000	**520 000 000**		520 000 000	**520 000 000**
10-02	IFP Energies nouvelles (IFPEN)		146 600 000	**146 600 000**		146 600 000	**146 600 000**
10-03	Gestion des matières et déchets radioactifs : CNE - reprise des sources		1 500 000	**1 500 000**		1 500 000	**1 500 000**
11	**Recherche dans le domaine des risques**		214 588 070	**214 588 070**		214 588 070	**214 588 070**
11-01	Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS)		8 300 000	**8 300 000**		8 300 000	**8 300 000**
11-02	Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN)		206 288 070	**206 288 070**		206 288 070	**206 288 070**
12	**Recherche dans le domaine des transports, de la construction et de l'aménagement**		112 400 000	**112 400 000**		112 400 000	**112 400 000**
12-01	Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR)		89 500 000	**89 500 000**		89 500 000	**89 500 000**
12-03	Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB)		22 900 000	**22 900 000**		22 900 000	**22 900 000**
13	**Recherche partenariale dans le développement et l'aménagement durable**		39 400 000	**39 400 000**		42 700 000	**42 700 000**
13-01	Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES)		1 600 000	**1 600 000**		1 600 000	**1 600 000**
13-02	Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME)		28 300 000	**28 300 000**		28 300 000	**28 300 000**
13-03	Réseau de recherche sur les technologies pétrolières et gazières (RTPG)						
13-04	Recherche en matière de transport (PREDIT)		2 260 107	**2 260 107**		2 982 547	**2 982 547**
13-05	Construction (PREBAT, C2D2, RGCU)		1 085 107	**1 085 107**		1 286 859	**1 286 859**
13-06	Urbanisme et territoire (PUCA, MUTS)		1 904 256	**1 904 256**		2 395 835	**2 395 835**
13-07	Changement global (GMES, adaptation au changement climatique)		904 255	**904 255**		1 597 526	**1 597 526**
13-08	Risque, santé, environnement		1 803 190	**1 803 190**		1 773 270	**1 773 270**
13-09	Biodiversité		904 255	**904 255**		1 815 893	**1 815 893**
13-10	Innovation et prospective dans le domaine du développement et de l'aménagement durable		638 830	**638 830**		948 070	**948 070**
14	**Recherche et développement dans le domaine de l'aéronautique civile**		135 000 000	**135 000 000**		93 700 000	**93 700 000**
14-01	Recherches en amont		59 872 000	**59 872 000**		65 572 000	**65 572 000**

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
14-02	Subventions à des organismes de recherche		128 000	**128 000**		128 000	**128 000**
14-03	Equipementier		25 000 000	**25 000 000**		28 000 000	**28 000 000**
14-04	Avions		50 000 000	**50 000 000**			
14-05	Moteurs						
14-06	Hélicoptères						
15	**Charges nucléaires de long terme des installations du CEA**		249 000 000	**249 000 000**		249 000 000	**249 000 000**
Total			**1 418 488 070**	**1 418 488 070**		**1 380 488 070**	**1 380 488 070**

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2012

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2011	Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2011	AE LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	CP LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012
489 680 677		1 347 940 166	1 276 940 166	550 326 159

ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP au-delà de 2015
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012	CP demandés sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2014 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2015 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE antérieures à 2013
550 326 159	103 607 000	100 448 000	79 382 549	266 888 610
AE demandées pour 2013	CP demandés sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2014 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2015 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013
1 418 488 070	1 276 881 070	1 895 000	19 109 451	120 602 549
Totaux	**1 380 488 070**	**102 343 000**	**98 492 000**	**387 491 159**

CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2013

CP 2013 demandés sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2014 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2015 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013/AE 2013
90%	0,1%	1,3%	8,5%

L'évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31 décembre 2012 s'élève à 550,3 M€ dont 491,4 M€ titre de l'action 14 « recherche et développement dans le domaine de l'aéronautique civile » et 58,9 M€ au titre de l'action 13 « recherche partenariale dans le développement et l'aménagement durable ».

Les engagements restant à couvrir au 31/12/2012 de l'action 14 concernent les subventions de soutien à la recherche amont aéronautique, les avances remboursables au développement de l'avion A350 d'Airbus (pour 210 M€ au 31/12/2012) et les versements d'autres avances remboursables, essentiellement aux équipementiers aéronautiques.

Les engagements restant à couvrir au 31/12/2012 de l'action 13 concernent :

– d'une part, les crédits de soutien à la recherche incitative dont les échéances de paiement s'étalent en moyenne sur 4 à 5 ans, pour un montant de 32,5 M€ ;
– d'autre part, des engagements antérieurs pris envers l'ADEME (7,95 M€) et l'ANSES (2,9 M€) qui ne devraient pas faire l'objet de demandes de paiement (dossiers arrivant à échéances sans consommation intégrale des AE initialement engagées).

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 10 47,1 %
Recherche dans le domaine de l'énergie



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		668 100 000	**668 100 000**	
Crédits de paiement		668 100 000	**668 100 000**	

Cette action a pour principal objet de financer les activités de recherche du Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) et celles d'IFP Energies nouvelles (IFPEN). Au titre de cette action, les recherches assurées par le CEA et IFPEN portent sur trois principaux domaines : (1) nucléaire civil, (2) efficacité énergétique et environnementale de l'industrie du raffinage et de la pétrochimie et sécurité des approvisionnements et (3) nouvelles technologies de l'énergie.
L'action recouvre également le financement du fonctionnement de la Commission nationale d'évaluation (CNE) et du dispositif de reprise des sources radioactives usagées.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	667 600 000	667 600 000

La subvention pour charges de service public du CEA pour 2013 au titre de l'action 10 est de 520 M€ et celle d'IFPEN de 146,6 M€.

1) NUCLÉAIRE CIVIL

CEA : AE = CP : 451,8 M€
Le montant de subvention publique prévu au PLF 2013 pour le CEA est de 451,8 M€ pour ses activités de recherche technologiques dans le domaine du nucléaire civil.
Les activités de recherche du CEA visent à développer et à apporter des solutions technologiques à l'industrie nucléaire afin qu'elle maintienne sa place au premier rang mondial, à concevoir et à évaluer de nouvelles générations de systèmes (réacteurs et combustibles dits de « 4^{e} génération »), à progresser dans le domaine de la sûreté des réacteurs et du cycle (notamment dans le contexte « post Fukushima ») et à améliorer les réponses aux préoccupations du public, en particulier sur le plan environnemental. Le CEA conduit également un programme important de modernisation de ses installations nucléaires de support à ses activités de recherche.
Dans le cadre de la construction de nouvelles installations nucléaires, le financement d'actifs dédiés pour ces installations est assuré par l'action 10 de ce programme, tandis que le financement des opérations de démantèlement et d'assainissement des installations arrêtées ou en exploitation avant le 31/12/2009 relève de l'action 15.

Les crédits prévus pour 2013 participent au financement de quatre segments d'activités :

- Grands outils pour le développement du nucléaire
Ce segment finance le développement des grands outils qui sont nécessaires aux activités de recherche. Il comprend le Réacteur de recherche Jules Horowitz (RJH) et le programme de simulation. Concernant le RJH, les crédits prévus

en 2013 couvrent les dépenses de construction conformément au plan de financement actualisé du projet, en complément des crédits du programme des investissements d'avenir[13]. Le RJH, en cours de construction au centre de Cadarache, sera dédié aux études sous irradiation des combustibles et des matériaux pour les différentes générations de réacteurs nucléaires (générations actuelles 2 et 3, systèmes nucléaires du futur). En outre, il assurera une part importante de la production européenne de radioéléments pour le secteur médical, et ce dans un contexte de rareté de l'offre.

Concernant le programme de simulation, celui-ci comprend le développement et la qualification de logiciels de calcul et l'utilisation de maquettes critiques pour la conception des cœurs des réacteurs, notamment en soutien au programme ASTRID (conception d'un prototype industriel de réacteur à neutrons rapides refroidi au sodium de 4e génération). Le programme de simulation permet d'explorer des domaines pour lesquels les expérimentations sont généralement difficiles et lourdes, et donc de réduire la durée des études et les investissements. Il convient de renforcer la capacité du CEA dans ce domaine.

- Systèmes industriels nucléaires du futur

Ce segment finance les recherches sur le développement des systèmes nucléaires (réacteurs, combustibles) de 4ème génération. Plus particulièrement, ce segment finance la R&D sur la filière de réacteur rapide refroidi au sodium (filière de référence pour les réacteurs de 4ème génération) dans le cadre du programme ASTRID dont le financement est assuré par les crédits du programme des investissements d'avenir[14], les recherches sur la filière de réacteur rapide à gaz (alternative à la filière sodium), notamment en ce qui concerne les combustibles et la sûreté, et une activité de veille sur les autres filières de 4e génération. Il finance également les recherches sur l'aval du cycle notamment sur la séparation – transmutation en réacteur des éléments radioactifs les plus toxiques en lien avec les recherches sur les réacteurs de 4e génération. Enfin, il couvre les programmes de recherche amont « recherche scientifique et technologique de base » qui portent sur les matériaux, la chimie séparative et les fluides complexes.

- Optimisation du nucléaire industriel actuel

Ce segment finance trois types d'activités de recherches du CEA qui sont menées pour le compte des industriels du nucléaire, à savoir : (i) le maintien de la compétitivité de l'industrie nucléaire française au plan mondial en répondant à ses besoins de R&D notamment en ce qui concerne l'amélioration des performances des réacteurs actuels (durée de vie, taux de combustion, sûreté et sécurité...), (ii) l'amélioration des procédés d'extraction de l'uranium et de séparation isotopique avec notamment comme enjeux la réduction des impacts environnementaux et des coûts, (iii) l'optimisation du fonctionnement des usines de traitement / recyclage des combustibles usés et la réalisation des études sur le conditionnement des déchets (colis) pour l'aval du cycle actuel.

- Assainissement-démantèlement

Ce segment finance notamment la rénovation d'installations nucléaires de service, les équipements nécessaires à la gestion des effluents et des déchets, consécutifs aux activités du CEA.

2) EFFICACITE ENERGETIQUE ET ENVIRONNEMENTALE DE L'INDUSTRIE DU RAFFINAGE ET DE LA PETROCHIMIE, SECURITE DES APPROVISIONNEMENTS

IFP Énergies nouvelles : AE = CP : 53,6 M€

Les activités menées par IFP Énergies nouvelles pour l'efficacité énergétique et environnementale de l'industrie du raffinage et de la pétrochimie et la sécurité des approvisionnements s'articulent autour de deux axes correspondant à deux priorités stratégiques du contrat d'objectifs et de performance 2011-2015 entre l'État et IFPEN :

– Produire, à partir de ressources fossiles, des carburants et intermédiaires chimiques à faible impact environnemental (priorité stratégique "procédés éco-efficients")

IFP Énergies nouvelles met au point des procédés de raffinage plus performants. L'établissement explore également la voie de la production de carburants de synthèse à partir de gaz naturel et de charbon. Il développe des technologies capables de répondre à la demande croissante en hydrogène utilisé pour la production de carburants.

[13] cf. convention de gestion signée entre l'État et le CEA publiée au Journal Officiel en date du 20 juillet 2010
[14] cf. convention de gestion entre l'État et le CEA publiée au Journal Officiel du 11 septembre 2010

– Repousser les limites actuelles des réserves d'hydrocarbures et proposer des technologies respectueuses de l'environnement (priorité stratégique "ressources durables")

Les travaux d'IFP Énergies nouvelles consistent à développer des outils de simulation contribuant à une meilleure connaissance du sous-sol et des technologies respectueuses de l'environnement permettant de découvrir et de produire de nouveaux gisements (modélisation géologique, caractérisation et simulation des réservoirs, augmentation du taux de récupération).

Ces travaux s'accompagnent d'une action de valorisation des résultats de la recherche. IFPEN transfère ses innovations sous forme de partenariats industriels, création de filiales ou prises de participation et soutien aux entreprises innovantes.

IFP School, école de 3e cycle, partie intégrante d'IFP Énergies nouvelles, a une action importante dans ce domaine. L'école travaille très étroitement avec l'industrie dans un contexte international, ce qui conduit à un taux très élevé d'insertion professionnelle (97 % des élèves trouvent un emploi dans les 3 mois suivant leur sortie de l'école).

3) NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'ENERGIE

Ce domaine recouvre des actions de recherche menées par le CEA et par IFP Énergies nouvelles pour les nouvelles technologies de l'énergie (NTE).

CEA : AE = CP : 68,2 M€

Concernant les NTE, la stratégie du CEA consiste principalement à se concentrer sur deux secteurs consommateurs d'énergie fossile, le bâtiment et les transports, en visant à soutenir l'émergence de nouvelles filières industrielles. Pour ce faire, le CEA s'appuie sur ses domaines de compétences (technologies issues du nucléaire, micro et nanotechnologies, matériaux) pour développer notamment les technologies du solaire, en particulier photovoltaïque, les procédés d'électrification des véhicules et les procédés de stockage de l'électricité (batteries, piles à combustible). Dans ce cadre, le CEA privilégie la levée des verrous technologiques (innovation sur les matériaux et les procédés), le développement d'une approche systémique des applications énergétiques incluant les problématiques d'efficacité énergétique (entre le véhicule, le bâtiment, les objets nomades et les modes de consommation énergétiques associés), la mise en place de plateaux techniques ouverts à d'autres acteurs de recherche et aux industriels, ainsi que la réalisation de démonstrateurs.

Les crédits prévus en 2013 financent les efforts de recherche dans les domaines principaux ci-dessous :

– la production d'électricité par voie photovoltaïque, développée à l'Institut national de l'énergie solaire (INES) à Chambéry. L'INES a vocation à regrouper les compétences françaises dans l'énergie solaire (Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), Centre national de recherche scientifique (CNRS), Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB), Université de Savoie) et à disposer de la taille critique suffisante sur le plan européen (en termes de chercheurs et d'installations) pour accompagner le développement d'une filière industrielle nationale. Les recherches qui sont réalisées au sein de l'INES visent, en particulier, à augmenter les rendements de conversion des cellules photovoltaïques, à développer des procédés de production plus économiques et à réduire les contraintes liées au caractère intermittent et aléatoire de la production. Elles portent ainsi sur les technologies photovoltaïques grande surface à base de silicium (dont hétérojonction), à base de « couches minces », et à concentration. Elles visent également une meilleure intégration du solaire dans l'habitat, ainsi que l'optimisation des systèmes de stockage et de couplage au réseau électrique. Les recherches sont menées en étroite coopération avec les industriels du secteur ;

– les batteries pour véhicules, l'objectif étant de contribuer à la mise en place d'une filière industrielle de production et de recyclage de batteries via des plates-formes technologiques. Ces recherches sont menées en étroite coopération avec les constructeurs d'automobiles ;

– l'hydrogène et son utilisation dans les piles à combustible notamment pour les transports. L'objectif est de préparer la mise en place à terme d'une filière hydrogène complète traitant les aspects de production, de stockage et d'utilisation. Le CEA s'attache aussi à développer des micropiles pour des applications nomades qui représentent des débouchés à fort potentiel ;

– la biomasse via le développement de technologie de gazéification à haute température (bois et paille) pour la production de biocarburants dit de 2e génération. Le CEA conduit une activité de recherche sur l'amélioration des procédés de gazéification et apporte des innovations en vue d'améliorer les rendements énergétiques dans ce domaine.

– les nanomatériaux : activité de recherche à caractère horizontal sur l'utilisation de nouveaux matériaux et le développement d'une plateforme nanosécurité, dédiée à la sécurité des nanopoudres, avec la mise en place de compétences nouvelles et de moyens techniques dédiés.

IFP Énergies nouvelles : AE = CP : 93,0 M€

Concernant les nouvelles technologies de l'énergie, les travaux d'IFP Énergies nouvelles s'articulent autour de trois priorités de son contrat d'objectifs et de performance 2011-2015. L'établissement s'attache particulièrement à mettre en œuvre des pilotes industriels, étape indispensable à la validation des hypothèses de laboratoires et à la mise en place de nouvelles filières industrielles. Les travaux d'IFPEN sont menés en partenariats étroits avec les milieux industriels et académiques nationaux, européens et internationaux.

Les crédits prévus pour 2013 serviront à financer les actions visant à :

– Limiter la dépendance du secteur des transports au pétrole et lutter contre l'effet de serre (priorité stratégique "Énergies renouvelables")

IFP Énergies nouvelles développe des technologies de conversion de la biomasse en carburants et intermédiaires chimiques pour répondre aux objectifs 2020 d'incorporation de renouvelables. Les activités de recherche sont orientées vers la mise en place des filières industrielles de production de carburants biomasse de 2^{e} génération, notamment au travers des projets BioTFuel et FUTUROL menés en partenariat avec des acteurs industriels et académiques. IFPEN conduit également des travaux dans le domaine des éoliennes *offshore* et porte une attention particulière aux problématiques du stockage des énergies intermittentes.

– Réduire l'impact sur l'environnement de la production d'énergie (priorité stratégique "Production éco-responsable")

Les travaux portent sur le développement de technologies de captage, transport et stockage du CO_2, ainsi que sur sa valorisation. IFPEN développe des procédés de captage du CO_2 en postcombustion et en oxycombustion qui sont validés sur pilote et en milieu industriel, ainsi que des méthodes, produits et logiciels permettant le stockage géologique du CO_2 et le suivi des sites. IFPEN développe également des méthodes, procédés et logiciels permettant l'optimisation de l'utilisation des eaux de production pétrolière.

– Développer des transports économes et à faible impact environnemental (priorité stratégique "Transports innovants")

IFPEN contribue au développement des technologies de motorisations électriques des véhicules et évalue le potentiel des carburants alternatifs à basse teneur en carbone. Les travaux visent à réduire la consommation des véhicules à motorisation thermique et limiter leur impact sur l'environnement (émissions de CO_2, polluants locaux). Les axes de recherche portent plus particulièrement sur l'architecture des groupes motopropulseurs hybrides et leur intégration au sein du véhicule, sur la simulation numérique des systèmes, sur le contrôle électronique de ces derniers et sur la supervision de l'énergie à bord. Les recherches s'étendent au transport aérien pour lequel IFPEN évalue le potentiel de motorisation et d'utilisation de carburants innovants.

4) COMMISSION NATIONALE D'EVALUATION

BRGM : AE=CP : 1 M€

Les crédits sont destinés à financer le fonctionnement de la Commission nationale d'évaluation (CNE), chargée d'évaluer annuellement l'état d'avancement des recherches et études relatives à la gestion des matières et déchets radioactifs par rapport aux orientations fixées par le Plan national de gestion des matières et des déchets radioactifs (PNGMDR). Cette commission, créée par la loi du 30 décembre 1991 relative aux recherches sur la gestion des déchets radioactifs, a vu son champ de compétences étendu par la loi du 28 juin 2006 relative à la gestion durable des matières et des déchets radioactifs.

La CNE n'ayant pas la personnalité morale, c'est le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) qui assure l'appui matériel et administratif nécessaire à son fonctionnement, selon des modalités définies par une convention entre cet établissement public et l'État signée le 16 juillet 2007. Les principaux frais couverts sont les frais de personnel (rémunération du secrétariat scientifique et du secrétariat administratif), les frais afférents aux auditions des organismes de recherche, au déplacement des membres de la Commission, à l'assistance technique (tels que les frais d'expertise), à l'impression des rapports et avis de la Commission, à la location des bureaux, ainsi que les frais de gestion versés au BRGM pour l'exécution de la convention.

L'activité de la CNE se situera à un niveau élevé en 2013. La préparation du débat public de 2013 prévu par la loi devrait se traduire par une intensification de ses travaux et la conduire notamment à organiser un nombre accru d'auditions.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	500 000	500 000

Reprise des sources radioactives usagées : AE = CP : 0,5 M€

L'État a souhaité mettre en place un dispositif visant à assurer la reprise, le traitement et le conditionnement de sources radioactives scellées usagées de haute activité (notamment le césium 137 et le cobalt 60) tant pour des raisons de protection de l'environnement que de sécurité. D'un point de vue opérationnel, ce dispositif repose sur le groupement d'intérêt public « SOURCES HA », créé en 2009 entre le CEA et la société CIS bio international. Il est prévu 500 000 € en 2013 comme en LFI 2012. Ce montant est conforme à l'engagement pris par l'État de consacrer 500 000 € par an sur 10 ans (la première année étant 2009) à la reprise des sources radioactives usagées. L'accompagnement de l'État dans ce domaine se justifie pour des raisons d'intérêt général, en particulier, environnementales et de santé publique.

ACTION n° 11 — 15,1 %
Recherche dans le domaine des risques



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		214 588 070	**214 588 070**	
Crédits de paiement		214 588 070	**214 588 070**	

Cette action a pour but de développer la connaissance des risques industriels tels que le rayonnement ionisant ou les substances toxiques, par les travaux de recherche l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) et l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS). Les résultats obtenus permettent d'optimiser les systèmes de prévention des risques, et de renforcer la qualité des activités d'expertise de ces deux organismes, en appui aux pouvoirs publics.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	214 588 070	214 588 070

Deux établissements publics sont bénéficiaires des subventions versées au titre de l'action 11 : l'INERIS et l'IRSN.

INERIS : AE = CP : 8,3 M€

La subvention pour charges de service public de l'INERIS prévue en 2013 est stable par rapport à la LFI 2012. Elle finance les activités de recherche de l'établissement dans le domaine des risques, dont les principales orientations sont décrites au contrat d'objectifs 2011-2015 de l'INERIS.

L'INERIS accompagne le développement des filières de la croissance verte visant à utiliser moins ou mieux la ressource énergétique et les matières premières non renouvelables. L'Institut est déjà impliqué dans l'accompagnement des nouvelles filières : stockage de l'énergie, véhicules décarbonés, énergie de la biomasse, captage et stockage du CO_2, filière hydrogène, chimie verte.

Dans le domaine des risques liés aux nanoparticules, l'INERIS caractérise les dangers et évalue les risques liés à l'utilisation de nanoparticules en se positionnant autours de trois axes : la métrologie des nanoparticules, l'évaluation des risques pour l'homme et l'environnement, et la sécurisation des procédés industriels. L'INERIS se concentrera sur l'évaluation des dangers physicochimiques, la détermination des effets sanitaires et environnementaux, en validant ou développant des outils de mesures et de caractérisation.

Au titre du volet « recherche » du Grenelle de l'environnement, l'INERIS coordonne le Pôle national applicatif en toxicologie et écotoxicologie, qui a vocation à devenir la référence nationale des méthodes alternatives en expérimentation animale, et permettra leur reconnaissance par les instances internationales. L'établissement évalue, ou à défaut développe, des outils et méthodes pour mieux comprendre, mesurer et caractériser les substances chimiques et agents physiques, ainsi que leurs effets sur l'homme et l'environnement (toxicité et dangerosité physique), en application de la réglementation et en réponse aux attentes sociétales.

Enfin, par la compréhension et la maîtrise des risques, l'INERIS améliore la prévention et la prise en compte du risque industriel, sanitaire et naturel. Ceci implique une bonne compréhension des différentes échelles spatiales du risque (du site très localisé jusqu'à l'aménagement du territoire), de sa caractérisation, sa probabilité, son intensité, des facteurs humains et organisationnels associés et des interactions avec les populations concernées.

IRSN : AE = CP : 206,3 M€

La dotation de l'IRSN pour 2013 s'élève à 206,3 M€. Elle intègre un transfert de crédits de 111 930 € vers le programme 181 au titre du transfert de 2 ETP vers l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN).

Quatre domaines d'activités de l'IRSN sont ainsi financés :

- Recherche et missions de service public (138,1 M€)

Les programmes de recherche mis en œuvre par l'IRSN visent principalement la réduction de la sensibilité des installations aux différents risques pouvant les affecter, la compréhension des phénomènes qui peuvent être à l'origine d'accidents majeurs, l'amélioration de l'efficacité des parades envisageables, le développement des connaissances qui sous-tendent le cadre des actions de protection, et la mise au point des techniques et outils opérationnels dont l'Institut a besoin pour remplir ses missions (métrologie des rayonnements ionisants, bases de données, outils de calcul et de modélisation,…).

Centrées autour de sujets phares tels que les effets des expositions chroniques aux faibles doses de rayonnement sur l'homme et les écosystèmes, le vieillissement des installations nucléaires, le comportement de structures et composants en situations accidentelles, les dispositifs de stockage de déchets nucléaires, les activités de recherche répondent à des enjeux opérationnels forts tels que définis dans le contrat d'objectifs 2010-2013 de l'Institut et revus à la lumière de l'accident de Fukushima.

Ainsi, en matière de sûreté nucléaire, il convient de noter les priorités suivantes :

- les études des phénomènes pouvant conduire à un accident majeur dans un réacteur nucléaire, et au relâchement de matières radioactives dans l'environnement : dynamique de la dégradation et de la fusion du cœur et modélisation du « terme source » (matières radioactives pouvant atteindre l'environnement, par voie atmosphérique ou aquatique); incendie ; risques liés à l'hydrogène, phénomènes accidentels de criticité ; performance des moyens de confinement des matières radioactives. ;
- les études des conséquences de la défaillance de matériels, notamment par suite de leur vieillissement, et compréhension de ces processus de vieillissement ; ces études portent notamment sur le combustible nucléaire, dont la gaine constitue la première des trois « barrières de protection » des réacteurs contribuant à la sûreté des réacteurs ;

- les études de l'influence des facteurs humains et organisationnels sur l'état de la sûreté nucléaire ;
- les études des aléas naturels pouvant agresser les installations : l'IRSN concentre son effort sur le risque de séisme pour lequel les besoins de connaissances sont encore considérables.

S'agissant de la radioprotection et des géosciences, les principaux thèmes de recherche sont les suivants :
- les études de l'effet des faibles doses de rayonnements ionisants sur l'homme et les écosystèmes ;
- le développement des moyens et méthodes en matière de surveillance radiologique de l'environnement et de l'exposition des personnes aux rayonnements ionisants. Cette thématique s'étend aussi au développement des capacités de diagnostic et d'intervention de l'IRSN à la suite d'un accident débouchant sur une contamination environnementale ;
- le développement des moyens de diagnostic puis de prise en charge thérapeutique des personnes victimes d'accidents graves d'irradiation.

Par ailleurs, dans le cadre de sa mission de service public, l'IRSN poursuivra le renouvellement de son réseau de surveillance de l'état radiologique de l'environnement et le développement des outils de diffusion des résultats.

- Appui aux pouvoirs publics (4,6 M€)

L'appui aux pouvoirs publics couvre un champ large d'activités, dans le domaine de l'environnement, de la gestion des situations d'urgence et de la protection des travailleurs. L'ensemble des travaux menés fait l'objet de programmes de travail définis entre l'Institut et les directions ministérielles en charge de ces sujets.

Pour 2013, les objectifs prioritaires pluriannuels seront maintenus, en particulier le suivi dosimétrique de l'exposition des travailleurs, les actions de soutien aux mesures nationales dans le domaine de la radiothérapie, la gestion de l'inventaire des anciens sites miniers d'uranium et la surveillance des denrées alimentaires sur le territoire.

En outre d'importants travaux, auxquels l'IRSN est associé, ont été lancés pour ce qui concerne les dispositions retenues en matière de protection des personnes et de l'environnement ainsi que les modalités techniques et organisationnelles relatives à la gestion d'une crise nucléaire ou radiologique dans sa phase d'urgence et dans sa phase post-accidentelle. L'IRSN continuera en 2013 à apporter sa contribution à ces travaux tant du point de vue de la révision des éléments de doctrine que de leur déclinaison du point de vue opérationnel.

- Appui à l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) (45,15 M€)

Le contexte actuel de la sûreté nucléaire et de la radioprotection conduira, en 2013 et au cours des années suivantes, à une augmentation des besoins d'expertise en appui à l'ASN en raison des travaux à mener sur les conséquences de l'accident de Fukushima et leurs répercussions sur les installations françaises. De plus, le domaine nucléaire est marqué par la place croissante observée depuis plusieurs années, tant par des sujets émergents à forts enjeux telles que la radioprotection des travailleurs ou la gestion des sites et sols pollués, que par des échéances fixées pour la mise en service de projets industriels majeurs (Réacteur Jules Horowitz, EPR de Flamanville et ITER).

Les objectifs prioritaires concernant les installations en fonctionnement ou en cours de construction seront maintenus ainsi que ceux liés au respect des exigences portées par la loi relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire (TSN), notamment les réexamens de sûreté décennaux des installations nucléaires de base (INB). Dans le domaine du nucléaire de proximité, actuellement en développement du fait du recours croissant à l'utilisation de sources radioactives dans les domaines industriel, médical ou de la recherche, l'IRSN s'attachera à mettre en œuvre les capacités d'expertise en adéquation avec les priorités édictées par les enjeux de sûreté associés.

L'accident de Fukushima a conduit au lancement d'un travail important d'audit des installations nucléaires de base en France mené à la demande du Premier ministre. Une première étape a été marquée par la réalisation en 2011 et 2012 d'évaluations complémentaires de sûreté (ECS) sur l'ensemble des installations nucléaires de base (INB). Ces ECS ont permis de faire ressortir les renforcements et évolutions nécessaires[15] à apporter aux installations au regard des évènements survenus lors de l'accident de Fukushima. Dans ce cadre, les principaux éléments participant à la robustesse des installations ont été identifiés et des priorités en termes de modifications ou d'approfondissements nécessaires conditionnant la poursuite de leur exploitation ont été définies.

[15] Renforcements des dispositifs d'appoint en eau et en électricité des installations, renforcement de la prise en compte du dimensionnement des principaux équipements aux séismes, aux inondations et aux agressions liées ou induites.

Un travail d'instruction technique de grande ampleur va démarrer sur la base des demandes faites aux exploitants et notifiées dans les décisions de l'ASN. Les enjeux en sont accrus par le caractère de jurisprudence technique que revêtent ces décisions.

Il s'agit dans un premier temps d'un travail qui conduira à définir le nouveau référentiel de sûreté des réacteurs de puissances et des principales INB. Il est en ce sens au moins comparable à des travaux menés dans le cadre des instructions des « réexamens de sûreté » couvrant non seulement pour chaque type d'installation des exigences à caractère générique mais aussi local.

Dans un deuxième temps, la mise en place concrète de ces évolutions va conduire à un ensemble d'instructions techniques liées à la mise en œuvre d'importantes modifications sur les installations (modifications sur les matériels et/ou sur la documentation technique associée : Règles Générales d'Exploitation,…).

- Sûreté nucléaire et radioprotection des activités de défense, contrôle des matières nucléaires, protection contre la malveillance (18,45 M€)

L'IRSN fournit un appui technique au délégué à la sûreté nucléaire et à la radioprotection pour les activités et installations intéressant la défense (DSND), au haut fonctionnaire de défense et de sécurité du ministère chargé de l'environnement, au haut fonctionnaire de défense et de sécurité du ministère chargé de l'industrie ainsi qu'au Comité technique Euratom.

S'agissant de l'appui technique au DSND, outre les activités récurrentes d'expertise des systèmes nucléaires militaires et des Installations nucléaires de base secrètes (INBS), l'IRSN sera fortement mobilisé par l'instruction technique du programme INES-PN (Implémentation de Nouvelles Exigences de Sûreté pour la Propulsion Nucléaire) lequel nécessitera de la part de l'Institut une contribution technique importante.

En matière de sécurité, l'IRSN exerce des missions de concours et d'appui technique relatives à la protection et au contrôle des matières nucléaires. Ces missions concernent notamment le contrôle technique dans les installations et les transports, la gestion de comptabilité nationale centralisée des matières nucléaires (hors dissuasion) et les analyses des dossiers de sécurité présentés par les opérateurs.

A cet égard, l'extension du champ réglementaire à la prévention des actes de sabotage ainsi que le renforcement des exigences conduisent à une démarche de mise en conformité, sous délai de cinq ans, de la protection des installations françaises. Cette démarche va mobiliser tant les opérateurs qui doivent réviser leur référentiel d'autorisation et notamment établir de nouvelles études de sécurité, que l'IRSN qui devra les analyser à la demande de l'autorité compétente. Ces travaux constitueront une priorité forte pour l'Institut à partir de 2013.

Enfin, en 2013, l'IRSN poursuivra ses missions de concours et d'appui technique pour l'application, en France, des traités internationaux de lutte contre la prolifération des armes de destruction massive.

ACTION n° 12 — Recherche dans le domaine des transports, de la construction et de l'aménagement — 7,9 %



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		112 400 000	**112 400 000**	
Crédits de paiement		112 400 000	**112 400 000**	

Cette action correspond au soutien financier de l'État aux activités de recherche appliquée de deux organismes de recherche :

- l'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR), né de la fusion en 2011 du Laboratoire central des ponts et chaussées (LCPC) et de l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS),
- le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB).

Dans leurs champs de compétences couvrant les domaines des transports, de la construction et de l'aménagement, les programmes de recherche des deux établissements mettent l'accent sur la prévention du changement climatique et l'adaptation à ses effets ainsi que sur la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement et de la transition écologique.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	89 500 000	89 500 000

IFSTTAR : AE = CP : 89,5 M€

La subvention de l'IFSTTAR prévue pour 2013 s'élève à 89,5 M€, quasi stable par rapport à la LFI 2012 (+0,1 M€).

Tout en conservant ses capacités de recherche, l'IFSTTAR s'engage, comme tous les opérateurs de l'État, dans l'objectif général d'amélioration de sa performance. L'atteinte de cet objectif passe par la poursuite de l'amélioration de la productivité de l'institut (amélioration du ratio des activités des unités de recherche rapportées aux dépenses totales de l'institut) et par une redéfinition des dépenses de fonctionnement dans un double souci d'économie et d'éco-responsabilité. Ainsi, dès la première année de la fusion du LCPC et de l'INRETS, les services supports ont été réorganisés pour unifier la gestion de l'organisme. L'année 2012 aura permis de finaliser la stratégie scientifique de l'établissement, avec un lancement du projet dès la fusion, et de préparer la réorganisation des unités de recherche qui seront regroupées par thématiques de recherche en cinq départements.

Cette nouvelle organisation, effective au 1er janvier 2013, permettra à l'IFSTTAR de conforter ses activités sur les thématiques relatives aux études sur les matériaux et leurs structures, la géotechnique et les risques naturels, les transports, la santé et la sécurité, et enfin l'aménagement, les mobilités et l'environnement ; ainsi que la mise en œuvre des politiques définies dans le nouveau contrat d'objectifs et de performance (COP) en cours d'élaboration pour la période 2013-2016. La définition de la programmation scientifique à 10 ans suivie de la préparation du nouveau COP permettront de dessiner les futurs axes de recherche qui seront poursuivis par l'Institut.

Les activités de recherche d'expertise et d'enseignement se déclineront dans ledit COP en plusieurs axes auxquels seront associés des objectifs. Ces axes reprendront les activités de l'IFSTTAR qui sont en premier lieu fondées sur les priorités exprimées lors du Grenelle de l'environnement, en second lieu sur la recherche de nouveaux progrès en matière de sécurité routière et dans la prévention ou la protection contre les risques naturels.

La signature du contrat d'objectifs et de performance prévue en fin d'année 2012 et la préparation du budget 2013 permettront de définir les ressources allouées aux différents axes de recherche. La subvention pour charges de service public se répartira alors entre, d'une part, les dépenses de l'établissement correspondantes aux agrégats « actions communes » et « fonctions support » et d'autre part, les activités liées aux axes de recherche de l'agrégat « activités conduites par les unités de recherche ».

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux autres collectivités	22 900 000	22 900 000

Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) : AE=CP : 22,9 M€

Le Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB) est un établissement public industriel et commercial placé sous l'autorité du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie. Il est prévu pour 2013 une subvention de 22,9 M€, stable par rapport à 2012.

Mobilisé sur l'efficacité énergétique des bâtiments, le CSTB est un des acteurs permettant de relever les défis identifiés par le Grenelle de l'environnement, tant sur les bâtiments existants que sur les bâtiments neufs, notamment dans le cadre d'une atteinte plus rapide des objectifs de réduction des émissions de gaz à effet de serre. Il est notamment chargé d'intervenir sur l'intégration en sous-ensembles fonctionnels des briques technologiques pour le bâtiment, et sur la validation des innovations devant permettre la généralisation des bâtiments à énergie positive.

Le CSTB est labellisé Carnot, il répond également aux appels d'offre notamment de l'ANR, de l'ADEME, du FUI (pôles de compétitivité) avec des entreprises et des laboratoires publics. Il est enfin impliqué au plan européen dans le 7ème PCRD.
Pour la période 2011-2013, la recherche du CSTB s'articule autour de six objectifs déclinés en six programmes de recherche. Ces objectifs synthétisent les priorités définies dans le cadre du Grenelle de l'Environnement, notamment : « lutter contre le changement climatique » et « préserver santé et environnement tout en stimulant l'économie ».

Les programmes de recherche sont les suivants :

– « Du quartier à la ville durable » qui vise à apporter aux collectivités locales et aux opérateurs urbains des méthodes et outils pour un développement urbain durable ;
– « Bâtiments durables » dont l'objectif est de savoir construire, gérer et réhabiliter des bâtiments durables tout au long de leur cycle de vie ;
– « Usages - Santé - Confort » qui a pour ambition de réduire les impacts de l'environnement urbain et du bâtiment sur la santé et améliorer le confort face à des exigences environnementales et des usages en mutation ;
– « Maîtrise des risques » qui vise à réduire les vulnérabilités du bâtiment pour garantir la sécurité des usagers et de l'ouvrage face aux différents risques, notamment du fait des innovations liées aux écomatériaux ;
– « Mutation de la filière construction » qui a pour objectif d'analyser les modes de fonctionnement et de proposer des processus innovants indispensables à la transition écologique nécessaire dans ce secteur d'activité ;
– « Simulation et outils numériques » qui a pour objectif de développer et adapter les outils numériques au service de la construction durable tant à l'échelle des équipements, du bâtiment que de l'urbain.

Les programmes de recherche du CSTB ambitionnent d'apporter une contribution majeure aux réponses attendues pour le secteur de la construction, aux échéances Grenelle 2020 et 2050, tant à l'échelle du bâtiment qu'à celle de son environnement urbain, dans une vision résolument systémique du développement durable. Les résultats des recherches du CSTB sont valorisés notamment dans l'appui aux politiques publiques relatives à l'énergie et à l'environnement, la sécurité, la santé, l'économie et le social.

ACTION n° 13 — 2,8 %
Recherche partenariale dans le développement et l'aménagement durable

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		39 400 000	**39 400 000**	
Crédits de paiement		42 700 000	**42 700 000**	

Cette action a pour but de favoriser la recherche dans le développement et l'aménagement durables par le biais des programmes incitatifs de recherche menés par le MEDDE et des agences de financement subventionnées par ce ministère. Ses objectifs généraux sont d'éclairer les pouvoirs publics sur des sujets émergents pour lesquels les communautés de recherche sont à créer et d'accompagner le développement de ces dernières.

L'intervention du MEDDE consiste notamment en l'animation et le soutien financier à des programmes interministériels de recherche. Les crédits incitatifs permettent à la direction de la recherche et de l'innovation d'exercer ses missions, notamment la définition et l'animation de programmes de recherche qui viennent en appui à l'élaboration, la mise en œuvre et l'évaluation des politiques publiques portées par le ministère chargé du développement durable et par d'autres ministères dans leur mise en œuvre de la stratégie nationale de développement durable.

Cette action finance également deux agences qui lancent des appels à projets auprès des différents laboratoires scientifiques : l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation de l'environnement et du travail (ANSéS) et l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME).

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	1 500 000	2 300 000
Subventions pour charges de service public	29 900 000	29 900 000
Total	**31 400 000**	**32 200 000**

Ansés : AE=CP : 1,6 M€

L'ANSéS a repris les missions, les moyens et le personnel de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) et de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (AFSSET).

La nouvelle agence déploie ses missions sur des thématiques telles que la qualité de l'eau, l'impact des pesticides sur la santé des agriculteurs, la qualité nutritionnelle des aliments, la caractérisation des perturbateurs endocriniens, l'évaluation sanitaire des nanomatériaux ou encore l'intégration des sciences humaines dans la conduite de l'expertise.

Le montant de la subvention pour charges de service public de l'ANSéS au titre du programme 190 est stable par rapport à la LFI 2012. La subvention versée à l'ANSéS au titre du programme 190 s'inscrit dans les engagements du gouvernement liés au plan national santé-environnement (PNSE). L'agence poursuivra ses actions incitatives de recherche au sein du programme « Environnement-Santé-Travail » (PREST).

Les principaux thèmes justifiant la mobilisation des ressources de l'agence sont les suivants :
- le développement de la pharmacovigilance dans le champ du médicament vétérinaire ;
- le déploiement de la plateforme de surveillance épidémiologique en santé animale ;
- la lutte contre la résistance aux antibiotiques ;
- l'évaluation de l'impact des produits phytosanitaires sur les travailleurs agricoles ;
- les travaux d'expertise sur les radiofréquences et les nanomatériaux ;
- la poursuite de l'important projet de surveillance des travailleurs dans le cadre du projet de collecte de données des consultations de pathologie professionnelle ;
- la montée en charge de la nutrivigilance, et la mise en place de l'observatoire de l'alimentation ;
- les conditions de substitution de substances chimiques et l'évaluation des risques des perturbateurs endocriniens ;
- l'évaluation des risques relatifs aux nanomatériaux, dans le cadre des dispositions de la loi Grenelle 2 ;
- l'exposition aux champs électromagnétiques.

L'ANSéS est un des acteurs majeurs des plans nationaux de prévention des risques comme le plan national nutrition santé (PNNS), le plan obésité, le plan national de l'alimentation (PNA), le plan national santé environnement (PNSE) ou encore le plan santé travail (PST). L'agence développe des actions du nouveau plan d'adaptation au réchauffement climatique. Les travaux de l'agence incluent l'évaluation des risques liés aux algues vertes, la lutte contre les intoxications alimentaires par la bactérie E.coli, le rapport sur les risques liés aux régimes amaigrissants ou encore les résultats de l'enquête sur les résidus chimiques dans l'alimentation. L'agence conduit des travaux méthodologiques sur la problématique des effets combinés des substances et/ou sources de danger. Elle procède également à l'évaluation du risque d'entrée sur le territoire des micro-organismes.

ADEME: AE = CP : 28,3 M€

La subvention pour charges de service public de l'ADEME au titre du programme 190 est prévue à 28,3 M€, soit une baisse de 2 M€ par rapport à la LFI 2012. Elle est destinée à financer les activités de recherche de l'agence, en complément des ressources extra-budgétaires (TGAP). Elle contribue au budget de fonctionnement (pour 54 % de la subvention) et au budget d'intervention (pour 46 %).

L'ADEME met en œuvre la politique de recherche en maîtrise de l'énergie issue du Grenelle. Elle est l'opérateur des investissements d'avenir pour les programmes portant sur l'énergie décarbonée, l'économie circulaire, les véhicules du futur et les réseaux intelligents. Ceci a permis de valoriser massivement les résultats des travaux de R&D de ces dernières années en préparant leur déploiement industriel. Il faut maintenant remobiliser les acteurs de la recherche à partir des premiers résultats des projets du Fonds Démonstrateur et sur de nouveaux concepts pour alimenter la dynamique créée par le Grenelle et les Investissements d'avenir.

Sont prévus en 2013 :

– des appels à projet de recherche complémentaires à l'Appel à projet Eco-industries (appel conjoint) DGCIS-ADEME-OSEO avec notamment un appel à projet dédié aux déchets du BTP ;
– en coordination avec l'ANSéS, un appel à projet à la connaissance des impacts de la gestion des déchets qui sera complémentaire à l'Appel Environnement Santé, car ce dernier ne permet pas de répondre à un certain nombre de questions de recherche spécifiques concernant des déchets ;
– la poursuite de l'effort de coordination portée par l'ADEME auprès des Ministères et de l'ANR concernant la participation française aux Eranet en 2013/2014 (WWN+, Solar Eranet, Eramin, Ocean Energy).

Par ailleurs, l'effort de recherche sera intensifié sur 5 thématiques majeures pour l'Agence :

– l'efficacité énergétique sera abordée au travers d'appel à projet sur les vecteurs et convertisseurs ;
– les énergies renouvelables feront l'objet d'un appel à projet intitulé « Vers un système énergétique renouvelable à l'horizon 2050 » ;
– la feuille de route « Développement durable de la ville » sera publiée fin 2012 et conduira en 2013 à poursuivre et élargir les actions coordonnées (PUCA, PREBAT, PREDIT) ;
– le soutien à l'économie circulaire se traduira par un appui aux éco-organismes qui ont une obligation réglementaire de réaliser des travaux de recherche et aux réseaux de recherche travaillant sur les méthodes d'évaluation environnementale et d'écoconception ;
– la faisabilité sociale des politiques de développement durable (ex : appel à projets « Déchets & Société »).

Programmes incitatifs de recherche : AE : 1,5 M€ et CP : 2,3 M€

Les dépenses de fonctionnement relatives aux programmes incitatifs de recherche sont pour la plupart de faible ampleur et concernent des aides pour des publications ou le soutien à des manifestations scientifiques. Les thématiques soutenues en 2013 sont détaillées dans le chapitre dépenses d'intervention.

S'agissant spécifiquement des crédits de fonctionnement, ils couvrent :

– des dépenses d'accompagnement des programmes ministériels de recherche ainsi que des programmes interministériels, notamment le PREDIT[16], le CORICAN[17], le PREBAT[18] et le PUCA[19]. Les actions d'accompagnement sont principalement des actions d'animation, des publications, des études et l'organisation de colloques scientifiques ;
– certains projets de recherche sous forme de marchés, en particulier pour le PUCA, le PREBAT et le PREDIT ;
– l'évaluation des programmes ministériels de recherche.

Sont également couvertes des actions de diffusion des résultats et de valorisation telles que le Carrefour final du PREDIT qui doit se tenir en octobre 2013 à Paris, et qui constitue un événement majeur de la vie du programme de recherche sur les transports (bilan et perspective).

[16] Programme de recherche et d'innovation dans les transports terrestres
[17] Conseil d'Orientation de la Recherche et de l'Innovation pour la Construction et les Activités Navales
[18] Plate-forme de recherche et d'expérimentation sur l'énergie dans le bâtiment
[19] Plan, Urbanisme, Construction et Architecture

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux entreprises	4 000 000	5 250 000
Transferts aux autres collectivités	4 000 000	5 250 000
Total	**8 000 000**	**10 500 000**

Programmes incitatifs de recherche : AE : 8,0 M€ et CP : 10,5 M€

L'essentiel des dépenses d'intervention correspond à des conventions pluriannuelles de subventions pour des projets de recherche sélectionnés en réponse à des appels à propositions de recherche lancés dans le cadre de programmes incitatifs pérennes pilotés par le ministère.

La description des programmes incitatifs de recherche est faite par thématique, incluant les dépenses de fonctionnement (1,5 M€ en AE et 2,3 M€ en CP) et d'intervention (8 M€ en AE et 10,5 M€ en CP), pour un total de 9,5 M€ en AE et 12,8 M€ en CP.

L'enveloppe 2013 cible les sujets pour lesquels l'action spécifique du MEDDE mobilise les acteurs de la recherche en amont de ses politiques publiques. Ces sujets éclairent dans leur ensemble trois problématiques plus transversales au MEDDE : l'adaptation au changement climatique dans tous ses aspects, la transition vers des modes de vie plus durables et la prise en compte de la dimension environnementale et sociale dans la décision publique.

Recherche sur les transports (2,3 M€ AE et 3,0 M€ CP)

Deux appels à propositions de recherche dans le cadre du Predit 4 ainsi que des actions de valorisation sont prévus en 2013 :

- le premier concernera le thème des impacts des technologies de l'information et de la communication, des nouvelles formes de mobilités et des modifications de l'espace public sur la qualité et la sécurité des transports ;
- le second portera sur les évolutions des modes de vie, des comportements et de la mobilité en temps de crise.

Recherche en matière de construction et de génie civil (1,1 M€ en AE et 1,3 M€ en CP)

Pour cette thématique, le soutien sera limité au dispositif des projets nationaux. Les projets déjà engagés concernant le recyclage complet des bétons, les énergies marines, côtières et portuaires ou la ville souterraine continueront d'être soutenus de même que de nouveaux projets portant sur la gestion durable des infrastructures ou encore l'analyse performantielle de la durabilité des ouvrages en béton.

En outre, une partie des crédits de recherche dans le domaine de la construction est destinée au PUCA, service interministériel rattaché à la DGALN. Agence nationale de la recherche et de l'expérimentation dans les domaines de l'urbanisme de l'architecture et de la construction, le PUCA accueille également le secrétariat permanent du PREBAT 2. Des recherches sur la socio-économie et les systèmes constructifs et de réhabilitation de bâtiments accompagneront les programmes d'expérimentation (bâtiment à énergie positive, amélioration énergétique des bâtiments, précarité énergétique) du PREBAT 2 (initiée par le Plan Climat 2004-2012). Le PREBAT 2 poursuivra en outre des objectifs ambitieux : développer des solutions spécifiques en faveur d'une modernisation durable des bâtiments existants, concevoir des méthodes, composants, matériaux et techniques pour la réalisation des bâtiments neufs de demain, dans l'optique de généraliser la réalisation de bâtiments à énergie positive.

Recherche sur le thème urbanisme et territoires (1,9 M€ en AE et 2,4 M€ en CP)

Deux sujets feront l'objet de financement en 2013 :

- la consommation et les modes de vie durables et les accompagnements institutionnels nécessaires : apports des travaux d'économie du bien-être sur l'évaluation de la durabilité des modes de vie, des liens entre consommation et identité et de l'efficacité des incitations comportementales ;
- les nouvelles formes de gouvernance dans le domaine de l'environnement dans le cadre d'une ouverture du programme Concertation – Décision – Environnement sur les dispositifs de la décision participative.

Le PUCA mettra en œuvre un programme d'actions pour 2013 défini autour de 2 grands axes : « Territoires durables » et « Habitat accessible à tous », traitant des villes et de leur gouvernance, des bâtiments et territoires durables, des services urbains, des enjeux climatiques et sociaux.

Recherche en matière de changement global, changement climatique et observation de la Terre (0,9 M€ en AE et 1,6 M€ en CP)

Trois activités contribueront en 2013 à la mise en œuvre du plan national d'adaptation au changement climatique :

- l'appel à projets initialement programmé en 2012 sur l'impact du changement climatique sur les estuaires dans le cadre de l'ERA-Net CIRCLE2 ;
- un projet intégré sur le sujet de la gestion et des impacts des événements météorologiques extrêmes ;
- en lien avec le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR), dans le cadre du GMES (global monitoring for environnement and security), programme européen de surveillance de la terre, poursuite de la thématique sur l'océanographie opérationnelle côtière.

Recherche sur les risques, l'environnement et la santé (1,8 M€ en AE et CP)

Deux actions sont programmées dans le domaine risques, environnement, santé :

- un nouvel appel sur les risques environnementaux et sanitaires liés à la dissémination d'OGM sera lancé sur des questionnements proches de ceux du premier appel en 2011 qui s'était révélé moins fructueux que prévu ;
- une nouvelle recherche sur les facteurs d'amélioration de la résilience des territoires face aux risques industriels ou naturels, en particulier vis-à-vis des interactions entre risques naturels et technologiques dans un contexte de changement climatique.

Recherche sur la biodiversité (0,9 M€ en AE et 1,8 M€ en CP)

Sur cette thématique, deux actions sont orientées en 2013 vers la gestion durable des milieux :

- une première action contribuera à l'appel lancé par le réseau européen de recherche SNOWMAN (gestion durable des sols) sur l'évaluation des différents services écosystémiques rendus par sols et sur l'évaluation environnementale de l'impact des changements d'utilisation des sols et son intégration dans les outils de prise de décisions ;
- dans le cadre d'une réflexion stratégique du CGDD sur ce sujet et suite à un colloque programmé pour décembre 2012, un appel à propositions de recherche sera lancé sur les innovations biomimétiques en liaison avec la gestion des ressources non renouvelables.

Innovation et prospective (0,6 M€ en AE et 0,9 M€ en CP)

Dans le cadre de la Stratégie nationale de développement durable (SNDD), des Grenelles de l'environnement et de la mer, des pôles de compétitivité du domaine des « écotechnologies », du développement des filières vertes, du plan d'applications satellitaires, le MEDDE s'attache à soutenir la montée en puissance de dynamiques relatives à la création de valeur par les entreprises à partir de préoccupations environnementales, dans une logique de croissance verte et de transition écologique. Sont prévues la mise en œuvre des actions décidées dans le cadre du Grenelle de la mer pour le « navire du futur » et la mise en œuvre du plan d'applications satellitaires adopté par le ministère fin 2011.

Un budget est identifié pour des actions d'animation et de soutien aux pôles de compétitivité des deux réseaux « écotechnologies » (regroupant désormais 14 pôles) et « bâtiment durable » (19 pôles) initiés et animés par la DRI.

De plus, la DRI développe une action d'évaluation des projets selon des critères de développement durable, avec l'objectif de voir croître le nombre de projets relatifs au développement durable dans les outils de financement, notamment en ce qui concerne les pôles, au titre du FUI (Fonds unique interministériel).

Enfin, la valorisation des programmes sur les "Villes post-carbone" et "Territoires durables 2030", initiés en 2009, et le déploiement de deux programmes sur les changements dans les modes de vie à horizon 2030 et les transitions vers une économie écologique sont les axes forts de recherche pour la Mission prospective de la Délégation au développement durable (DDD). Ils seront caractérisés par une imbrication forte entre prospective et stratégie des politiques publiques s'agissant des programmes finalisés et en cours, d'une part ; et par l'émergence de sujets prospectifs nouveaux comme la géopolitique des ressources (rareté et gouvernance), l'écologie métropolitaine (urbanisation et sobriété), les transitions sociales dues au changement climatique (lié au plan national d'adaptation au changement climatique), d'autre part.

ACTION n° 14 — 9,5 %
Recherche et développement dans le domaine de l'aéronautique civile



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		135 000 000	**135 000 000**	200 000 000
Crédits de paiement		93 700 000	**93 700 000**	200 000 000

L'activité du secteur de la construction aéronautique civile est caractérisée par une forte concurrence internationale, en particulier américaine, et la politique de soutien à la R&D pour cette industrie par les États est généralisée aussi bien aux États-Unis qu'en Europe.

La construction aéronautique est un secteur à hautes intensités technologique et capitalistique et à cycles longs, que ce soit pour la recherche technologique, le développement de produits ou encore la durée de vie des matériels en exploitation. Les effets de la politique de soutien à la recherche technologique aéronautique obéissent ainsi à des cycles économiques très particuliers : de 5 à 15 ans de recherche sont nécessaires avant d'en appliquer les résultats à un aéronef ou un équipement, qui sera ensuite produit puis commercialisé pendant deux, trois ou quatre décennies.

L'aéronautique civile offre de nombreux emplois directs et indirects hautement qualifiés qui permettent à la France de jouer son rôle dans les industries de haute technologie sur la scène mondiale. L'effort de recherche est l'un des plus importants de tous les secteurs industriels français et l'aéronautique occupe une place de premier plan dans les recettes de la balance commerciale.

Le niveau du transport aérien appelé par le développement de la mobilité et des échanges internationaux pose un défi à l'industrie aéronautique : réduire tout à la fois le bruit, les émissions de gaz carbonique, d'oxyde d'azote et de particules, auquel s'ajoutent les perspectives de raréfaction et de renchérissement du kérosène d'origine fossile et la nécessité d'envisager des futurs carburants aéronautiques présentant des bilans environnementaux satisfaisants sur l'ensemble du cycle de vie des nouvelles filières dont ils pourraient être issus.

Il s'agit de permettre l'excellence et la compétitivité de l'industrie aéronautique, en accélérant la maturation des technologies de rupture nécessaires au développement durable du transport aérien et d'une aviation « ultra verte » par :

1) Le soutien à la recherche technologique : le 28^{e} engagement du Grenelle de l'environnement, concernant le domaine de la recherche, met l'accent sur la nécessité de progresser vers les objectifs environnementaux quantifiés à l'horizon 2020 (par rapport à 2000) du conseil européen ACARE (Conseil consultatif pour la recherche aéronautique en Europe) en termes d'amélioration des performances environnementales et de réduction des consommations et des émissions unitaires des avions par l'introduction de nouveaux concepts et technologies de rupture. Dans le cadre de la convention d'engagements des acteurs du transport aérien signée en janvier 2008 suite au Grenelle de l'environnement, le Conseil stratégique pour la recherche aéronautique civile (CORAC) a été installé en juillet 2008 et compte l'ensemble des représentants de l'industrie aéronautique, des compagnies aériennes, des aéroports, des organismes de navigation aérienne et de recherche, ainsi que des différents ministères concernés. Ses missions consistent à dynamiser la recherche aéronautique française en établissant des objectifs assignés aux différents intervenants, avec une feuille de route pour les dix prochaines années et prendre les mesures nécessaires à sa mise en œuvre concertée.

2) Le soutien aux développements de programmes aéronautiques : financement des développements de nouveaux programmes d'avions de transport public, d'avions d'affaires, d'avions légers, d'hélicoptères, de moteurs, d'équipements structuraux ou de bord ; le dispositif d'aide utilisé est celui des avances récupérables.

Le secteur bénéficie en outre de l'intervention des investissements d'avenir et en particulier du programme « Recherche dans le domaine de l'aéronautique ».

Par ailleurs, des actions de coopération internationale favorisent la présence de l'aviation civile française sur les marchés internationaux et apportent des travaux français orientés vers la production de normes industrielles dans le secteur.

L'activité du secteur de l'aéronautique civile, caractérisée à partir d'indicateurs du Groupement des industries françaises aéronautiques (GIFAS, constructeurs), est l'une des plus dynamiques de l'industrie française, et l'une des tout premières contributrices aux exportations, représentant un écosystème national de 400.000 emplois dont 134.000 directement liés à la filière, et un solde annuel de création d'emplois positif, même en période de crise.

L'évolution des parts de marché d'Airbus sur le marché des avions de plus de 100 places est relativement stable au-dessus de 50 %, mais il convient de noter la percée de plusieurs autres constructeurs depuis 2003.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux entreprises	59 872 000	65 572 000
Transferts aux autres collectivités	128 000	128 000
Total	**60 000 000**	**65 700 000**

Le montant des crédits d'intervention en faveur de la recherche aéronautique civile s'élève à 60 M€ en AE et à 65,7 M€ en CP.

Ces crédits sont destinés à soutenir des projets de recherche industriels. Une cinquantaine de projets, le plus souvent collaboratifs, sont proposés annuellement par l'industrie à la direction générale de l'aviation civile (DGAC). En 2013, une vingtaine de projets industriels environ feront l'objet d'une décision de soutien. Elles bénéficieront à plus de vingt entreprises (grands groupes, équipementiers et PME), ainsi qu'à des organismes de recherche associés à ces projets. Le montant de l'engagement unitaire se situe dans une fourchette de 0,5 à 8 millions d'euros. La durée des engagements est variable, car elle se base sur une décomposition fonctionnelle des travaux. Les engagements couvrent, typiquement, des travaux dont le planning s'étend sur un à trois ans. Les CP inscrits servent à honorer des engagements des années antérieures : en effet, les contrats ne génèrent pas de paiement dans l'année de notification. Les CP de l'année 2013 serviront donc à honorer des engagements pris entre 2009 et 2012.

Comme suite au Grenelle de l'environnement, la convention d'engagements signée le 28 janvier 2008 entre le ministre chargé du développement durable et des transports et l'ensemble des acteurs français de l'aéronautique et du transport aérien prévoit notamment la mise en œuvre d'une stratégie ambitieuse de recherche visant à soutenir l'effort global du secteur aéronautique en faveur d'une réduction très significative de l'impact environnemental de l'aviation, ainsi que la mise en place d'un Conseil pour la recherche aéronautique civile française (CORAC).

Le programme de soutien à la recherche mis en œuvre par la DGAC, s'appuie sur les travaux menés par le CORAC qui recommandent de privilégier les quatre principaux domaines de recherche suivants :

- amélioration des performances, optimisation de l'aérodynamique, recherche d'architectures et de concepts innovants, des structures et des matériaux avancés :
  - réduction de la traînée grâce à l'amélioration de la conception aérodynamique ;
  - intégration de moteurs à faible consommation spécifique et haut taux de dilution ;
  - architectures et configurations innovantes et intégration motrice optimisée ;
  - réduction de masse, utilisation de matériaux composites et avancés ;
  - méthodes de conception et procédés de fabrication respectueux de l'environnement.

- optimisation de l'avionique, des systèmes et des équipements, et l'optimisation globale de la gestion énergétique à bord des aéronefs :
  - génération, distribution, utilisation de puissance (avion plus électrique) ;
  - réduction de la masse, notamment par l'étude de nouvelles architectures ;
  - gestion du vol, de la situation, de l'information (nouvelles générations de cockpit et de systèmes de management du trafic aérien).

- amélioration des performances environnementales des moteurs d'aviation, optimisation de l'intégration des ensembles propulsifs :
  - amélioration des rendements des turbomoteurs ;
  - augmentation des taux de dilution ;
  - aubes en matériaux composites ;
  - architecture plus électrique de l'ensemble propulsif ;
  - turbine basse-pression simplifiée à rendement augmenté ;
  - amélioration de la combustion.

- recherche sur les futurs carburants aéronautiques.

Les nouveaux développements technologiques soutenus contribueront de manière prépondérante à l'atteinte des objectifs fixés au transport aérien par le Grenelle de l'environnement. Les domaines techniques suivants, contribuant à l'atteinte de ces objectifs et non couverts par le programme d'investissement d'avenir, seront prioritaires pour un soutien au titre de l'intervention du présent programme en 2013 :
  - futurs cockpits et interface pilote-machine ;
  - compréhension des interactions aviation-atmosphère ;
  - trains d'atterrissage écologiques et à faible bruit ;
  - solutions de motorisation hybride ;
  - sûreté et sécurité des vols (protections contre les effets de la foudre et du givrage…) ;
  - outils de conception des futurs avions et moteurs ;
  - recherche sur les futurs carburants aéronautiques.

DÉPENSES D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Prêts et avances	75 000 000	28 000 000

Les dotations sous forme d'opérations financières sont destinées à financer, sous forme d'avances remboursables, les aides d'État aux développements d'avions, de moteurs, d'hélicoptères, d'équipements avioniques et de systèmes. Le remboursement de ces avances intervient au fur et à mesure de la vente des produits. Ce type d'aides, en plus d'offrir l'avantage d'un partage du risque technologique et commercial entre les industriels et l'État, permet également l'intéressement des pouvoirs publics au succès des programmes.

ÉQUIPEMENTS : 25 M€ AE ET 28 M€ CP

Pour le tissu équipementier aéronautique, une mutation économique est en cours sous la pression des maîtres d'œuvre. Ces industriels doivent évoluer d'un rôle de sous-traitant façonnier vers celui de partenaire à risque, fournisseur de solutions techniques matures ; cette montée dans la chaîne de valeur, à l'issue d'une crise financière qui a pesé lourdement sur les capacités d'investissement des industriels de la filière, nécessite un accompagnement adapté de l'État leur permettant de conforter les capacités autonomes de leurs bureaux d'étude, et d'être à même de rechercher un portefeuille de clients diversifié (au-delà des avionneurs nationaux) afin de répartir les risques spécifiques des programmes et de moins subir les effets de cycles.
Un soutien sera donc apporté aux activités de développement des équipements et aérostructures susceptibles d'être choisis sur de nouveaux programmes aéronautiques. Ceci concerne au premier chef les partenaires à risque d'Airbus, mais des soutiens pourront également être accordés à des équipementiers partenaires d'autres avionneurs mondiaux, afin d'accompagner la diversification des savoir-faire et des portefeuilles clients/produits de l'ensemble des industriels de la filière aéronautique. Ainsi, en 2013, en plus de quelques dossiers relatifs à des aéronefs étrangers, la demande est justifiée par l'existence de partenaires à risque français sur le programme A320neo d'Airbus.

La durée caractéristique des programmes de développement, et donc de l'échelonnement des paiements des avances remboursables, va jusqu'à 6 ans. Les CP de l'année 2013 serviront donc à honorer des engagements pris entre 2006 et 2012.

Par ailleurs, l'État s'est engagé en 2007 à soutenir la filière des PME sous-traitantes de l'industrie aéronautique via OSEO. Les engagements pris dans ce cadre s'élèvent à 68,9 M€ fin 2011. La part non couverte par des paiements à cette date devra faire l'objet de paiements ultérieurs, notamment en 2012, dans la mesure des appels de fonds qu'OSEO effectuera sur présentation de ses états de consommation.

AVIONS : 50 M€ AE

Les crédits issus de la loi de finances rectificative pour 2010 du 9 mars 2010 relative aux dépenses d'avenir financent le programme A350 à raison de 200 M€ en 2013, par voie de fonds de concours.

Une dotation complémentaire de 50 M€ d'AE est prévue en 2013 au programme 190 conformément au calendrier de financement par l'État du programme A350.

ACTION n° 15 — 17,6 %
Charges nucléaires de long terme des installations du CEA



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		249 000 000	**249 000 000**	
Crédits de paiement		249 000 000	**249 000 000**	

L'action 15 « Charges nucléaires de long terme des installations du CEA » est suivie par la direction générale de l'énergie et du climat (DGEC). Elle retrace les crédits du programme concourant à la couverture des charges nucléaires de long terme du CEA pour les installations en exploitation ou à l'arrêt au 31 décembre 2009 et au financement des opérations de démantèlement et assainissement en cours.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	249 000 000	249 000 000

Bénéficiaire CEA : AE = CP : 249 M€

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'article 20 de la loi n° 2006-739 du 28 juin 2006 de programme relative à la gestion durable des matières et déchets radioactifs, il existe une convention cadre entre l'État et le CEA, signée le 19 octobre 2010, permettant de couvrir les charges nucléaires de long terme du CEA pour les installations en exploitation ou à l'arrêt au 31 décembre 2009 et d'assurer le financement des opérations de démantèlement et assainissement en cours. Parmi les actifs qui entrent dans la composition du portefeuille d'actifs dédiés du CEA figure notamment une créance sur l'État.

Au titre de 2013, il est ainsi prévu 249 M€ pour le financement d'une partie des opérations de démantèlement et assainissement des installations nucléaires à l'arrêt.

OPÉRATEURS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DU PROGRAMME DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

	LFI 2012		PLF 2013	
Nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)	1 190 230 263	1 190 230 263	1 250 588 070	1 250 588 070
Dotations en fonds propres (titre 7-2)				
Transferts (titre 6)				
Total	**1 190 230 263**	**1 190 230 263**	**1 250 588 070**	**1 250 588 070**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

EMPLOIS DES OPÉRATEURS Y COMPRIS OPÉRATEURS MULTI-IMPUTÉS SI PROGRAMME CHEF DE FILE

	Réalisation 2011 (1)				LFI 2012				PLF 2013			
Intitulé de l'opérateur	ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs		
		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*
IFP Energies nouvelles		1 920	2	*2*		2 020	2	*2*		1 959	2	*2*
IFSTTAR - Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux		1 125	137	*0*		1 159	178	*0*		1 128	178	
IRSN - Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire		1 629	13			1 667	59			1 666	59	
Total		**4 674**	**152**	***2***		**4 846**	**239**	***2***		**4 753**	**239**	***2***

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.
(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

EMPLOIS DES OPÉRATEURS MULTI-IMPUTÉS (PROGRAMME NON CHEF DE FILE)

Intitulé de l'opérateur *programme chef de file*	**Réalisation 2011** (1)				**LFI 2012**				**PLF 2013**			
	ETPT rémunérés par ce programme (2)	*ETP rémunérés par les opérateurs (3)*			ETPT rémunérés par ce programme (2)	*ETP rémunérés par les opérateurs (3)*			ETPT rémunérés par ce programme (2)	*ETP rémunérés par les opérateurs (3)*		
		sous plafond	*hors plafond*	*dont contrats aidés*		*sous plafond*	*hors plafond*	*dont contrats aidés*		*sous plafond*	*hors plafond*	*dont contrats aidés*
ADEME - Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie												
181 Prévention des risques		*947*	*258*	*11*		*967*	*287*	*23*		*952*	*287*	*23*
ANSéS - Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail												
206 Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation		*1 276*	*67*			*1 280*	*43*	*0*		*1 262*	*70*	
CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives												
172 Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires		*11 611*	*1 663*			*11 632*	*1 706*			*11 631*	*1 706*	
INERIS - Institut national de l'environnement industriel et des risques												
181 Prévention des risques		*583*	*51*			*578*	*96*			*572*	*88*	
Total		***14 417***	***2 039***	***11***		***14 457***	***2 132***	***23***		***14 417***	***2 151***	***23***

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.
(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.
(3) Selon les informations fournies dans le PAP du programme chef de file.

PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME CHEF DE FILE

LFI 2012*						**PLF 2013**
Emplois sous plafond *en ETP*	Solde des transferts T2/T3	Solde des transferts internes	Solde des transferts externes	Corrections techniques	Solde net des créations ou suppressions d'emplois	Emplois sous plafond *en ETP*
4 846	-2		+38		-129	4 753

* Plafond voté en LFI 2012 ou le cas échéant en LFR

PRÉSENTATION DES OPÉRATEURS (OU CATÉGORIES D'OPÉRATEUR)

ADEME - AGENCE DE L'ENVIRONNEMENT ET DE LA MAÎTRISE DE L'ÉNERGIE

L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME) a été créée par la loi n° 90-1130 du 19 décembre 1990 sous forme d'établissement public à caractère industriel et commercial. Le secrétaire général du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE) est commissaire du Gouvernement de l'établissement. Le décret du 28 mai 2009 modifie les articles correspondants du code de l'environnement qui fixent les missions, l'organisation et le fonctionnement de l'agence, et confirme celle-ci comme opérateur clef de la mise en œuvre du Grenelle de l'environnement.

L'ADEME est placée sous la tutelle conjointe du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle participe à la mise en œuvre des politiques publiques dans les domaines de l'environnement, de l'énergie et du développement durable. Afin de leur permettre de progresser dans leur démarche environnementale, l'Agence met à disposition des entreprises, des pouvoirs publics et du grand public, ses capacités d'expertise et de conseil. Elle aide en outre au financement de projets de recherche, d'étude et d'investissements en matière de gestion des déchets, de préservation des sols, d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables, de qualité de l'air et de lutte contre le bruit.

Depuis 2008, l'ADEME reçoit une fraction du produit de la taxe générale sur les activités polluantes (TGAP). L'ADEME perçoit également des subventions pour charges de service public du programme 190 « Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables » et du programme 181 « Prévention des risques ».

Ses objectifs sont détaillés dans son contrat pluriannuel d'objectifs 2009-2012 signé avec l'État. L'action de l'ADEME est structurée autour de quatre activités déclinées dans son contrat d'objectifs : connaître, conseiller, aider à réaliser, convaincre et mobiliser.

Les activités de recherche technologiques qu'elle impulse dans chacun de ses domaines d'intervention relèvent du programme 190, ainsi que du fonds démonstrateurs de recherche pour les nouvelles technologies de l'énergie confié à l'Agence depuis 2008.

L'ADEME s'est vu attribuer par l'État la gestion des Investissements d'avenir relevant de ses champs de compétences, à savoir :

- « Véhicules du futur », destiné à promouvoir le développement de technologies et de solutions innovantes et durables en matière de déplacements terrestres et maritimes ;
- « Démonstrateurs et plateformes technologiques en énergies renouvelables et décarbonées et chimie verte », qui regroupe une action « Démonstrateurs énergies renouvelables et chimie verte » et une action « Tri et valorisation des déchets, dépollution, écoconception de produits » ;
- d'une partie du programme « Développement de l'économie numérique » pour le volet « réseaux électriques intelligents » de l'action « Soutien aux usages, services et contenus numériques innovants ».

La présentation complète de l'établissement est exposée dans le programme 181 « Prévention des risques » rattaché à la mission « Écologie, développement et aménagement durables ».

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 13 : Recherche partenariale dans le développement et l'aménagement durable	**32 056**	**32 056**	**30 300**	**30 300**	**28 300**	**28 300**
Subventions pour charges de service public	32 056	32 056	30 300	30 300	28 300	28 300
Total pour ce programme	**32 056**	**32 056**	**30 300**	**30 300**	**28 300**	**28 300**
Programme 181 : Prévention des risques	**60 686**	**60 686**	**38 300**	**38 300**	**29 300**	**29 300**
Subventions pour charges de service public	60 686	60 686	38 300	38 300	29 300	29 300
Total	**92 742**	**92 742**	**68 600**	**68 600**	**57 600**	**57 600**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur **	1 205	1 254	1 239
- sous plafond opérateurs	*947*	*967*	*952*
- hors plafond opérateurs	*258*	*287*	*287*
dont contrats aidés	*11*	*23*	*23*

(1) La réalisation N2 reprend la présentation du RAP N2.

** Selon les informations fournies dans le PAP ou le RAP du programme **chef de file** pour cet opérateur (181 Prévention des risques).

ANSÉS - AGENCE NATIONALE DE SÉCURITÉ SANITAIRE, DE L'ALIMENTATION, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU TRAVAIL

L'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation de l'environnement et du travail (ANSÉS), a été créée le 1er juillet 2010 par fusion de l'Agence française de sécurité sanitaire des aliments (AFSSA) et de l'Agence française de sécurité sanitaire de l'environnement et du travail (AFSSET).

L'ordonnance n° 2010-18 du 7 janvier et le décret n° 2010-719 du 28 juin 2010 relatifs à l'Agence nationale chargée de la sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, sont les textes fondateurs de l'ANSÉS. L'ANSÉS est placée sous la tutelle des ministres chargés de l'agriculture, de la consommation, de l'environnement, de la santé et du travail.

L'ANSÉS a repris les attributions et les moyens de chacune des deux agences. Elle a pour mission principale de réaliser et de fournir aux autorités compétentes l'expertise scientifique indépendante et pluridisciplinaire, ainsi que l'appui scientifique et technique nécessaires à l'élaboration des politiques de protection de la santé, liées à des expositions environnementales, professionnelles ou alimentaires, et à la mise en œuvre des mesures de gestion des risques dans ses domaines de compétence.

Le Gouvernement dispose ainsi d'une expertise globale des risques sanitaires, qu'ils soient liés aux milieux de vie et de travail, à des produits (qu'il s'agisse de pesticides ou de produits chimiques) ou à l'alimentation. La création de l'ANSÉS conjugue la garantie d'une expertise en santé publique indépendante et l'ouverture sur les préoccupations de la société civile face aux risques auxquels l'individu est exposé dans sa vie quotidienne.

L'Agence contribue également à la santé publique en assurant la protection des animaux (étude, prévention et traitement des maladies animales), la protection de la santé des végétaux (évaluation des produits de traitement des cultures) et l'évaluation des propriétés nutritionnelles et fonctionnelles des aliments. Elle autorise enfin la mise en marché des médicaments vétérinaires.

Pour mener à bien ses missions, l'ANSÉS s'appuie largement sur la communauté scientifique française et internationale, au moyen de partenariats et de convention de recherches avec les institutions scientifiques, d'appels à candidature et d'appels à projets de recherche.

Un contrat d'objectifs et de performance conclu avec l'État sera élaboré d'ici la fin de l'année en application de l'article R. 1313-14 du code de la santé publique.

La présentation complète de l'établissement est exposée dans le programme 206 de la mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales ».

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 13 : Recherche partenariale dans le développement et l'aménagement durable	**1 551**	**1 551**	**1 599**	**1 599**	**1 600**	**1 600**
Subventions pour charges de service public	1 551	1 551	1 599	1 599	1 600	1 600
Total pour ce programme	**1 551**	**1 551**	**1 599**	**1 599**	**1 600**	**1 600**
Programme 111 : Amélioration de la qualité de l'emploi et des relations du travail	**9 190**	**9 190**	**8 975**	**8 975**	**9 000**	**9 000**
Subventions pour charges de service public	9 190	9 190	8 975	8 975	9 000	9 000
Programme 181 : Prévention des risques	**7 065**	**7 165**	**7 000**	**7 000**	**7 000**	**7 000**
Subventions pour charges de service public	7 065	7 165	7 000	7 000	7 000	7 000
Programme 204 : Prévention, sécurité sanitaire et offre de soins	**14 681**	**14 681**	**13 700**	**13 700**	**13 700**	**13 700**
Subventions pour charges de service public	14 681	14 681	13 700	13 700	13 700	13 700
Transferts			0	0		
Programme 206 : Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	**67 541**	**66 202**	**66 015**	**66 382**	**63 395**	**63 395**
Subventions pour charges de service public	67 541	66 202	66 015	66 382	63 395	63 395
Total	**100 028**	**98 789**	**97 289**	**97 656**	**94 695**	**94 695**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur **	1 343	1 323	1 332
- sous plafond opérateurs	*1 276*	*1 280*	*1 262*
- hors plafond opérateurs	*67*	*43*	*70*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur		8	7
- rémunérés par d'autres collectivités ou organismes		*8*	*7*

(1) La réalisation N2 reprend la présentation du RAP N2.
** Selon les informations fournies dans le PAP ou le RAP du programme **chef de file** pour cet opérateur (206 Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation).

CEA - COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE ET AUX ÉNERGIES ALTERNATIVES

Le Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) est un établissement public à caractère scientifique, technique et industriel. Le fonctionnement de l'établissement et ses relations avec l'État sont définis, outre les dispositions du Code de la recherche (articles L.332-1 et suivants), par divers textes, en particulier le décret n°70-878 du 29 septembre 1970 modifié et son décret d'application n°72-1158 du 14 décembre 1972 modifié. Ces textes fixent les principes d'organisation et de fonctionnement du CEA.

Au sein du présent programme, le CEA assure la mise en œuvre de l'action 10 « Recherche dans le domaine de l'énergie » avec IFP Énergies nouvelles et celle de l'action 15 « Charges nucléaires de long terme des installations du CEA ».

Le CEA met directement en œuvre l'objectif 3 du présent programme, à savoir « Accroître, par la recherche, la compétitivité et la sécurité nucléaire sur l'ensemble du cycle », et participe à l'objectif 2 « Développer les recherches partenariales entre acteurs publics et entre acteurs publics et privés» et à l'objectif 4 « Soutenir, par la recherche, le développement des nouvelles technologies de l'énergie (NTE) et de l'efficacité énergétique ».

La présentation exhaustive du CEA est exposée dans son programme chef de file, le programme 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » de la mission « Recherche et enseignement supérieur ».

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 10 : Recherche dans le domaine de l'énergie	**497 299**	**497 299**	**513 160**	**513 160**	**520 000**	**520 000**
Subventions pour charges de service public	497 099	497 099	513 160	513 160	520 000	520 000
Transferts	200	200				
Action n° 15 : Charges nucléaires de long terme des installations du CEA	**169 000**	**169 000**	**189 000**	**189 000**	**249 000**	**249 000**
Subventions pour charges de service public	169 000	169 000	189 000	189 000	249 000	249 000
Total pour ce programme	**666 299**	**666 299**	**702 160**	**702 160**	**769 000**	**769 000**
Programme 172 : Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires	**569 988**	**569 988**	**588 732**	**588 732**	**618 000**	**618 000**
Subventions pour charges de service public	508 088	508 088	526 832	526 832	518 000	518 000
Transferts	61 900	61 900	61 900	61 900	100 000	100 000
Programme 191 : Recherche duale (civile et militaire)	**33 191**	**33 191**	**33 452**	**33 452**	**33 452**	**33 452**
Subventions pour charges de service public	33 191	33 191	33 452	33 452	33 452	33 452
Total	**1 269 478**	**1 269 478**	**1 324 344**	**1 324 344**	**1 420 452**	**1 420 452**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur **	13 274	13 338	13 337
- sous plafond opérateurs	*11 611*	*11 632*	*11 631*
- hors plafond opérateurs	*1 663*	*1 706*	*1 706*

(1) La réalisation N2 reprend la présentation du RAP N2.

** Selon les informations fournies dans le PAP ou le RAP du programme **chef de file** pour cet opérateur (172 Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires).

IFP ENERGIES NOUVELLES

IFP Énergies nouvelles (IFPEN) est un établissement public à caractère industriel et commercial dont les activités sont la recherche, l'innovation et la formation dans les domaines de l'énergie, du transport et de l'environnement.

IFPEN est lié à l'État par un contrat d'objectifs et de performance 2011-2015 qui décline les programmes de recherche et de développement en cinq axes stratégiques :

- Énergies renouvelables : procédés de transformation de la biomasse en biocarburants, intermédiaires chimiques et énergie ; technologies pour le développement des énergies marines ;
- Production éco-responsable : procédés de captage, stockage du CO_2, suivi des sites et valorisation du CO_2 ; optimisation de l'utilisation de l'eau par l'industrie ;
- Transports innovants : amélioration des motorisations thermiques, développement de l'hybridation et l'électrification ; motorisation à faible émissions de CO_2 pour le transport aérien ;
- Procédés éco-efficients : développement de produits et procédés éco-efficients permettant de transformer des ressources fossiles variées (pétroles technologiques, charbon, gaz) en carburants et intermédiaires chimiques ;
- Ressources durables : technologies innovantes d'exploration et de production des hydrocarbures.

Par ses travaux de recherche et les innovations qui en découlent, IFPEN favorise le développement économique des filières liées aux secteurs de l'énergie, du transport et des éco-industries. Sur des marchés émergents ou matures, IFPEN crée des sociétés ou prend des participations dans des entreprises innovatrices. L'établissement accompagne également le développement des PME-PMI dans le cadre d'accords de collaboration.

IFPEN dépose près de 200 nouveaux brevets chaque année. En 2011, 98 brevets portent sur les nouvelles technologies de l'énergie. IFPEN se place parmi les 10 premiers déposants au plan national et au premier rang des organismes de recherche publics rapporté à ses effectifs.

Une lettre de mission a été adressée au président d'IFP Énergies nouvelles, à l'issue de sa reconduction dans ses fonctions de président du conseil d'administration, en avril 2010.

Le schéma pluriannuel de stratégie immobilière d'IFP Énergies nouvelles 2011-2015 a été validé par le conseil d'administration de l'établissement en décembre 2010. Un point concernant le suivi de la mise en place du SPSI est effectué chaque année, lors de la tenue d'un des quatre conseils d'administration. Le dernier point sur le suivi du SPSI a eu lieu lors du conseil d'administration du 10 avril 2012.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 10 : Recherche dans le domaine de l'énergie	**149 174**	**149 174**	**146 641**	**146 641**	**146 600**	**146 600**
Subventions pour charges de service public	149 174	149 174	146 641	146 641	146 600	146 600
Total	**149 174**	**149 174**	**146 641**	**146 641**	**146 600**	**146 600**

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat (en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	145 456	148 500	Ressources de l'État	149 174	144 395
			- subventions de l'État	*149 174*	*144 395*
Fonctionnement	166 934	162 487	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	14 783	17 870
			Ressources propres et autres	146 474	141 830
Total des charges	**312 390**	**310 987**	**Total des produits**	**310 431**	**304 095**
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	1 959	6 892
Total : équilibre du CR	**312 390**	**310 987**	Total : équilibre du CR	**312 390**	**310 987**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	43 480	28 238
Investissements	43 478	44 238	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations	2 413	3 700
			Autres ressources	11 661	14 400
Total des emplois	**43 478**	**44 238**	**Total des ressources**	**57 554**	**46 338**
Apport au fonds de roulement	14 076	2 100	Prélèvement sur le fonds de roulement		

(1) voté

Les recettes issues des subventions en provenance du budget de l'État sont inscrites nettes de mise en réserve dans le budget prévisionnel 2012 de l'établissement.

Dans le compte de résultat :

- les dépenses de personnel correspondent à la masse salariale,
- les dépenses de fonctionnement correspondent principalement aux frais de fonctionnement directement imputés sur projets, aux frais de personnel détaché, de Plan Épargne Groupe, de taxe sur les salaires et de contribution économique territoriale, aux charges externes à immobiliser, aux dotations nettes et aux amortissements.

Le tableau ci-dessous présente l'ensemble des charges se rapportant au personnel :

Dépenses (milliers euros)	Exécution 2011	Budget prévisionnel 2012
Frais de personnel	145 456	148 500
Intéressement et PEG	3 587	4 352
Taxes sur salaires et autres taxes liées au personnel	15 844	15 598
TOTAL	**164 887**	**168 450**

Pour 2012, le budget d'IFP Énergies nouvelles est prévu à hauteur de 311,0 M€ dont 141,8 M€ de ressources propres et fait apparaître une perte prévisionnelle de 6,9 M€. La réalisation 2011 fait apparaître une perte de 2 M€. Toutefois, l'équilibre bilanciel d'IFPEN est atteint, comme le montre l'apport au fonds de roulement en 2012.

Précisions sur les recettes exécutées en 2011

Subventions de l'État : 149,2 M€, correspondant au montant inscrit en LFI 2011 diminué des annulations de crédits intervenues en gestion 2011 (lois de finances rectificative des 29 juillet et 19 septembre 2011, décret d'avance du 30 novembre 2011).

Autres subventions et dotations : 14,8 M€ = ANR (3,5 M€), Union Européenne (2,5 M€), ADEME (2,3 M€), OSEO (2,5 M€), divers Ministères (2,0 M€), et divers (2,0 M€).

Ressources propres et autres : 146,5 M€ = Prestations et recherches collaboratives (34,2 M€), redevances (59,1 M€), dividendes (29,2 M€), production immobilisée (12,8 M€), autres produits (0,3 M€), quote-part de subvention d'investissement (1 M€), produits financiers hors dividendes (0,9 M€), produits exceptionnels (4,5 M€) et plus-values nettes sur cessions d'actifs (4,5 M€).

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
1 - Recherche sur exploration, production, raffinage et pétrochimie	76 605	57 520			**134 125**
2 - Recherche sur moteurs et procédés de combustion	26 008	19 841			**45 849**
3 - Recherche Exploratoire, y compris Thèses et Post-Doctorats	22 187	14 343			**36 530**
4 - Formations (IFP School)	8 237	8 344			**16 581**
Autres dépenses	15 463	27 539		43 117	**86 119**
Total	**148 500**	**127 587**		**43 117**	**319 204**

Les dépenses de personnel correspondent à la masse salariale.

Les dépenses de fonctionnement correspondent principalement aux frais de fonctionnement directement imputés sur projets, aux frais de personnel détaché, de Plan Épargne Groupe, de taxe sur les salaires et de contribution économique territoriale et aux charges externes à immobiliser.

Le total général de dépenses est présenté avec les investissements et hors amortissements, provisions.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	1 922	2 022	1 961
- sous plafond	*1 920*	*2 020*	*1 959*
- hors plafond opérateurs	*2*	*2*	*2*
dont contrats aidés	*2*	*2*	*2*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	12	10	10
- rémunérés par d'autres collectivités ou organismes	*12*	*10*	*10*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

IFSTTAR - INSTITUT FRANÇAIS DES SCIENCES ET TECHNOLOGIES DES TRANSPORTS, DE L'AMÉNAGEMENT ET DES RÉSEAUX

L'Institut français des sciences et technologies des transports, de l'aménagement et des réseaux (IFSTTAR), créé par le décret n° 2010-1702 du 30 décembre 2010, est un établissement public à caractère scientifique et technologique né de la fusion du Laboratoire central des ponts et chaussées (LCPC) et de l'Institut national de recherche sur les transports et leur sécurité (INRETS). Il est placé sous la tutelle du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et du ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Il est rattaché à l'action n°12 du programme 190 « Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables » et contribue aux deux premiers objectifs présentés dans le volet performance du programme.

L'IFSTTAR a pour mission de réaliser des recherches et des expertises dans les domaines des infrastructures et de leur usage, de la géotechnique, des ouvrages d'art, du génie civil, du génie urbain et de leurs interactions avec l'environnement, l'amélioration des systèmes et moyens de transports et de circulation du point de vue technique, économique et social. Le nouveau contrat d'objectifs et de performance de l'IFSTTAR devrait être signé à la fin de l'année 2012 afin de couvrir la période 2013-2016.

Pour ce faire, l'établissement a notamment vocation à :

- conduire des recherches fondamentales et appliquées, des études méthodologiques et des développements d'essais, et prototypes ;
- mener des travaux d'expertise et de conseil ;
- mettre en œuvre une politique d'information scientifique et technique et assurer la diffusion des connaissances ;
- contribuer à la formation à la recherche et par la recherche ;
- contribuer au rayonnement international et à l'exportation de l'expertise et des techniques développées.

L'IFSTTAR développe également des recherches partenariales dans les domaines des transports, de la sécurité routière, du génie civil et de l'équipement au niveau européen et au niveau national en répondant aux appels d'offres de l'ANR et en participant aux pôles de compétitivité. Il intervient également pour favoriser le développement de technologies innovantes pour le transport ferroviaire et les systèmes de gestion du trafic. Par ailleurs, l'institut est impliqué dans le programme d'investissement d'avenir au travers de sa participation aux IEED[20] (France Énergies Marines, Géodénergies, VeDeCoM), à l'institut Efficacity, aux IRT[21] (Railenium et Jules Verne), aux LABEX[22] (Futurs urbains, CeLyA, OSUG@2020, MMCD, PRIMES), les EQUIPEX[23] (SenseCity, Resif-Core, IVTV, NanoimagesX)

Enfin, puisque le déménagement sur le site de Marne-la-Vallée aura lieu fin 2012, l'année 2013 sera consacrée à l'achèvement de l'installation des équipes concernées sur le nouveau site.

Le premier contrat d'objectif et de performance entre l'État, représenté par les tutelles, et l'IFSTTAR est en cours de finalisation. Celui-ci couvrira la période 2013-2016. Tant que celui-ci n'est pas conclu, l'établissement s'appuie sur les deux contrats d'objectifs 2010-2013, préexistants à la fusion de l'INRETS et du LCPC.

Par ailleurs, l'action de l'établissement est également déterminée par la lettre de mission 2011-2014 et les lettres d'objectifs annuelles adressées par les tutelles à la directrice générale.

[20] Instituts d'excellence en matière d'énergies décarbonées
[21] Instituts de recherche technologique
[22] Appels à projets Laboratoire d'Excellence
[23] Appels à projets Equipements d'Excellence

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 12 : Recherche dans le domaine des transports, de la construction et de l'aménagement	**88 920**	**88 920**	**89 404**	**89 404**	**89 500**	**89 500**
Subventions pour charges de service public	88 920	88 920	89 404	89 404	89 500	89 500
Total pour ce programme	**88 920**	**88 920**	**89 404**	**89 404**	**89 500**	**89 500**
Programme 181 : Prévention des risques					**500**	**500**
Transferts					500	500
Total	**88 920**	**88 920**	**89 404**	**89 404**	**90 000**	**90 000**

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'EPST

(en milliers d'euros)

Dépenses	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	81 357	84 680
- activités conduites par les unités de recherche	*60 991*	*62 469*
- actions communes	*4 936*	*5 129*
- fonctions support	*15 430*	*17 082*
Fonctionnement et investissement non programmé	26 830	32 027
- activités conduites par les unités de recherche	*15 254*	*14 002*
- actions communes	*2 382*	*2 565*
- fonctions support	*9 194*	*15 460*
Investissement programmé et autres opérations en capital	443	3 000
- actions communes	*252*	*2 300*
- fonctions support	*191*	*700*
Hors agrégats		0
Total des dépenses	**108 630**	**119 707**

(1) voté

(en milliers d'euros)

Recettes	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Subventions pour charges de service public des ministères de tutelles	88 920	87 753
Contrats et soutiens finalisés à l'activité de recherche	13 012	16 650
Produits valorisés de l'activité de recherche et prestations de services	4 323	4 870
Autres subventions et produits	1 298	1 350
Total des recettes	**107 553**	**110 623**

(1) voté

Charges calculées	9 311	0
Produits calculés	5 092	0
Réalisation de l'équilibre *(Augmentation / diminution du fonds de roulement)*	**-1 078**	**-9 084**

Le budget prévisionnel voté correspond à l'ensemble des dépenses relatives aux trois agrégats suivants :

- Agrégat 1 : activités conduites par les unités de recherche ;
- Agrégat 2 : actions communes ;
- Agrégat 3 : fonction support.

Les recettes issues des subventions en provenance du budget de l'État sont inscrites nettes de mise en réserve dans le budget prévisionnel 2012 de l'institut.

Les recettes de l'IFSTTAR proviennent à presque 80 % de la subvention pour charges de service public qui finance notamment les dépenses liées à l'activité de recherche.
L'augmentation des ressources propres est le résultat du cycle des appels d'offre des bailleurs institutionnels et du travail mené au sein de l'établissement pour répondre aux besoins des différents acteurs économiques du monde de l'industrie.
Les produits valorisés et prestations de service comprennent les redevances pour brevets et licences, expertises et analyses, droits d'encaissement liés aux colloques.
Les autres recettes concernent des subventions régionales permettant principalement de réaliser des investissements scientifiques en lien avec les contrats de recherche. Par ailleurs, le ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur apporte son soutien pour le financement de post-doctorants.

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
Durabilité des infrastructures, risques et nuisances	11 044	2 750		1 104	**14 898**
Economies de ressources naturelles	13 668	828		719	**15 215**
Mobilité, énergie, environnement	7 853	683		660	**9 196**
Qualité, sécurité et optimisation des systèmes de transport	11 655	1 339		1 455	**14 449**
Sécurité et efficacité des infrastructures	7 530	568		505	**8 603**
Transport et santé (accidentologie, biomécanique, santé)	6 176	1 308		385	**7 869**
Total	**57 926**	**7 476**		**4 828**	**70 230**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	1 262	1 337	1 306
- sous plafond	*1 125*	*1 159*	*1 128*
- hors plafond opérateurs	*137*	*178*	*178*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

L'IFSTTAR inscrit sa politique des ressources humaines dans l'objectif général de l'État de réductions modulées des dépenses publiques. Le plafond d'emplois de l'établissement, fixé à 1 159 ETP pour 2012, s'établit pour 2013 à 1 128 ETP, soit une baisse de 31 ETP (-2,7 %).

CONTRIBUTION À LA RÉALISATION DES DÉPENSES D'AVENIR

En tant que bénéficiaire final

(en milliers d'euros)

Montant cumulé de crédits reçus au 31/12/ 2011 (1)	Consommation réalisée cumulée au 31/12/ 2011
0	0

Prévision de crédits au titre de 2012 (2)	Prévision de consommation en 2012	Prévision de crédits au titre de 2013 (2)	Prévision de consommation en 2013
2 300	1 676	4 242	4 710

(1) Somme des crédits encaissés par l'opérateur en 2010 et 2011 au titre des différents projets auxquels il participe (qu'il en soit le coordinateur ou non).
(2) Prévision du montant des crédits encaissés par l'opérateur en 2012 et 2013.

En 2012, dans le cadre du programme d'investissement d'avenir, l'IFSTTAR a reçu en provenance de l'Agence nationale de la recherche (ANR) 2 300 k€ pour l'EQUIPEX Sense-city, projet qui consiste en une chaîne d'équipements de capteurs innovants (conception, prototypage, évaluation des performances et des risques), intégrant des nanotechnologies et permettant de collecter des informations.

INERIS - INSTITUT NATIONAL DE L'ENVIRONNEMENT INDUSTRIEL ET DES RISQUES

Créé par le décret n° 90-1089 du 7 décembre 1990, l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) est un établissement public à caractère industriel et commercial placé sous la tutelle du ministre chargé de l'environnement. Le directeur général de la prévention des risques (DGPR) au MEDDE exerce la fonction de Commissaire du Gouvernement auprès de l'institut.

Au titre du programme 190, l'INERIS contribue à l'action 11 « Recherche dans le domaine des risques » en réalisant des recherches sur l'évaluation et la prévention des risques technologiques et des pollutions dans les domaines suivants :

- substances et produits chimiques ;
- risques technologiques et pollutions ;
- risques liés à l'après-mine, aux stockages souterrains et aux risques naturels.

Au titre du programme 181 « Prévention des risques », l'INERIS mène des travaux de recherche sur la prévention des risques technologiques et des pollutions générées par les installations classées, la prévention des risques du sol et du sous-sol, la gestion des risques chroniques, l'évaluation des substances et produits chimiques et sur la surveillance de la qualité de l'air intérieur. L'INERIS mène également des recherches dans le domaine de la prévention des risques naturels et hydrauliques.

Au titre du programme 174 « Énergie et après-mines », l'INERIS coordonne et contribue aux travaux du Laboratoire central de surveillance de la qualité de l'air. Depuis l'été 2011, cette activité a été renforcée, avec la coordination technique de la surveillance, la gestion des données, l'évaluation de la qualité de l'air dans le cadre des besoins réglementaires, l'appui au rapportage à la Commission européenne, ainsi qu'à la coordination des aides à l'investissement des associations agréées pour la surveillance de la qualité de l'air (AASQA).

Le mode de gouvernance de l'INERIS favorise l'implication des parties prenantes et se fonde sur :

- un contrat d'objectifs pour la période 2011-2015 ; signé le 21 Juillet 2011 ;
- un protocole de gestion des ressources publiques ;
- des réunions de programmation, de suivi et d'évaluation des activités d'appui technique au sein de comités de pilotage et des activités de recherche au sein d'un comité de la recherche ;
- une évaluation de la stratégie scientifique, des programmes de recherche et des équipes par un conseil scientifique assisté de trois commissions scientifiques spécialisées par secteurs d'activité ;
- une charte de déontologie dont le respect est supervisé par un comité externe ;
- un système d'assurance qualité certifié ISO 9001 depuis 2000.

La présentation complète de l'établissement est exposée dans le programme 181 « Prévention des risques » rattaché à la mission « Écologie, développement et aménagement durables ».

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 11 : Recherche dans le domaine des risques	**8 033**	**8 033**	**8 293**	**8 293**	**8 300**	**8 300**
Subventions pour charges de service public	8 033	8 033	8 293	8 293	8 300	8 300
Total pour ce programme	**8 033**	**8 033**	**8 293**	**8 293**	**8 300**	**8 300**
Programme 113 : Paysages, eau et biodiversité			**400**	**400**		
Transferts			400	400		
Programme 174 : Énergie, climat et après-mines	**3 613**	**3 938**	**5 100**	**5 100**	**5 895**	**5 895**
Subventions pour charges de service public	3 613	3 938	5 100	5 100	5 895	5 895
Programme 181 : Prévention des risques	**22 965**	**28 824**	**30 400**	**30 400**	**29 300**	**29 300**
Subventions pour charges de service public	22 965	28 824	30 400	30 400	29 300	29 300
Total	**34 611**	**40 795**	**44 193**	**44 193**	**43 495**	**43 495**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur **	634	674	660
- sous plafond opérateurs	*583*	*578*	*572*
- hors plafond opérateurs	*51*	*96*	*88*

(1) La réalisation N2 reprend la présentation du RAP N2.

** Selon les informations fournies dans le PAP ou le RAP du programme **chef de file** pour cet opérateur (181 Prévention des risques).

IRSN - INSTITUT DE RADIOPROTECTION ET DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE

Créé par la loi 2001-398 du 9 mai 2001, l'IRSN contribue à la mise en œuvre des politiques publiques relatives à la sûreté et la sécurité nucléaires, la protection de l'homme et de l'environnement contre les effets des rayonnements ionisants. Organisme de recherche et d'évaluation, l'IRSN agit en concertation avec toutes les parties concernées par ces politiques. Établissement public à caractère industriel et commercial autonome dont le fonctionnement a été précisé par le décret n° 2002-254 du 22 février 2002 modifié le 7 avril 2007, il est placé sous la tutelle conjointe des ministres chargés respectivement de l'industrie, de la santé, de la défense, de l'écologie et de la recherche. Le directeur général de la prévention des risques (DGPR) au MEDDE exerce la fonction de commissaire du Gouvernement auprès de l'institut.

Expert public pour les risques nucléaires et radiologiques, l'Institut couvre l'ensemble des problématiques scientifiques et techniques associées à ces risques, et décline sa mission sous formes d'activités de recherche, d'expertises, de surveillances radiologiques dans les domaines suivants :

- la sûreté des transports de matières radioactives et fissiles,
- la protection de l'homme et de l'environnement contre les rayonnements ionisants,
- la protection et contrôle des matières nucléaires et produits susceptibles de concourir à la fabrication d'armes,
- la protection des installations et des transports contre les actes de malveillance.

L'établissement est signataire d'un contrat d'objectifs avec l'État qui définit les orientations retenues pour l'exercice de ses missions. Signé le 11 avril 2011 pour la période 2010-2013, il est structuré autour des 4 axes stratégiques de l'Institut que sont la recherche et l'excellence scientifique, l'appui aux pouvoirs publics, aux autorités et l'expertise pour les autres clients de l'Institut, l'ouverture à la société civile et l'action à l'international.

Depuis 2009, l'Institut s'est doté d'un Comité d'orientation de la recherche (COR) en sûreté et en radioprotection, composé de 43 membres et associant divers acteurs de la société civile. Placée auprès du conseil d'administration, cette instance de gouvernance est chargée de veiller à la cohérence des orientations de recherche au regard des besoins exprimés par les pouvoirs publics, en tenant compte de l'expérience des autres pays. D'autre part, l'IRSN a élaboré et signé une Charte d'ouverture à la société civile dans laquelle il s'engage à accroitre la transparence de ses travaux, à partager ses connaissances et à accompagner les acteurs de la société dans l'acquisition des compétences nécessaires à leur implication dans le domaine de l'évaluation des risques radiologiques et nucléaires.

La subvention pour charges de service public de l'IRSN, dans le cadre de l'action 11 du programme 190, se décompose en gestion selon les 4 axes suivants :

- recherche et missions de service public,
- appui technique aux pouvoirs publics,
- appui technique à l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN),
- sûreté nucléaire et radioprotection des activités de défense, contrôle des matières nucléaires, protection contre la malveillance.

L'article 16 de la loi n° 2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire prévoit que l'ASN est consultée par le Gouvernement sur le montant de subvention de l'État à l'IRSN nécessaire à la bonne réalisation de la mission d'appui technique de l'Institut à l'ASN.

L'établissement dispose d'un contrat d'objectifs 2010-2013 ; les travaux d'élaboration du 3ème contrat d'objectifs démarreront en cours d'année.

En ce qui concerne sa stratégie immobilière, l'établissement est doté d'un SPSI approuvé par France domaine en mai 2012. Ce schéma vise à renforcer la sécurité des salariés, optimiser le fonctionnement de l'établissement et réduire les coûts d'exploitation des sites et des bâtiments qu'il occupe. Dans ce cadre, deux opérations immobilières ont été lancées, en 2012, respectivement sur les sites de Fontenay-aux-Roses et du Vésinet.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 11 : Recherche dans le domaine des risques	**210 790**	**210 790**	**211 833**	**211 833**	**206 288**	**206 288**
Subventions pour charges de service public	210 790	210 790	211 833	211 833	206 288	206 288
Total pour ce programme	**210 790**	**210 790**	**211 833**	**211 833**	**206 288**	**206 288**
Programme 212 : Soutien de la politique de la défense	**3 438**	**3 438**	**3 502**	**3 502**	**3 568**	**3 568**
Subventions pour charges de service public	3 438	3 438	3 502	3 502	3 568	3 568
Total	**214 228**	**214 228**	**215 335**	**215 335**	**209 856**	**209 856**

Dans le contexte de maîtrise accrue des dépenses de l'État, l'IRSN répondra à ses missions avec une subvention pour charges de service public au titre du programme 190 en diminution de 5,5 M€ entre 2012 et 2013.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat (en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	131 249	136 866	Ressources de l'État	230 900	256 757
			- subventions de l'État	*197 525*	*208 382*
Fonctionnement	170 495	155 164	*- ressources fiscales*	*33 375*	*48 375*
Intervention			Autres subventions	1 379	1 047
			Ressources propres et autres	63 227	47 731
Total des charges	**301 744**	**292 030**	**Total des produits**	**295 506**	**305 535**
Résultat : bénéfice		13 505	Résultat : perte	6 238	
Total : équilibre du CR	**301 744**	**305 535**	Total : équilibre du CR	**301 744**	**305 535**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	0	0	Capacité d'autofinancement	12 532	30 989
Investissements	22 399	35 205	Ressources de l'État	16 827	
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources	3 119	4 161
Total des emplois	**22 399**	**35 205**	**Total des ressources**	**32 478**	**35 150**
Apport au fonds de roulement	10 079		Prélèvement sur le fonds de roulement		55

(1) voté

Le budget initial de l'année 2012 prévoit, concernant les ressources :

- une diminution des subventions en provenance de l'État de l'ordre de 6 M€ par rapport à l'exécution 2011. Par ailleurs, la subvention du programme 190 ne fait plus l'objet d'une ventilation entre fonctionnement et investissement, conformément aux dispositions de la circulaire budgétaire du 21 juillet 2011 relative au cadre budgétaire et comptable des opérateurs de l'État ;
- une augmentation des ressources fiscales de l'IRSN de 15 M€ (contribution annuelle due par les exploitants des installations nucléaires de base).
- Les ressources propres et autres ressources, prévues en 2012 à 47,7 M€, correspondent pour 39,7 M€ aux activités à caractère industriel et commercial de l'Institut (activités d'expertise, cofinancements sur des programmes de recherche, autres prestations de service) et pour 8 M€ à des produits divers (0,5 M€ produits financiers, 3,5 M€ produits exceptionnels, 4 M€ reprises sur amortissements et provisions).
- Les autres ressources d'investissement, prévues en 2012 à 4,2 M€, correspondent pour 4 M€ au financement des opérations d'assainissement et de démantèlement de l'IRSN par le fonds dédié, et pour 0,2 M€ au remboursement des prêts au personnel.

Le budget initial de l'année 2012 prévoit, concernant les dépenses :

- un accroissement des emplois hors plafond en 2012 ;
- un niveau de dépenses de fonctionnement comparables à 2011 hors effets liés au litige Fleursmétal, dont les dépenses ont été provisionnées en 2010 et liquidées en 2011 (7,9 M€) ;
- un fort niveau d'investissement, lié notamment à une alimentation exceptionnelle du fonds dédié à l'assainissement et au démantèlement (5 M€).

L'IRSN n'est pas en mesure à ce stade de disposer de données fiabilisées afin de fournir un tableau de répartition des dépenses par destination. Ce point fera l'objet d'une attention particulière afin de pouvoir présenter une telle répartition dans les exercices à venir.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	1 642	1 726	1 725
- sous plafond	*1 629*	*1 667*	*1 666*
- hors plafond opérateurs	*13*	*59*	*59*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

Le plafond d'emplois 2013 de l'IRSN est en baisse 9 ETP par rapport au plafond 2012. Cette évolution s'explique par les éléments suivants :

– la baisse de 37 ETP au titre du schéma d'emplois de l'établissement ;
– le transfert de 2 ETP vers l'Autorité de sûreté nucléaire (ASN) ;
– une correction technique de +38 ETP au titre de la réintégration au sein de l'IRSN des effectifs liés aux activités d'expertise de l'établissement auparavant assurées par sous-traitance, dans un double objectif de diminution de la sous-traitance pour les composantes « cœur de métier » de l'Institut et d'économie puisque les personnels ré-internalisés devront générer une masse salariale inférieure au coût de sous-traitance économisé.

ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

Note explicative

La comptabilité d'analyse des coûts (CAC) s'appuie sur des principes, règles et méthodes de construction partagés par l'ensemble des acteurs : ministères, services du contrôle budgétaire et comptable ministériel, direction du budget et de la direction générale des finances publiques.

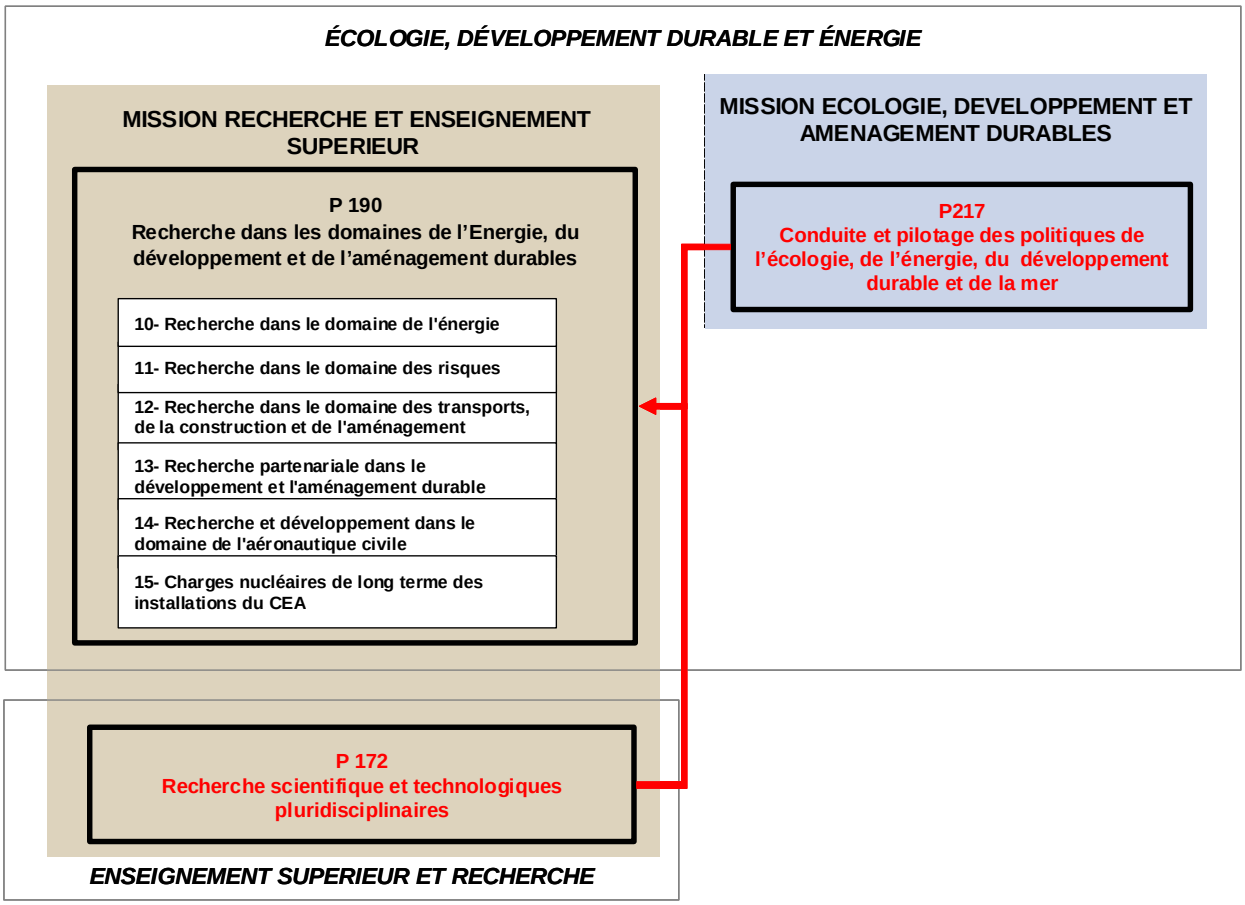
Le volet « Analyse des coûts » du PAP vise plus particulièrement l'identification des enjeux en matière de consommation de ressources partagée entre programmes, qu'ils relèvent ou non de la même mission.

A ce titre, ce volet comporte trois parties : 1°- une cartographie des liens de consommation des ressources entre actions ; 2°- un tableau de synthèse retraçant successivement la valeur initiale des actions, les ventilations internes et externes et la valeur après ventilations des actions ; 3°- les observations des équipes ministérielles, intégrant l'explication des principes méthodologiques appliqués aux données retraitées, et éclairant les résultats obtenus.

Enfin, l'analyse des coûts contribue à la documentation de la démarche de performance et s'inscrit dans un cycle d'amélioration continue.

SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Numéro et intitulé de l'action	PLF 2013 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2013 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2012 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
10 - Recherche dans le domaine de l'énergie	668 100 000		+6 260 649	674 360 649	671 722 765
11 - Recherche dans le domaine des risques	214 588 070		+2 042 247	216 630 317	223 629 802
12 - Recherche dans le domaine des transports, de la construction et de l'aménagement	112 400 000		+1 429 846	113 829 846	114 439 645
13 - Recherche partenariale dans le développement et l'aménagement durable	42 700 000		+400 134	43 100 134	53 656 921
14 - Recherche et développement dans le domaine de l'aéronautique civile	293 700 000		+2 752 211	296 452 211	271 037 167
15 - Charges nucléaires de long terme des installations du CEA	249 000 000		+2 333 335	251 333 335	191 979 180
Total	**1 580 488 070**		**+15 218 422**	**1 595 706 492**	**1 526 465 480**

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	**-15 218 422**
172 / Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	-10 480 402
217 / Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer (Mission « Écologie, développement et aménagement durables »)	-4 738 020

OBSERVATIONS

PRÉSENTATION DES FONCTIONS DE SOUTIEN

Elles proviennent :

- du programme ministériel de soutien 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer »

Le programme 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable, et de la mer » du ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie (MEDDE), mène des actions mutualisées pour le compte de tous les programmes dont le MEDDE a la charge à travers ses actions thématiques et contribue, à ce titre, à la mise en œuvre du programme 190 « Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables ».
La direction de la recherche et de l'innovation (DRI) représentent une centaine de personnes dont les rémunérations sont inscrites sur le programme 217 : 50 ETP de la DRI contribuent directement au programme « Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables » et sont par conséquent imputés sur ce programme en comptabilité d'analyse des coûts. Les autres agents de la DRI sont rémunérés sur le programme 217 et répartis comme l'ensemble des agents de ce programme sur les autres programmes au prorata des ETP.

- du programme 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires »

Le programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » comporte les crédits d'intervention et de fonctionnement de l'Agence nationale de la recherche (ANR) et les crédits d'accueil de chercheurs post-doctorants. Il apporte ainsi un appui à tous les programmes de la mission interministérielle « Recherche et enseignement supérieur », conduisant à un déversement de ces crédits en comptabilité d'analyse des coûts.

Pour mémoire, les personnels de la sous-direction de la programmation de l'aviation civile ne sont plus imputés sur le présent programme, ils sont rémunérés sur le budget annexe de la direction générale de l'aviation civile et ne peuvent donc être imputés sur les autres programmes de l'État.

MODALITÉS DE VENTILATION DES CRÉDITS DE SOUTIEN

Elles sont spécifiques à chaque programme :

- pour le programme ministériel de soutien 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer »

Le choix des critères de déversement privilégie les effectifs comme élément discriminant. Cette approche exclut des déversements du programme de soutien les programmes pour lesquels aucun ETP n'est affecté. Pour le PLF 2013, les principes généraux de l'analyse des coûts du ministère en vigueur pour les PAP et RAP précédents, sont conservés. L'analyse des coûts s'appuie sur l'identification des ETP des programmes des actions dites « miroirs » du programme de soutien dont le montant est calculé en prévision sur la base du plafond d'emplois autorisé par service, valorisé par le coût moyen par agent selon les macro-grades. La ventilation par action du programme « Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables » des dépenses provenant du programme 217 « Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, de l'énergie, du développement durable et de la mer » s'effectue en fonction du montant de chacune des actions du présent programme.

- pour le programme 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires »

Le déversement en provenance du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » correspond aux crédits effectivement mobilisés et rattachables aux actions du programme 190 « Recherche dans les domaines de l'énergie, du développement et de l'aménagement durables ».

PROGRAMME 192

Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle

PROGRAMME 192

RECHERCHE ET ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR EN MATIÈRE ÉCONOMIQUE ET INDUSTRIELLE

MINISTRE CONCERNÉ : ARNAUD MONTEBOURG, MINISTRE DU REDRESSEMENT PRODUCTIF

Présentation stratégique du projet annuel de performances	466
Objectifs et indicateurs de performance	469
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	475
Justification au premier euro	480
Opérateurs	495
Analyse des coûts du programme et des actions	510

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Luc ROUSSEAU
Directeur général de la compétitivité, de l'industrie et des services
Responsable du programme n° 192 : Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle

La recherche industrielle et l'innovation constituent l'un des principaux leviers de renforcement de la compétitivité des entreprises, donc de croissance et de développement de l'emploi, pour faire face à une concurrence internationale accrue. En l'absence de matières premières abondantes, le niveau d'innovation et de maîtrise des technologies est un déterminant majeur de la compétitivité de l'économie. Le développement de la recherche technologique des entreprises constitue une des grandes priorités de la stratégie européenne « Europe 2020 ». Les moyens de soutien financier de l'État qui y sont consacrés visent, de façon ciblée pour les crédits budgétaires et de façon plus horizontale pour le crédit d'impôt recherche, à améliorer la part de la R&D réalisée par les entreprises, qui reste inférieure à celle de nos principaux concurrents (1,3 % du PIB contre 1,9 % aux États-Unis, 2,7 % au Japon, 1,8 % en Allemagne) alors que la R&D publique place la France aux premiers rangs des pays de l'OCDE. Les filières industrielles les plus innovantes et à forte croissance constituent des priorités fortes.

Les actions conduites dans le cadre de ce programme visent à renforcer la compétitivité de notre industrie par la recherche, l'innovation et les transferts de technologie, selon trois axes portés par les trois actions du programme :

- Le soutien aux pôles de compétitivité et aux projets de R&D industrielle (Fonds de compétitivité des entreprises) est porté par l'action n°3 « Soutien de la recherche industrielle stratégique ». Les pôles de compétitivité regroupent, dans une démarche partenariale, entreprises, centres de formation et organismes de recherche, sur des projets communs et innovants relevant d'une stratégie commune, avec l'objectif d'atteindre une taille critique suffisante pour acquérir une visibilité internationale et des positions clés sur les marchés concernés.

Les pôles de compétitivité visent ainsi à développer un environnement favorable au développement des entreprises, particulièrement des PME, et de l'emploi, ainsi qu'à l'attractivité du territoire. En s'appuyant sur le réseau des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE), la direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services (DGCIS), conjointement avec la délégation interministérielle à l'aménagement du territoire et à l'attractivité régionale (DATAR), pilote l'animation et le soutien des pôles de compétitivité.

La deuxième phase des pôles de compétitivité (2009-2012), visait à en faire de véritables écosystèmes de l'innovation au profit des PME, autour de projets collaboratifs de recherche et développement et de projets structurants renforçant les moyens et l'ancrage territorial des pôles. Elle a bénéficié d'une dotation de 720 millions d'euros en quatre ans dans le cadre du Fonds unique interministériel (FUI). Une étude externe portant sur cette phase a été réalisée en 2012 ; elle a évalué la politique des pôles de compétitivité et a recommandé le lancement d'une troisième phase dont les modalités seront précisées après concertation avec les principaux acteurs publics et privés de cette politique.

Le soutien à la R&D industrielle porte aussi spécifiquement sur le maintien de l'excellence de la filière nanoélectronique française, dont l'existence contribue notamment à l'émergence de technologies logicielles génériques pour les systèmes électroniques et informatiques.

Par ailleurs, la France participe aux programmes européens de soutien à la R&D stratégique, notamment au travers des clusters Eurêka, qui permettent de développer des coopérations technologiques, en Europe dans les secteurs les plus innovants et les plus porteurs en termes de développement d'activité (nanotechnologies, logiciels, microsystèmes, eau, énergie).

- Le soutien au développement des PME innovantes et à la diffusion de l'innovation est porté par l'action n°2 « Soutien et diffusion de l'innovation technologique ». Il vise au renforcement de la compétitivité de l'ensemble des PME et des entreprises de taille intermédiaire, notamment au travers des deux programmes de soutien à l'innovation gérés par OSEO : le programme « Innovation stratégique industrielle » (ISI), destiné aux entreprises de taille intermédiaire, aux PME et aux laboratoires qui travaillent sur des projets collaboratifs visant des innovations de rupture, et le programme « Aide à l'innovation » (AI), qui soutient des projets de moindre envergure portés par des PME.

Le dispositif d'exonérations sociales à destination des jeunes entreprises innovantes (JEI) permet également de soutenir l'effort de recherche et d'innovation des jeunes entreprises, ainsi que la création ou le maintien corollaire de l'emploi.

- Les actions d'enseignement supérieur, de recherche et de soutien à la création d'entreprises sont portées par l'action n°1 « Organismes de formation supérieure et de recherche ». Elles sont mises en œuvre par les établissements sous tutelle du ministère du redressement productif. En l'espèce, les organismes de formation supérieure et de recherche du programme sont particulièrement engagés dans le soutien au développement économique et l'amélioration des performances des entreprises :
  - en formant des cadres de haut niveau, capables d'innover en coopération avec des équipes pluridisciplinaires, et d'évoluer dans un contexte international ;
  - en développant des activités de recherche en partenariat avec les entreprises sur les technologies de pointe les plus porteuses d'avenir, en particulier au sein des pôles de compétitivité ;
  - en soutenant la création d'entreprises au sein des différentes régions dans lesquelles ils sont implantés, par l'incubation de projets et le transfert technologique.

Les cinq objectifs de performance retenus dans le cadre du programme s'insèrent dans ces axes stratégiques :
- la politique des pôles de compétitivité est illustrée par l'objectif 1 « Contribuer à améliorer la compétitivité des entreprises par le développement des pôles de compétitivité » ;
- l'action des organismes de formation supérieure et de recherche du programme est mesurée dans les objectifs 2 « Optimiser la valorisation de la recherche des organismes de formation supérieure et de recherche » et 5 « Développer l'efficience et l'attractivité des formations des écoles du programme » ;
- l'innovation est présentée dans les objectifs 3 « Contribuer au développement des entreprises technologiquement innovantes » et 4 « Développer l'efficience dans la gestion des aides à l'innovation ».

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	**Contribuer à améliorer la compétitivité des entreprises par le développement des pôles de compétitivité**
INDICATEUR 1.1	Impact de la politique des pôles de compétitivité sur les entreprises et les territoires
OBJECTIF 2	**Optimiser la valorisation de la recherche des organismes de formation supérieure et de recherche**
INDICATEUR 2.1	Part des ressources relatives à la recherche apportées aux opérateurs par les redevances sur titre de propriété intellectuelle
INDICATEUR 2.2	Part des montants des contrats de recherche et des partenariats sur les ressources des écoles consacrées à la recherche
INDICATEUR 2.3	Bibliométrie des écoles
OBJECTIF 3	**Contribuer au développement des entreprises technologiquement innovantes**
INDICATEUR 3.1	Ecart entre le taux de croissance sur trois ans du CA des entreprises soutenues par les aides à l'innovation d'OSEO et celui des entreprises similaires
INDICATEUR 3.2	Taux de pérennité à trois ans des entreprises technologiques aidées par les écoles

OBJECTIF 4 **Développer l'efficience dans la gestion des aides à l'innovation**

INDICATEUR 4.1 Taux de remboursement en année n des aides à l'innovation engagées par OSEO en année n-10

OBJECTIF 5 **Développer l'efficience et l'attractivité des formations des écoles du programme**

INDICATEUR 5.1 Coût unitaire de formation par étudiant

INDICATEUR 5.2 Taux d'insertion des élèves diplômés des écoles après leur sortie de formation

INDICATEUR 5.3 Ratio ressources propres sur ressources totales des écoles

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Contribuer à améliorer la compétitivité des entreprises par le développement des pôles de compétitivité

Les pôles de compétitivité ont pour objectif, dans une zone géographique et un domaine technologique donnés, d'assurer l'« ancrage » territorial de l'activité industrielle innovante en jouant des synergies entre celle-ci et le potentiel local de R&D. Cette stratégie industrielle et territoriale de compétitivité se déploie depuis 2006. Le CIADT du 12 juillet 2005 avait labellisé 67 pôles de compétitivité, puis les évolutions avaient porté ce nombre à 71 au début de l'année 2010. Après la réception de nouvelles candidatures et la fusion de pôles déjà labellisés, le CIACT du 11 mai 2010 a labellisé 6 nouveaux pôles du secteur des éco technologies et 6 pôles ont été délabellisés. Ainsi, le nombre de pôle de compétitivité est toujours de 71.

La dynamique ainsi créée renforce les positions stratégiques de notre pays en matière de recherche, de développement et d'innovation, en amenant entreprises, universités et centres de recherche à nouer des liens forts et à développer des projets communs.

L'indicateur de performance associé à l'objectif vise à mesurer le différentiel de développement existant entre les entreprises appartenant à un pôle et les autres, à travers deux paramètres stratégiques et emblématiques de leur essor, d'une part la croissance de la valeur ajoutée des entreprises (PME de moins de 250 salariés) et, d'autre part, celle du nombre d'emplois de cadres dans les territoires des pôles. Mis en place dans le cadre du PAP 2010, cet indicateur permet de rendre compte de la dynamique territoriale ainsi créée depuis 2005 par les pôles de compétitivité.

INDICATEUR 1.1 : Impact de la politique des pôles de compétitivité sur les entreprises et les territoires

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Ecart entre le taux de croissance depuis 2005 de la valeur ajoutée des entreprises de moins de 250 personnes membres d'un pôle de compétitivité et celui des entreprises des mêmes secteurs	Points	(*)	(*)	>0	>0	>0	>0
Ecart entre le taux de croissance depuis 2005 du nombre d'emplois de cadres dans les établissements membres des pôles et celui de la France métropolitaine "à structure comparable" en termes de secteur d'activité et de taille des établissements	Points	(*)	(*)	>0	>0	>0	>0

Précisions méthodologiques

Les évolutions de valeur ajoutée et du nombre de cadres correspondent aux évolutions pour les entreprises qui étaient des PME en 2005.

La comparaison entre les PME des pôles de compétitivité et les PME de l'ensemble de l'économie est faite à structure équivalente à celle des pôles en termes d'activité et de taille de l'entreprise pour l'année 2005.

Les classes choisies sont :

- le secteur d'activité selon la nomenclature économique de synthèse NES 114.
- le nombre d'employés (moins de 10 salariés, moins de 50 salariés, moins de 250 salariés).

L'évolution de l'emploi est calculée sur les entreprises pérennes entre 2005 et 2007.

Sous-indicateur « Valeur ajoutée »

Source des données : la valeur ajoutée des entreprises et établissements membres des pôles est fournie par la DGFiP (base Ficus). Elle est normalement disponible avec un décalage d'environ deux ans par rapport à l'année de référence (ex : données de l'année n-2 disponibles durant l'été de l'année n), mais la refonte en cours de la production de statistiques d'entreprises retarde la parution des données servant à calculer cet indicateur.

Sous-indicateur « Emploi »

Source des données : liste des établissements membres des pôles issue de l'enquête annuelle DGCIS auprès des structures de gouvernance des pôles, emploi des cadres dans les pôles et au niveau national fourni par l'INSEE.

(*) Compte tenu de la refonte de la production de statistiques d'entreprises en cours actuellement par l'INSEE, les données sont en attente de retraitement. Elles figureront dans les documents budgétaires dès que possible.

OBJECTIF n° 2 : Optimiser la valorisation de la recherche des organismes de formation supérieure et de recherche

L'activité de recherche des écoles placées sous tutelle du ministère du redressement productif est largement orientée vers les préoccupations des entreprises, auxquelles elles entendent répondre par une démarche scientifique de haut niveau, se traduisant notamment par la production de résultats scientifiques donnant lieu à des publications de premier rang international. Les financements des entreprises s'ajoutent à ceux apportés par l'État (plus de la majorité du budget des écoles) ainsi qu'aux apports des collectivités et aux financements publics nationaux et européens sur projets.
Les activités de recherche et de transfert de technologies sont développées dans les laboratoires des établissements qui ont noué des liens étroits avec les entreprises. Cette recherche technologique, mobilisée au profit du développement industriel, vise à allier la production de connaissances académiques et leur valorisation industrielle.

L'évaluation des partenariats et des retombées industrielles fournit une mesure pertinente des actions engagées et permet d'apprécier les contributions effectuées à ce titre à la croissance et à la compétitivité technologique.
Cet objectif est associé à l'action « Organismes de formation supérieure et de recherche ». Les indicateurs associés à cet objectif concernent l'Institut Mines-Télécom qui réunit les écoles des télécommunications (Télécom ParisTech, Télécom Bretagne, Télécom SudParis Télécom École de management et ses filiales Institut Eurecom et Télécom Lille1) et les écoles des mines (Mines ParisTech, Mines Saint-Etienne, Mines Alès, Mines Douai, Mines Nantes, Mines Albi-Carmaux, ainsi que l'association ARMINES), Supélec ainsi que les écoles relevant du GENES (ENSAE et ENSAI).

INDICATEUR 2.1 : Part des ressources relatives à la recherche apportées aux opérateurs par les redevances sur titre de propriété intellectuelle

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part des ressources relatives à la recherche apportées aux opérateurs par les redevances sur titre de propriété intellectuelle	%	0,45	0,34	0,45	0,45	0,5	0,5

Précisions méthodologiques

Source des données : consolidation des informations apportées par les organismes concernés.
Mode de calcul : les titres de propriété industrielle visés comprennent ceux déposés directement par les écoles et ceux déposés par les écoles des mines dans le cadre du partenariat avec l'association ARMINES.

INDICATEUR 2.2 : Part des montants des contrats de recherche et des partenariats sur les ressources des écoles consacrées à la recherche

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
a) Part du montant des contrats de recherche et des partenariats rapporté à l'ensemble des ressources consacrées à la recherche	%	46	43	>40	>40	>40	>40
b) Part du montant des contrats de recherche sur financement privé dans les ressources consacrées à la recherche	%	16	15	14	14	>15	>15
c) Part des contrats de recherche sur financement de l'Union européenne	%	4,4	5,3	4,5	4,5	5	7

Précisions méthodologiques

Périmètre
Ces indicateurs ne prennent pas en compte les données financières des écoles relevant du GENES, qui y seront progressivement intégrées. Les ressources incluent les ressources obtenues au travers de partenariats des écoles des mines avec l'association ARMINES et de l'Institut Mines-Télécom avec les GIE Eurecom et Télécom Lille 1.

Mode de calcul

L'ensemble des ressources consacrées à la recherche comprend d'une part les ressources propres en recherche, d'autre part la partie de la subvention pour charge de service public du programme 192, ainsi que la partie du titre 2 du programme 192, qui sont affectées aux activités de recherche des écoles.

Les ressources propres en recherche comprennent les ressources sur financement privé et les ressources propres sur financement public (financement public des projets de recherche par l'ANR, l'État ou les collectivités locales dans les pôles de compétitivité, par l'Union européenne dans le cadre du PCRDT, abondement Institut Carnot, etc.). Les ressources propres sur financement privé (indicateur 2.2b) comprennent principalement des contrats de recherche avec les entreprises, des recettes de valorisation de la recherche, les dotations apportées aux écoles par des fondations et le financement de chaires de recherche par les entreprises.

Depuis le PAP 2011, le montant des ressources affectées à la recherche est issu de la nouvelle comptabilité analytique commune des écoles, ce qui explique la discontinuité des valeurs entre 2010 et 2011.

Source des données : consolidation des informations apportées par les organismes concernés.

INDICATEUR 2.3 : Bibliométrie des écoles

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Nombre moyen de publications scientifiques de rang "A" rapporté au nombre de chercheurs (ETP)	nombre	2,1	2,1	>2	>2	>2	>2

Précisions méthodologiques

Mode de calcul :

Publications scientifiques de rang « A » annuelles, rapportées au nombre de chercheurs compté en ETP (NB : un enseignant chercheur est compté comme 0,5 en ETP recherche).

Source des données : consolidation des informations apportées par les organismes concernés.

OBJECTIF n° 3 : Contribuer au développement des entreprises technologiquement innovantes

L'innovation et l'intégration de nouvelles technologies dans les produits et les services des entreprises sont des garants de leur compétitivité. Les indicateurs retenus présentent deux facettes importantes des actions qui contribuent à cet objectif. Le premier reflète l'impact des aides d'OSEO. Le second porte sur l'impact de l'accompagnement des créateurs d'entreprises par les écoles notamment au travers d'incubateurs ou de pépinières en liaison avec les collectivités locales, les universités ou d'autres écoles ne relevant pas de ce programme. Ces actions financières (bourse, avance…) ou non financières (soutien logistique, apport technique, méthodologique ou scientifique ou médiation) permettent aux porteurs de projets d'aller jusqu'au bout du processus de création d'entreprises.

INDICATEUR 3.1 : Ecart entre le taux de croissance sur trois ans du CA des entreprises soutenues par les aides à l'innovation d'OSEO et celui des entreprises similaires

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Ecart entre le taux de croissance à 3 ans du CA des entreprises soutenues par les aides à l'innovation d'OSEO et celui des entreprises similaires	Points	6,6	4,3	>0	>1	>0	>0

Précisions méthodologiques

L'indicateur a vocation à mesurer l'impact de l'intervention des dispositifs innovation d'OSEO sur le chiffre d'affaires (CA) quelques années après l'aide en comparant ce CA à celui d'entreprises « similaires » non aidées par un dispositif innovation d'OSEO. Un traitement par stratification de la population d'entreprises est nécessaire pour garantir cette similitude en fonction de critères choisis. L'indicateur est exprimé en point de pourcentage de croissance.

Mode de calcul :

La population des entreprises aidées par un dispositif innovation d'OSEO pour le compte de l'État est stratifiée en fonction de 3 critères : l'âge, la taille et le secteur d'activité.

En fonction des effectifs des cellules obtenues, un travail est entrepris pour réaliser des regroupements en strates représentatives. Le taux de croissance, entre les années n-4 et n-1, du CA des entreprises aidées en année n-8 (engagement) par un dispositif innovation d'OSEO est obtenu par la sommation des taux de croissance de chaque strate, pondérés par la part du CA des entreprises de chaque strate dans le total du CA des entreprises aidées par un dispositif innovation d'OSEO mis en place pour le compte de l'État.

Le taux de croissance des entreprises similaires est obtenu avec les pondérations visées à l'alinéa précédent, sur la base des taux de croissance de chaque strate d'une population d'entreprises françaises de stratification identique.

L'indicateur est égal à la différence entre le taux de croissance de la population «OSEO» et le taux de croissance de la population des entreprises similaires.

Source de données : Le calcul est effectué par OSEO sur la base d'informations fournies par les services statistiques.

INDICATEUR 3.2 : Taux de pérennité à trois ans des entreprises technologiques aidées par les écoles

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de pérennité à trois ans des entreprises technologiques aidées par les écoles	%	91	90	90	90	>90	>90

Précisions méthodologiques

Cet indicateur ne concerne que les écoles de l'Institut Mines-Télécom soit les écoles des mines et les écoles des télécommunications.

Mode de calcul :

Nombre d'entreprises technologiques créées avec l'aide des incubateurs des écoles en année n-3 et toujours en activité en année n, divisé par le nombre d'entreprises technologiques créées dans les écoles en année n-3.

Source des données : consolidation des résultats issus des enquêtes réalisées par les écoles concernées.

OBJECTIF n° 4 : Développer l'efficience dans la gestion des aides à l'innovation

La DGCIS a confié à OSEO un rôle spécifique dans le dispositif de soutien direct à l'innovation. Un contrat quadriennal entre la société OSEO et l'État formalise les engagements réciproques et définit les indicateurs qui seront suivis et notamment celui présenté ci-après.

INDICATEUR 4.1 : Taux de remboursement en année n des aides à l'innovation engagées par OSEO en année n-10

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de remboursement en année n des aides à l'innovation engagées par OSEO en année n-10	%	52,5	51,6	>50	>50	>50	>50

Précisions méthodologiques

L'indicateur rapporte le total des remboursements perçus par OSEO jusqu'en année n sur les avances remboursables (hors aide au développement technologique-ADT) versées par OSEO au titre de l'innovation, sur des projets dont les dossiers ont été clos en année n aux versements faits au profit des mêmes projets.

En règle générale les dossiers réussis d'avance remboursable, clos en année n, ont fait l'objet de versements entre les années n-10 et n-7 puis ils rentrent en phase de remboursement jusqu'à l'année n selon un échéancier arrêté entre le porteur de projet et OSEO.

Source des données **:** résultat d'une enquête issue des bases de données d'OSEO.

OBJECTIF n° 5 : Développer l'efficience et l'attractivité des formations des écoles du programme

L'enseignement supérieur est de plus en plus compétitif au niveau international. Il convient d'offrir des formations de haut niveau susceptibles de conserver en France les meilleurs étudiants et d'attirer les meilleurs enseignants-chercheurs et étudiants étrangers, ces deux dimensions étant liées.

Les indicateurs de performance associés à cet objectif concernent l'Institut Mines-Télécom et les écoles des mines qui lui sont rattachées, SUPELEC, les écoles du GENES et l'ENSCI (École nationale supérieure de création industrielle). Il est à noter que l'attractivité des écoles d'ingénieurs relevant de la tutelle du ministère du redressement productif dépend pour une part essentielle du niveau général de recrutement, de la qualité du corps enseignant, de leur positionnement à l'international et de leur activité de recherche (cf. objectif 2).

L'évolution du coût par étudiant des formations dispensées par les écoles rattachées au programme constitue une exigence importante de bonne utilisation des deniers publics et fait l'objet de l'indicateur 5.1.

La qualité de la réponse aux besoins des entreprises peut s'évaluer par le taux d'insertion des élèves diplômés ainsi que par la part des doctorants employés dans des entreprises, qui sont révélateurs de la qualité des relations avec les acteurs économiques locaux, nationaux ou internationaux et du niveau de confiance que ces acteurs accordent aux formations mises en place. C'est l'objet de l'indicateur 5.2.

La capacité des écoles d'ingénieurs du programme à développer leurs ressources propres (c'est-à-dire autres que la subvention pour charge de service public) fait l'objet de l'indicateur 5.3. Celui-ci complète l'indicateur 2.2 ci-dessus, qui est lui limité au périmètre des activités de recherche.

INDICATEUR 5.1 : Coût unitaire de formation par étudiant

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Coût unitaire de formation par étudiant	indice	100	98,1	98	98	97	96

Précisions méthodologiques

Mode de calcul :

Le coût unitaire en euros par étudiant est établi en divisant l'ensemble des ressources consacrées par les écoles à la formation (obtenues à partir de la comptabilité analytique) par le nombre total d'étudiants en formation (ingénieur, master, mastère spécialisé, doctorat, etc., hors auditeurs libres et stagiaires en formation continue non diplômante).

L'indicateur est obtenu en divisant le coût en euros par étudiant de l'année n par le coût par étudiant de l'année 2010, corrigé de l'inflation (indice des prix à la consommation pour l'ensemble des ménages).

Sources des données : Les écoles, sur la base du nombre d'élèves diplômés et d'une comptabilité analytique des coûts de l'établissement.

INDICATEUR 5.2 : Taux d'insertion des élèves diplômés des écoles après leur sortie de formation

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
1 - Taux d'insertion des diplômés dans les 12 mois suivant l'obtention du diplôme	%	90	94,1	92	92	>92	>92
2 - Taux d'insertion des diplômés dans les 2 ans suivant l'obtention du diplôme	%	96	96,8	97	97	97	97
3 - Part des docteurs formés dans les écoles employés par une entreprise ou un établissement industriel dans l'année qui suit le doctorat	%	39	41,1	50	50	>45	45
4 - Part des docteurs formés dans les écoles employés par une entreprise ou un établissement industriel dans les 2 ans qui suivent le doctorat	%	47	49,2	60	60	52	57

Précisions méthodologiques

Ces indicateurs sont calculés sur la base de réponses obtenues aux enquêtes « premier emploi » des écoles en année n, qui sont menées par les associations des anciens élèves auprès des diplômés des années n-1 et n-2. Pour l'indicateur 5.2.1, l'enquête est réalisée en moyenne 6 mois après l'obtention du diplôme. Pour l'indicateur 5.2.2, l'enquête est réalisée en moyenne 18 mois après l'obtention du diplôme.

Mode de calcul

Taux d'insertion des diplômés : nombre d'ingénieurs diplômés au cours de l'année n-1 (indicateur 5.2.1) et de l'année n-2 (indicateur 5.2.2) ayant trouvé un emploi à la date de l'enquête « premier emploi » de l'année n, rapporté au nombre d'ingénieurs diplômés issus de la même promotion et ayant un emploi ou en cherchant un.

Part des docteurs formés dans les écoles et employés par une entreprise ou un établissement industriel : nombre de docteurs formés par les écoles des mines, l'Institut Mines-Télécom et Supélec au cours de l'année n-1 (indicateur 5.2.3) ou n-2 (indicateur 5.2.4) occupant un emploi dans une entreprise ou un établissement industriel à la date de l'enquête de l'année n, rapporté au nombre de docteurs issus de la même promotion et dont la situation est connue.

Limites et biais connus

Les taux de réponse aux différentes enquêtes emploi sont variables selon les écoles, et diminuent progressivement avec la durée écoulée depuis l'obtention du diplôme.

Pour le taux d'insertion à un an, le taux de réponse global est de 70 %, mais il tombe à 45 % pour le taux d'insertion à deux ans. Le taux de réponse des docteurs est également de 70 % pour l'indicateur 5.2.3, mais seulement de 55 % pour l'indicateur 5.2.4. Par ailleurs, il faut souligner que la date de collecte des informations varie d'une école à l'autre, ce qui peut influencer le taux d'insertion mesuré, le mode de mesure restant cependant le même d'une année sur l'autre.

Source des données : informations fournies par les écoles.

INDICATEUR 5.3 : Ratio ressources propres sur ressources totales des écoles

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Ratio [ressources propres sur ressources totales des écoles	%	37,6	37,2	38		40	40

Précisions méthodologiques

Cet indicateur, dont l'intitulé a été élargi au PAP 2013 afin d'intégrer toutes les écoles du programme, ne comporte pas encore les données concernant le GENES et l'ENSCI.

Source des données : informations communiquées par les écoles sur la base d'une analyse de leurs comptes.

Mode de calcul :

Montant des ressources propres enregistrées sur l'année n par les écoles des mines (y compris au travers d'ARMINES), l'Institut Mines-Télécom et Supélec rapporté au montant des ressources totales enregistrées par ces mêmes entités.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2013 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2013 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	**Organismes de formation supérieure et de recherche**	100 024 394	201 022 175	4 617 787		**305 664 356**	
02	**Soutien et diffusion de l'innovation technologique**		14 912 625	363 784 034		**378 696 659**	
03	**Soutien de la recherche industrielle stratégique**			266 726 667		**266 726 667**	
Total		**100 024 394**	**215 934 800**	**635 128 488**		**951 087 682**	

2013 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	**Organismes de formation supérieure et de recherche**	100 024 394	201 022 175	4 617 787	40 000	**305 704 356**	
02	**Soutien et diffusion de l'innovation technologique**		14 912 625	363 784 034		**378 696 659**	
03	**Soutien de la recherche industrielle stratégique**			323 700 000		**323 700 000**	
Total		**100 024 394**	**215 934 800**	**692 101 821**	**40 000**	**1 008 101 015**	

2012 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2012 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	**Organismes de formation supérieure et de recherche**	100 675 510	202 762 613	4 538 366		**307 976 489**	
02	**Soutien et diffusion de l'innovation technologique**		15 295 000	403 775 800		**419 070 800**	
03	**Soutien de la recherche industrielle stratégique**			278 755 819		**278 755 819**	
Total		**100 675 510**	**218 057 613**	**687 069 985**		**1 005 803 108**	

2012 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	**Organismes de formation supérieure et de recherche**	100 675 510	202 762 613	4 538 366	1 000 000	**308 976 489**	
02	**Soutien et diffusion de l'innovation technologique**		15 295 000	345 175 800		**360 470 800**	
03	**Soutien de la recherche industrielle stratégique**			312 569 200		**312 569 200**	
Total		**100 675 510**	**218 057 613**	**662 283 366**	**1 000 000**	**982 016 489**	

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Titre et catégorie	Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013
Titre 2. Dépenses de personnel	100 675 510	100 024 394	100 675 510	100 024 394
Rémunérations d'activité	62 966 596	61 516 792	62 966 596	61 516 792
Cotisations et contributions sociales	37 316 093	38 212 554	37 316 093	38 212 554
Prestations sociales et allocations diverses	392 821	295 048	392 821	295 048
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	218 057 613	215 934 800	218 057 613	215 934 800
Subventions pour charges de service public	218 057 613	215 934 800	218 057 613	215 934 800
Titre 6. Dépenses d'intervention	687 069 985	635 128 488	662 283 366	692 101 821
Transferts aux ménages	4 538 366	4 617 787	4 538 366	4 617 787
Transferts aux entreprises	617 197 336	567 615 368	584 150 717	610 164 034
Transferts aux autres collectivités	65 334 283	62 895 333	73 594 283	77 320 000
Titre 7. Dépenses d'opérations financières			1 000 000	40 000
Dotations en fonds propres			1 000 000	40 000
Total	**1 005 803 108**	**951 087 682**	**982 016 489**	**1 008 101 015**

DÉPENSES FISCALES[24]

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.
Les chiffrages présentés pour 2013 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2013. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2013 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (9)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffrage pour 2011	Chiffrage pour 2012	Chiffrage pour 2013
110218	**Réduction d'impôt au titre de la souscription de parts de fonds communs de placement dans l'innovation** Impôt sur le revenu *Objectif : Orienter l'épargne vers le capital-risque* *Bénéficiaires 2011 : 62 230 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1996 - Dernière modification : 2011 - Fin d'incidence budgétaire : 2013 - Fin du fait générateur : 2012 - CGI : 199 terdecies-0 A-VI*	95	60	50
230604	**Exonération totale ou partielle des bénéfices réalisés par les jeunes entreprises innovantes (existantes au 1er janvier 2004 ou créées entre le 1er janvier 2004 et le 31 décembre 2013) et les jeunes entreprises universitaires** Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés *Objectif : Augmenter les dépenses de recherche (jeunes entreprises)* *Bénéficiaires 2011 : 600 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2003 - Dernière modification : 2011 - Fin d'incidence budgétaire : 2021 - Fin du fait générateur : 2013 - CGI : 44 sexies A*	18	19	19
220105	**Exonération totale ou partielle des bénéfices réalisés par les entreprises participant à un projet de recherche et de développement et implantées dans une zone de recherche et de développement** Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés *Objectif : Augmenter les dépenses de recherche* *Bénéficiaires 2011 : 105 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2004 - Dernière modification : 2009 - Fin d'incidence budgétaire : 2019 - Fin du fait générateur : 2009 - CGI : 44 undecies*	2	2	2
150711	**Exonération des plus-values de cession de titres de jeunes entreprises innovantes ou de jeunes entreprises universitaires** Impôt sur le revenu *Objectif : Favoriser la transmission du capital des entreprises innovantes récentes* *Bénéficiaires 2011 : 90 ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 2003 - Dernière modification : 2007 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 150-0 A-III-7*	2	2	2
300207	**Exonération des sociétés unipersonnelles d'investissement à risque (SUIR)** Impôt sur les sociétés *Objectif : Augmenter les dépenses de recherche* *Bénéficiaires 2011 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données autres que fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2003 - Dernière modification : 2008 - Fin d'incidence budgétaire : 2019 - Fin du fait générateur : 2008 - CGI : 208 D*	ε	ε	ε

[24] Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.
« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffrage pour 2011	Chiffrage pour 2012	Chiffrage pour 2013
160103	**Imputation sur le revenu global du déficit provenant des frais de prise de brevet et de maintenance** Impôt sur le revenu *Objectif : Augmenter les cessions de licences et brevets* *Bénéficiaires 2011 : (nombre non déterminé) entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 1979 - Dernière modification : 1979 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 156-I bis*	ε	ε	ε
140124	**Exonération des dividendes perçus par l'associé unique d'une société unipersonnelle d'investissement à risque (SUIR)** Impôt sur le revenu *Objectif : Orienter l'épargne vers le capital-risque* *Bénéficiaires 2011 : (nombre non déterminé) ménages - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Ordre de grandeur - Création : 2003 - Dernière modification : 2008 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 163 quinquies C bis*	ε	ε	ε
320139	**Taxation au taux réduit des plus-values à long terme provenant des produits de cessions et de concessions de brevets** Impôt sur les sociétés *Objectif : Augmenter les cessions de licences et brevets* *Bénéficiaires 2011 : 150 entreprises - Méthode de chiffrage : Reconstitution de base taxable à partir de données déclaratives fiscales - Fiabilité : Bonne - Création : 1991 - Dernière modification : 2007 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 219-1-a quater*	850	680	nc
230504	**Exonération des plus-values de cession : - d'actions ou de parts de sociétés agréées pour la recherche scientifique ou technique ; - de titres de sociétés financières d'innovation conventionnées** Impôt sur le revenu et impôt sur les sociétés *Objectif : Augmenter les dépenses de recherche* *Bénéficiaires 2011 : (nombre non déterminé) entreprises - Création : 1960 - Dernière modification : 1972 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 40 sexies 2ème et 3ème alinéas*	nc	nc	nc
Coût total des dépenses fiscales[25]		**967**	**763**	**753**

[25] Le « Coût total des dépenses fiscales» constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2012 ou 2011) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	**Organismes de formation supérieure et de recherche**	100 024 394	205 639 962	**305 664 356**	100 024 394	205 679 962	**305 704 356**
02	**Soutien et diffusion de l'innovation technologique**		378 696 659	**378 696 659**		378 696 659	**378 696 659**
03	**Soutien de la recherche industrielle stratégique**		266 726 667	**266 726 667**		323 700 000	**323 700 000**
Total		**100 024 394**	**851 063 288**	**951 087 682**	**100 024 394**	**908 076 621**	**1 008 101 015**

DÉPENSES DE PERSONNEL

Catégorie d'emploi	Emplois (ETPT)						Crédits
	Plafond autorisé pour 2012 (0)	Demandés pour 2013 (1)	Effet des mesures de périmètre pour 2013 (2)	Effet des mesures de transfert pour 2013 (3)	Effet des corrections techniques pour 2013 (4)	Variation 2013 / 2012 (5)=(1)-(2)-(3)-(4)-(0)	Demandés pour 2013 (y.c. charges sociales)
Catégorie A+	508	515		-2		+9	51 890 221
Catégorie A	284	257		-35		+8	15 983 396
Catégorie B	250	256		-16		+22	15 549 449
Catégorie C	272	225		-1		-46	11 052 675
Total	**1 314**	**1 253**		**-54**		**-7**	**94 475 741**

Précisions méthodologiques

Le plafond d'emplois 2013 du programme s'élève à 1 307 ETPT avant transferts et à 1 253 ETPT après transferts, dont 41,1 % d'agents de catégorie A+, 20,5 % de catégorie A, 20,4 % de catégorie B et 18 % de catégorie C.

La structure d'emplois du programme se caractérise par la prédominance des agents de catégorie A+, liée aux recrutements d'élèves stagiaires et aux enseignants. Ces derniers augmentent, malgré la réduction d'effectifs, pour faire face à la croissance du nombre d'étudiants en formation, grâce aux gains de productivité des fonctions support.

Par ailleurs, l'écart entre la prévision de dépenses de personnel pour 2013 (100 024 394 €) et les crédits demandés pour 2013 (94 475 741 €) correspond aux dépenses non liées au PEA comme les indemnités d'enseignement, les frais de jurys et de concours ainsi qu'aux prestations sociales.

Catégorie	AE = CP
Rémunérations d'activité	61 516 792
Cotisations et contributions sociales	38 212 554
dont contributions au CAS Pensions	*28 762 747*
Prestations sociales et allocations diverses	295 048

ÉVOLUTION DES EMPLOIS

(en ETP)

Catégorie d'emplois	Sorties prévues	dont départs en retraite	*Mois moyen des sorties*	Entrées prévues	dont primo recrutements	dont mouvements entre programmes du ministère	*Mois moyen des entrées*	Schéma d'emplois du programme
Catégorie A+	52	8	*7,5*	58	34		*7,5*	6
Catégorie A	87	7	*8,5*	80	65		*8,8*	-7
Catégorie B	8	4	*6,2*	9			*7*	1
Catégorie C	16	6	*7,9*	7			*7,3*	-9
Total	**163**	**25**		**154**	**99**			**-9**

Le programme connaît une évolution de son plafond d'emplois par rapport à 2012 de -61 ETPT. Ce solde résulte de :

- la suppression de -3 ETPT au titre de l'effet en année pleine des suppressions intervenues en 2012 ;
- la suppression en 2013 de -9 ETP, soit -4 ETPT ;
- l'effet des transferts, soit -54 ETPT au titre des dispositifs suivants :

Transferts entrants	Catégorie A+	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Total
Transfert du Genes (plafond d'emplois ministériel) vers le Genes (opérateurs)	-2	-33	-4	-1	-40
Transferts des Écoles des Mines (plafond d'emplois ministériel) vers les Ecoles des Mines (opérateurs)		-2	-12		-14
Solde	**-2**	**-35**	**-16**	**-1**	**-54**

HYPOTHÈSES DE SORTIES

(en ETP)	Catégorie A+	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Total
Départs en retraite	8	7	4	6	25
Autres départs définitifs	38	79	2	7	126
Autres départs	6	1	2	3	12
Total des sorties	**52**	**87**	**8**	**16**	**163**
dont contractuels	*10*	*11*	*0*	*6*	*27*

Toutes catégories confondues, 163 départs sont prévus, dont 25 au titre des départs en retraite et 126 au titre des autres départs définitifs.

Les autres départs définitifs comportent, les radiations, les décès, les départs à l'extérieur du ministère d'agents d'autres ministères ou d'autres administrations accueillis en détachement, les démissions d'agents titulaires, les démissions d'agents contractuels et les fins de contrat non suivies d'un renouvellement.

Les 12 autres départs sont relatifs aux départs en détachement d'agents du ministère, aux départs effectués dans le cadre d'une mobilité interne au ministère impliquant un changement de programme, aux départs en congé de longue durée (CLD), en congé formation, en congé parental et enfin en disponibilité.

Les dates moyennes de sortie sont estimées au 16 juillet pour les agents de catégorie A+, au 17 août pour les agents de catégorie A, au 7 juin pour les agents de catégorie B et au 27 juillet pour les agents de catégorie C.

HYPOTHÈSES D'ENTRÉES

(en ETP)	Catégorie A+	Catégorie A	Catégorie B	Catégorie C	Total
recrutements	34	65	0	0	99
autres entrées	24	15	9	7	55
Total des entrées	**58**	**80**	**9**	**7**	**154**
dont contractuels	*12*	*2*	*1*	*1*	*16*

Toutes catégories confondues, 154 entrées sont prévues, dont 99 par voie de concours ou de recrutement initial.

Les autres entrées prévues au nombre de 55 sont constituées des détachements entrants en provenance d'autres ministères ou administrations, des recrutements de contractuels, des recrutements ponctuels de vacataires ou de saisonniers, d'accueils d'agents du ministère dans le cadre de la mobilité impliquant un changement de programme, des retours de détachements, des réintégrations de congé de longue durée (CLD), des retours de congé formation, de congé parental et de disponibilité.

Les dates moyennes d'entrée sont estimées au 14 juillet pour les agents de catégorie A+, au 25 août pour les agents de catégorie A, au 30 juin pour les agents de catégorie B et au 9 juillet pour les agents de catégorie C.

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

Service	ETPT LFI 2012	ETPT PLF 2013
Administration centrale		
Services régionaux		
Services départementaux		
Opérateurs	1 314	1 253
Services à l'étranger		
Autres		
Total	**1 314**	**1 253**

La ligne « Opérateurs » correspond aux Écoles des Mines et au Genes.

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		ETPT
01	Organismes de formation supérieure et de recherche	1 253
Total		**1 253**

Le programme comprend 1 253 ETPT.

L'action n°01 « Organismes de formation supérieure et de recherche » comporte la totalité des 1 253 ETPT du programme, correspondant aux emplois des écoles des mines pour 970 ETPT et du Groupe de écoles nationales d'économie et de statistiques (Genes) pour 283 ETPT.

INDICATEURS DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

Ratios effectifs gestionnaires / effectifs gérés		**Effectifs intégralement gérés** (inclus dans le plafond d'emplois)
(ETP ou effectifs physiques)		1 281
Effectifs gérants	**34,2**	**2,7 %**
administrant et gérant	20,5	1,6 %
organisant la formation	3,3	0,3 %
consacrés aux conditions de travail	4,6	0,4 %
consacrés au pilotage et à la politique des compétences	5,9	0,5 %

Effectifs inclus dans le plafond d'emplois		Effectifs hors plafond d'emplois	
intégralement gérés	partiellement gérés (agents en détachement entrant, en MAD sortante et PNA)	intégralement gérés (CLD, disponibilité, etc.)	partiellement gérés (agents en détachement sortant et en MAD entrante)
77,2 %	22,8 %	0 %	0 %

Les personnels du Genes (élèves fonctionnaires et employés) sont pour la plupart des agents de l'INSEE placés en position de détachement (cas des élèves fonctionnaires) ou en PNA (position normale d'activité). L'INSEE effectue l'essentiel de la gestion administrative ainsi que la pré liquidation de la paye. Le Genes a la responsabilité de la gestion de proximité (horaires variables et absences notamment).

ÉLÉMENTS SALARIAUX

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	(en millions d'euros)
Socle Exécution 2012 retraitée	70
Prévision Exécution 2012 hors CAS Pensions	*73,7*
Changements de périmètre du programme 2013/2012	*-3,4*
Débasage/rebasage dépenses non reconductibles	*-0,3*
Impact du schéma d'emplois	0,3
EAP schéma d'emplois de l'année 2012	*0,4*
Schéma d'emplois de l'année 2013	*-0,1*
Mesures catégorielles	0,1
Mesures générales	0
GIPA	*0*
Mesures bas salaires	
GVT solde	0,6
GVT positif	*1,2*
GVT négatif	*-0,5*
Autres	0,2
Total	**71,3**

Les principales dépenses reprises dans la rubrique « Autres » concernent notamment les éléments suivants :
- le rachat de jours CET pour un montant de 0,2 M€ ;
- les dépenses liées aux indemnités d'enseignement et jurys de concours notamment, pour un montant de 0,04 M€.

COÛTS ENTRÉE-SORTIE

Catégorie d'emploi	Coût d'entrée (1)	Coût de sortie (1)
Catégorie A+	58 793	64 128
Catégorie A	35 914	39 801
Catégorie B	40 049	43 203
Catégorie C	32 366	33 482

(1) y compris charges sociales hors CAS Pensions.

Les coûts moyens des agents du programme sont de 67 672 euros pour un agent de catégorie A+, 48 780 euros pour un agent de catégorie A, 42 370 euros pour un agent de catégorie B et 33 713 euros pour un agent de catégorie C. Ces coûts s'entendent rémunérations indiciaires, indemnitaires et cotisations sociales comprises, mais hors contributions employeur au compte d'affectation spéciale « pensions » et hors prestations sociales.

MESURES GÉNÉRALES

Le PLF 2013 a été construit avec l'hypothèse d'une valeur du point fonction publique de 55,5635 € au 1er janvier 2013.

Par ailleurs, la mise en œuvre du dispositif de Garantie Individuelle du Pouvoir d'Achat (GIPA) prévue par le décret n°2008-539 du 6 juin 2008 s'élève à 37 000 €.

MESURES CATÉGORIELLES

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Mois	Coût 2013	Coût en année pleine
Effets extension année pleine mesures 2012 ou années précédentes						120 837	150 000
Réformes catégorie B-Technicien de laboratoire	*92*	*B*	*Technicien de laboratoire*	*08/2012*	*07*	*29 170*	*50 000*
Nouveau statut des enseignants	*400*	*A+*	*Professeurs et maîtres-assistants des écoles des mines*	*12/2012*	*11*	*91 667*	*100 000*
Mesures indemnitaires						6 163	6 163
autres mesures indemnitaires				*01/2013*	*12*	*6 163*	*6 163*
Total						**127 000**	**156 163**

Une dotation de 0,1 M€ permettra, outre le financement de l'effet en année pleine des mesures décidées en 2012, la mise en œuvre de mesures catégorielles destinées en priorité à l'atténuation des inégalités salariales en application des orientations nouvelles qui seront arrêtées lors de la concertation sociale prévue à l'automne.

MESURES INDIVIDUELLES

Un glissement vieillesse technicité (GVT) négatif de -0,5 M€ est prévu au titre de l'économie naturelle due à l'écart de rémunération entre les effectifs sortants et entrants.

Les personnels du programme connaissent une évolution de leur rémunération liée au GVT positif (effet de carrière). Cette évolution du GVT positif des agents présents a été provisionnée pour 1,2 M€ représentant 1,6 % de progression de masse salariale.

Le GVT solde du programme s'établit donc à 638 775 €.

COTISATIONS SOCIALES ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS POUR LES PENSIONS

	LFI 2012	PLF 2013
Contributions d'équilibre au CAS Pensions	26 892 824	28 762 747
Civils (y.c. ATI)	*26 892 824*	*28 762 747*
Militaires		
Ouvriers d'État (subvention d'équilibre FSPOEIE)		
Autres (Cultes et subvention exceptionnelle)		
Cotisation employeur FSPOEIE		

Le montant de la cotisation employeur à la Caisse nationale d'allocations familiales pour les personnels titulaires et non titulaires du ministère (taux de 5,4 %) est de 2 M€ ;

Le montant de la cotisation employeur au Fonds national d'aide au logement (FNAL) est de 0,2 M€.

Le montant de la contribution employeur au compte d'affectation spéciale « pensions » est estimée à 28,8 M€ au titre des pensions des personnels civils (taux de 74,28 %) et de l'allocation temporaire d'invalidité (taux de 0,32 %).

PRESTATIONS SOCIALES

Type de dépenses	Nombre de bénéficiaires	PLF 2013
Accidents de service, de travail et maladies professionnelles	25	39 681
Revenus de remplacement du congé de fin d'activité		
Remboursement domicile travail	214	128 050
Capital décès	1	8 800
Allocations pour perte d'emploi	16	102 500
Autres	5	16 017
Total		**295 048**

Ces crédits de titre 2 sont estimés à 0,3 M€. Ce montant correspond notamment aux remboursements domicile travail, aux accidents de service/accidents du travail et maladies professionnelles, aux allocations pour perte d'emploi, aux allocations versées aux parents d'enfants handicapés et aux allocations d'invalidité temporaire et capital décès.

ACTION SOCIALE – HORS TITRE 2

L'action sociale ministérielle et interministérielle (aide aux familles, logement, restauration, secours…) est portée par le secrétariat général du ministère ; les principaux dispositifs, montants et bénéficiaires sont présentés dans la JPE du programme 218 « Conduite et pilotage des politiques économique et financière ».

GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX ET CRÉDITS CONTRACTUALISÉS

CONTRATS DE PROJETS ÉTAT-RÉGION (CPER)

Génération CPER 2007-2013

Action	CPER 2007-2013 (rappel du montant initial)	AE engagées au 31/12/2012	CP réalisés au 31/12/2012	AE demandées pour 2013	CP demandés pour 2013	CP sur engagements à couvrir après 2013
01 Organismes de formation supérieure et de recherche	15 000 000	11 691 246	11 691 246	2 068 755	2 068 755	0
Total	**15 000 000**	**11 691 246**	**11 691 246**	**2 068 755**	**2 068 755**	**0**

Total des crédits de paiement pour ce programme

CP demandés pour 2013	CP sur engagements à couvrir après 2013
2 068 755	**0**

Les six écoles des mines ont été autorisées à contracter dans le cadre des contrats de projets État-Région 2007/2013. Les objets, montants et calendriers d'engagement, propres à chaque école, ont été décidés par leur conseil d'administration.

Les crédits correspondants, qui n'ont pas donné lieu à un apport de l'État, représentent plus de 90 % du montant initialement prévu.

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2012

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2011	Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2011	AE LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	CP LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012
1 090 379 505		906 252 110	879 340 979	1 071 654 927

ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP au-delà de 2015
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012	CP demandés sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2014 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2015 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE antérieures à 2013
1 071 654 927	280 281 000	190 295 917	126 104 961	474 973 049
AE demandées pour 2013	CP demandés sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2014 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2015 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013
851 063 288	627 795 621	63 550 733	46 696 572	113 020 362
Totaux	**908 076 621**	**253 846 650**	**172 801 533**	**587 993 411**

CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2013

CP 2013 demandés sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2014 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2015 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013/AE 2013
73,8%	7,5%	5,5%	13,3%

Les engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2011, d'un montant de 1 090 379 505 € correspondent majoritairement aux aides accordées aux projets de recherche et développement sur le fonds de compétitivité des entreprises. Alors que les aides font l'objet d'un engagement global pour la totalité du projet, qui se déroule sur une durée moyenne de 36 mois, les versements s'échelonnent sur au moins quatre exercices budgétaires ; à l'exception de l'avance à notification, ils ne peuvent intervenir qu'après la réalisation et la justification des travaux, par partenaire pour les versements intermédiaires, et pour l'ensemble des partenaires pour le solde des aides. Figure également un montant de 0,98 M€ correspondant aux engagements restant à couvrir pour la construction du Centre de microélectronique de Provence (CMP).

Sur la base d'une prévision d'engagements non couverts par des crédits de paiement au 31/12/2012 de 1 071 654 927 €, les estimations des CP en 2013 et 2014 correspondent aux prévisions de versements sur le fonds de compétitivité des entreprises (FCE) et, en 2013 uniquement, au solde de l'opération CMP (0,04 M€).

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01 — 32,1 %
Organismes de formation supérieure et de recherche



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	100 024 394	205 639 962	**305 664 356**	
Crédits de paiement	100 024 394	205 679 962	**305 704 356**	

L'action regroupe l'ensemble des financements apportés aux établissements d'enseignement supérieur et de recherche placés sous la tutelle du ministre du redressement productif et du ministre de l'économie et des finances : Institut Mines-Télécom (qui s'est substitué à l'Institut Télécom au 1er mars 2012), les écoles des Mines qui lui sont rattachées, le Groupe des écoles nationales d'économie et statistique (GENES), l'École supérieure d'électricité (SUPÉLEC) et l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI-Les Ateliers). Ces établissements sont présentés de façon détaillée dans la partie « Opérateurs », à l'exception de l'ENSCI, qui est rattachée principalement au programme 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture » au sein de la mission « Culture ».

Ces grandes écoles ont des activités de formation et de recherche, de création d'activités, de diffusion de l'innovation et de transfert technologique au service du développement et de la compétitivité des entreprises, notamment petites et moyennes. Elles forment des ingénieurs et des cadres possédant des compétences scientifiques, techniques, humaines et organisationnelles de haut niveau, reconnues dans tous les secteurs d'activité. Qu'elle soit fondamentale ou finalisée, l'activité de recherche des écoles est orientée sur des sujets de rupture intéressant le développement économique et social et est largement menée en partenariat avec les entreprises. La production de résultats scientifiques donne par ailleurs lieu à des publications de haut niveau international.

Les financements des entreprises s'ajoutent à ceux apportés par l'État, assurant la majorité du budget des écoles, ainsi qu'aux contributions des collectivités locales et aux financements sur projets nationaux et européens.

Les écoles participent également au développement des entreprises et à l'essor des territoires. Les écoles d'ingénieurs jouent un rôle particulièrement actif dans la mise en place et le développement des pôles de compétitivité. Elles soutiennent la création d'entreprises, notamment au travers de leurs « incubateurs » et « pépinières » d'entreprises en partenariat avec des collectivités locales, des universités et d'autres grandes écoles.

Enfin, les écoles sont également impliquées dans les pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) des régions dans lesquelles elles sont implantées, ainsi que dans les initiatives d'excellence (IDEX), Instituts de recherche technologique (IRT), instituts d'excellence en énergies décarbonées (IEED), laboratoires d'excellence (LABEX) du programme d'investissements d'avenir, notamment dans le cadre du projet de campus de Paris-Saclay.

EFFECTIFS

Catégorie d'emplois	ETPT
A+	515
A	257
B	256
C	225
Total	**1 253**

L'action n°01 « Organismes de formation supérieure et de recherche » regroupe la totalité des 1 253 ETPT du programme, correspondant aux 970 ETPT des écoles des mines et aux 283 ETPT du Groupe des écoles nationales d'économie et de statistiques (Genes).

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	201 022 175	201 022 175

Les dépenses de fonctionnement regroupent les subventions pour charge de service public des opérateurs du programme évoquées ci-dessus.

Les subventions pour charges de service public aux écoles s'élèvent en 2013, après transferts, à 201 M€ (AE=CP), selon la décomposition suivante :

Opérateurs	AE=CP
Écoles des mines	73 033 228
Institut Télécom	109 038 858
SUPELEC	9 127 458
ENSCI	1 600 782
GENES	8 221 849
TOTAL	**201 022 175**

Le plafond d'emplois des écoles des mines est majoré en 2013 d'un transfert de 14 ETP. La masse salariale afférente à ces emplois, soit 675 000 €, est à ce titre transférée du titre 2 du programme 192 vers la masse salariale des écoles. Ce transfert a alors vocation à rattacher les coûts et la gestion directe de ces agents aux structures auprès desquelles ils exercent effectivement leurs fonctions.

Au-delà des crédits de titre 2 rémunérant 970 ETPT en poste dans les écoles des mines, la majorité de la subvention est consacrée à la rémunération des personnels recrutés au niveau des établissements sous contrat de droit public. Ces derniers financent également les dépenses de fonctionnement et les petits et moyens équipements.

La subvention pour charge de service public du GENES est majorée, en 2013, d'un transfert de 3 623 937 € du titre 2 du programme 192 vers la masse salariale de l'établissement, correspondant au transfert de 40 contractuels (39,75 ETP). Le GENES dispose, après transfert, de crédits sur le titre 2, correspondant à la rémunération de 283 ETPT.

Pour les autres écoles, les dotations permettent de couvrir les charges de service public, à la fois de personnel et de fonctionnement. Par ailleurs, SUPÉLEC bénéficie d'une subvention du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (P 150 « Formations supérieures et recherche universitaire ») et l'ENSCI d'une subvention du ministère de la culture et de la communication (P 224 « Transmission des savoirs et démocratisation de la culture »).

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	4 617 787	4 617 787

Les crédits d'intervention permettent d'octroyer des bourses sur critères sociaux aux élèves sur des critères similaires à ceux du ministère de l'enseignement supérieur :

– 2,92 M€ pour les écoles des mines et 1,27 M€ pour l'institut Mines-Télécom, soit environ 35 % de l'effectif total des élèves-ingénieurs en formation dans ces écoles ;
– 0,43 M€ pour les écoles du GENES. Pour l'année 2011-2012, 28 % des élèves ont obtenu une bourse du GENES (20 % à l'ENSAE Paris Tech et 40 % à l'ENSAI).

DÉPENSES D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dotations en fonds propres		40 000

Les crédits de paiement prévus à hauteur de 40 k€ permettent de compléter le financement de la deuxième phase de construction du Centre de Microélectronique de Provence George Charpak à Gardanne à hauteur des AE précédemment engagées pour cette opération, soit 4,77 M€ au total.

ACTION n° 02 — 39,8 %
Soutien et diffusion de l'innovation technologique



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		378 696 659	**378 696 659**	
Crédits de paiement		378 696 659	**378 696 659**	

L'action vise à accroître les capacités d'innovation et de croissance des petites et moyennes entreprises (PME) et des entreprises de taille intermédiaire (ETI), en accompagnant financièrement leurs projets et en facilitant la diffusion large des technologies et des process innovants dans le tissu économique.

Elle repose sur la mobilisation des services de l'État (DGCIS, DIRECCTE) et d'OSÉO, en liaison avec les réseaux territoriaux et organismes dédiés (centres régionaux d'innovation et de transfert de technologies, centres techniques industriels, instituts Carnot, etc.).

Elle se traduit par :

- l'accompagnement financier et en conseil par OSÉO des projets d'innovation technologique et industrielle, au travers des programmes « innovation stratégique industrielle » (ISI) pour les entreprises de moins de 5 000 salariés et « aide à l'innovation » (AI) pour les entreprises de moins de 2 000 salariés ;
- la stimulation de la diffusion des technologies de l'électronique et des microsystèmes dans les produits des PME de tous les secteurs, au travers du programme national CAP'TRONIC ;
- l'exonération de cotisations sociales patronales pour les jeunes entreprises innovantes (JEI), PME qui consacrent au moins 15 % de leurs charges annuelles à des projets de R&D ; cette exonération de charges sociales est compensée par l'État aux organismes de sécurité sociale.

Par ailleurs, le crédit d'impôt recherche (CIR) diminue l'impôt sur les sociétés des entreprises qui réalisent des dépenses de R&D. Cet instrument, se caractérisant par son caractère transversal à tous les secteurs d'activité, relève du programme 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires ».

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	14 912 625	14 912 625

Le montant des subventions pour charges de service public s'élève à 14,9 M€ (AE=CP).

Ce montant correspond à la dotation versée au **Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE)**, afin de financer les actions de recherche que l'État confie à cet opérateur, qui sont de trois ordres :

– métrologie légale : le LNE réalise, entretient et améliore des étalons nationaux de référence, reconnus à l'international, dans les unités de base et dérivées du Système International d'unités, dans les domaines de la mécanique, de la thermique, de l'optique, de la chimie et de l'électricité ;

– travaux de R&D visant à progresser dans la maîtrise de la mesure dans tous les domaines où les exigences réglementaires ou les évolutions technologiques génèrent des besoins nouveaux ;

– recherches scientifiques, études et travaux visant au développement de moyens et méthodes d'essais et d'analyse de référence dans tous les domaines où les enjeux de protection des consommateurs, de santé publique, de protection de l'environnement ou de maîtrise de l'énergie nécessitent un travail d'anticipation des besoins nouveaux.

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performance du programme 134 « Développement des entreprises et de l'emploi », dont le LNE est opérateur principal.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux entreprises	359 984 034	359 984 034
Transferts aux autres collectivités	3 800 000	3 800 000
Total	**363 784 034**	**363 784 034**

Les **363,8 M€ (AE =CP)** de crédits d'intervention se décomposent en trois dispositifs :

Dispositifs	AE	CP
OSEO innovation	263 984 034	263 984 034
Jeunes entreprises innovantes	96 000 000	96 000 000
CAP'TRONIC	3 800 000	3 800 000
Total	**363 784 034**	**363 784 034**

1) Une dotation de fonctionnement d'un montant de 45,4 M€ (AE=CP) est destinée à financer :

– **le fonctionnement d'OSÉO pour l'activité « Innovation »**, pour **42,2 M€**. Près de 70 % de la dotation sont consacrés à la couverture des charges de personnel (environ 440 ETP pour un total de 1 640 sur l'ensemble du groupe). La majorité de l'effectif est affectée, au niveau des délégations régionales, à l'instruction et au suivi des financements sur projet, ainsi qu'aux actions de soutien au tissu économique. Les effectifs du siège d'OSÉO exercent au niveau national, d'une part, des fonctions support ainsi que des missions d'expertise et de veille nationale et européenne, d'autre part, des fonctions d'instruction des dossiers les plus structurants. La dotation de fonctionnement permet de faire face aux charges liées à la mise en œuvre du programme « aides à l'innovation » (AI), correspondant à l'activité historique de l'agence (ex-ANVAR) et du programme « innovation stratégique industrielle » (ISI), mis en place suite à la fusion au 1er janvier 2008 de l'ex-Agence de l'innovation industrielle avec OSÉO innovation. Elle contribue également à financer la gestion des aides aux projets de R&D des pôles de compétitivité soutenus par le Fonds unique interministériel (FUI).

– **les réseaux régionaux de développement technologique (RDT)**, instruments de coopération essentiels au niveau régional en matière d'innovation, cofinancés par l'État à hauteur de **2,5 M€** et les collectivités territoriales. L'essentiel de la dotation de l'État couvre des frais de fonctionnement et, à hauteur de 5 %, est affectée à la couverture de coûts externes nationaux (supports et outils communs des RDT). Le fonctionnement des RDT, les coûts salariaux de l'animation et du pilotage sont inclus dans le budget de fonctionnement de l'activité innovation d'OSEO ;

– **le secrétariat français d'Eurêka**, pour un montant estimé à environ **0,8 M€**. Les dépenses sont constituées de frais de personnel et des frais de fonctionnement associés.

La répartition effective de la dotation sera fixée en fin d'année 2012. Les montants indiqués ne sont donc, à ce stade, qu'indicatifs.

2) Une dotation de 218,55 M€ en AE/CP est destinée à financer les interventions de l'activité « Innovation » d'OSÉO.

Les crédits d'intervention d'OSÉO innovation lui permettront de financer :
– le programme **« aides à l'innovation »** (AI) qui est orienté prioritairement vers les PME de plus de 50 salariés et les projets d'innovation de rupture ;
– le programme **« innovation stratégique industrielle »** (ISI) qui soutient des projets de recherche collaborative portant sur des innovations de rupture pour des montants d'aide de 3 à 10 M€ par projet. Les entreprises de moins de 5 000 salariés (PME et ETI) sont la cible privilégiée de ce programme.

Les cibles de ces programmes sont définies dans le contrat de performance d'OSÉO. Un prochain contrat devrait entrer en vigueur dans un contexte qui pourrait être modifié suite à la création de la BPI à laquelle Oséo innovation sera vraisemblablement rattachée.

3) Une dotation destinée à l'ACOSS, fixée à 96 M€ (AE=CP), au titre de la compensation de l'allègement des cotisations sociales patronales pour les personnels participant aux projets de recherche des **jeunes entreprises innovantes (JEI)**.

Depuis le 1er janvier 2004, les jeunes entreprises indépendantes (PME) qui consacrent plus de 15 % de leurs charges à des dépenses de recherche et développement bénéficient d'une exonération de cotisations sociales pour les emplois de personnels de recherche et d'appui à la recherche. L'État compense à l'ACOSS les cotisations sociales qu'elle ne perçoit pas.

En LFI 2011, afin de prendre en compte l'amplification du soutien à l'innovation liée à la réforme du crédit d'impôt recherche intervenue au 1er janvier 2008 et d'améliorer l'efficience des dépenses budgétaires en faveur de l'innovation des petites et moyennes entreprises (PME), ce dispositif a été modifié en introduisant 3 leviers permettant une meilleure modulation :
– un plafond de rémunération mensuelle brute par personne ;
– un plafond annuel de cotisations éligibles par établissement ;
– une diminution progressive des exonérations au cours de la vie de l'entreprise.

Cette diminution progressive a notamment pour objectif d'éviter les sorties brusques du dispositif qui se produisaient antérieurement, lorsque les entreprises atteignaient leur huitième année et pouvaient conduire à des déséquilibres de trésorerie. Ce principe de sortie progressive rejoint, en outre, celui qui était en application pour les dégrèvements fiscaux dont bénéficiaient les mêmes entreprises (exonération totale sur trois ans, puis à hauteur de 50 % les deux années suivantes).

En réponse aux demandes des organisations professionnelles, qui ont souligné certains effets de la modification adoptée en LFI, le Parlement a adapté le dispositif en loi de finances rectificative. À compter du 1er janvier 2012, sont applicables :
– un relèvement du plafond par établissement de 3 à 5 fois (106 k€ à 176 k€) le plafond de la sécurité sociale ;
– un relèvement des taux de dégressivité à 80 % l'année 5, 70 % l'année 6, 60 % l'année 7 et 50 % l'année 8 ;
– en contrepartie, une réduction de 5 ans à 2 ans du régime d'exonérations fiscales.

4) Une dotation de 3,8 M€ (AE=CP) est prévue pour la mise en œuvre du programme CAP'TRONIC, dans le cadre des actions de diffusion de la politique d'innovation. Ce programme apporte aux PME des prestations de conseil et d'expertise pour renforcer l'intégration de solutions électroniques à leurs produits, afin d'accroître leur compétitivité.

Une évaluation du programme a été menée par le cabinet WMI à la demande de l'État en 2010. Celle-ci a mis en exergue l'excellent niveau de satisfaction dont bénéficie ce programme auprès des PME concernées par le dispositif (97 % des PME interrogées).

En 2011, ce sont environ 2 000 PME, réparties sur l'ensemble du territoire, qui ont bénéficié du programme. Parmi celles-ci, 262 ont bénéficié d'un contrat d'expertise et 366 ont fait l'objet d'une action de suivi.

ACTION n° 03 — 28 %
Soutien de la recherche industrielle stratégique



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		266 726 667	**266 726 667**	
Crédits de paiement		323 700 000	**323 700 000**	

L'action vise à soutenir les projets de recherche les plus stratégiques des filières et des entreprises en termes technologiques et industriels, dans le cadre d'une politique volontariste de soutien des secteurs clés de la croissance et de l'emploi d'aujourd'hui et de demain. Elle permet d'accroître le positionnement d'entreprises françaises comme leaders technologiques européens, voire mondiaux, ainsi que l'attractivité de la France, tout en concourant à faciliter l'accès des laboratoires ou des entreprises installés en France à des programmes de recherche et des financements nationaux ou communautaires.

Le soutien à la recherche se concentre sur le dépassement de véritables verrous technologiques, nécessitant une masse critique de R&D non accessible à un acteur isolé, par le financement de projets coopératifs amont associant de grands groupes industriels, des PME et des laboratoires publics et leur permettant de coopérer sur des projets pré-compétitifs. Les trois domaines prioritaires sont les technologies de l'information et de la communication, les biotechnologies et la santé, ainsi que l'environnement et le développement durable.

Cette action est mise en œuvre par la DGCIS dans le cadre de deux dispositifs :

– **le Fonds de compétitivité des entreprises (FCE)**, qui subventionne des projets des *clusters* du programme intergouvernemental européen Eurêka, les initiatives technologiques conjointes et la R&D dite « stratégique sur le territoire » (maintien en France d'investissements technologiques ou de R&D internationalement mobiles) ;

– **les pôles de compétitivité**, qui rassemblent des entreprises de toutes tailles, des unités de recherche et des centres de formations, et dont les projets de R&D sont sélectionnés à partir d'appels à projets interministériels et financés par un Fonds unique interministériel (FUI) logé au sein du FCE.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux entreprises	207 631 334	250 180 000
Transferts aux autres collectivités	59 095 333	73 520 000
Total	**266 726 667**	**323 700 000**

Les interventions de cette action relèvent intégralement du **Fonds de compétitivité des entreprises (FCE)**, sous la responsabilité de la DGCIS. Il permet de soutenir, par le biais de subventions, la recherche et le développement réalisés au sein de projets partenariaux public/privé, dont la vocation est de faire sauter des verrous technologiques. Il intervient dans deux domaines :

– pour des **projets de recherche et développement stratégiques**, relevant du secteur industriel. Le FCE finance les partenaires français participant aux projets du programme européen Eurêka, au titre de *clusters* organisés par grands domaines stratégiques : micro et nano électronique (CATRENE), micro systèmes, interconnexion et packaging (EURIPIDES), logiciel middleware (ITEA 2), télécommunications (CELTIC), énergie (EUROGIA+) et protection de l'eau (ACQUEAU). Ce dispositif est complété, depuis 2008, par les initiatives technologiques conjointes (ITC), nouvelles formes de partenariats public-privé associant les industriels, les États membres et la Commission européenne, dans les secteurs de la nanoélectronique (ENIAC) et des systèmes informatiques

embarqués (ARTEMIS). Des soutiens exceptionnels sont également apportés, soit dans le cadre d'appels à projets sur des thématiques spécifiques (écotechnologies en 2009), soit à des projets de R&D dite « stratégique sur le territoire », comme la nanoélectronique à Crolles (Isère) ;

– pour l'ensemble des projets de recherche et développement des **pôles de compétitivité** par le biais du **Fonds unique interministériel (FUI)**. Les projets soutenus sont sélectionnés dans un cadre interministériel à l'issue d'appels à projets (2 appels à projets sont lancés chaque année) et font l'objet d'une instruction interministérielle commune.

Les autorisations d'engagement et une partie des crédits de paiement du FUI (couverture des engagements selon un échéancier de 20 % par an pendant 5 ans) sont transférés à OSÉO, qui assure, depuis l'appel à projet lancé fin 2009, la gestion des aides à la R&D des projets collaboratifs des pôles.

	AE	CP
Fonds de compétitivité des entreprises – hors FUI	151 726 667	148 100 000
FCE –FUI (fonds unique interministériel)	115 000 000	175 600 000

Les interventions du FCE étant destinées à des projets associant des partenaires privés (grandes entreprises et PME) et des laboratoires publics, les dotations relèvent :

– de la catégorie budgétaire « transferts aux entreprises » à hauteur de 80 % pour le FCE hors FUI et de 75 % pour le FUI ;
– de la catégorie budgétaire « transferts aux autres collectivités » à hauteur de 20 % pour le FCE hors FUI et de 25 % pour le FUI.

	AE	CP
Transferts aux entreprises	207 631 334	250 180 000
Transferts aux autres collectivités	59 095 333	73 520 000

Les interventions du FCE prennent uniquement la forme de subventions, à un taux d'aide compris entre 25 % et 30 % pour les entreprises, et à un taux d'aide de 100 % des coûts marginaux pour les laboratoires publics. Les PME répondant à la définition communautaire, qui effectuent des travaux dans la zone de R&D du pôle de compétitivité qui a labellisé le projet, bénéficient d'un taux bonifié (45 %).

En 2011, 63 projets du FCE hors FUI ont été soutenus pour environ 167,2 M€ d'aides engagées. Sur le volet FUI, d'une part, 162 projets de R&D collaborative ont été retenus au titre des appels à projets n°11 et 12 des pôles de compétitivité pour un montant total de 149,6 M€, et d'autre part, 19 projets de plates-formes retenus au titre d'appels à projets précédents ont été lancés pour un montant total engagé de 36,5 M€. En moyenne, un projet du FCE regroupe 4,2 partenaires, dont 1,3 grandes entreprises ou entreprises de taille intermédiaire, 1,5 PME, 1,2 laboratoire et 0,2 autre structure ; un projet du FUI réunit en moyenne 7 partenaires.

Fonds de compétitivité des entreprises (hors pôles de compétitivité)

Avec une dotation de 151,7 M€ en AE, la programmation du FCE hors pôle permettra :

– de poursuivre l'effort français au sein d'Eurêka et des initiatives technologiques conjointes (ITC). Ces programmes contribuent, par leur complémentarité, à la constitution de masses critiques de niveau européen dans des domaines technologiques stratégiques, tels que la gestion de l'eau, les énergies renouvelables, la nanoélectronique et le logiciel, qui jouent un rôle de plus en plus important dans l'innovation et la valeur ajoutée de nombreux secteurs économiques (télécommunications, aéronautique ou automobile) ;

– de maintenir la capacité d'intervention en faveur de la R&D dite « stratégique sur le territoire » correspondant à la captation sur le territoire national d'investissements technologiques ou de R&D internationalement mobiles. Des moyens importants seront affectés au développement du pôle nanoélectronique de Crolles à Grenoble, seul pôle industriel européen dans le domaine des technologies les plus avancées pour la production des circuits intégrés ;

– de lancer des appels à projets thématiques sur les sujets qui ont été identifiés dans le cadre du Grenelle de l'environnement comme stratégiques. Les financements apportés à des projets coopératifs doivent permettre aux

entreprises nationales de renforcer leurs compétences dans les domaines de la chimie verte, du contrôle des pollutions locales (air, sol), du recyclage des produits, ainsi que dans le domaine de l'éco-conception des produits, incluant les *process* de fabrication.

Les crédits de paiements demandés au titre du FCE hors FUI permettront d'effectuer les versements aux partenaires des projets sur les nouveaux engagements (avances à notification, dont le taux varie de 5 %, pour les grandes entreprises, à 30 % pour les entreprises de moins de 2 000 personnes et les laboratoires) et sur les projets soutenus en cours de réalisation (acomptes et soldes).

Fonds de compétitivité des entreprises – fonds unique interministériel

Les pôles de compétitivité visent à mobiliser les acteurs économiques et académiques, dans un espace géographique donné, autour de stratégies de développement et de projets communs à fort contenu innovant. L'originalité de l'approche réside dans la coopération effective de trois types d'acteurs - entreprises, centres de recherche publics et organismes de formation – axe fort de compétitivité.

Une évaluation externe réalisée en 2012 a recommandé le lancement d'une troisième phase de la politique des pôles ; cette nouvelle phase est en cours de définition par le Gouvernement pour les prochaines années.

Les 115 M€ d'autorisations d'engagement au titre des pôles de compétitivité sur le FUI correspondent au soutien des projets collaboratifs innovants en 2013, première année de la phase 3.

Les crédits demandés au titre de la politique des pôles de compétitivité permettront de couvrir les paiements dus à OSÉO au titre des appels à projets (AAP) dont la gestion lui a été transférée et de procéder aux paiements intermédiaires et au versement du solde dus aux partenaires des projets antérieurs dont la DGCIS assure la gestion.

OPÉRATEURS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DU PROGRAMME DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

	LFI 2012		PLF 2013	
Nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)	218 057 613	218 057 613	215 934 800	215 934 800
Dotations en fonds propres (titre 7-2)		1 000 000		40 000
Transferts (titre 6)	4 538 366	4 538 366	4 617 787	4 617 787
Total	**222 595 979**	**223 595 979**	**220 552 587**	**220 592 587**

Ce programme finance à titre principal l'Institut Mines-Télécom, les écoles des mines, le Groupe des écoles nationales d'économie et statistique (GENES) et Supélec, présentés ci-dessous. Il contribue également au financement du Laboratoire national de métrologie et d'essais (LNE) rattaché au programme 134 de la mission « Économie » et de l'École nationale supérieure de création industrielle (ENSCI) rattachée au programme 224 de la mission « Culture ».

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

EMPLOIS DES OPÉRATEURS Y COMPRIS OPÉRATEURS MULTI-IMPUTÉS SI PROGRAMME CHEF DE FILE

	Réalisation 2011 (1)				**LFI 2012**				**PLF 2013**			
Intitulé de l'opérateur	ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs		
		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*
Ecoles des mines	978	830	187		991	848	151		970	841	187	
GENES - Groupement des écoles nationales d'économie et statistique					323	20	12		283	60	12	
Institut Mines-Télécom		1 067	471			1 115	538	*0*		1 088	538	
SUPELEC - Ecole supérieure d'électricité						307	54			300	54	
Total	**978**	**1 897**	**658**		**1 314**	**2 290**	**755**	***0***	**1 253**	**2 289**	**791**	

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.
(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

L'évolution des emplois des opérateurs s'explique :

– par un effort de réduction fixé à 2,4 % des ETP ouverts en LFI 2012, soit -55 ETP, contribuant ainsi à la maîtrise des finances publiques. Cet effort est modulé en fonction des opérateurs afin de prendre en compte des éléments de contexte propres à chaque établissement (mise en place progressive du GENES…). Les efforts de rationalisation et de mutualisation porteront notamment sur les fonctions support ;

– par un transfert de 54 ETP en provenance du titre 2 au profit du GENES (+40 ETP) et des écoles des mines (+14 ETP).

PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME CHEF DE FILE

LFI 2012*						PLF 2013
Emplois sous plafond *en ETP*	Solde des transferts T2/T3	Solde des transferts internes	Solde des transferts externes	Corrections techniques	Solde net des créations ou suppressions d'emplois	Emplois sous plafond *en ETP*
2 290	+54				-55	2 289

* Plafond voté en LFI 2012 ou le cas échéant en LFR

PRÉSENTATION DES OPÉRATEURS (OU CATÉGORIES D'OPÉRATEUR)

ECOLES DES MINES

Les six écoles nationales supérieures des mines de Paris, Saint-Etienne, Alès, Douai, Nantes et Albi-Carmaux sont des établissements publics à caractère administratif placés sous la tutelle du ministère chargé de l'industrie. Depuis le 1er mars 2012, ces six écoles sont rattachées à l'Institut Mines-Télécom en application de l'article L719-10 du code de l'éducation. Dans un contexte d'accroissement des enjeux liés à la performance de notre écosystème d'enseignement supérieur, de recherche et d'innovation pour l'économie, les écoles des mines et les écoles des télécommunications constituent ainsi un établissement de référence en matière de développement de nouvelles technologies, de politiques publiques et de régulation économique, de formation d'entrepreneur ainsi que de création d'activités et d'entreprises nouvelles grâce au nouvel Institut Mines-Télécom.

Les écoles des mines forment des ingénieurs entrepreneurs, possédant des compétences scientifiques, techniques, humaines et organisationnelles de haut niveau, bien préparés à l'internationalisation du management des entreprises, aptes à prendre rapidement des responsabilités dans tous les domaines de la vie des entreprises et à maîtriser des systèmes technologiques complexes.
Ces écoles développent également une forte activité de recherche et contribuent au développement économique, à la création d'activités et d'entreprises, à l'innovation et au transfert technologique. Elles jouent ainsi un rôle direct dans l'amélioration de la compétitivité des entreprises, notamment des petites et moyennes industries, avec lesquelles de nombreux partenariats ont été noués.
Ces écoles participent activement aux projets développés dans le cadre des Pôles de compétitivité. Collectivement, leur groupement de laboratoires de recherche, au travers de l'association ARMINES, figure parmi les vingt premières institutions qui se sont vu attribuer le label d'institut Carnot en 2006. L'institut Carnot M.I.N.E.S, évalué favorablement par l'agence nationale de la recherche (ANR) à l'issue de l'exercice 2006-2010, a obtenu le renouvellement de sa labellisation en avril 2011 pour une nouvelle période de 5 ans.

Dans les neuf régions (Aquitaine, Île-de-France, Languedoc-Roussillon, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, Pays de la Loire, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Rhône-Alpes) où sont implantés leurs 17 sites d'enseignement et de recherche, les écoles des mines développent également des actions de créations d'entreprises et d'activités. Elles ont contribué à mettre en place, en liaison avec les collectivités locales, les universités et d'autres grandes écoles, des formations à l'entrepreneuriat, des incubateurs et des pépinières d'entreprises.

Formation

A la rentrée 2011, les écoles accueillaient :
- 4 768 élèves ingénieurs parmi lesquels 114 élèves fonctionnaires des corps techniques de l'État, 1 009 apprentis, 195 élèves en formation continue sous statut salarié ;
- 180 élèves de formations conduisant à un Diplôme National de Master ;
- 403 étudiants en mastère spécialisé ou en formation spécialisée ;
- 930 doctorants.

En 2011, les écoles ont délivré 2 383 diplômes, dont 1 337 diplômes d'ingénieurs, 121 diplômes de master, 661 mastères spécialisés et diplômes de formation spécialisée et 264 doctorats.
L'offre de l'école inclut des cursus classiques d'ingénieurs par la formation initiale ou continue, des formations conduisant au diplôme national de master, des formations à bac+6 conduisant à la délivrance de mastères spécialisés et la formation d'élèves chercheurs au sein de formations doctorales réputées.
Chaque école dispose d'au moins une filière de formation d'ingénieurs sous statut salarié (apprentissage et/ou formation continue) ; en 2011, 20 % des ingénieurs diplômés par les écoles des mines en étaient issus.

Les écoles de Paris, Albi-Carmaux, Alès, Douai et Nantes forment en outre des ingénieurs pour l'administration (ingénieurs des mines pour la première, ingénieurs de l'industrie et des mines pour les autres).
L'ensemble des six écoles des mines propose de nombreuses formations adaptées aux besoins des personnes en activité. La plupart des cycles de formation sont accessibles grâce à une reconnaissance et une validation des acquis

professionnels ou académiques. Des formations sur mesure sont aussi réalisées à la demande des entreprises, des administrations ou des collectivités. Les écoles développent également une politique résolue d'ouverture sociale.

Recherche et innovation

Les écoles des mines mènent une recherche partenariale exemplaire en association avec ARMINES dans le cadre de l'Institut Carnot M.I.N.E.S. (Méthodes innovantes pour l'entreprise et la société). En 2011, les ressources contractuelles provenant de la recherche orientée à finalité industrielle, du transfert technologique et d'actions de formation continue, représentent un montant de 53 millions d'euros. La recherche menée dans les écoles a fait l'objet de 759 publications de rang A.

De par la qualité et la spécificité de leur recherche et du réseau de leurs partenaires industriels, les écoles des mines se sont facilement intégrées dans les travaux de conception, de mise en œuvre et de gouvernance des pôles de compétitivité mis en place en 2005. Les écoles des Mines sont partenaires de 35 pôles de compétitivité, dont 5 des 7 pôles mondiaux et 7 des 11 pôles à vocation mondiale.

Les liens des laboratoires et des centres de recherche des écoles des mines avec le monde industriel, en partenariat avec ARMINES, se concrétisent aussi dans le domaine de la propriété intellectuelle par le dépôt de brevets (17 en 2011) et la mise sur le marché de logiciels scientifiques. Transvalor SA, filiale de valorisation d'ARMINES, intervient principalement dans le développement et la commercialisation à l'international de logiciels de mise en forme des matériaux (Transvalor) et de la géostatistique (Géovariances, filiale de Transvalor), avec un chiffre d'affaire de 5,9 M€ en 2011. Transvalor contribue également au préamorçage de *spin-offs* (entreprises créées par essaimage) sur des thématiques issues des centres.

Plusieurs autres familles de logiciels scientifiques et bases de données font l'objet de licences actives (calcul de structures, analyse d'image, géochimie, données solaires, prévisions éoliennes, sécurité industrielle, etc.)

Soutien à la création d'entreprise

Les écoles des mines favorisent également la création d'entreprises, soit par le transfert de savoir-faire de certains de leurs laboratoires vers des entités à caractère commercial, soit en aidant de jeunes créateurs à élaborer leurs projets par une aide scientifique, technologique et logistique. Les écoles des mines accueillent actuellement environ une centaine d'entreprises en incubation. 28 nouvelles entreprises ont été créées en 2011.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Organismes de formation supérieure et de recherche	**75 334**	**76 284**	**78 896**	**79 896**	**75 953**	**75 993**
Subventions pour charges de service public	72 555	72 555	76 026	76 026	73 033	73 033
Dotations en fonds propres		950		1 000		40
Transferts	2 779	2 779	2 870	2 870	2 920	2 920
Total	**75 334**	**76 284**	**78 896**	**79 896**	**75 953**	**75 993**

Les 2 920 k€ versés au titre des transferts sont destinés à financer les bourses allouées aux étudiants sur critères sociaux sur la base de critères similaires à ceux retenus par le ministère de l'enseignement supérieur.

Les moyens alloués par l'État aux écoles des mines comprennent également la rémunération des agents de l'État affectés dans ces établissements (81 578 k€ au PLF 2013 soit 58 140 k€ Hors CAS Pensions et 23 438 k€ CAS Pensions).

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat (en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	51 874	55 278	Ressources de l'État	64 720	76 017
			- subventions de l'État	*64 720*	*76 017*
Fonctionnement	62 826	63 092	*- ressources fiscales*	*0*	*0*
Intervention	2 779	2 697	Autres subventions	7 983	6 324
			Ressources propres et autres	47 590	47 015
Total des charges	**117 479**	**121 067**	**Total des produits**	**120 293**	**129 356**
Résultat : bénéfice	2 814	8 289	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	**120 293**	**129 356**	Total : équilibre du CR	**120 293**	**129 356**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	0	0	Capacité d'autofinancement	3 620	9 872
Investissements	37 709	28 072	Ressources de l'État	11 564	940
			Autres subv. d'investissement et dotations	4 276	9 929
			Autres ressources	17 827	2 050
Total des emplois	**37 709**	**28 072**	**Total des ressources**	**37 287**	**22 791**
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	422	5 281

(1) voté

Le bénéfice prévisionnel est dû à un changement de méthode d'imputation des subventions de l'État qui sont désormais rattachées en totalité au compte de résultat (et non plus comptabilisées en partie en ressources du tableau de financement). Elles alimentent la capacité d'autofinancement qui permettra de financer les investissements.

Les prélèvements sur fonds de roulement visent à financer des opérations d'investissement (extension de bâtiments et travaux de mise en sécurité, notamment dans les écoles des mines de Nantes, Albi-Carmaux et Douai).

Aux ressources propres enregistrées dans les budgets des établissements s'ajoutent les ressources provenant des activités de recherche gérées par l'association ARMINES, qui représentaient 46,5 M€ en 2011.

Dans les budgets prévisionnels 2012 des établissements (hors personnels mis à disposition par l'État), les charges de personnel représentent approximativement 43 % des dépenses de fonctionnement, hors bourses sociales.

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
	55 278	43 012	2 697	28 072	**129 059**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	1 017	999	1 028
- sous plafond	*830*	*848*	*841*
- hors plafond opérateurs	*187*	*151*	*187*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	983	996	975
- rémunérés par l'État par ce programme	*978*	*991*	*970*
- rémunérés par l'État par d'autres programmes	*5*	*5*	*5*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

Le plafond d'emplois pour 2013 est fixé à 841 ETP et résulte d'une diminution du schéma d'emplois des écoles des mines à hauteur de 2,5 % du plafond d'emplois de 2012, au regard notamment de leur capacité à contribuer au redressement des comptes publics et d'un transfert de +14 ETP issus du titre 2 de ce programme.

A noter que 5 agents sont mis à disposition par le ministère de la Défense au titre du programme 146 « Équipement des forces ».

Le hors plafond d'emplois pour 2013 est conforme à la réalisation 2011 et est fixé en lien avec les perspectives de développement des ressources propres résultant d'un acte contractuel bénéficiant à un ou plusieurs écoles des mines.

GENES - GROUPEMENT DES ÉCOLES NATIONALES D'ÉCONOMIE ET STATISTIQUE

Le Groupe des écoles nationales d'économie et de statistique (GENES) est un établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel, créé par décret le 1er janvier 2011, et placé sous la tutelle du ministre de l'économie et des finances et du ministre du redressement productif. Il résulte de la transformation juridique de l'ancienne direction des enseignements supérieurs et de la recherche de l'INSEE. Ce nouveau statut marque la volonté de consolider un centre d'enseignement supérieur et de recherche de premier plan dédié aux métiers de l'économie, de la finance, de la statistique et des sciences humaines et sociales.
Le GENES rassemble plusieurs établissements assurant des activités de formation initiale, de recherche et de formation continue. Il est ainsi constitué de deux écoles, l'ENSAE ParisTech (École nationale de la statistique et de l'administration économique) situé à Malakoff et l'ENSAI (École nationale de la statistique et de l'analyse de l'information) implanté à Rennes, d'un centre de recherche, le CREST (Centre de recherche en économie et statistique), présent sur les deux sites, et d'un centre de formation continue, le CEPE (Centre d'études des programmes économiques). Pour assurer l'ensemble de ses missions, le GENES emploie 160 personnels permanents (personnels administratifs et enseignants, hors élèves fonctionnaires).

Formation

L'ENSAE ParisTech et l'ENSAI forment conjointement près de 800 étudiants chaque année. Le centre de recherche accueille environ 35 doctorants. Ces grandes écoles, au recrutement à la fois sélectif et divers, offrent des formations de très haut niveau, axées sur l'économie, la statistique, la sociologie, les assurances et la finance. Celles-ci délivrent des diplômes d'ingénieur et/ou de statisticien-économiste. Elles délivrent directement des diplômes de mastères spécialisés et, en association avec des universités, des diplômes de masters.

L'ENSAE ParisTech et l'ENSAI assurent notamment la formation initiale des administrateurs et des attachés de l'INSEE (près de 20% des effectifs), qui occupent ensuite des positions d'expertise et d'encadrement à l'INSEE, au sein des services statistiques ministériels et dans l'administration économique française (notamment la direction générale du Trésor, la Banque de France, les autorités de régulation).

Recherche et innovation

Le CREST est un centre pluridisciplinaire qui comporte neuf laboratoires thématiques : quatre laboratoires d'économie, trois laboratoires de statistique, un laboratoire de finance et d'assurance et un laboratoire de sociologie. Il s'agit d'un centre d'excellence qui a reçu la notation A+ par l'agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES). Les travaux de recherche embrassent une vaste gamme de thématiques en microéconomie,

macroéconomie, économétrie, statistique, sociologie, finance, assurance. Les travaux de nature académique se situent sur le champ théorique comme sur le champ appliqué.

Dans le domaine de l'économie et de l'économétrie, les études scientométriques placent le CREST au 2ème/3ème rang en France et parmi les dix premiers centres en Europe, selon les critères retenus.

Par ailleurs, la recherche menée au CREST bénéficie largement aux acteurs de la sphère publique dans le domaine économique et statistique.
Le nouveau statut d'établissement public du GENES permettra dans les prochaines années le développement des contrats de recherche signés avec les entreprises, jusque là nécessairement conclus en partenariat avec d'autres organismes ou avec le CNRS.

Formation continue

Le centre de formation continue en économie et statistique du GENES, dont la clientèle est majoritairement issue du secteur public, propose des formations permettant une maîtrise des compétences de base dans ces domaines et la présence de formations portant sur les techniques statistiques les plus récentes et pointues. L'évolution du statut juridique du GENES permettra le développement du CREST en direction des entreprises, tant en termes de positionnement qu'en termes de moyens.

Principaux axes d'orientations stratégiques :

- le développement du centre d'accès sécurisé distant aux données (CASD) pour la recherche en sciences sociales, créé en 2010 et qui a été lauréat de l'appel à projets « équipements d'excellence » lancé par l'ANR dans le cadre des investissements d'avenir. Le GENES est le partenaire-coordinateur avec un consortium comprenant l'INSEE, l'ENS Cachan, l'École polytechnique, HEC et le GIS Réseau Quételet. Ce centre permet, grâce à une solution technologique originale brevetée, d'ouvrir à la communauté scientifique l'accès le plus large possible à des données détaillées et confidentielles, de manière totalement sécurisée ;

- l'implantation à l'horizon 2015 de l'ENSAE ParisTech et des laboratoires parisiens du CREST sur le campus de Paris-Saclay ;

- la mise en place par le CEPE d'une offre sur les techniques statistiques appliquées à la finance, en actuariat et en marketing ;

- la poursuite du développement de l'ENSAI en cherchant à accroître sa visibilité et sa notoriété, du niveau local, en développant les partenariats avec les grandes écoles de la métropole rennaise, jusqu'au niveau international, en développant les coopérations avec les écoles et les universités étrangères, notamment africaines.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Organismes de formation supérieure et de recherche			**5 471**	**5 471**	**8 653**	**8 653**
Subventions pour charges de service public			5 048	5 048	8 222	8 222
Transferts			423	423	431	431
Total			**5 471**	**5 471**	**8 653**	**8 653**

Le tableau relatif au financement de l'État n'est complété qu'à partir du PAP 2012 car le GENES n'était pas un opérateur de l'État lors de l'élaboration de la loi de finances pour 2011.

La subvention pour charges de service public versée au GENES a été majorée par un transfert de 3 623 937 €, afin de permettre la gestion et la rémunération par les services de l'établissement de 40 contractuels (39,75 ETP) précédemment financés sur les crédits de titre 2 du programme.

La dotation inscrite en titre 6 correspond entièrement aux bourses versées aux étudiants sur la base de critères similaires à ceux retenus par le ministère de l'enseignement supérieur.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat (en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	6	1 598	Ressources de l'État	5 842	5 169
			- subventions de l'État	*5 842*	*5 169*
Fonctionnement	4 566	5 568	*- ressources fiscales*	*0*	*0*
Intervention	395	398	Autres subventions	865	1 425
			Ressources propres et autres	1 301	1 506
Total des charges	**4 967**	**7 564**	**Total des produits**	**8 008**	**8 100**
Résultat : bénéfice	3 041	536	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	**8 008**	**8 100**	Total : équilibre du CR	**8 008**	**8 100**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	3 155	868
Investissements	870	6 518	Ressources de l'État	0	0
			Autres subv. d'investissement et dotations	0	5 357
			Autres ressources	0	0
Total des emplois	**870**	**6 518**	**Total des ressources**	**3 155**	**6 225**
Apport au fonds de roulement	2 285		Prélèvement sur le fonds de roulement		293

(1) voté

La progression du budget du GENES reflète l'accroissement des moyens d'actions que lui a conféré son nouveau statut d'établissement public. Plusieurs contrats de recherche ont ainsi été conclus avec des partenaires nationaux ou locaux. A ce titre, l'ENSAE ParisTech et le CREST sont lauréats ou partenaires de deux laboratoires d'excellence (Labex) et, en matière d'équipements de recherche, le GENES a également été lauréat de deux Equipex.

En outre, la forte croissance du budget d'investissement s'explique par le lancement du projet de construction d'un nouveau bâtiment, financé par une subvention de l'Agence nationale de la recherche (ANR), et destiné à accueillir les implantations parisiennes du GENES sur le plateau de Saclay.

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
	1 598	5 236	398	6 518	**13 750**
Total	**1 598**	**5 236**	**398**	**6 518**	**13 750**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur		32	72
- sous plafond		*20*	*60*
- hors plafond opérateurs		*12*	*12*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur		324	284
- rémunérés par l'État par ce programme		*323*	*283*
- rémunérés par d'autres collectivités ou organismes		*1*	*1*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

Les tableaux relatifs aux effectifs des opérateurs ne sont complétés qu'à compter du PAP 2012, car le GENES n'était pas un opérateur de l'État lors de l'élaboration de la loi de finances pour 2011.

A noter le transfert en 2013 de 40 ETPT en fonction dans l'opérateur et rémunérés par l'État sur le titre 2 du programme 192 au sein du plafond des emplois rémunérés directement par le GENES.

Par ailleurs, 12 emplois hors plafond sont adossés à des ressources sur contrats de recherche et aux crédits issus des investissements d'avenir (projet EQUIPEX).

INSTITUT MINES-TÉLÉCOM

Créé par le décret n° 2012-279 du 28 février 2012, l'Institut Mines-Télécom est un grand établissement qui intègre Télécom ParisTech (situé à Paris et Sophia Antipolis), Télécom Bretagne (implanté à Brest et Rennes), Télécom SudParis et Télécom École de Management (regroupés sur un même campus à Évry) et auquel sont rattachées Mines ParisTech, Mines Saint-Étienne, Mines Alès, Mines Douai, Mines Nantes et Mines Albi-Carmaux.

Ce groupe constitue un institut de référence en matière de développement de nouvelles technologies, de politiques publiques et de régulation économique, de formation d'entrepreneur ainsi que de création d'activité et d'entreprises nouvelles.

L'Institut-Mines-Télécom est également membre fondateur de deux établissements d'enseignement supérieur et de recherche créés sous forme de GIE : Télécom Lille 1 (en partenariat avec l'Université de Lille) et l'Institut EURECOM implanté à Sophia-Antipolis, regroupant différents partenaires académiques européens (école polytechnique fédérale de Lausanne, Politecnico de Turin, universités technologiques de Munich et d'Helsinki) et une dizaine d'industriels.

Par ses écoles internes et ses filiales qui correspondent au périmètre de l'ancien « Institut Télécom », l'institut Mines-Télécom est l'un des principaux acteurs de la recherche, de la formation et de l'innovation dans le domaine des télécommunications et plus largement des sciences et technologies de l'information et de la communication.

Formation

En matière de formation, l'Institut Mines-Télécom se positionne comme une fédération d'écoles à taille humaine et complémentaires. Ces écoles forment des élèves ingénieurs dotés à la fois d'une culture scientifique orientée vers l'innovation dans le domaine des STIC et de compétences managériales. Télécom École de management forme des managers capables de gérer des projets impliquant les technologies de l'information et de la communication.

Ces écoles proposent également des formations au diplôme national de master et des mastères spécialisés. Pour augmenter la reconnaissance internationale de ses formations, l'Institut a ouvert des programmes de « master of science » spécifiquement conçus pour des élèves non francophones, dont la plupart (notamment ceux de Telecom ParisTech) conduisent au diplôme national de master. Avec 41 % de diplômés étrangers, les écoles de l'Institut se placent en tête des grandes écoles françaises sur ce secteur.

Par ailleurs, ces écoles proposent une offre de formation continue ayant généré en 2011 un chiffre d'affaires de 3 M€. Elles offrent ainsi des formations inter et intra entreprises, diplômantes et qualifiantes, des dispositifs d'enseignement à distance et de validation des acquis de l'expérience.

En 2011, les écoles internes de l'Institut et leurs filiales comptaient 5 462 étudiants, dont 3 945 élèves ingénieurs et managers et 768 doctorants. Elles ont délivré 1 598 diplômes, dont 960 diplômes d'ingénieurs ou de managers, 159 diplômes de master, 312 mastères spécialisés et 167 thèses de doctorat.

Recherche et innovation

Conduisant des activités de recherche fondamentale et appliquée, qui contribuent également à la formation par la recherche, l'Institut Mines-Télécom est un des tout premiers organismes de recherche public dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, complémentaire des autres grands organismes publics comme le CNRS, l'INRIA et le CEA. Il se positionne comme un organisme public de recherche unique, doté d'une direction scientifique au niveau du groupe, regroupant les laboratoires de ses écoles.

La recherche est structurée en projets regroupés dans cinq programmes couvrant l'ensemble des disciplines, aussi bien les technologies de base, le traitement de l'information, les réseaux, l'informatique, les logiciels, que les aspects économiques, sociaux, juridiques, les stratégies industrielles, les nouveaux services et usages. Les partenariats de recherche de l'Institut Mines-Télécom lui ont permis de tisser des liens étroits avec les autres organismes de recherche (CNRS, INSERM, INRIA, IFREMER) et de nombreuses universités et grandes écoles, françaises et étrangères.

L'Institut est très impliqué dans les recherches partenariales avec les grandes entreprises et les PME. Depuis mars 2006, avec sa filiale EURECOM, il est labellisé Carnot par le ministère chargé de la recherche eu égard au niveau et à la qualité de sa recherche partenariale. L'institut Carnot a été favorablement évalué par l'ANR à l'issue de l'exercice 2006-2010 et a obtenu le renouvellement de sa labellisation en avril 2011, sous le nom « Télécom et Société numérique » pour une nouvelle durée de 5 ans.

L'institut participe à 5 pôles de compétitivité de niveau mondial, notamment System@tic (logiciel et systèmes complexes) et Cap Digital (multimédia) en Île-de-France et Images & Réseaux en Bretagne. Il est également impliqué dans le programme cadre de recherche et de développement technologique (PCRDT) de l'Union européenne ; le bilan du 6e PCRDT est de 40 participations à des projets dans le cadre du volet IST (Information Society Technologies) et de 2 coordinations de réseaux d'excellence : Euro-NG/FGI et BIOSECURE.

L'activité de recherche et de valorisation a permis de dégager des ressources propres à hauteur de 44 M€, et a fait l'objet de 474 publications de rang A et du dépôt de 20 brevets.

Depuis décembre 2009, l'Institut est membre fondateur de l'alliance ALLISTENE, et contribuera ainsi à la définition de la stratégie nationale de la recherche en STIC et des programmes de recherches soutenus par l'État dans ce domaine. Il est aussi membre associé de l'alliance AVIESAN dans le domaine des sciences de la vie et de la santé.

Soutien à la création d'entreprise

L'engagement particulièrement fort de l'Institut Mines-Télécom dans la promotion de l'entrepreneuriat a permis de créer entre 2000 et 2011 plus de 500 entreprises, dont 79 en 2011. Ses écoles proposent un dispositif complet, comprenant la sensibilisation de tous les étudiants, des cursus spécialisés et le soutien aux projets de création d'entreprise, chaque école disposant de son propre incubateur. Enfin l'Institut a mis en place un système de bourses à la création d'entreprises pour soutenir les meilleurs projets accueillis dans ses incubateurs. Par ailleurs, l'Institut Mines-Télécom est l'un des investisseurs-fondateurs du fonds T-Source via sa filiale TELECOM Valorisation SAS, aux côtés de la Caisse des dépôts et consignation, d'AXA et de l'INRIA ; il a souscrit également au fonds I-Source 3.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Organismes de formation supérieure et de recherche	**108 822**	**108 822**	**111 971**	**111 971**	**110 306**	**110 306**
Subventions pour charges de service public	107 559	107 559	110 726	110 726	109 039	109 039
Transferts	1 263	1 263	1 245	1 245	1 267	1 267
Total	**108 822**	**108 822**	**111 971**	**111 971**	**110 306**	**110 306**

Les 1 267 k€ versés au titre des transferts sont destinés à financer les bourses allouées aux étudiants sur critères sociaux sur la base de critères similaires à ceux retenus par le ministère de l'enseignement supérieur.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat (en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	105 166	109 141	Ressources de l'État	108 822	109 287
			- subventions de l'État	*108 822*	*109 287*
Fonctionnement	51 908	48 801	*- ressources fiscales*	*0*	*0*
Intervention	1 263	1 171	Autres subventions	0	0
			Ressources propres et autres	52 481	49 871
Total des charges	**158 337**	**159 113**	**Total des produits**	**161 303**	**159 158**
Résultat : bénéfice	2 966	45	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	**161 303**	**159 158**	Total : équilibre du CR	**161 303**	**159 158**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	0	0	Capacité d'autofinancement	9 843	7 371
Investissements	13 781	11 975	Ressources de l'État	0	0
			Autres subv. d'investissement et dotations	0	0
			Autres ressources	1 186	0
Total des emplois	**13 781**	**11 975**	**Total des ressources**	**11 029**	**7 371**
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	2 752	4 604

(1) voté

Les charges de personnel représentent 68 % des dépenses de fonctionnement au sein du budget prévisionnel 2012 de l'établissement, hors bourses sociales, et, parmi ces dépenses de fonctionnement, les dotations aux GIE Eurécom et TELECOM Lille1 s'élèvent à 5,38 M€.

Le prélèvement sur le fonds de roulement vise à financer des projets immobiliers, notamment la construction du « campus des STIC » à Sophia-Antipolis et la « Maison de l'innovation et des sciences de la société » à Evry.

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
	109 141	38 725	1 171	11 975	**161 012**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	1 538	1 653	1 626
- sous plafond	*1 067*	*1 115*	*1 088*
- hors plafond opérateurs	*471*	*538*	*538*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	25		
- rémunérés par d'autres collectivités ou organismes	*25*		

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

Le plafond d'emplois pour 2013 est fixé à 1 088 ETP et résulte d'une diminution du schéma d'emplois de l'Institut Mines-Télécom à hauteur de 2,4 % du plafond d'emplois de 2012, au regard notamment de sa capacité à contribuer au redressement des comptes publics.

SUPELEC - ECOLE SUPÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ

L'École supérieure d'électricité (Supélec) est une école d'ingénieurs intervenant dans le domaine des sciences de l'information, de l'énergie et des systèmes : informatique, télécommunications, électronique, traitement du signal, automatique et génie électrique.

Le statut d'association loi de 1901 de Supélec et son implantation géographique sur trois campus délivrant un même diplôme (Gif-sur-Yvette, Rennes et Metz) lui confère un positionnement particulier au sein des grandes écoles d'ingénieurs. Supélec est placée sous la double tutelle des ministères chargés de l'enseignement supérieur et de l'industrie, chacun contribuant pour environ 25 % à son budget. L'école est liée par une convention de fonctionnement avec l'État (industrie, enseignement supérieur et défense), EDF, la Fédération des industries électriques, électroniques et de communication (FIEEC) et le Syndicat des sociétés d'études et de conseil (Syntec).

Les points marquants de la stratégie de Supélec pour la période 2010-2013 sont :

- le renforcement des liens avec l'École Centrale de Paris, sous la forme d'une « Alliance » depuis fin 2008, complétant notamment le partenariat créé au sein de l'institut C3S ;
- la participation au Campus de Saclay et à l'initiative d'excellence Université Paris-Saclay ;
- le renforcement de l'internationalisation des formations et de la visibilité internationale de l'école ;
- le renforcement des formations de recherche (diplômes nationaux de master et doctorats) ;
- le développement de la formation d'ingénieurs par apprentissage, ouverte en 2008, afin d'améliorer l'ouverture sociale.

Formation

Supélec forme principalement des ingénieurs, admis sur un concours commun avec les écoles centrales, sur titre ou dans le cadre d'échange avec des universités étrangères (environ 15 %). Une voie de formation d'ingénieur par apprentissage, conduisant au diplôme d'ingénieur de l'école, a par ailleurs été ouverte à la rentrée 2008.

Supélec est en outre habilitée, avec des universités partenaires (Paris Sud, Rennes, Metz et Nancy), à délivrer des diplômes de Master Recherche en « Information, Énergie et Système » dans 15 spécialités.

Supélec propose également des formations continues diplômantes (mastères spécialisés de la conférence des grandes écoles) ou des formations qualifiantes, en inter ou intra entreprises.

Enfin, disposant de partenariats avec une centaine d'universités sur les cinq continents, Supélec met l'accent sur son ouverture à l'international : les deux tiers des élèves ont acquis une expérience significative à l'étranger, un élève sur trois terminant ses études avec un double diplôme d'une université étrangère. 21 % des diplômés de Supélec sont d'ailleurs étrangers.

En 2011, Supélec a délivré 409 diplômes d'ingénieur Supélec, 6 diplômes de spécialisation, 90 diplômes de master recherche (essentiellement comme double diplômes à des élèves ingénieurs) et 49 diplômes de mastères spécialisés.

Recherche

Académique ou industrielle, la recherche effectuée par Supélec est marquée par ses liens étroits avec la formation et son contenu technologique, la valorisation industrielle étant un objectif prioritaire. Supélec dispose d'équipes propres et d'unités mixtes avec le CNRS et des universités partenaires (Paris 6 et 11, Metz).

Supélec participe également à 5 écoles doctorales avec ses partenaires universitaires (Paris-Sud 11, Universités de Rennes 1, Nancy 1 et 2 et Metz) et a accueilli 264 doctorants en 2011. 66 thèses de doctorats ont été soutenues en 2011.

En 2011, les recettes des contrats de recherche ont été de 9,68 M€ (en augmentation sensible par rapport à 2010). Le nombre de publications de rang A est de 308.

Supélec est membre fondateur de deux réseaux thématiques de recherche avancée (RTRA), Digiteo (en sciences et technologies de l'information) et Triangle de la physique, qui ont été labellisés en octobre 2006. Le RTRA Digiteo dont les autres membres fondateurs sont le CEA, le CNRS, l'INRIA, l'École Polytechnique et l'université Paris-Sud 11, se positionne comme le centre privilégié de recherche amont du pôle de compétitivité System@tic Paris-région.

Supélec est membre fondateur du pôle de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) UniverSud Paris, membre associé du PRES Université européenne de Bretagne et participe activement aux pôles de compétitivité System@tic et Images et Réseaux.

L'institut C3S : Supélec et l'École Centrale de Paris se sont regroupées au sein du consortium C3S (Centrale-Supélec Science des Systèmes), auquel est associé le CNRS sous forme d'un groupement d'intérêt scientifique (GIS). Cet ensemble couvre les domaines des technologies de l'information et de la communication, de l'énergie et des procédés.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Organismes de formation supérieure et de recherche	**9 064**	**9 064**	**9 362**	**9 362**	**9 127**	**9 127**
Subventions pour charges de service public	9 064	9 064	9 362	9 362	9 127	9 127
Total pour ce programme	**9 064**	**9 064**	**9 362**	**9 362**	**9 127**	**9 127**
Programme 150 : Formations supérieures et recherche universitaire	**9 371**	**9 371**	**9 300**	**9 300**	**8 973**	**8 973**
Subventions pour charges de service public	9 371	9 371	9 300	9 300	8 973	8 973
Total	**18 435**	**18 435**	**18 662**	**18 662**	**18 100**	**18 100**

En complément des efforts réalisés en matière d'emplois et de masse salariale, la part des subventions allouée aux dépenses de fonctionnement de l'école est en réduction d'environ 10 %.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat (en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	28 701	29 948	Ressources de l'État	18 435	18 591
			- subventions de l'État	*18 435*	*18 591*
Fonctionnement	12 042	10 915	*- ressources fiscales*	*0*	*0*
Intervention	0	0	Autres subventions	1 071	0
			Ressources propres et autres	20 878	21 689
Total des charges	**40 743**	**40 863**	**Total des produits**	**40 384**	**40 280**
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	359	583
Total : équilibre du CR	**40 743**	**40 863**	Total : équilibre du CR	**40 743**	**40 863**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	0	0	Capacité d'autofinancement	2 593	1 917
Investissements	1 800	3 500	Ressources de l'État	0	0
			Autres subv. d'investissement et dotations	0	0
			Autres ressources	0	1 500
Total des emplois	**1 800**	**3 500**	**Total des ressources**	**2 593**	**3 417**
Apport au fonds de roulement	793		Prélèvement sur le fonds de roulement		83

(1) voté

Les charges de personnel représentent 73 % des dépenses de fonctionnement au sein du budget prévisionnel 2012 de l'établissement.

La progression des dépenses et recettes d'investissement prévue en 2012 correspond au projet d'extension du campus de Rennes pour partie financé par un apport des collectivités locales.

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
	29 948	8 150		3 500	**41 598**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur		361	354
- sous plafond		*307*	*300*
- hors plafond opérateurs		*54*	*54*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

Le plafond d'emplois pour 2013 est fixé à 300 ETP résultant d'une diminution du schéma d'emploi de Supélec à hauteur de 2,3 % du plafond d'emplois de 2012, au regard notamment de leur capacité à contribuer au redressement des comptes publics.

Supélec est rattaché au programme 192 depuis le PLF 2012. Les emplois réalisés sont décomptés au sein de l'ancien programme de rattachement soit le programme 150 « Formations supérieures et recherche universitaire ».

ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

Note explicative

La comptabilité d'analyse des coûts (CAC) s'appuie sur des principes, règles et méthodes de construction partagés par l'ensemble des acteurs : ministères, services du contrôle budgétaire et comptable ministériel, direction du budget et de la direction générale des finances publiques.

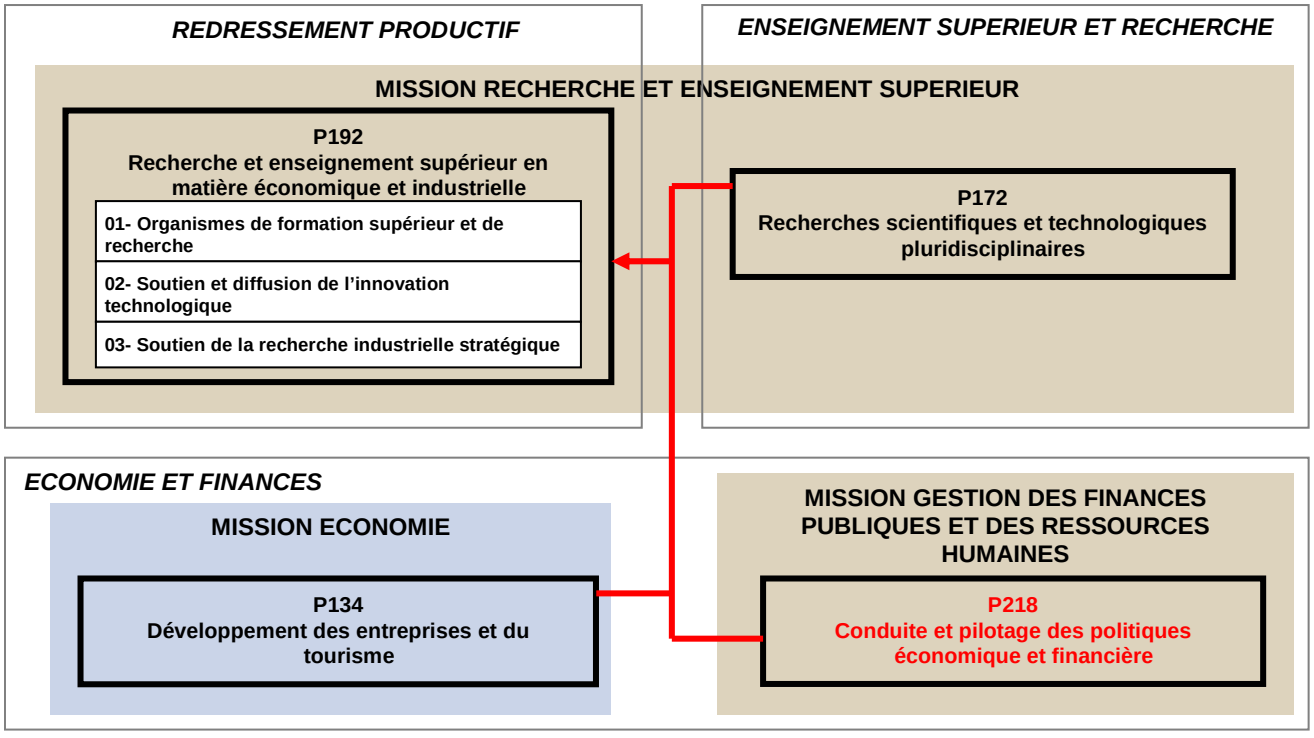
Le volet « Analyse des coûts » du PAP vise plus particulièrement l'identification des enjeux en matière de consommation de ressources partagée entre programmes, qu'ils relèvent ou non de la même mission.

A ce titre, ce volet comporte trois parties : 1°- une cartographie des liens de consommation des ressources entre actions ; 2°- un tableau de synthèse retraçant successivement la valeur initiale des actions, les ventilations internes et externes et la valeur après ventilations des actions ; 3°- les observations des équipes ministérielles, intégrant l'explication des principes méthodologiques appliqués aux données retraitées, et éclairant les résultats obtenus.

Enfin, l'analyse des coûts contribue à la documentation de la démarche de performance et s'inscrit dans un cycle d'amélioration continue.

SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Numéro et intitulé de l'action	PLF 2013 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2013 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2012 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
01 - Organismes de formation supérieure et de recherche	305 704 356	0	+22 938 947	328 643 303	338 310 463
02 - Soutien et diffusion de l'innovation technologique	378 696 659	0	+54 399 487	433 096 146	432 972 719
03 - Soutien de la recherche industrielle stratégique	323 700 000	0	+34 971 415	358 671 415	357 803 386
Total	**1 008 101 015**	**0**	**+112 309 849**	**1 120 410 864**	**1 129 086 568**

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	**-112 309 849**
134 / Développement des entreprises et du tourisme (Mission « Économie »)	-15 945 593
172 / Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	-92 600 268
218 / Conduite et pilotage des politiques économique et financière (Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines »)	-3 763 988

OBSERVATIONS

PRÉSENTATION DES CRÉDITS EN PROVENANCE DU PROGRAMME 134 « DÉVELOPPEMENT DES ENTREPRISES ET DU TOURISME »

La DGCIS (direction générale de la compétitivité, de l'industrie et des services), de par la multiplicité de ses missions, met en œuvre différentes politiques publiques, tant au niveau national qu'au niveau régional au sein des directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE). Ses agents mettent ainsi en synergie les activités relevant des programmes 134 «Développement des entreprises et du tourisme» et 192 «Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle». C'est pourquoi, l'ensemble des effectifs afférents à ces deux programmes a été conventionnellement rattaché au programme «Développement des entreprises et du tourisme». La plupart des agents de la DGCIS sont des personnels polyvalents, exerçant des activités contribuant à plusieurs actions et plusieurs programmes, d'où la nécessité de ventiler les dépenses.

Les moyens humains rattachés budgétairement au programme 134 et participant à la mise en œuvre du programme 192 sont déversés en analyse des coûts sur les actions du programme au prorata du poids respectif de chacune des trois actions, selon les résultats d'une enquête recensant la répartition du temps de travail des agents et actualisée chaque année.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS EN PROVENANCE DU PROGRAMME 172 « RECHERCHES SCIENTIFIQUES ET TECHNOLOGIQUES PLURIDISCIPLINAIRES »

Une part des crédits du programme 172 «Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires» est déversée vers le programme 192 «Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle» :

- les crédits destinés au transfert de technologies et ceux des contrats de formation par la recherche des techniciens supérieurs (CORTECHS) vers l'action «soutien et diffusion de l'innovation technologique» ;
- une partie des crédits de fonctionnement de l'agence nationale de la recherche vers les différentes actions du programme.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE SOUTIEN EN PROVENANCE DU PROGRAMME 218 « CONDUITE ET PILOTAGE DES POLITIQUES ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE » ET MODALITÉS DE VENTILATION

Le programme « Conduite et pilotage des politiques économique et financière » assure le soutien des programmes de politique publique des ministères économique et financier.

Dans le cadre de la comptabilité d'analyse des coûts, les crédits des actions 01 «État-major, médiation et politiques transversales», 03 «Promotion des politiques économique et financière» et 05 «Prestations d'appui et de support» du programme 218 sont ventilés dans les différents programmes concernés.

Les modalités de ventilation de ces crédits de support du programme 218 «Conduite et pilotage des politiques économique et financière» sont explicitées dans le projet annuel de performance de ce programme.

Les crédits de support ainsi ventilés dans le programme 192 «Recherche et enseignement supérieur en matière économique et industrielle»correspondent au soutien des effectifs de la DGCIS contribuant à la mise en œuvre de ce programme et sont répartis par actions au prorata de leurs ETP respectifs.

COMMENTAIRE DES RÉSULTATS

A ce stade il peut être observé la part prépondérante des déversements en provenance du programme 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires» qui représentent 8 % de l'ensemble des crédits après ventilation alors que les crédits support des programmes 134 «Développement des entreprises et du tourisme » et 218 «Conduite et pilotage des politiques économique et financière» n'en représentent que 2 %.

PROGRAMME 191

Recherche duale (civile et militaire)

PROGRAMME 191

RECHERCHE DUALE (CIVILE ET MILITAIRE)

MINISTRE CONCERNÉ : JEAN-YVES LE DRIAN, MINISTRE DE LA DÉFENSE

Présentation stratégique du projet annuel de performances	514
Objectifs et indicateurs de performance	515
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	517
Justification au premier euro	520
Opérateurs	528
Analyse des coûts du programme et des actions	532

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Laurent COLLET-BILLON
Délégué général pour l'armement
Responsable du programme n° 191 : Recherche duale (civile et militaire)

Le programme 191 « Recherche duale (civile et militaire) », qui s'inscrit dans le cadre de la politique de recherche menée par l'État, concerne des domaines de recherche dont les applications sont autant civiles que militaires. Il vise à maximiser les retombées civiles de la recherche de défense et, inversement, à faire bénéficier la Défense des avancées de la recherche civile.

Il dispose de 192,9 M€ par an, sur la période 2013-2015, dotation stable par rapport à la loi de finances initiale pour 2012.

Il finance des actions d'intérêt pour la Défense menées par les opérateurs qui sont :

- le centre national d'études spatiales (CNES) pour l'action « Recherche duale dans le domaine aérospatial » ;
- le commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA), pour les actions « Recherche duale en sciences du vivant », « Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication » et « Autres recherches et développement technologiques duaux ». Une partie de la contribution dont bénéficie le CEA est fléchée pour contribuer au programme de recherche interministériel de lutte contre la menace nucléaire, radiologique, biologique et chimique (NRBC).

Concernant le programme NRBC mené au CEA, des résultats scientifiques sont attendus en 2013 sur la détection portable, l'identification et le contrôle de la contamination pour le NRBC et les voies d'amélioration de la sensibilité de la détection des explosifs.

Dans le domaine sécurité et défense du CNES, les projets financés pour 2013 sont actuellement les lancements :

- du deuxième satellite PLEIADES (P1B) ;
- du satellite franco-italien ATHENA-FIDUS de télécommunications haut-débit ;
- du satellite indien ALTIKA pour lequel le CNES a développé le module charge utile altimétrique destiné à fournir des données d'océanographie altimétrique.

Par ailleurs, les développements se poursuivent sur les autres projets : MUSIS CSO (actions préparatoires post-HELIOS), les démonstrateurs technologiques CXCI (capteurs image) et GRANDIR (détecteurs infrarouge), et enfin le référentiel de développement ISIS.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1 **Améliorer la qualité et l'orientation des programmes de recherche civile répondant à des besoins de la défense**

INDICATEUR 1.1 Proportion du montant de projets dont des retombées potentielles pour la défense ont été précisément identifiées

OBJECTIF 2 **Soutenir le développement des PME duales susceptibles de travailler pour les besoins de la défense**

INDICATEUR 2.1 Pourcentage de montant total des projets dont bénéficient les PME-PMI

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Améliorer la qualité et l'orientation des programmes de recherche civile répondant à des besoins de la défense

Il s'agit en premier lieu, dans le cadre d'une concertation et d'une coopération du ministère de la défense avec la recherche civile, et également avec les deux opérateurs bénéficiaires du programme, d'élaborer des projets de recherche duale d'intérêt défense bien identifiés, notamment par des orientations données à des programmes civils ou par l'adaptation de technologies civiles pour répondre à des besoins défense, à court et moyen terme.

Le programme contribue également au cofinancement d'activités d'études et de recherche à caractères scientifique et technologique, qui permettent à la Défense de connaître très en amont les avancées de la recherche civile susceptibles d'être exploitées à plus ou moins long terme dans les systèmes d'armes.

Le plan à moyen terme (PMT), validé par le Conseil d'administration du CNES en juin 2012, présente un rééquilibrage des échéanciers pour répondre à une augmentation des besoins en financement sur la période 2012-2017. Cette situation a conduit à allouer une part plus importante des crédits du P191 au CNES, aux dépens de celle dédiée aux autres projets (opérations qui n'entrent pas dans le calcul de l'indicateur 1.1 dans la mesure où les retombées potentielles pour la Défense ne sont pas précisément identifiées).

En conséquence, malgré la légère progression[26] enregistrée en 2011, la prévision 2013 et la cible 2015 sont revues à la baisse pour atteindre 87 % (contre 90 % cible 2013 initialement prévue au PAP 2012).

INDICATEUR 1.1 : Proportion du montant de projets dont des retombées potentielles pour la défense ont été précisément identifiées

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Proportion du montant de projets dont des retombées potentielles pour la défense ont été précisément identifiées.	%	79,5	85,3	90	86	87	87

Précisions méthodologiques

Indicateur PLF 2012 conservé au PLF 2013

L'indicateur est fondé sur les recensements annuels des projets conduits en commun et de leurs montants.

Pour mémoire, le solde de la subvention finance des actions de veille technologique au profit de la Défense, non structurées en projets. Il est donc normal de ne pas chercher à atteindre une cible de 100 %.

Commentaires techniques :

Pour le CEA (hors NRBC), l'ensemble des projets soutenus sont considérés d'intérêt pour la Défense, dans la mesure où les financements sont un apport financier partiel à un ensemble de projets d'intérêt dual. Les prévisions du CEA restent inchangées sur la période.

Pour le CNES, les montants des projets labellisés "défense" sont évalués en conformité avec le protocole DGA-CNES relatif au suivi d'exécution du programme 191 et sur la base des documents de suivi budgétaire présentés en Conseil d'administration.

Source des données : Les organismes bénéficiaires (CNES, CEA).

[26] cf. RAP 2011

OBJECTIF n° 2 : Soutenir le développement des PME duales susceptibles de travailler pour les besoins de la défense

Les valeurs cibles sont fixées en cohérence avec les cibles générales de la DGA en matière d'action en direction des PME-PMI. Cet indicateur a fait l'objet d'un ajustement de périmètre suite aux difficultés rencontrées pour identifier les PME sous-traitantes d'un rang supérieur à 1.

Au vu de la réalisation 2011, la prévision 2012 a été actualisée (-0,5 point).

Le ratio devrait cependant s'améliorer en 2013 (5,5 %) et se stabiliser en 2015, compte tenu des actions engagées auprès des opérateurs pour tenter d'évaluer la part des sous-traitances de rang supérieur à 1 et de l'amélioration des ratios de sous-traitance observée.

INDICATEUR 2.1 : Pourcentage de montant total des projets dont bénéficient les PME-PMI

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Pourcentage de montant total des projets dont bénéficient les PME-PMI	%	2,9	4,9	5.5	5	5,5	5,5

Précisions méthodologiques

Indicateur PLF 2012 conservé au PLF 2013

Montant annuel des travaux contractualisés par le CEA et/ou le CNES avec des PME-PMI, rapporté au montant total de la subvention.
La nouvelle définition des PME-PMI est celle retenue dans l'ordonnance n°2004-559 du 17 juin 2004 sur les contrats de partenariats.

L'état des relations contractuelles entre les grands maîtres d'œuvre industriels et les opérateurs ne permet pas à ces derniers de tracer les sous-traitances aux PME de rang supérieur à 1.
Le périmètre de calcul de cet indicateur est limité aux PME parfaitement identifiables en tant que titulaires, co-traitantes ou sous-traitantes à paiement direct.

Source des données : Les organismes bénéficiaires (CNES, CEA).

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2013 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2013 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	**Recherche duale en sciences du vivant**	11 808 299		**11 808 299**	
02	**Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication**	3 505 888		**3 505 888**	
03	**Recherche duale dans le domaine aérospatial**		159 416 714	**159 416 714**	
04	**Autres recherches et développements technologiques duaux**	18 137 844		**18 137 844**	
Total		**33 452 031**	**159 416 714**	**192 868 745**	

2013 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	**Recherche duale en sciences du vivant**	11 808 299		**11 808 299**	
02	**Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication**	3 505 888		**3 505 888**	
03	**Recherche duale dans le domaine aérospatial**		159 416 714	**159 416 714**	
04	**Autres recherches et développements technologiques duaux**	18 137 844		**18 137 844**	
Total		**33 452 031**	**159 416 714**	**192 868 745**	

2012 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2012 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	**Recherche duale en sciences du vivant**	11 807 428		**11 807 428**	
02	**Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication**	3 537 375		**3 537 375**	
03	**Recherche duale dans le domaine aérospatial**		159 416 714	**159 416 714**	
04	**Autres recherches et développements technologiques duaux**	18 107 228		**18 107 228**	
Total		**33 452 031**	**159 416 714**	**192 868 745**	

2012 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	**Recherche duale en sciences du vivant**	11 807 428		**11 807 428**	
02	**Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication**	3 537 375		**3 537 375**	
03	**Recherche duale dans le domaine aérospatial**		159 416 714	**159 416 714**	
04	**Autres recherches et développements technologiques duaux**	18 107 228		**18 107 228**	
Total		**33 452 031**	**159 416 714**	**192 868 745**	

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Titre et catégorie	Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	33 452 031	33 452 031	33 452 031	33 452 031
Subventions pour charges de service public	33 452 031	33 452 031	33 452 031	33 452 031
Titre 7. Dépenses d'opérations financières	159 416 714	159 416 714	159 416 714	159 416 714
Dotations en fonds propres	159 416 714	159 416 714	159 416 714	159 416 714
Total	**192 868 745**	**192 868 745**	**192 868 745**	**192 868 745**

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	**Recherche duale en sciences du vivant**		11 808 299	**11 808 299**		11 808 299	**11 808 299**
02	**Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication**		3 505 888	**3 505 888**		3 505 888	**3 505 888**
03	**Recherche duale dans le domaine aérospatial**		159 416 714	**159 416 714**		159 416 714	**159 416 714**
04	**Autres recherches et développements technologiques duaux**		18 137 844	**18 137 844**		18 137 844	**18 137 844**
Total			**192 868 745**	**192 868 745**		**192 868 745**	**192 868 745**

COÛTS SYNTHÉTIQUES TRANSVERSAUX

Acteurs et catégorie de coût LPM / thèmes	Actions en M€ (AE=CP)				
	Recherche duale / Sciences du vivant	Recherche duale / Information Communication	Recherche duale / Aérospatial	Recherche duale / R&D duaux (1)	Total
CNES			159,42		159,42
CEA (hors NRBC)	5,06	3,50		9,89	18,45
CEA - Programme interministériel NRBC du SGDN	6,75			8,25	15,00
Total	**11,81**	**3,50**	**159,42**	**18,14**	**192,87**

(1) Recherche et développements technologiques qui couvrent les principaux domaines suivants: micro et nanotechnologies, matériaux et procédés, énergie, environnement et développement durable, optique, physique, etc.

Le programme interministériel de R&D NRBC-E (nucléaire, radiologique, biologique et chimique - explosif) d'un montant de 15 M€ est un programme de recherche dont la gouvernance repose sur un comité de pilotage interministériel présidé par le SGDSN et une cellule exécutive associant la DGA et le CEA.

ÉCHÉANCIERS DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS – PERIMÈTRE HORS T2

Niveau	Engagements			Paiements					
	Eng restant à payer à fin 2011	Eng 2012	Eng 2013	2012	2013	2014	2015	>2015	Total
Programme 191		187 106 245		187 106 245					187 106 245
			192 868 745		192 868 745				192 868 745
Total		187 106 245	192 868 745	187 106 245	192 868 745				379 974 990
Somme des Engagements :			**379 974 990**	Somme des Paiements :					**379 974 990**

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2012

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2011	Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2011	AE LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	CP LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012
0		187 123 745	187 123 745	0

ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP au-delà de 2015
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012	CP demandés sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2014 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2015 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE antérieures à 2013
0	0	0	0	0
AE demandées pour 2013	CP demandés sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2014 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2015 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013
192 868 745	192 868 745	0	0	0
Totaux	**192 868 745**	**0**	**0**	**0**

CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2013

CP 2013 demandés sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2014 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2015 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013/AE 2013
100%	0%	0%	0%

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01 — 6,1 %
Recherche duale en sciences du vivant

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		11 808 299	**11 808 299**	
Crédits de paiement		11 808 299	**11 808 299**	

Cette action finance les programmes réalisés par le commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) :

– pour la part « hors programme NRBC-E », les thématiques principales sont les suivantes : biopuces, imagerie médicale, post-génomique, méta-génomique, bioinformatique, modélisation du vivant (5,06 M€) ;
– pour la partie du programme de R&D NRBC-E (6,75 M€), il est prévu de poursuivre les activités de recherche sur les thématiques : détection d'agents biologiques, thérapies contre les effets des agents d'origine biologique (toxines, bactéries et virus) et toxicologie (origine chimique ou nucléaire).

En 2013, les actions se poursuivront sur la méta-génomique, les approches post-génomiques en biotechnologie, la protéomique, la biologie structurale ; les micro-nanotechnologies pour la biologie, l'analyse de traces ADN, l'identification multi-cibles, la bio-informatique, la recherche de cellules souches, les questions de cognition et de dynamique cérébrale associée et la modélisation du vivant.

Pour le volet NRBC-E, les actions se poursuivront sur le développement de réactifs pour la détection et l'identification de la menace, ainsi que les technologies de détection associées, basées sur l'utilisation de ces réactifs. Le développement des anticorps et inhibiteurs, sera poursuivi dans le cadre de l'approche thérapeutique. De nouvelles actions porteront sur des dispositifs portables de collecte, de détection et d'identification pour primo intervenants, des méthodes d'analyse en milieu complexe, une nouvelle approche de détection ultra sensible et plus rapide de bactéries, des tests rapides multi cibles, et de nouveaux agents de décontamination.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	11 808 299	11 808 299

ÉCHÉANCIERS DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS – PÉRIMÈTRE HORS T2

Description	Engagements			Paiements					
	Eng restant à payer à fin 2011	Eng 2012	Eng 2013	2012	2013	2014	2015	>2015	Total
Recherche duale									
		11 486 723		11 486 723					11 486 723
			11 808 299		11 808 299				11 808 299
Total		11 486 723	11 808 299	11 486 723	11 808 299				23 295 022
Somme des Engagements			23 295 022	Somme des Paiements					23 295 022

ACTION n° 02 Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication — 1,8 %

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		3 505 888	**3 505 888**	
Crédits de paiement		3 505 888	**3 505 888**	

Les axes majeurs d'approfondissement concerneront les réseaux de capteur, la radio logicielle, l'analyse de textes, notamment sur les aspects sémantiques, la gestion des hauts flux de données, la fusion de données, le calcul embarqué, les outils logiciels pour la sécurité des systèmes d'information ou des systèmes embarqués (génération automatique de tests, analyse de codes, etc.) et des actions ponctuelles dans le domaine de la certification.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	3 505 888	3 505 888

La subvention pour charges de service public, versée au CEA dans le cadre de cette action (3,5 M€), permet d'assurer les recherches liées aux thématiques suivantes : systèmes embarqués (informatique, électronique, …) objets communicants (logiciels, télécommunications) outils et logiciels pour la sécurité des systèmes d'information ou des systèmes embarqués (génération automatique de tests, analyse de codes, etc.).

ÉCHÉANCIERS DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS – PÉRIMÈTRE HORS T2

Description	Engagements			Paiements					
	Eng restant à payer à fin 2011	Eng 2012	Eng 2013	2012	2013	2014	2015	>2015	Total
Recherche duale									
		3 410 412		3 410 412					3 410 412
			3 505 888		3 505 888				3 505 888
Total		3 410 412	3 505 888	3 410 412	3 505 888				6 916 300
Somme des Engagements :			6 916 300	Somme des Paiements :					6 916 300

ACTION n° 03 Recherche duale dans le domaine aérospatial — 82,7 %

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		159 416 714	**159 416 714**	
Crédits de paiement		159 416 714	**159 416 714**	

Les principaux projets individualisés financés par le programme 191 sont suivis par l'équipe Défense au CNES (DGA-EMA-CNES), ils sont pluriannuels et identifiés dans les documents de programmation budgétaire du CNES :

- **PLEIADES** : ce programme est constitué de deux satellites d'observation optique de la Terre. Initié en 2001, il constitue la contribution française à l'accord franco-italien ORFEO. Il est prévu de valoriser commercialement les images produites, sous réserve du droit de programmation prioritaire des satellites dont dispose la Défense. Le lancement du premier satellite (1A) est intervenu avec succès le 17 décembre 2011, à bord d'une fusée Soyouz lancée depuis le centre spatial de Kourou en Guyane, sa recette en vol s'est déroulée en mars 2012, et la revue des données image est en cours. Le deuxième satellite devrait être lancé fin 2012 ou début 2013 ;
- **MUSIS/CSO** : le programme Multinational Space-based Imaging System for Surveillance (MUSIS) est un programme Défense en coopération européenne, destiné à fournir une capacité multicapteur d'observation de la Terre (optique, radar). Dans le cadre d'une convention CNES-DGA, le CNES est en charge de la composante spatiale optique (CSO). Le programme est en phase de définition. Les travaux menés dans le cadre du programme auront des retombées pour les futurs programmes d'observation civils, ce qui justifie le financement par le CNES sur sa subvention au titre du programme 191, en complément du financement sur le programme 146 ;
- **ATHENA :** ce projet offrira à la Défense une capacité de télécommunications haut-débit par satellite, complémentaire aux systèmes militaires hautement sécurisés. Il est issu de savoir-faire antérieur du CNES dans le domaine civil de l'accès Internet par satellite. Le projet fait l'objet de coopération avec l'Italie, entre ministères de la défense, et entre le CNES et l'ASI (agence spatiale italienne). Le projet est en phase de développement. L'objectif est un lancement en 2013 ;
- **ALTIKA** : ce satellite est destiné à fournir des données d'océanographie altimétrique, susceptibles d'utilisation dans des modèles océaniques, en surface et sous-marins. Ces données intéressent civils et militaires pour la validation et la calibration de leurs modèles. Le projet fait l'objet d'une coopération avec l'agence spatiale indienne (ISRO). Le module charge utile altimétrique réalisé par le CNES est stocké, son départ pour l'Inde est conditionné par des vérifications sur la plateforme, du ressort de l'ISRO. Le lancement est prévu fin 2012 ou début 2013 ;
- **ELISA :** c'est un démonstrateur de constellation de satellites, pour une mission de renseignement d'origine électromagnétique (ROEM), orienté vers les fréquences radar. Le lancement des quatre satellites a eu lieu avec succès le 17 décembre 2011, à bord d'une fusée Soyouz lancée depuis le centre spatial de Kourou en Guyane. La revue d'aptitude opérationnelle est en cours. Les travaux CNES s'achèveront début 2013 ;
- **ISIS :** l'objet du projet est la production d'un référentiel de spécifications pour rationaliser les développements, dont une ligne de produits segment sol, et les opérations. Les premières missions utilisatrices sont CSO MUSIS puis MERLIN (mission conduite avec l'Allemagne pour mesurer la teneur en méthane dans l'atmosphère). ISIS est entré en phase de développement en juin 2012.
- **TARANIS** : le projet TARANIS (*Tool for the Analysis of RAdiation from lightNIng and Sprites*) a pour objectif d'emporter sur un satellite de la famille Myriade un ensemble d'instruments scientifiques permettant de caractériser le couplage atmosphère-ionosphère-magnétosphère lors des épisodes orageux. Cette mission est à finalité scientifique, mais les résultats scientifiques de la mission ainsi que les caractéristiques techniques de certains instruments sont de nature à intéresser la Défense nationale. Le projet est en phase de définition (revue critique de définition prévue fin 2012) pour un lancement prévu en 2016.
- **Au titre des activités de recherche et technologie (R&T)** : on peut signaler en particulier deux démonstrateurs en cours de définition et de prototypage : **CXCI** est un démonstrateur de technologies innovantes dans le domaine du renseignement d'origine image (miroirs semi rigides avec correction active des déformations résiduelles, détecteurs CMOS) ; **GRANDIR** est un démonstrateur de détecteur infrarouge grand format. En 2013, les études

relatives à deux nouveaux démonstrateurs devraient être lancées pour lever les risques technologiques et techniques de la prochaine génération de satellites de télécommunication d'une part, et de systèmes d'observation de la terre d'autre part.

Les autres activités de recherche et études duales concernent principalement les lanceurs, les télécommunications par satellites et les missions des domaines « environnement » et « climat ».

En application de la circulaire budgétaire et comptable des opérateurs de l'État et des établissements publics nationaux pour 2012 du 21 juillet 2011, compte tenu de l'emploi des crédits (acquisition ou production de biens détenus en pleine propriété par le CNES sur financement identifié de l'État), la subvention versée au CNES en 2013 est imputée sur le titre 7, catégorie 72 (dotation en fonds propres).

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dotations en fonds propres	159 416 714	159 416 714

La dotation versée au centre national d'études spatiales (CNES) finance deux types d'activité : d'une part des projets individualisés, d'autre part une participation aux autres activités de recherche et études duales du CNES, donnant à la Défense un droit de regard sur l'ensemble des projets conduits par le CNES.

Les projets individualisés sont des programmes duaux labellisés d'intérêt « sécurité et défense » par l'entité de gouvernance, le comité de pilotage de l'équipe Défense au CNES. Il s'agit soit de programmes d'initiative défense et/ou à usage défense, soit de programmes civils prenant en compte certaines contraintes destinées à satisfaire une demande de sécurité ou de défense clairement exprimée et impactant significativement la définition, ou dont l'utilisation via l'industrie ou d'autres agences sera utile à la Défense, ou qui présente un intérêt politique (outil de souveraineté) ou pour le maintien de compétences industrielles stratégiques. Les programmes concernent, pour une part prépondérante du budget, des démonstrateurs en vol qui contribuent à la préparation des capacités futures et au développement de la base technologique et industrielle.

Ces projets, qui impliquent la recherche et le développement de satellites, sont par nature pluriannuels. La consommation budgétaire de chacun est suivie dans le cadre des documents présentés au conseil d'administration du CNES, notamment le plan moyen terme. La consommation budgétaire sur subvention 2013 de ces projets individualisés, en coûts complets, est estimée à 159,2 M€.

ÉCHÉANCIERS DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS – PÉRIMÈTRE HORS T2

Description	Engagements			Paiements					
	Eng restant à payer à fin 2011	Eng 2012	Eng 2013	2012	2013	2014	2015	>2015	Total
Recherche duale									
		154 565 431		154 565 431					154 565 431
			159 416 714		159 416 714				159 416 714
Total		154 565 431	159 416 714	154 565 431	159 416 714				313 982 145
Somme des Engagements :			313 982 145	Somme des Paiements :					313 982 145

ACTION n° 04 — 9,4 %
Autres recherches et développements technologiques duaux

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		18 137 844	**18 137 844**	
Crédits de paiement		18 137 844	**18 137 844**	

En 2013, plusieurs grandes thématiques seront poursuivies :

– l'assemblage, la mise en œuvre de matériaux avancés, avec les matériaux et multi-matériaux pour environnement sévère (notamment haute température), les nano matériaux pour leurs propriétés mécaniques et fonctionnelles (électriques, thermoélectriques, optiques), les matériaux pour le génie énergétique, les aspects durabilité et durée de vie ainsi que l'auto cicatrisation ; l'élaboration et les propriétés spécifiques des nano particules et nanotubes, ainsi que les aspects de sécurité liés à leur utilisation ; enfin la nano électronique et l'électronique organique ;

– les nouvelles sources d'énergie et les énergies embarquées, à savoir les micro-sources d'énergie (micro batteries, technologies de récupération d'énergie : photovoltaïque, thermoélectricité) apportant des gains de masse et de rendement, les batteries au lithium, le stockage d'hydrogène sous pression pour des applications piles à combustible, la substitution du platine dans les piles à combustibles et enfin la gestion intelligente de l'énergie ;

– les systèmes micro-électromécaniques (MEMS), en particulier les capteurs de détection, pour des applications de communication radio fréquences, le guidage et la navigation, l'analyse de substances chimiques, comme source d'énergie ou comme capteurs de grandeurs physiques en environnement sévère ou pour l'imagerie, notamment l'infra rouge non refroidie ou dans le domaine térahertz et de manière générale, l'imagerie pénétrante ;

– la simulation multi échelle et multi physique de systèmes physiques (écoulements, thermo hydraulique, tenue des structures, transfert thermique et radiatif) et en matière de connaissance de l'environnement (caractérisation des états de surface continentale, compréhension des évolutions océaniques, mesures d'aérosols).

Pour le volet NRBC-E, l'effort portera tout particulièrement sur les méthodes physiques de détection chimique, la détection d'explosifs avec des temps de réponse courts (<30 sec) pour la protection de sites, le contrôle de bagages ou de colis et la détection à distance (3 à 5 m) d'un large spectre de contaminations chimiques de surface permettant une pré identification en quelques secondes. Plus spécifiquement, de nouveaux projets seront menés sur la détection radiologique à bas coût, sur un démonstrateur portable d'un système de détection d'explosifs et de narcotiques, sur de nouveaux capteurs chimiques nano structurés, sur des capteurs colorimétriques pour la détection de traces de composés toxiques, etc.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	18 137 844	18 137 844

La subvention pour charges de service public, versée au CEA, dans le cadre de cette action (18,14 M€), permet d'assurer les recherches liées aux thématiques suivantes : capteurs de détection, assemblage et mise en œuvre de matériaux avancés, nouvelles sources d'énergie – énergies embarquées, techniques laser innovantes, connaissance de l'environnement et modélisation-simulation.

Cette action comporte également un volet du programme NRBC-E (8,25 M€).

ÉCHÉANCIERS DES PAIEMENTS ASSOCIÉS AUX ENGAGEMENTS – PÉRIMÈTRE HORS T2

Description	Engagements			Paiements					
	Eng restant à payer à fin 2011	Eng 2012	Eng 2013	2012	2013	2014	2015	>2015	Total
Recherche duale									
		17 643 679		17 643 679					17 643 679
			18 137 844		18 137 844				18 137 844
Total		17 643 679	18 137 844	17 643 679	18 137 844				35 781 523
Somme des Engagements :			35 781 523	Somme des Paiements :					35 781 523

OPÉRATEURS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DU PROGRAMME DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

	LFI 2012		PLF 2013	
Nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)	33 452 031	33 452 031	33 452 031	33 452 031
Dotations en fonds propres (titre 7-2)	159 416 714	159 416 714	159 416 714	159 416 714
Transferts (titre 6)				
Total	**192 868 745**	**192 868 745**	**192 868 745**	**192 868 745**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

EMPLOIS DES OPÉRATEURS MULTI-IMPUTÉS (PROGRAMME NON CHEF DE FILE)

	Réalisation 2011 (1)				**LFI 2012**				**PLF 2013**			
Intitulé de l'opérateur *programme chef de file*	ETPT rémunérés par ce programme (2)	*ETP rémunérés par les opérateurs (3)*			ETPT rémunérés par ce programme (2)	*ETP rémunérés par les opérateurs (3)*			ETPT rémunérés par ce programme (2)	*ETP rémunérés par les opérateurs (3)*		
		sous plafond	*hors plafond*	*dont contrats aidés*		*sous plafond*	*hors plafond*	*dont contrats aidés*		*sous plafond*	*hors plafond*	*dont contrats aidés*
CEA - Commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives												
172 Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires		*11 611*	*1 663*			*11 632*	*1 706*			*11 631*	*1 706*	
CNES - Centre national d'études spatiales												
193 Recherche spatiale		*2 407*	*221*			*2 417*	*201*			*2 417*	*303*	
Total		***14 018***	***1 884***			***14 049***	***1 907***			***14 048***	***2 009***	

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.
(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.
(3) Selon les informations fournies dans le PAP du programme chef de file.

PRÉSENTATION DES OPÉRATEURS (OU CATÉGORIES D'OPÉRATEUR)

CEA - COMMISSARIAT À L'ÉNERGIE ATOMIQUE ET AUX ÉNERGIES ALTERNATIVES

Créé en 1945, le commissariat à l'énergie atomique et aux énergies alternatives (CEA) est un organisme public à caractère industriel et commercial. Il intervient dans trois grands domaines : énergie, technologies pour l'information et la santé, défense et sécurité.

Le programme 191 « Recherche duale (civile et militaire) » contribue à des actions du CEA conduites dans le domaine civil. Les budgets, les emplois et les missions du CEA dans le domaine civil sont présentés dans le programme 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires ».

Les missions du CEA sont décrites dans le programme 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » de la mission « Recherche et enseignement supérieur ».

Les crédits des actions 1, 2 et 4 du programme 191 « Recherche duale (civile et militaire) » contribuent au financement de travaux civils du CEA susceptibles d'intéresser la défense. Le CEA intervient respectivement dans les domaines « sciences du vivant », « sciences et techniques de l'information et de la communication » et « autres recherches et développement technologiques duaux ».

La tutelle du CEA est assurée par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministère de l'économie et des finances, le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie et le ministère de la défense.

Le CEA contribue aux deux objectifs et indicateurs de performance associés, attribués au programme 191.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Recherche duale en sciences du vivant	**11 532**	**11 532**	**11 808**	**11 808**	**11 808**	**11 808**
Subventions pour charges de service public	11 532	11 532	11 808	11 808	11 808	11 808
Action n° 02 : Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication	**3 636**	**3 636**	**3 537**	**3 537**	**3 506**	**3 506**
Subventions pour charges de service public	3 636	3 636	3 537	3 537	3 506	3 506
Action n° 04 : Autres recherches et développements technologiques duaux	**18 023**	**18 023**	**18 107**	**18 107**	**18 138**	**18 138**
Subventions pour charges de service public	18 023	18 023	18 107	18 107	18 138	18 138
Total	**33 191**	**33 191**	**33 452**	**33 452**	**33 452**	**33 452**

Afin de poursuivre l'effort de recherche engagé en 2012 sur les actions 1, 2 et 4 « recherche duale en sciences du vivant, en sciences et techniques de l'information et de la communication, et autres recherches et développements technologiques duaux », le montant des crédits demandés au PLF 2013 est maintenu sensiblement identique à la LFI 2012.

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur **	13 274	13 338	13 337
- sous plafond opérateurs	*11 611*	*11 632*	*11 631*
- hors plafond opérateurs	*1 663*	*1 706*	*1 706*

(1) La réalisation N2 reprend la présentation du RAP N2.
** Selon les informations fournies dans le PAP ou le RAP du programme **chef de file** pour cet opérateur (172 Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires).

CNES - CENTRE NATIONAL D'ÉTUDES SPATIALES

Le CNES est un établissement public à caractère industriel et commercial. Créé en 1961, il est chargé de proposer au gouvernement la politique spatiale de la France au sein de l'Europe et de la mettre en œuvre. A ce titre, il « invente » les systèmes spatiaux du futur, maîtrise l'ensemble des techniques spatiales, et garantit à la France l'accès autonome à l'espace. Le CNES est imputé sur le programme 193 « Recherche spatiale » (programme chef de file) de la mission « Recherche et enseignement supérieur » et le programme 191 « Recherche duale (civile et militaire) » (action 3 « Recherche duale dans le domaine aérospatial »).

Les crédits militaires versés au CNES au titre du programme 191 contribuent au financement ou cofinancement de projets duaux correspondant à :

- des programmes d'initiative Défense ou à usage Défense ;
- des programmes civils prenant en compte un certain nombre de contraintes destinées à satisfaire une demande défense, ou dont l'utilisation via l'industrie ou d'autres agences sera utile à la Défense ;
- des projets qui présentent un intérêt politique (outil de souveraineté) ;
- des projets dont l'objectif est le maintien de compétences industrielles stratégiques.

Les programmes concernent, pour une part prépondérante du budget, des démonstrateurs en vol qui contribuent à la préparation des capacités futures et au développement de la base technologique et industrielle.

Ces financements permettent notamment de maintenir des capacités d'expertise de pointe et indépendantes, au service de la direction générale de l'armement (DGA), dans le domaine clé de l'aérospatial, de prouver des concepts via la mise en œuvre de démonstrateurs, de créer des opportunités de rapprochement, voire d'identification de synergies possibles, avec la recherche civile. Ils procurent un effet de levier, permettant à la Défense d'avoir connaissance des résultats de la recherche civile. Un protocole entre le ministère de la défense et le CNES précise les modalités d'orientation, de suivi et de versement de la subvention de recherche duale.

La tutelle du CNES est assurée par le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, le ministère de la défense et le ministère de l'économie et des finances. Le contrat entre l'État et l'établissement, fixant les orientations pour la période 2011-2015, ainsi que les objectifs et indicateurs pour en assurer le suivi de l'exécution, a été signé le 26 octobre 2010. Dans le domaine de la défense et de la sécurité, il s'agit en particulier de mettre en œuvre, à la demande et pour le compte du ministère de la défense, les composantes spatiales des projets financés par la loi de programmation militaire, dans le cadre notamment de la nouvelle fonction stratégique « connaissance et anticipation » du Livre blanc sur la défense et la sécurité nationale. Les domaines pourront concerner l'observation de la Terre, l'écoute électromagnétique, les télécommunications par satellite, la navigation, l'alerte avancée.

Le CNES contribue aux deux objectifs et indicateurs de performance associés, attribués au programme 191.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 03 : Recherche duale dans le domaine aérospatial	**155 550**	**155 550**	**159 417**	**159 417**	**159 417**	**159 417**
Subventions pour charges de service public	155 550	155 550				
Dotations en fonds propres			159 417	159 417	159 417	159 417
Total	**155 550**	**155 550**	**159 417**	**159 417**	**159 417**	**159 417**

Afin de poursuivre l'effort de recherche engagé en 2012 sur l'action 3 « Recherche duale dans le domaine aérospatial », le montant des crédits demandés au PLF 2013 est maintenu identique à la LFI 2012. Les missions du CEA sont décrites dans le programme 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » de la mission « Recherche et enseignement supérieur ».

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur **	2 628	2 618	2 720
- sous plafond opérateurs	*2 407*	*2 417*	*2 417*
- hors plafond opérateurs	*221*	*201*	*303*

(1) La réalisation N2 reprend la présentation du RAP N2.

** Selon les informations fournies dans le PAP ou le RAP du programme **chef de file** pour cet opérateur (193 Recherche spatiale).

ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

Note explicative

La comptabilité d'analyse des coûts (CAC) s'appuie sur des principes, règles et méthodes de construction partagés par l'ensemble des acteurs : ministères, services du contrôle budgétaire et comptable ministériel, direction du budget et de la direction générale des finances publiques.

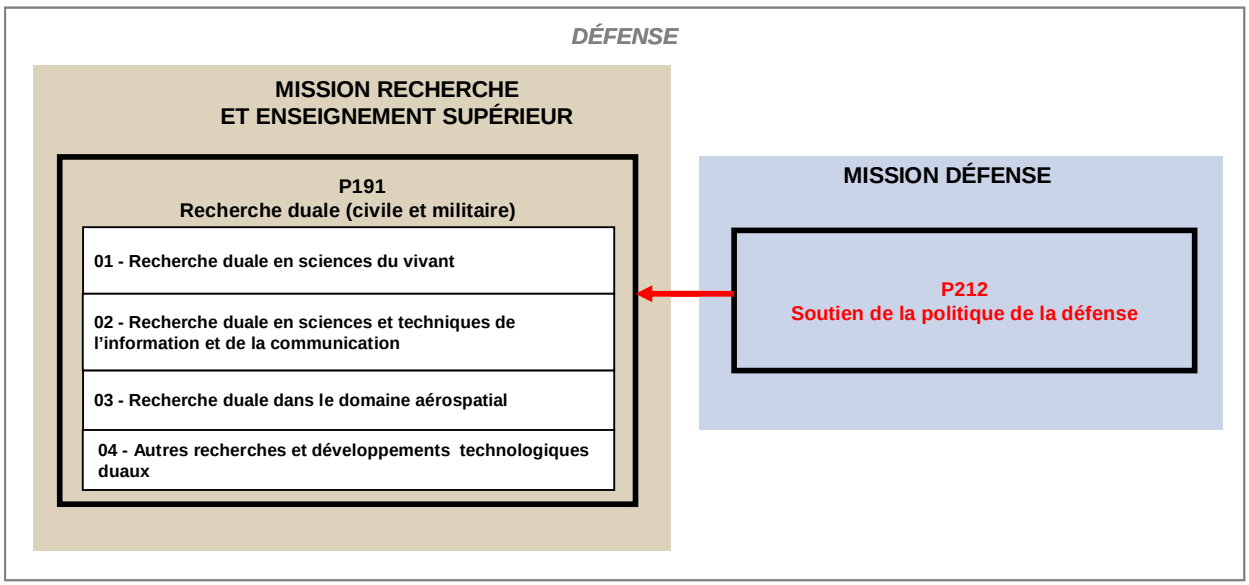
Le volet « Analyse des coûts » du PAP vise plus particulièrement l'identification des enjeux en matière de consommation de ressources partagée entre programmes, qu'ils relèvent ou non de la même mission.

A ce titre, ce volet comporte trois parties : 1°- une cartographie des liens de consommation des ressources entre actions ; 2°- un tableau de synthèse retraçant successivement la valeur initiale des actions, les ventilations internes et externes et la valeur après ventilations des actions ; 3°- les observations des équipes ministérielles, intégrant l'explication des principes méthodologiques appliqués aux données retraitées, et éclairant les résultats obtenus.

Enfin, l'analyse des coûts contribue à la documentation de la démarche de performance et s'inscrit dans un cycle d'amélioration continue.

SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Numéro et intitulé de l'action	PLF 2013 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2013 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2012 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
01 - Recherche duale en sciences du vivant	11 808 299	0	+7 128	11 815 427	11 861 348
02 - Recherche duale en sciences et techniques de l'information et de la communication	3 505 888	0	0	3 505 888	3 553 530
03 - Recherche duale dans le domaine aérospatial	159 416 714	0	+305 497	159 722 211	160 144 708
04 - Autres recherches et développements technologiques duaux	18 137 844	0	0	18 137 844	18 189 916
Total	**192 868 745**	**0**	**+312 625**	**193 181 370**	**193 749 502**

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	**-312 625**
172 / Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	0
212 / Soutien de la politique de la défense (Mission « Défense »)	-312 625

OBSERVATIONS

FONCTIONS DE SOUTIEN DU PROGRAMME ET MODALITÉS DE RAPPROCHEMENT ET DE VENTILATION

Le programme 191 « Recherche duale (civile et militaire) » est composé de quatre actions de politique publique dont les finalités et les objectifs sont précisées dans la partie relative à la justification au premier euro.

MODALITÉS DE VENTILATION DES CRÉDITS DE SOUTIEN MINISTÉRIEL

Le programme 191 « Recherche duale (civile et militaire) » bénéficie uniquement de ventilation externe en provenance du programme 212 « Soutien de la politique de défense ». Il reçoit ainsi, sur deux actions de politiques publiques, des crédits de l'ancienne sous-action 9 « Communication » du programme 212 « Soutien de la politique de défense », sous-action qui en PLF2013 est intégrée au sein de l'action 11 « Pilotage, soutien et communication » (0,03 % au total).
Aucune ventilation externe en provenance du programme 172 « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » n'est portée en PLF 2013.

COMMENTAIRE DES RÉSULTATS

Les montants portés en PLF 2013 après ventilation varient très légèrement par rapport à ceux portés en LFI 2012. L'écart de 568 k€, soit 0,3 % n'appelle pas de commentaire particulier.

PROGRAMME 186

Recherche culturelle et culture scientifique

PROGRAMME 186

RECHERCHE CULTURELLE ET CULTURE SCIENTIFIQUE

MINISTRE CONCERNÉ : AURÉLIE FILIPPETTI, MINISTRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Présentation stratégique du projet annuel de performances	536
Objectifs et indicateurs de performance	538
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	541
Justification au premier euro	544
Opérateurs	554
Analyse des coûts du programme et des actions	559

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Christopher MILES
Secrétaire Général adjoint du ministère de la culture et de la communication
Responsable du programme n° 186 : Recherche culturelle et culture scientifique

Le programme Recherche culturelle et culture scientifique vise, d'une part, à promouvoir auprès du plus large public la culture scientifique et technique et, d'autre part, à soutenir des actions de recherche spécifiques à la culture, en particulier celles concernant le patrimoine culturel national (archéologie, histoire de l'art, ethnologie…) dans ses aspects de connaissance et de conservation, et celles concernant la création, en lien avec l'enseignement supérieur de la culture (architecture, arts plastiques, spectacle vivant...), afin de conforter la position d'excellence de la France en la matière dans l'espace européen et international.

Ce programme, qui relève de la politique transversale de l'État en faveur de la recherche, est structuré par deux grands axes d'actions.

PREMIER AXE : LA POLITIQUE DE DIFFUSION DE LA CULTURE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Dans le cadre de ce programme, le ministère de la culture et de la communication est chargé d'assurer, en coordination avec le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, la diffusion au plus large public des connaissances scientifiques et techniques, et des enjeux de société liés au développement des sciences et techniques. Cette action, au sein de ce programme, est conduite par **Universcience, l'établissement public issu de la fusion du Palais de la découverte et de la Cité des sciences et de l'industrie** (EPPDCSI) au 1er janvier 2010. A travers cet opérateur, le programme a pour ambition de favoriser le rapprochement entre la recherche, les sciences et la société, d'assurer la mise en œuvre d'actions éducatives, de contribuer à susciter de nouvelles vocations pour les métiers scientifiques et techniques, de participer à la diffusion de la culture scientifique et technique aux niveaux national et international, en prenant part à des réseaux et en mettant en œuvre des partenariats avec les autres acteurs intervenant dans ce domaine. Il vise également à concourir à la recherche scientifique et à en diffuser les résultats dans les domaines de l'histoire des sciences et des techniques, de la muséologie, des rapports entre science et société et entre science et art.

Cette partie du programme est portée par l'action n° 03 Culture scientifique et technique.

DEUXIÈME AXE : LA POLITIQUE DE RECHERCHE AU MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

La politique de recherche du ministère de la culture et de la communication poursuit les objectifs suivants :

- contribuer au progrès des connaissances scientifiques dans les domaines de compétence du ministère ;
- développer les recherches appliquées concernant la conservation et la valorisation du patrimoine culturel national ;
- favoriser la création artistique par des recherches dans les domaines des arts plastiques, de l'architecture et du spectacle vivant ;
- contribuer à l'élaboration des politiques culturelles et à la mise en place d'outils d'aide à la décision ;
- renforcer la participation à des projets de recherche européens, notamment dans le cadre de l'initiative de programmation conjointe de la recherche conduite en lien avec le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche (MESR) : Joint Programming Initiative " Cultural Heritage and Global Change : a new challenge for Europe " (Initiative de programmation conjointe " Héritage culturel et transformations à l'échelle mondiale : un nouveau défi pour l'Europe ").

Le ministère poursuit l'amélioration des modes de suivi et d'évaluation des travaux de recherche, ainsi que **l'intégration de la recherche dans les établissements d'enseignement supérieur** relevant de sa tutelle ou de son contrôle pédagogique (architecture, arts plastiques, etc.), en lien avec l'organisation des cycles Licence/Master/Doctorat. Le ministère vise également à soutenir le développement de l'interdisciplinarité entre les sciences de l'homme et de la société et les domaines scientifiques dont dépendent ses différentes missions (physique, chimie, sciences des matériaux, sciences de l'environnement, sciences et technologies de l'information et de la communication,…). Ce développement est indispensable à la progression des connaissances et à leur mise en réseau.

Cette action nécessite une coordination et une mise en cohérence transversale tant dans les services centraux que dans les établissements publics qui sont en relation avec les instances nationales de la recherche publique.

Elle repose sur le **partenariat avec les grands acteurs de la recherche publique et de l'enseignement supérieur**. L'accord-cadre avec le Centre national de la recherche scientifique (CNRS) renouvelé le 15 mars 2012 est au cœur du dispositif permanent d'expertise, de connaissance et de formation par la recherche. Des programmes de recherche ministériels et des conventions pluriannuelles favorisent la structuration des partenariats autour de problématiques communes concernant les champs de compétence du ministère. Le ministère de la culture et de la communication s'est également fixé pour objectif de renforcer la participation de ses équipes de recherche aux programmes de l'Agence nationale de la recherche (ANR), et travaille en collaboration avec l'ANR et avec l'Agence d'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur (AERES), pour l'intégration de la recherche culturelle dans les dispositifs nationaux de soutien et d'évaluation (lancement en 2012 par l'ANR de l'Atelier de Réflexion Prospective Nouveaux défis pour le patrimoine culturel).

Ces politiques sont portées par l'action n°01 du programme 186, qui s'oriente également vers des recherches transversales. Cette action permet de construire et de soutenir des pôles d'excellence scientifique en lien étroit avec des unités mixtes de recherche et des réseaux de partenaires français. Cette dynamique est aujourd'hui renforcée par des projets " Equipex " et " Labex " du programme Investissements d'Avenir du MESR, dans lesquels les équipes du ministère sont impliquées.

Le programme soutient également une politique de diffusion des résultats de la recherche menée par les structures du ministère de la culture et de la communication : séminaires et colloques, inventaires scientifiques, ouvrages et revues scientifiques papier et numériques, publications multimédias de haut niveau.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	**Promouvoir, auprès du public le plus large, la recherche culturelle et la culture scientifique et technique**
INDICATEUR 1.1	Evolution du nombre annuel de visiteurs physiques et virtuels d'Universcience, opérateur de la culture scientifique et technique
INDICATEUR 1.2	Taux de satisfaction des visiteurs d'Universcience
OBJECTIF 2	**Renforcer l'autonomie financière des établissements publics diffusant la culture scientifique et technique notamment par l'amélioration de la part de leurs ressources propres**
INDICATEUR 2.1	Part des ressources propres d'Universcience, opérateur de la culture scientifique et technique

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Promouvoir, auprès du public le plus large, la recherche culturelle et la culture scientifique et technique

Universcience, établissement public issu de la fusion entre la Cité des Sciences et de l'industrie (CSI) et le Palais de la découverte, est le principal opérateur de la culture scientifique et technique. La performance de la politique de diffusion de la culture scientifique et technique peut se mesurer à la fois, sur le plan quantitatif, par le public touché, et sur le plan qualitatif, par l'intérêt et le degré de satisfaction suscité par les actions de diffusion de la culture scientifique et technique. Il est à cet égard pertinent de mesurer tant la fréquentation des sites Internet que la fréquentation physique des lieux.

La fréquentation physique de l'établissement dépend fortement de la programmation. En 2011, la fréquentation physique globale a fléchi sur les deux sites par rapport à 2010 : -2 % pour la Cité, et une baisse plus importante au Palais. Cette baisse s'explique par la fréquentation record en 2010 de l'exposition " La Faim des dinosaures ". La fréquentation de la Géode, en revanche, a été en hausse de 10 % en 2011 par rapport à 2010. Globalement, la fréquentation de l'établissement reste très importante, puisqu'il compte parmi les cinq établissements sous tutelle du ministère les plus fréquentés.

Le site Internet d'Universcience a connu à nouveau en 2011 une forte progression de sa fréquentation, passant de 8,63 millions de visites en 2010 à 9,024 millions en 2011, dans le cadre du nouveau nom de domaine www.universcience.fr. La progression de 4,6 % est très encourageante et confirme la qualité et la pertinence des contenus proposés. Il est important de remarquer, dans les études menées, une ouverture moyenne de dix pages, ce qui démontre que la richesse du site et la qualité des contenus proposés répondent bien aux attentes des internautes.

Par ailleurs, ces bons niveaux de fréquentation s'accompagnent de bons résultats en termes de satisfaction des visiteurs (plus de 70 % de satisfaction). La satisfaction des visiteurs de l'établissement demeure élevée, même si l'on peut noter une légère diminution à la Cité et que la fusion des indicateurs du Palais et de la Cité rend la comparaison impossible entre 2010 et 2011. Pour la Cité, le niveau de satisfaction en 2011 s'est établi à 72 %, contre 73 % en 2010. Le taux de satisfaction peut fluctuer en fonction des expositions mais aussi des différents travaux et rénovations en cours dans l'établissement (le parcours d'accueil des visiteurs est actuellement en cours de rénovation).
Enfin, Universcience accueille, sur ses deux sites, une part très importante de jeune public (plus d'un tiers de public scolaire), jouant ainsi pleinement son rôle dans la démocratisation de l'accès à la culture scientifique et technique.

INDICATEUR 1.1 : Evolution du nombre annuel de visiteurs physiques et virtuels d'Universcience, opérateur de la culture scientifique et technique

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Fréquentation physique	nombre de millions	3,339	3,165	3,6	3,2	3,4	>3,5
Taux d'évolution de la fréquentation physique (pour info)	%		- 5,2				
Fréquentation des sites Internet	Nombre en millions	8,679	9,024	> ou = 8,5	> 9	> 9,5	> 10
Taux d'évolution de la fréquentation des sites Internet (pour info)	%	11,9	+ 4				

Précisions méthodologiques

Mode de calcul

L'historique de l'indicateur de fréquentation physique présenté au RAP 2011 a fait l'objet d'une correction technique. A compter de 2011, le décompte neutralise les soirées commerciales et les invitations sur les deux sites de l'établissement (Palais de la découverte et Cité des sciences et de

l'industrie). Or, ce n'était pas le cas pour la donnée renseignée au titre de 2010. La correction opérée pour l'exercice 2010 a pour effet de rendre la série de données cohérente.

La fréquentation virtuelle s'entend en termes de nombre de connexions au site Internet de l'établissement.

NB : les taux d'évolution ne sont affichés que pour information et ne font donc pas l'objet de prévisions.

INDICATEUR 1.2 : Taux de satisfaction des visiteurs d'Universcience

(du point de vue de l'usager)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux de satisfaction des visiteurs d'Universcience	%	73,2	76,4	> 75	76	> 77	> ou = 78

Précisions méthodologiques

Mode de calcul : les modalités de calcul ont été ajustées pour être cohérentes avec celles utilisées dans le contrat de performance de l'établissement, ce qui permettra d'améliorer la fiabilité de cet indicateur et son exhaustivité. Dans le contrat de performance, le taux de satisfaction des visiteurs est obtenu en faisant la moyenne pondérée par la fréquentation de chacun des sites Explora, Cité des sciences et de l'industrie et Palais de la découverte. Or jusqu'à présent, dans les documents budgétaires, seuls étaient pris en compte la moyenne pondérée d'Explora et du Palais de la découverte. L'historique des valeurs a été corrigé afin d'intégrer les trois sites.

On calcule ici la part des visiteurs d'Universcience attribuant une note supérieure ou égale à 8 sur 10 à la qualité de la prestation offerte **au cours** de leur visite. Il s'agit d'un indicateur composite élaboré par l'établissement permettant de noter tous les aspects d'une visite ; l'enquête est conduite par un observatoire des publics sur des échantillons représentatifs, tout au long de l'année, sur les espaces de la Cité des sciences (Explora, Cités des enfants) et du Palais de la découverte.

Sources des données : direction du développement des publics et de la communication d'Universcience

OBJECTIF n° 2 : Renforcer l'autonomie financière des établissements publics diffusant la culture scientifique et technique notamment par l'amélioration de la part de leurs ressources propres

Le taux de ressources propres s'établit pour l'année 2011 à 17,93 %. Le calcul des ressources propres a été modifié en 2011 pour être mis en cohérence avec le contrat de performance 2012-2014 de l'établissement. Ce résultat est légèrement inférieur à la cible, mais Universcience a engagé des actions de redressement. Celles-ci concernent d'abord la développement des recettes : les actions de communication, la recherche de partenariats, par exemple avec la Fondation Villette, le démarchage d'entreprises pour augmenter la fréquentation du centre des congrès et le nombre de concessions permettent d'influer favorablement sur ce taux. La réforme de la programmation culturelle engagée fin 2011, ainsi que la réforme des tarifs des activités locatives opérée en 2012, devraient également porter leurs fruits.

On notera, afin de mieux interpréter les cibles fixées, que seule une partie des activités de l'établissement est en accès payant ; la part d'accès gratuit (500 000 visiteurs dans les espaces gratuits pour le site de la Cité des Sciences) pèse dans le budget global. Les recettes de billetterie s'élèvent à 10,3 M€, correspondant à 511 000 visiteurs pour le Palais et 2 124 000 visiteurs sur le site de la Cité (dont 1 639 000 visiteurs dans les espaces payants) ; recettes auxquelles s'ajoutent des ressources annexes à hauteur de 784 K€ (abonnements, cartes intermusées). L'établissement réalise environ 1,6 M€ de recettes en partenariats médias, 2,7 M€ liés aux recettes du centre de congrès et des locations d'espaces et 2,3 M€ de recettes de concessions.

Pour le site de la Cité, environ un quart des dépenses de fonctionnement concerne l'entretien et l'exploitation du bâtiment : ces dépenses, par définition, ne génèrent aucune ressource propre, lesquelles sont liées à l'accueil des publics, aux mécénats, aux activités commerciales.

Les hypothèses de cibles fixées, déjà ambitieuses, sont maintenues et constituent une performance d'autant plus importante du fait de la fusion. Cette cible, affichée sous forme de fourchette signifie que les attentes en termes de ressources propres s'établissent au-delà de 20 % mais qu'il n'est pas demandé à l'établissement de dépasser un taux de 22 %. Certaines contraintes sont toutefois à prendre en compte : l'élasticité des tarifs est contrainte (maintien de prix accessibles) ; les produits diffusés au niveau régional doivent également garder des tarifs abordables ; les travaux de rénovation des espaces d'accueil des publics, qui peuvent avoir une incidence sur la fréquentation payante et les recettes de billetterie.

INDICATEUR 2.1 : Part des ressources propres d'Universcience, opérateur de la culture scientifique et technique

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Universcience	%	modification du mode de calcul	17,93	entre 20,5 et 22	19,5	20	entre 20 et 22

Précisions méthodologiques

Le calcul des ressources propres a été modifié en 2011 pour être mis en cohérence avec le contrat de performance 2012-2014 de l'établissement. Il se fonde sur la prise en compte de l'ensemble des comptes de la classe 7, à l'exception des comptes 741-11, 741-12 et 741-13 (Subvention tutelle), 71 (Production stockée), 72 (Production immobilisée), 776 (Produits issus de la neutralisation des amortissements), le 777 (Neutralisation des amortissements/ quote-part de subventions), 78 (Reprises sur amortissements et sur provisions), le 767 (Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement), 764 (Revenus des valeurs mobilières de placement). Les subventions liées aux investissements d'avenir sont également exclus du périmètre de calcul.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2013 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2013 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	**Recherche culturelle**	2 891 206	353 124	4 183 907	1 309 412	**8 737 649**	5 580
03	**Culture scientifique et technique**	103 469 227	0		3 626 000	**107 095 227**	
Total		**106 360 433**	**353 124**	**4 183 907**	**4 935 412**	**115 832 876**	**5 580**

2013 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	**Recherche culturelle**	2 891 206	353 124	4 183 907	1 309 412	**8 737 649**	5 580
03	**Culture scientifique et technique**	103 469 227			6 626 000	**110 095 227**	
Total		**106 360 433**	**353 124**	**4 183 907**	**7 935 412**	**118 832 876**	**5 580**

2012 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2012 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	**Recherche culturelle**	4 485 779	384 652	4 462 841	**9 333 272**	245 000
03	**Culture scientifique et technique**	114 130 845			**114 130 845**	
Total		**118 616 624**	**384 652**	**4 462 841**	**123 464 117**	**245 000**

2012 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 5 Dépenses d'investissement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	**Recherche culturelle**	4 485 779	384 652	4 462 841	**9 333 272**	245 000
03	**Culture scientifique et technique**	114 737 830			**114 737 830**	
Total		**119 223 609**	**384 652**	**4 462 841**	**124 071 102**	**245 000**

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
Titre et catégorie	Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	118 616 624	106 360 433	119 223 609	106 360 433
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 513 196	2 399 661	2 513 196	2 399 661
Subventions pour charges de service public	116 103 428	103 960 772	116 710 413	103 960 772
Titre 5. Dépenses d'investissement	384 652	353 124	384 652	353 124
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	384 652	353 124	384 652	353 124
Titre 6. Dépenses d'intervention	4 462 841	4 183 907	4 462 841	4 183 907
Transferts aux entreprises	132 000	121 380	132 000	121 380
Transferts aux collectivités territoriales	1 141 094	1 049 320	1 141 094	1 049 320
Transferts aux autres collectivités	3 189 747	3 013 207	3 189 747	3 013 207
Titre 7. Dépenses d'opérations financières		4 935 412		7 935 412
Dotations en fonds propres		4 935 412		7 935 412
Total hors FDC et ADP prévus	**123 464 117**	**115 832 876**	**124 071 102**	**118 832 876**
FDC et ADP prévus	245 000	5 580	245 000	5 580
Total y.c. FDC et ADP prévus	**123 709 117**	**115 838 456**	**124 316 102**	**118 838 456**

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	**Recherche culturelle**		8 737 649	**8 737 649**		8 737 649	**8 737 649**
03	**Culture scientifique et technique**		107 095 227	**107 095 227**		110 095 227	**110 095 227**
Total			**115 832 876**	**115 832 876**		**118 832 876**	**118 832 876**

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2012

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2011	Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2011	AE LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	CP LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012
8 899 696		123 825 206	124 062 930	8 661 972

ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP au-delà de 2015
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012	CP demandés sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2014 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2015 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE antérieures à 2013
8 661 972	5 435 388	1 900 000	1 326 584	0
AE demandées pour 2013	CP demandés sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2014 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2015 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013
115 832 876	113 397 488	1 675 825	759 563	0
Totaux	**118 832 876**	**3 575 825**	**2 086 147**	**0**

CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2013

CP 2013 demandés sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2014 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2015 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013/AE 2013
97,9%	1,4%	0,7%	0%

La prévision des restes à payer fin 2012 s'élève à 8 661 972 €. Ce niveau de restes à payer est en baisse en comparaison aux années antérieures : -4 % par rapport à 2010 (9 028 118 €) et -8,5 % par rapport à la prévision fin 2011. Cette baisse est due à l'apurement en cours des engagements pris en 2011 et 2012 au titre de la première phase de la rénovation du Palais de la découverte et du plan de rénovation de l'accueil de la Cité des sciences.

La prévision de consommation de CP en 2013 sur AE engagées antérieurement s'élève à 5 435 388 €, soit 4,6 % des CP demandés en 2013. Cette prévision concerne la dotation d'investissement d'Universcience et permettra de couvrir en 2013 : 3 M€ d'AE engagées antérieurement sur la rénovation de l'accueil et 2,44 M€ d'AE correspondant aux subventions dédiées à la rénovation de l'offre culturelle, à la réhabilitation technique de la Cité des sciences et de l'industrie et aux investissements des autres structures du programme.

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01 7,5 %
Recherche culturelle

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		8 737 649	**8 737 649**	5 580
Crédits de paiement		8 737 649	**8 737 649**	5 580

L'action de recherche dans le champ culturel se décompose en trois sous-actions :
- la recherche en faveur des patrimoines ;
- la recherche en faveur de la création artistique ;
- les recherches transversales interdisciplinaires.

Les crédits correspondants, auparavant répartis entre trois actions, ont été regroupés à compter de 2011 au sein de l'action n°01, par souci de cohérence et de lisibilité.

La **recherche en faveur des patrimoines** comprend des recherches sur le patrimoine archéologique, le patrimoine ethnologique, le patrimoine immobilier et mobilier, le patrimoine muséographique, le patrimoine archivistique, écrit et oral, ainsi que des recherches en conservation et restauration.
La recherche constitue le fondement indispensable à toute politique des patrimoines. Elle permet de faire progresser les connaissances et les méthodes, d'organiser les données descriptives en garantissant la qualité et l'homogénéité sur le territoire, de disposer de moyens techniques performants de datation, d'analyse et d'évaluation des procédés de conservation et de restauration, d'élaborer des instruments de recherche pour les fonds et les collections, de moderniser les outils de stockage, traitement, recherche et diffusion des ressources numérisées, d'éclairer les décisions en étudiant les besoins et usages des utilisateurs.
Les recherches concernées par cette action s'effectuent dans des services centraux et des services à compétence nationale du ministère de la culture et de la communication (laboratoire de recherche des monuments historiques, centre de recherche et de restauration des musées de France, département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines), dans des établissements publics sous tutelle ou co-tutelle (institut national d'histoire de l'art, institut national de recherches archéologiques préventives), dans des groupements d'intérêt public (centre interrégional de conservation et de restauration du patrimoine à Marseille, Arc Nucléart à Grenoble), dans des unités de recherche associant des universités et de grands organismes (CNRS - centre national de la recherche scientifique, CEA - commissariat à l'Énergie Atomique), dans des services patrimoniaux dépendant de collectivités territoriales. Elles peuvent faire appel à des partenaires privés (restaurateurs, architectes …). Elles s'effectuent également dans le cadre de projets européens, soutenus grâce aux financements mis en place par la Commission européenne (programme-cadre européen de recherche et développement – PCRD : Projets Charisma, Popart, etc.), et au sein desquels les institutions françaises de recherche sur le patrimoine sont bien représentées.

La **recherche en faveur de la création** s'applique aux processus, à la pédagogie, à l'expérimentation de nouveaux outils dans les domaines de la création artistique, de l'art, de l'architecture et de l'urbanisme. Elle vise à nourrir les processus de la création artistique et les méthodes d'enseignement, et s'appuie sur les relations avec les organismes de recherche (universités, CNRS, etc.) qui se développent dans le cadre de la réforme LMD. Les recherches menées portent sur l'impact des œuvres dans la transformation du cadre de vie, sur les modes d'apprentissage et d'appropriation de l'art actuel, sur le renouvellement des outils techniques offerts aux créateurs et sur le rôle des artistes dans la société.

Dans le domaine du spectacle vivant, les arts de la scène suscitent à la fois des approches transversales (histoire générale des spectacles, réception critique, étude des cadres de production, etc.) et des méthodes spécifiques, comme par exemple pour la danse ou la musique. Le développement de nouveaux outils technologiques favorise le développement de nouvelles formes d'écriture, de production et de diffusion (évolution de l'espace scénique avec l'introduction du virtuel et du numérique, formes pluridisciplinaires, etc.). Dans le domaine de la recherche musicale,

l'adaptation des modèles et prototypes issus de la recherche sous la forme d'outils et d'environnements logiciels joue un rôle important dans l'évolution des processus de création et des pratiques musicales (cf. par exemple les recherches menées à l'IRCAM, institut de recherche et de coordination acoustique / musique).
Dans le domaine des arts plastiques, la recherche permet de construire un corpus de connaissances sur le secteur de l'art contemporain, qui éclaire la formation, la diffusion et l'expertise. Elle associe les écoles supérieures d'art à d'autres établissements d'enseignement supérieur et de recherche, au niveau national et international, notamment par le soutien, après expertise, de projets de recherche annuels.
La recherche architecturale, urbaine et paysagère se caractérise par un développement significatif des coopérations avec les autres composantes de la recherche publique liée à l'aménagement de l'espace. Dans les écoles nationales supérieures d'architecture, les unités de recherche habilitées et soutenues sont mobilisées dans les secteurs disciplinaires des sciences de l'homme et de la société, des sciences pour l'ingénieur et des sciences et techniques de l'information et de la communication. L'objectif de ces unités de recherche est de se renforcer structurellement, de promouvoir leurs relations avec le tissu universitaire et, dans le cadre de la réforme LMD, d'intensifier leurs productions doctorales.

Cette action regroupe également **les recherches transversales interdisciplinaires** dans les domaines de compétence du ministère ainsi que des opérations de valorisation des résultats, en particulier dans le champ des sciences humaines et sociales avec la mise en place de groupements d'intérêt scientifique (GIS " Culture & médias numériques ", GIS " Institutions Patrimoniales et Pratiques ").

Menées principalement dans le domaine des sciences humaines et sociales, elles se caractérisent par leur interdisciplinarité et font appel aux sciences " exactes " et aux sciences de l'information et de la communication. Elles sont fréquemment effectuées en relation avec d'autres ministères, et toujours en étroite collaboration avec la communauté scientifique nationale, universités et grands organismes de recherche : centre national de la recherche scientifique (CNRS), commissariat à l'énergie atomique (CEA), muséum national d'histoire naturelle (MNHN), institut national des études démographiques (INED) notamment.

Par ailleurs, le ministère de la culture prévoit de remettre en chantier la recréation d'un conseil ministériel de la recherche intégrant les instances existantes ou s'articulant avec elles. Ce projet s'inscrit dans la priorité que constitue l'enseignement supérieur pour les années à venir.

Des appels à projets de recherche structurants soutenus par le programme participent au renforcement des réseaux de partenaires : appel à projets sur la recherche en création et formation dans les écoles d'art ; programme national de recherche sur la connaissance et la conservation des matériaux du patrimoine ; programmes de recherches territorialisées et, plus largement, programmes de recherche sur la diversité culturelle et le dialogue interculturel.
Cette structuration s'appuie également sur les programmes nationaux de l'ANR et des réseaux européens (era-net, e-infrastructure, etc.) soutenus par la Commission européenne.

Ces recherches participent à la construction et au soutien de pôles d'excellence répartis sur le territoire national ainsi qu'à la mobilisation d'expertises nationales et internationales. La capacité du ministère à les pérenniser apparaît notamment dans l'accord cadre CNRS/MCC.

Les recherches menées dans le cadre de cette action transversale contribuent fortement à la détermination des politiques publiques. C'est le cas en particulier dans les domaines de l'économie, de la sociologie, des statistiques et des dimensions territoriales de la culture. Les recherches transversales permettent aussi de dégager et d'explorer des questions relatives aux nouvelles pratiques culturelles, aux industries culturelles, aux besoins en statistiques ou de mettre en place des méthodes adaptées : pratiques culturelles des enfants, usages numériques, etc. Des institutions nationales (INSEE), européennes (EUROSTAT) et internationales (UNESCO, OEI – organisation des États ibéros-américains pour l'éducation, la science et la culture, OCDE – organisation de coopération et de développement économiques) contribuent aussi à l'avancée des connaissances.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel	2 399 661	2 399 661
Subventions pour charges de service public	491 545	491 545
Total	**2 891 206**	**2 891 206**

Dépenses de fonctionnement autres que celles de personnel

Les crédits de fonctionnement sont dédiés aux moyens :

- des **trois services à compétence nationale (SCN)** suivants : le laboratoire de recherche des monuments historiques (LRMH), le centre de recherche et de restauration des musées de France (C2RMF) et le département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines (DRASSM) ;
- **des services centraux** : Direction générale des patrimoines - DGP - et Secrétariat général (service de la coordination des politiques culturelles et de l'innovation, département de la recherche, de l'enseignement supérieur et de la technologie).

	AE	CP
LRMH	0,61	0,61
DRASSM	0,52	0,52
C2RMF	0,45	0,45
Recherche patrimoniale (archéologie et archives)	0,20	0,20
Recherches transversales	0,62	0,62
TOTAL	**2,40**	**2,40**

Le LRMH, créé en 1970, est un SCN du ministère de la culture et de la communication spécialement dédié à l'étude scientifique des matériaux constitutifs des monuments historiques, de leurs phénomènes d'altération et des techniques utilisées pour les conserver, les restaurer et les mettre en valeur. Le laboratoire est installé dans les communs du château de Champs-sur-Marne. Il reçoit aussi des crédits à partir du programme 175 " Patrimoines " de la mission " Culture ".

La mission principale du LRMH est d'apporter une aide aux maîtres d'œuvre des restaurations (architectes en chef et conservateurs des monuments historiques, architectes des bâtiments de France, conservateurs des antiquités et objets d'art), aux maîtres d'ouvrages (conservateurs régionaux des monuments historiques, collectivités territoriales, propriétaires privés), comme aux restaurateurs, pour établir un constat d'état et un diagnostic des altérations observées, proposer les meilleurs remèdes, définir les conditions de conservation les plus appropriées et enfin améliorer la connaissance de l'œuvre dans sa composition, ses techniques et son histoire.

Le LRMH, soit en tant qu'institution, soit par le biais de ses chercheurs, est associé aux grands organismes internationaux traitant de la conservation des biens culturels : Comité de conservation du conseil international des musées (ICOM), Institut international de conservation (IIC), Conseil international des monuments et des sites (ICOMOS), Corpus Vitrearum. Il participe régulièrement aux congrès nationaux et internationaux. Il est enfin partie prenante de programmes de recherche soutenus par la Commission européenne.

Créé en 1998 par regroupement du laboratoire de recherche des musées de France (LRMF) et des services de restauration des musées de France, **le C2RMF** est un SCN du ministère de la culture et de la communication qui a pour mission de mettre en œuvre, en liaison avec les conservateurs responsables des collections, la politique de la direction des musées de France en matière de recherche, de conservation préventive et de restauration des collections des musées de France. Il constitue et conserve une documentation sur les matériaux, les techniques et la restauration des œuvres des musées. Il est également financé par le programme 175 " Patrimoines " de la mission Culture.

Créé en 1966, **le DRASSM** est compétent pour toutes les recherches archéologiques nécessitant le recours à la plongée. Il est chargé de la réglementation sur les recherches et découvertes archéologiques sous-marines et de la mise en œuvre de la loi sur les biens culturels maritimes. Le DRASSM était installé depuis 1966 dans le fort Saint-Jean à Marseille où le musée national des civilisations d'Europe et de Méditerranée (MuCEM) doit bientôt s'implanter. Les nouveaux locaux du DRASSM se trouvent sur le site de l'ancien stade de l'Estaque à Marseille.

Les crédits de fonctionnement de **la direction générale des patrimoines** (0,2 M€ en AE=CP) concernent :

- le développement d'outils numériques pour la mise à disposition des fonds d'archives. Ils permettront des évolutions de portails archivistiques, diverses études portant notamment sur le standard d'échange et les caractéristiques des formats d'encodage de données pour l'archivage numérique ainsi que l'organisation à mettre en œuvre pour assurer la prise en charge pour l'archivage numérique des données issues de systèmes d'information des services territoriaux de l'État ;
- l'organisation de divers séminaires, le fonctionnement de divers conseils nationaux et une aide au fonctionnement du Centre national d'archéologie urbaine (CNAU) à Tours ;
- l'aide aux activités de recherche du Centre national de la préhistoire (CNP), installé à Périgueux.

Les crédits de fonctionnement dédiés au **secrétariat général** (0,62 M€ en AE=CP) sont mis en œuvre notamment au titre du soutien à la diffusion des résultats de la recherche culturelle : colloques, publications papier comme la revue Culture et recherche (quatre numéros par an), publications en ligne, actions de documentation, développement de bases de données destinées à un public spécialisé, productions multimédia, élaborées par le pôle recherche multimédia, destinées à un large public.

Subventions pour charges de service public

Les subventions pour charges de service public (0,49 M€ en AE=CP), sont destinées à **l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP)**. Ils permettront de soutenir ses actions et ses projets collectifs de recherche, ainsi que sa participation aux unités mixtes de recherche du CNRS.

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	353 124	353 124

Les dépenses d'investissement concernent **l'achat d'équipement des trois SCN** : matériel de laboratoire, maintenance de l'accélérateur de particules (AGLAE, Accélérateur grand Louvre d'analyse élémentaire, C2RMF).

	AE	CP
LRMH	0,15	0,15
DRASSM	0,05	0,05
C2RMF	0,15	0,15
TOTAL	**0,35**	**0,35**

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux entreprises	121 380	121 380
Transferts aux collectivités territoriales	1 049 320	1 049 320
Transferts aux autres collectivités	3 013 207	3 013 207
Total	**4 183 907**	**4 183 907**

Les dépenses d'intervention s'élèvent au total à 4,18 M€ en AE=CP. Elles concernent trois domaines : la recherche en faveur des patrimoines, la recherche en faveur de la création artistique et les recherches pluridisciplinaires. Les crédits se répartissent ainsi :

	AE	CP
Recherche en faveur des patrimoines	**1,34**	**1,34**
DRASSM	0,46	0,46
CICRP	0,20	0,20
Recherche patrimoniale	0,68	0,68
Recherche en faveur de la création artistique	**0,89**	**0,89**
IRCAM	0,67	0,67
Recherche dans le domaine de l'art et menées par les écoles nationales supérieures d'art	0,22	0,22
Recherches pluridisciplinaires	**1,95**	**1,95**
Accord cadre CNRS/MCC	1,21	1,21
Recherches transversales	0,74	0,74
Total Dépenses d'intervention	**4,18**	**4,18**

Sous-action Recherche en faveur des patrimoines : 1,34 M€ en AE=CP

Les crédits concernent :

- une subvention au DRASSM pour ses recherches et projets scientifiques partenariaux (0,46 M€ en AE =CP) ;
- des crédits à hauteur de 0,68 M€ en AE=CP destinés à la valorisation et la publication de la recherche, avec le soutien d'une dizaine d'éditeurs scientifiques et de recherche, à l'inventaire général, et au financement de recherches archéologiques sur le terrain, destinées à des associations ou à des collectivités territoriales. Ces crédits sont notamment affectés à la mise en œuvre de la politique du patrimoine culturel immatériel et à la réalisation d'opérations de recherche transversales sur les patrimoines ;
- une subvention de 0,2 M€ en AE=CP au Centre interrégional de conservation et de restauration du patrimoine (CICRP).

Le **Centre interrégional de conservation et de restauration du patrimoine (CICRP)** assure des missions de service public contribuant à la connaissance, la préservation et la restauration de biens culturels. Il intervient dans les domaines de la conservation préventive, de la conservation curative et de la restauration du patrimoine culturel relevant du domaine public ou du domaine privé protégé au titre des Monuments Historiques. Ses missions s'exercent notamment sous forme de conseil et d'assistance scientifique et technique auprès des responsables de collections publiques et des collectivités locales. Le CICRP est géré par un groupement d'intérêt public à caractère culturel constitué de l'État (ministère de la culture et de la communication), de la Ville de Marseille, du Conseil Régional de Provence-Alpes-Côte-d'Azur et du Conseil Général des Bouches-du-Rhône. Créé par décision d'un comité interministériel d'aménagement du territoire, il est implanté sur 7 500 m^2 des anciennes Manufactures des tabacs de Marseille.

Sous-action Recherche en faveur de la création artistique : 0,89 M€

Les appels à projets concernant les écoles territoriales d'art poursuivent les mêmes objectifs que ceux lancés dans les écoles nationales supérieures d'art. 0,22 M€ en AE=CP sont prévus en 2013 à cet effet.

IRCAM : 0,67 M€ en AE=CP

Fondé par Pierre Boulez, **l'Institut de recherche et coordination acoustique/musique (IRCAM)**, est l'un des plus grands centres de recherche publique au monde consacré à la création musicale et à la recherche scientifique, à la pointe des innovations scientifiques et technologiques dans les domaines de la musique et du son. L'IRCAM développe ses missions selon trois axes principaux – création, recherche et transmission – autour de résidences de compositeurs, d'une saison parisienne, d'un festival, de tournées en France et à l'étranger.

Partenaire de nombreuses universités et entreprises internationales, ses recherches couvrent un spectre très large : acoustique, traitement du signal, informatique (langages, temps réel, bases de données, interfaces homme – machine), musicologie, cognition musicale. Ces travaux trouvent des applications dans d'autres domaines artistiques comme le multimédia, les arts plastiques ou le spectacle vivant, ainsi que des débouchés industriels (industries culturelles, télécommunications, informatique, automobile et transports...). Les crédits alloués par le programme 186 financent les

projets de recherche de l'institut. La subvention principale de l'IRCAM est versée depuis le programme 131 " Création ".

Sous-action Recherches pluridisciplinaires : 1,95 M€ en AE=CP

Ces crédits d'intervention sont en grande partie réservés aux **programmes transversaux de recherche** menés dans les domaines de compétence du ministère de la culture et de la communication : patrimoines, création, numérisation, socio-économie de la culture. Ces recherches sont menées au sein d'équipes rattachées au Centre national de la recherche scientifique (CNRS), au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), à des universités, à des grandes écoles, à des établissements publics et à des associations.

Un **accord-cadre régit les relations entre le CNRS et le ministère de la culture et de la communication**. La subvention versée dans le cadre de cet accord s'élève à 1,21 M€ en AE=CP. Cet accord, renouvelé le 15 mars 2012 pour une durée de quatre ans, organise une politique concertée et partenariale dans leurs domaines de recherche communs, tout en offrant une meilleure visibilité aux collaborations scientifiques entre les deux institutions. En 2012, il a permis de soutenir **vingt-cinq unités en co-tutelle** avec le **ministère de la culture et de la communication** dont :

- vingt-et-un unités mixtes de recherche (UMR), dont onze en archéologie, trois en architecture, trois en histoire de l'art et musicologie, une en musique, une sur l'histoire des sciences et techniques, une sur le patrimoine linguistique, une dans le domaine de l'ethnologie (IIAC-LAHIC) ;
- deux fédérations de recherche (FR), dont une dans le domaine de l'archéologie et une pour l'Equipex New AGLAE;
- deux unités mixtes de service et de recherche (USR) sur la conservation du patrimoine ;
- une unité mixte de service (UMS) pour la datation carbone 14.

Il contribue également au soutien d'une soixantaine de programmes de recherche sur convention, de quatre groupements d'intérêt scientifique (GIS), de trois groupements de recherche (GDR), de cinq conventions pour des publications scientifiques.

Hors accord-cadre avec le CNRS, les crédits d'intervention soutiennent des projets retenus dans le domaine des programmes de recherche initiés par le ministère de la culture et de la communication et propres aux besoins de la recherche culturelle à moyen terme (deux à quatre ans). Ces crédits portent également sur les actions menées par le ministère dans le cadre du 7e Programme Cadre de Recherche et Développement (PCRD) :

- réseaux de recherche européen (*Era-net*) : *DC-net* (réseau visant à développer les usages pour la recherche du patrimoine culturel numérisé dans le cadre des infrastructures de recherche) et *Indicate* (développement de la coopération euro-méditerranéenne sur ce sujet) ;
- participation, conjointement avec le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche, à l'initiative de programmation conjointe dédiée au patrimoine culturel, qu'il soit matériel, immatériel ou numérique *JPI - Joint programming initiative " Cultural Heritage and Global Change : a new challenge for Europe "* (Initiative de programmation conjointe : Héritage culturel et transformations à l'échelle mondiale : un nouveau défi pour l'Europe).

DÉPENSES D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dotations en fonds propres	1 309 412	1 309 412

Les dotations en fonds propres serviront à financer divers projets d'investissement dans les opérateurs suivants :

Opérateurs	Dotations en fonds propres (M€)
INHA	0,28
Recherche menée par les écoles nationales supérieures d'architecture	1,00
Recherche dans le domaine de la création et menées par les écoles nationales supérieures d'art	0,03
TOTAL	**1,31**

ACTION n° 03 92,5 %
Culture scientifique et technique

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement		107 095 227	**107 095 227**	
Crédits de paiement		110 095 227	**110 095 227**	

Universcience, le nouvel établissement public issu de la fusion du palais de la découverte et de la cité des sciences et de l'industrie, créé le 1er janvier 2010, constitue le pôle national de référence pour l'accès de tous à la culture scientifique et technique. L'établissement assure les missions suivantes :

- favoriser le rapprochement entre la recherche, les sciences et la société ; offrir à tous les publics les outils de compréhension des enjeux de la recherche scientifique et de l'innovation dans la société et des débats qui y sont liés ; contribuer à accroître la place de la recherche et de l'innovation dans les médias ; apporter son expertise aux scientifiques et aux chercheurs dans leur activité de diffusion de la recherche en direction du public ;
- assurer la conception, la production et la diffusion de contenus muséologiques *in situ* et en ligne, la production d'expositions, la mise en œuvre d'actions éducatives, la conception et la réalisation de médiations et d'animations scientifiques et techniques, la présentation d'expériences et de simulations scientifiques, les rencontres du public avec les acteurs de la recherche et de l'industrie, l'organisation de conférences et de débats, la présentation de l'actualité scientifique et technique, l'accueil de manifestations scientifiques, industrielles et culturelles, l'information sur les métiers et les filières, la mise à disposition de ressources documentaires et de services sous toutes formes et tous supports, la participation à des activités de recherche et de formation et en particulier la contribution à l'enseignement des sciences à l'école ;
- mettre en valeur les démarches de la science, stimuler la curiosité et l'initiation des élèves et des jeunes publics à la démarche d'expérimentation scientifique et contribuer à susciter de nouvelles vocations pour les métiers scientifiques et techniques ; développer, dans ce cadre, des innovations pédagogiques et contribuer à la formation des enseignants et des formateurs ;
- participer à la diffusion de la culture scientifique et technique aux niveaux national et international en prenant part à des réseaux et en mettant en œuvre des partenariats avec les autres acteurs intervenant dans ce domaine ; à cet effet, développer des liens étroits avec les universités, les organismes de recherche, les entreprises et le monde de l'innovation ainsi qu'avec les autres centres de science, en France, en Europe et dans le monde ; contribuer ainsi à l'émergence d'une dynamique européenne de la culture scientifique ;
- concourir à la recherche scientifique et en diffuser les résultats dans les domaines de l'histoire des sciences et des techniques, de la muséologie, des rapports entre science et société et entre science et art.

Les choix de programmation de l'établissement sont élaborés en concertation avec des équipes d'experts et éclairés par un conseil scientifique de haut niveau. La diversité des sujets abordés et des approches proposées permettra de toucher un public varié et renouvelé, dont la satisfaction et les attentes seront suivies et étudiées par un observatoire des publics.

Depuis 2011, l'opérateur Universcience est également chargé du financement des centres de culture scientifique, technique et industrielle (CCSTI). Ce transfert de compétences s'est accompagné du transfert d'un emploi dédié et de 3,6 M€.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	103 469 227	103 469 227

Ces crédits concernent exclusivement l'opérateur Universcience. Pour plus de détails concernant cet établissement, se reporter à la partie " Opérateurs ".

DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dépenses pour immobilisations corporelles de l'État	0	

DÉPENSES D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dotations en fonds propres	3 626 000	6 626 000

Les crédits dédiés à l'investissement sont destinés principalement à la poursuite des travaux d'aménagement des espaces intérieurs de la Cité des sciences et de l'industrie.

	AE	CP
Universcience	**107 095 227**	**110 095 227**
Subvention de fonctionnement	103 469 227	103 469 227
Dotation en fonds propres	3 626 000	6 626 000
dont investissement courant et rénovation technique	*3 626 000*	*3 626 000*
dont investissement lourd	*0*	*3 000 000*

OPÉRATEURS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DU PROGRAMME DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

	LFI 2012		PLF 2013	
Nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)	116 103 428	116 710 413	103 960 772	103 960 772
Dotations en fonds propres (titre 7-2)			4 935 412	7 935 412
Transferts (titre 6)	0	0	1 434 000	1 434 000
Total	**116 103 428**	**116 710 413**	**110 330 184**	**113 330 184**

A partir de 2013, les subventions d'investissements, auparavant versées sous forme de subventions pour charges de service public, sont versées sous forme de dotations en fonds propres.

Les crédits de transferts prévus en 2013 sont destinés au CNRS (1 210 k€) et aux Ecoles d'art en région (224 k€).

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

EMPLOIS DES OPÉRATEURS Y COMPRIS OPÉRATEURS MULTI-IMPUTÉS SI PROGRAMME CHEF DE FILE

	Réalisation 2011 (1)				LFI 2012				PLF 2013			
Intitulé de l'opérateur	ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs		
		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*
Universcience		1 135				1 175				1 151	4	*4*
Total		**1 135**				**1 175**				**1 151**	**4**	***4***

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.
(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

Les emplois rémunérés sur le budget des opérateurs sont exprimés pour l'ensemble des établissements en ETPT et non en ETP.

PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME CHEF DE FILE

LFI 2012*						PLF 2013
Emplois sous plafond *en ETP*	Solde des transferts T2/T3	Solde des transferts internes	Solde des transferts externes	Corrections techniques	Solde net des créations ou suppressions d'emplois	Emplois sous plafond *en ETP*
1 175				-4	-20	1 151

* Plafond voté en LFI 2012 ou le cas échéant en LFR

PRÉSENTATION DES OPÉRATEURS (OU CATÉGORIES D'OPÉRATEUR)

UNIVERSCIENCE

L'établissement public du Palais de la découverte et de la Cité des sciences est un établissement public à caractère industriel et commercial (EPIC), créé le 1er janvier 2010, par décret n° 2009-1491 du 3 décembre 2009. Cet établissement, dont le nom d'usage est *Universcience,* est issu du rapprochement de deux anciens établissements :

– La Cité des sciences (EPIC créé en 1985, placé sous la tutelle du ministère de la culture et de la communication) dont les missions fondamentales s'articulaient autour de la diffusion et de la médiation scientifique ;

– Le Palais de la découverte (EPSCP placé sous la tutelle du ministère chargé de la recherche) dont la mission fondamentale était de participer à la formation culturelle de toutes les catégories de la population dans le domaine des sciences et de leurs applications.

L'objectif de ce rapprochement est de renforcer la qualité et la complémentarité des offres entre les établissements et de dégager des synergies. Cet opérateur, présent sur deux sites (Grand Palais et La Villette) accueillant plus de 3,5 millions de visiteurs par an, doit être un opérateur national de référence de la culture scientifique et technique.

Le projet culturel et scientifique du nouvel établissement s'appuie sur plusieurs axes de développement :

– valoriser les fondamentaux et la démarche scientifiques : mettre l'expérience scientifique au cœur de l'offre muséologique, disposer d'expositions de référence sur les sciences fondamentales ;
– éclairer les changements du monde et accompagner ses mutations : expérimenter et comprendre les progrès scientifiques et techniques, organiser des débats scientifiques, susciter des vocations scientifiques chez le jeune public ;
– décloisonner les savoirs et mettre la science en relation avec la culture : rendre accessible à tous la connaissance, offrir une place fructueuse à la relation " arts et sciences ", créer des liens étroits entre les sciences fondamentales et les sciences humaines et sociales ;
– favoriser la créativité et la prise de risque : faire une large place à l'histoire des grandes découvertes, associer les visiteurs à la conception des offres.

Action de rattachement

L'établissement est rattaché à l'action 3 Opérateur de la culture scientifique et technique du programme 186 Recherche culturelle et culture scientifique de la Mission interministérielle Recherche et enseignement supérieur (MIRES). À ce titre, il concourt à l'objectif n° 3 relatif à la promotion, auprès du public le plus large, de la recherche culturelle et de la culture scientifique et technique.
L'établissement participe également à l'objectif de développement d'un accès équitable à la culture à travers l'action 4 Action en faveur des publics spécifiques du programme 224 Transmission des savoirs et démocratisation de la culture de la mission Culture.

Contractualisation et orientations stratégiques

La mise en place d'un schéma d'organisation et de procédures internes ainsi que la définition d'un projet scientifique et culturel ont été achevés en 2011.

Le premier contrat de performance de l'établissement a été approuvé en mai 2012 par le conseil d'administration d'Universcience. Il porte sur la période 2012 à 2014. Ce document vient préciser la stratégie de mise en œuvre des nouvelles missions de l'établissement. Les axes du contrat de performance portent sur l'enrichissement de l'offre culturelle et l'amélioration de la politique des publics, sur le développement de nouvelles ambitions dans les missions et politiques transversales d'Universcience ainsi que sur la modernisation administrative et financière de l'établissement.

Les grandes orientations du schéma pluriannuel de stratégie immobilière ont été approuvées par le conseil d'administration de juin 2011. La mise en œuvre des projets devra tenir compte des observations formulées dans l'avis du ministère de la culture concernant notamment leur financement et leur articulation avec les projets d'aménagement plus globaux des sites Villette et Grand Palais.

Présentation du budget / justification au premier euro

En 2012, la masse salariale correspond à 57,23% du budget total de fonctionnement, soit 3 points de plus qu'en 2011 du fait de l'augmentation de la masse salariale et des économies prévues sur les autres charges. Le plafond d'emplois de l'établissement s'établit à 1 175 ETP, contre 1 187 ETP en 2011.

Les dépenses de fonctionnement, hors masse salariale et écritures non décaissables (16,14 % du budget de fonctionnement), portent sur les offres culturelles (16,25 %), l'accueil des publics et la communication (13,64 %), et la diffusion et la valorisation hors sites de la Cité et du Palais de la découverte (11,6 %). L'entretien et l'exploitation des bâtiments représentent également une part importante des dépenses de fonctionnement (37,67 %). Le reste du budget de fonctionnement est essentiellement consacré aux fonctions supports.

Le taux de ressources propres de l'établissement s'établit à 17,93 % pour l'année 2011 et à 19,5 % en prévision 2012. Les recettes propres de l'établissement reposent pour moitié sur la billetterie (53,5 % au BP 2012). Les autres ressources générées par l'établissement se déclinent en recettes locatives et de concessions ainsi qu'en diverses prestations de service (vente et location d'expositions notamment).

En matière d'investissement, les principales opérations 2012 concernent la fin de la rénovation de l'accueil Nord de la Cité des sciences et la poursuite de la réhabilitation technique des deux bâtiments.

Indicateurs	BP 2012
Part des charges de personnel/dépenses du compte de résultat	57,23 %
Part de la subvention de l'État dans les charges du compte de résultat	82,45 %
Coût d'un jour de fonctionnement	337 342 €
Part de l'investissement pris en charge par l'État	30,70 %

Perspectives 2013

En 2013, l'établissement devra poursuivre et développer son action tout en s'adaptant à un contexte budgétaire contraint, dans le cadre de l'effort général de réduction des dépenses publiques.

Universcience constitue le pôle national de référence pour l'accès de tous à la culture scientifique et technique. Pour permettre la concrétisation de cette mission, un schéma national de gouvernance a été défini au printemps 2012 et s'est rapidement mis en place sur tout le territoire. Portée par cette dynamique nouvelle, l'année 2013 sera marquée par la montée en puissance progressive des trois niveaux de gouvernance que sont le conseil national de la culture scientifique, le comité opérationnel et les pôles territoriaux.

Les travaux de rénovation du Parvis Nord de la Cité des Sciences s'achèvent à l'automne 2012. En 2013, les principaux investissements liés aux bâtiments porteront essentiellement sur la progressive mise aux normes de sécurité des deux sites.

En termes d'offre culturelle, plusieurs opérations sont planifiées sur l'année 2013. En particulier, l'établissement investira dans une exposition temporaire dédiée aux jeux vidéos. Ce nouvel espace sera installé à la Cité des sciences : il ouvrira ses portes au public à l'automne 2013.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		**LFI 2012**		**PLF 2013**	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 03 : Culture scientifique et technique	**114 874**	**114 584**	**114 131**	**114 738**	**107 095**	**110 095**
Subventions pour charges de service public	114 874	114 584	114 131	114 738	103 469	103 469
Dotations en fonds propres					3 626	6 626
Total pour ce programme	**114 874**	**114 584**	**114 131**	**114 738**	**107 095**	**110 095**

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Programme 175 : Patrimoines			**100**	**100**		
Transferts			100	100		
Programme 224 : Transmission des savoirs et démocratisation de la culture			**25**	**25**		
Transferts			25	25		
Total	**114 874**	**114 584**	**114 256**	**114 863**	**107 095**	**110 095**

L'évolution de la subvention d'Universcience (hors financement d'investissements exceptionnels) entre la LFI 2012 et 2013 s'explique par une réduction de 2 % au titre de la participation de l'établissement à l'effort général de réduction des dépenses publiques.

Par ailleurs, 6,6M€ de CP sont versés à Universcience sur titre 7 pour des projets d'investissement spécifiques.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	68 638	70 475	Ressources de l'État	102 625	101 517
			- subventions de l'État	*102 625*	*101 517*
Fonctionnement	79 561	76 345	*- ressources fiscales*		
Intervention			Autres subventions	257	1 153
			Ressources propres et autres	46 282	44 150
Total des charges	**148 199**	**146 820**	**Total des produits**	**149 164**	**146 820**
Résultat : bénéfice	965		Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	**149 164**	**146 820**	Total : équilibre du CR	**149 164**	**146 820**

(1) voté

Tableau de financement abrégé

(en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement			Capacité d'autofinancement	1 271	3 308
Investissements	13 639	27 985	Ressources de l'État	11 059	8 608
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources	735	935
Total des emplois	**13 639**	**27 985**	**Total des ressources**	**13 065**	**12 851**
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	574	15 134

(1) voté

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
total	70 475	53 085		27 985	**151 545**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	1 135	1 175	1 155
- sous plafond	*1 135*	*1 175*	*1 151*
- hors plafond opérateurs			*4*
dont contrats aidés			*4*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

Le plafond d'emplois de l'opérateur passe de 1175 ETPT en LFI 2012 à 1151 ETPT au PLF 2013, correspondant à la contribution de l'établissement à la maîtrise de l'emploi public. Cette baisse s'explique par la suppression de 20 ETPT et par une mesure de périmètre correspondant au décompte hors plafond des apprentis à partir de 2013 (-4 ETPT).

Les emplois de l'opérateur sont exprimés ici en ETPT, et non pas en ETP.

ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

Note explicative

La comptabilité d'analyse des coûts (CAC) s'appuie sur des principes, règles et méthodes de construction partagés par l'ensemble des acteurs : ministères, services du contrôle budgétaire et comptable ministériel, direction du budget et de la direction générale des finances publiques.

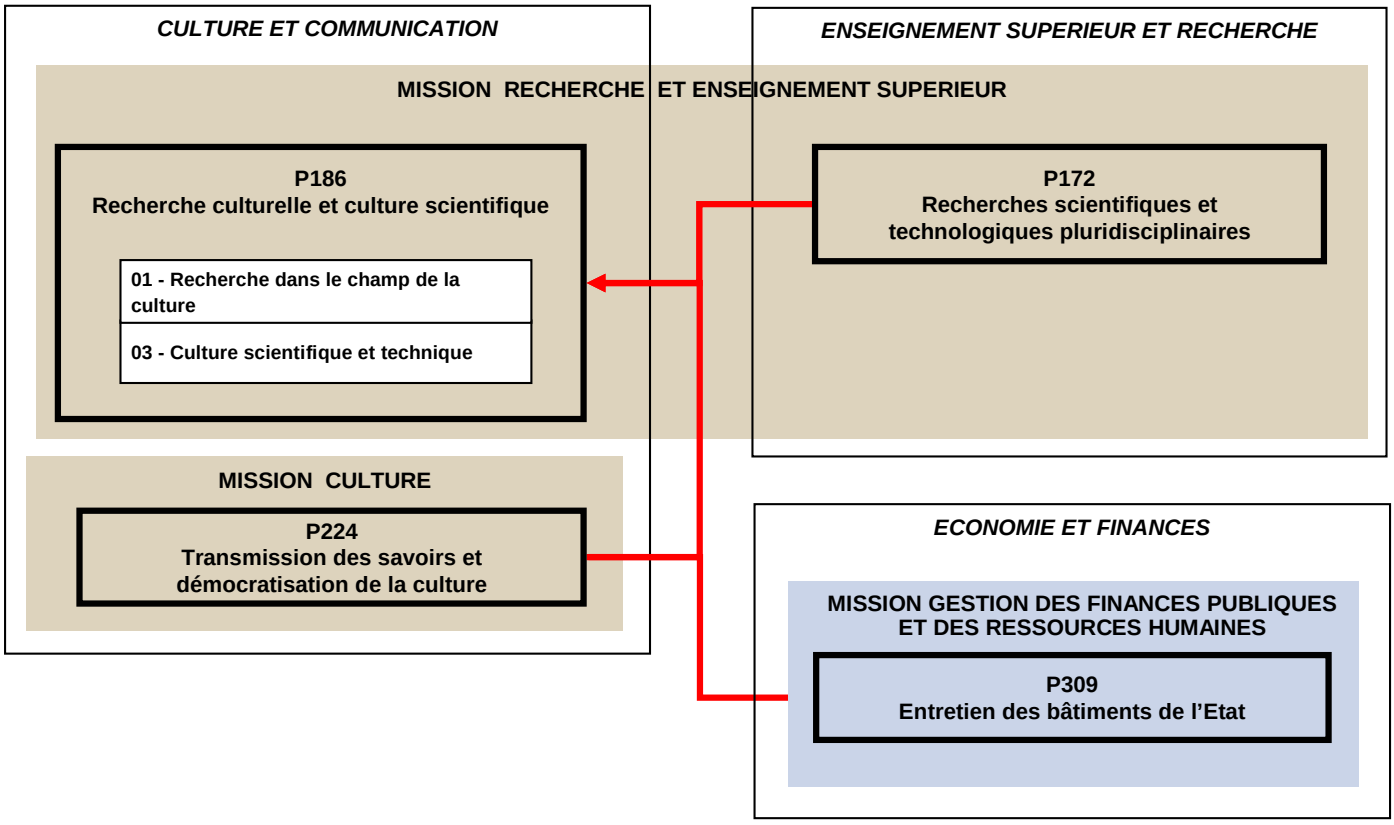
Le volet « Analyse des coûts » du PAP vise plus particulièrement l'identification des enjeux en matière de consommation de ressources partagée entre programmes, qu'ils relèvent ou non de la même mission.

A ce titre, ce volet comporte trois parties : 1°- une cartographie des liens de consommation des ressources entre actions ; 2°- un tableau de synthèse retraçant successivement la valeur initiale des actions, les ventilations internes et externes et la valeur après ventilations des actions ; 3°- les observations des équipes ministérielles, intégrant l'explication des principes méthodologiques appliqués aux données retraitées, et éclairant les résultats obtenus.

Enfin, l'analyse des coûts contribue à la documentation de la démarche de performance et s'inscrit dans un cycle d'amélioration continue.

SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Numéro et intitulé de l'action	PLF 2013 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2013 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2012 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
01 - Recherche culturelle	8 743 229	0	+10 989 592	19 732 821	20 379 261
03 - Culture scientifique et technique	110 095 227	0	+1 097 696	111 192 923	115 837 168
Total	**118 838 456**	**0**	**+12 087 288**	**130 925 744**	**136 216 429**

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	**-12 087 288**
172 / Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	-991 000
224 / Transmission des savoirs et démocratisation de la culture (Mission « Culture »)	-10 977 316
309 / Entretien des bâtiments de l'État (Mission « Gestion des finances publiques et des ressources humaines »)	-118 972

PROGRAMME 142

Enseignement supérieur et recherche agricoles

PROGRAMME 142

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE AGRICOLES

MINISTRE CONCERNÉ : STÉPHANE LE FOLL, MINISTRE DE L'AGRICULTURE, DE L'AGROALIMENTAIRE ET DE LA FORÊT

Présentation stratégique du projet annuel de performances	562
Objectifs et indicateurs de performance	564
Présentation des crédits et des dépenses fiscales	567
Justification au premier euro	571
Opérateurs	584
Analyse des coûts du programme et des actions	593

PRÉSENTATION STRATÉGIQUE DU PROJET ANNUEL DE PERFORMANCES

Marion ZALAY
Directrice générale de l'enseignement et de la recherche
Responsable du programme n° 142 : Enseignement supérieur et recherche agricoles

Les enjeux mondiaux de sécurité alimentaire et d'approvisionnement en eau, le réchauffement climatique et les exigences sanitaires et environnementales croissantes rendent nécessaires l'évolution des systèmes agricoles et alimentaires et le soutien au développement durable des territoires. Les besoins en connaissances, en formations, en innovations et leur appropriation par les acteurs publics et privés se sont ainsi considérablement amplifiés.

Pour pouvoir anticiper l'avenir et y préparer les acteurs, le ministère s'appuie sur un réseau d'établissements d'enseignement supérieur agricole, vétérinaire et du paysage, et d'organismes de recherche, sous tutelle partagée : l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA, ex CEMAGREF), l'Institut français de recherche pour l'exploitation de la mer (IFREMER) et l'Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail (ANSES).

Ce réseau fonctionne aussi en un lien étroit avec d'autres organismes, tels le Centre de recherche agronomique pour le développement (CIRAD) et les instituts techniques.

Le positionnement des sciences du vivant dans les schémas de site, les réformes des cursus et la compétition internationale en matière d'enseignement supérieur constituent des priorités pour l'enseignement supérieur agricole et pour son adaptation aux enjeux mondiaux précédemment évoqués.

Dans le contexte plus global de recomposition du paysage de l'enseignement supérieur français, la structuration de l'enseignement supérieur agricole a été profondément remaniée par des opérations de fusion ayant permis de passer de 18 établissements publics en 2005 à 12 en 2010. La poursuite du développement des synergies et des mutualisations attendues de cette recomposition, notamment dans les fonctions support, est un objectif prioritaire pour 2013. De même, le renforcement de la coordination du réseau d'écoles vétérinaires au travers de la mise en oeuvre du plan de modernisation du cursus vétérinaire est une priorité. L'élaboration de nouveaux contrats d'objectifs et de performance achèvera une phase importante de la modernisation du pilotage des établissements supérieurs agricoles.

Le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt est engagé dans deux opérations qui mobilisent une large part des dotations d'investissement aux écoles. La première est la réunion et l'installation des équipes des 4 sites franciliens d'Agroparistech à Saclay avec des équipes associées de l'INRA dans le cadre du projet de création d'un campus d'excellence à visibilité internationale. La seconde est la construction du pôle à risques biologiques de l'école nationale vétérinaire d'Alfort dont dépend l'accréditation européenne de l'école.

Des réformes structurantes des formations sont également conduites avec tout d'abord l'inscription de l'enseignement supérieur court (BTS agricole) dans le système LMD (Licence, Maîtrise, Doctorat), ensuite la rénovation des études de paysagiste avec l'acquisition du grade de master enfin la modernisation de la formation vétérinaire adaptée aux nouveaux métiers, aux enjeux de sécurité sanitaire, de développement rural et de compétitivité européenne.

Par ailleurs, la rénovation des concours aux écoles d'ingénieurs et vétérinaires a été engagée afin de promouvoir l'ouverture sociale des grandes écoles et la diversité des profils recrutés ainsi que de privilégier une sélection sur des « compétences » plutôt que sur des connaissances. La progression et la valorisation de la mobilité à l'étranger des étudiants sera développée au travers du dispositif ECTS (European Credit Transfert System) dans lequel l'enseignement supérieur agricole est pleinement engagé. L'enseignement supérieur agricole s'impliquera également fortement dans la nouvelle génération d'actions de mobilité européenne, « Erasmus pour tous » prévue par le nouveau

programme pour l'éducation et la formation tout au long de la vie 2014/2020. La participation de l'enseignement supérieur agricole dans l'action « Science sans frontière » permettra de poursuivre et de développer l'accueil d'étudiants brésiliens dans les formations.

L'ensemble de ces réformes permettra à la formation de l'enseignement supérieur de gagner en performance. Cette dernière est d'ailleurs évaluée par les taux d'insertion professionnelle de l'objectif 1. De même, la modernisation de l'enseignement supérieur agronomique et vétérinaire s'accompagne de la préoccupation constante de maîtriser les coûts de formation (objectif 2). Elle est ainsi axée sur la volonté d'adapter l'appareil de formation de l'enseignement supérieur agricole aux nouvelles exigences du monde agricole et de préparer les futurs professionnels pour les défis à venir. En outre, l'allocation des moyens de recherche aux écoles a été modernisée par l'instauration depuis 2011 d'une part « performance » évaluée au travers d'un nouvel indicateur 3.2 de l'objectif 3. Celui-ci permet, à travers les publications scientifiques d'un certain rang, d'évaluer le dynamisme des grandes écoles sur le plan de la recherche. Grâce à la forte implication des étudiants dans les activités de recherche durant leur cursus, l'enseignement supérieur agricole forme de futurs professionnels qui contribueront aux politiques publiques.

Le pilotage de la recherche dans le domaine des sciences du vivant, particulièrement des biotechnologies vertes et bleues, et son positionnement sur le territoire sont indéniablement un enjeu central pour le ministère. Pour structurer l'offre de recherche et de formation agronomique française, et mieux fédérer les efforts et les actions des établissements, le ministère a créé en 2009 « Agreenium » qui regroupe l'INRA, le Cirad et quatre établissements d'enseignement supérieur. Le périmètre d'« Agreenium » est en cours d'élargissement à d'autres établissements d'enseignement supérieur. Par ailleurs, le ministère veille à l'appropriation des enjeux et priorités en matière agricole et agroalimentaire par les établissements de recherche et de développement par l'élaboration et le suivi de contrats d'objectifs et de performance.

RÉCAPITULATION DES OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF 1	**Former des ingénieurs, des vétérinaires et des paysagistes répondant aux besoins des milieux économiques, formés aux pratiques de la recherche et ouverts sur l'international**
INDICATEUR 1.1	Taux d'insertion des diplômés
OBJECTIF 2	**Organiser les formations dans des conditions optimales de coût et de qualité de service**
INDICATEUR 2.1	Coût unitaire de formation par étudiant
OBJECTIF 3	**Développer la valorisation de la recherche vers les secteurs professionnels et l'appui aux politiques publiques**
INDICATEUR 3.1	Part des publications destinées aux secteurs professionnels et à l'appui aux politiques publiques
INDICATEUR 3.2	Part "performance" de la dotation recherche (en nombre de publications par chercheur en unité de recherche labellisée)

OBJECTIFS ET INDICATEURS DE PERFORMANCE

OBJECTIF n° 1 : Former des ingénieurs, des vétérinaires et des paysagistes répondant aux besoins des milieux économiques, formés aux pratiques de la recherche et ouverts sur l'international

L'efficacité socio-économique de l'enseignement supérieur agricole et vétérinaire est appréciée notamment par le taux d'insertion professionnelle, enquêté en début de chaque année auprès des étudiants des deux dernières promotions.

Après avoir bien résisté à la déprise constatée par ailleurs sur le marché de l'emploi en 2009, puis en 2010, l'objectif est, depuis, de reprendre une évolution à la hausse en 2012 et 2013.

INDICATEUR 1.1 : Taux d'insertion des diplômés

(du point de vue du citoyen)

indicateur de la mission

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Taux d'insertion des diplômés dans les 18 mois suivant l'obtention du diplôme	%	89,4	89,6 (*)	90	90,0	90,5	91,0
Taux d'insertion des diplômés dans les 12 mois suivant l'obtention du diplôme	%	73,3	75,6 (**)	74	74,0	74,5	75,6

Précisions méthodologiques

(*) les vétérinaires sortis en 2009 n'ont pas été interrogés
(**) pas de vétérinaires diplômés en 2010

Sources des données : enquête annuelle adaptée de l'enquête « Conférence des Grandes Écoles », effectuée par les écoles. Les anciens étudiants sont interrogés en début d'année, soit 15 à 18 mois après la sortie pour les diplômés l'année n-2, et 3 à 6 mois après la sortie pour les diplômés n-1.

Mode de calcul :

- Numérateur : nombre de diplômés occupant un emploi au moment de l'enquête.
- Dénominateur : population totale des diplômés de la même année qui sont en emploi ou en recherche d'emploi, hors poursuite d'études et volontariat international.

Explication des prévisions :

L'objectif pour les années 2013 à 2015 est de revenir à des valeurs en augmentation, après le contexte de tension sur le marché de l'emploi des années 2009 à 2011.

OBJECTIF n° 2 : Organiser les formations dans des conditions optimales de coût et de qualité de service

La méthode de calcul des coûts utilisée pour l'indicateur présenté ci-dessous a été revue à partir de 2010. Elle prend désormais mieux en compte la dotation recherche des écoles (financée par l'action 2 du programme 142) et la part de temps consacrée par les personnels des écoles à la recherche, en particulier les personnels techniques de la filière « formation-recherche ». La baisse du coût unitaire pour les ingénieurs et paysagistes s'explique par une amélioration de l'efficience : à dotations budgétaires stables et malgré l'augmentation des dépenses de personnel, le regroupement des écoles conjugué à l'augmentation du nombre d'étudiants permet de diminuer le coût unitaire.

Le Coût unitaire de formation par étudiant (CUFE) vétérinaire cible 2013 est revu à la hausse par rapport aux prévisions du PAP 2012 compte tenu de la réalisation 2011.

La prévision actualisée 2012 du CUFE ingénieur est augmentée en raison des mesures catégorielles touchant notamment les corps des assistants ingénieurs et des personnels techniques en formation-recherche.

INDICATEUR 2.1 : Coût unitaire de formation par étudiant

(du point de vue du contribuable)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Ingénieurs	€	13 706	12 742	13 700	13 200	13 200	12 700
Vétérinaires	€	14 164	15 354	14 200	15 400	15 200	15 100
Paysagistes	€	14 305	14 239	14 300	14 300	14 300	14 000

Précisions méthodologiques

Sources des données :

Numérateur : ETP valorisés au coût moyen de salaire chargé par catégorie NNE (enquête mensuelle d'activité pour chaque école menée par la direction générale de l'enseignement et de la recherche (DGER) + crédits (données budgétaires de dotation des écoles). Des clés de ventilation s'appliquent pour répartir les ETP et les crédits en fonction des activités de formation, de recherche, de gouvernance et d'appui aux autres établissements.

Dénominateur : effectifs étudiants en formation de référence (Ingénieur, vétérinaire ou paysagiste) : enquête sur le système d'information sur le suivi des étudiants (SISE) et enquête de rentrée DGER.

Explications sur la construction de l'indicateur : l'indicateur donne la dépense de fonctionnement du programme pour les différentes catégories de formés, par année de formation. Il s'agit du coût de formation au sens strict : les dépenses consacrées à la recherche ne sont pas comptabilisées.

Explications des prévisions : Le coût de formation est composé des dépenses du programme en subventions aux écoles et rémunération des personnels. Le responsable du programme et les écoles peuvent intervenir sur trois des quatre paramètres du coût unitaire : la répartition des subventions, la répartition des emplois, le recrutement des étudiants.

En revanche ils ne peuvent agir sur le niveau de rémunération des personnels. Or celui-ci, sous l'effet de plusieurs facteurs (évolution du point d'indice de la fonction publique et du glissement vieillesse technicité, revalorisations catégorielles), s'inscrit dans une tendance haussière.

L'objectif du pilotage du programme est d'optimiser les moyens de sorte que l'impact des trois leviers d'action ait un effet de stabilité sur le coût de formation par étudiant. Les efforts d'optimisation compensent l'augmentation du coût moyen de rémunération des personnels. Les valeurs des cibles 2013 et 2015 reflètent toujours l'objectif de stabilité selon lequel le programme est piloté.

OBJECTIF n° 3 : Développer la valorisation de la recherche vers les secteurs professionnels et l'appui aux politiques publiques

L'objectif consistant à mobiliser les connaissances scientifiques vers les secteurs professionnels et l'appui aux politiques publiques du ministère en charge de l'agriculture se rapporte à l'action 2 du programme 142. Dans un contexte général tendant à orienter l'emploi des chercheurs vers la recherche académique, le but est de maintenir une part suffisante de l'activité en faveur de l'appui aux politiques publiques et des secteurs professionnels. Cela concerne plusieurs opérateurs :

- l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), attributaire de missions d'intérêt général déléguées par l'État concernant notamment la cartographie des sols, la sélection animale et la sélection végétale ;
- l'Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (IRSTEA, ex-CEMAGREF), qui effectue par convention des travaux concernant la gestion durable de l'agriculture, des espaces ruraux et de la forêt, le développement des territoires ruraux, les services publics locaux, l'eau, l'agriculture et l'hydraulique de l'espace rural, la qualité des milieux aquatiques, l'optimisation de l'usage des pesticides et des fertilisants, la santé et la sécurité des opérateurs agricoles, la sécurité sanitaire et l'hygiène des aliments, les systèmes d'information et la traçabilité, la gestion des compétences, la diffusion et le transfert ;
- les établissements d'enseignement supérieur agricole, pour leur activité de recherche ;
- les instituts techniques, à l'interface entre la recherche et l'agriculture ainsi qu'entre la recherche et les industries agroalimentaires.

Compte tenu du fait que plusieurs structures interviennent en faveur de cet objectif, la construction d'un indicateur d'ensemble est délicate, car la nature des productions attendues de la part de ces acteurs est diverse. Aussi les indicateurs présentés en loi de finances sont-ils centrés sur la part principale des crédits de l'action 2, portant sur l'IRSTEA, ainsi que sur la part performance de la dotation recherche des grandes écoles. Ces deux indicateurs couvrent 72 % de l'action 2 du programme 142.

INDICATEUR 3.1 : Part des publications destinées aux secteurs professionnels et à l'appui aux politiques publiques

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part des publications destinées aux secteurs professionnels et à l'appui aux politiques publiques	%	24	20,9	25	21,0	21,0	23,0

Précisions méthodologiques

Sources des données : les données proviennent de l'IRSTEA, et représentent ainsi un taux de couverture des crédits de l'action par l'indicateur de plus de 50 %.

Explications sur la construction de l'indicateur : les publications sont comptabilisées selon différentes catégories. Celles destinées aux secteurs professionnels (articles techniques, articles de vulgarisation et ouvrages techniques) et à l'appui aux politiques publiques (rapports d'études) sont rapportées au nombre total de publications de l'opérateur.

Explication des prévisions : après un travail de méthodologie en 2009 qui a impacté la production scientifique, celle-ci a repris en 2010. Cependant, conformément à la mise en œuvre de la stratégie scientifique « CEMAGREF 2020 » de la convention-cadre 2009/2013 de l'IRSTEA (ex-CEMAGREF), une augmentation importante des publications purement scientifiques a naturellement induit une baisse de la valeur de l'indicateur. Celui-ci est en effet calculé à la proportionnelle. Le nombre de publications destinées aux secteurs professionnels et à l'appui aux politiques publiques n'a ainsi pas été réduit. La prévision 2013 est revue du fait des résultats 2011. L'objectif 2015 est d'atteindre un équilibre entre la production scientifique académique et celle destinée aux secteurs professionnels et à l'appui aux politiques publiques, cet équilibre se situant autour de 23 % pour cette dernière. Néanmoins, la cible 2015 ne préjuge pas de la nouvelle convention cadre 2014/2020 et pourra être revue après sa signature.

INDICATEUR 3.2 : Part "performance" de la dotation recherche (en nombre de publications par chercheur en unité de recherche labellisée)

(du point de vue du citoyen)

	Unité	2010 Réalisation	2011 Réalisation	2012 Prévision PAP 2012	2012 Prévision actualisée	2013 Prévision	2015 Cible
Part "performance" de la dotation recherche	Nombre	-	-		-	1,0	1,1

Précisions méthodologiques

Source des données : Enquête DGER.

Mode de calcul : Nombre annuel de publications de « rang A » rapporté au nombre de cadres scientifiques en unités de recherche labellisées déclaré par l'établissement supérieur agronomique ou vétérinaire.

Explication des valeurs cibles : La prévision 2013 est établie à 1,0 au regard des valeurs constatées en 2012. La cible 2015 prévoit une augmentation de 0,1 point.

Cet indicateur a pour objectif de mesurer la productivité des cadres scientifiques des unités de recherche labellisées en matière de production de connaissances scientifiques de qualité. Les premières valeurs de cet indicateur sont techniquement disponibles depuis 2012 et ont été utilisées pour déterminer le montant de la subvention « Recherche » de chaque école pour l'année 2012.

PRÉSENTATION DES CRÉDITS ET DES DÉPENSES FISCALES

2013 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS DEMANDÉS

2013 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	**Enseignement supérieur**	185 488 371	37 658 445	39 660 295	96 810 000	**359 617 111**	
02	**Recherche, développement et transfert de technologie**	2 541 721	27 421 000	6 173 927		**36 136 648**	
Total		**188 030 092**	**65 079 445**	**45 834 222**	**96 810 000**	**395 753 759**	

2013 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Titre 7 Dépenses d'opérations financières	Total pour 2013	FDC et ADP attendus en 2013
01	**Enseignement supérieur**	185 488 371	39 258 445	39 660 295	8 250 000	**272 657 111**	
02	**Recherche, développement et transfert de technologie**	2 541 721	27 421 000	6 173 927		**36 136 648**	
Total		**188 030 092**	**66 679 445**	**45 834 222**	**8 250 000**	**308 793 759**	

2012 / PRÉSENTATION PAR ACTION ET TITRE DES CRÉDITS VOTÉS (LOI DE FINANCES INITIALE)

2012 / AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	**Enseignement supérieur**	183 208 042	45 186 546	39 761 113	**268 155 701**	
02	**Recherche, développement et transfert de technologie**	3 071 092	24 376 581	9 917 427	**37 365 100**	
Total		**186 279 134**	**69 563 127**	**49 678 540**	**305 520 801**	

2012 / CRÉDITS DE PAIEMENT

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Titre 2 Dépenses de personnel	Titre 3 Dépenses de fonctionnement	Titre 6 Dépenses d'intervention	Total pour 2012	Prévisions FDC et ADP 2012
01	**Enseignement supérieur**	183 208 042	46 708 546	39 761 113	**269 677 701**	
02	**Recherche, développement et transfert de technologie**	3 071 092	24 376 581	9 917 427	**37 365 100**	
Total		**186 279 134**	**71 085 127**	**49 678 540**	**307 042 801**	

PRÉSENTATION DES CRÉDITS PAR TITRE ET CATÉGORIE

Titre et catégorie	Autorisations d'engagement		Crédits de paiement	
	Ouvertes en LFI pour 2012	Demandées pour 2013	Ouverts en LFI pour 2012	Demandés pour 2013
Titre 2. Dépenses de personnel	186 279 134	188 030 092	186 279 134	188 030 092
Rémunérations d'activité	105 949 297	106 689 670	105 949 297	106 689 670
Cotisations et contributions sociales	79 414 623	80 836 065	79 414 623	80 836 065
Prestations sociales et allocations diverses	915 214	504 357	915 214	504 357
Titre 3. Dépenses de fonctionnement	69 563 127	65 079 445	71 085 127	66 679 445
Subventions pour charges de service public	69 563 127	65 079 445	71 085 127	66 679 445
Titre 6. Dépenses d'intervention	49 678 540	45 834 222	49 678 540	45 834 222
Transferts aux ménages	12 188 818	12 788 000	12 188 818	12 788 000
Transferts aux autres collectivités	37 489 722	33 046 222	37 489 722	33 046 222
Titre 7. Dépenses d'opérations financières		96 810 000		8 250 000
Dotations en fonds propres		96 810 000		8 250 000
Total	**305 520 801**	**395 753 759**	**307 042 801**	**308 793 759**

DÉPENSES FISCALES[27]

Avertissement

Le niveau de fiabilité des chiffrages de dépenses fiscales dépend de la disponibilité des données nécessaires à la reconstitution de l'impôt qui serait dû en l'absence des dépenses fiscales considérées. Par ailleurs, les chiffrages des dépenses fiscales ne peuvent intégrer ni les modifications des comportements fiscaux des contribuables qu'elles induisent, ni les interactions entre dépenses fiscales.
Les chiffrages présentés pour 2013 ont été réalisés sur la base des seules mesures votées avant le dépôt du projet de loi de finances pour 2013. L'impact des dispositions fiscales de ce dernier sur les recettes 2013 est, pour sa part, présenté dans les tomes I et II de l'annexe « Évaluation des Voies et Moyens ».

DÉPENSES FISCALES PRINCIPALES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (1)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière principale		Chiffrage pour 2011	Chiffrage pour 2012	Chiffrage pour 2013
300201	**Exonération des revenus patrimoniaux des établissements publics scientifiques, d'enseignement et d'assistance pour leurs revenus fonciers agricoles et mobiliers** Impôt sur les sociétés *Objectif : Augmenter les dépenses de recherche* *Bénéficiaires 2011 : (nombre non déterminé) entreprises - Création : 1948 - Dernière modification : 2002 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 206-5*	nc	nc	nc
Coût total des dépenses fiscales[28]		**0**	**0**	**0**

DÉPENSES FISCALES SUBSIDIAIRES SUR IMPÔTS D'ÉTAT (1)

(En millions d'euros)

Dépenses fiscales sur impôts d'État contribuant au programme de manière subsidiaire		Chiffrage pour 2011	Chiffrage pour 2012	Chiffrage pour 2013
110242	**Réduction d'impôt pour frais de scolarité dans l'enseignement supérieur** Impôt sur le revenu *Objectif : Développer l'enseignement supérieur* *Bénéficiaires 2011 : 1 143 520 ménages - Méthode de chiffrage : Simulation - Fiabilité : Très bonne - Création : 1992 - Dernière modification : 2002 - Fin d'incidence budgétaire : dépense fiscale non-bornée - Fin du fait générateur : dépense fiscale non-bornée - CGI : 199 quater F*	195	210	210
Coût total des dépenses fiscales		**195**	**210**	**210**

[27] Les dépenses fiscales ont été associées à ce programme conformément aux finalités poursuivies par ce dernier.
« ε » : coût inférieur à 0,5 million d'euros ; « - » : dépense fiscale supprimée ou non encore créée ; « nc » : non chiffrable.
[28] Le « Coût total des dépenses fiscales» constitue une somme de dépenses fiscales dont les niveaux de fiabilité peuvent ne pas être identiques (cf. caractéristique « Fiabilité » indiquée pour chaque dépense fiscale). Il ne prend pas en compte les dispositifs inférieurs à 0,5 million d'euros (« ε »). Par ailleurs, afin d'assurer une comparabilité d'une année sur l'autre, lorsqu'une dépense fiscale est non chiffrable (« nc »), le montant pris en compte dans le total correspond au dernier chiffrage connu (montant 2012 ou 2011) ; si aucun montant n'est connu, la valeur nulle est retenue dans le total. La portée du total s'avère enfin limitée en raison des interactions éventuelles entre dépenses fiscales. Il n'est donc indiqué qu'à titre d'ordre de grandeur et ne saurait être considéré comme une véritable sommation des dépenses fiscales du programme.

JUSTIFICATION AU PREMIER EURO

ÉLÉMENTS TRANSVERSAUX AU PROGRAMME

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		Autorisations d'engagement			Crédits de paiement		
		Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total	Titre 2 Dépenses de personnel	Autres titres	Total
01	**Enseignement supérieur**	185 488 371	174 128 740	**359 617 111**	185 488 371	87 168 740	**272 657 111**
02	**Recherche, développement et transfert de technologie**	2 541 721	33 594 927	**36 136 648**	2 541 721	33 594 927	**36 136 648**
Total		**188 030 092**	**207 723 667**	**395 753 759**	**188 030 092**	**120 763 667**	**308 793 759**

PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

Les priorités du budget demandé portent avant tout sur l'aide sociale aux étudiants, au travers des dispositifs de bourses sur critères sociaux, ainsi que sur la poursuite de la rénovation de l'immobilier des établissements d'enseignement supérieur publics.

Parallèlement, les établissements financés par ce programme assureront leurs missions en optimisant leurs dépenses. Les effectifs de personnel financés par le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt sont maintenus.

DÉPENSES DE PERSONNEL

Catégorie d'emploi	Emplois (ETPT)						Crédits
	Plafond autorisé pour 2012 (0)	Demandés pour 2013 (1)	Effet des mesures de périmètre pour 2013 (2)	Effet des mesures de transfert pour 2013 (3)	Effet des corrections techniques pour 2013 (4)	Variation 2013 / 2012 (5)=(1)-(2)-(3)-(4)-(0)	Demandés pour 2013 (y.c. charges sociales)
A administratifs	72	72				0	7 321 504
A techniques	555	555				0	45 220 805
B et C administratifs	264	264				0	13 139 079
B et C techniques	737	737				0	34 002 698
Enseignants	1 048	1 048				0	88 346 006
Total	**2 676**	**2 676**				**0**	**188 030 092**

Catégorie	AE = CP
Rémunérations d'activité	106 689 670
Cotisations et contributions sociales	80 836 065
dont contributions au CAS Pensions	*63 316 018*
Prestations sociales et allocations diverses	504 357

ÉVOLUTION DES EMPLOIS

(en ETP)

Catégorie d'emplois	Sorties prévues	dont départs en retraite	*Mois moyen des sorties*	Entrées prévues	dont primo recrutements	dont mouvements entre programmes du ministère	*Mois moyen des entrées*	Schéma d'emplois du programme
A administratifs	3	2	*9*	3			*10*	0
A techniques	40	10	*9*	40			*7,5*	0
B et C administratifs	16	11	*6*	16			*7,5*	0
B et C techniques	42	24	*7*	42			*7,5*	0
Enseignants	30	23	*7*	30			*7,5*	0
Total	**131**	**70**		**131**				**0**

Le programme 142 bénéficie, en 2013, d'un strict maintien de son plafond d'emplois 2012, à 2 676 ETPT.

Toutes catégories confondues, 131 départs (ETP) sont prévus dont 70 au titre des départs en retraite. La répartition des départs en retraite par catégories d'emplois est donnée à titre indicatif. Les autres sorties correspondent à des départs en détachements, disponibilités, congés parentaux, congés longue durée, etc.

L'information sur le nombre des primo-recrutements n'est pas disponible. Ce nombre sera ajusté pour respecter le schéma d'emplois en fonction des autres mouvements de personnels : mobilités entre ministères, retours de détachement et de disponibilité, etc.

HYPOTHÈSES DE SORTIES

Les dates moyennes de sortie estimées sont les suivantes :
- catégorie A administratifs : septembre
- catégorie A techniques : septembre
- catégorie B et C administratifs : juin
- catégorie B et C techniques : juillet
- catégorie enseignants : juillet

HYPOTHÈSES D'ENTRÉES

Les dates moyennes d'entrée estimées sont les suivantes :
- catégorie A administratifs : octobre
- catégorie A techniques : juillet
- catégorie B et C administratifs : juillet
- catégorie B et C techniques : juillet
- catégorie enseignants : juillet

EFFECTIFS ET ACTIVITÉS DES SERVICES

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR SERVICE

Service	ETPT LFI 2012	ETPT PLF 2013
Administration centrale		
Services régionaux		
Services départementaux		
Opérateurs	2 653	2 652
Services à l'étranger		
Autres	23	24
Total	**2 676**	**2 676**

Le plafond d'emplois du programme 142, soit 2 676 ETPT, est réparti principalement dans la catégorie « opérateurs rattachés au programme » qui correspond aux personnels en fonction dans les établissements d'enseignement supérieur agricoles et de recherche, ainsi que dans la catégorie « autres » qui correspond à des personnels (chefs de projet, doctorants) affectés dans des établissements d'enseignement ou de recherche et non imputés dans leur dotation.

RÉPARTITION DU PLAFOND D'EMPLOIS PAR ACTION

Numéro et intitulé de l'action / sous-action		ETPT
01	Enseignement supérieur	2 637
02	Recherche, développement et transfert de technologie	39
Total		**2 676**

ÉLÉMENTS SALARIAUX

Principaux facteurs d'évolution de la masse salariale hors CAS Pensions	(en millions d'euros)
Socle Exécution 2012 retraitée	124
Prévision Exécution 2012 hors CAS Pensions	*124,6*
Changements de périmètre du programme 2013/2012	*0*
Débasage/rebasage dépenses non reconductibles	*-0,6*
Impact du schéma d'emplois	0
EAP schéma d'emplois de l'année 2012	*0*
Schéma d'emplois de l'année 2013	*0*
Mesures catégorielles	0,4
Mesures générales	0,2
GIPA	*0,1*
Mesures bas salaires	*0,1*
GVT solde	0
GVT positif	*2,5*
GVT négatif	*-2,5*
Autres	0,1
Total	**124,7**

Le montant des dépenses de personnels hors CAS pensions est de 124,71 M€. La stabilité des dépenses par rapport au PLF 2012 reflète également le maintien des effectifs, stabilisés à 2 676 ETPT.

Le débasage/rebasage correspond, entre autres, aux dépenses liées à la garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) et à la monétarisation des comptes épargne – temps (CET) pour un montant de 0,3 M€ au titre de l'exécution antérieure. La catégorie « autres » concerne le paiement de jours CET pour l'année 2013 d'un montant de 0,1 M€.

COÛTS ENTRÉE-SORTIE

Catégorie d'emploi	Coût d'entrée (1)	Coût de sortie (1)
A administratifs	84 406	81 463
A techniques	42 446	56 778
B et C administratifs	30 261	34 896
B et C techniques	29 867	30 269
Enseignants	38 791	55 780

(1) y compris charges sociales hors CAS Pensions.

La répartition par corps (postes de direction, attachés d'administration) des trois mouvements prévus en 2013 (en entrées et en sorties) pour la catégorie « A – administratifs » explique le coût d'entrée supérieur au coût de sortie.

Les coûts moyens des agents du programme sont de :
- A administratifs 71 389€
- A techniques 54 847€
- B&C administratifs 33 423€
- B&C techniques 31 071€
- Enseignants 57 693€

Ces coûts s'entendent rémunérations indiciaires, indemnitaires et cotisations sociales comprises, mais hors contributions employeur au compte d'affectation spéciale « pensions » et hors prestations sociales.

MESURES GÉNÉRALES

Le PLF 2013 a été construit avec une hypothèse de valeur du point d'indice de la fonction publique de 55,5635 €, stable par rapport à 2012. Par ailleurs, le coût de la mise en œuvre du dispositif de garantie individuelle du pouvoir d'achat (GIPA) prévue par le décret n° 2008-539 du 6 juin 2008 modifié s'élève sur ce programme à 0,1 M€. Le taux de contribution au CAS pensions prévu est de 74,6 %.

MESURES CATÉGORIELLES

Catégorie ou intitulé de la mesure	ETP concernés	Catégories	Corps	Date d'entrée en vigueur de la mesure	Mois	Coût 2013	Coût en année pleine
Effets extension année pleine mesures 2012 ou années précédentes						334 775	502 163
Adhésion au Nouvel Espace Statutaire (NES) de la catégorie B pour la filière formation/recherche	*343*	*B*	*Technicien de formation et de recherche*	*09-2012*	*08*	*180 893*	*271 340*
Modification de la grille des assistants ingénieurs de formation et de recherche	*89*	*A*	*Assistant ingénieur de formation et de recherche*	*09-2012*	*08*	*153 882*	*230 823*
Mesures statutaires						50 694	50 694
Nouveau statut des IAE (fusion IAE & ITPE)	*57*	*A*	*Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement (IAE)*	*01-2013*	*12*	*50 694*	*50 694*
Total						**385 469**	**552 857**

Dans le cadre des actions impulsées par la direction générale de l'administration et de la fonction publique (DGAFP) visant à rationnaliser et simplifier l'architecture statutaire et indemnitaire, le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt poursuit ses efforts.

A ce titre, une procédure interministérielle est engagée concernant la fusion des ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement avec les corps homologues du ministère chargé de l'écologie et du développement durable, et notamment celui des ingénieurs des travaux publics de l'Etat.

Les mesures catégorielles sont gérées de manière globale au niveau du ministère pour l'ensemble de ses programmes comportant des dépenses de personnel (programmes 142, 143, 206 et 215).

Pour le programme 142, les mesures catégorielles mises en œuvre en 2012 par le Ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ont un effet en 2013 pour ce qui concerne notamment :

- la mise en place du nouvel espace indiciaire de la catégorie B pour la filière formation recherche ;
- la revalorisation indiciaire pour le corps des assistants ingénieurs.

Une enveloppe de 0,38 M€ est prévue pour ces mesures.

MESURES INDIVIDUELLES

Le glissement vieillesse-technicité (GVT) solde est estimé à +0,0 % en 2013 (soit 0,0 M€), dont +2,02 % de GVT positif (soit 2,5 M€), et -2,02 % de GVT négatif (soit -2,5 M€).

COTISATIONS SOCIALES ET CONTRIBUTIONS EMPLOYEURS POUR LES PENSIONS

	LFI 2012	PLF 2013
Contributions d'équilibre au CAS Pensions	61 707 926	63 316 018
Civils (y.c. ATI)	*61 707 926*	*63 316 018*
Militaires		
Ouvriers d'État (subvention d'équilibre FSPOEIE)		
Autres (Cultes et subvention exceptionnelle)		
Cotisation employeur FSPOEIE		

Pour 2013, le taux de la contribution d'équilibre au CAS pensions prévu est de 74,6 % (dont 0,32 % d'allocation temporaire d'invalidité (ATI) pour le personnel civil.

PRESTATIONS SOCIALES

Type de dépenses	Nombre de bénéficiaires	PLF 2013
Accidents de service, de travail et maladies professionnelles	6	76 856
Revenus de remplacement du congé de fin d'activité		
Remboursement domicile travail	500	216 009
Capital décès	1	20 860
Allocations pour perte d'emploi	14	110 009
Autres		80 623
Total		**504 357**

Ces crédits alloués aux prestations sociales, participent notamment aux dépenses effectuées au titre des crédits affectés aux accidents de service, de travail et maladies professionnelles et au titre des crédits affectés au remboursement domicile travail.

Concernant la ligne 'Autres' le montant prévisionnel 2013 pour le programme 142 est de 0,08 M€. Ce montant concerne notamment les dépenses pour les prestations sociales liées à la famille et à l'enfance.

Pour les prestations sociales facultatives liées à la famille et à l'enfance, on distingue les prestations soumises à condition de ressources et non soumises à conditions de ressources.

Séjours d'enfants

Le montant des allocations suivantes est variable en fonction du montant des ressources :

- séjours en centre de vacances avec hébergement ;
- séjours en centre de loisirs sans hébergement ;
- séjours en maisons familiales de vacances agréées et gîtes de France ;
- séjours dans le cadre éducatif ;
- séjours linguistiques.

Aides à la famille

Allocation aux parents séjournant en maison de repos avec leur enfant : aucune condition de ressources n'est exigée pour cette allocation.

Enfance Handicapée

Prestations versées sans condition de ressources :

- allocation aux parents d'enfants handicapés de moins de 20 ans ;
- allocation pour les enfants infirmes poursuivant des études ou un apprentissage entre vingt et vingt sept ans (jeunes adultes atteints d'une maladie chronique ou d'un handicap et poursuivant des études, un apprentissage ou un stage de formation professionnelle, au-delà de 20 ans et jusqu'à 27 ans) ;
- séjours en centre de vacances spécialisés.

GRANDS PROJETS TRANSVERSAUX ET CRÉDITS CONTRACTUALISÉS

CONTRATS DE PROJETS ÉTAT-RÉGION (CPER)

Génération CPER 2007-2013

Action	CPER 2007-2013 (rappel du montant initial)	AE engagées au 31/12/2012	CP réalisés au 31/12/2012	AE demandées pour 2013	CP demandés pour 2013	CP sur engagements à couvrir après 2013
01 Enseignement supérieur	23 200 000	16 435 359	12 775 359	1 200 000	2 800 000	2 060 000
02 Recherche, développement et transfert de technologie	3 300 000	2 272 000	2 272 000	363 000	363 000	
Total	**26 500 000**	**18 707 359**	**15 047 359**	**1 563 000**	**3 163 000**	**2 060 000**

Total des crédits de paiement pour ce programme

CP demandés pour 2013	CP sur engagements à couvrir après 2013
3 163 000	**2 060 000**

Action 01 « Enseignement supérieur »

L'intégralité des AE et 1,2 M€ de CP seront fléchés en 2013 pour le projet d'installation d'AgroParisTech sur le plateau de Saclay.

Le complément des CP (1,6 M€) servira à couvrir une partie des opérations engagées antérieurement.

Action 02 « Recherche et transfert de technologie »

La dotation permettra le financement de bourses de thèses en accord avec les besoins exprimés par les régions et les organismes de recherche partenaires.

Le montant de ces bourses sera en principe majoré à hauteur de 50%, le cofinancement étant apporté par les collectivités territoriales.

SUIVI DES CRÉDITS DE PAIEMENT ASSOCIÉS À LA CONSOMMATION DES AUTORISATIONS D'ENGAGEMENT (HORS TITRE 2)

ESTIMATION DES RESTES À PAYER AU 31/12/2012

Engagements sur années antérieures non couverts par des paiements au 31/12/2011	Travaux de fin de gestion postérieurs au RAP 2011	AE LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	CP LFI 2012 + reports 2011 vers 2012 + LFR 2012–1 + LFR 2012–2 + prévision de FDC	Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012
10 085 915		119 041 667	120 563 667	8 563 915

ÉCHÉANCIER DES CP À OUVRIR

AE	CP 2013	CP 2014	CP 2015	CP au-delà de 2015
Évaluation des engagements non couverts par des paiements au 31/12/2012	CP demandés sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2014 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP 2015 sur AE antérieures à 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE antérieures à 2013
8 563 915	5 878 373	2 060 000	0	625 542
AE demandées pour 2013	CP demandés sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2014 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP 2015 sur AE nouvelles en 2013	Estimation des CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013
207 723 667	114 885 294	4 278 373	0	88 560 000
Totaux	**120 763 667**	**6 338 373**	**0**	**89 185 542**

CLÉS D'OUVERTURE DES CRÉDITS DE PAIEMENTS SUR AE 2013

CP 2013 demandés sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2014 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP 2015 sur AE nouvelles en 2013 / AE 2013	CP au delà de 2015 sur AE nouvelles en 2013/AE 2013
55,3%	2,1%	0%	42,6%

Le montant prévisionnel des engagements non couverts à fin 2012 présenté dans l'échéancier se décompose en :

- 7,2 M€ au titre des investissements immobiliers dans les établissements d'enseignement supérieur (opérations des CPER et hors CPER) ;
- 0,8 M€ au titre du financement des établissements d'enseignement supérieur privés ;
- 0,6 M€ au titre d'une convention de recherche conclue avec OSEO.

Les 88,6 M€ d'AE inscrits en 2013, et qui ne donneront lieu à paiement qu'après 2015, seront mobilisés pour le projet d'installation d'AgroParisTech sur le plateau de Saclay.

JUSTIFICATION PAR ACTION

ACTION n° 01 — 90,9 %
Enseignement supérieur

	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	185 488 371	174 128 740	**359 617 111**	
Crédits de paiement	185 488 371	87 168 740	**272 657 111**	

L'action 1 « Enseignement supérieur » comporte quatre objets : l'enseignement supérieur public, la formation initiale des agents de l'État, l'enseignement supérieur privé et les aides aux étudiants.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	37 658 445	39 258 445

Les crédits de fonctionnement de l'action 1 sont versés aux 12 établissements publics de l'enseignement supérieur agricole pour la réalisation des missions décrites dans la partie « opérateurs » du présent projet annuel de performance du programme.

Le tableau ci-dessous indique la répartition des effectifs d'étudiants dans les cursus de référence des établissements d'enseignement supérieur agricole publics (ingénieurs, vétérinaires et paysagistes) :

Famille de formations	Année scolaire 2011/2012
Formations d'ingénieurs	4 821
Formations de vétérinaires	2 359
Formation de paysagistes	264
Total	**7 444**

Les effectifs constatés dans les cursus de référence en 2011/2012 étaient en hausse de 3,9% par rapport à l'année scolaire précédente.

Ces établissements assurent par ailleurs d'autres cursus de formation (licences pro, masters, doctorat, mastères spécialisés, diplôme national d'œnologue (DNO), etc). Ces formations ont été suivies par environ 2 600 étudiants durant l'année scolaire 2011/2012, soit une hausse de 12,5% par rapport à l'année précédente.

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICE PUBLIC : AE : 37 658 445 € CP : 39 258 445 €

Fonctionnement des établissements : AE : 33 998 445 € CP : 33 998 445 €

Cette enveloppe contribuera au fonctionnement des douze établissements publics.

Organisation des concours de recrutement des étudiants : AE : 750 000 € CP : 750 000 €

Les établissements organisateurs des concours étudiants reçoivent une subvention de 167 € en moyenne par candidat, soit 0,75 M€ en 2013 pour 4 500 candidats. Environ 2 000 places dans les écoles d'enseignement supérieur agricole publiques sont offertes à ces concours.

Gestion des élèves fonctionnaires : AE : 670 000 € CP : 670 000 €

Les établissements supportant des charges particulières dues au recrutement d'élèves fonctionnaires en formation initiale (l'École nationale du génie rural, des eaux et des forêts, l'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg, l'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement, l'École nationale de formation agronomique et l'École Nationale des Services Vétérinaires) bénéficient d'un financement particulier qui intègre, notamment, le remboursement des droits de scolarité et des frais de déplacement en stage.

Missions spécifiques des établissements : AE : 100 000 € CP : 100 000 €

Certains établissements concourent à des missions spécifiques pour le réseau de l'enseignement supérieur agricole, telles que la formation continue des enseignants-chercheurs ou l'appui et l'expertise pédagogique. Les dépenses liées à ces missions font l'objet d'un financement particulier.

Prévention et santé des étudiants : AE : 250 000 € CP : 250 000 €

Chaque établissement met en œuvre des actions de médecine préventive et d'aide sociale. Cette politique de prévention répond à une directive gouvernementale de protection de la jeunesse dans la mesure où les comportements à risque se développent de manière significative dans la population étudiante.

Les crédits budgétés sont calculés sur la base de 10 000 étudiants, soit 25 € par étudiant.

Pôles et structures : AE : 320 000 € CP : 320 000 €

Sept structurations inter-régionales bénéficient d'un financement en application d'engagements contractuels avec le ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt.

Les pôles de compétences ont pour objectif de rendre visibles, d'animer et de mettre en synergie, sur un territoire donné, les compétences existantes en matière d'enseignement supérieur et de recherche, mais aussi de transfert et de développement, dans les domaines communs des sciences et technologies du vivant et de l'environnement.

Pour soutenir la dynamique créée par les sept pôles de compétences, des projets structurants sont évalués et sélectionnés dans le cadre d'appels à projets, selon des critères parmi lesquels figurent les lisibilités locale, nationale et européenne du pôle et des politiques publiques portées par le ministère, le développement de liens avec l'enseignement technique agricole et les acteurs du développement.

Investissements CPER : AE : 1 200 000 € CP : 2 800 000 €

L'intégralité des AE et 1,2 M€ de CP seront consacrés en 2013 au projet de déménagement d'AgroParisTech.

Les autres CP (1,6 M€) serviront à financer une partie des opérations engagées antérieurement.

CAS pensions des emplois gagés des établissements du supérieur : AE : 370 000 € CP : 370 000 €

Ces crédits permettent de compenser aux établissements une partie du coût du CAS pensions de leurs emplois dits gagés.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	12 425 000	12 425 000
Transferts aux autres collectivités	27 235 295	27 235 295
Total	**39 660 295**	**39 660 295**

TRANSFERTS AUX MÉNAGES — AE : 12 425 000 € — CP : 12 425 000 €

Aides aux étudiants : AE : 12 425 000 € CP : 12 425 000 €

Les étudiants de l'enseignement supérieur agricole peuvent bénéficier de 2 catégories de bourses :

1) Les bourses sur critères sociaux (BCS) : 11,7 M€ en AE et en CP. Lors de l'année scolaire 2011/2012, les bourses sur critères sociaux ont été attribuées à 4 200 étudiants (dont 2 900 dans l'enseignement public). 1 700 étudiants ont bénéficié simplement de l'exonération des droits de scolarité (échelon 0).

La demande pour 2013 est fondée sur une hausse du montant des bourses de 1,7% et sur une augmentation des effectifs d'étudiants boursiers de 3,5% par rapport à 2012.

Les BCS représentent une dépense prévisionnelle de 8,8 M€ pour 2013, à laquelle s'ajoutent 2,4 M€ au titre de l'exonération des droits de scolarité et 0,5 M€ au titre de bourses au mérite soit un montant total de 11,7 M€.

2) Les bourses de coopération internationale (BCI) : 0,7 M€ en AE et en CP

Les étudiants de l'enseignement supérieur agricole peuvent bénéficier de bourses pour des stages professionnalisants à l'étranger. Ces stages sont d'une durée minimale de six semaines quand ils sont réalisés dans le cadre de mobilités individuelles.

- 0,1 M€ sont réservés aux programmes concertés (projets Brésil-France Agriculture, BRAFAGRI, Chili-France Agriculture, CHILFAGRI, ainsi que le programme européen d'éducation au développement et à la solidarité internationale par la mobilité, GéCO-GLEN) permettant de faire partir 120 étudiants pour un montant moyen de 1 225 € ;

- pour les mobilités individuelles, 0,6 M€ sont prévus. Ces crédits permettent de financer plus de 1 600 stages à l'étranger pour des étudiants de l'enseignement supérieur. Le montant moyen en 2012 était de 370 €.

TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS — AE : 27 235 295 € — CP : 27 235 295 €

Enseignement supérieur privé : AE : 23 980 820 € CP : 23 980 820 €

En application des articles R. 813-63 à R. 813-66 du code rural et de la pêche maritime, les établissements d'enseignement supérieur agricole privés peuvent demander à passer avec l'État un contrat quadriennal destiné à financer une partie des filières de formation d'ingénieurs qu'elles mettent en œuvre. Les contrats de quatre écoles arriveront à échéance fin 2012. Ils devront être renouvelés pour 2013.

L'aide financière de l'État versée au titre des contrats et prévue par le décret n° 2009-791 du 23 juin 2009 se compose d'une part fixe, correspondant à un nombre d'heures d'enseignement pris en compte par le contrat multiplié par un coût théorique horaire, et d'une part variable correspondant à la réalisation d'objectifs dans les domaines de l'enseignement, de la recherche, du transfert, de la valorisation et du développement international. Le montant de la part variable, qui est notifié chaque année par le ministre chargé de l'agriculture, après avis d'une commission consultative, est compris entre 10 et 25 % du montant de la part fixe.

Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes : AE : 3 254 475 € CP : 3 254 475 €

Le Centre international des hautes études agronomiques méditerranéennes (CIHEAM) est un organisme intergouvernemental, avec des centres implantés dans plusieurs pays du pourtour méditerranéen. En France, l'Institut agronomique méditerranéen (IAM), établi à Montpellier, appartient au CIHEAM. Les centres de ce dernier ont une mission de formation supérieure (niveau Master of Sciences), de recherche et de développement.

Par traité international, la France s'est engagée à doter annuellement le secrétariat général du CIHEAM pour participer à son fonctionnement. En outre, la France doit contribuer au financement de l'IAM de Montpellier.

Pour 2013, la dotation se répartira comme suit :
- Secrétariat général du CIHEAM : 0,5 M€
- Subvention IAM : 2,8 M€

DÉPENSES D'OPÉRATIONS FINANCIÈRES

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Dotations en fonds propres	96 810 000	8 250 000

Investissements hors CPER : AE : 96 810 000 € CP : 8 250 000 €

L'enveloppe de crédits d'investissement hors CPER permettra tout d'abord d'achever le financement du Pôle à risques biologiques (PRB) de l'École nationale vétérinaire d'Alfort (0,9 M€ en AE et en CP sont prévus en 2013). La livraison du bâtiment est prévue courant 2013.

Concernant les AE :
– 7,3 M€ d'AE financeront la poursuite des travaux de mise en sécurité (réhabilitation de bâtiments, sécurisation de façades, électricité, alarmes incendie) et de mise aux normes sanitaires (réseaux d'eau notamment) des établissements d'enseignement supérieur publics ;
– 88,6 M€ d'AE sont réservés pour le projet d'installation de l'Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement (AgroParisTech) dans le cadre de l'opération de Saclay.

Concernant les CP, environ 3,5 M€ de CP serviront à couvrir des opérations engagées antérieurement. Le complément permettra de financer une partie des opérations nouvelles.

ACTION n° 02 — 9,1 %
Recherche, développement et transfert de technologie



	Titre 2	Hors titre 2	Total	FDC et ADP attendus en 2013
Autorisations d'engagement	2 541 721	33 594 927	**36 136 648**	
Crédits de paiement	2 541 721	33 594 927	**36 136 648**	

Cette action se partage entre l'appui à la recherche, d'une part, les aides au transfert de technologie et au développement agricole, d'autre part.

ÉLÉMENTS DE LA DÉPENSE PAR NATURE

DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public	27 421 000	27 421 000

SUBVENTIONS POUR CHARGES DE SERVICES PUBLIC AE : 27 421 000 € CP : 27 421 000 €

Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et agriculture (IRSTEA)
AE : 22 068 000 € CP : 22 068 000 €

Ces crédits serviront au soutien d'activités de recherche et de programmes d'appui à la décision publique des services du ministère chargé de l'agriculture ainsi qu'au transfert et à la diffusion des connaissances vers les milieux professionnels et les établissements d'enseignement technique et supérieur agricole.

Mesures d'emplois

Ces mesures reflètent les dispositions du contrat quadriennal entre l'IRSTEA et l'État, signé le 22 janvier 2009 pour la période 2009-2012, d'une part, de la convention cadre liant le ministère chargé de l'agriculture à l'IRSTEA pour la période 2009-2013 d'autre part. Pour 2013, la hausse des contributions aux charges de retraite des fonctionnaires est prise en charge par le programme 187 « Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources » de la MIRES.

L'Institut national de la recherche agronomique (INRA) AE : 1 653 000 € CP : 1 653 000 €

Le ministère chargé de l'agriculture attribue à l'INRA une dotation spécifique pour financer des missions dites « complémentaires » dans trois domaines : la génétique animale, la sélection végétale, ainsi que la cartographie des sols. Pour assurer ces missions, le ministère charge l'INRA de conduire des actions d'intérêt public qui, sans être des missions de recherche *stricto sensu*, s'inscrivent dans leur prolongement, et constituent un appui à la politique publique de développement agricole.

Ces missions garantissent la continuité dans le temps de la gestion d'un capital de données et bénéficient de la neutralité et de l'objectivité des expertises d'un établissement public de recherche.

Ces missions ont fait l'objet d'une redéfinition par une nouvelle convention, signée le 2 mai 2012, liant l'INRA et le ministère, pour la période 2012-2016

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performance du programme 187 « Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources ».

Formation par la recherche AE : 3 700 000 € CP : 3 700 000 €

Ces crédits sont destinés à soutenir et renforcer le lien formation-recherche dans les établissements publics d'enseignement supérieur agricole.

Quelques données démontrent la forte implication des établissements dans cette démarche :

- environ 40 masters orientés vers la recherche co-habilités avec l'Université ;
- 5 écoles habilitées à délivrer le doctorat ;
- plus de 800 étudiants inscrits en formation par la recherche ;
- plus de 125 unités de recherche labellisées ;
- 851 cadres scientifiques.

Il est en outre signalé que de nombreux chercheurs d'établissements publics, particulièrement de l'INRA, collaborent avec les écoles notamment dans le cadre d'unités mixtes de recherche.

L'allocation de cette dotation repose à 70 % sur l'activité, calculée en fonction du nombre de cadres scientifiques exerçant dans des unités de recherche labellisées, et à 30 % sur la performance selon deux indicateurs : l'un est constitué par le "nombre annuel de publications de rang A divisé par le nombre de cadres scientifiques en unités de recherche labellisées déclarés par l'établissement" et l'autre par le "nombre de thèses dirigées ou co-dirigées et soutenues divisé par le nombre de cadres scientifiques en unités de recherche labellisées déclarés par l'établissement".

Pour 2013, la direction générale de l'enseignement et de la recherche déterminera en gestion avec les établissements un indicateur de performance supplémentaire qui portera sur les activités de valorisation des travaux de recherche.

DÉPENSES D'INTERVENTION

Catégorie	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Transferts aux ménages	363 000	363 000
Transferts aux autres collectivités	5 810 927	5 810 927
Total	**6 173 927**	**6 173 927**

TRANSFERTS AUX MÉNAGES — AE : 363 000 € — CP : 363 000 €

Bourses de thèses : AE : 363 000 € CP : 363 000 €

La dotation permettra le financement de bourses de thèses en accord avec les besoins exprimés par les régions et les organismes de recherche partenaires dans le cadre des contrats de projets État-région 2007-2013.

TRANSFERTS AUX AUTRES COLLECTIVITÉS — AE : 5 810 927 € — CP : 5 810 927 €

Organismes de développement AE : 5 215 927 € CP : 5 215 927 €

Afin de renforcer le développement et l'innovation, en application de la loi d'orientation agricole (LOA) du 5 janvier 2006, le ministère chargé de l'agriculture a établi deux procédures de qualification et d'agrément, associant les instituts et centres techniques agricoles et agro-industriels qui s'impliquent de manière pérenne dans des démarches collaboratives, avec des établissements de recherche ou d'enseignement agricole. Une procédure de renouvellement des qualifications a été engagée avec la publication de l'arrêté du 22 février 2012 relatif à la qualification d'institut technique agricole ou agro-industriel.

Il est prévu une subvention à l'Association de coordination technique agricole (ACTA) et à l'Association de coordination technique, pour l'industrie agroalimentaire (ACTIA) d'un montant de 0,6 M€ en AE et en CP. Ce financement permet à ces associations de remplir leur rôle de têtes de réseau des organismes de développement (instituts et centres techniques agricoles et agroalimentaires).

Par ailleurs, la dotation prévue pour 2013 permettra :
- le financement des différents réseaux mixtes technologiques (RMT) et unités mixtes technologiques (UMT) agréés ;
- le soutien aux instituts agro-industriels qualifiés.

Des éléments de justification complémentaires figurent dans la partie « Opérateurs » du projet annuel de performance du présent programme budgétaire.

Partenariat national de développement des industries agroalimentaires (PNDIAA)

AE : 595 000 € CP : 595 000 €

Une convention a été signée en 2007 entre le ministère chargé de l'agriculture et OSEO afin de financer le développement d'actions en faveur des Industries agro-alimentaires (IAA). Ces crédits visent également à soutenir des projets partenariaux de recherche et de développement, sources d'innovation au bénéfice des IAA, qui sont déterminants pour le maintien de la compétitivité des entreprises.

OPÉRATEURS

RÉCAPITULATION DES CRÉDITS DU PROGRAMME DESTINÉS AUX OPÉRATEURS DE L'ÉTAT

	LFI 2012		PLF 2013	
Nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Subventions pour charges de service public (titre 3-2)	69 563 127	71 085 127	65 079 445	66 679 445
Dotations en fonds propres (titre 7-2)			96 810 000	8 250 000
Transferts (titre 6)	26 329 302	26 329 302	14 839 927	14 839 927
Total	**95 892 429**	**97 414 429**	**176 729 372**	**89 769 372**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS

EMPLOIS DES OPÉRATEURS Y COMPRIS OPÉRATEURS MULTI-IMPUTÉS SI PROGRAMME CHEF DE FILE

	Réalisation 2011 (1)				LFI 2012				PLF 2013			
Intitulé de l'opérateur	ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs			ETPT rémunérés par ce programme (2)	ETP rémunérés par les opérateurs		
		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*		sous plafond	hors plafond	*dont contrats aidés*
Associations de coordination technique agricole et des industries agroalimentaires			45		1	0	45	*0*	0		45	
Ecoles d'enseignement supérieur agricole et vétérinaire	2 681	920	495		2 652	929	326	*0*	2 652	929	326	
Total	**2 681**	**920**	**540**		**2 653**	**929**	**371**	***0***	**2 652**	**929**	**371**	

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.
(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.

EMPLOIS DES OPÉRATEURS MULTI-IMPUTÉS (PROGRAMME NON CHEF DE FILE)

Intitulé de l'opérateur *programme chef de file*	**Réalisation 2011** (1)				**LFI 2012**				**PLF 2013**			
	ETPT rémunérés par ce programme (2)	*ETP rémunérés par les opérateurs (3)*			ETPT rémunérés par ce programme (2)	*ETP rémunérés par les opérateurs (3)*			ETPT rémunérés par ce programme (2)	*ETP rémunérés par les opérateurs (3)*		
		sous plafond	*hors plafond*	*dont contrats aidés*		*sous plafond*	*hors plafond*	*dont contrats aidés*		*sous plafond*	*hors plafond*	*dont contrats aidés*
IRSTEA - Institut national de recherche en sciences et technologies pour l'environnement et l'agriculture (ex-CEMAGREF)					0				0			
187 Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources		*997*	*284*			*1 047*	*262*			*1 047*	*284*	
INRA - Institut national de la recherche agronomique					0							
187 Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources		*9 222*	*898*			*10 008*	*1 062*			*10 005*	*898*	
Total		***10 219***	***1 182***		**0**	***11 055***	***1 324***		**0**	***11 052***	***1 182***	

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.
(2) Emplois des opérateurs inclus dans le plafond d'emplois du ministère.
(3) Selon les informations fournies dans le PAP du programme chef de file.

PLAFOND DES AUTORISATIONS D'EMPLOIS DES OPÉRATEURS DU PROGRAMME CHEF DE FILE

LFI 2012*						**PLF 2013**
Emplois sous plafond *en ETP*	Solde des transferts T2/T3	Solde des transferts internes	Solde des transferts externes	Corrections techniques	Solde net des créations ou suppressions d'emplois	Emplois sous plafond *en ETP*
929					0	929

* Plafond voté en LFI 2012 ou le cas échéant en LFR

PRÉSENTATION DES OPÉRATEURS (OU CATÉGORIES D'OPÉRATEUR)

ASSOCIATIONS DE COORDINATION TECHNIQUE AGRICOLE ET DES INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES

L'Association de coordination technique agricole (ACTA) et l'Association de coordination technique des industries agroalimentaires (ACTIA), associations loi 1901, sont les structures de coordination des réseaux d'instituts et de centres techniques, agricoles pour la première et agroalimentaires pour la seconde. Elles jouent un rôle fondamental d'interface entre la recherche publique d'amont et les professionnels (agriculteurs et industriels), indispensable pour l'innovation. Elles sélectionnent, soutiennent et évaluent des projets de recherche appliquée. Elles assurent la cohérence des projets financés et leur adéquation avec les orientations stratégiques pluriannuelles retenues. Le ministère souhaite renforcer le rôle d'animation de ces structures.

L'ACTA et l'ACTIA sont rattachées à l'action « Recherche, développement et transfert de technologies » qui regroupe le financement d'opérations venant en appui aux politiques publiques du ministère (formation à et par la recherche, aide à la décision publique, appui aux secteurs économiques) d'une part, visant à renforcer les interactions et les échanges entre la formation, la recherche et le développement dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation et du développement des territoires ruraux d'autre part.

Le conseil d'administration de l'ACTA comprend un contrôleur d'État et un représentant de l'État (ministère chargé de l'agriculture). Les ministères chargés de l'agriculture, de la recherche et de l'environnement sont représentés dans le comité d'orientation scientifique et technique qui définit, dans le cadre du plan d'orientation scientifique et technique quinquennal, les thèmes et orientations prioritaires.

Deux contrats d'objectifs (un pour chacune des deux associations) ont été signés en 2008.

Le ministère souhaite rationaliser les réseaux existants, renforcer l'excellence de la recherche effectuée dans les instituts et centres techniques et développer leurs liens avec la recherche et la formation. A cet effet, en application de la loi d'orientation agricole (LOA) du 5 janvier 2006, le ministère a élaboré une procédure de qualification des instituts et centres techniques et promeut de nouvelles formes de partenariat avec les organismes de recherche et d'enseignement supérieur (unité mixte technologique et réseau mixte technologique).

Concernant le domaine agroalimentaire, ces crédits s'inscrivent dans le cadre du partenariat national de développement des industries agroalimentaires (PNDIAA) qui vise à soutenir la filière.

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 02 : Recherche, développement et transfert de technologie	**6 058**	**6 058**	**5 861**	**5 861**	**5 216**	**5 216**
Subventions pour charges de service public	656	656	657	657	0	0
Dotations en fonds propres			0	0		
Transferts	5 402	5 402	5 204	5 204	5 216	5 216
Total pour ce programme	**6 058**	**6 058**	**5 861**	**5 861**	**5 216**	**5 216**
Programme 776 : Recherche appliquée et innovation en agriculture	**4 593**	**4 781**	**3 195**	**3 195**	**3 195**	**3 195**
Subventions pour charges de service public			0	0		
Dotations en fonds propres			0	0		
Transferts	4 593	4 781	3 195	3 195	3 195	3 195
Total	**10 651**	**10 839**	**9 056**	**9 056**	**8 411**	**8 411**

Il existe des écarts entre les financements attribués à l'ACTA et l'ACTIA par arrêté de subventions des programmes 142 et 776 et les recettes comptabilisés dans les comptes annuels de l'ACTA et l'ACTIA. L'ACTA et l'ACTIA sont opérateurs de l'État, mais sous statut associatif. On ne peut donc pas comparer directement les montants mentionnés dans les arrêtés d'attribution de financement et le compte de résultat de l'ACTA et de l'ACTIA et ceci pour différentes raisons :

– pour les crédits du programme 142, seules sont affectées en compte de résultat (produits) les subventions destinées à financer des charges de fonctionnement des deux associations. La différence est comptabilisée en compte de tiers (au bilan uniquement) car ces subventions sont destinées aux autres instituts techniques pour financer des projets, des UMT ou des RMT dont ils sont pilotes ;

– pour les crédits du programme 776 :
  - de la même manière que pour les UMT, les montants devant être reversés aux partenaires sont comptabilisés uniquement en compte de bilan ;
  - l'arrêté d'attribution parait en fin d'année n pour des projets dont les travaux ont lieu sur l'année n+1, n+2 et n+3. Les subventions attribuées sont donc comptabilisées en recettes au fur et à mesure de la perception des fonds et de l'avancée des travaux afin de financer les dépenses correspondantes aux projets et ce tout au long de ces derniers.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat (en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	2 983	3 108	Ressources de l'État	7 216	7 077
			- subventions de l'État	*7 216*	*7 077*
Fonctionnement	3 325	3 360	*- ressources fiscales*		
Intervention	3 342	3 223	Autres subventions	312	367
			Ressources propres et autres	2 208	2 250
Total des charges	**9 650**	**9 691**	**Total des produits**	**9 736**	**9 694**
Résultat : bénéfice	86	3	Résultat : perte		
Total : équilibre du CR	**9 736**	**9 694**	Total : équilibre du CR	**9 736**	**9 694**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	0	0	Capacité d'autofinancement	63	63
Investissements	130	100	Ressources de l'État		
			Autres subv. d'investissement et dotations		
			Autres ressources		
Total des emplois	**130**	**100**	**Total des ressources**	**63**	**63**
Apport au fonds de roulement			Prélèvement sur le fonds de roulement	67	37

(1) voté

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
TOTAL	3 108	3 360	3 223	100	**9 791**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	45	45	45
- hors plafond opérateurs	*45*	*45*	*45*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	1	5	0
- rémunérés par l'État par ce programme		*1*	*0*
- rémunérés par d'autres collectivités ou organismes	*1*	*4*	*0*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

IRSTEA - INSTITUT NATIONAL DE RECHERCHE EN SCIENCES ET TECHNOLOGIES POUR L'ENVIRONNEMENT ET L'AGRICULTURE (EX-CEMAGREF)

L'IRSTEA fait l'objet d'une présentation détaillée au sein du programme 187 « Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources » (chef de file).

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

	Réalisation 2011		**LFI 2012**		**PLF 2013**	
Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 02 : Recherche, développement et transfert de technologie	**22 232**	**22 232**	**22 067**	**22 067**	**22 068**	**22 068**
Subventions pour charges de service public	22 232	22 232	22 067	22 067	22 068	22 068
Dotations en fonds propres			0	0		
Total	**22 232**	**22 232**	**22 067**	**22 067**	**22 068**	**22 068**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur **	1 281	1 309	1 331
- sous plafond opérateurs	*997*	*1 047*	*1 047*
- hors plafond opérateurs	*284*	*262*	*284*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	199	0	0
- rémunérés par l'État par d'autres programmes	*199*		

(1) La réalisation N2 reprend la présentation du RAP N2.

** Selon les informations fournies dans le PAP ou le RAP du programme **chef de file** pour cet opérateur (187 Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources).

ECOLES D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR AGRICOLE ET VÉTÉRINAIRE

Les douze écoles placées sous la tutelle du ministère chargé de l'agriculture sont des établissements d'enseignement supérieur au sens des articles L. 123-1 et suivants du code de l'éducation. Elles exercent des missions d'enseignement et de recherche dans les domaines définis à l'article L. 812-2 du code rural et de la pêche maritime : formation d'ingénieurs en sciences et techniques agronomique, environnementale, agroalimentaire, horticole et forestière, d'une part, de cadres spécialisés, d'enseignants, de vétérinaires et de paysagistes DPLG (diplômés par le Gouvernement), d'autre part.

Ils accueillent environ 7 400 étudiants dans les cursus de référence cités ci-dessus et 2 600 pour d'autres cursus de formation (licences pro, masters, doctorat, mastères spécialisés, diplôme national d'œnologue (DNO), …).

Ils constituent une catégorie particulière d'établissements publics créés en application de l'article L. 812-3 du code rural et de la pêche maritime. Six d'entre eux revêtent la forme d'établissement public à caractère administratif (EPA) et sont régis par les articles R. 812-3 à R. 812-24 du code rural et de la pêche maritime.

Les six établissements issus de regroupements d'écoles ont pris la forme d'établissements publics à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP) qui constituent une catégorie particulière d'EPA. Ces établissements sont constitués sous la forme de « grand établissement », au sens de l'article L. 717-1 du code de l'éducation. Leurs règles d'organisation et de fonctionnement sont fixées par un décret en Conseil d'État.

Les établissements d'enseignement supérieur agricole publics, énumérés à l'article D. 812-1 du code rural et de la pêche maritime, se répartissent comme suit :

- Six « grands établissements » :
  1° L'Institut des sciences et industries du vivant et de l'environnement (Agro Paris Tech),
  2° Le Centre international d'études supérieures en sciences agronomiques (Montpellier Sup Agro),
  3° L'Institut supérieur des sciences agronomiques, agroalimentaires, horticoles et du paysage (Agro Campus Ouest),
  4° L'Institut national supérieur des sciences agronomiques, de l'alimentation et de l'environnement (Agrosup Dijon),
  5° L'institut d'enseignement supérieur et de recherche en alimentation, santé animale, sciences agronomiques et de l'environnement (Vet Agro Sup),
  6° L'École nationale vétérinaire, agroalimentaire et de l'alimentation Nantes-Atlantique (ONIRIS).
- Six établissements régis par le code rural et de la pêche maritime :
  7° L'École nationale vétérinaire d'Alfort (ENVA),
  8° L'École nationale vétérinaire de Toulouse (ENVT),
  9° L'École nationale supérieure du paysage de Versailles (ENSPaysage),
  10° L'École nationale de formation agronomique de Toulouse-Auzeville (ENFAT),
  11° L'École nationale supérieure des sciences agronomiques de Bordeaux Aquitaine (Bordeaux Sciences Agro),
  12° L'École nationale du génie de l'eau et de l'environnement de Strasbourg (ENGEES).

Les établissements publics d'enseignement supérieur sont principalement financés par l'action 01 « enseignement supérieur » du programme 142. Cette action permet de soutenir leur fonctionnement ainsi que leurs investissements.

Enfin, il convient d'indiquer que les établissements bénéficient de subventions destinées à favoriser la formation des étudiants par la recherche. Ces financements sont attribués à des unités de recherche, soit relevant en propre des établissements, soit associées avec des organismes de recherche, formant ainsi des unités mixtes de recherche (UMR). Ces subventions sont inscrites sur l'action 2, « développement et transfert de technologie ».

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 01 : Enseignement supérieur	**53 731**	**56 162**	**57 013**	**58 535**	**143 728**	**56 768**
Subventions pour charges de service public	42 614	45 045	45 187	46 709	37 658	39 258
Dotations en fonds propres			0	0	96 810	8 250
Transferts	11 117	11 117	11 826	11 826	9 260	9 260
Action n° 02 : Recherche, développement et transfert de technologie	**3 864**	**3 864**	**4 063**	**4 063**	**4 063**	**4 063**
Subventions pour charges de service public			0	0	3 700	3 700
Dotations en fonds propres			0	0		
Transferts	3 864	3 864	4 063	4 063	363	363
Total pour ce programme	**57 595**	**60 026**	**61 076**	**62 598**	**147 791**	**60 831**
Programme 143 : Enseignement technique agricole	**1 755**	**1 755**	**1 400**	**1 400**	**1 305**	**1 305**
Subventions pour charges de service public			0	0		
Dotations en fonds propres			0	0		
Transferts	1 755	1 755	1 400	1 400	1 305	1 305
Total	**59 350**	**61 781**	**62 476**	**63 998**	**149 096**	**62 136**

Les priorités du budget 2013 ont été portées sur les dotations aux investissements et au soutien à la recherche (action 2).

Les investissements, budgétés jusqu'en 2012 en tant que subventions pour charges de service public, sont à partir de 2013 comptés dans les dotations en fonds propres.

Les dotations de transferts de l'action 01 indiquées pour 2011 et 2012 - qui sont les bourses sur critères sociaux et les bourses à l'étranger - intégraient les dotations pour les établissements d'enseignement supérieur agricole privés. Pour 2013, le montant indiqué est corrigé. Il ne concerne bien que l'enseignement supérieur agricole public.

BUDGET PRÉVISIONNEL 2012 DE L'OPÉRATEUR

Compte de résultat

(en milliers d'euros)

Charges	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Produits	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Personnel	55 127	55 464	Ressources de l'État	57 854	57 186
			- subventions de l'État	*54 337*	*54 032*
Fonctionnement	122 343	114 090	*- ressources fiscales*	*3 517*	*3 154*
Intervention	9 018	8 028	Autres subventions	18 553	15 352
			Ressources propres et autres	109 725	101 729
Total des charges	**186 488**	**177 582**	**Total des produits**	**186 132**	**174 267**
Résultat : bénéfice			Résultat : perte	356	3 315
Total : équilibre du CR	**186 488**	**177 582**	Total : équilibre du CR	**186 488**	**177 582**

(1) voté

Tableau de financement abrégé (en milliers d'euros)

Emplois	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012	Ressources	Compte financier 2011 (1)	Budget prévisionnel 2012
Insuffisance d'autofinancement	200	592	Capacité d'autofinancement	10 155	7 213
Investissements	22 534	36 296	Ressources de l'État	10 265	10 850
			Autres subv. d'investissement et dotations	2 208	8 748
			Autres ressources	924	8 534
Total des emplois	**22 734**	**36 888**	**Total des ressources**	**23 552**	**35 345**
Apport au fonds de roulement	818		Prélèvement sur le fonds de roulement		1 543

(1) voté

Outre les subventions de l'État, les établissements de l'enseignement supérieur agricole bénéficient de subventions de la part des collectivités.
Dans la catégorie des ressources propres, les recettes sont principalement liées aux droits de scolarité des étudiants, aux conventions de recherche, à la formation continue, aux produits des exploitations agricoles ou viticoles et aux activités des cliniques vétérinaires.

Les ressources de l'État indiquées dans les budgets prévisionnels tiennent compte de la mise en réserve appliquée sur les dotations de 2012. Par ailleurs, certains établissements comptabilisent les dotations pour les bourses aux étudiants dans la catégorie « Autres subventions ». Ainsi, il apparaît un écart entre le tableau de financement de l'État et celui relatif aux budgets prévisionnels.

Les dépenses d'investissement sont prévues en hausse par rapport au compte financier 2011, du fait du fréquent glissement des dépenses de travaux d'une année civile vers la suivante. C'était ainsi 30,5 M€ qui étaient prévus en budget prévisionnel 2011 pour une dépense avérée de 22,5 M€.

DÉPENSES 2012 DE L'OPÉRATEUR PAR DESTINATION

Avertissement : Les dépenses 2012 présentées par destination n'incluent pas les charges non décaissables comme les amortissements et les dépréciations d'actifs.

(En milliers d'euros)

Destination	Personnel	Fonctionnement	Intervention	Investissement	Total
TOTAL	55 461	91 674	8 028	36 296	**191 459**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur	1 415	1 255	1 255
- sous plafond	*920*	*929*	*929*
- hors plafond opérateurs	*495*	*326*	*326*
Autres emplois (ETPT) en fonction dans l'opérateur	2 681	2 652	2 652
- rémunérés par l'État par ce programme	*2 681*	*2 652*	*2 652*

(1) La réalisation 2011 reprend la présentation du RAP 2011.

Un travail de fiabilisation sur la répartition entre les catégories « sous-plafond » et « hors plafond » des emplois financés sur le budget des établissements d'enseignement supérieur agricole publics est en cours.

INRA - INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE AGRONOMIQUE

L'INRA fait l'objet d'une présentation détaillée au sein du programme 187 « Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources » (chef de file).

FINANCEMENT DE L'ÉTAT

(en milliers d'euros)

Action ou programme intéressé ou nature de la dépense	Réalisation 2011		LFI 2012		PLF 2013	
	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement	Autorisations d'engagement	Crédits de paiement
Action n° 02 : Recherche, développement et transfert de technologie	**1 625**	**1 625**	**1 653**	**1 653**	**1 653**	**1 653**
Subventions pour charges de service public	1 625	1 625	1 653	1 653	1 653	1 653
Dotations en fonds propres			0	0		
Transferts			0	0		
Total	**1 625**	**1 625**	**1 653**	**1 653**	**1 653**	**1 653**

CONSOLIDATION DES EMPLOIS DE L'OPÉRATEUR

	Réalisation 2011 (1)	LFI 2012	PLF 2013
Emplois (ETP) rémunérés par l'opérateur **	10 120	11 070	10 903
- sous plafond opérateurs	*9 222*	*10 008*	*10 005*
- hors plafond opérateurs	*898*	*1 062*	*898*

(1) La réalisation N2 reprend la présentation du RAP N2.

** Selon les informations fournies dans le PAP ou le RAP du programme **chef de file** pour cet opérateur (187 Recherche dans le domaine de la gestion des milieux et des ressources).

ANALYSE DES COÛTS DU PROGRAMME ET DES ACTIONS

Note explicative

La comptabilité d'analyse des coûts (CAC) s'appuie sur des principes, règles et méthodes de construction partagés par l'ensemble des acteurs : ministères, services du contrôle budgétaire et comptable ministériel, direction du budget et de la direction générale des finances publiques.

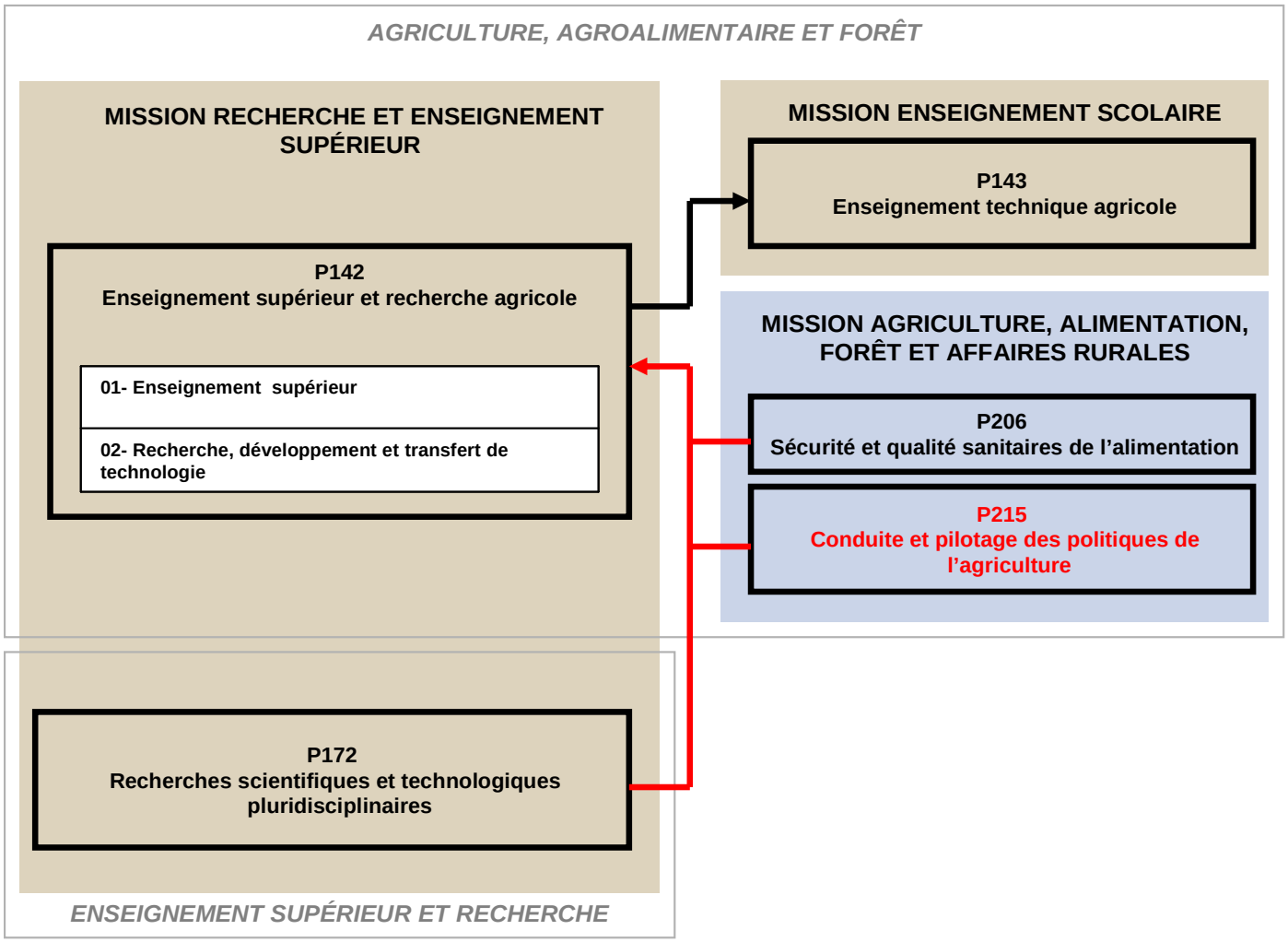
Le volet « Analyse des coûts » du PAP vise plus particulièrement l'identification des enjeux en matière de consommation de ressources partagée entre programmes, qu'ils relèvent ou non de la même mission.

A ce titre, ce volet comporte trois parties : 1°- une cartographie des liens de consommation des ressources entre actions ; 2°- un tableau de synthèse retraçant successivement la valeur initiale des actions, les ventilations internes et externes et la valeur après ventilations des actions ; 3°- les observations des équipes ministérielles, intégrant l'explication des principes méthodologiques appliqués aux données retraitées, et éclairant les résultats obtenus.

Enfin, l'analyse des coûts contribue à la documentation de la démarche de performance et s'inscrit dans un cycle d'amélioration continue.

SCHÉMA DE DÉVERSEMENT ANALYTIQUE DU PROGRAMME

Ce schéma représente les liens entre les actions du programme et avec des actions d'autres programmes.



PRÉSENTATION DES CRÉDITS DE PAIEMENT CONCOURANT À LA MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE

Numéro et intitulé de l'action	PLF 2013 crédits directs (y.c. FDC et ADP)	Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence		PLF 2013 après ventilation (y.c. FDC et ADP)	LFI 2012 après ventilation (y.c. FDC et ADP)
		au sein du programme	entre programmes		
01 - Enseignement supérieur	272 657 111		-4 941 295	267 715 816	259 572 750
02 - Recherche, développement et transfert de technologie	36 136 648		+4 088 597	40 225 245	41 122 567
Total	**308 793 759**		**-852 698**	**307 941 061**	**300 695 317**

Ventilation des crédits de pilotage, de soutien et/ou de polyvalence vers (+) ou en provenance (-) d'autres programmes	**+852 698**
143 / Enseignement technique agricole (Mission « Enseignement scolaire »)	+17 086 965
172 / Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires (Mission « Recherche et enseignement supérieur »)	-5 461 472
206 / Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation (Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales »)	-1 100 000
215 / Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture (Mission « Agriculture, alimentation, forêt et affaires rurales »)	-9 672 795

OBSERVATIONS

Les actions de ce programme intègrent l'ensemble des dépenses de personnel, de fonctionnement et d'investissement liées à la gestion et à la mise en œuvre du dispositif d'enseignement supérieur et de recherche agricoles.

Le programme comprend notamment les crédits des établissements d'appui à l'enseignement technique agricole rattachés à des écoles supérieures : le Centre national de promotion rurale (CNPR) rattaché à AgroSupDijon, Florac rattaché à Montpellier Sup Agro et Fouesnant rattaché à Agrocampus Ouest. Les moyens de ces établissements, inscrits sur l'action « Enseignement supérieur », sont déversés vers le programme « Enseignement technique agricole ».

Le présent programme bénéficie d'une quote-part des crédits en provenance des actions « Moyens de l'administration centrale » et « Moyens communs » du programme soutien « Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture ».

Un déversement est également opéré depuis le programme « Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentaire » vers l'action « Recherche, développement et transfert de technologie ». Il reflète les prestations de recherche de l'agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses) correspondant à la convention passée au titre de l'étude « alimentation totale » et à la masse salariale du laboratoire équin de Dozulé.

Le programme reçoit une partie des moyens de l'action « Agence nationale de la recherche » (ANR) du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires ». Ce déversement intègre des crédits de fonctionnement et d'intervention de l'ANR. Ce financement bénéficie intégralement à l'action « Enseignement supérieur ».

Les crédits directs du PLF 2013 s'élèvent à 308,8 M€.

Les ventilations minorent ces crédits de 0,8 M€. Les déversements en provenance du programme « Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation » et à destination du programme « Enseignement technique agricole » sont du même niveau qu'en LFI 2012. A l'inverse, le déversement du programme « Recherches scientifiques et technologiques pluridisciplinaires » a subi une forte augmentation puisqu'il est multiplié par presque neuf, la dernière programmation connue de l'ANR ayant largement plus bénéficié aux opérateurs du programme « Enseignement supérieur et recherche agricoles » que la programmation précédente.

Dans une moindre mesure, le déversement en provenance du programme soutien augmente de 0,6 M€ par rapport à la LFI 2012 ce qui représente une quote-part de 1,4 % (la même qu'en LFI 2012) de l'ensemble des ventilations externes opérées depuis le programme soutien pour 2013.

Ainsi, l'écart entre le PLF 2013 et la LFI 2012, qui est de +1,8 M€ sur les crédits directs, atteint +7,2 M€ sur les dépenses complètes prévisionnelles.